CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à preſent.

I.

ANNO 1664. 12. Fev. LE PAPE ET FRANCE.

Traité entre le Pape ALEXANDRE VII. *&* LOUIS XIV. *Roi de France; fait à Piſe, le* 12. *de Fevrier* 1664. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où cette Pièce eſt tirée. Elle ſe trouve auſſi dans DESMARAIS, *Hiſtoire des Demeſlez de la Cour de France avec la Cour de Rome*. Aux Preuves, pag. 145. en François, comme ici, & en Italien; dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 334. en Allemand; dans *Theatrum Europæum*, Tom. IX. pag. 14. 36. auſſi en Allemand; & dans le *Diarium Europæum*, Continuat. X. pag. 68. encore en Allemand.]

AU NOM DE DIEU.

ARTICLES du Traité fait à Piſe entre noſtre Tres-Saint Pere le Pape ALEXANDRE VII.

Et Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puiſſant Prince LOUÏS XIV. *du nom, par la Grace de Dieu Roi Tres-Chreſtien de France & Navarre.*

PAR tres-Illuſtre & tres-Reverend Prelat CESAR RASPONI Referendaire de l'une & de l'autre Signature, Secretaire de la Conſulte & Plenipotentiaire de ſa Sainteté.

Et tres-Illuſtre & tres-Reverend Prelat LOUIS DE BOURLEMONT *Auditeur de Rote, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils d'Eſtat, & Plenipotentiaire de Sa Majeſté.* ANNO 1664.

PREAMBULE.

LE deteſtable attentat commis dans Rome par les Soldats Corſes, le 20. d'Aouſt 1662. contre M. le Duc de Crequi Ambaſſadeur extraordinaire du Roi Tres-Chreſtien, ayant donné à Sa Majeſté un juſte ſujet de déplaiſir, & cauſé à ſa Sainteté une tres-vive douleur: ſadite Sainteté, comme un bon Pere jaloux de l'honneur de ſes Enfans, deſirant reparer entierement une telle injure faite au Fils Aiſné de l'Egliſe en la Perſonne de ſon Ambaſſadeur, afin d'entretenir de ſon coſté, ainſi que Sa Majeſté du ſien, une parfaite correſpondance, & de prevenir tous les maux que la Chreſtienté pourroit ſouffrir des ſuittes de cet accident, a donné à Monſieur Raſponi plein Pouvoir & faculté entiere, de convenir avec le Plenipotentiaire du Roi Tres-Chreſtien, des ſatisfactions dûës à Sa Majeſté pour un ſi grand outrage. Et comme ledit Sieur de Bourlemont ſe trouve muni d'un pareil plein Pouvoir de Sa Majeſté pour traiter à mêmes fins, leſdits Plenipotentiaires, aprés la communication reſpective de leurs Pouvoirs, dont ils ſont demeurez contens, ont ajuſté, conclu, & arreſté les Articles qui ſuivent.

Anno 1664.

ARTICLES.

I. SA Sainteté pour faire paroiſtre à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſon affection paternelle, & en conſideration de ce qui ſera ſtipulé & eſtabli par le preſent Traité, immediatement aprés la ſignature d'iceluy, par deliberation & du conſentement du Sacré College, desincamerera, c'eſt-à-dire, revoquera & annullera l'incameration des Eſtats de Castro & de Ronciglione, & de toutes leurs annexes, appartenances & dépendances, & accordera en même temps à Monſieur le Duc de Parme un délay de huit années, conformément à celuy qui luy fut accordé par le Contract paſſé entre la Reverente Chambre Apoſtolique & luy, dans lequel terme il pourra retirer & rachetter lesdits Eſtats, en rendant & payant effectivement un million ſix cens vingt-neuf mille ſept cens cinquante Eſcus, qui ſont deus à la Chambre Apoſtolique ſuivant ledit Contract; & en outre pour complaire au Roi donnera audit Sieur Duc la faculté de faire ce rachapt, & de rendre ladite Somme en deux differens payemens: En telle ſorte qu'en ayant fait un, la moitié desdits Eſtats ſera tenuë pour rachetée, & qu'il en pourra prendre poſſeſſion & en joüir librement: L'autre moitié demeurant au pouvoir de la Chambre Apoſtolique juſques au payement du ſurplus. Et afin que la diviſion qui ſe doit faire desdits Eſtats en deux portions égales ſoit executée au plutoſt, dans deux mois à compter du jour de la Ratification du preſent Traité, les Parties conviendront d'Experts pour faire ce partage de gré à gré, & declarer les appartenances & annexes de chaque portion, laiſſant au choix dudit Sieur Duc de rachepter la part qui luy plaira; & ſi les Experts ne s'accordoient pas dans ſix mois aprés leur élection, en ce cas, ou ledit Sieur Duc pourra lui-même regler le partage deſdits Eſtats en deux portions égales, lequel eſtant ainſi fait, il appartiendra à la Chambre de preſcrire audit Sieur Duc la portion qu'il devra racheter la premiere, en payant la moitié de ladite Somme, l'autre portion demeurant au pouvoir de la Chambre, juſqu'à ce qu'il ait payé le ſurplus de ladite Somme dans le terme à luy accordé; Ou bien ledit Sieur Duc ne voulant pas faire lui-même ce partage ni accepter cet offre, la Chambre en ce cas fera les deux parts, & il ſera loiſible audit Sieur Duc de choiſir celle des deux qu'il voudra rachepter la premiere, & il ſera tenu de declarer dans deux ans s'il entend faire ledit partage ou le laiſſer faire par la Chambre.

II. Sa Sainteté pareillement en faveur de Sa Majeſté, & en conſideration & pour recompenſe des Vallées de Comacchio & de toute autre pretention & raiſon, que Monſieur le Duc de Modene, & la Maiſon d'Eſt pourroit avoir contre la Chambre Apoſtolique, en quelque maniere que ce puiſſe eſtre, prendra ſur ſoy le Mont d'Eſt, montant à trois cens mille Eſcus ou environ, avec toutes les commoditez & incommoditez qu'il y a pour l'extinction du même Mont, enſemble les arrerages, échûs & non payez, montans à peu prés à la Somme de cinquante mille eſcus, & donnera de plus audit Sieur Duc quarante mille eſcus comptans, ou bien un Palais dans Rome de pareille valeur, au choix de Sa Sainteté, & à la ſatisfaction dudit Sieur Duc; à la charge & condition neanmoins, que toutes les raiſons & pretentions, tant dudit Sieur Duc contre la Chambre, ſoit en vertu du Fideicommis, & de la Primogeniture ou de quelque autre chef, nature, qualité & condition que ce puiſſe eſtre, que de la Chambre contre ledit Duc, de quelque nature, qualité & condition qu'elles ſoient, demeureront eſteintes de part & d'autre au moyen du preſent Traitté, lequel lesdites Parties, ni leurs Heritiers & Succeſſeurs reſpectivement, ne pourront jamais retracter ni debattre ſous quelque pretexte que ce ſoit; & qu'il en ſera paſſé un Acte public par Madame la Ducheſſe de Modene, & autres Tuteurs legitimes dudit Sieur Duc, avec les Clauſes & ſolemnitez neceſſaires, meſme pour la ſureté de la Primogeniture, ou d'autres obligations ordonnées par les Predeceſſeurs dudit Sieur Duc, & avec promeſſe de le faire ratifier à ſon Alteſſe, auſſi toſt qu'il ſera en âge legitime de le faire; Attendant quoy Sa Majeſté a agreable de donner parole, que tout cela s'executera pour rendre l'Accommodement contenu au preſent Article perpetuel & inviolable.

Et pour complaire encore davantage à Sa Majeſté, Sa Sainteté accordera audit Sieur Duc & à ſes Succeſſeurs à perpetuité, les droits de Patronage de l'Abbaye della Pomposa & della Pieve del Bondeno, avec pouvoir d'y preſenter librement, quand meſmes elles viendroient à vacquer *in Curia*: Comme auſſi avec decret qu'elles ne ſoient pas compriſes ſous les regles de Chancellerie, ni ſujetes à aucunes reſerves Apoſtoliques, & que cette conceſſion desdits droits de Patronage ait toutes les mêmes prerogatives que s'ils procedoient de dotation, erection ou fondation: ſa Sainteté dérogeant pour cet effet à toutes les Conſtitutions, Privileges & Coûtumes qu'il y pourroit avoir au contraire, & à toutes les Dérogatoires des Dérogatoires, dequoy il ſera expedié un Bref en bonne & dûë forme. Declarant en outre Sa Sainteté, que ni Elle ni ſes Succeſſeurs au Pontificat, pour quelque cauſe que ce ſoit, ne pourront jamais contrevenir au preſent Traité; ledit Sieur Duc declarant le même pour luy, ſes Heritiers & Succeſſeurs.

III. Monſieur le Cardinal Chigi ira en qualité de Legat en France, & dans la premiere Audience qu'il aura de Sa Majeſté, il luy dira en propres termes ce qui s'enſuit.

SIRE, Sa Sainteté a reſſenti avec une tres-grande douleur, les malheureux accidens qui ſont arrivez, & les ſujets de mécontentement que Voſtre Majeſté en a eus, luy ont cauſé le plus ſenſible déplaiſir qu'elle fuſt capable de recevoir, l'aſſurant que ce n'a jamais eſté la penſée ni l'intention de Sa Sainteté, que Voſtre Majeſté fuſt offenſée, ni Monſieur le Duc de Crequi ſon Ambaſſadeur: Sadite Sainteté deſirant qu'à l'avenir il y ait de part & d'autre la bonne & ſincere correſpondance qui y a toûjours eſté. En mon particulier j'ateſte à Voſtre Majeſté, avec le plus profond reſpect qui m'eſt poſſible, la joye que j'ay de me voir cette entrée ouverte pour faire connoiſtre à Voſtre Majeſté par les plus ſoûmiſes & ſinceres actions de mon obeïſſance, quelle eſt la veneration que j'ay, & toute ma Maiſon auſſi, pour le glorieux Nom de Voſtre Majeſté, avec quelle fidelité & zele je profeſſe toutes les plus veritables loix de ſervitude à la Royale Perſonne & Maiſon de Voſtre Majeſté; combien les accidens arrivez à Rome ont eſté éloignez de nos ſentimens, & avec quelle amere douleur j'ay appris que moy & ma Maiſon ayons eſté en cela chargez d'imputations ſiniſtres, & bien éloignées de cette reverence & devotion que nous profeſſons, & que nous aurons toûjours un particulier deſir & ambition de profeſſer envers Voſtre Majeſté. Au contraire ſi moy ou noſtre Maiſon avions eu la moindre part dans l'attentat du vingtiéme Aouſt, nous nous jugerions nous-mêmes indignes du pardon que nous en aurions voulu & deu demander à Voſtre Majeſté; la ſuppliant cependant de croire que ces paroles-cy & ces ſentimens, ſont exprimez par un cœur tres-ſincere, & porté auſſi bien que tous ceux de ma Maiſon, à avoir à jamais une veneration ſinguliere & parfaite devotion pour Voſtre Majeſté.

IV. Le Cardinal Imperial ayant ſupplié le Roy de le vouloir admettre à porter en perſonne à Sa Majeſté ſes tres-humbles juſtifications, il y ſatisfera au plûtoſt; Sa Majeſté ayant à preſent agreable qu'il le faſſe.

V. Sa Sainteté en faveur de Sa Majeſté, permettra maintenant à Monſieur le Cardinal Maidalchini de retourner à Rome pour y joüir à l'avenir de toutes les Prerogatives de ſa Dignité, & exercer les fonctions du Cardinalat, ſans qu'il puiſſe eſtre inquieté ni moleſté pour raiſon d'aucun prejudice qu'il euſt encouru pour eſtre ſorti de l'Eſtat Eccleſiaſtique, conformément à ce que Sa Majeſté luy avoit fait connoiſtre eſtre ſon intention: ſurquoy il luy ſera expedié un Bref pour plus grande ſeureté, ſuivant le deſir de Sa Majeſté, & il ſera reintegré dans ſes Biens, en cas qu'il euſt ſouffert quelque perte à cauſe de ſadite ſortie hors de l'Eſtat Eccleſiaſtique.

VI. Le Seigneur Dom Mario declarera par écrit en foy de Cavalier, qu'il n'a eu aucune part à tout qui s'eſt paſſé dans Rome le vingtiéme jour d'Aouſt 1662. Et cet Ecrit ſera accompagné d'un Bref de Sa Sainteté, où elle témoignera que ledit Sieur Dom Mario eſt veritablement innocent de tout ce qui s'eſt fait ledit jour. Et pour montrer dautant mieux le deſir qu'a Sa Sainteté de faire toutes les choſes qui pourront contenter Sa Majeſté, Elle ordonnera audit Sieur Dom Mario de ſe tenir hors de Rome, juſqu'à ce que ledit Sieur Cardinal Chigi ait eſté veu de Sa Majeſté, & luy ait preſenté ſes excuſes au nom de toute ſa Maiſon.

VII. Le Seigneur Dom Auguſtin ira au devant de Monſieur l'Ambaſſadeur à S. Quirico, s'il vient par la Toſcane, & à Civitavecchia, s'il vient par mer, & à Narni, ſi c'eſt par la Romagne ou la Lombardie;

ANNO 1664. die; & luy témoignera en meſme-temps le déplaiſir de Sa Sainteté, pour l'accident arrivé le vingtiéme d'Aouſt.

VIII. Le jour que Madame l'Ambaſſadrice arrivera à Rome, la Signora Donna Berenice ou Madame la Princeſſe Farneſe, ira au devant de ladite Dame Ambaſſadrice juſqu'à Pontemolle, & luy témoignera l'extrême déplaiſir qu'elle a, & tous ceux de ſa Maiſon auſſi, de l'accident du vingtiéme d'Aouſt, & la joye qu'elle reſſent du retour de ſon Excellence.

IX. Sa Sainteté ordonnera d'une maniere preciſe & efficace à ſes Miniſtres, de porter à l'Ambaſſadeur de Sa Majeſté le reſpect qui eſt deu à celuy qui repreſente la Perſonne d'un ſi grand Roy, Fils aîné de l'Egliſe, tant aimé, & eſtimé de Sa Sainteté.

X. Sa Sainteté, en conſideration de Sa Majeſté, fera caſſer & annuller toutes les Procedures qui ont eſté faites contre Monſieur le Duc Ceſarini, ſans qu'il en puiſſe eſtre inquieté aucunement à l'avenir. Quant aux dommages que les Miniſtres de Sa Sainteté peuvent luy avoir faits, Elle ordonnera qu'ils ſeront reparez dans quatre mois aprés la Ratification du preſent Traitté, ſelon l'eſtimation convenable & juſte qui en ſera faite.

XI. Tous Decrets & autres Actes qui pourroient avoit eſté faits en conſequence de l'accident du vingtiéme d'Aouſt contre tous les Barons Romains, & contre quelques autres Perſonnes de quelque Nation & condition qu'elles ſoient, ſeront caſſez & annullez, ſans qu'ils en puiſſent à l'avenir recevoir aucun prejudice, ni en eſtre inquietez, ni recherchez ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, en conſequence dudit accident.

XII. Toute la Nation Corſe ſera declarée incapable à jamais de ſervir, non ſeulement dans Rome, mais auſſi dans tout l'Eſtat Eccleſiaſtique, & le Barigel de Rome ſera privé de ſa Charge, & chaſſé.

XIII. Il ſera élevé une Pyramide à Rome vis-à-vis l'ancien Corps de garde des Corſes, avec une Inſcription dans les termes concertez, qui contiendra en ſubſtance le Decret rendu contre la Nation Corſe.

XIV. Le Roy Tres-Chreſtien immediatement aprés que le Legat aura eſté veu de Sa Majeſté, remettra le Pape & le S. Siege Apoſtolique en poſſeſſion de la Ville d'Avignon, & du Comtat Venaiſſin, avec toutes leurs appartenances & dépendances, & fera caſſer & annuller tous Actes & Arreſts, & tout ce qui a eſté fait par le Parlement d'Aix, touchant cette affaire, faiſant lever tous obſtacles, afin que le S. Siege Apoſtolique en puiſſe joüir comme auparavant.

Les Habitans de la Ville d'Avignon, & du Comtat Venaiſſin, de quelque eſtat, condition, & ſexe qu'ils ſoient, tant Eccleſiaſtiques que Laïcs, Nobles ou Roturiers, ſans exception d'aucune perſonne qui ſoit originaire de ladite Ville ou dudit Comtat, ou qui s'y ſoit domicilié, ou qui y poſſede des Biens, meubles ou immeubles, feodaux ou allodiaux, ſous quelque pretexte que ce ſoit, ne pourront eſtre inquietez, pourſuivis ni recherchez d'aucune choſe arrivée en ladite Ville & audit Comtat depuis le 20. d'Aouſt 1662. juſqu'au jour que le Roy Tres-Chreſtien remettra le Pape & le ſaint Siege en poſſeſſion de ladite Ville & Comtat.

Leſdits Habitans joüiront d'une pleine, paiſible & tranquille ſeureté, en vertu & par le benefice du preſent Traitté; Et Sa Sainteté donnera de bonne foy, ſans reſerve aucune, ny tacite ny expreſſe, tous les Ordres, Edits, Declarations & aſſurances qui ſeront deſirées par Sa Majeſté, afin que les Habitans d'Avignon & de tout ledit Comtat directement ou indirectement, virtuellement ou expreſſement compriſes ſous les Clauſes appoſées au commencement du preſent Article, tant de la Ville d'Avignon & des autres Villes dudit Comtat que des Communautez, Bourgs, Chaſteaux, & autres Lieux ſubalternes de l'eſtenduë d'iceluy, ne puiſſent recevoir aucun trouble, peine, ny condamnation des Officiers de S. S. ſoit en Jugement ou hors de là, ny en leurs Biens, ny en leurs Perſonnes, en haine, reſſentiment, ou vengeance de tout ce qui s'eſt fait & paſſé en ladite Ville & audit Comtat en conſequence de l'affaire arrivée dans Rome le 20. d'Aouſt 1662. Et pour l'execution de toutes les Clauſes exprimées cy-deſſus, Sa Sainteté donnera leſdites Expeditions en la meilleure forme & la plus authentique que Sa Majeſté Tres-Chrétienne eſtimera neceſſaire pour la ſureté & indemnité des Habitans d'Avignon, & de tout ledit Comtat, comme il eſt dit cy-deſſus. ANNO 1664.

Et Sa Sainteté conſiderant qu'il n'y a qu'un Juge en Avignon, & un autre pour tout le Comtat, leur donnera des Aſſeſſeurs, afin qu'à l'avenir la Juſtice y ſoit mieux adminiſtrée.

XV. Leſdits Plenipotentiaires ayant auſſi fait reflexion que l'intention de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne a toûjours eſté que la deſincameration de Caſtro avec la conceſſion du nouveau delay, ſerviſt de Preliminaire à tout Accommodement qui pourroit eſtre fait, & que pareillement en ce Traité de Piſe l'intention de ſadite Majeſté eſt de remettre le Pape & le ſaint Siege en poſſeſſion de la Ville d'Avignon & du Comtat Venaiſſin: Declarent pour plus grand éclairciſſement des choſes ſuſdites qu'ils ſont convenus entr'eux, que la deſincameration de Caſtro avec la conceſſion du nouveau delay ſe devra effectuer en la forme ſtipulée & accordée au premier Article, avant l'échange & remiſe reciproque des Ratifications, & reſpectivement auſſi le Roy Tres-Chreſtien remettra le Pape & le ſaint Siege Apoſtolique, en poſſeſſion de la Ville d'Avignon & du Comtat Venaiſſin, en la forme arreſtée par l'Article quatorziéme, immediatement aprés que le Legat aura eu audience de Sa Majeſté.

Leſdits Plenipotentiaires ont promis & promettent en vertu de leurs Commiſſions & pleins Pouvoirs, (la Copie deſquels ſera miſe en ſuite du preſent Traité) que tant Sa Sainteté & le ſaint Siege, que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, executeront pleinement & ſans aucune contravention directe ny indirecte, le preſent Traitté, & en entretiendront à perpetuité, réellement & de bonne foy toutes les Conventions; que tous les Points & Articles accordez & arreſtez entr'eux Plenipotentiaires ſeront ſans aucune modification, diminution & reformation, purement & ſimplement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par Sa Sainteté, & par Sa Majeſté Tres-Chreſtienne; & que leurs Lettres de Ratification (dans leſquelles le preſent Traitté ſera inſeré mot pour mot) ſeront expediées en la forme la plus authentique & la meilleure: c'eſt à ſçavoir par Sa Sainteté dans le terme de dix jours, & par Sa Majeſté Tres-Chreſtienne dans le terme de trente jours aprés la ſignature du preſent Traitté, & plûtoſt s'il eſt poſſible, leſquelles Ratifications ſeront échangées de part & d'autre dans ledit eſpace de trente jours. En foy dequoy leſdits Plenipotentiaires ont ſigné le preſent Traitté, & y ont fait appoſer le Cachet de leurs Armes, à Piſe le 12. Fevrier 1664.

Signé,

CESAR RASPONI Plenipotentiaire Apoſtolique.

LOUIS DE BOURLEMONT Plenipotentiaire du Roy Tres-Chreſtien.

Copie du Bref de plein-Pouvoir de Sa Sainteté.

ALEXANDRE PAPE VII.

NOſtre Fils bien-aimé, Salut & benediction Apoſtolique. Nous avons amplement fait connoiſtre par nos autres Lettres, & Rome qui eſt la Mere & la Patrie commune de toutes les Nations, eſt témoin des ſentimens que nous euſmes quand nous apprîmes l'accident deteſtable qui arriva le 20. du mois d'Aouſt de l'année 1662. entre la Famille de la Noble Perſonne de celuy qui eſtoit alors Ambaſſadeur auprés de Nous, & le ſaint Siege, pour noſtre tres-cher Fils en JESUS-CHRIST Louis Tres-Chreſtien Roy de France; & de ce qu'en ſuite nous commandâmes, & qui fut en effet executé par la voye meſme de la Juſtice, pour prendre la vengeance & punir un fait ſi atroce. Il eſt encore de la connoiſſance parfaite, non ſeulement de Dieu qui voit le fonds des cœurs, mais auſſi de tous les Fideles de JESUS-CHRIST, & des Princes Catholiques qui ſont les principaux Enfans de l'Egliſe, quels ont eſté nos ſoins & deſirs en conſideration de la Dignité Royale, d'arreſter & d'appaiſer tout-à-fait les mouvemens que ſemblable action avoit fait naître. A quoy travaillants continuellement avec une ardeur qui s'augmente de jour en jour, afin que nous puiſſions fidelement & avec uſure de grace, conſerver en tranquillité, & remettre à l'Autheur de la veritable Paix qui

Anno 1664. qui nous a aimé jusqu'à la fin, le Troupeau qu'il a commis à noſtre garde, Nous avons appris avec beaucoup de joye ce que nos bien-aimez Fils les Miniſtres des Princes Catholiques, dont nous ſommes obligez de loüer le zele & la pieté, ont traitté ſur ces choſes à Paris pour la conſervation du repos public; afin que toute ſorte d'apprehenſion de troubles eſtant diſſipée une veritable Paix regne dans la Republique Chreſtienne, & que noſtre temps jouiſſe d'une heureuſe concorde: c'eſt pourquoy ayant veu la promeſſe par écrit qu'ils ont faite, par laquelle ils répondent en leur nom, qu'on donnera icy toute la ſatisfaction convenable ſur les differens des Vallées de Comacchio & du Duché de Caſtro, & que l'amour que nous avons toûjours eu pour ce qui eſt équitable & juſte, nous rendra facile à accorder ce que la juſtice nous conſeillera, & que les droites regles de la conſcience nous permettront. Nous qui deſirons paſſionnement que toutes choſes en general & en particulier ſoient pacifiées pour le bien commun & la tranquillité publique, & qui voulons, autant qu'il eſt en noſtre pouvoir, ſatisfaire à l'efficace interpoſition de noſtre tres-cher Fils le Roy Tres-Chreſtien, pour laquelle nous avons tres-grande conſideration: par noſtre propre mouvement, de noſtre certaine ſcience & meure déliberation, & par la plenitude de la Puiſſance Apoſtolique, nous confiant entierement en voſtre fidelité, prudence, & grande capacité aux affaires, nous vous nommons & deputons noſtre Plenipotentiaire & du S. Siege Apoſtolique, pour propoſer, traiter, & deuëment conclure, comme nous avons déja dit, tout ce que deſſus, & toutes les autres choſes qui en quelque ſorte & maniere, & par quelque occaſion que ce ſoit, regardent ledit accident, & par la teneur des Preſentes, Nous vous donnons & accordons une pleine & ample faculté & puiſſance, de pouvoir librement & legitimement, tant à noſtre nom que dudit ſaint Siege, negocier, traiter & conclure, toutes & chacunes les choſes ſuſdites, avec leſdits Miniſtres du Roy Tres-Chreſtien & des Princes Catholiques, & avec le Roy meſme & tous les autres; & de promettre de noſtre part & dudit ſaint Siege, une perpetuelle & invincible obſervation de toutes les choſes que vous aurez concluës, de faire & accomplir toutes & chacunes les ſuſdites choſes, pour & touchant ce que deſſus, ſans en excepter aucune, encore qu'elles fuſſent telles qu'il fuſt beſoin d'en faire une expreſſe mention; de nous obliger & ledit S. Siege, en la meilleure forme & plus vallable maniere à les accomplir & obſerver, & à faire ou faire faire, & ſouſcrire toutes ſortes de Traitez & d'Inſtrumens neceſſaires & convenables, en quelque façon que ce ſoit. Ordonnons que tout ce que vous avez fait, traité, convenu, & ſouſcrit, en vertu de ces Preſentes, ſoit valable, ferme & efficace, le ratifions & avons pour agreable, & nous obligeons avec ledit S. Siege, à ſon obſervation perpetuelle, comme s'il avoit eſté fait, traitté, promis, conclu & ſouſcrit perſonnellement par nous-meſme, voulant qu'ainſi, & non autrement, que, comme il a eſté dit, ſoit jugé & defini par toute ſorte de Juges ordinaires & deleguez, meſme par les Auditeurs des Cauſes du Palais Apoſtolique, les Cardinaux de la ſainte Egliſe Romaine, Legats, meſme de *Latere*, nous-meſmes & nos Succeſſeurs, & ledit S. Siege, & tout autre, quelque puiſſance qu'ils exercent maintenant, leur interdiſant à tous & à chacun d'eux la faculté & l'authorité d'en juger & interpreter autrement, declarant nul & comme par attentat, tout ce qu'autrement aura eſté fait ſur ces choſes par quelqu'un d'eux, de quelque authorité qu'il ſoit, ſciemment ou par ignorance, nonobſtant les Conciles Apoſtoliques, & Univerſaux, & Provinciaux, & Synodaux, les Edits & Decrets generaux & particuliers, les Conſtitutions & Ordonnances, & autres choſes contraires. Donné à Rome à ſaint Pierre, ſous le Sceau de l'Anneau du Peſcheur, le 23. Mars 1663. & de noſtre Pontificat le 8.

Copie de la Lettre du Pape à Monſeigneur Raſponi.

SEigneur Ceſar Raſponi, vous ayant donné par noſtre Bref, en datte du 23. Mars 1663. plein Pouvoir & authorité de traitter & conclure avec la Majeſté du Roy de France, autres Princes, & leurs Miniſtres, l'ajuſtement de tous les differens, meus à cauſe de l'accident notoire arrivé le 20. du mois d'Aouſt 1662. que pour les pretentions des Ducs de Modene & de Parme contre noſtre Chambre Apoſtolique. Et ayant en vertu dudit Pouvoir, traitté au Pont de Beauvoiſin avec le Duc de Crequy, Ambaſſadeur de S. M. & avec d'autres Miniſtres de Princes, ſur pluſieurs & divers Points; & particulierement ſur les pretentions deſdits Ducs, ſans avoir rien conclu: comme vous devez reprendre avec le Seigneur de Bourlemont, en cas qu'il ſoit muni d'un Pouvoir ſuffiſant de ſadite Majeſté, la meſme Negociation, & la conclure particulierement ſur le nouveau delay que ledit Roy deſire que nous accordions au ſusdit Duc de Parme, de racheter le Duché de Caſtro, & l'Eſtat de Ronciglione, en la maniere que nous avons fait connoiſtre: c'eſt pourquoy de noſtre propre mouvement, certaine ſcience & pleine Puiſſance, Nous vous confirmons le meſme Pouvoir, comme nous vous l'avions accordé par le ſuſdit Bref: Et vous le donnons de nouveau en la meſme forme & maniere contenues dans ledit Bref, que nous tenons icy pour exprimées, comme ſi elles y eſtoient tranſcrites de mot à mot; meſme que nous amplifions en promettant en faveur de Sa Majeſté, d'accorder un nouveau delay aud. Duc de Parme, de faire le rachapt deſdits Duchez & Eſtat aux conditions qui y ſont contenuës. Voulant & ordonnant que les Preſentes ſoient valides & ſuffiſantes avec noſtre ſignature; & que ce que vous traitterez & conclurez en vertu deſdites Preſentes, ait ſon plein & entier effet, nonobſtant toutes Bulles & Conſtitutions Apoſtoliques, & toutes choſes à ce contraires, auſquelles comme ſi elles eſtoient ici exprimées, Nous dérogeons pour cette fois ſeulement. Donné en noſtre Palais Apoſtolique de Monte-Cavallo, le 2. Fevrier 1664. Anno 1664.

Signé,

ALEXANDER PAPA VII.

Pouvoir du Roi à Monſieur de Bourlemont.

LE ROI voulant ne rien obmettre de ce qui peut eſtre en ſon pouvoir, pour conſerver la Paix dans l'Italie, & donner auſſi des preuves évidentes à toute la Chreſtienté, que dans les apprefts de Guerre que Sa Majeſté fait, Elle ne ſe propoſe d'autre but que d'obtenir plus facilement à Rome une ſatisfaction convenable & proportionnée à la qualité de l'offenſe qu'Elle y reçût le 20. Aouſt de l'année 1662. par la Milice Corſe, en la perſonne du Sieur Duc de Crequy ſon Ambaſſadeur extraordinaire prés de noſtre Saint Pere le Pape. Sadite Majeſté ſe confiant entierement en la capacité, zele & fidelité du Sieur de Bourlemont Auditeur de Rote, luy a donné & donne plein Pouvoir & authorité juſqu'au 15. du mois de Fevrier prochain incluſivement, pour en ſon nom traitter avec telle perſonne que Sa Sainteté voudra nommer & munir de Pouvoir ſuffiſant, & convenir des conditions de ladite ſatisfaction, & conclure & ſigner le Traité: Promettant ſadite Majeſté, en foy & parole de Roi, d'avoir pour agreable, tenir ferme & ſtable tout ce qui ſera conclu & arreſté en cette affaire par ledit Sieur de Bourlemont, juſqu'au jour 15. Fevrier prochain incluſivement, d'en fournir ſa Ratification en la maniere & au temps qu'il ſera convenu. En foy dequoy Sa Majeſté a ſigné la Preſente de ſa main, & à icelle fait appoſer le Scel de ſon ſecret. FAIT à Paris le 6. Janvier mil ſix cent ſoixante-quatre.

Signé,

LOUIS;

Et plus bas,

DE LIONNE.

II.

Acte & Declaration par lequel le Comte d'Ooſtfriſe GEORGE CHRISTIAN *engage aux Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *les Places d'Eylerſchans & Jemgummer-Duinger. Fait à Lieroort le.... d'Avril 1664.* [Simple Copie, traduite du Hollandois; mais ſeure.] Avril.

NOUS GEORGE CHRISTIAN Comte & Seigneur d'Ooſt-Friſe, Seigneur d'Eſens, Stedes-dorp & Witmunt, ſavoir faiſons: Que puis

ANNO 1664.

puis que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies nos bons amis & voiſins, nous ont fait fournir ſur nôtre demande une ſomme de 135000. Richſdales, afin que nous puſſions ſatisfaire au Payement d'une Sentence de la Cour Imperiale prononcée contre nous à Vienne en faveur de nôtre Couſin le Seigneur Herman de Lichtenſtein; & qu'ils nous l'ont prêtée à cinq pour cent d'interêt, ſous l'engagement de tous nos Biens & Domaines en Ooſt-Friſe, & notamment ſous l'engagement de nos Seigneuries d'Eſens, Stedes-Dorp, & Witmant, & de leurs revenus, avec ſoumiſſion d'icelles à l'execution militaire des forces desdits Etats des Provinces-Unies, pour la reſtitution & le payement du Capital & des Interêts de ladite Somme, le tout en vertu & conformité de l'Obligation du 4. Novembre dernier, paſſée ſous nôtre ſignature manuelle & appoſition de nôtre Sceau au profit desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, à laquelle nous nous referons pour cauſe de brieveté. C'eſt pourquoi, nous avons conſenti, & agréé, comme nous conſentons & agréons par ces Preſentes, que lesdits Seigneurs Etats pour leur plus grande aſſûrance, puiſſent, après la ſignature des Preſentes, s'emparer d'Eylerſchans, & Jemgummer-Duinger, & y metre telle Garniſon que bon leur ſemblera. Conſentons en outre que les reparations des Fortifications & les Munitions dudit Fort ſoient ordonnées par des Deputés du Conſeil d'Etat desdites Provinces-Unies & de nous, comme auſſi les Baraques & autres logemens commodes pour la Garniſon, le tout à nos dépens, en ſorte que quand lesdites Fortifications ſeront reparées, & miſes en état de reſiſtance, & que lesdites Baraques ſeront faites, viſitées & priſées à l'ordinaire, nous procurerons que la depenſe en ſoit promptement fournie de nos revenus & Domaines. Prometons auſſi d'avoir ſoin que ce qui ſera neceſſaire pour l'entretien desdits Ouvrages ſoit fourni annuellement; & ſi, contre ce que nous eſperons, lesdits Fourniſſements & Payements étoient diferés, detournés, ou dilayés, nous conſentons que les Seigneurs dudit Conſeil d'Etat debourſent pour nous des Revenus de leur Généralité, les Sommes requiſes, leur prometant, ſous le même engagement que ci-deſſus, de leur faire bonne & entiere reſtitutiou desdites avances & debourſés, avec l'Interêt à cinq pour cent, & cela avant que de pouvoir reprendre poſſeſſion de de ladite Fortereſſe. Le tout ſans préjudice du St. Empire Romain, & de la ſuprême Souveraineté de ladite Place, & de la Comté d'Ooſt-Friſe qui apartient à Sa Sacrée Majeſté Imperiale & audit St. Empire Romain, & qui ſont expreſſément reſervées par les Preſentes; Comme auſſi ſans préjudice de nôtre Juriſdiction dans la Place, dont l'exercice nous demeurera pleinement & entierement, dans la même maniere dont nous en uſons maintenant ſur nos Vaſſaux, ſans que nous puiſſions y être empêchés; non plus que dans le libre paſſage & repaſſage pour nous & nos Sujets, & pour les Etrangers qui negocient avec eux, & leurs Marchandiſes: Même le Gouverneur, les Officiers, & Soldats qui y ſeront mis par lesdits Seigneurs Etats, ne pourront y exercer la Chaſſe, la Pêche, ou la Volerie de quelque ſorte que ce ſoit, ſans nôtre permiſſion ou diſpoſition expreſſe. Et s'il arrivoit que nous, ou nos Succeſſeurs vinſſions à être aucunement moleſtés, troublés ou endommagés par ceux de ladite Garniſon, les Seigneurs Etats nous prendront, nous & nos Succeſſeurs, en leur ſûre protection, & prometent de nous garantir & proteger de toutes leurs forces; neanmoins toûjours ſans prejudice de la liberté du Comté d'Ooſt-Friſe, & ſans que pour cela lesdits Seigneurs Etats des Provinces-Unies puiſſent prétendre quelque Droit de Souveraineté ſur l'Amt Lieroort, ni ſur Reyderlant; mais ſeront obligés, après le rembourſement & aquitement ſusdit, de reſtituer de bonne foi & avec ſincerité ladite Place à nous, ou à nos Succeſſeurs pour en prendre libre poſſeſſion, ſans aucune exception, delai, ni tergiverſation. Fait à Lieroort le... d'Avril 1664.

III.

10. Avril. Receſs des Fränckiſchen Creyſzes wegen Muſter-Abſchickung und Verpflegung der wider den Erbfeind nach Ungarn abgehenden Reichs-Crays-Völcker. Nürnberg den 10. April. 1664. [LONDORPII *Acta publica.* Tom. IX. Lib. X. Cap. XXVIII. pag. 293.]

C'eſt-à-dire,

Recès du Cercle de FRANCONIE *pour la Montre, le Partement, & l'Entretien des Troupes du Cercle, qui doivent être envoyées en Hongrie pour y faire la Campagne contre les Turcs. A Nuremberg le* 10. *Avril* 1664.

Kund und zu wiſſen/ꝛc. Demnach bey der jüngſthin zu Bamberg gehaltener Verſamblung/ wegen unterſchiedlich entſtandenen Differentien ſich keines gewiſſen gleichförmigen Schluſſes (was an Seiten dieſes löblichen Fränckiſchen Crayſes/ in conſiderirung der vor Augen ſchwebenden höchſten Noth/ und Türcken-Gefahr/ Ihrer Römiſchen Käyſerlichen Majeſtät an Völckeren zu Roſz und Fuſz möchte zu beſchicken ſeyn) hat können vergliechen/ ſondern der Sachen Verlauff durch eine allerunterthänigſte Relation an allerhöchſtgedachte Ihre Käyſerliche Majeſtät nacher Regenſpurg müſſen gebracht werden: Und nun ſelbige hierauff/ unterm dato 20. nechſt verwichenen Monats Martii ſt. nov. an deſz Crayſes beyde auſzſchreibende Fürſten/ und geſambte Stände allergnädigſt reſcribirt/ und beweglichſt erinnert/ daſz man doch deſz Heiligen Reichs anligende Gefahr und Noth (indeme der Türck allbereit ſeine Völcker ſtarck zuſammen führen laſſen/ und das feindliche Vorhaben gegen Ihrer Käyſerlichen Majeſtät Erb-Länder/ und das Heilige Reich/ gar zeitlich/ und zwar mit aller Macht fortſetzen werde) beſſer zu Gemüth ziehen/ und nunmehr eines unverzüglichen Schluſſes ſich vergleichen/ und dahin die gewiſſe Anſtalt machen wolle/ damit die Völcker im Crayſz ehiſtens verſamblet/ mit Proviant/ Regiments-Stücklein/ Munition und anderen Kriegs-Nothwendigkeiten verſehen/ auch dergeſtalt unter einem Corpo abgeführet werden/ auff daſz ſie den 24. Aprilis bey Ungariſch Altenburg anlangen/ und nicht etwan denen Ständen dieſes Crayſes beygemeſſen werden möge/ daſz wegen dero ferneren Diſſenſionen und Differentien nicht allein Ihre Majeſtät Erb-Königreich und Länder/ ſonderen auch das Heilige Reich in das antrohende Unheil geſtürtzet würde.

Als haben deſz löblichen Fränckiſchen Crayſes beyde auſzſchreibende Fürſten/ der Hochwürdigſte/ der Durchleuchtigſte und Hochgebohrne Fürſten und Herren/ Herr Philip Valentin/ Biſchoff zu Bamberg/ und Herr Albrecht/ Marggraf zu Brandenburg/ zu Magdeburg/ in Preuſſen/ zu Stettin/ Pommeren/ ꝛc. nicht unterlaſſen können noch ſollen/ die geſambte löbliche Crayſz-Stände/ auff den dritten diſz allhero in deſz Heiligen Reichs-Stadt Nürenberg nochmahlen zubeſchreiben/ und mit ſelben zu deliberiren und zu zuſehen/ wie dieſes höchſtnothwendiges Verfaſſung- und Defenſions-Werck ohne allen längeren Verzug eingerichtet/ und nach Ihrer Majeſtät allergnädigſten Begehren und Befehlen/ die Völcker förderſambſt auff den General-Rendevous mögen abgeſchickt werden. Ob wol nnn die ſämtliche Stände/ auſſer Henneberg und Coburg ratione Römhild/ durch ihre gevollmächtigte Räth/ Bottſchafften und Geſandte/ bey dieſen Tractaten erſchienen/ und man von neuen ſich ſehr bemühet/ und verhofft/ das Quantum ſothaner Reichs-Hülff/ wider den Erbfeind Chriſtlichen Nahmens den Türcken/ auff den von beeden höheren Reichs-Collegien zu Regenſpurg gemachten/ und von Ihre Käyſerlichen Majeſtät approbirten Fuſz/ nach dem Tripel der Reichs-Matricul zu bringen/ ſo hat jedoch ſolches/ umb etzlicher Stände mehrmahlen vorgeſchützten Ruins/ und allegirten notoriſchen Beſchwerden willen/ nicht geſchehen können/ ſonderen es iſt noch ein- und anders/ äuſſerſt und möglichſten Erbietens/ folgender geſtalt verglichen und beſchloſſen worden.

1. Erſtlich ſollen die geſampte verwilligte Cräis-Völcker/ in zwey Regimenter/ eines zu Roſz und das andere zu Fuſz vertheilt/ und zwar jenes auff ſechs hundert und etliche zwantzig Mann/ mit eingerechneter prima plana unter ſechs Compagnien gerichtet/ mit einem Obriſten/ Obriſt-Leutenant/ Obriſt-Wachtmeiſter/ ſampt noch drey Rittmeiſteren/ und übrigen darzu gehörigen Offieireren/

ANNO 1664.

die Reuther durchauſz mit Caſzqueten Bruſt-und Hinterſtücken / wie nicht weniger mit guten Carbineren / Piſtolen / und anderen Nothdurfften verſehen : Jmgleichen das Regiment zu Fuſz / ſo ſich über achtzehen hundert Mann / ſampt ebenmäſſiger Einrechnung der prima plana erſtreckt / mit einem Obriſten / Obriſten Lieutenant / Obriſten-Wachtmeiſter / (welche hohe Officirer ſämptlich dem löblichen Crayſz das Juramentum abzulegen) nebenſt auch anderen Officireren beſtellet / und in zehen Compagnien eingetheilet / davon das dritte Theil mit Piequen / Caſqueten / Vorder-und Hinterſtücken / dafern von anderen Cräyſen auch geſchicht / die übrige zwey Drittheil aber mit gutem Ober-und Unter-Gewehr / wie auch von gemeinen Cräyſz / mit Kraut / Loth und Lundten auſzgerüſtet werden ſollen.

Damit aber anderen Theils dieſe Hülff in die Länge nicht verzögert / noch dem Cräyſz (da ein Einbruch / oder ſonſt unglückhaffter Streich / welches GOtt gnädig verhüten wolle / ſich zutragen ſolte /) eintzige Schuld oder Urſach zugemeſſen werden möge / will man den Tag und den Orth zu der Völcker Rendevous auff den 18. 28. dieſes allhier in Nürnberg beſtimmet haben / alſo daſz jeder Stand darnach ſich zurichten / und die Seinige / zumahlen die jenige / ſo weit entſeſſen / deſto zeitlicher anhero mögen anmarchiren / und die unfehlbare Anſtalt machen laſſen / auff daſz ſelbe zu beſagter Zeit und Orth / mit guter Auſzmundierung verſehen / ſich einbefinden / darauff folgenden Tages gemuſtert / den Obriſten angewieſen / folgends den 20. 30. in guter Ordnung abgeführet / nachgehends mit einander auf den Artickels-Brieff (wie ſolcher von gemeinen Reichs wegen eingerichtet werden mögen) ſchwöhren / der Generalität überlaſſen und übergeben werden ſollen : Und damit weder der Freyen Reichs-Stadt Nürnberg / noch anderen darumb ligenden und angräntzenden Benachbarten / durch dieſe Zuſammenführung / wie auch im Durchmarchiren / anderer Reichs-Stände Land und Gebieth umb ſo weniger Schaden und Ungelegenheit zugefügt werde / ſollen die Obriſten allen ihren Unter-Officiren / und der gantzen Soldateſca insgemein dergleichen ernſtlich verbieten / auch in Betrettnng anderer Stände Territorien / auff Begehren / gewiſſe Geiſſel auſzantworten / im übrigen aber die vorſichtliche Anſtalt und Verordnung machen / damit die Völcker aller Orthen eng beyſammen logiren / und keiner ſich entziehen oder auſzreiſſen möge.

3. Belangend drittens das Proviant / und deſſen unverzögliche Zuſammenbringung / ſoll ein jedweder von den Cräyſz-Ständen zwiſchen dato und obgemeldten 18. 28. diſz / ſich äuſſerſt angelegen ſeyn laſſen / an guten Früchten und dürren Mehl / ſo viel zuſammen zu bringen / damit ſeine zu den Regimenteren zu Roſz und Fuſz beſtellte Völcker / nach dem Anſchlag / wenigſtens auff drey Monath verſehen / und zwiſchen ſolcher Zeit die weiters erforderende Nothdurfft verſchafft werde.

Damit aber hierinnen / wie auch bey Abführung oder überbringung der Fuſz-Völcker / und Auſzzahl-oder Verpflegung der Regiments-Stäb / deſto weniger Schaden und Hinderung ſich zutragen / iſt beliebt worden / einen Cräiſz-Proviant-und Zahlmeiſter / mit zweyen Schreib-und Rechnungs-verſtändigen Bedienten zu beſtellen / der nach geleiſteter Pflicht und gegebenen Jnſtruction ſich gleich auff Regenſpurg erheben / die allda angelangte Früchte und Mehl zuſammen bringen / von dar auſz auff Wien / als den von Jhrer Käyſerlichen Majeſtät hierzu beſtimmten Orth / in ein gewiſſes Hauſz verſchaffen / ſo dan jeden Stands Völckeren / die Seinige auff gebührende Quittung abfolgen laſſen / und alſo keinen von des anderen Mehl oder Geträid das geringſte zueignen ſolle. Dabey gleichwohl einem jeden Stand frey ſtehet / auff eigenen Koſten einen beſonderen Uberſeher / oder Unter-Proviant-und Zahlmeiſter zu haben / die zu deſto beſſerer und gewiſſer Herbeyſchaffung Gelds und Proviants / für ſeines Herrn Völcker ſelbſten invigiliren / und in allem die gute und verſicherte Anſtalt machen ſolle und helffe / vor allem aber hätte obgedachter Cräyſz-Proviant-und Zahlmeiſter dahin zu trachten / und die Anſtalt zu machen / daſz ſo balden die Völcker zu Regenſpurg ankommen / ſolche gleich eingeſchifft / durch gute wohl verwahrte Schiff / und deſz Strohms erfahrne Schiffleuthe / auff Wien abgeführt werden / zu welchem Abmarch ein jedweder Cräyſz-Stand ſeine zu Roſz und Fuſz habende Völcker / mit einem Monat-Sold anticipando, wird zu verſehen haben / und den Officireren zu injungiren wiſſen / daſz ſelbige fleiſſige Obſicht haben / und keinen Soldaten geſtatten ſollen / dieſen oder anderen ſeinen künfftigen Monathſold / unnützlich oder verſchwenderiſcher Weiſe anzuwenden.

4. So viel nun die Regiment-Stücklein / Munition / Wägen / Lavetten / und andere Kriegs-Nothwendigkeiten betreffen thut / iſt mit deſz Heyligen Reichs-Stadt Nürnberg / ſo hierzu die beſte Mittel und Gelegenheit an handen / geredet uud gehandelt worden / daſz ſelbe ſo weit die Bemühung auff ſich nehmen / und dem gemeinen Cräyſz zum beſten / dergleichen nach Jnhalt deſz von denen Deputirten gemachten Anſchlags / umb ein billich-und leidentlichen Werth verſchaffen und hergeben / wie ingleichen die darzu vonnöthen habende Roſz / mit ſampt dem Geſchirr und Zeug / dann auch die Fuhr-Knechte und Anhalter / oder Mitläuffer verſchaffen und dienen ſollen. ANNO 1664.

Belangend aber die Proviant-Wägen / hätte ein jedweder Stand ſelbe auff ſeinen eigenen Koſten / als für eine jedwedere Compagnie zu Fuſz und Roſz / einen mit Knechten / Roſz und Geſchirren / oder da mehrere eine Compagnie formiren / dergleichen mit einander zu verſchaffen.

5. So iſt auch wegen künfftiger Recruitirung beliebt worden / daſz die jenige Soldaten / ſo notoriè in der action vor dem Feind bleiben / gefangen / oder durch allgemeine Seuch und Peſtilentz hingerafft werden / von gemeinem Cräyſz / was aber ſonſten verſtirbt und abgeht / von einem jeden Stand inſonderheit recruitirt und erſetzt werden ſolle.

Die Feld-Prediger und Seelſorger / als 4. von beederley Religionen / wie imgleichen der Regiments-Schultheiſz / und andere nothwendige Perſonen / ſollen vom gemeinen Cräyſz beſtellet / und der Ordonnantze nach / verpfleget / auch / auff Abſterben eines oder des anderen / die Stelle mit einem tauglichen ſubjecto förderlichſt wieder erſetzet werden.

So iſt auch wegen der Standarten und Fahnen / um der Conformität willen / für gut angeſehen worden / ſich einerley Farben zugebrauchen / als der Weiſſen durchgehends / bey den Standarten / darin ein jeder Stand nach Belieben ſein Inſigne und Symbolum zubringen / der rothen und weiſſen Farb aber / bey den Fahnen / welche 3. Ehlen von der Stangen / und 4. an den Flug (wo nicht ein oder der ander Stand allbereit die ſeinige verfertigt / und inzwiſchen ſelbe nicht wol änderen / oder andere verſchaffen kan /) ſollen gerichtet werden.

6. Damit aber ſo wohl zu Verſchaff-und Einrichtung obverſtandener Kriegs-Materialien / als auch zu Unterhaltung der Regiments-Stäb / einiger Mangel und Verhinderung nicht erſcheine / iſt von den geſambten anweſenden Räthen / Bottſchafften und Geſandten per majora beliebet worden / daſz man zu der Cräyſz-Caſſa / nach dem Fuſz der alten matricul contribuiren / und alſo ein jedweder Stand / ohne ſuchende moderation oder Abzug (doch ſalvo cujuscunque Jure aut prætenſa moderatione) das Seinige / und zwar unter 14. Tagen / von dato an zu Verſchaff-und Beybringung der behörigen Nothdürfftigkeiten zween Römer-Monat mit beytragen / welches der Gräfflichen Hohenlohiſchen / Waldenburgiſchen / und der Erb-Reichs-Stadt Weiſſeneck Abgeſandte / umb ihrer Principalen und Committenten notoriſcher Armuth / und Impoſſibilität willen einzugehen geweigert / und allein auff zwey drittheil mit zu concurriren ſich anerbotten / wie dan auch das Hoch-Stifft Bamberg hierzu anders nicht / als mit Abzug ſeines känntlichen Contingents ſich verſtehen / hingegen aber mit anderen Ständen in capite nach dem allbereit zu Regenſpurg / auff die Verpfleg-und Unterhaltung der Generalität verfaſten Fuſz / das Seinige mit beytragen wolle / ſo aber von den anderen ſämptlichen Abgeſandten keines weges placidirt, ſonderen diſzfalls die alte matricul pro norma & regula zuhalten / und derſelben in allem nachzugehen / für das ſicherſte und beſte iſt gehalten worden / darüber man von neuem / mit Anführung unterſchiedlicher Argumenten und Motiven in zimliche Weitläufftigkeiten gerathen / zu deren Abſchneidung endlich an Seiten der geſambten Herren Abgeſandten in Vorſchlag kommen / ob nicht dieſes ein Mittel / daſz Bamberg für ſich ohn all künfftiges præjuditz oder conſequentz / zu Verpflegung der Reichs-Stäb / und Verſchaffung der Stück / Munition und anders / abſtrahendo von dem matricular-Fuſz / das Seinige zu dieſer Campagne proportionabiliter mit beytragen möchte / welches endlich und zwar / in Anſehung der vor Augen ſtehenden Noth / und ferners unverzöglicher Abmarchirung der Völcker / die Bambergiſche Abgeſandte / ſub ſpe rati angenommen / dabey aber ſolenniſſimè proteſtando ſich reſervirt und vorbehalten / daſz durch dergleichen proportionirten Beytrag / ſie ſich auff keine Weiſz oder Weg zu dem vorgedachten matricular-Fuſz wolten obligat gemacht / und ſelben adcognoſcirt, weder für jetzo / oder

ins

ANNO 1664. ins künfftig dardurch dem Hoch-Stifft/ an ſeinen Rechten/ das geringſte begeben/ noch ſelbiges auſz den Reichs-Abſchieden/ Ferdinandiſchen Revers, oder auch auſz der Münſter-und Oſznabrückiſcher eingerichter/ und biſzher obſervirten moderation ſivè rectification der Reichs-Matricul geſetzt haben.

Im übrigen ſeynd nach Anleitung deſz jüngſt zu Bamberg auffgerichten Receſz/ von wegen Ihre Churfürſtliche Gnaden zu Mäyntz/ als Biſchoffen zu Würtzburg/ Herr von Stockheimb/ Ritter/ dann an Seiten des Hoch-Stiffts Eychſtätt/ nach der mit dem löblichen Teutſchen Orden habender alternation, Herr Heinrich Wilhelm von Hackhen/ Obriſter Lieutenant/ zu nachgeordneten Cräyſz-Kriegs-Räthen præſentirt/verpflichtet/und Herrn Cräyſz-Obriſten/ ihrem beſten Wiſſen und Vermögen nach/das gemeine Weſen zu allen begebenden Fällen mit beobachten zuhelffen/ angewieſen/ dabey vom Fürſtlichen Eyſtättiſchen und Teutſch-Meiſteriſchen Abgeſandten/ umb der künfftigen alternation willen/ ſich eines anderen und beſſeren zu vergleichen iſt veranlaſſet/ wie ingleichen auch Herr Johann Wilhelm Zobel von Gibelſtatt/zum Oberſten zu Roſz/ und Hans Eraſmus Grüenſeiſen/ zu des löblichen Cräyſes gemeinen Proviant-und Zahlmeiſter angenommen/ verpflichtet/ und mit gehöriger Inſtruction verſehen worden.

Zu Urkund deſſen allem/ iſt ſolcher Receſz von den löblichen 4. Bäncken beſiegelt/ und von anderen anweſenden Räthen/ Bottſchafften und Geſandteu mit unterſchrieben worden. So geſchehen zu Nürnberg/ Donnerſtags den 10. Aprilis 31. Martii Anno 1664.

IV.

16. Avril. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & JEAN GEORGE II. Electeur de Saxe, ſigné à Ratisbonne* (1) *le* 16. *Avril* 1664. [FREDER. LEONARD. Tom. III. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz II. pag. 569.]

ENCORE que le Roi & Monſieur l'Electeur de Saxe, reconnoiſſent bien que par le Traité de Paix conclu à Munſter, le 23. Octobre de l'année 1648. ils ſe ſont obligez reciproquement avec tous les autres Princes qui ſont intervenus audit Traité, de garantir & de maintenir toutes les conditions qu'il contient, & que Sa Majeſté & ledit Seigneur Electeur ſoient toûjours diſpoſez à les obſerver & à les faire executer ponctuellement, Sa Majeſté & ſon Alteſſe Electorale aiant jugé à propos dans la conſtitution preſente des affaires de l'Empire, de renouveller les particulieres Confederations qui ont eſté d'ancienneté entre les Rois Predeceſſeurs de Sa Majeſté, & Meſſieurs les Electeurs de Saxe de tres-glorieuſe Memoire, ont accordé & arreſté enſemble les Articles qui enſuivent.

Qu'enſuite de l'obligation portée par le Traité de Munſter, à laquelle il ſera ſatisfait de bonne foi de part & d'autre, toutes les fois que l'occaſion le requerra, & en attendant que Son Alteſſe Electorale entre dans la Confederation qui a eſté concluë entre Sa Majeſté, & quelques Electeurs & Princes de l'Empire, à Mayence le 15. d'Aouſt de l'année 1658. & prorogée du depuis juſqu'au 15. Aouſt de l'année 1667. (ainſi qu'elle a declaré & declare par la preſente de vouloir faire, aprés en avoir veu, examiné & approuvé tous les Articles) aux Conſeils & reſolutions de laquelle Confederation, Son Alteſſe Electorale ſe conformera dés à preſent, en tout ce qui regardera la ſureté, le bien & la liberté de l'Empire.

I. Il y aura à l'avenir une intime, ferme & conſtante Amitié, & une étroite Confederation entre Sa Majeſté & ſon Alteſſe Electorale, en conſequence de laquelle Sa Majeſté s'oblige & promet en foi & parole de Roi, d'aſſiſter de tout ſon pouvoir; proteger & deffendre la Perſonne, les Etats, Païs & Peuples de ſon Alteſſe Electorale, toutes les fois qu'elle en ſera recherchée dudit Seigneur Electeur, contre tous ceux (ſans nul excepter) qui les voudroient attaquer, troubler, ou empeſcher dans la jouïſſance des Droits & des Avantages qui lui ont eſté accordez ou confirmez par ledit Traité de Munſter, auſſi bien que de ſon autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir dans l'étenduë de ſes Eſtats. ANNO 1664.

II. Son Alteſſe Electorale s'oblige auſſi & promet en foi & parole de Prince, d'aſſiſter de tout ſon pouvoir Sa Majeſté, en cas qu'elle vienne à eſtre attaquée ou troublée par qui que ce ſoit (ſans nul excepter) en la jouïſſance des Droits, Etats & Places qu'elle poſſede dans l'Empire, & qui lui ont eſté delaiſſez pour eſtre unis & incorporez à la Couronne de France par le Traité de Munſter.

III. Son Alteſſe Electorale s'oblige encore & promet de favoriſer de tout ſon pouvoir, tous les deſſeins de Sa Majeſté dans l'Allemagne, leſquels ont pour but le bien & le repos de l'Empire, la conſervation des Droits & Libertez qui appartiennent à Meſſieurs les Electeurs, Princes & Eſtats de l'Empire, & l'exacte obſervation du Traité de Munſter, pour en faire obſerver les conditions, empecher les contraventions & reparer celles qui y ont eſté faites, ſelon que ledit Traité le preſcrit, & qu'il eſt expliqué plus au long dans le Recez de l'Alliance du Rhin.

IV. S'il arrivoit que Sa Majeſté vouluſt faire lever des Allemans pour ſon ſervice, ledit Seigneur Electeur permettra de faire des levées dans ſes Eſtats, & s'oblige de plus de donner libre paſſage à celles qui pourroient avoir eſté faites ailleurs, & de leur faire fournir des vivres en paiant au prix courant, à condition que leſdites levées vivront en bon ordre & diſcipline dans les Etats de Sadite Alteſſe Electorale.

V. En cas que ledit Seigneur Electeur ait, ou qu'il lui ſurvienne quelque different avec aucuns des Electeurs ou autres Princes de l'Empire, & ſur tout avec ceux qui ſont ou pourront eſtre dans l'Alliance de Sa Majeſté elle emploiera volontiers ſon entremiſe, ſes bons offices & ſon autorité lors qu'elle en ſera recherchée, tant de S. A. E. que des autres Electeurs & Princes alliez de Sa Majeſté pour les faire terminer raiſonnablement & à l'amiable autant qu'il lui ſera poſſible.

VI. S. A. E. declare que les Traitez qu'elle pourroit avoir faits & faire à l'avenir, ne nuiront & ne derogeront en rien à celui qu'elle conclud aujourd'hui avec Sa Majeſté lequel n'a pour but que le ſoutien du Traité de Munſter, & de tous les conſeils & bonnes intentions de Meſſieurs les Electeurs & Princes ſes Confederez.

VII. Le preſent Traité ſera obligatoire de part & d'autre, en tous ſes Points, Articles & Clauſes pendant quatre ans, à commencer de la datte d'icelui, leſquels eſtant expirez on demeurera libre de part & d'autre de le continuer, d'en faire un nouveau, ou de s'en dégager entierement.

Leſquels Points & Articles ci-deſſus compris, & tout le contenu en iceux, ont été ainſi convenus & accordez & mis pareillement pour raiſons mouvantes, en deux Langues Françoiſe & Allemande, dans une meſme conformité, par le Sieur de Gravel, Conſeiller du Roi en ſon Conſeil d'Etat, Député Plenipotentiaire de Sa Majeſté à la Diette Generalle à Ratisbonne, d'une part; & le Sieur Philippes Louis, Baron de Reiffenberg, Preſident du Conſeil d'Etat dudit Seigneur Electeur de Saxe & ſon Deputé, avec plein Pouvoir de l'autre; leſquels ont promis de fournir & de délivrer reciproquement les Ratifications de Sa Majeſté & de S. A. E. dans deux mois de la datte du preſent Traitté, qu'ils ont ſigné de leurs propres mains, & cacheté de leurs Armes. Fait à Ratisbonne le 16. jour d'Avril l'an 1664.

ROBERT DE GRAVEL Plenip. du Roi T. C.	Le Baron de REIFFENBERG. pour S. A. E. de Saxe.
(L. S.)	(L. S.)

V.

Declaratio FRIDERICI WILHELMI *Electoris Brandenburgici, de accedendo ad Fœdus Rhenanum inter Regiam Majeſtatem Galliæ, atque nonnullos Electores & Principes Imperii ſancitum, quàmprimùm de loco & tempore conficiendi hujus negotii, aliquid ſtatutum fuerit. Data Coloniæ ad* 27. Avril.

(1) Dans *Leonard* & *Lunig.* la Date eſt du 12. Avril; mais une Copie de ce Traité, qu'on trouve dans la Regiſtrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de S. M. Imperiale, le date du 16. & l'on croit avoir de bonnes raiſons pour la préferer. [DUM.]

ANNO 1664. *ad Spream die* 27. *Aprilis Anno* 1664. [LUNIG Teutſch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat II. Abſ. III. pag. 139.]

NOs Fridericus Wilhelmus (T. t.) publico hocce Inſtrumento notum teſtatumque facimus omnibus quorum intereſt, quod licet Regia Majeſtas Galliæ Guarantiam ſuper Articulo ſeparato declaratorio Articuli II. Inſtrumenti Pacis Olivenſis nobis ediderit; nihilominus promittimus, quòd quantùm ad Civitatem Elbingenſem attinet, officiis, quæ Sua Majeſtas nobis apud Regem & Rempublicam Poloniæ ſincerè præſtare vult, contenti futuri, neque dictam Guarantiam ad quidquam, quòd dictam Civitatem Elbingenſem concernit, extenſuri ſumus. In cujus rei fidem hoc Inſtrumentum manu noſtra ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro Electorali corroborari fecimus. Datum in Arce noſtra Coloniæ ad Spream die 27. April. 1664.

VI.

23. Avril. — 3. Mai. **Revers und Schein derer von Jhro Römiſchen Käyſerlichen Majeſtät in den Reichs-Fürſten-Stand erhobenen/ und in das Fürſtliche Collegium admittirten Fürſten; Worinn ſie ſich verpflichten/ des Römiſchen Reichs Nutzen zu beförderen/ ihre Quotas an den Reichs-Anlagen zu entrichten; anbey auch ſich erklären/ daß ihre Erben ſich der Stimm nicht gebrauchen ſollen/ Sie ſeyen dann bevor mit Reichs-Güteren verſehen. Regenſpurg den 23. April. (3.) Maji 1664.** [JOANNIS GEORGII KULPIS in SEVERINO de MONZAMBANO Commentationes. Cap. II. §. XI. pag. 527.]

C'eſt-à-dire,

Revers des Princes de l'Empire nouvellement créés, & admis dans le College des Princes, par lequel ils s'obligent au payement de leurs Quotes Imperiales. Ils y declarent auſſi que leurs Héritiers & Succeſſeurs, qui n'auront pas aſſez de bien pour ſoutenir la Dignité de Prince, ne pourront pas jouïr dans les Dietes, du Droit de Voix & de Seance. A Ratisbonne le 23. *Avril.* 3. *Mai* 1664.

Dictatum Regenſpurg den 23. April. (3.) Mäy 1664.

VOn GOttes Gnaden wir N. N. bekennen hiemit/ Demnach die Römiſche Käyſerliche Majeſtät unſer allergnädigſter Herr/ uns in den Reichs-Fürſten-Stand allergnädigſt erhoben/ und folgends Chur-Fürſten und Stände bey dieſem allgemeinen Reichs-Tag Uns in das Fürſtliche Collegium gleich anderen Fürſten des Reichs/ ad Seſſionem & votum mit der Condition zugelaſſen/ daſz zuforderiſt wir uns obligiren ſollen/ 1. Allerhöchſtgedachter Römiſchen Käyſerlichen Majeſtät und des Heiligen Römiſchen Reichs Ehren/ Nutzen und Wohlfahrt/ nach unſerem beſten Vermögen/ treulich zu fürderen/ und Schaden zu wahrnen/ und abzuwenden. 2. Uns mit einem dem Fürſtlichen Lobkowitziſchen Anſchlag gleichmäſſigem Quota zu den gemeinen Reichs-Anlagen/ und des Käyſerlichen Kammer-Gerichts zu Speyer Unterhalt anzulegen/ und ſolchem Fuſz nach zwar der Reichs-Steuer/ ſo lang wir nicht mit immediat Reichs-Güteren der Gebühr verſehen ſeyn werden/ in die Reichs-und nach beſchehener immediat Begüterung in die jenige Cräyſz-Caſſa, daran ſolche erlangte Güter gelegen/ nach der Proportion beyzutragen/ die ſchuldige Portion an dem Cammer-Gerichtlichen Unterhalt/ oder deſſen Pfennings-Meiſter zu liefferen: und daſz 3. Dieſe Admiſſion allein auff unſere Perſohn erſtrecken/ unſere Leibes Erben/ und Nachkommen aber zum Stell und Stim nicht gelaſſen werden ſollen/ ehe und zuvor ſie ſich mit Fürſten-mäſſigen Güteren im Reich/ wann ſolches vorhero von uns ſelbſten nicht geſchehen/ dem Herkommen gemäſz/ der Gebühr werden qualificirt haben/ daſz wir ſolche Admiſſion und alle erſterzehlte dabey angehengte Conditiones dienſt- und freundlich auff- und angenommen/ und in Krafft dieſes bey unſeren Fürſtlichen Ehren/ wahren Worten/ uns obligiren und verbinden/ mehrallerhöchſtgedachter Käyſerlichen Majeſtät und des Heiligen Römiſchen Reichs Ehren/ Nutzen und Wohlfarth unſeres beſtens Vermögens treulich zu befürderen und Schadens zu warnen/ unſere Quotas an den Reichs-Anlagen und Cammergerichtlichen Unterhalt/ nach dem Fuſz des Fürſtlichen Lobkowitziſchen Anſchlags/ oder wie bey gegenwertigem Reichs-Tag die Matricul des Cammergerichtlichen Unterhalts verglichen werden möchte/ biſz wir immediatè begütert ſeynd/ an die Reichs-Caſſa und reſpectivè des Cammergerichts Pfennings-Meiſter/ hernach aber/ wann wir im Reich ohnmittelbar begütert/ und/ nach Proportion deren/ einen eygenen Anſchlag erlangt haben/ ſolchen in der Caſſa desjenigen Crayſſes/ darin die immediat Güter gelegen/ und/ wie gedacht/ reſpectivè des Cammer-Gerichts Pfenning-Meiſteren jedesmahls unfehlbar zu entrichten. Declariren auch dabenebens/ daſz unſere Einnehmung der Stimm und Stell in dem löblichen Reichs Fürſten-Rath/ unſere Erben und Nachkommen ſich anderer Geſtalt nicht zu gebrauchen haben ſollen/ es ſeyen dan dieſelbe zu vor oberwehnter maſſen mit Fürſten-mäſſigen von uns oder ihnen acquirirten ohnmittelbaren/ und von Chur-Fürſten und Ständen darfür erkennenden Reichs-Güteren der Gebühr poſſeſſionirt und verſehen. Deſſen zu Urkund haben wir dieſen unter unſerer eygenen Hand Unterſchrifft und Fürſtl. Secretar. Inſiegel auſzgefertigten ſchrifftlichen Schein zu dem Churfürſtlichen Mäyntziſchen Directorio ertheilet und auſzgehendiget/ ſo geſchehen Regenſpurg ꝛc.

VII.

Aſſecuratio Regis GALLIÆ *ergà Electorem Brandenburgicum* FRIDERICUM WILHELMUM, *Quod, ſi præfatus Elector in illo Fœdere Rhenano, ad quod accedere ſe declaravit, omnem ſecuritatem non inveniat, Ille ad eam procurandam operam dabit.* [LUNIG *Teutſch-Reichs Archiv* Part. Spec. Continuat. II. abs. III. pag. 139] 25. Mai.

REx gratam habens declarationem ſibi factam nomine Sereniſſimi Electoris Brandenburgici per Baronem de Blumenthal ipſius Conſiliarium Status & Intimum, Camerarium, Equitem Ordinis Divi Joannis, Commendatorem in Supplenburg, & ipſius Deputatum Extraordinarium ad Suam Majeſtatem, quod poſtquam conventum fuerit de tempore & loco concludendi Tractatus, ipſe deſideret intrare cum Sua Majeſtate & quibusdam Electoribus & aliis Principibus S. Romani Imperii in Fœdus defenſivum, quod ipſi inter ſe iniverunt, (appellatum Fœdus Rhenanum) Sua Serenitas Electoralis volens hoc ipſo publicum dare teſtimonium ſtudii ſui, quod habet in omnia, quæ Sua Majeſtas ab ipſo deſiderare poteſt: & quia in dicto Fœdere quædam conditiones extant, in quibus Sua Serenitas Electoralis non invenit omnem ſecuritatem quam cupere poſſit, Sua Majeſtas, ut demonſtret, quanti ipſius monita faciat, promittit ſe operam daturum, quantum à ſua facultate dependet, ut ipſi eam ſecuritatem procuret, qua alii ſui Fœderati gaudent.

VIII.

*Acte * d'Accord & Tranſaction, entre le* CONSEIL D'ETAT *des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & le Doyen & Chapitre de l'Egliſe Collegiale de* COURTRAY [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye du tems du Roi Charles II.] 3. Juin.

* L'Original étoit Hollandois, mais on n'a pu trouver que cette Traduction. [DUM.]

Ex-

ANNO 1664.

Extrait *des Reſolutions au Conſeil d'Etat des* **Provinces-Unies** *des Païs-Bas.*

Le Mardi 3. Juin 1664.

DIverſes Queſtions ayant été mûes entre Jean Lentinck Receveur des Biens Eccleſiaſtiques au Quartier de la Ville & Metier de Hulſt au nom du Conſeil d'Etat des Provinces-Unies d'une part; & les Sieurs Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Egliſe Collegiale de Courtray d'autre part; ſoûtenant ledit Lentinck *qualitate qua*, que ledit Conſeil d'Etat du Chef du Paſteur de la Ville de Hulſt, étoit fondé de reclamer la Dixme novale du Polder Stappeldyck, laquelle le Sieur Henricus Heſius, ci-devant Paſteur de ladite Ville, avoit donnée en admodiation à Pierre Beeke & Conſors, par Contract du 21. d'Avril 1644. & lesdits du Chapitre ſoûtenant le contraire. Surquoi il étoit arrivé, que lesdits Nobles & Puiſſants Seigneurs du Conſeil d'Etat avoient ordonné, par leur Reſolution du 8. d'Août 1662. à leur dit Receveur, d'executer lesdits Admodiateurs, ſauf aux Sieurs du Chapitre leur Action au Petitoire, s'ils croyent y être fondés & admiſſibles; laquelle devroit être inſtituée & renvoyée au Conſeil de Flandres reſidant à Middelbourg en Zelande; lequel Receveur, en ſuite de ladite Reſolution, avoit executé les Admodiateurs le 7. Decembre 1662. & les avoit contraint de lui payer la ſomme d'onze mille trois cens deux florins, pour les arrerages de leur recognition échus depuis le mois d'Octobre 1647. jusques au mois d'Octobre 1662. incluſivement. Cette Cauſe pendant ainſi indeciſe, ledit Receveur a ſoûtenu auſſi, *qualitate qua*, que du Chef dudit Paſteur de Hulſt il avoit droit aux Préeminences, & aux Revenus d'une Chanoinie au Chapitre de Courtray, parce que ladite Cure Paſtorale avoit été incorporée audit Chapitre, par déciſion arbitrale de l'an 1266. à condition que le Paſteur auroit ſeance au Chœur, & voix au Chapitre avec les autres émolumens ſpecifiés audit Inſtrument arbitral; A l'encontre de quoi ceux dudit Chapitre ont ſoutenu, qu'en bien examinant ledit arbitrage, on trouveroit que *loco Corporis præbendæ, Paſtor habebit omnes fructus & proventus quos tunc temporis percipiebant, & percipere conſueverant Parochiales Hulſtæ, & inſuper viginti libras*, avec lesquels il devoit ſe contenter ſans plus rien prétendre, & que par ſon abſence il n'avoit rien à eſperer, ſinon que lesdits vingt livres étoient augmentés jusqu'à ſeptante livres de gros.

Troiſiémement, ledit Receveur, *qualitate qua*, a prétendu que ceux du Chapitre à cauſe des Dixmes qu'ils ont dans la Paroiſſe de Hulſt, doivent entretenir, ou contribuer à l'entretien de trois Predicants, Coſters, & Lecteurs, lesquels y ſont établis par le Conſeil d'Etat, & desquels les Penſions montent par an à trois mille ſept cens quarante florins, ſur laquelle ſomme ceux dudit Chapitre n'ayant contribué jusqu'à preſent que 420. florins, & n'y ayant point d'autres Revenus Paſtoraux ponr y ſupléer que les Rentes & Revenus des Obits & Chapelles, qui ſe montent par an environ à 800. florins, il reſtoit encore à fournir 2520. florins par an, lesquels il prétendoit avoir des Dixmes dudit Chapitre: Que de même ceux du Chapitre étoient obligés à l'entretien des Predicants, & Maître d'Ecole des Paroiſſes du Polder de Namur, Oſſeniſſe, Houteniſſe, ou Zande, Heinſdick & St. Paul, desquels les penſions que l'Etat paye, montent par an à 2070. florins, à quoi ledit Chapitre n'a contribué que 1502. florins 4. patars: Et comme ce que ſon Alteſſe le Prince d'Orange contribue à cauſe de ſes Dixmes ſituées audit Hulſt, & ce que les Jeſuites du Polder de St. Paul contribuent auſſi, joint au Revenu de quelques Terres & Rentes, ne monte qu'à environ 800. florins par an, il reſteroit encore 668. florins à fournir par ceux dudit Chapitre & autres à proportion de leurs Dixmes, & que par faute dudit payement, il étoit fondé à demander les arrerages depuis la Reduction de la Ville de Hulſt montans à la ſomme de 43318. florins; A quoi ceux du Chapitre n'ont pas ſeulement contredit, mais auſſi demandé la Reſtitution des ſusmentionnés 11302. florins payés par leursdits Admodiateurs, & reçû par ledit Lentinck, & celle de 28000. florins ou environ que portent les Revenus de leurs Dixmes & autres biens dudit Hulſt pour les années 1646. & 1647. attendu que, bien que les Hauts & Puiſſans Seigneurs en l'an 1645. ayent occupé la Ville de Hulſt, & que par leur Placard du 22. Fevrier 1646. ils ayent confisqué lesdites Dixmes, & biens du Chapitre auprès de Hulſt, comme apartenantes à un Corps, ſitué ſous le Reſſort du Seigneur le Roi d'Eſpagne, en ce tems-là leur Ennemi; néanmoins comme le Seigneur Roi de France occupa ladite Ville de Courtray par ſes armes en 1646. & qu'il la garda l'année ſuivante 1647. ils étoient devenus ſous ledit Roi, non ſeulement amis de cet Etat, mais ils étoient entrés de plus en étroite Alliance; Et que par ainſi ledit Chapitre ne pouvant plus être conſideré comme ennemi de cet Etat, ou comme reſſortant ſous la Domination ennemie, il étoit bien fondé à demander la reſtitution de tout ce qui avoit été pris ſur lui, à cauſe de ladite Confiscation, montant environ aux 28000. florins ſusdits.

Surquoi, diverſes Lettres aiant été écrites par ledit Receveur Lentinck au Conſeil d'Etat, & diverſes Requêtes aiant été preſentées par le Chapitre: Et Don Eſtevan de Gamarra Chevalier de l'Ordre Militaire de St. Jaques, Conſeiller de Sa Majeſté d'Eſpagne en ſon Conſeil ſuprême de Guerre & du Païs-Bas, Meſtre de Camp Général, Gouverneur de la Citadelle de Gand & ſon Ambaſſadeur Ordinaire aux Provinces-Unies, aiant ſecondé par pluſieurs Memoires les intentions & pretentions dudit Chapitre; & pluſieurs Reſolutions aiant été priſes ſur cette affaire, elle a été enfin dirigée & amenée à une Conference amiable d'accommodement. Tellement que ce jourd'hui il a été convenu, accordé & tranſigé, entre les Deputez des Nobles & Puiſſans Seigneurs du Conſeil d'Etat, & les Commiſſaires du Chapitre autoriſés par ſadite Excellence; Que toutes prétentions des choſes paſſées *hinc inde* ſeront anéanties & amorties ſans que, ſous quelque pretexte que ce ſoit, l'on puiſſe les rechercher; Que même ledit Conſeil d'Etat renoncera pour l'avenir & à jamais, à la Prétention des Dixmes novales du Polder de Stappeldyck, comme auſſi à tous les Droits ou Revenus qui leur pourroient competer du Chef du Pasteur d'Hulſt à cauſe d'une Chanoinie audit Chapitre de Courtray, & que l'entier Droit, & effet desdites Dixmes & Revenus demeureront paiſiblement audit Chapitre, & qu'ils joüiront ſans trouble de tous les Droits & Revenus qui leur appartiennent dans ladite Paroiſſe & Metier de Hulſt; Et que de leur part, ils cederont, & tranſporteront audit Conſeil d'Etat, pour l'avenir & à jamais, en ce qui les concerne, tous les Revenus des Obits, & Chapelles, comme auſſi les Rentes, Fermes & autres Emoluments Paſtoraux, qui ont été ci-devant deſtinés pour la ſubſiſtance & entretien du Paſteur, & que par deſſus cela, ils contribueront, pour l'entretien desdits Predicants, Coſters, & Lecteurs de la Ville de Hulſt, & des ſusnommées Paroiſſes & Communautés, la ſomme de 2000. florins par an, compris en icelle ſomme, toutes celles qu'ils ont contribué jusques à preſent, ſelon la ſusmentionnée Specification; moyennant quoi, tous leurs autres Biens, Terres, Dixmes novales & autres Biens & Rentes, tels qu'ils puiſſent être, ſitués audit Diſtrict, ſeront desormais libres & exemts de toutes charges & impoſitions, de la part de cet Etat, & ſeront ſeulement ſujets au cinquieme denier, ou Verpondinge, & aux aides & autres impoſitions, qui ſe levent preſentement au profit de l'Etat; à telle condition neanmoins qu'iceux, au reſpect de leur qualité Eccleſiaſtique, & aux autres Charges auxquelles leur Conſtitution, & Condition les oblige, ſeront reputez en tel état, comme ci-devant ils ont été reputez & conſiderez. Ainſi fait ſous l'approbation des Nobles & Puiſſants Seigneurs du Conſeil d'Etat. Surquoi aiant été deliberé, il a été trouvé bon de l'approuver & arrêter, comme on l'approuve & l'arrête par cette.

Etoit Signé,

J. van Borssele. Van Hoogh. Vt.

Et en bas étoit écrit; *s'accorde avec le Regiſtre. En abſence du Secretaire.*

Signé.

J. van Dalen.

Extrait des Reſolutions du Conſeil d'Etat des Provinces-Unies *des Païs Bas.*

Mercredi 30. Juillet 1664.

IL a été lû un Memoire du Sieur Richard, Conſeiller du Roi d'Eſpagne & Secretaire de ſon Ambaſſade.

ANNO 1664. baſſade, avec un Acte de Ratification des Doyen & Chapitre de l'Egliſe Collegiale de Courtray, en date du 10. du courant, ſur certain Accord fait le 3. de Juin, entre les Deputez de leurs Nobles Puiſſances commis à cet efet d'une part, & les Commiſſaires dudit Chapitre, à l'intervention dudit Secretaire d'autre part; Surquoi aiant été deliberé, & ledit Acte de Ratification ayant été auparavant viſité & examiné par le Sieur vander Hoogh & autres Deputez dudit Conſeil d'Etat, & ayant été trouvé & couché en dûe & bonne forme il a été trouvé bon de le faire regiſtrer au Regiſtre des Actes. Paraphé CHRIST. RODENBORG, Vt. en bas écrit, *Accorde avec le Reſtigre*,

Signé,

J. VAN SLINGELANDT.

IX.

6. Juin. **Proteſtation Hertzog Carls zu Mecklenburg Mirou / wieder das von ſeinem Herrn Brudern Hertzog Chriſtian zu Mecklenburg-Schwerin / auß eygenen Dieneren und in propria Cauſa wieder dero Gemahlin / formirte nichtige Gericht / deſſen Proceſs, und Außſpruch / wie auch wieder das in eadem Cauſa contra Sanctionem Pacis Religioſæ außgewürckte Päbſtliche Indult-Breve, und des Cardinals Barberini Sentenz / dann auch die der Römiſchen Käyſerlichen Majeſtät dieſsfalls beſchehene Sub- & obreption, vornehmblich aber wieder die erfolgte unzuläſſige zweyte Heurath mit der Ducheſſe de Chaſtillon. Geben zu Myrou den 6ten Junii 1664.** [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. part. Special. Continuat. II. Abtheilung III. Abſ. VI. pag. 570.]

C'eſt-à-dire,

Proteſtation de CHARLES *Duc de* MECKLENBOURG-MIRAU *contre le Jugement inſtitué par le Duc* CHRISTIAN *de* MECKLENBOURG SCHWERIN *dans ſa propre Cauſe, & par ſes propres Conſeillers, au ſujet de ſon Divorce avec la Ducheſſe ſon Epouſe; comme auſſi contre la Sentence renduë par eux; mais particulierement, contre l'Indult obtenu du Pape, & contre la Sentence de Divorce renduë par le Cardinal* BARBERIN, *comme étant des Procedures contraires à la Paix Religieuſe, & aux Droits ſuprêmes de la Majeſté Imperiale; & enfin contre le ſecond Mariage invalide, & illegitime, contracté par ledit Duc avec la Ducheſſe de* CHATILLON. *A Myrau* le 6. Juin 1664.

VOn Gottes Gnaden Wir Carl / Hertzog zu Mecklenburg / Fürſt zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / Graf zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargardt Herr ꝛc. Fügen hiemit allen und iedermänniglich zu wiſſen / als unſers Bruders Hertzogen Chriſtians zu Mecklenburg Lbd. ohneracht et dero rechtmäſſig getrauete und in Fürſtl. ehelicher Beywohnung lange Zeit gehabte Gemahlin / Frau Chriſtina Margaretha / gebohrne und vermählte Hertzogin zu Mecklenburg / Unſere freundl. liebe Muhme und Schwägerin / noch im Leben / und legitime nicht ſepariret / eine anderweitige vermeintliche Vermählung in Franckreich vorgenommen / und aber ſolches / wann man dazu ſtill ſchweigen würde / zu Unſers gantzen Fürſtl. Hauſes / zumahl auch zu unſern hohen præjudiz gereichen möchte / daſz ſolchem nach Wir darwider öffentlichen zu proteſtiren / und Männiglich den Unfug des von Unſers Bruders Lbd. unternommenen Beginnens / und die nullität der zweyten Heyrath zu remonſtriren / eine Nothwendigkeit erachtet. ANNO 1664.

Es iſt demnach Reichs-kündig / was geſtalt zwiſchen hochgedachten Unſers Bruders und dero Gemahlin Lbd. Lbd. ſchwere Miſzverſtand und Zwietracht / theils wegen dero Ehe-Pacten und Paraphernal-Güter / theils anderer Beſchwerung halber entſtanden / ſo endlich zu einem offenbahren gerichtlichen Proceſz gerathen; Jnmaſzen die Frau Gemahlin von der abgelebten Käyſerlichen Majeſtät Ferdinando Tertio Glorwürdigſten Andenckens eine Commiſſion an einige Chur- und Fürſten / den Streit wegen der Paraphernal-Güter zu entſcheiden / auch die gütliche Compoſition der ehelichen Miſzverſtände alles Fleiſzes zu verſuchen / erhalten; Ob nun zwar Unſers Bruders Lbd. gebühret hette / der Käyſerlichen Majeſtät heilſamen allergnädigſten Verordnung ſich gehorſambſt zu accommodiren; So hat dennoch Sr. Ld. ſich dazu Anfangs gar nicht verſtehen wollen / auch nachgehends dieſelbe mit allerhand Vorwand auff- und hingehalten / daſz alſo dieſelbe ihren gewünſchten Effect der geſucheten ehelichen Vereinigung nicht erlangen mögen. Hingegen hat Sr. Ld. die Sache für ein Jhr zugethanes partheyiſch / ſuſpect und notoriè unbefugtes Judicium zu ziehen geſuchet / indem dieſelbe dero Gemahlin anfangs für weyland Herrn Auguſti, Hertzogen zu Sachſen / Engern und Weſtphalen / Chriſtmildeſten Andenckens Conſiſtorium zur Rechtfertigung anmaſzlich citiren laſſen / dawider aber die Käyſerliche Majeſtät Mandatum Caſſatorium & inhibitorium S. C. propter notoriam incompetentiam ertheilet. Wie es nun alſo damit nicht angehen wollen / hat es S. Lbd. auff eine andere Art verſuchet / indem ſie propria authoritate aus ihren eigenen Dienern und Unterthanen ein alſo genanntes Gericht anmaſzlich beſtellet und niedergeſetzet / und demſelben S. Ld. von dero Gemahlin zu erledigen / auffgetragen; Wie aber dero Frau Gemahlin Ld. auff der zumahl ungewöhnlichen Richter-Citation nicht erſcheinen wollen / beſondern dawider auffs äuſſerſte proteſtiret und contradiciret / haben dieſelbe quaſi in contumaciam procediren / und ihres Herren Befehl und Willen endlich mit anmaſzlicher Loſzſprechung Sr. Lbd. von dero Gemahlin ein Genügen thun müſſen.

Ob aber ein ſolches Werck ein Gerichte zu nennen ſey / ſolches wird ein iedweder leicht erachten / denn ja das vornehmſte requiſitum imò baſis & fundamentum omnium judiciorum, nemlich jurisdictio judicis allhie fehlet; Einmahl iſt gewiſz / daſz ſo wenig im heiligen Röm. als auch in einigen andern Reich hergebracht oder zuläſzig / daſz jemand ihm ſelbſt nach ſeinem Gutdüncken / und wie ers ihm am bequemſten vermeinet / zumahl wider des Gegentheils willen / wie allhie geſchehen wollen / ein Gericht formiren könne / dann ſonſten ſeltſame judicia daraus werden wolten.

Wann etwan Unſers Bruders Gemahlin S. Ld. für dero Räthen ultrò belanget hätte / oder da S. Ld. Actor geweſen / dennoch dero Frau Gemahlin als Rea domit wäre einig geweſen / daſz die Räthe judiciren möchten / ſo hätte man mögen dafür halten / daſz ein ſolches Gericht beſtehen könte. Man hätte mögen gedencken / quod ſemel placuit, ſemper placere debet: & Volenti non fit injuria. Daſz aber ein Reichs-Fürſt ſeiner Gemahlin in derogleichen Sachen ſeine Räthe und Diener zu Richtern obtrudiren / und ſua ſolius Voluntate & authoritate ein ſolches Gericht formiren könne / das wird niemand / der bedenckt / was ein Gericht ſey / ſagen oder gut heiſſen. Man hat zwar in der Ordnung der Austräge / die Niederſetzung der 9. 7. oder 5. Räthe / es iſt aber ſolcher Weg Rechtens nicht den Fürſtlichen Perſohnen / wenn ſie mit einander zu thun haben / verordnet oder herbracht. Dann es leidet die prærogativ des Fürſtlichen Standes nicht / daſz ein Fürſt oder Fürſtin / für eines andern Fürſten Diener zu Gericht ſtehe. Es hat demnach die Niederſetzung der Räthe allein in den einigen Fällen ſtatt: Wann etwan ein Fürſt / als Reus (dann wann der Fürſt ſelbſt Actor iſt / ſo gehet es ſchon nicht an) von jemanden ſo geringern Standes / als Prælaten / Grafen / Freyen / Herren / einem vom Adel / Städten oder andern Privat-Perſonen belanget wird / allermaſſen in der Cammer-Gerichts-Ordnung expreſſe enthalten / auch ſonſten notoriè juris, zu dem weil die Nieder-ſetzung der Räthe ein ſolcher Weg der Rechtfertigung iſt / der offtmals allerhand Bedencken nach ſich ziehet / davon auch in der Cammer-Gerichts-Ordnung gemeldet wird / als iſt derjenige / ſo etwan wieder einen Fürſten eine Sache hat / nicht præciſè an die Räthe gebunden / beſondern hat acht Wege der

Aus-

Anno 1664. Austräge/ darunter er einen erwehlen mag. Es kan demnach die Niederſetzung der Räthe nicht anders geſchehen/ als wanns derjenige/ ſo den Fürſten belanget/ ſelbſt begehret. Wann nun ein Fürſt die Niederſetzung ſeiner Räthe einem geringern wider ſeinen Willen nicht auffdringen kan/ wie viel weniger wird ſolches einer ebenbürtigen Fürſtlichen Perſon geſchehen können. Wann unſer Bruder ſeine Gemahlin zu einem unpartheyiſchen Fürſtmäſſigem Gericht/ es wäre auf die Austräge/ oder extra ordinationem Auſtregarum geſchehen/ requiriret hätte. So hätte man meynen mögen/ daß S. Lbden. recht geſuchet hätten. Dieweil aber dieſelbe ein von ihr ſelbſt dependirendes Gericht haben wollen/ ſo muß es billig heiſſen: quod potuit, noluit: quod voluit non potuit.

Es haben ja die Niedergeſetzte/ weder propriam noch delegatam jurisdictionem gehabt/ propriam jurisdictionem werden ſie ihnen verhoffentlich nicht anmaßen/ als denen über Fürſtlichen Perſohnen propria autoritate zu judiciren/ gar nicht anſtehet. Und wird unſers Bruders Lbden. ſelbſten Ihren Dienern und Unterthanen über ſich und dero Gemahlin proprio jure zu judiciren nicht geſtatten. Wenn man aber delegatam jurisdictionem prætendiret/ ſo kan dieſelbe von niemanden anders/ als von unſerm Bruder ſelbſten/ tanquam parte delegiret ſeyn. Iſt demnach S. Lbden. in propria Cauſa judex geweſen/ zumahln non tam delegatus, quam delegans pro judice zu halten/ juxta Vulgatam regulam, quod quis per alium facit, ipſe feciſſe putatur. Wenn aber S. Lbden. in ihrer eigenen Sache nicht Richter ſeyn können/ als welches wider die Natur ſelbſt ſtreitet/ auch über dero Gemahlin Fürſtlichen Perſohn/ wann dieſelbe ſchon à tertio belanget wäre/ keine jurisdiction gehabt/ alſo dieſelbe in propria Cauſa ihr viel weniger anmaßen können; So wird nothwendig folgen müſſen/ daß Se. Lbden. jurisdictionem, die Sie ſelbſten nicht gehabt/ anderen nicht auftragen können/ oder die bekante Regul müſte Abbruch leiden/ quod nemo plus juris quàm ipſe hebeat, in alium transferre poſſit; Man hat zwar dem prætendirten Gericht den Titul eines Conſiſtorii gegeben/ welcher Nahme den judiciis Eccleſiaſticis Principum & Statuum Imperii Proteſtantium pfleget gegeben zu werden: damit hat es im Hertzogthum Mecklenburg dieſe Beſchaffenheit/ daß dergleichen Conſiſtorium von beyden Hertzogen ſo wol Schweriniſchen als Güſtroviſchen Theils/ Vermöge der Erb-Verträge Communiter beſtellet/ und in der auch gemeinen Erbland-Stadt Roſtock conſtituiret. Wenn nun dieſe Sache vor ein Mecklenburgiſches Conſiſtorium gehöret hätte; So wäre das gemeine Conſiſtorium zu Roſtock forum Competens geweſen. Unſers Bruders Lbden. können ihren eigenen Unterthanen und Landſaſſen kein particulare Conſiſtorium niederſetzen/ ſondern müſſen zeſchehen laſſen/ daß das gemeine Conſiſtorium zu Roſtock über dieſelbe judicire/ wie viel weniger hat Se. Lbden. Ihro Gemahlin/ die Ihr am Stande gleich iſt/ dergleichen Conſiſtorium aufdringen können. Und den Fall geſetzet/ daß Se. Lbden. jurisdictionem Conſiſtorialem & Eccleſiaſticam in ſolidum gehabt hätten; Allermaßen andere Proteſtirende Fürſten und Würden des Reichs haben; So hätten Sie dennoch dieſelbe in propria Cauſa contra propriam conjugem nicht exerciren können. Dann es erſtrecket ſich die jurisdiction nicht weiter/ als auf die Unterthanen/ unter deren Zahl aber die Gemahlin nicht gehöret. Gleichwie demnach nicht folget: Princeps habet jurisdictionem Civilem, ergo eam in propria Cauſa, contra propriam conjugem habet: alſo folget auch mit nichten; Princeps Auguſtanæ Confeſſionis habet jurisdictionem Eccleſiaſticam, ergo eam in propria cauſa contra propriam conjugem exercere poteſt. Item folget nicht; Princeps Auguſtanæ Confeſſionis poteſt conſtituere Conſiſtorium in cauſis matrimonialibus ſubditorum, ergo etiam in propria cauſa, quam cum conjuge habet, pro lubitu Conſiſtorium formare poteſt. Denn/ da heißt es billig/ par in parem non habet imperium. Item qui jurisdictioni præeſt, neque ſibi jus dicere debet, neque uxori, Item nequis in ſua cauſa judicet, vel jus ſibi dicat, ſi jus autem dicere non debet, Ergo nec judicem dare, cum jurisdictio ſit etiam judicis dandi Licentia. Dieſes alles ſind notiſſima und in legibus verbotenus enthaltene juris axiomata. Und will demnach der affectirte Nahme des Conſiſtorii dem eigenmächtigen Gericht nicht zu ſtatten kommen. Zudem iſt Rechtens/ daß etiam in foro, alias competente judex ſuſpectus niemanden wieder ſeinen Willen könne aufgedrungen werden. Wenn denn die Domeſtici und ſonſt alle diejenigen/ quibus ab adverſa parte imperari poteſt, in den

Anno 1664. Rechten pro ſuſpectis gehalten werden; Und aber alle die von unſers Bruders Lbden. anmaßlich beſtellete Richter/ Ihre Dienere/ Geheimbde-und andere Räthe und Unterthanen geweſen (zu geſchweigen/ daß die Directores, Urheber und Anſtiffter von Sr. Lbden ſelbſten alſo nachgehends geæſtimiret/ daß Sie dieſelbe mit Ungnaden caſſiret/ und theils noch bis auf den heutigen Tag in arreſt gehalten) Dannenhero die Frau Gemahlin wieder die Richter/ ſo Ihro obtrudiret werden wollen/ nicht allein tanquam incompetentes, ſondern auch tanquam ſuſpectos proteſtiret; Deſſen aber ohngeachtet/ dieſelbe thätlich fortgefahren: So folget nothwendig hieraus/ daß alle deren Acta, Proceſs und Sentenz, wie das immer Nahmen haben mag/ nul, nichtig/ Krafftloß und von keinen Würden ſey; Was den Proceſs anlanget/ wiſſen Wir zwar wohl/ wie das Directorium blos von unſerm Bruder dependiret/ und auf was maſſe und weiſe die übrige niedergeſetzte nach S. Lbden. Willen anmaßlich zu ſprechen judiciret werden. Wir achten aber anjetzo weitere Ausführung unnöthig/ und laſſen es bey ſo offenbarer Nullität von wegen der Perſohn der Richter bewenden.

Wir vernehmen zwar/ daß einige/ dies nichtige Werck zu recht zu bringen/ vorwenden wollen/ es hätte müſſen à ſententia iſta intra decendium provociret werden; Und weil ſolches nicht geſchehen/ wäre dieſelbe in rem judicatam erwachſen/ nach Anleitung des Reichs-Abſchieds zu Regenſpurg Anno 1654. §. Zudem auch nunmehro zum Zehenden ꝛc. Allein man leſe nur den nechſt folgenden §. da wird ſich noch eine notable Clauſul finden/ dieſelbe lautet alſo: Bey denjenigen Nullitäten aber/ welche inſanabilem defectum aus der Perſohn des Richters/ oder der Parthey/ oder aus den ſubſtantialibus des proceſſus nach ſich führet/ verbleibet es bey der diſpoſition der gemeinen Rechte: Die gemeinen Rechte aber ſtatuiren/ quod à ſententia nulla appellare neceſſe non ſit. Dann ſonſt ein jedweder nach ſeinem Gutdüncken jemand vor ſeinen Richter conſtituiren/ von demſelben ein Urthel ſprechen laſſen/ und nach Ablauff der zehen Tage rem judicatam prætendiren könte/ daraus würde eine ſeltzame Art zu procediren/ und allerhand inconvenientien entſtehen. Als nun unſers Bruders Lbden. vermercket/ daß es auch auf dieſe Weiſe noch nicht angehen wollen/ haben Sie noch ein anders/ und alſo das dritte vermeintliche Mittel gebrauchet/ indem dieſelbe nach Verlaſſung der Augſpurgiſchen Confeſſion und Annehmung der Catholiſchen Religion, von dem Röm. Pabſt ein Breve erhalten/ darinn dero matrimonium nullum declariret/ darauf von dem Cardinal Antonio Barbarini, als Päbſtlichen Commiſſario gleichſam Sententia declaratoria anmaßlich erfolget/ und unſers Bruders Lbden. zur andern Heyrath Macht gegeben worden/ welches alles in Franckreich paſſiret. Der Prætext das Matrimonium nullum zu declariren iſt geweſen/ daß unſers Bruders und dero Gemahlin Ld. Lbden. als Bruder-Kinder in ſecundo gradu conſanguinitatis einander verwand/ welche Ehe abſque diſpenſatione Pontificis nicht beſtehen könte. Nun wäre aber tempore contracti Matrimonii keine Diſpenſation von dem Pabſt gebeten/ und da ſie ſchon gebeten wäre/ würde dennoch dieſelbe den Ketzern/ als unſer Bruder und deſſen Gemahlin dero Zeit nach beyderſeits geweſen/ und die Frau Gemahlin noch anietzo wäre/ nicht concediret; Damit man aber um ſo mehr der Sachen eigentliche Bewandniß ſehen möge; Als iſt ſo wol das Päbſtliche Breve ſub lit. A. als des Päbſtl. Commiſſarii Ausſpruch ſub lit. B. hiebey gefüget.

Es ſind aber die Päbſtl. Proceſs mit welchen unſers Bruders Lbden. endlich durchzudringen/ und von dero Gemahlin ſich gäntzlich zu liberiren gemeinet/ eben ſo und noch viel mehr nichtig/ wie die vorige/ lauffen auch offenbahrlich wieder den theuren Religion-Fried des Heil. Römiſchen Reichs Teutſcher Nation, ſo in Anno 1555. zu Augſpurg publiciret/ nachgehends durch verſchiedene Reichs-Abſchiede und Kayſerliche Capitulationes beſtätiget/ vor ein Fundamental-Geſetz des Reichs/ darauff deſſen Ruhe und Eintracht beſtehet/ ſeithero gehalten/ und durch den Münſter-und Oßnabrückiſchen Frieden-Schluß de novo, mit Zuthun auswärtiger Potentaten/ ſtabiliret worden/ Krafft deſſen die Kayſerliche Majeſtät wie auch die Chur-Fürſten und Stände des Reichs beeder Religionen einander in der Religion, Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen und Ceremonien nicht zu beeinträchtigen/ ſondern dabey geruhiglich zu laſſen/ hochbetheurlich verſprochen/ darauf die geiſtliche jurisdiction gegen und über die Proteſtirende ſuſpendiret. Daß nun dieſer heilſamen Conſtitution die gegenwärtige Päbſtliche Proceſſe zuwieder lauffen/ auch ſonſt ohnedem manifeſtis

Anno 1664.

nullitatibus laboriren/ ſolches wird alsdann noch klärer erſcheinen/ wann berührter Proceſſe Umſtände in materialibus & formalibus beſonders conſideriret werden; Dann die prætendirte merita cauſæ, das forum und jurisdictio judicis, der Ort der angeſtellten Commiſſion, wie auch die form des proceſſus ſind nicht anders/ als totidem nullitates, und contraventiones wider den Religion-Friedt.

Merita Cauſæ, und der Vorwandt/ warum das Matrimonium nullum zu declariren/ beſtehen in dem impedimento conſanguinitatis und dem Mangel der Päbſtlichen Dispenſation. Damit man aber das rechte Thema allhie und den Statum controverſiæ ſehen möge/ und in unnöthigen Quæſtionibus ſich nicht aufhalte; So iſt zuforderſt dasjenige/ worinn man einig/ und worinn man nicht einig/ wohl zu entſcheiden: Es wird demnach nicht können geläugnet werden/ daß die Conjugia patruelium & conſobrinorum weder jure divino oder naturali vel gentium, noch auch jure Civili Romano verboten/ ſondern zugelaſſen. Hingegen iſt man auch in keiner Abrede/ daß die prohibitio juris pontificii poſitivi, die ſich hiebevor ad gradum ſeptimum erſtrecket/ nunmehro ad gradum quartum Lineæ collateralis incluſivè determiniret ſey; Gleichwie nun die Röm. Catholiſche des Pabſts Jurisdiction agnoſciren; alſo ſtehet denſelben anheim/ wenn ſie etwa in ſecundo, tertio vel quarto gradu lineæ collateralis heurathen/ entweder von dem Pabſt Dispenſation zu bitten/ oder aber dasjenige gewärtig zu ſeyn/ was die Päbſtliche Geſetze mit ſich bringen. Ob es aber/ wenn ein proteſtirender Fürſt und Fürſtin in dictis gradibus ein ander heurathen/ eine ebenmäßige Beſchaffenheit habe/ das wird die Frage ſeyn. Dann weil weder unſer Bruder noch deſſen Gemahlin zur Zeit der Heurath der Catholiſchen Religion zugethan geweſen/ ſondern als zwey proteſtirende Fürſtliche Perſohnen ihre Ehe nach Recht und Gewohnheit der proteſtirenden Kirchen contrahiret/ dennoch aber der Pabſt auf Anruffen unſers Bruders Lbden. dieſelbe für nichtig und ungültig erkläret/ und dazu den prætextum conſanguinitatis, und des Mangels ſeiner Dispenſation gebrauchet/ ſo wird nach ſothaner Intention eines unter dieſen beyden nothwendig ſeyn müſſen: Entweder es müſſen die Conjugia der proteſtirenden Chur-Fürſten und Stände des Reichs/ ſo ſie in gradibus jure Pontificio Poſitivo prohibitis, in ſpecie auch in gradu ſecundo lineæ Collateralis æqualis, nulla prævia dispenſatione Pontificis, contrahiren/ illegitima nulla & invalida ſeyn: Oder aber es ſind dieſelbe zwar ab initio, und ſo lange die Contrahenten bey der Proteſtirenden Religion bleiben/ legitima; ſo bald aber nur eine Perſohn zur Catholiſchen Religion tritt/ wird ein ſolches matrimonium nullum & invalidum werden/ und alſo ſolviret werden können. Eins von dieſen beeden Puncten wird nothwendig ſeyn müſſen/ wenn die Päbſtliche Declaration beſtehen ſoll. Das letztere zu prætendiren/ möchte etwan einigen Schein haben/ mehr denn das erſte/ man möchte gedencken/ die Aenderung der Religion hätte auch in dem Conjugio eine Aenderung gemacht; Alleine es wird dieſes von dem Pabſt und dem Cardinal Anthonio nicht prætendiret/ denn die Päbſtliche Rechte würden es ſelbſten nicht haben zugelaſſen. Es würde dem Dogmati de indiſſolubili vinculo conjugii conſummati zuwieder lauffen. Es wird nicht einmahl in denen Caſibus, in welchem bey den Proteſtirenden das divortium propter delictum alterutrius Conjugis in Göttlichen Rechten zugelaſſen gehalten wird/ bey den Catholiſchen Solutio vinculi geſtattet/ ſondern nur ſeparatio quoad thorum & menſam vergönnet; Adeo indiſſolubile halten ſie das Vinculum Conjugii; Dahero kömmt es/ daß in den judiciis Eccleſiaſticis Catholicorum die proceſſe contra Matrimonium faſt nur auff die Nullität ab initio gehen. Dann wann es ab initio legitimum geweſen/ ſo iſt poſt conſummationem keine Scheidung anders als durch den Todt zu hoffen. Iſt demnach unnöthig eine Theſin, die man an Seiten des Pabſts nicht geſetzet/ zu impugniren. Es iſt nur deßwegen erinnert/ damit man/ um den rechten Statum controverſiæ zu ſehen/ wohl annotire/ daß allhie keine ſolutio Conjugii ex poſt facto prætendiret werde/ noch auch ſecundum proprias hypotheſes pontificis prætendiret werden können.

Reſtiret demnach das erſte Membrum, nemlich wenn ein proteſtirender Fürſt eine der proteſtirenden Religion zugethane Fürſtin in gradu ſecundo vel ulteriori, jure Pontificio poſitivo prohibito, heurathet/ daß ſolche Heurath/ zumal keine Dispenſation vom Pabſt erlanget/ ipſo jure ſtatim ab initio nichtig und ungültig ſey; Dieſes ſcheinet nun zwar eine zumahl harte und ſeltſame Aſſertion zu ſeyn; Dem ſey aber wie ihm wolle; Es iſt dieſes die ausdrückliche Päbſtliche Deciſion des gegenwärtigen Caſus, wie der Tenor des gantzen Päbſtlichen Brevis, in ſpecie auch dieſe Worte ausweiſen/ Memoratus Chriſtianus Dux ante aliquot annos in Civitate Hamburgenſi Matrimonium cum quadam muliere Calviniana hæreſi infecta, ſecundo conſanguinitatis gradu ſibi conjuncta, nulla prævia ſuper impedimento ſecundi gradus conſanguinitatis hujusmodi Apoſtolica dispenſatione, quæ nec petita fuit, Nec HÆRETICIS contrahentibus, à ſede Apoſtolica concedi ſolet, nulliter de facto contraxiſſe, ac carnali copula conſummaſſe reperiatur. Darauf dem Cardinal anbefohlen wird/ zu declariren/ Matrimonium ipſum nullum penitus & invalidum fuiſſe & eſſe. Woraus gnugſam erhellet/ daß das Matrimonium nicht ex poſt facto interveniente mutatione Religionis ex parte mariti, ſondern ſtatim ab initio nullum & invalidum ſoll geweſen ſeyn. Daß die Fürſtliche Contrahenten der proteſtirenden Religion zugethan geweſen/ ſolches ſoll ſo gar der prætendirten Nullität dero Conjugii nichts benehmen/ daß es auch eben der Uhrſachen halber um ſo mehr nullum & invalidum ſey ſoll. Dann die Catholiſchen können die Nullität gar wohl verhindern/ wann ſie nur Dispenſation bitten/ womit es in curia Romana keine Difficultät hat. Die Proteſtirende aber haben darauff keine Hoffnung zu machen; Dann da heißet es: hæreticis Contrahentibus a ſede Apoſtolica diſpenſatio concedi non ſolet. Alſo müſſen der Proteſtirenden Conjugia in gradibus jure pontificio poſitivo prohibitis gantz unvermeidlich illegitima nulla & invalida ſeyn. Dieſes iſt in den Päbſtl. Proceſſen die ratio decidendi, wie aus den vorangezogenen Worten erſcheinet; Es beſtehet demnach hierinn das Crinomenon: Der Status der gemachten Controverſiæ. Was aber für ein Problema daraus werde/ das wird nun ein jedweder leicht erachten/ es wird aber noch klärer erſcheinen/ wann wir zuforderſt werden angeführet haben einige Exempla derjenigen proteſtirenden Königen/ Chur-und Fürſten/ ſo dergleichen Matrimonia, die anjetzo pro nullis & invalidis wollen gehalten und declariret werden/ contrahiret. Zuforderſt können Wir unangereget nicht laſſen/ das Exempel unſers eigenen Herrn Vatern und deſſen erſter Gemahlin/ Unſere Frau Mutter/ welche leiblicher Schweſter Kinder geweſen; Nun müſſen Wir billig fragen/ ob unſers Bruders Lbd. eines proteſtirenden Fürſten mit einer proteſtirenden Fürſtin conjugium in ſecundo gradu collaterali nulla prævia diſpenſatione Pontificis, quæ nec petita fuit nec hæreticis contrahentibus à ſede Apoſtolica concedi ſolet, für gültig und legitim, oder für nichtig und ſtatim ab initio ungültig halte? S. Lbden. erwehlen welches Sie wollen/ ſagen Sie/ es ſey legitim und gültig/ wie können Sie dann prætendiren/ daß ihr eigenes Matrimonium nulliter & illegitimè contrahiret ſey? Sagen Sie/ es ſey ungültig und illegitim, maßen Sie es denn in dem Päbſtlichen Proceſſe alſo prætendiren/ ſo wolle man bedencken/ was Se. Liebden ihr ſelbſt für eine Quæſtion gemachet/ indem ſie ein ſolches Matrimonium, daraus ſie ſelbſt neben Uns entſproſſen/ pro nullo & invalido declariren laſſen; Wir hätten gemeinet/ man würde es beſſer betrachtet haben. Wir gehen aber weiter. Alſo hat in ſecundo gradu conſanguinitatis Herr Friedrich der ander/ weyland König zu Dennemarck ſeines Herrn Vatern Schweſter Tochter/ nehmlich Frau Sophia Hertzogin zu Mecklenburg Tochter geheurathet; In eodem gradu hat geheurathet unſer Vetter/ Herr Johann Albrecht weyland Hertzog zu Mecklenburg/ deſſen erſte Gemahlin/ Frau Margaretha Eliſabeth/ ſo ſeines Vatern Bruders Hertzogen Chriſtoffers zu Mecklenburg Tochter geweſen; Item Herr Friedrich Ludwig/ Pfaltz-Graf beyn Rhein/ Zweybrückiſcher Linie hat geheurathet ſeines Vatern Bruders Pfaltz-Grafen Johannes Tochter/ Frau Juliana Magdalena Pfaltzgräfin/ Item Herr Leopold Friederich Hertzog zu Würtenberg/ hat geheurathet Frau Sybillen ſeines Vatern Brudern/ Hertzogen Johann Friedrichs zu Würtenberg Tochter; Item Herr Ludewig/ Landgrafe zu Heſſen/ hat geheurathet ſeine Conſobrinam, Frau Maria Eliſabeth/ Hertzogen Friedrichs zu Holſtein Tochter; Item Herr Ernſt Günther/ Hertzog zu Holſtein/ hat geheurathet Frau Auguſtam, ſeines Vatern Bruders/ Hertzogen Philipps zu Holſtein Tochter. Noch jüngere Exempel hat man/ indem Herr Anthon Ulrich Hertzog zu Braunſchweig und Lüneburg/ ſeiner Mutter Schweſter Tochter; Item Herr Chriſtian Ernſt Marggraf zu Brandenburg ſeine Amitam, Herrn Johann Georg des andern Churfürſten zu Sachſen Frau Tochter geheurathet; Dergleichen illuſtria Exempla könten mehr anführet werden.

In

ANNO 1664.

ANNO 1664.

In gradu tertio & quarto, die jure pontificio ebenmäſſig verboten/ und pro impedimentis impedientibus & dirimentibus gehalten werden/ werden ſich noch viel mehr finden; Nur wenige in gradu tertio Lineæ collateralis inæqualis, als der dem gradui ſecundo am nechſten/ anzuzeigen; So hat man noch vor dem jeſzigen Religion-Frieden/ daſz Hertzog Mauritz, hernach Chur-Fürſt zu Sachſen/ geheurathet eines Patrui ex filia neptem, Frau Agneſz/ Landgraf Philipps zu Heſſen Tochter/ Item Churfürſt Joachim Friedrich zu Brandenburg hat geheurathet Frau Catharinen ſeines Patrui Magni Marggrafen Johanns zu Brandenburg Tochter. Jngleichen Churfürſt Chriſtian der ander zu Sachſen hat geheurathet Frau Hedwig ſeines Avunculi Magni König Friedrich des andern zu Dennemarck Tochter/ Item in gradu tertio lineæ inæqualis hat Herr Johann Adolph weyland Hertzog zu Holſtein/ Frau Auguſtam König Friedrichs des anderen zu Dennemarck Tochter geheurathet. Item in eodem gradu hat Herr George/ Landgraff zu Heſſen materteræ neptem Frau Sophia Eleonora/ Hern Johann Georgen des Erſten/ weyland Churfürſten zu Sachſen Tochter geheyrathet. Noch ein gegenwärtiges Exempel iſt Herr Friedrich Wilhelm/ Churfürſt zu Brandenburg/ welcher avunculi Magni Herr Friedrich Heinrichs/ weyland Printzen zu Uranien Frau Tochter geheyrathet. In gradu tertio lineæ collateralis æqualis ſind Herrn Chriſtians weyl. deſignirten Königs zu Dennemarck Herrn Friedrichs des Dritten; Item Herrn Guſtav Adolphs/ Hertzogen zu Mecklenburg/Unſers Vettern und andere vornehme Exempel vorhanden. Wir achten aber dieſen/ wie auch gradum quartum, nicht weniger die gradus affinitatis ſpecialiter zu berühren unnöthig/ zumahlen der notoriſchen Exempel derogeſtalt viel/ daſz niemand daran zweiffeln kan. Man gehe nur durch/ alle Chur-Fürſtl. und Gräfl. Familien Augſpurgiſcher Confeſzion/man ſehe an deren Genealogien/ da werden ſich die Heyrathen in gradibus, ſo ſonſt jure pontificio diſpenſation erfodern/ in allen Familien finden/ da denen Contrahenten von dem Pabſt diſpenſation zu bitten/ niemahls in die Gedancken kommen/man wird auch finden/ wie Chur-und Fürſten Augſpurgiſcher Confeſzion aus derogleichen Matrimoniis herſtammen/ auch guten Theils dieſelbe ſelbſt contrahiret. Solten nun ſothane conjugia pro nullis & invalidis gehalten werden/ (wie es der Päbſtl. Proceſz in Unſers Bruders Lbden. Matrimonial-Sache ratio decidendi iſt/) ſo wolle man betrachten/was den Churfürſten und Ständen des Reichs Augſpurgiſcher Confeſzion für eine quæſtio moviret werde. Es fehlet ja nichts mehr/ denn daſz declaratio nullitatis aus eben demſelben fundament, wie anietzo beſchehen/ in einem Caſu nach dem andern ergehe/ welches etwan einem oder andern/ der daraus eine hohe prætenſion machen könte/ wohl zuſtatten kommen möchte; man gedencket vielleicht/es würde nicht leicht Noth haben; allein die Zeiten ſeyn miſzlich/ quod ſemel factum eſt, amplius fieri poteſt. Denen præjudiciis pfleget man gerne zu folgen; Es iſt/ ſo lange der Religion-Friede geſtanden/ ein ſo hohes Præjudicium den Ständen Augſpurgiſcher Confeſzion nicht zugefüget. Es periclitiret allhie der hohe Stand der Proteſtirenden Chur-Fürſten und Stände/und die Sicherheit ihres Eſtats. Dann wann die Ehen/ daraus ſie herkommen/ oder darin ſie ſtehen/ nicht pro legitimis wollen gehalten werden. Wie können ſie denn ihres oder der ihrigen Fürſtl. Standes/ und der tranquillität ihrer hohen Häuſer ſicher ſeyn. Wir hätten nicht gemeinet/ daſz ein ſolch weit ausſehendes Werck zu tentiren ſich jemand ſolte unterſtanden haben. Wir halten aber gäntzlich dafür/ die Catholiſche Herrn Chur-Fürſten und Stände/wenn ihnen die Sache recht vorkommen wird/ werden nicht damit eins ſeyn/ denn daſz es wider den Religion-Friede lauffe/ ſtehet nicht zu leugnen; In dem Religion-Fried iſt die Päbſt- und andere Geiſtl. jurisdiction wider die Proteſtirende/ ihre Ordnung und Kirchen-Gebräuche ſuſpendiret. Die diſpenſation aber iſt ein Actus jurisdictionis: Wer nun prætendiret/ daſz der Mangel Päbſtl. diſpenſation einem Proteſtirenden etwas ſchadet/ der prætendirt/ daſz die Proteſtirende Päbſtl. jurisdiction unterworffen.

Ferner ſind in dem Religion-Frieden die Ordnungen und Kirchen-Gebräuche der Stände Augſpurgiſcher Confeſzion zugelaſſen. Nun erhellet aber aus dem obigen Exempel/ daſz der Proteſtirenden Chur-Fürſten und hohen Stände des Reiches/ Ordnung/ Gewohnheit und Gebrauch ſey/ daſz ſie in gradibus nicht allein quarto & tertio, ſondern auch ſecundo heyrathen/ und keine Diſpenſation, wie bey den Catholiſchen gebräuchlich/ bitten. Es iſt um ſo weniger daran zu zweiffeln/ dieweil auch der Augſpurgiſchen Confeſzion-Verwandten Unterthanen Conjugia in ipſo ſecundo gradu, wenn ſie vollzogen/ in den Conſiſtoriis Auguſtanæ Confeſſionis nicht getrennet werden.

Wenn aber die Contrahenten Fürſtl. Perſonen oder Reichs-Grafen ſind/ ſo wird an ſolchem conjugio nicht das geringſte deſideriret/ beſondern es wird plane legitimum & omni exceptione majus gehalten. Es iſt eine ſolche Gewohnheit und Gebrauch der Proteſtirenden in wichtigen rationibus fundiret. Der Heyrathen in gradibus jure divino prohibitis muſz ſich iedermann ohne Unterſcheid hohen und niedrigen Standes billich enthalten. Die gradus juris poſitivi ſind menſchlicher diſpoſition unterworffen. Und allhie iſt ein Unterſcheid unter Königliche Fürſtl. und derogleichen hohen Standes-Perſohnen. Denn es kan offtmahls durch eine derogleichen Heyrath gutes Vernehmen zwiſchen zweyen verwanten Häuſern zu groſſen Nutzen des gemeinen Weſens geſtifftet und erhalten werden; Die Päbſte ſelbſten fundiren darauff ihre diſpenſationes; derowegen ſtehet auch denen Proteſtirenden Potentaten/ Chur-Fürſten und Grafen des Reichs nicht zu verdencken/ daſz ſie ſolche Heyrathen unter ſich geſtatten/ und legitim halten. Dann ſie werden der Urſachen halben/ daſz ſie des Pabſtes jurisdicton nicht agnoſciren/ und von demſelben keine diſpenſation bitten/ eine ſolche libertät und Mittel das bonum Publicum zu befordern ihnen nicht nehmen laſſen. Es ſey aber dem wie ihm wolle/ es iſt genung/ daſz ſothane Heyrathen fundiret ſind in den Ordnungen und Kirchen-Gebräuchen der Proteſtirenden. Selbige ſind lege Publica Imperii nemlich durch den Religion-Frieden beſtätiget und zugelaſſen/ und ihnen darin kein Eintrag zu thun/ hoch und theuer verſprochen worden; daraus folget unwiederſprechlich/ daſz die Matrimonia der Proteſtirenden/ ſo dieſelbe nach Anlaſz ſothaner Ordnung und Kirchen-Gebräuche auff berührte Maſze und Weiſe contrahiren/ juſta & legitima ſeynd/ nam quod lege publica ſtabilitum eſt, legitimum eſt: ipſe ſonus Vocabuli deutet ſolches an: Mit was Fug kan man denn ſagen/ daſz Unſers Bruders Lbd. Heurath/ ſo ſie alſo auch als ein Proteſtirender Fürſt contrahiret/ illegitime nulliter & de facto vollenzogen ſey. Und was bedarff man weiter Zeugnüſz. Der Gratianus ſelbſt in ſeinem Decreto definiret matrimonium legitimum alſo: Legitimum Conjugium eſt, quod legali inſtitutione vel provinciæ moribus contrahitur. Nun iſt ja unſers Bruders Lbd. und deſſen Gemahlin Lbd. conjugium ſecundum provinciæ mores contrahiret/ wie vorhin ausfündig gemachet; wie kan man denn anders ſchlieſſen/ als daſz es ſecundum ipſius Juris Canonici definitionem legitimum ſey?

Solchem zu Folge haben die Käyſ. Maj. wie auch die Catholiſche Chur-Fürſten und Stände Unſers Bruders matrimonium für legitim, und die Frau Gemahlin für unſers Bruders rechtmäſzige ohnſtreitige Gemahlin gehalten/ erkant und geehret/ da doch der gradus conſanguinitatis niemanden unbekant geweſen. Mit was allerhöchſtrühmlichen Eyfer die Käyſerl. Maj. Ferdinandus der Dritte/ Glorwürdigſten Andenckens/ die Hinlegung derer entſtandenen Miſzhelligkeiten und redintegrirung der ehelichen Liebe und Beywohnung Jhro angelegen ſeyn laſſen/ was vor eine hochanſehnliche Käyſerl. Commiſſion ſie dero Behuf angeordnet/ ſolches iſt annoch männiglich bekant/ und die Acta weiſen es mit mehren. Des Herrn Churfürſten zu Mayntz Lbd. ſelbſten/ als neben andern von Unſers Bruders Lbd. erkohrner Confident, haben ihre mediation beytragen wollen/ Sie nennen es in einem Schreiben an des Herrn Churfürſten zu Brandenburg/ wie auch Herrn Auguſti, Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ und weyland Herrn Friedrichs zu Holſtein Lbd. Lbd. Lbd. ein Chriſtliches löbliches Werck/ wie es auch an ihm ſelbſt iſt; alſo muſz ja Unſers Bruders und der Gemahlin Conjugium rechtmäſzig geweſen/ und dafür gehalten ſeyn. Sonſten hätte man ſich der Wiedervereinigung und Beywohnung halber nicht/ ſondern vielmehr der ſeparation halber zu bemühen gehabt. Wann es aber damahls legitimum geweſen/ wie kan man dann anietzo ſagen/ daſz es ab initio nullum & invalidum geweſen? Es kan ja die nach langen Jahren hernach gefolgete Aendrung der Religion dem Conjugio kein anders initium machen: wann man ſolutionem ex poſt facto ſtatuirte/ ſo möchte mutatio religionis etwas operiren. Nun iſt aber vorhin erwehnet/ daſz derogleichen prætenſion nicht gemachet werde/ ſintemahl niemand/ er ſey gleich Catholiſcher oder Augſpurgiſcher Confeſſions-Verwandter/ ſagen wird/ daſz der abfall von dieſer zu jener/ oder von jener zu dieſer Religion ein ab initio legitimum Conjugium, illegitimum mache und aufhebe/ ſondern es bleibet jus legitimi conjugii, ſo ſie nach den Ordnungen und Kirchen-Gebräuchen ihrer Religion contrahiret/ in dem Religion-Frieden radiciret;

Anno 1664.

So kan ihr ſolches facto alterius durch den Abfall Conjugis zur andern Religion nicht benommen werden; quod noſtrum eſt, facto alterius nobis auferri non poteſt, heiſſet die gemeine regula juris. Wenn aber ſolche Aenderung der Religion ex poſt facto kein Conjugium auffhebet / wie vielweniger kan dieſelbe das initium auffheben, Es wäre denn / daſz man wolte ſagen / non fuiſſe, quod fuerit. In ſumma, daſz das matrimonium ab initio legitimum geweſen / das iſt offenbahr / und überflüſzig remonſtriret: daſz es ex poſt facto getrennet worden / oder getrennet werden können / wird an der andern Seiten ſelbſt nicht prætendiret. Was iſt denn nun noch übrig / das matrimonium ungültig zu declariren?

Es iſt demnach die Päbſtl. anmäſzl. declaration und des Cardinals Ausſpruch ex falſa cauſa geſchehen / die ratio decidendi, ſo ſie in dem Päbſtl. Brevi und des Cardinals Sentenz enthalten / laufft contra jus conſtitutionis, nemlich wider den Religion-Frieden. Ferner aber iſt Rechtens / quod ſententia ex falſa cauſa aut contra jus conſtitutionis lata; præſertim quando falſa illa vel juri conſtitutionis repugnans cauſa ipſi ſententiæ inſerta eſt, ipſo jure nulla ſit. Daraus folget nothwendig / daſz das Päbſtl. Breve und des Cardinals Sentenz nichtig und Krafftloſz ſey. Hactenus de meritis cauſæ, ſequitur de proceſſu & primo de foro.

Wenn nun ſchon Unſers Bryders Lbd. eine andere prætenſion, ja die gerechteſte Sache von der Welt wider dero Gemahlin gehabt hette; ſo were es dennoch eine inſanabilis nullitas, daſz Se. Lbd. vor dem Pabſt ſothane Sache anhängig zu machen vermeinet; Sintemahl wegen der Suspenſion der Geiſtlichen jurisdiction weder der Pabſt noch deſſen delegatus über hochged. Gemahlin / als eine proteſtirende Fürſtin / und über dero Fürſtl. Eheſtand zu judiciren die geringſte Macht gehabt. Deficiente igitur jurisdictione, judicis proceſſus nullus eſt, & ſententia nulla.

Der Ort der angeſtellten Commiſſion führet ebenmäſzig eine inconvenienz und nullität nach ſich. Es iſt dieſelbe zu Pariſz celebriret / denn das iſt auch der rechte Ort / der Teutſchen Fürſten und Fürſtinnen Herkommen und Heyrathen zu erkundigen / und darüber Zeugen abzuhören. Es iſt jeder zeit dafür gehalten worden / daſz die auswärtigen Tage-Leiſtung und Proceſze wider die Teutſche Freyheit lauffen; Und obzwar viel Sachen nach Rom gezogen / wenn dennoch eine Commiſſion erfodert worden / ſo hat dieſelbe aus einem Reiche ins andere nicht transferiret werden können. Denn das wird keine Nation verſtatten / es läufft auch wider die Canones. Die Käyſerlichen und Päbſtl. Rechte erfordern / daſz locus judicii delegati commodus und nicht ſo weit entfernet ſey.

Selbige Ordnungen ſind zumahlen weit überſchritten / indem in einer Ehe-Sache zwiſchen einem Teutſchen Fürſten und Fürſtinnen / ein Delegatus zu Pariſz anmaſzlich gegeben. Die Urſach iſt leicht zu ermeſſen; dann die Biſchöffe und Prälaten in Teutſchland ſind an den Religion-Frieden verbunden / die hätten eine ſolche dem Religion-Friede zuwider lauffende Commiſſion nicht übernehmen dürffen. Darumb hat ein Geiſtl. in Francfrich ein Grand Aumonier de France das beſte thun müſſen. Es hätten auch ſonſt mögen allerhand impedimenta und Contradictiones in den Weg kommen / darum hat das Werck in der Frembde und Geheimte / und in der Eyl / müſſen zum Stande vermeintlich gebracht werden.

Die Form des Proceſzes iſt alſo beſchaffen / daſz wann ſchon die Partheyen beyderſeits der Catholiſchen Religion wären zugethan geweſen / dennoch derſelbe für nichtig und unverbündlich von den Catholiſchen ſelbſt würde gehalten werden. Denn wenn ein Catholiſcher mit einem andern einen Streit hätte / und der Kläger in Spanien / Franckreich oder ander abgelegenes Land ſich erhübe / allda von dem Pabſt einen Commiſſarium erhielte / der in geheimbde ohne eintzige Citation, ohn einiges des Gegentheils Verhörs zum Urtheil ſchritte / da würde iedermann ſagen / daſz der Proceſz nichtig wäre / und wider die Päbſtl. Rechte ſelbſten lieffe. Wer hat denn dem Pabſt und deſſen Commiſſario die Macht gegeben / auff ſolche unerhörte Weiſe wieder die Proteſtirende zu procediren? Wann eine hohe Fürſtl. Perſohn von ihrem Fürſtl. Matrimonio ſoll verdrungen / und eine andere an deren Stelle geſetzet werden / das wäre Unſers ermeſſens noch wohl der importanz, daſz ſie zuförderſt darüber gehöret würde / Zeugen hat man pro forma gehöret / den Gegentheil aber nicht. Wie läſſet ſich ein ſolcher Proceſz ſalviren? die defenſio iſt juris naturalis, dieſelbe kan niemanden benommen werden / wie die Päbſtl. Rechte ſelbſt lehren. Man ſchreibet zwar dem Pabſt eine groſſe Gewalt zu / daſz er aber die Citation in den Proceſzen auslaſſen könne / ſolches wird ihm von den Canoniſten nicht nachgegeben; Es bekennen es auch die Päbſte ſelbſten / nec nos, ſagt der Pabſt Gregorius, contra inauditam partem aliquid poſſumus definire. Man kan demnach nicht anders / als nach Anlaſz der Rechte alſo ſchlieſſen; quod ſententia contra abſentem non citatam lata ſit nullius momenti. Es mögte etwa Curia Romana dieſen einſeitigen Proceſz darauff fundiret haben / daſz die Proteſtirende / weil ſie der Geiſtl. jurisdiction ſuſpenſion zuwege gebracht / pro talibus zu halten / qui procuraverint, quo minus ad ſe citatio pervenire poſſit, alſo könte ſo thaner Urſachen halber in vorfallenden caſibus wider ſie ohne Citation woll verfahren werden. Man brauche nun dieſen oder einen andern prætext zu des gegenwärtigen Proceſſus Entſchuldigung / man ſiehet dennoch einen Weg wie den andern / wo es hinaus läufft / nemlich zwiſchen zweyen Catholiſchen wird der Pabſt zwar anders nicht / als wenn er beyde Partheyen gehöret / judiciren. Wenn aber ein Catholiſcher wider einen Proteſtirenden eine Sache hat / da mag er nur zum Pabſt gehen / und begehren / dieſes oder jenes mit einem Proteſtirenden contrahirtes negotium nullum & invalidum zu declariren; Item zu erkennen / daſz ihm dieſes oder jenes vergönt / und daſz ſolches Recht ſey. Damit ſoll dann die Sache ihre Richtigkeit und der Proteſtirende nichts mehr zu prætendiren haben. Alſo werden die Proteſtirende aus den Tropffen in den Schlag-Regen kommen / und wäre beſſer / daſz ſie auff die ſuſpenſion der Geiſtl. jurisdiction nimmermehr gedacht hätten. Dann ſo hätten Sie ja noch zum geringſten ihre Nothdurfft vorbringen / oder durch andere vorbringen laſſen können; anietzo kan durch eine einſeitige declaration, durch ein einſeitiges Zeugen-Verhör und Ausſpruch / eine Proteſtirende Fürſtin um Ehr und Wohlfarth gebracht / in Schimpff und Hohn geſetzet / eine Sache / daran die Succeſſion eines gantzen Hertzogthums hanget / decidirt werden; Eine ſolche praxis zwiſchen Catholiſchen und Proteſtirenden iſt nunmehr erfunden: Ob aber der Religion-Fried alſo beſtehen könne / das wird wohl niemand ſich perſuadiren laſſen. Dieweil aber in dem Religion-Frieden dieſe ausdrückliche Clauſul enthalten / daſz dar gegen keine declaration oder etwas anders / ſo denſelben verhindern oder verändern möchte / nicht gegeben / erlanget noch angenommen / oder ob es ſchon gegeben / erlanget oder angenommen were / dennoch von Unwürden und Unkräfften ſeyn / und darauff weder in noch auſſer Rechtens / nicht gehandelt oder geſprochen werden ſolte; Item dem Inſtrumento Pacis Monaſterienſis & Osnabruggenſis dieſe Clauſul ſubnectiret / quod contra illius Tenorem, nulla ſtatuta politica, ſive Eccleſiaſtica decreta, diſpenſationes, vel nullæ aliæ, quocunque nomine aut prætextu excogitari potuerint, exceptiones, unquam allegari, audiri aut admitti debeant. So kan das gegenwärtige Attentatum von männiglich anders nicht als null und nichtig gehalten werden / wenn ſonſt angeregte theure Sanctiones in ihrem Vigor bleiben ſollen.

Demnach man nun an Seiten Unſers Bruders die groſſe obſtacula, ſo dem unbefugten Beginnen im Wege ſtehen / leicht abnehmen können; Als iſt man um ſo mehr auff allerhand Mittel und Wege damit durchzudringen / bedacht geweſen / und man hat ſich aller Orten verwahren wollen; als nun die Käyſerliche Majeſtät unſer allergnädigſter Herr / bey der noch währenden Reichs-Verſamlung zu Regenſpurg wegen der einbrechenden Türcken-Gefahr / auff die nothwendige Verfaſſung und Armatur bedacht / alſo mit Geſchäfften dermaſzen überladen geweſen / daſz ſie auff andere Sachen dero Gedancken nicht wohl richten können, So hat man ſothane Gelegenheit abgeſehen / Ihro Käyſerliche Majeſtät derogeſtalt ſub- & obreptiret / daſz man eine ebenmäſzige declaration oder gleichſam eine Confirmation des Päbſtl. Brevis und des Cardinals Sentenz unter Käyſerl. Autorität und Namen / und zwar nicht aus dem Käyſerlichen Reichs-Hof-Rath / ſondern durch andere Wege zur Hand gebracht / und damit futuram prolem a Papa legitimam pronunciatam, auch capacem feudorum Regalium declariren zu laſſen vermeinet. Ob nun zwar an ihm ſelbſt offenbahr / daſz Unſers Bruders Lbd. ihr nichtiges Vorhaben nicht ſtabiliren können; So erhellet dennoch ſolches noch ferner aus folgenden ohnwiederſprechlichen rationibus.

1. Es iſt dieſe ſub- & obreption fundirt auff die Päbſtl. Proceſze; ſelbige / wie hiebevor deduciret / ſind null und nichtig: non ſubſiſtente igitur Principali, non ſubſiſtit Acceſſorium, & ſublato fundamento, tolluntur ſuperſtructa. Wenn diejenigen / ſo ſich hierunter gebrauchen

laſſen /

ANNO 1664.

laſſen / ſolches der Käyſerl. Maj. nicht vorenthalten hätten / würde dieſelbe ſie aus allerhöchſt berühmſten Eyfer zur manutenenz der heilſamen Gerechtigkeit auſſer allen Zweiffel abgewieſen haben.

2. Vielmehr würde Ihre Käyſerliche Majeſtät ſolches gethan haben / wann deroſelben die transgreſſion des Religion-Friedens / wie nach der Länge vorhin deduciret / vorkommen wäre. Dann J. K. M. haben in dero Kayſerlichen Wahl-Capitulation den Religion-Frieden zu handhaben / dawider nichts ausgehen zu laſſen / oder zu geſchehen geſtatten / oder da dem zuwider etwas ausgebraucht / oder erlangt würde / daſʒ ſolches krafftloſʒ / todt und abſeyn ſolle / feſtiglich verſprochen. Derowegen kein Zweiffel Ihre Kayſerlichen Majeſtät werde die gegenwärtige Contravention, der bey dem Pabſt ausgewürckten Proceſʒe / zu ſonderbahren Miſʒfallen gereichen / und nicht geſtatten / daſʒ den Proteſtirenden Churfürſten und Ständen des Reichs / derogleichen hohes præjudiz zugefüget werde.

3. Daſʒ Unſers Bruders Frau Gemahlin / nachdem dieſelbe von männiglich / auch von der Käyſerl. Majeſt. ſelbſt davor erkant worden / ohngehört / und ohn alle defenſion von ihren Matrimonial-Rechten verdrungen werde / das werden Ihro Käyſerl. Majeſtät nimmermehr zugeben. Es werden dieſelbe zwar keine Cognition ſuper matrimonio bey dero Käyſ. Reichs-Hof-Rath principaliter annehmen; Sie werden dennoch aber auch keine anderwärts paſſirte einſeitige Proceſʒ approbiren und gut heiſʒen: So etwan in einem oder andern beylauffigen puncto die Sache zu J. K. M. jurisdiction legitimo modo kommen / ſo werden dieſelbe anders nichts als cum debita cauſæ cognitione, citatis & auditis partibus, etwas verabſcheiden / dann Ihre Käyſerlichen Majeſtät ſind einen jedweden zuforderſt zu hören geneigt / ehe ſie etwas widriges erkennen.

4. Es wird alsdenn ſothane Cauſæ cognitio nirgends anders als im Käyſerl. Reichs-Hof-Rath geſchehen können. Dann es haben die Käyſerlichen Majeſtät in dero Wahl-Capitulation ſich dahin erkläret / daſʒ ſie in Sachen / ſo præviam cauſæ cognitionem erfodern / mit Kayſerl. Decretis nicht einmahl aus dem geheimbten Rath jemanden beſchweren laſſen wolten.

5. In dem Käyſerlichen Reichs-Hof-Rath ſelbſten wird keine cauſæ cognition anders / als nach Ordnung der Reichs-Satzungen / und inſonderheit vermöge des Münſter- und Oſʒnabrüggiſchen Frieden-Schluſʒes æquali Aſſeſſorum numero utriusque Religionis, (weil nunmehr die Sache unter Catholiſchen und Proteſtirenden verſiret /) geſchehen können. Dieweil dann diejenigen / ſo Unſers Bruders Ldd. hierin behülfflich geweſen / alle dieſe heilſame Ordnungen hindangeſetzet; So wird auſſer allen Zweiffel die Käyſerliche Majeſtät ſolches ungnädig vermercken / wenn ſie der Sachen Beſchaffenheit vernehmen wird; Es wird auch allhier dasjenige / was die Käyſerliche Rechte de Reſcriptis contra jus, contra formam legis publicæ elicitis ſtatuiren / billig ſtatt haben / dann weil auch den vorigen gottſeeligen Käyſern derogleichen offtmahls begegnet / wie ſie in dero Geſetzen darüber klagen; Als haben ſie nicht allein ſolches ihnen gerne hinterbringen laſſen / beſondern es iſt auch generaliter verſehen / und heilſamlich verordnet / daſʒ die Reſcripta ſub- & obreptitia den Impetranten nicht zuſtatten kommen und keineswegs attendiret werden ſolten / wie die bekanten tituli codicis, de precibus Imperatori offerendis: Item ſi contra jus vel utilitatem publicam aliquid poſtulatum vel impetratum, und ſonſt andere Conſtitutiones mit mehren ausweiſen.

Dieweil dann durch den prætext der eigenrichterlichen / wie auch der nichtigen Päbſtlichen Proceſſe, ſo durch die der Kayſerl. Majeſtät beſchehene ſub & obreption nicht beſtärcket worden / unſers Bruders Liebden matrimonium nicht caſſiret noch aufgehoben / ſo folget nothwendig / daſʒ die anmaſʒliche zweyte Heurath mit der Ducheſſe de Chaſtillon für eine rechtmäſʒige Ehe / auch die ex ejusmodi conjunctione etwan erfolgete Kinder nicht pro legitimis neque pro Succeſſoribus feudi Regalis können gehalten werden / als nach Einhalt der klaren Rechte.

Nun conteſtiren Wir höchlich / daſʒ Wir dieſe Inconvenientien von Hertzen bedauren / hätten ein mehrers nicht wünſchen mögen / denn daſʒ Unſers Bruders Liebden es dahin nicht hätte kommen laſſen / beſondern mit dero Frau Gemahlin in Fried und Einigkeit zu ihrer ſelbſt eigenen hohen Reputation, zum Flor und Wohlſtande des gantzen Fürſtlichen Hauſes / wie auch Land und Leuten / gelebet hätten / oder aber / da ja Se. Liebden ſolches nicht geliebet / hätte ſich gleichwohl gebühret / daſʒ Sie alsdann rechtliche Media zur Hand genommen / alsdann an dem Ausſchlage Rechtens ſich männiglich hätte begnügen laſſen müſſen.

Dieweil aber Seiner Liebden ein anders gefallen; So hat Deroſelben das factum quatenus factum zwar freygeſtanden / die jura aber ſind damit nicht aufgehoben. Und iſt nun an dem / daſʒ Uns und den übrigen Fürſtlichen Gebrüdern und Anverwandten gebühren und obliegen will / das hierunter verſirendes hohes Intereſſe unſers Fürſtlichen Hauſes / deſſen Ehr und Würde / Wohlſtand und Sicherheit / bevorab auch unſere Gerechtſame / als des proximi Succeſſoris am Hertzogthumb / zum Fall unſers Bruders Liebden ohne rechtmäſʒige Erben nach Gottes Willen abgehen ſolte / zu beobachten; Dannenhero Wir das in ſolchen Fällen übliche Remedium proteſtationis zuforderſt zur Hand zu nehmen / nicht umgehen können.

Solchem allen nach proteſtiren Wir hiemit offentlich / und zwar (1.) wider das eigenmächtige von unſers Bruders Hertzogen Chriſtians zu Meckelnburg Ld. aus eigenen Dienern und Unterthanen in propria cauſa wieder dero Frau Gemahlin formirte nichtige Gericht / deſſen Proceſs und vermeinten Ausſpruch (2.) dann wieder die in eadem cauſa contra ſanctionem Pacis Religioſæ anmaſʒliche ausgewirckte Päbſtliche Proceſs, Indult, Breve, Sentenz des Cardinals Anthonio Barbarini, oder wie das ſonſt mag genennet werden. Item (3.) wieder die der Röm. Kayſerl. Majeſt. unſerm allergnädigſten Herrn beſchehene ſub- & obreption, und allen andern Conſequentien / Vornemlich aber (4.) wieder die erfolgte unzuläſʒige zweyte vermeinte Heurath mit der Ducheſſe de Chaſtillon, welche pro legitimo matrimonio keines weges zu achten; Und weil demnach die etwan daraus poſterirende Kinder legitime nati und Lehens-fähig nicht ſeyn werden; Als wollen Wir alles Recht / Anwartung / Succeſſion und Lehens-Folge / ſo Uns auf den obbedeuteten bey GOtt ſtehenden Fall zuſtehen / Uns / wie auch unſern künfftigen rechtmäſʒigen Leibes-Lehns-Erben oder Succeſſorn und Nachkommen hiemit ausdrücklich bedungen und vorbehalten haben. Geſtaltſam Wir ſothane Proteſtation und Reſervation coram Notario & Teſtibus interponirt. Nicht weniger haben unſer übrigen Herren Gebrüdere Ldden. Ldden. Ldden. proteſtiret; Und Wir haben unſere Proteſtation mit einigen Rationibus zu extendiren / und dieſelbe männiglich für Augen zu ſtellen / eine Nothwendigkeit erachtet. Thun im übrigen alle Competentia remedia bevor behalten. Actum auff unſerm Hauſe Myrow den 6. Junii Anno 1664.

Carl / H. z. M.
(L. S.)

X.

Receſs des Ober-Rheiniſchen Creyſʒes wegen Muſterung und Verpflegung der nach Ungarn wider die Türcken abgehenden Crays-Truppen. Franckfurth den 2. Julii 1664. [LONDORPII *Acta publica*. Tom. IX. Lib. X. Cap. XXIX. pag. 295. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le DIAR. EUROP. Cont. 8. pag. 318.] 2. Juillet.

C'eſt-à-dire,

Recès du Cercle du HAUT-RHYN *touchant la Montre, le Partement, & l'Entretien des Troupes du Cercle, qui doivent eſtre envoyées contre les Turcs en Hongrie. A Francfort ſur le Meyn le 2. Juillet 1664.*

Kund und zu wiſſen ꝛc. Demnach die bey dem Reichs- und Krays-Corpo incurrirende Fürſten und Stände des Hochlöblichen Ober-Rheiniſchen Crayſes / bey gegenwärtiger Reichs-Verſamblung zu Regenſpurg / Ihrer der Römiſchen Käyſerlichen Majeſtät unſerem Allergnädigſten Herrn zu Hülffe und zur Defenſion des Heiligen Römiſchen Reichs verwilligten Völcker

Ren-

ANNO 1664. Rendevous und Muſterpläʒ / auff den 20. 10. Junii hieher nach Franckfurt verleget / und neben Ihre Churfürſtliche Gnaden zu Mäynʒ / unſerem gnädigſten Herrn / als wegen des Stiffts Wormbs außſchreibenden Fürſten / Ihre Fürſtliche Durchleucht zu Pfalʒ-Simmeren / als mit-außſchreibender Fürſt / Ihre Hochfürſtliche Gnaden zu Speyer / Ihre Gräfliche Gnaden zu Hanau / und löbliche Stadt Franckfurt zu Muſter-Herren und Kriegs-Deputirten / umb Beförder-und Verhandlung alles deſſen / was zu der Cräyß-Völcker Abmarche und Conſervation vonnöthen / verordnet und denominirt; daß darauff höchſt-und hochgemeldter Chur-Fürſten und Stände hierunten geſchrieben / und genandte Abgeordnete und Geſandte allhier / in des Heiligen Römiſchen Reichs Freyer Wahlſtatt Franckfurt in termino zuſammen kommen / und in ſolcher ihrer Verſamblung tractirt, verhandelt und gut befunden / wie hernach mit mehrerem folget.

Und zwar erſtlich hätte man zu wünſchen gehabt / daß die Cräyß-Völcker ſo bald in dem aſſignirten Termino erſchienen wären / und die Stände die 4. zu Regenſpurg verwilligte Römer-Monat zu ohnentbehrlichen Koſten / bey Abmarchir-und Fortſchickung der Völcker / zu rechter Zeit hieher in die Kriegs-Kaß geliefferthätten / daß man alſo die Muſterung und Abſchickung deren Völcker unverzüglich vornehmen können; Dieweil aber die Völcker in Termino nicht erſchienen / noch einige Mittel bey der Cräyß-Caſſa einkommen oder vorhanden geweſen / hat man die Muſterung mit groſſem Schaden deren benachbarten Stände / denen die zum theil ankommende Völcker über den Halß gelegen / differiren / und die Mittel durch Ihro Churfürſtliche Gnaden zu Mäynʒ interponirten höchſten Credit, allererſt mit groſſer Ungelegenheit / Koſten und Zeitverlierung zuwegen bringen müſſen / allermaſſen auß denen mit höchſtgedachter Ihro Churfürſtliche Gnaden gepflogenen / und in den ſub lit. A. hiebey gelegten Aufſaʒ begriffenen Tractaten mit mehreren zuerſehen.

Dieweil aber zum anderen die Reuterey die benachbarte Stände mit Quartieren am allermeiſten beſchwert / ſo hat man / ſo bald als einige Mittel vorhanden geweſen / deroſelben Muſterung und Auffbruch befördert / allermaſſen dann Dienſtags den 4. 24. Junii die Muſterung nahe bey Franckfurt / vor denen Riedhöffen angeſtellet / und das Regiment zu Pferd / ſo von dem Hochgebohrnen Grafen und Herrn Walrad / Grafen zu Naſſau-Sarbrück geführet wird / befunden worden / wie die Beylage ſub lit. B. mit mehrerem begreiffet / welches dann ſo bald nach ſeiner Muſterung auffgebrochen / und den geraden Weg durch Böheim in Ungarn genommen.

Und demnach Drittens auff dem Reichstag zu Regenſpurg geſchloſſen / daß die Kriegsvölcker in eines jeden ſchickenden Stands abſonderlichen Pflichten / biß auff das General-rendevous, und zu Antrettung der Kriegs-operation, ſollen gelaſſen werden / hat man ſolchem Reichsſchluß gemäß die prima plana und gemeine Knechte / welche denen Ständen / von denen ſie geworben / geſchworen / bey ihren Pflichten gelaſſen / und ſie allein an den Obriſten / und in ſeiner Ordnung an den Regiments-Staab / vermittelſt derſelben gebräuchlichen Vorſtellung verwieſen / von dem Obriſten aber und anderen Regiment-ſtaabs Perſonen / der ſub lit. C. beygelegte Eyd mutatis mutandis im Nahmen des Cräyſes angenommen worden.

Als auch Viertens die Oberſten und andere Staabs-Perſonen / zu Roß und Fuß / wegen ihrer Außſtaffirung / und anderen angewendter unvermeidentlicher Koſten / einige Satisfaction ſollicitirt / und man ſo viel in Erfahrung und Wiſſenſchafft gehabt / daß andere Cräyſe mit ihren beſtellten Obriſten und Staabs-Perſonen ſich deßhalben verglichen / iſt denenſelben für ſolche getragene Unkoſten / zum Antritt-Gelt 2. Monats Sold auß der Cräyß-Caſſa bezahlt worden / mit dieſer Verordnung / daß ihr ordentlicher monatlicher Sold vom 10. 20. Junii ſeinen Anfang nehmen ſolle.

Und demnach Fünfftens Herr Graff Heinrich von Solms Braunfelß ſich offerirt, 20. Reuter / ſampt der gantzen prima plana auff ſeinen Koſten / ohn alle des Cräyſes Beſchwerde / zu werben und zu unterhalten. Hingegen man denſelben beym Regiment für einen Rittmeiſter erkennen / und auß denen 4. Compagnien / ſo viel zugeben ſolle / daß er darauß eine / und alſo die fünffte Compagnie von 50. in 60. Man formiren könne / ſo hat man ſolche des Herrn Graffen Erbietung / auf Gutbefinden Ihrer Churfürſtlichen Gnaden zu Mäynʒ / angenommen / die fünffte Compagnie formirt / wie auß der Beylag lit. B. zuerſehen / von hochgedachten Herrn Graffen aber ein Revers, davon Copia ſub lit. D. beygelegt / genommen / daß ſolche fünffte Compagnie dem Cräyß ohne alle Beſchwerde ſeyn / und die auß denen übrigen Compagnien gezogene / und ihm untergeſtellete Reuter / der zu Regenſpurg gemachter Repartition nach / nicht weniger zu Unterhaltung der prima plana derſelben Compagnie / darauß ſie gezogen / concurriren ſollen. ANNO 1664.

Dieweil man auch Sechſtens eines Commiſſarii höchſtbenöthiget geweſen / als iſt Herr Chriſtian Kohlenberger zu einem Cräyß-Commiſſarien an-und Freytags den 27. 17. Junii demſelben der Eyd / auff die ſub lit. E. beyliegende Inſtruction und Beſtallungs-formul, abgenommen worden / dabey aber das Stifft Speyer / und die Stadt Franckfurt ihnen per expreſſum vorbehalten / befundenen Dingen nach / für ihre Völcker einen abſonderlichen Commiſſarium zubeſtellen.

Demnach Siebendens Ihre Churfürſtliche Gnaden zu Mäynʒ / das Proviant für die Kriegs-Völcker auf 2. Monat / nach Abzug deſſen / was ein oder ander Stand allbereit zu Regenſpurg im Vorrath hat / zu fourniren / und ſolches nach Regenſpurg zu lieſſeren übernommen / ſo iſt gut befunden / daß ein jeder Stand / ſo zu Regenſpurg Vorrath an Proviant auf 2. Monat gereichet / in das gemeine Magazin lieſſeren / und den Werth mit ordentlicher Rechnung liquidiren / und an denen verwilligten 4. Römer-Monaten abziehen ſolle.

Achtens / nach eingezogener und erworbener Mittelen / hat man den 27. 17. Junii das Rendevous der Völcker zu Fuß / nahe bey Franckfurt / bey dem alſo genandten Königlacher Brunnen / unfern dem Riedhoff / angeſtellet / und iſt eben die Ordnung gehalten / auch beyden Obriſten / als Herrn Guſtav Adolphs / Grafen zu Naſſau Sarbrück / und Herrn Philips / Grafen von Solms / ſo dan dem Regiment-Staab eben der Eyd abgefordert worden / wie art. 3. oben gemelt / und haben ſich beyde Regimenter bey der Muſterung befunden / wie die Beylag ſub lit. F. außweiſet.

Dieweil Neuntens bey denen Regimenteren zu Roß und Fuß in der Muſterung ſich einige Defecten befunden / und die verwilligte Mannſchafft nicht von allen Ständen völlig geſtellt iſt / ſolche Defecten ordentlich zu notiren / und denen Cräyß-außſchreibenden Fürſten und übrigen intereſſirten Cräyß-Ständen heimbzugeben gut befunden worden.

Demnach Zehendens man gleichwohl bey der Muſterung eine anſehnliche tapffere Mannſchafft zu Roß und Fuß gefunden / dieſelbe aber mit benöthigter Unterhaltung nicht continuirlich zuverſehen / und dardurch verderben zulaſſen / unverantwortlich fallen würde / ſo iſt nöthig ermeſſen worden / daß ein jeder Stand / zu Unterhaltung ſeiner Völcker / der prima plana Regiment-Staabs und Kriegs-Bedienten / ſein Contingent ſammt dem Wechſel-Gelt auf Wien / à anderthalb pro cento, jederzeit ein Monat zuvor hieher in die Legſtat übermachen / und ſolchem nach ein Monat-Sold / doch auff gebührende Abrechnung zwiſchen den Commiſſarien und Soldaten / dißmahl innerhalb 4. Wochen unfehlbar lieſſeren / derohalben dan dem Commiſſario von einem jeden Stand eine ordentliche Rechnung / wie weit Er die Seinige bezahlt / förderlichſt zugeſand werden ſolle; Und dieweil der Vorrath an Proviant für die Völcker auff 2. Monat gemacht / ſo ſolle der Commiſſarius monatlich (wohl verſtanden / den Monat von dem Tag / da denen Völckeren das Proviant auß dem Magazin gelieffert wird / anzurechnen /) für einen Monat oder Ration 1. fl. abziehen / und auß dem Abzug wiederumb auff die folgende Monat Proviſion wegen des Proviants gemachet werden; So verſichert man ſich im übrigen / wann ein oder anderer Stand die ſchuldige Bezahlung zu rechter Zeit nicht thun ſolte / daß das Höchſtlöbliche Außſchreib-Ampt / vermög des H. Reichs-Conſtitutionen / und Krafft deren dißmahl zu Regenſpurg gemacheen Reichs-Schlüſſen / durch ſeine Authorität die ſaumſeligen zu Abſtattung ihrer Schuldigkeit zeitlich zubringen wiſſen werde.

Dieweil Eilfftens bey gehaltener Muſterung die Compagnien in merckliche Veränderung geſetʒet / dahero die zu Regenſpurg in circulari conventu, wegen Unterhaltung der prima plana denen Köpffen nach / gemachte Repartition nicht zulänglich / ſo iſt gut befunden / dafern es bey der in der Muſterung gelaſſenen Eintheilung deren Compagnien verbleiben ſolte / daß der Abgang an ſolchem Unterhalt von dem Commiſſario auß der Cräyſ-Kaß bezahlt werden ſolle / darzu ihm dan die Mittel von denen Cräyß-Ständen zu fourniren wären.

Der Commiſſarius ſoll Zwölfftens den Regiment-Staab / gleich wie die prima plana und gemeine Soldaten / auß ſeiner Hand bezahlen / ſo fern nicht bey der

Reichs-

ANNO 1664.

Reichs-Armee in genere ein anders obſervirt wird; In allem Fall aber ſol er ein fleiſſiges Auffſehen haben / daſz der Regiment-Staab völlig beſetzt ſey / und für die vacirende Stellen kein Gelt oder Proviant gereichet / ſondern ſolches abgezogen / und denen Ständen ordentlich verrechnet werde.

Dieweil Dreyzehendens bey der Muſterung ſich befunden / daſz der mehrentheil deren Stände ihre Muſzquetirer mit Munition / deme zu Regenſpurg deſzhalben gemachten Auffſatz gemäſz / nehmlichen mit 5. Pf. Pulver / 10. Pf. Bley / 10. Pf. Lunten nicht verſehen / und aber die Völcker ohne Munition keine operation oder Dienſte thun können / ſo iſt allerdings nöthig erachtet / daſz ein jeder Stand / der die ſeinige nicht verſehen / innerhalb 14. Tag / das halbe ſolcher in dem Regenſpurgiſchen Auffſatz quantirten Munition mit bahrem Gelt / nehmlichen den Centner Pulver à 30. fl. den Centner Bley à 12. fl. und den Centner Lunten à 6. fl. erſtatten / und der Cräyſz-Caſz hieher lieffern oder aber ſeine ſchuldige quantität Munition innerhalb ſolcher Zeit nach Regenſpurg in natura ſtellen / und davon nicht weniger inner ſolcher Zeit hieher ad caſſam Bericht geben ſolle; So viel aber die andere helffte ſolcher Munition für die Muſzquetirer belangt / ſol dieſelbe innerhalb 6. Wochen die nechſte darauff ohnfehlbar folgen / und wegen Liefferung oder respective Bezahlung derſelben in allem gehalten werden / wie nechſt vorher wegen Liefferung der erſten Helffte gut befunden und verordnet worden.

Als auch Vierzehendens allerdings nöthig befunden / daſz für ein jedes Regiment eine abſonderliche Feld-Apotheck zuſtellen / ſo iſt dem Cräyſz-Commiſſario hiemit aufferleget worden / förderlichſt ein Inventarium über die Apotheck / und deren von denen Feldſcherern eingekaufften Inſtrumenten auffzurichten; denen Völckern ſollen die Artzeneyen vergebens gereicht werden / wann ſie in ihren Kriegsdienſten verwundet oder beſchädiget / wie auch / wann ſie in Kranckheit fallen / oder auch ſonſten ohne ihr Verſchulden verwundet werden. Dafern aber ein oder ander Soldat oder Officier in Schlägerey und verbottenen Händeln beſchädiget wird / und im Leben bleibet / ſollen ihme die dargereichte medicamenten und Pflaſter in billigem Preiſz an ſeiner gage, oder auch wann ſie geſtorben / und etwas hinterlaſſen / an ſolcher ihrer Verlaſſenſchafft von dem Kriegs-Commiſſario abgezogen / und daraufz / ſo viel möglich / der Abgang derere medicamenten erſetzet werden: Zu ſolchem ende ſolle der Feldſcherer von Wochen zu Wochen / bey ſeinem Eyd / eine deſignation aller Verwundeten und Krancken dem Cräyſz-Commiſſario zuſtellen.

Demnach ferner und Fünffzehendens höchſtnöthig / daſz der Cräyſz-Commiſſarius ein ſtück Gelt jederzeit zu extraordinari, und unverſehens vorfallenden Koſten in der Hand habe / ſo iſt gut befunden / ihm nicht allein diſzmahl zu ſolchen extraordinair Koſten 1500. Gülden auff den Weg mitzugeben / ſondern auch zu continuation derſelben alle Quartal vom 10 20. Junii jüngſthin anzurechnen / einen halben Römer-Monat in die Cräyſz-Caſz nach Franckf. zu lieffern / hingegen ſolle der Commiſſarius ſchuldig ſeyn / monatlich / neben ſeiner Hauptrechnung / auch eine ſpecificirte Rechnung wegen deren extraordinari Auſzgaben / ſo fern einige vorgefallen / an gebührende Ort / ſeiner Inſtruction gemäſz / zu überſenden.

Es iſt Sechzehendens für gut und nöthig angeſehen / daſz zeitwährenden dieſes Türcken-Krieges ein eigen ſubjectum zu Auſzrichtung deren Cräyſz-Geſchäfften / Eintreibung deren Mittel / und zur Correspondentz mit dem bey denen Cräyſz-Völckern ſubſiſtirenden Commiſſario angenommen werde / deſzhalben dann von denen Hnn. auſzſchreibenden Fürſten einiger Vorſchlag / ſo wol ratione des Subjecti, als Salarii, zuvernehmen wäre.

Dieweil Siebenzehendens bey denen Stücken noch 2. Conneſtabel mangeln / wären J. Churfürſtl. Gnaden zu Mäyntz umb derſelben ſtellung zubelangen / ſolten von darauſz keine gegeben werden / wäre dem Commiſſario aufftragen / an bequemen Orten / etwa zu Nürnberg oder ſonſten ſolche zubeſtellen.

Demnach Achtzehendens Ihre Hochfürſtl. Gnad. zu Speyer / mit ſchickung Ihrer verwilligten 200. Mann zu Fuſz zurück zu bleiben ſich reſolvirt, ſo fern nicht etwa der Herr von Metzenhauſen bey einem Regim. zu Fuſz zum Obriſt-Lieutenant vorgeſtellt würde / allermaſſen in circulari conventu zu Regenſpurg dahin geſchloſſen ſeyn ſolle / ſo hat man auff gnädigſte recommendation Ihrer Churfl. Gn. zu Mäyntz / und zu Verhütung allerhand inconvenientien für gut angeſehen / gedachten Hn. von Metzenhauſen dem Naſſauiſ. Regiment für einen Obriſt-Lieutenant / an ſtatt des Obriſt-Wachtmeiſters / vorzuſtellen / und demſelben / doch allein ſub ratificatione Circuli, zu ſeiner Beſoldung 25. fl. zu addiren.

Neunzehendens / ſolle von dem Cräyſz-caſſirer, wegen deren zu Regenſpurg verwilligten 4. Römer-Monat / eine formliche Rechnung gehalten / und wohin dieſelbe verwendet / ſpecifice denen intereſſirten Cräyſz-Ständen hiernach beleget werden. Dieweil aber der Cräyſz-Caſſirer nur jährlich 20. fl. Beſtallung hat / ſo iſt ihme / auff ratification des Cräyſes / zeitwährenden dieſes Türcken-Kriegs / wegen häuffiger Geſchäfften / ſein jährlich Salarium von 20. biſz auff 50. Gulden gebeſſert worden. Damit auch derſelbe wiſſen möge / von wem er ordre zu Auſzzahlung der in der Cräyſz-Caſz befindlichen Gelder anzunehmen habe / iſt rathſam ermeſſen / daſz ſo viel deren Völcker monatliche gage belangt / er dieſelbe monatlich / dieſem Receſz gemäſz / ohne fernere ordre folgen und fortgehen laſſen / wegen anderer Auſzgaben aber an beyde Hnn. auſzſchreibende Fürſten / oder auch an denjenigen / welcher von ihnen und dem Cräyſz möchte darzu hiernechſt ſubordinirt werden / verwieſen ſeyn ſol.

Zwantzigſtens hätte man nichts liebers ſehen mögen / als daſz die Pfaltz-Simmeriſche allhier in termino erſchienene Hnn. Abgeordnete auch denen Cräyſz-Verrichtungen und Conſultationen, der zu Regenſpurg auff Sie gerichteten Deputation gemäſz / beygewohnet / allermaſſen man ſie ad omnes actus & congreſſus beruffen; Dieweil aber dieſelbe wegen obhabender Inſtruction, vor Erörterung deren zwiſchen beyden Höchſtlöblichen auſzſchreibenden Fürſten erwachſenen differentien, oder eines von Chur-Mäyntz extradirten Revers, nicht erſcheinen wollen / und ſolche Sach von ſo wenigen / darzu auch nicht inſtruirten Deputirten nicht hat können gehoben werden / iſt man genöthiget worden / wegen der äuſſerſten der gantzen Chriſtenheit / inſonderheit aber dem Heil. Römiſchen Reich vor Augen ſtehenden Gefahr / auff Ihrer Käyſerlichen Majeſtät mehrmahln inſtändiges widerholtes Ermahnen / deren Völcker randevous, und was zu derſelben Abmarche und Conſervation vonnöthen / zu deliberiren und zuverhandeln / doch ohne præjuditz jedermänniglich.

Zum ein und zwantzigſten iſt verhandelt und abgeredt / wann ein oder ander deren Oberſten zu Fuſz durch den natürlichen Todt / oder ſonſten durch Unglück / das GOtt in Gnaden verhüten wolle / abgehen ſolte / daſz als dann auſz beyden Regimentern eins gemachet / und von einem Oberſten commandirt werden ſolle. So ſollen auch die Oberſten zu Fuſz und zu Pferd gar nicht befugt ſeyn / ein oder ander Fahnen oder Eſtandarten / oder derenſelben devise, ohne conſens deren intereſſirten Cräyſz-Ständen zuverändern / ſondern ſie biſz zu ihrem Abgang oder anderwärtiger Veränderung in ihrem Stand zu laſſen / wie ſie die bey der Muſterung empfangen.

Endlich iſt auch nöthig ermeſſen / daſz dieſer Receſz mit allen Beylagen förderlich durch die Herren auſzſchreibende Fürſten / vermittelſt eines ordentlichen Auſzſchreibens / an alle intereſſirte Cräyſz-Stände gebracht / die Stände dabey zu unverſaumlicher Abtragung deren vier verwilligter Römer-Monaten / und unauſzbleiblicher Erfüllung alles deſſen / was zu Erhaltung deren Völcker / und derſelben benöthigten Verſehung in gegenwärtigem Auffſatz begriffen / von Auſzſchreib-Ampt wegen ernſtlich ermahnet / ſo dann dieſer Auffſatz zu Regenſpurg denen daſelbſt anweſenden Abgeſandten des Ober-Rheiniſchen Cräyſes per dictaturam communicirt werden ſoll. In Urkund deſſen allem wie obſtehet / haben Wir der zu Anfang genanten Chur-Fürſten und Ständen Abgeordnete und Geſandte gegenwärtigen Receſz unterſchrieben und ſignirt. Actum Franckfurt den 2. Julii 1664.

(L. S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorf / Chur-Mäyntziſ. Abgeordneter.

(L.S.) Joh. Ernſt Barmbüchler / Gräfl. Hanauiſ. Rath und Abgeordneter,

(L. S.) Andreas Cauſs, Gräfl. Hanauiſcher Abgeordneter.

(L. S.) Quirinus Mertz / Fürſtl. Speyeriſcher Abgeordneter.

(L. S.) Hans Georg Grambſer.

(L. S.) Antonius Glock / Dr. als der Stadt Franckfurt Mit-Deputirter.

Henrich Wilhem Kollner / der Stadt Franckfurt Deputirter.

Anno 1664.

Aufffaʒ und Urkunde gegen Jh. Churfl. Gnad. zu Mäyntz / wegen vorgeſchoſzenen Gelts und Mehls / für die Ober-Rheiniſche Cräyſz-Stände / davon 1. Exemplar Höchſtged. J. Churfl. Gnad. zu Mäyntz / das 2. der Löbl. Stadt Franckfurt zu der Caſs extradirt worden.

Beylag Lit. A.

WIr deren zu Muſterung und anderer Verrichtungen / bey Abmarch deren Ober-Rheiniſchen Cräyſz-Völcker zu Roſz und Fuſz / zu Regenſpurg deputirten Fürſten und Ständen Abgeordnete und Geſandte / urkunden und bekennen hiemit / demnach zwar zu Regenſpurg von denen beym Cräyſz-Corpo concurrirenden Fürſten und Ständen / verſchiedene Auffſätze und Uberſchläge gemachet und verglichen / ſo wol was man zu proviantierung deren Cräyſz-Völcker auff 2. Monat / als auch andern zum Krieg und Fortſchickung deren Völcker unentbehrlichen requiſiten vonnöthen / und dahero 4. Römer-Monat / nach dem Fuſz der matricul, längſtens innerhalb 4. Wochen / von dato den 15. 5. Maji jüngſthin in die Cräyſz-Caſz nach Franckfurt zulieffern geſchloſſen / gleichwol aber ſolche 4. Römer-Monat in termino deſz auff den 20. 10. Junii aſſignirten randevous, und noch dato (gar wenig auſzgenommen / ſo hierunten ſpecificirt) nicht einkommen / daher die Völcker nunmehr in die 8. Tage / denen benachbarten Ständen zu groſſen Schaden und Nachtheil / über den Halſz gelegen / und bey Ermanglung deren / zu Abmarch derenſelben höchſtbenöthigt und unvermeidentlichen Koſten jederman vor Augen geſtanden / dafern dem Werck durch einen Vorſchuſz an Gelt nicht ſchleunigſt geholffen werde / daſz die mit ſo ſchweren Koſten geworbene Mannſchafft / dem gantzen Cräyſz zu groſſen Schimpff und Schaden / ſich debandiren und gäntzlich verlauffen würden: und aber J. Käyſerl. Majeſt. unſer Allergnädigſter Herr / Ihre Churfürſtl. Gnad. zu Mäyntz / unſerem auch gnädigſten Herrn / als Ober-Rheiniſchen Cräyſes auſzſchreibenden Fürſten / zu verſchiedenen mahlen beweglich erinnert / ſolche des Cräyſes verwilligte Völcker / wegen der täglich ſich mehrenden / und von dem Erbfeind Chriſtlichen Nahmens / dem gantzen Röm. Reich vor Augen ſtehenden Gefahr / unverzüglich auffbrechen zulaſſen: Uber das auch höchſtged. J. Churfürſtl. Gnad. durch eine eigene Abſchickung von Straſzburg auſz / umb Beförderung der Ober-Rheiniſchen Völcker marche, im Nahmen des Cräyſes belanget worden / und niemand zu einem Vorſchuſz zubewegen und zubringen geweſen. So ſeynd mehr höchſtgedachte Ihre Churfürſtl. Gnad. auſz treu-gemeinter Vorſorg und rechtſchaffener Liebe / zu Rettung des H. Röm. Reichs und Ihro Käyſ. Maj. Erblande / bewogen und genöthiget worden / nicht allein das höchſtbenöthigte Proviant / für die Cräyſz-Völcker / auff 2. Monat zuſtellen / ſondern auch mit einer auff dero interponirten höchſten Credit in Franckfurt auffgenommenen Summ Gelds zu aſſiſtiren / allermaſſen Sie dann gnädigſt übernommen / von Würtzburg auſz / förderlichſt biſz auff 1100. Würtzburger Malter Mehl / ohngefehrlich minder oder mehr / nachdem der von etlichen Ständen zu Regenſpurg in particulier gemachte Vorrath / ſo in des Cräyſes Magazin zu lieffern / mehr oder minder erfordern wird / nach dem zu Regenſpurg verglichenen Anſchlag des Regenſpurger Schaffs à 18. fl. in Ihren Koſten / und ohn alles darauff geſuchtes Intereſſe, nach Regenſpurg zu lieffern / nicht weniger 6000. Reichsthl. baar Gelt auffnehmen und herſchieſſen zulaſſen / allermaſſen dann auch ſolche 6000. Rthl. von des Cräyſes Caſſirer empfangen / und in die Cräyſz-Caſz gelieffert worden: Damit nun aber höchſtged. J. Churfl. Gnad. der Wiedererſtattung ſolches Ihres Vorſchuſſes / ſo wol an Gelt als Mehl mögen geſichert ſeyn / haben Ihro dieſelbe gnädigſt vorbehalten und bedinget / iſt auch von uns / zur Wolfahrt und Beſtem des gantzen Cräyſes / zu Abwendung groſſen Unheils / Schaden und Unglücks / mit unterthänigſter Danckſagung acceptirt worden / daſz ſolche verwilligte Römer-Monat förderlichſt von allen intereſſirten Ständen in die Cräyſz-Caſz allhier nach Franckfurt ſollen gelieffert / und J. Churfl. Gnaden / oder die Darleiher des Geldes / darauſz umb Capital, Intereſſe à 8. pro cento und Koſten / (ſo gleichwol allein diejenige / die in mora ſeynd / zutragen /) wegen ſolcher auſzgenommenen Summ / wie auch des dargegebenen Mehls / contentirt werden / alſo und dergeſtalt / daſz biſz zu Ihro Churfl. Gn. gäntzlicher Bezahlung / von allen demjenigen / was von heute dato wegen ſolcher 4. Römer-Monat in die Cräyſz-Caſz gelieffert / ohn deroſelben expreſſe ordre und conſens niemand / wer der auch ſeye / etwas ſolle gefolget / keine aſſignation, compenſation, Abrechnung / auſſer was von Löbl. Städten / Straſzburg und Franckfurt wegen der Munition und anderer Zugehörde zu dieſer Expedition angewendet / und auch von ein und andern Stand an Proviant in Regenſpurg gelieffert worden / angenommen / ſondern eintzig und allein Ihro Chur-Fürſtl. Gnaden bezahlt werden / dawider auch ſich niemand / wer der auch immer ſeyn mag / einiger exception, prætexts, tituls oder Reichsſchluſſes behelffen ſolle oder könne: Mit dieſem ferneren Anhang / dafern die 4. Römer-Monat nicht völlig eingehen / oder man mit denſelben die Bezahlung nicht erſtatten / oder auch derenthalben einiger Streit vorfallen ſolte / alſo daſz ſolche 4. Römer-Monat durch gütliche oder verlaubte Zwangsmittel nicht könten eingebracht werden / daſz ſolchen falls vor allen andern Auſzgaben / wie die auch nothwendig ſeyn möchten / mehr höchſtermeldte J. Churfürſtl. Gnad. auſz andern nechſt einkommenden Cräyſz-Mitteln ſich bezahlt zu machen / befügt ſeyn ſollen.

Zu Beſagung deſſen / haben wir verordnete Cräyſz-Deputirte bey dieſer höchſt und unvermeidentlichen Noth / im Nahmen und von wegen unſerer Gn. Gn. und Groſzg. Herren Principalen dieſes eigenhändig unterſchrieben und ſigillirt: So geſchehen den 26. 16. Junii 1664.

(L. S.) Quirinus Mertz / Fürſtl. Speyeriſcher Abgeordneter.

(L. S.) Andreas Cauſs, Gräfl. Hanauiſcher Abgeordneter.

Hans Georg Grambs.

(L. S.) Antonius Glock / Dr.

Alle beyde der Stadt Franckfurt Deputirte.

SPECIFICATION,

Was wegen obbedeuteter 4. Römer-Monat / biſz auff den 26. 16. Junii jüngſt in die Cräyſz-Caſz bey der Stadt Franckfurt gelieffert worden.

Den 14. Junii 1664. Stadt Worms	180. fl.
Ead. Stadt Landau	180. fl.
15. dito, Stadt Wetzlar	96. fl.
16. dito, Iſenburg Dirſtein	100. fl.
Ead. Iſenburg Budingen	191. fl. 36. x.
Ead. Stadt Collmar	504. fl.
Stadt Schlettſtadt	432. fl.
Käyſersberg	252. fl.
Oberehenheim	240. fl.
Münſter in S. Greg. thal	144. fl.
Thüringheim	60. fl.
Ead. Stadt Speyer	303. fl.
Summa	2679. fl. 36. x.

DESIGNATION,

Wie des Ober-Rheiniſchen Cräyſz-Regiment zu Roſz zu Regenſpurg eingetheilt / bey der den 14. 14. Juni zu Franckfurt gehaltenen Muſterung befunden und geändert / und was an denen zu Regenſpurg verwilligten Völckern gemangelt.

Beylag Lit. B.

Oberſter / Herr Walrad / Graff zu Naſſau-Saarbrücken / ꝛc.

Regenſpurgiſ. Eintheilung.		Muſterung.
		Die Erſte oder Leib-Compagnie.
Hanau Müntzenberg	30.	Hat ſich bey der Muſterung nit ſtärcker befunden / als 54. Köpffe / haben alſo gemangelt 22. Mann.
Hanau Liechtenberg	18.	
Solms	24.	
Naſſau	4.	
	76. Köpff.	54. Köpffe.

ANNO 1664.

Veränderung und befundene Defecten bey der 1. Compagnie.

Hanau Müntzenberg und Liechtenberg ſol / vermög Regenſpurgiſ. Eintheilung / zu Roſz ſtellen 48. Mann / hat aber nur geſtellet 42. Mann / mangeln alſo / und hat Hanau noch zu ſtellen

6. Mann.

Die geſambte Solmiſche Häuſer haben bey dieſer Compagnie ſollen ſtellen / vermög Regenſpurg. repartition, 24. Mann / dieweil aber zu Regenſpurg das Regiment zu Roſz nur in 4. Compagnien eingetheilet / und bey der Muſterung die 5. Compagnie auffgerichtet worden / wie hierunten mit mehren gemeldet wird / ſo ſeynd ſolche 24. Mann unter die fünffte Compagnie geſtellet worden; hingegen hat Naſſau-Saarbrücken / an ſtatt 4. Reuter / für 24. Mann zu Fuſz / 8. Reuter / und alſo in allem 12. Reuter zu dieſer Compagnie geſtellet / wann derohalben Hanau ſeine noch ſchuldige 6. Reuter ſtellet / beſtehet dieſe Compagnie mit der prim. plan. in 60. Köpffen.

Die 2. Compagnie.

Hr. Wolff Mentzinger / Obriſt-Wacht- und Rittmeiſter.

Regenſpurg. Eintheilung.		Muſterung.
Stadt Straſzburg	50.	Haben ſich bey der Muſterung nicht mehr als 74. Köpff befunden / alſo drey gemangelt.
Collmar	8.	
Schlettſtadt	8.	
Landau	4.	
Oberehenheim	4.	
Stadt Speyer	3.	
	77. Köpffe.	74. Köpff.

Defecten.

Vermöge Regenſpurgiſ. Verwillig- und Eintheilung / hat die Stadt Speyer 3. Reuter geben ſollen / ſo bey der Muſterung nicht erſchienen / mangeln alſo bey dieſer Compagnie

3. Mann.

Die 3. Compagnie.

Rittmeiſter / Hr. Friederich Wilhelm / Graf von Wittigenſtein.

Regenſpur. Eintheilung.		Muſterung.
Fulda	51.	Haben ſich bey der Muſterung nicht mehr als 58. Mann befunden / alſo 18. gemangelt.
Eiſenburg	18.	
Wittigenſtein	7.	
	76. Köpffe.	58. Köpffe.

Veränderung und befundene Defecten.

Vermöge Regenſpurgiſ. Verwillig- und Eintheilung / haben die geſambte Herren Graffen von Eiſenburg 18. Reuter ſtellen ſollen / ſeynd aber von ihnen nicht mehr als als 15. unter die fünffte Compagnie geſtellet worden / wie hierunten zuerſehen.

Die 4. Compagnie.

Rittmeiſter / Hr. Hans Peter Pfleger.

Regenſpurg. Eintheilung.		Muſterung.
Franckfurt	60.	Haben bey der Muſterung ſich nicht mehr befunden / als 61. Köpff / alſo 17. gemangelt.
Sponheim	6.	
Simmern	6.	
Veldentz	4.	
	76. Köpffe.	61. Köpffe.

Simmern iſt zwar mit ſeinen verwilligten 6. Reutern / ſampt noch einem vom Hn. Graffen von Fehlen bey dem randevous erſchienen / hat ſich aber unter die fünffte Compagnie geſtellet / iſt gleichwol abgeredet worden / daſz die Simmriſche und Fehliſche 7. Reuter bey der 4. Compagnie bleiben ſollen.

68. Köpffe.

Veränderung und befundene Defecten bey der 4. Compagnie.

Vermöge Regenſpurgiſ. Verwillig- und Eintheilung / hat Sponheim geben ſollen 6. Reuter / ſeynd aber bey dem randevous nicht erſchienen / ſondern mangeln

6. Mann.

Item / hat Pfaltz-Veldentz ſtellen ſollen 4. Reuter / ſo auch nicht erſchienen /

4. Mann.

Die 5. Compagnie.

Rittmeiſter / Hr. Heinrich / Graff zu Solms-Braunfels / ꝛc.

Demnach Hochgeb. Hr. Graff ſich freywillig offerirt, 20. Reuter ſampt der prim. plan. auff ſeinen Koſten zu werben / und zu unterhalten / ohn alle des Crayſes Beſchwerde / allermaſſen er ſich deſzhalben expreſsè reverſirt, und man ihn hingegen bey dem Regiment für einen Rittmeiſter erkennen und annehmen / und auſz denen übrigen 4. Compagnie ſo viel an Mannſchafft untergeben ſolle / daſz er eine Compagnie von 50. in 60. Mann richten könne / ſo iſt ihm ſolches bey gehaltener Muſterung / auff Gutbefinden Jhrer Chur-Fürſtl. Gn. zu Mäyntz accordirt, und die Compagnie gerichtet worden / wie folgt.

Aufſicht- und Eintheilung		Muſterung.
Der 5. Compagnie.		Haben ſich bey der Muſterung nicht mehr als 51. Mann befunden / alſo 11. Mann gemangelt.
Solms	24.	
Eiſenburg	18.	
Solms Braunfels / als der Rittmeiſter	20.	
	62. Köpffe.	51. Köpffe.

Defecten.

Es haben die geſambte Herren Graffen von Eiſenburg ſtellen ſollen 18. Reuter / haben aber nur 15. geſtellet / mangeln alſo

3. Mann.

So denn ſolle der Rittmeiſter / Hr. Graf von Solms Braunfels / ſtellen 20. Reuter / hat aber nur noch 12. geſtellet / mangeln

8. Mann.

LISTA.

Wie ſtarck das Ober-Rheiniſche Regiment zu Roſz bey der Muſterung gefunden worden.

die 1. Compagnie.	54. Köpffe.
die 2.	74.
die 3.	58.
die 4.	61.
die 5.	51.
Summa	298. Köpffe.

LISTA.

Der bey der Muſterung auſzgebliebenen und mangelnden Mannſchafft.

Bey der 1. Compagnie Hanau	6. Reuter.
Bey der 2. die Stadt Speyer	3.
Bey der 4. Sponheim	6.
Pfaltz-Veldentz	4.
Bey der 5. die Hn. Graffen von Eiſenburg	3.
Solms Braunfels	8.
Summa	30. Reuter.

ANNO 1664.

Littera C.

JHr ſollet ſchweren einen leiblichen Eyd zu GOtt/ denen Außſchreibenden und andern Fürſten und Ständen dieſes Ober-Rheiniſchen Crayſes/ ſo bey dieſer Volck-hülff concurriren/ getreu und gehorſam zu ſeyn/ willig und redlich zu dienen/ dasjenige/ was euch im Nahmen des Crayſes wird befohlen werden/ nach aller Mögligkeit zu achten/ und was ihr Krafft euer tragenden Chargen ſchuldig ſeyet/ willig zuthun/ allen Jhrer Kayſerliche Majeſtät/ des Reichs/ und dieſes Crayſes Feinden/ inſonderheit dem Feind Chriſtlichen Nahmens/ dem Türcken/ mit Leib und Blut/ ſo lang ihr in dieſem Dienſte ſtehet/ und man deſſen benöthiget iſt/ es ſey im Feld oder Beſatzung/ zu Waſſer oder Land/ in Zügen zu-oder von dem Feind/ in Schlachten/ Stürmen/ Scharmutziren/ oder in was Gelegenheit es ſonſten ſeyn mag/ tapffer und mannlichen Widerſtand zu thun/ allen dieſes Ober-Rheiniſchen Crayſes Ständen Schaden und Nachtheil zu wenden/ wider ſie nichts thun/ reden oder rathen/ ſondern ihren Nutzen und Frommen befördern/ auch da ihr etwas wider ihren Nutzen und Wolfart hören ſoltet/ ſolches alsbald zueröffnen; Jhr ſollet auch/ ſo bald ihr zu dem general-randevous, oder dem gantzen Kriegs-Corpo kommen werdet/ oder/ wie auch ſonſten Zeit und Gelegenheit nach/ ſolches von euch möchte gebührend erfordert werden/ ſchweren und geloben/ der Kayſerlichen Majeſtät und geſambten Chur-Fürſten und Ständen des Reichs getreu und gehorſamb zu ſeyn in allen Puncten des Articuls-Brieffs/ ſo euch/ wie allen andern Kriegs-Völckern wird vorgehalten werden/ die von denſelben euch vorgeſetzten Reichs-Generalen/ ſampt allen ihren nachgeſetzten Officirern/ die euch zubefehlen haben/ gebührlich zu reſpectiren/ und denenſelben/ Kriegs-Gebrauch und Ordnung nach/ ohne alle Widerred und Auffzug zu gehorſamen. Jhr ſollet auch euer Regimenter nimmermehr verlaſſen/ es ſey im Feldlager/ Schlachten/ Quartieren/ Guarniſonen/ oder anderswo/ ſo lang es euer Leben und Geſundheit zuläſſet/ mit allem Fleiß/ und ſo gut ihr immer mehr könnet/ ſollet ihr dahin ſehen/ trachten und arbeiten/ daß die Crayß-Regimenter und Compagnien/ ohn Unterſchied mögen wol conſervirt, in Zeiten Annahn- und Erinnerung thun/ daß denenſelben ihr gebührend Sold und Proviant verſchaffet/ ſie Kriegs-Ordnung und Gebrauch nach commandirt, und keine vor andern mit Außcommandiren/ Partheyen/ Wachten und andern mögen ungebührlich beſchwert/ ſondern in allem Gleichheit gehalten werden/ ſo viel es der Zuſtand und neceſſität des Kriegs und der Zeit immermehr leiden mag.

Jhr ſollet auch von den Fürſten und Ständen des Ober-Rheiniſchen Crayſes verordneten Commiſſarium ſchützen und ſchirmen/ ihne wider Recht nicht beleidigen/ noch von jemand beleidigen/ oder ungebührlich anlauffen und bedrängen laſſen/ ihm in Verrichtung ſeines Ampts/ ſeiner obhabenden Inſtruction gemäß/ keine Verhinderung/ ſondern alle Beförderung thun.

Und in Summa in allen andern ſollet ihr euch alſo bezeigen/ wie ſolches getreuen/ gehorſamen und tapffern Officirern wol anſtehet und gebühret/ alles ſonder Argeliſt und Gefehrde.

Littera D.

WJr Heinrich/ Graff zu Solms/ Herr zu Müntzenberg/ Wildenfels und Sonnenwald/ bekennen und thun kund hiemit offentlich/ demnach uns von des Ober-Rheiniſchen Crayſes hochlöbl. Ständen/ eine Compagnie zu Pferd anvertraut und gegeben worden/ wir aber uns erbietig gemacht/ weder vor uns/ noch auch ſo viel die Officiers und unſere angehörige Bedienten anbelanget/ löbl. gemeldtem Crayß keine Beſchwerung zu machen; Als verſprechen wir krafft dieſes bey unſern Gräflichen Ehren/ ſolchem Erbieten gemäß uns zu bezeigen/ weder ſelbſten/ noch durch unſere Officiers und Bedienten/ den Ober-Rheiniſchen Crayß oder deſſen Caſſam zubeſchweren/ ſondern die anvertraute Compagnie ohne Beſoldung zuführen/ auch erwehnte uns untergebene Officiers und Diener auß unſern Mitteln zubeſolden/ ſo lang wir bey ſolcher Compagnie als Rittmeiſter ſtehen werden/ daß wir dieſem unſerm Verſprechen nachkommen wollen/ deſſen zu Urkund haben wir dieſen Schein unter unſerer ſelbſthändigen Unterſchrift und beygedruckten Gräfflichen Secret zurück gegeben. Signatum Langen-Diebach den 15. Jun. an. 1664.

(L. S.) Heinrich/ Graff zu Solms.

Littera E.

Inſtruction und Beſtallungs-formul, für des Ober-Rheiniſchen Crayß-Commiſſario, Zahl-und Proviantmeiſter/ Herr Chriſtian Kahlenberger.

DEmnach deren Völcker randevous und Muſterplatz zu Franckfurt angeſtellet/ ſo ſol der Crayß-Commiſſarius darbey ſeyn/ alles was zum Auffbruch und deren Völcker Marche nöthig/ helffen verrichten und befördern/ inſonderheit mit und neben den Officirern darauff ſehen/ daß die Munition zu den Stücken recht und richtig/ die Munition und Proviant-Wägen wol gemacht und bedecket/ die Völcker mit gutem Gewehr/ Pulver/ Kugeln und Lunten wol verſehen/ alles nach Jnhalt eines wegen der Munition abſonderlich begriffenen/ und von den intereſſirten Crayß-Ständen approbirten Aufffatzes/ ſo ihm neben dem Proviant-ſtaat und Eintheilung deren Crayß-Völcker in Compagnien und Regimenter deßhalben zuzuſtellen.

Auch ſolle der Commiſſarius allen Fleiß anwenden/ daß jederzeit gute geſunde ſaubere Früchte mit guter mesnage zeitlich eingekaufft/ ſo viel möglich/ und Zeit und Gelegenheit nach ſeyn kan/ wol trucken außgemahlen/ und tauglich/ wie auch in Gleichheit/ nehmlich eine tägliche ration zu 2. Pfunden gebacken werde/ damit der Soldat zu ſeiner Nahrung des Brods wol genieſſen könne/ er ſolle auch daran ſeyn/ daß das im Vorrath habende Mehl in einem guten truckenen Ort möge verwahrt und auffgehalten werden/ deßhalben er dann ein Hauß zu Wien beſtehen ſolle/ oder wo es am füglichſten ſeyn kan/ oder hiernechſt von denen intereſſirten geſambten Crayß-Ständen/ oder auch von denen außſchreibenden Hnn. Chur-und Fürſten wird gut befunden werden. So ſolle auch er mit ſonderbahrem Fleiß darauff ſehen und halten/ daß das benöthigte Proviant zeitlich herbey geſchafft/ und aller Mangel/ ſo viel an ihme/ verhütet/ und daß auch das Brodt den Soldaten/ Kopff für Kopff außgetheilet/ und von niemand unterſchlagen werden. Er ſoll auch alle 14. Tag von einem jeden Muſterſchreiber eine Rolle erfordern/ umb ſich darauß zu erſehen/ ob/ und was etwa an Mannſchafft abgegangen/ und daß auff die abgegangene Mannſchafft gehörige und ihme in der Hand bleibende Proviant und Sold ordentlich verrechnen.

Damit nun der Commiſſarius ſolcher ſeiner Verrichtung füglich vorſtehen könne/ werden ihme 2. Proviant-bediente/ oder Officir/ wie auch 3. Steckenknechte/ oder deren noch ein oder ander/ ſo fern man mehrer benöthigt/ zugeordnet und untergeben/ welche Bediente auß der Crayß-Caſſa ſollen bezahlt und beſoldet werden.

Solle der Commiſſarius und Zahlmeiſter denen Officiren und Soldaten und übrigen Crayß-Bedienten ohne Unterſchied zu rechter Zeit ihren Sold geben/ und zwar in ſpecie den gemeinen Knechten von 10. zu 10. Tägen/ oder auch wol auf wenigere Tag nach gut befinden ihre Lohnung reichen; Niemand ſeinen verordneten Sold hinterhalten/ oder daran etwas abziehen/ oder ihme zu eignen/ ſondern mit ſeinem Salario für lieb nehmen.

Und damit in dem Crayß die Unterhaltungs-Geldter mit guter Ordnung können eingezogen werden/ ſoll der Commiſſarius auß denen bey gegenwärtigem Regenſpurgiſchen Reichs-Tag gemachten Reichs-und Crayß-Concluſis einen gewiſſen Staat formiren/ was und wie viel nehmblich ein jeder Stand zu Unterhaltung der Seinigen/ wie auch der Primæ Planæ, Regiments-Stäb/ Crayß-bediente/ Officir und für die Reichs-Generalität Monathlich beyzutragen habe.

Soll der Commiſſarius eines jeden Stands Völcker/ der die Geldter beygetragen/ vor allen andern bezahlen/ und ſolche von den Ständen empfangene Geldter in Außzahlung deren Soldaten nicht confundiren/ und geſchehe das alſo nicht/ wird einem jeden Stand frey geſtellet/ die ſeinige auß anderer Hand bezahlen zu laſſen/ und deßhalben beſt möglichſte Anſtalt zu machen/ damit auch der Commiſſarius gute Nachricht haben möge/ welche Crayß-Stände das ihrige beygetragen oder nicht/ ſoll der jenige/ welcher im Crayß die Caß und Rechnung hält/ denſelben von Monath zu Monath Rechnung deß Empfangs und reſtanten zu ſenden/ hingegen ſoll auch der Commiſſarius ſchuldig ſeyn/ alle Monath/ ſo fern immer möglich/ eine Rechnung und Proviant-Regiſter an die Herren Crayß-außſchreibende Fürſten einzuſchicken/ darinn die Anzahl der Mannſchafft/ und derſelben Abgang ordentlich zu verzeich-

Anno 1664.

zeichnen/ den Preiß deß Proviants/ wie derſelbe ſteiget oder fället/ und wo daſſelbe eingekaufft worden/ zu determiniren/ den Soldaten/ Officiren/ und allen denjenigen/ denen die rationes gereicht werden/ Monathlich für eine ration 1. fl. abzuziehen/ und denſelben zu Einkauffung deren Früchten und Proviant wider anzuwenden/ den Nachtrag aber/ wann nehmlich das Proviant in natura auff einen Mann mehr koſtet/ ordentlich zu ſpecificiren/ damit die Cräyß-Stände in ihrem Beytrag ſich darnach wiſſen zu richten.

Dieweil auch dem Commiſſario zu unentbehrlich- und vermuthlich verfallenden extraordinari Koſten ein Stück Gelds von Anfang und hiernechſt muß in die Hand geſtellt werden/ ſo ſoll der Commiſſ. ſchuldig ſeyn/ ſolche jederzeit empfangene Summ und die Außgab/ inſonderheit die jenige Reißkoſten/ welche er vorfallender Nothdürfft und Gelegenheit nach/ extraordinariè thun muß/ ſpecificè und umbſtändlich zu berechnen.

Soll der Commiſſarius alles Fleiſſes dahin trachten/ daß er mit getreuen Leuthen/ als Buchhaltern/ Schreibern verſehen ſeyn möge/ dieſelbe in Pflichten nehmen/ und dahin halten/ daß ſie ohne alle Gefährlichkeit und Argeliſt mit dem ihnen vertrauten Proviant und Geld mögen umbgehen/ ſolches auch nirgend anderſtwohin anwenden/ als ihnen befohlen und geordnet iſt.

Soll mehr gemeldter Commiſſarius, Proviant- und Zahlmeiſter für ſich und ſeine Buchhalter/ Schreiber und Pferde Monathlich zwey hundert Gülden Beſoldung haben/ und wird man ſich wegen ſeiner Außſtaffirung mit ihme billichen Dingen nach vergleichen.

Dieweilen auch die Zeit und Antrettung deß Geſchäffts allerhand fernere Nothdurfft an die Hand geben möchte/ wird hiemit vorbehalten/ das jenige/ was zu conſervation deren Völcker/ oder ſonſten zu deß Cräyſes Beſten möchte gut befunden werden/ dem Commiſſario durch Memorialien und Befelch aufſzutragen/ welchen er und die ſeinige dann nicht weniger als dieſer Inſtruction mit allem Fleiß nachzukommen ſchuldig/ vor allem aber auff Conſervation der Kriegs-Völcker ſein gäntzliches Abſehen/ Gedancken und Verrichtungen wenden ſolle.

Solte ihm hingegen ein und anders vonnöthen ſeyn/ wird er mit Vorbringung ſeiner Nothdurfft an die Hnn. Cräyß-außſchreibende Fürſten oder denjenigen/ welchen ſie in ihrem und deren intereſſirten Cräyß-Ständen Nahmen darzu verordnen möchten/ verwieſen/ als welche ſolches denen Cräyß-Ständen der Nothdurfft nach werden wiſſen zu berichten und zu communiciren; Solte aber ein und anders vorkommen/ deßhalben er ſich/ ob inſtans periculum aut celeritatem expediendi negotii oder ſonſten anderer Verhinderungen halber/ ſo bald bey denen Hnn. auß-ſchreibenden Fürſten Raths erhohlen köndte/ hat er billich darauff zu ſehen/ was bey andern Cräyſen practicirt wird/ in Ermanglung deſſen bey ſeinen Pflichten dahin zu trachten/ und ſich zu reſolviren/ daß ſolches alles zu deß Cräyſes und deren Völcker Conſervation und Beſten gereichen möge/ zu welchem End er auch auff den benöthigten fall/ die Hnn. Obriſten von denen Regimentern kan zu Rath ziehen/ und ſich mit ihnen eines Schluſſes vergleichen.

Hingegen ſollen die Hnn. Obriſten und andere Officir und Soldaten zu Roß und Fuß ſchuldig ſeyn/ dem Commiſſario ſeinen gebührenden Reſpect zu geben/ ihn zu ſchützen und zu ſchirmen/ nicht ungebührlich anlauffen und beträngen/ ſondern ihm alle Hülff und Beyſtand/ wider allen ungerechten Gewalt und Beleydigung/ leiſten.

Würde auch der Commiſſarius ſolchen ſeinen dißmahl anvertrauten dienſt nicht länger verſehen/ oder die intereſſirte Träyß-Stände denſelben nicht behalten wollen/ wird einem jeden Theil die Auffkündung auff ein viertel Jahr zuvor vorbehalten/ und ſoll der Commiſſarius bey ſeinem Außtritt eine final- und Schluß-Rechnung zu geben/ und reliqua, ſo fern einige vorhanden ſeynd/ lieffern und præſtiren; Die Stände deß Cräyſes aber hingegen/ dafern ihme noch einiger Beſoldungs-Reſt/ oder ſonſten etwas gebühren und abgehen ſolte/ demſelben ſolches unfehlbar zu erſtatten/ ſchuldig ſeyn.

Sölle der Commiſſarius auch daran ſeyn/ daß der geſtorbenen oder ſonſten abgangenen Mannſchafft Gewöhr möge durch die Capitains d'Armes auffgehoben/ und dem Regiment und Völckern zum beſten verwahret werden/ nicht weniger alle Fürſorge anwenden/ daß denen Krancken durch die darzu verordnete gute Wartung geſchehe/ deßhalben die Feld-Apotheck mit aller Nothdurfft zu verſehen und zu verſorgen/ inſonderheit aber hat der Commiſſarius in ſorgfältiger Obacht zu nehmen/ daß die Völcker mögen gekleidet/ und wider Wetter und Kälte nothdürfftig bedecket ſeyn/ welche Kleidung an ihren Sold kan abgezogen/ und nach und nach zurück gelegt werden/ wäre ihm etwa auch nöthig/ die Völcker zu überſehen und zu muſtern/ ſolle ihme ſolches/ inſonderheit auff gut-befinden deß Hn. Gen. Commiſſarius, als an welchem er/ vermög gemachten Reichs-Schluſſes verwieſen iſt/ ungewehrt/ ſondern vorbehalten ſeyn.

Anno 1664.

Solches alles/ wie vorſtehet/ feſt und unverbrüchlich zu halten/ verſprechen wir der auß-ſchreibenden H. Fürſten und Ständen/ Abgeſandten und Deputirte zu Abmarchirung deren Völcker/ im Nahmen deren intereſſirten Ober-Rheiniſchen Fürſten und Ständen/ und ich Chriſtian Kahlenberger/ als Commiſſarius, bey Verpfändung meiner Haab und Güter/ ſo viel hier zu vonnöthen/ auch mit Cörperlich geleiſtetem Eyd/ als welchen ich über dieſe Inſtruction und Beſtallungs-formul würcklich abgelegt und erſtattet.

Urkündlich iſt ſolche Inſtruction von obgedachten Hnn. Deputirten/ auch von mir/ dem Commiſſario, Proviant- und Zahlmeiſter/ eigenhändig unterſchrieben und geſiegelt. Actum Franckfurth/ 27. 17. Junii. 1664.

(L. S.) Johann Werner/ Freyherr von Plitterſtorff/ Chur-Fürſtl. Mäyntziſ. Abgeordneter.

(L. S.) Johann Ernſt Varnbuhler/ Gräflich Hanauiſcher Rath und Abgeordneter.

(L. S.) Andreas Carck, Gräfl. Hanauiſcher Abgeordneter

(L. S.) Quirinus Mertz/ D. Fürſtl. Speyriſ. Cantzler und Abgeordneter.

(L. S.) Hans Georg Grambſch.

(L. S.) Antonius Glock/ Dr. der Stadt Franckf. Deputirter.

(L. S.) Heinrich Wilhelm Kellner/ der St. Franckf. Deputirter.

(L. S.) Chriſtian Calmberg/ Ober-Rheiniſ. Cräyſes Commiſſarius.

DESIGNATION,

Wie die beyde Ober-Rheiniſ. Cräyß-Regimenter zu Fuß/ zu Regenſpurg eingetheilet/ bey der den 27. 17. Jun. jüngſt bey Franckf. gehaltenen Muſterung befunden und geändert/ und was an denen zu Regenſp. verwilligten Völckern gemangelt.

Lit. F.

Das Erſte Regiment zu Fuß.

Oberſter Herr Guſtav Adolph/ Graf zu Naſſaw-Sarbrück.

Die I. oder Leib-Compagnie.

Regenſpurgiſ. Eintheilung.		Muſterung.	
Naſſaw = =	88.	Naſſaw-Weilenburg	36.
Simmern = =	20.	Naſſaw-Itzſtein =	23.
Stifft Speyr =	30.	Simmern = =	19.
Sponheimb = =	20.	Graf von Fehlen =	4.
Käyſersberg = =	15.	Pfaltz Veldentz = =	8.
	173. Köpff.		90. Köpff.

Veränderung und befundene Defecten bey der Erſten Compagnie.

Vermöge Regenſpurgiſ. Verwillig- und Eintheitlung/ ſoll das geſambte Hauß Naſſaw unter dieſe Compagnie ſtellen 88. Mann zu Fuß/ ſeynd aber nur 59. geſtellet worden/ manglen der ohalben 29. Mann. Dieweil aber Naſſaw-Sarbrück bey der 1. Compagnie zu Roß 12. Reuter geſtellet/ alſo 8. mehr/ als ſie ſchuldig geweſen/ ſo gehen ihm an denen zu Fuß für die 8. mehr geſtellte Reuther ab 24. Mann/ und bleiben alſo nur noch ſchuldig

5. Mann zu Fuß.

Simmern ſoll ſtellen 20. Mann zu Fuß/ hat aber nur 19. geſtellet/ bleibet ſchuldig

1. Mann.

Sponheimb ſoll 20. Mann zu Fuß ſtellen/ hat nichts geſtellt/ bleibet alſo ſchuldig

20. Mann.

ANNO 1664.

Stifft Speyr hat vermöge Regenſpurgiſ. Repartition unter dieſe Compagnie 30. Mann ſtellen ſollen/ man will aber die verwilligte 200. Mann zu Fuſz nicht trennen laſſen/ ſondern unter einer Compagnie behalten/ dahero gehen ſie dieſer Compagnie ab/ ſo fern es bey dieſer Vertheilung ſein Verbleiben haben ſolte.

Käyſersberg hat 15. Mann geben ſollen/ hat aber nichts geſtellet/ bleibet dahero ſchuldig

15. Mann.

Hingegen ſeynd in die Compagnie zugangen wegen deſz Grafen von Fehlen 4. Mann/ ſo in der Regenſpurgiſ. Eintheilung nicht befindlich: So dann iſt auſz der 4.ten Compagnie wegen Pfaltz-Veldentz gezogen worden 8. Mann.

Die 2. Compagnie.

Regenſpurgiſ. Eintheilung. — Muſterung.

Hat ſich bey der Muſterung nicht eingefunden/ ſondern ſoll von Brüſſel auſz recta auff Nürnberg gehen/ und ſich allda mit dem Regiment conjungiren/ doch alſo wie obgemeldet/ daſz die 30. Mann nicht unter die erſte Compagnie/ ſondern die von denen Stifft Speyr verwilligten 200. Mann unter einer Compagnie ſtehen ſollen.

Die 3. Compagnie.

Regenſp. Eintheilung.		Muſterung.	
Stadt Speyr	60.	Stadt Speyr	59.
Stadt Worms	45.	Landaw	36.
Weiſſenberg	22.	Weiſſenburg	22.
Landaw	36.	Roſzheimb	6.
Roſzheimb	6.	Stadt Worms	45.
	169. Köpffe.		168. Köpffe.

Defecten.

Hat wegen der Stadt Speyr gemangelt 1. Mann.

Die 4. Compagnie.

Regenſpurgiſ. Eintheilung.		Muſterung.	
Hanaw	156.	Hanaw	151. Köpffe.
Falckenſtein und Oberſtein	6.		
Veldentz	8.		
Leyningen-Weſterburg	4.		
	174. Köpffe.		

Veränderung und befundene Defecten bey der 4. Compagnie.

Hanaw ſoll geben 156. Mann/ hat aber nur 151. Mann geſtellet/ bleibet alſo ſchuldig

5. Mann.

Falcken- und Oberſtein hat ſollen ſtellen 6. Mann/ hat nichts geſtellet/ bleibet

6. Mann.

Leyningen-Weſterburg ſoll ſtellen 4. Mann/ hat nichts geſtellt/ bleibet

4. Mann.

Pfaltz Veldentz 8. Mann ſeynd auſz dieſer Compagnie in die erſte gezogen worden/ wie obgemeldet.

Die 5. Compagnie.

Regenſpurgiſ. Eintheilung.		Muſterung.	
Colmar	60.	Colmar	61.
Schlettſtadt	28.	Münſter	24.
Oberehenheimb	28.	Thüringheimb	10.
Münſter in S. Gregori Thal.	24.	Schlettſtatt	48.
Thüringheimb	10.	Oberehenheim	28.
	170. Köpffe.		171. Köpffe.

Seynd bey dieſer Compagnie keine Defecten, ſondern iſt Ein Mann übrig.

Liſta,

Wie ſtarck das 1. Ober-Rheiniſche Regiment zu Fuſz bey der Muſterung gefunden worden.

Die I. Compagnie	90. Mann.
die 2.	200.
die 3.	168.
die 4.	151.
die 5.	171.
Summa	780. Mann.

Liſta,

Der bey der Muſterung auſzgebliebenen und manglenden Mannſchafft.

Bey der I. Compag. das Hauſz Naſſaw	5. Mann.
Simmern	1.
Sponheimb	20.
Käyſersberg	15.
bey der 3. Compagn. Statt Speyr	1.
bey der 4. Compagn. Hanaw	5.
Falck- und Oberſtein	6.
Leyningen Weſterburg.	4.
Summa	57. Mann.

Das Andere Regiment zu Fuſz.

Oberſter Herr Philip/ Graf von Solms/ rc.

Die 1. oder Leib-Compagnie.

Regenſpurgiſ. Eintheilung.		Muſterung.	
Solms	126.	Solms	121.
Leyningen Daxburg	14.	Rhein-Grafen	14.
Rhein-Grafen	36.		
	176. Köpffe.		135. Köpffe.

Veränderung und befundene Defecten bey der 1. Compagnie.

Das geſampte Hauſz Solms hat vermöge Regenſpurgiſ. Verwilligung ſtellen ſollen = = 126. Mann/ ſeynd aber bey der Muſterung nur 121. Mann gefunden worden/ bleibet alſo ſchuldig

5. Mann.

Die geſampte H. Rhein-Grafen haben ſollen ſtellen 36. Mann zu Fuſz/ haben aber nur 14. Mann bey der Muſterung geſtellet/ bleiben alſo ſchuldig

22. Mann.

Leyningen-Daxburg iſt mit ſeiner Mannſchafft unter die 2. Compagnie gezogen worden/ wie allda mit mehrerm gemeldet wird.

Die 2. Compagnie.

Regenſpurg. Eintheilung.		Muſterung.	
Eiſenburg	60.	Eiſenburg	63.
Franckfurth	80.	Leyningen-Daxburg	10.
Wetzlar	12.	Leyningen-Hartenburh	13.
Friedberg	18.	Friedberg	18.
		Wetzlar	12.
	170. Köpffe.		116. Köpffe.

Veränderung und befundene Defecten bey der 2. Compagnie.

Eiſenburg iſt vermöge Regenſp. Eintheilung zu ſtellen ſchuldig 60. Mann/ hat aber 63. Mann geſtellet/ alſo 3. Mann mehr/ als ſie verwilliget haben.

So dann iſt Leyningen-Daxburg mit ſeiner Mannſchafft auſz der erſten Compagnie in die andere gezogen wor-

ANNO 1664.

worden/ hat aber 14. Mann ſtellen ſollen/ und ſeynd nur 10. geſtellt worden/ bleibet alſo ſchuldig

4. Mann.

Leyningen-Hartenburg iſt mit ſeiner Mannſchafft auſz der dritten Compagnie in die zweyte geſtellt worden/ hat 14. Mann ſtellen ſollen/ ſeynd aber nur 13. geſtellt worden/ bleibet ſchuldig

1. Mann.

Die Stadt Franckfurth iſt mit 80. Mann in die 2. Compagnie geſtellet worden. Sie hat aber difficultirt/ ihre Mannſchafft theilen zu laſſen/ ſondern dieſelbe in 2. Compagnien beyſammen zu behalten/ ſeynd derohalben ſolche 80. Mann dieſer Compagnie abgangen.

Die 3. Compagnie.

Regenſpurg. Eintheilung.		Muſterung.	
Fulda	150.		
Leyningen-Hartenburg	14.	Fulda	142. Köpffe.
	164. Köpffe.		

Veränderung und befundene Defecten bey der 3. Compagnie.

Fulda ſoll vermöge Regenſpurgiſcher Verwilligung ſtellen zu Fuſz 150. Mann/ hat aber nur 142. Mann geſtellet/ bleiben alſo ſchuldig

8. Mann.

Leyningen-Hartenburg iſt mit ſeiner Mannſchafft auſz der dritten Compagnie in die andere geſetzt worden/ wie alldort zu ſehen.

Die 4. Compagnie.

Regenſpurg. Eintheilung.		Muſterung.
Franckfurth	170. Köpffe.	Hat man bey der Muſterung gefunden/ wie hernach ſtehet. 187. Köpffe.

Die 5. Compagnie.

Regenſpurg. Eintheilung.		Muſterung.
Franckfurth	170. Köpffe.	hat man bey der Muſterung befunden 189. Köpffe.

Veränderung und befundene Defecten bey der 4. und 5. Compagnie.

Vermöge Regenſpurgiſ. Eintheilung/ hat ein jede der 4. und 5. Compagnie ſeyn ſollen 170. Mann/ mit Einſchlieſſung der Prim. Plan; Dieweil aber die Stadt Franckf. difficultirt/ ihre verwilligte Mannſchafft/ in 420. Mann zu Fuſz beſtehend/ theilen zu laſſen/ hat ſie 2. Compagn. eine jede zu 200. darauſz gemacht/ davon im Abmarch bey beyden Compagn. etliche in der Stadt zurück geblieben/ und nicht beym Rendevous erſchienen/ ſeynd aber dieſelbe deſz folgenden Sonnabends frühe gefolget/ und beſtehen ſolche beide Compagnien würcklich in 400. Mann/ manglen alſo nur

20. Mann.

Liſta,

Wie ſtarck das 2. Ober-Rheiniſche Regiment zu Fuſz bey der Muſterung gefunden worden.

Die 1. Compagnie	135. Mann.
die 2.	116.
die 3.	142.
die 4.	200.
die 5.	200.
Summa	793. Mann.

Liſta;

Der bey der Muſterung auſzgebliebenen/ und manglenden Mannſchafft.

Bey der 1. Compagn. Solms	5. Mann.
die geſampte Rhein-Grafen	22.
Bey der 2. Compag. Leiningen-Daxburg	4.
Leiningen Hartenburg	1.
Bey der 3. Compagnie Fulda	8.
Bey der 4. und 5. Compagnie	
Die Stadt Franckfurth	20.
Summa	60. Mann.

Liſta,

Wie ſtarck beide Regimenter zu Fuſz.

Das 1. Regiment	780. Mann.
Das 2. Regiment	793.
Summa	1573. Mann.

Liſta,

Der manglenden Mannſchafft.

Beym 1. Regiment	57. Mann.
Beym 2.	60.
Summa	117. Mann.

XI.

Traité de Paix entre LEOPOLD I. *Empereur d'Allemagne, &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs, fait en* 1664. [RICAULT. Hiſtoire des Turcs. Tom. III. pag. 113.] L'EMPIRE ET LE TURC.

I. QUE la Tranſſylvanie demeureroit dans ſes anciennes Limites, & avec ſes anciens Privileges, ſous le Commandement du Prince Michel Apaffi.

II. Que l'Empereur d'Allemagne auroit la liberté de fortifier Gutta & Nitra.

III. Que les Turcs ne feroient aucune innovation au Réglement qui avoit eſté fait pour les Frontiéres, tant de Hongrie, que des autres Etats de l'Empereur.

IV. Qu'Apaffi payeroit ſix cens mille Ecus à la Porte, pour les frais de la Guerre.

V. Que tous actes d'hoſtilité entre l'Empereur & le Grand-Seigneur, & leurs Sujets, ceſſeroient pour toûjours.

VI. Que les deux Provinces de Zamar & de Zaboli, leſquelles l'Empereur avoit données à vie à Ragotski, retourneroient derechef à Sa Majeſté Impériale, ſans que ni le Prince de Tranſſylvanie, ni le Grand-Seigneur y puſſent rien prétendre.

VII. Que le fort Chaſteau de Zechelhyd, qui s'eſtoit révolté contre l'Empereur, ſeroit démoli; parce que ni l'un ni l'autre Parti ne vouloit renoncer aux prétentions qu'il avoit ſur une Place ſi importante.

VIII. Que Varadin & Newhauſel demeureroient aux Turcs, qui les avoient emportez par la force de leurs armes.

IX. Que pour confirmation de la Paix, les deux Empereurs s'envoyeront l'un à l'autre des Ambaſſadeurs, avec des préſens reciproques d'une meſme valeur.

XII.

(1) *Traité de Paix entre* LEOPOLD I. *Empereur d'Allemagne &* MAHOMET *IV. Empereur des Turcs; fait le* 10. *Aouſt* 1664. *avec l'Inſinuation qui en fut faite aux Etats de Hongrie, en* 1665. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 195. *d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans* 10. Août. L'EMPIRE ET LE TURC.

(1) Il y a grande apparence, qu'il n'y eut qu'un Traité de fait entre les deux Empires an. 1664. mais comme celui-ci eſt aſſez different du précédent, on a jugé à propos de mettre l'un & l'autre; ſur-tout puis que le précédent n'occupe pas beaucoup de place.

ANNO 1664. *dans* LUNIG, Teutſchen Reichs-Archiv. Part. Special Continuat. I. Abtheil I. Abſatz I. pag. 435.]

QUod Illuſtriſſimi, Reverendiſſimi, Spectabiles ac Magnifici Domini Magnates & Conſiliarii Inclyti Regni Hungariæ hic in Aula ſuæ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis ad ejuſdem benignas Requiſitionales comparere voluerint, Sua Ceſarea Regiaque Majeſtas grato accipit animo.

Et ſiquidem in eum finem vocati fuerint, ut ſuper negotiis dicti Inclyti Regni cum illis conferatur: Ideò pro primo, Sua Majeſtas iiſdem Dominis Magnatibus & Conſiliariis pro notitiâ communicari juſſit Articulos Pacis, in viginti annos prorogatæ, per Reſidentem de Reininger, vigore Plenipotentiæ, poſt diſceſſum Liberi Baronis de Goës ipſi relictæ, concluſos tali tenore, prouti 25. Julii Anno MDCLXII. durante Diætâ Poſonienſi deliberatum fuit, paucis tantùm exceptis, quæ ipſiuſmet temporis viciſſitudo mutare fecit, prouti eſt Articulus ſextus; qui primò deſtructionem Fortalitii penes Caniſam erecti ſtatuebat, modò autem prohibet, ut à neutra Parte fortificetur, in favorem Suæ Majeſtatis & Regni, cùm aliàs jam à Turcis occupatum retineri, & Præſidio muniri potuiſſet. Articuli autem ſunt ſequentis tenoris.

1. Impendit Sua Majeſtas omne poſſibile ſtudium & conatum, ut ea quæ inclyto Regno proficua, & ſtabiliendæ Paci aſſecurandiſque Ditionibus uſui fore judicata ſunt, totis viribus promoverentur, utpote, certa Præſidia Vyvarino opponenda, quæ Turcarum irruptiones infringant; illoſque contineant.

2. Conſervatio Confiniorum in bono ſtatu, & juſto Præſidiorum numero, eorumque exacta ſolutio jam Cameræ Aulicæ demandata. Firmatum Dominium amborum Comitatuum Zathmar & Zàboleth, quos Turca Transſylvaniæ aſſociare contendebat. Aſſecuratio, ne memorata Transſylvania plenariè Turcarum Dominatui ſubderetur, & in Gran-Veziratum tranſiret, indeque acceſſione validarum virium Turcis in Europa inſupportabilis potentia accreſceret.

3. Commiſſio data Domino Comiti à Rothal exequendæ Pacis, Præſidiorum evacuandorum, ſi Sekelhyda demolita fuerit, quam aliàs Turcæ, Speculam Varadini nominantes ſibi vendicare volebant.

4. Commiſſio conciliandorum animorum in Transſylvania & Principis Apaffi, eidem Domino Comiti commiſſa, per remonſtrationem Pacis ex Bello tam ſumptuoſo, ratione illorum ſuſcepto, potiſſimumque in illorum favorem & commodum concluſæ.

5. Dehortatio, ne Transſylvani quicquam admittant, aut Turcis introducere concedant, quod in præjudicium dictæ Pacis Regni Hungariæ vergere poſſit. Ex quibus omnibus paterna cura & indefeſſum ſtudium Suæ Majeſtatis Cæſareæ & Regiæ pro conſervatione Regni impenſum luculenter apparet.

Silentio hic tegitur jactura tot millium Animarum Chriſtianarum, Exuſtiones & Deſolationes Locorum, aliaque damna, quibus Hoſtem, tàm numeroſo Equitatu prævalentem, probihere penitùs impoſſibile fuiſſet, quæ omnia autem perſæpius repetitam Pacem præcaveri potuerunt. Hæc igitur erant, quæ Sua Majeſtas ſæpius memoratis Dominis Magnatibus & Conſiliariis Regni voluit communicari, quatenus hic conjunctim & ſimul deliberetur, ſi quæ ulterius ad ſtabiliendam Pacem & aſſecurandum inde Regnum utilia & neceſſaria occurrerent.

Et ſi quidem in re tam ardua Populus, Statûs publici ignarus, diverſas & ſæpius ſiniſtras interpretationes ſibi concipit, palamque ſpargit, ideò Majeſtas benignè confidit, Dominos Magnates & Conſiliarios Regni haud defuturos, quin ejuſmodi impreſſiones, ac ſi Pax tam nociva & execrabilis, tollantur, & è contra remonſtretur, illam magis in Regni incrementum, quàm derogamen redundare; quod facilè erit, ſi non ex privato, ſed totius Europæ ſtatu argumenta deſumantur, nempè, à ſubſidiis non adeò firmis & concordibus, ſicut paſſim extolluntur, ſed prout experientia docuit, non parum confuſis, & quamvis per præſentiam Cæſaris Ratisbonnæ urgebantur, adeò tardis, pro futuro autem campiductu omninò incertis. Item, à Regnis & Provinciis Suæ Majeſtatis exhauſtis, ab ipſo Regno, Belli tam funeſti Theatro, & ſub tanto onere penitus ſuccumbente, &c. Quod inclytum Regnum contrà in priſtinum florem & tranquillitatem exſurget, ſi, uti dictum eſt, Præſidia & Munimenta valida Hoſti opponantur, quæ illum coërceant, ne ulterius ſerpere, & damnum inferre poſſit. Eumque tanquillum ſtatum haud parum promovebit, ſi Hoſtis, potentiâ ferox, conſuetis excurſionibus non irritatus fuerit, neque ad hoſtilitates cum damnis plerumque decuplo majoribus in miſeros Chriſtianos exercendas provocetur, quod etiam novam rupturam, & multò magis exitioſam cauſare poſſet. ANNO 1664.

Cùm per proximos motus, in Transſylvania ſuſcitatos, tàm graves controverſiæ eruperint, ut apertum Bellum ante annum exortum ſit, ideo, ut alma Pax in ſolatium & tranquillitatem afflictæ Plebis denuò erigeretur, per utriuſque Partis Plenipotentiarios, ex parte quidem Sereniſſimi ac Potentiſſimi Romanorum Imperatoris, per ejuſdem Conſiliarium, & Portâ Ottomannicâ Reſidentem, Dominum Simonem Reininger; ex parte verò Sereniſſimi & Potentiſſimi Turcarum Imperatoris, per ejuſdem Supremum Vezirium, & Supremum Generalem, Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Achmet Baſſam, ad Ratificationem tamen utriuſque Imperatoris, ſequentes Articuli conditi ſunt ac ſtabiliti.

I. Ut Civitates & Arces in Transſylvaniâ, Milite Cæſareo munitæ, Principi & Statibus Transſylvaniæ reſtituantur, prius tamen utriuſque Partis Exercitus uno eodemque tempore è dictâ Transſylvaniâ exeat, atque memorata Loca, cæteraque omnia in antiquo tranquillo ſtatu permaneant. Et ſiquidem Principatum vacare contigerit, ut Status Tranſylvaniæ, ſecundùm illorum antiquos Imperiales Capitulationes, liberè Principem eligere poſſint, & fruantur omnimodè antiquâ Libertate, Prærogativis & Jurisdictionibus.

II. Ut duo Comitatus Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Zathmar & Zabolo, prout etiam cæteri Comitatus Regni & Provinciæ Suæ Majeſtatis, cùm ſuis Statibus, Subditis, Civitatibus, Arcibus, Palancis & Pagis, cæteriſque omnibus appertinentiis, in ſpecie, libris Haydonibus ad Suam Majeſtatem ab antiquo ſpectantibus, cum illorum Oppidis & Caſtellis, nullo modo, & ſub nullo penitus prætextu moleſtentur à Turcis, vel ipſiſmet Transſylvanis, ſive ab illorum Principe, aut à quovis alio prætentionibus, Tributis aut Contributionibus ſublatâ omni tali prætentione, ſi quæ hactenus fuit, & impoſterum nihil amplius petatur.

III. Si Munimenta Sacræ Cæſareæ Majeſtati pro ſecuritate ſuarum Ditionum, de more, in aliis Confinibus hactenus, obſervato, extrui videretur; Civitates quoque & Arces, in dictis duobus Comitatibus, & illis Limitibus exiſtentes; in ſpecie verò Zathmar, Zabolet, Kalo, Etſchet, & ſi quæ alia plura, pro lubitu, munienda viderentur, nulli tamen formales Exercitus cum Generalibus introducantur: quod ſimili modo in Confinibus Turcicis & Transſylvanicis obſervandum. Caſtellum verò Szekilhyd, ad præcavenda mala, quæ utriusque Partis Ditionibus inde evenire poſſent, cum Fortificationibus deſtruatur, & ſolo adæquetur, ita ut neutri Parti, nec cuiquam alii licitum ſit, illud ullo ſub prætextu rurſus extruere, fortificare, aut Milite muniri.

IV. Ut Filius Ragoczy, Filius Joannis Kemenii, aut alius ex ſuperiori Hungariâ, cohibeantur, ne cum Copiis auxiliaribus in Transſylvaniam irruant, & novos motus ſuſcitent; Quod viciſſim à parte Turcarum & Tranſylvanorum erga Ditiones & Comitatus Sacr. Maj. Cæſ. obſervetur.

V. Ut non ſit licitum, receptaculum & fomentum dare malis Hominibus, aut Inimicis utriusque Cæſaris.

VI. Ut Fortalitium prope Caniſam, occaſione dictorum motuum erectum, neutri Parti reædificare, aut Præſidio munire liceat.

VII. Ut omnes, qui in ſupra-memoratis motibus Transſylvanicis utrique Parti ſuccurrendo adhæſerunt, ſuis Bonis, Juribus & Honoribus reſtituantur, neque idcircò moleſtentur: Sint tamen obedientes illorum Principibus nec cauſent damna in illâ Provinciâ.

VIII. Ut liceat Sacr. Maj. Cæſ. circa Vagum & Guttam, trans Vagum ſitam, ad defenſionem Ditionum ſuarum novum Fortalitium erigere.

IX. Nullæ penitus poſt hac tàm ex una quàm ex altera parte hoſtilitates & excurſiones committantur; contra facientes ſeverè puniantur. Ut denique utriusque Partis Milites in freno & diſciplina teneantur, revocentur ex utraque parte Exercitus in Confinibus Hungariæ & Transſylvaniæ, & non revertantur, qua-

Anno 1664.

quatenus afflicta Plebs in perfecta tranquillitate vivere poſſit.

X. Pro majori ſtabilimento Pacis & bonæ Amicitiæ inter ambos Potentiſſimos Imperatores, concluſum eſt, ut hæc alma Pax, DEO favente, à dato præſenti per viginti annos durare debeat, quæ poſt quatuor Menſes, in ſolatium & publicum gaudium, per ſolennes Legationes Diplomate ſolenniter confirmabitur; Et afferet Romani Imperatoris Legatus, in ſignum Amicitiæ, ſpontaneum munus, valoris ducentorum millium Florenorum, ità ut ex parte Portæ Ottomannicæ ſimili modo per ſolennem Legationem cum condignis & condecentibus muneribus correſpondeatur, & fiet permutatio Legatorum, juxta morem hactenus obſervatum, in loco & modo conſueto. Cæteri Articuli Capitulationum, qui à tempore Pacis in Sitvatorek per poſteriores Capitulationes expreſsè non correcti aut immutati ſunt, omnes in ſuo vigore permaneant.

Super his decem Articulis duo ejusdem tenoris Inſtrumenta Pacis Idiomate Latino & Turcico confecta, atque à dictis Plenipotentiariis interim ſubſcripta, Sigillis corroborata, & juxtà conſuetudinem permutata ſunt, ità ut Latinum in manibus dicti Illuſtriſſimi, Excellentiſſimi Domini Supremi Veziri manſerit; Turcicum verò dicto Domino Reſidenti traditum, & ad Aulam Cæſaream transmiſſum ſit.

Actum in Caſtris Turcicis apud Vaſvarum, decima menſis Augusti, Anno MDCLXIV.

Anno 1664.

XIII.

20. Sept. L'Espagne et les Provinces-Unies.

Tractaet tuſſchen den Konink van Spangien Philippus de IV. *en de Heeren Staaten Generaal der* Vereenigde Provintien *wegens de Limyt Scheedinge in Vlaenderen geſloten tot Bruſſel den 20. September* 1664. [Aitzema Saaken van Staat, en Oorlogh. Tom. V. pag. 307. Edition in folio.]

ALſoo by het *derde* Artijckel van Tractaet van Vrede, beſlooten den *dertichſten* January *ſeſtienhondert acht en veertich* binnen de Stadt van *Munſter* in Weſtphalen, tuſſchen den Heere Koning van Hiſpangien ter eenre, ende de Heeren Staten Generael van de Vereenighde Nederlantſche Provincien, ter andere zyde, veraccordeert ende geconditioneert was, dat een ygelijck ſoude behouden, ende dadelijck gebruycken, de Landtſchappen, Steden, Plaetſen, Landen, ende Heerlijckheden, die hy doenmals hielt, ende beſat; ſonder daerinne ghetroubleert ofte belet te worden, directelijck noch indirectelijck in wat manieren dat het ware, daer onder men verſtont te begrypen de Vlecken, Dorpen, Gehuchten, ende platte Landen daer van dependerende; Ende oock by het ſelve Tractaet geſeyt is dat de *limitem in Vlanderen* ende elders, ſouden gereguleert worden, in ſoodaniger voegen, als men bevinden ſoude dat ſy gehooren, onder het Resſort van d'een of d'andere zyde, waer op men ſoude verwachten, ende ſouden gereguleert worden, de informatien, om te ſeiner tijdt de gemelte Limiten te reguleeren ende over den ſin ende interpretatie van de voorſchreve *twee* Articulen, oock over het accompliſſement van de ſelve, noopende het voorſeyde *Reglement van de Limiten in Vlaenderen*, diſpuyte ende different onſtaen is, tuſſchen den boven gemelte Heere Koning van Hiſpangien ende de boven gemelte Heere Koning van Hiſpangien ende de boven gemelde Heeren Staten Generael: Ende wy ondergeſchreve Gedeputeerden by onſe reſpective Procuratien ende Volmachten de een van date den *twee en twintichſten* Juny en d'andere van den *vierden* July des jaers *ſeſtienhondert vier en ſeſtich* ons vinden gelaſt ende geauthoriſeert om over de voorſchreve diſpuyte ende differenten te concerteren en de ſelve te accommoderen, te adjuſteren en by te leggen; So iſt, dat wy na verſcheyde Conferentien over 't werck van de voorſz. Limiten gehouden, om de ſelve op een vaſten ende ſekeren voet te reguleren, en alſo te raeken tot een finael Accommodement, ſo ſeer gedeſireert ende ſo nootſaeckelijck aen wederſyden, daer over ſyn verdragen ende geconvenieert in der navolgende maniere.

Eerſtelijck, dat om een aenvangh van dat Reglement van de Limiten te maeken van de zyde van de Stadt van *Sluys* de Riviere ghenaemt het *Swyn* van het Noorden, ofte uyt de Zee oploopende nae het Zuyden tuſchen de voorſchreve Stadt ende de twee Forten ghenaemt de *Paſſen*, ende van daer vallende in de Creecke, de welcke genoemt wort het Lapſchuerte gat, ende van daer noch opwaerts loopende tot aen ſeeckere inſnydinge van een kleyne grachte op de Caerte geteeckent met de letter *A*, ende van daer met

XIII.

20. Sept. L'Espagne et les Provinces-Unies.

Traité entre Philippes IV. Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies, pour la Separation & le Reglement des Limites de Flandres en conformité de la Paix de Munſter, & des convenances reſpectives. Fait à Bruxelles le 20. Septembre 1664. [Aitzema, *Affaires d'Etat & de Guerre.*]

COmme par le troiſieme Article du Traitté de Paix, conclu le trentiéme Janvier mil ſix cens quarante-huit dans la Ville de Munſter en Weſtphalie, entre le Seigneur Roy d'Eſpagne, d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas d'autre part, il a été accordé & convenu qu'un chacun retiendroit & joüiroit effectivement, des Provinces, Villes, Places, Païs & Seigneuries qu'il tenoit pour lors, & poſſedoit, ſans y être troublé & empêché, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce fût, ſous quoy on entendoit être compris les Bourgs, Villages, Hameaux & plat Païs en dependans; Et qu'il eſt dit auſſi par ledit Traitté que les Limites en Flandres & ailleurs ſeroient reglées en telle maniere qu'il ſeroit jugé apartenir ſous le Reſſort d'une ou d'autre part, ſurquoi on devoit entendre & regler les informations, pour en ſon tems être leſdittes Limites reglées, & que ſur le ſens & interpretation des ſuſdits deux Articles, comme auſſi ſur l'accompliſſement d'iceux concernant le ſuſdit reglement des Limites de Flandres il ſeroit arrivé diſpute & different entre le ſuſdit Seigneur Roi d'Eſpagne, & les ſuſdits Seigneurs Etats Generaux, & que nous Deputez ſouſſignez, par nos reſpectives Procurations & plein-Pouvoirs, l'un en datte du vingt deuxiéme Juin, & l'autre du quatriéme Juillet de l'année mil ſix cent ſoixante quatre, nous nous trouvons chargez & authoriſez de concerter ſur leſdittes diſputes & differents, & de les ajuſter, accommoder & aſſoupir, aprés diverſes Conferences tenuës au ſujet des ſuſdittes Limites pour les regler ſur un bon & ferme pied, & ainſi parvenir à un Accommodement final, tant deſiré & ſi neceſſaire de part & d'autre, il a été accordé & convenu en la maniere ſuivante.

I. Premierement, Que pour commencement de Reglement des Limites à faire du côté de la Ville de l'Ecluſe *la Riviére apellée le* Swyn *du Nord, au courant de la Mer vers le Sud entre la ſuſditte Ville & les deux Forts appellez des* Paſſen *& de là tombant dans le Creeke que l'on nomme le trou de Lapſchuert, & de là courant encore par en haut juſques à une certaine coupure d'un petit foſſé marquée ſur la Carte de la lettre* A. *& de là en tirant par une* Ligne

ANNO 1664.

met een dwerſe linie getrocken tot aen de hoeck van de Sydelingſdijck ter plaetſe *B* van dier ſyde ſal maecken de eerſte ſeparatie van de Limiten, in diervoegen, dat (ter ſyden geſtelt alle andere conſideratien van eenige andere Reſſorten, Jurisdictie, Contributie, Appendentie of Dependentie, hoedanig oock de ſelve ſouden mogen weſen) alle het geene gevonden wort aen de Weſtzyde van de voorſchreve Revier, ende van de Creecke van *Lapſchuer*, ende ten zuyden van de voorſchreve dwers Linie in volkomen Souverainiteyt ſal blyven aen den Heere Koning van Hiſpangien, ende alle het geene ghevonden wort aen de andere ſyde ten Ooſten ende ten Noorden in volkomen Souverainiteyt aen de Heeren Staten Generael, wel verſtaende dat de voorſchreve Forten genaemt de *Paſſen* ende *Sint Anna ter Muyden* gelegen aen de Weſtzyde, oock ſullen blyven aen de Heeren Staten Generael tot op ſeekere diſtantie aen de eene ſyde afgetrocken uyt midden van de linie de welcke van het groote *Pas* loopt tot op Fort van *Sinte Donaes*; ende van de andere zyde uyt het midden van de Linie, de welcke van het kleyne *Pas* loopt tot op het Fort *Sint Iſabella* tot op ſeeckeren punt gemarqueert met de letter *C*.

Ten *tweden*, dat van die letter *B* af de voorſchreve Zuydelinſdijck ſal gevolcht worden ende voor Limite ſtrecken tot aen de inſnydinge van ſeeckere kleyne gracht gemarqueert met de letter *E*, invoegen dat alles wat gevonden wort aen de Zuydtzyde van de voorſchreve Zuydelingsdyck, ende aen de Ooſt-zyde van voorſz nedergaende Linie ſal blyven aen den Heer Koning van Hiſpangien, en wat gevonden wort ten Noorden van de voorſz dijck ende ten Weſten van de voorſchreve nedergaende Linie, ſal blyven aen de Heeren Staten Generael.

Ten *derden*, dat de Soetelaers Creecke, begin genomen van dien hoeck geteekent met de letter *E* voorts ſal gevolcht worden tot de plaetſe geteeckent met de letter *F*, ende dat van daer een Linie ſal getrocken worden eerſt tot ten hoeck van den *Jonckvrouwen Polder* geteeckent met de letter *G*, ende van daer weder tot aen de andere ſyde van dien ſelven Polder geteeckent met de letter *H*, ende dat men ſoo voorts vervolgende den Dijck van den *Klaren Polder* ſal loopen tot aen de Haven van *Bouckhoute* ter plaetſe gheteeckent met de letter *I*, Invoegen dat alles wat ſich vint ten Zuyden van de voorſchreve Linien, ende van de Soetelaers Kreecke, ſal blyven aen den Heere Koning van *Hiſpangien*, ende alles wat ghevonden wort aen de Noortzyde ſal blyven aen de Heeren Staten Generael.

Ten *vierden*, dat van de punt van de voorſchreve dijck van de *Klaren Polder*, ter plaetſe geteeckent *I*, ſullen gevolcht worden de Dijcken van de *Philippinen Polder*, ende van den Polder van *Sinte Pieter* tot op den hoeck van de lange Straet, gelegen in die Polder van *Sinte Albert*ʻ ende dat die Straet ſal gevolcht worden tot aen de renconter van die newſtraet, ende dat men die nieuwe ſtraet voorts door den voorſchreve Polder opwaerts ſal volgen tot aen de grooten Santdijck ter plaetſe geteeckent met de letter *M*, ende dat men van daer voorts opwaerts ſal gaen tot aen de letter *N*, ende van daer op het Fort *Sinte Pieter*; invoegen dat alles wat aen die Zuydt ende Weſtzyde van de voorſchreve Dijcken ende Linien gevonden wort ſal loopen, ſal blyven aen den Heer Koning van *Hiſpangien*, ende de Polders ende Landen begrepen in die ſyden van het Noorden ende Ooſten van de voorſchreve Linie ende Dijcken ſullen blyven aen die Heeren Staten Generael.

Ten *vijfden*, Dat men het Fort *Sinte Pieter* den dijck ſal volgen tot op den hoeck van de Polder van *Sinte Eloy* gheteeckent met de letter *O*, ende dat die Polder van *Sinte Eloy* in 't geheel blyvende aen den Koning van *Spangien*, den voorſchreve Dijck weder ſal hervat worden ter plaetſe geteeckent met de letter *P*, ende dat dien ſelven Dijck alſoo gevolcht wordende gelijck als het *Axel-Ambacht* daer van gedect wort, den ſelven Dijck of die Linie ſal gevolcht worden tot op het eynde vau de Heerlijckheyt van *Sinte Jansſteen* ter plaetſe geteeckent met de letter *Q*, blyvende al-

Ligne tranſverſale juſques au coin Sydelingdick au lieu marqué de la lettre B. *de ce côté là, fera la premiére repartition des Limites, en ſorte que, (miſes à part toutes autres conſiderations de quelques autres Reſſorts, Juriſdictions, Contributions, Appendances, & Dependances quelles qu'elles puiſſent être) tout ce qui ſe trouve du côté du Couchant de la ſuſdite Riviere & de Kreecke de* Lapſchuer *& au Midi de la ſuſditte Ligne tranſverſale demeurera, en toute Souveraineté, au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et tout ce qui ſe trouve de l'autre côté vers l'Orient & vers le Nord en toute Souveraineté aux Seigneurs Etats Generaux; bien entendu, que les ſuſdits Forts appellés les* Pas *&* Sainte Anne *à* Muyde *ſcituez du côté du Couchant demeureront auſſi auſdits Seigneurs Etats Generaux, juſques à une certaine diſtance tirée d'un côté du milieu de la Ligne qui regne depuis le grand* Pas *juſques au Fort de* St. Dona, *& d'autre côté du milieu de la Ligne qui regne depuis le petit* Pas *juſques au Fort* Sainte Iſabelle *à un certain point marqué de la lettre* C.

II. Secondement que depuis la lettre B. *la ſuſditte Digue de* Suydelin *continuera & s'étendra pour Limite juſques à la coupure de certain petit foſſé marqué de la lettre* E. *en ſorte que tout ce qui ſe trouvera du côté du Midi de la ſuſditte Digue de* Zuydelin *& au côté de l'Orient de la ſuſdite Ligne tirant en bas demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et ce qui ſe trouvera du côté du Nord de la ſuſditte Digue, & au Couchant de la ſuſdite Ligne tirant en bas, demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.*

III. En troiſiéme lieu que Soetelaers Creeke commenceant du coin marqué de la lettre E. *ſera continué juſques au lieu marqué de la lettre* F, *& que de là il ſera tiré une Ligne premierement juſques au coin de* Jonckvrouwen Polder, *marqué de la lettre* G; *& derechef de là juſques à l'autre côté du même Polder marqué de la lettre* H. *& ainſi continuant le long de la Digue de* Klaren Polder *on ira juſques au Havre de* Bouckhoute, *au lieu marqué de la lettre I. en ſorte que tout ce qui ſe trouvera au Midi de la ſuſditte Ligne & du Soetelaers Kreecke, demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne, & tout ce qui ſe trouvera du côté du Septentrion demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.*

IV. En quatriéme lieu que du point de la ſuſditte Digue de Klaren Polder *à l'endroit marqué I. on continuera les Digues, de* Philippine Polder, *& du Polder de* St. Pierre *juſques au coin du Lang Straat ſcituées au Polder de* Saint Albert, *& que ce chemin ſera ſuivi juſques à la rencontre du Niewſtraat; & que l'on continuera en outre ce Niewestraat en remontant par le ſuſdit Polder juſques au grand Santdyk, à l'endroit marqué de la lettre* M. *& que de là l'on ira en remontant juſques à la lettre* N. *& de là juſques au Fort* Saint Pierre, *en ſorte que tout ce qui ſera au côté du Midi & du Couchant des ſuſdittes Digues & Lignes demeurera au Seigneur Roy d'Eſpagne, & les Polders & Terres qui ſeront du côté du Septentrion & de l'Orient des ſuſdittes Ligne & Digue demeurera aux Seigneurs Etats Généraux.*

V. En cinquiéme lieu que du Fort Saint Pierre *on ſuivra la Digue juſques au coin du Polder de* Saint Eloy *marqué de la lettre* O. *Et que ce Polder de* Saint Eloy *demeurant entierement au Roi d'Eſpagne on reprendra la ſuſditte Digue au Lieu marqué de la lettre* P. *& ſuivant ainſi ladite Digue comme l'*Axel-Ambacht *en eſt couvert, la ſuſdite Digue, ou Ligne ſera continuée juſques au bout de la Seigneurie de* Saint Jean Steen *à l'endroit marqué de la lettre* Q. *demeurant le long des Territoires d'*Axel-Am-

ANNO 1664.

al langhs henen de Territoiren van *Axel-Ambacht* ende van *Hulſter-Ambacht*, in voegen dat alles was ten Zuyden ende ten Weſten is met de Polder van *Sint Eloy* ſal blyven aen den Heere Coning van *Spangien*. Ende alles was ten Noorden van de voorſchreve Dijck ende Linie is met de voorſchreve Heerlijckheyt van *Sint Jansſteen* ſal blyven aen de Heeren Staten Generael.

Eyndelijck, dat van die plaetſe geteeckent met de letter Q gevolcht ſal worden die Linie, de welcke het Lant van *Hulſt* ſepareren van het Lant van *Waes* ende van het Dorp van *Hieldrecht* tot op het eynde van het Lant van *Laſtingen*, geteeckent met de letter *S* op de kant van de Reviere de *Schelde*; Invoegen dat het voorſz geheele Dorp van *Kieldrecht* met ſyn Toorn ofte Kercke, gelijck mede het Lant van den *Doel* ende van *Kreteniſſe* ende generalijck alle het Lant leggende aen de Zuyt ende Zuyt-Ooſt-zyde van de voorſchreve Linie, uytgeſondert het Fort van *Spinola*, ſal blyven aen den Heere Koning van *Spangien*; ende wat ghevonden wort aen de Noort ende Noort-Weſtzyde met het voorſchreve Fort van *Spinola*, ſal blyven aen de Heeren Staten Generael, gelijck mede het Fort van *Lieſſkenshoeck* met *hondert en vijftich* Roeden ront omme het ſelve aen de Lantzyde.

Ende dat daer mede die voorſchreve Limiten eens voor al in die Provincie van *Vlaenderen* ſullen ſyn ende blyven gereguleert van *Sluys* af ende van de Forten daer rondomme tot aen de *Schelde* langs henen alle de Frontieren.

Ende hebben wy ondergeſchreven goetgevonden oock by deſen vaſt te ſtellen dat alle *injurien*, *offenſenten ende ſchaden* de welcke ſedert het ſluyten van de voorſchreve Vrede tot deſen dach ter ſake van deſe Limiten noch ongereguleert, ſo in 't generael als in 't particulier ſoude mogen gegeven, gedaen ofte geleden zyn, ſullen ſyn ende blyven buyten alle recherche ende gecompenſeert van wederzyden, ende de proceſſen voor eenige ſubalterne Rechters, of voor de Souveraine Collegien, ofte hoven geintenteert ter ſaeke van eenige Goederen, de welcke by dit Accoort worden verklaert te blyven onder de eene of de andere Souverainiteyt, ſullen worden gerenvoyeert aen de Rechters van die plaetſen de welcke ingevolgt van deſe Transactie ſullen bevonden worden competent te zijn.

Is van gelijcken oock verdragen dat de tegenwoordige ſeparatie van de Souverainiteyt geene prejudicie ſal geven aen de Heeren Vaſaller, de welcke door de ſelve van Meeſters ſullen komen te veranderen, maer ſullen de ſelve van wederzyden by alle ſoodanighe haere Rechten, Hoogheden, Preeminentien, Juriſdictien, Exemptien, Vryheden ende Immuniteyten ghemainteneert worden, als ſy inghevolge van haere Titulen, Documenten, of oude Poſſeſſien ſullen konnen beweyſen hier voormaels hun te hebben gecompeteert: Ende ſpecialijck ſal den Heere van *Sint Jansſteen* in ſoodane exercitie van ſyne Juriſdictie ende van de hooge, middelbare, ende lage Juſtice, oock het voorſchreve Dorp in ſodane hare vryheden gemainteneert worden, als aen de ſelve nae rechten competeren.

De verkopingen, ende gagementen, ende alienatien, de welcke van den eenen ofte den anderen Souverain tot nu toe mogen gedaen zyn, ſullen blyven in hare kracht ende vigueur.

De Heeren Koning ende Staten Generael ſullen oock blyven behouden alle ſodane Rechten van Tollen ende anders, als ſy reſpectivelijck ghewoon ſyn te heffen, in de plaetſe de welcke blyven onder haer Reſſort ſonder dat de jegenwoordige ſeparatie daer aen eenige veranderinge ſal toebrengen.

Is oock expreſſelijk geconvenieert, geaccordeert ende verdragen, dat alle en een jegelijck van des Heeren Koninglijcke Onderdanen de welcke by middel van deſe Tranſactie met hare Goederen ſullen komen te vallen onder de Souverainiteyt van de Heeren Staten Generael, de ſelve goederen ſullen mogen regeeren ende gouverneren ſelfs, oock verkoopen ende vervreemden ſoodanich als het haer ſal goetduncken, niet tegenſtaende eenige Ordonnantien ter contrarie ſonder oock beſwaert te mogen worden met den *vijftighſten* penningh, of andere belaſtingen ten reſpective van de voor-

Ambacht *& de* Hulſter-Ambacht, *en ſorte que tout ce qui eſt du côté de Midi & du Sud-Oueſt avec le* Polder de St. Eloy *demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et tout ce qui eſt au Nord de la ſuſdite Digue ou Ligne, avec la ſuſdite Seigneurie de* Saint Jean Steen *demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.*

ANNO 1664.

Enfin que de l'endroit marqué de la lettre Q. *on ſuivra les Lignes qui ſeparent le Païs de* Hulſt *de celui de* Waes, *& du Village de* Hieldrecht *juſques au bout du Païs de* Laſtingen, *marqué de la lettre* S. *ſur le bord de la Riviere de l'*Eſcaut; *En ſorte que tout le ſuſdit Village de* Kieldrecht, *avec ſon clocher ou Egliſe, comme auſſi le Païs de* Doel *& de* Kreteniſſe, *& generalement tout le Païs ſitué au Sud & Sud-Eſt de la ſuſdite Ligne, excepté le Fort de* Spinola *demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et tout ce qui ſe trouvera au Nord-Oueſt avec le ſuſdit Fort de* Spinola *demeurera aux Seigneurs Etats Generaux, comme auſſi le Fort de* Lieſſkenshoeck, *avec cent cinquante verges à l'environ d'icelui du côté des Terres.*

*Et que par ce moyen les ſuſdites Limites ſeront & demeureront, une fois pour toutes, reglées dans la Province de Flandres depuis l'*Ecluſe *& les Forts és environs de là juſques à l'*Eſcaut, *le long de toutes les Frontieres.*

Et avons auſſi, nous ſouſſignez trouvé à propos d'ordonner par ces Preſentes, que toutes les injures, offences, & dommages, qui depuis la concluſion du ſuſdit Traité de Paix juſques à ce jour ont été faits ou ſouferts à l'occaſion des ſuſdits Limites non reglées, tant en général qu'en particulier, ſeront & demeureront exempts de toute recherche, & compenſés de part & d'autre, & que les Procez intentez, par devant quelques Juges ſubalternes, ou par devant les Colleges ou Cours Souveraines à l'occaſion de quelques Biens, qui par cet Accord ſont declarez demeurer à l'un ou l'autre des Souverains, ſeront renvoyez aux Juges des Lieux, qui en conſequence de cette Tranſaction ſeront trouvez competents.

A pareillement été convenu que la preſente ſeparation de la Souveraineté ne portera aucun prejudice aux Seigneurs Vaſſaux qui par icelle viendront à changer de Maîtres, mais ſeront de part & d'autre maintenus dans tous & tels Droits, Souverainetez, Prééminences, Juriſdiction, Exemptions, Libertez, & Immunitez qu'ils montreront par leurs Titres, Documents ou ancienne poſſeſſion leur avoir apartenu cidevant; Et ſpecialement le Seigneur de Saint Jean Steen, *comme ſemblablement le ſuſdit Village ſeront maintenus dans l'exercice de leur Juriſdiction, & de haute, moyenne & baſſe Juſtice, & dans telles leurs Libertez, qu'il leur apartient de Droit.*

Toutes les ventes, engagements & alienations qui peuvent avoir été faits par l'un ou l'autre Souverain juſques à preſent, demeureront en leur force & vigueur.

Leſdits Seigneurs Roi d'Eſpagne & Etats Generaux demeureront dans tous & tels Droits de Péage & autres, qu'ils ſont accoutumez reciproquement de lever, dans les Lieux qui demeurent ſous leur Reſſort, ſans que la preſente ſeparation puiſſe aporter aucun changement.

Il eſt auſſi expreſſement convenu & accordé que tous & un chacun des Sujets du Seigneur Roi, à qui par le moyen de cette Tranſaction, il échoira d'être avec leurs Biens ſous la Souveraineté des Seigneurs Etats Generaux, ils pourront les adminiſtrer par eux-mêmes, ou les vendre & aliener comme bon leur ſemblera, nonobſtant toute Ordonnance au contraire, ſans même pouvoir être chargez du cinquantiéme denier, ou autres charges, à cauſe des ſuſdites ventes

ANNO 1664. voorſchreeve Verkoopingen, Alienatien, ofte Succesſien, hoedanig die oock ſouden mogen zyn, mits dat de ſelve geſchieden voor de expiratie van de twee eerſte Jaaren nae die Ratificatie van het teegenwoordige Verdrach.

So verklaeren wy Gedeputeerden oock van wederſyden ende ter goeder trouwe, dat wy uyt den name ende ten behoeve van gemelde Koning ende van de meer ghemelde Heere Staten Generael annemen respectivelijck ende abſolutelijck de voorſchreve Limiten in haer geheel, ende een ydere partye van de ſelve advoueren ende erkennen oock het voorſchreve Reglement, ſo als het hier voor by ſpecificatie ende *Par le menu* iſt ter nedergeſtelt, ſonder eenige reſerve van abuys, van erreur, van andere exceptie hoedanich de ſelve ſoude mogen weſen, conſenteren daer en boven, dat 't tegenwoordige Accort ende deſe Tranſactie van wederſyden ſullen gehouden worden als een gedeelte ende dependentie van het Tractaet van Vreede, in het begin van dit Inſtrument vermelt, ende dat ingevolge van dien de Pointen daer inne begrepen onverbreeckelijck ſullen geobſerveert ende geexecuteert worden op de ſelve maniere gelijck of ſy van woort tot woort in het voorſchreve Tractaet van Vrede begrepen waren.

Ende ſal het tegenwoordichſte *Reglement* ende verdrag by de gemelte Heeren Koning ende Staten Generael geratificeert ende geapprobeert worden; Ende ſullen van wederzyts de brieven van Ratificatie van de eene aen de andere worden overgelevert in goede ende behoorlijcke forme binnen den tijdt van *drie* of *vier* Maenden.

Tot verſeeckerheyt van dien ſyn hier van gemaect twee eens luydende Inſtrumenten, ende hebben my ondergeſchreve Gedeputeerden van den voornoemde Heere Koning het tegenwoordigh onderteeckent met onſe handen, ende beſegelt met het Zegel van onſe Wapenen ende hebben die extradictie daer van gedaen aen de Gedeputeerden van de voorſchreve Heeren Staten Generael. In de Stadt van *Bruſſel* den *twintichſten* van de Maent van September des jaers *ſeſtienhondert vier en ſeſtich.* Was onderteeckent.

(L.S.) A. COLINS.
(L.S.) T. B DELLA FAILLE.
(L.S.) VAN DEN WOUWEN.
(L.S.) MAES.
(L.S.) BLONDEL.

vente, Alienation, ou Succeſſion quelles qu'elles puiſſent être, pourveu qu'elles ſe faſſent avant l'expiration des deux premieres années, aprés la Ratification du ſuſdit Traité. ANNO 1664.

Item nous declarons nous Deputez de part & d'autre, & de bonne foi qu'au nom, & au profit du ſuſdit Seigneur Roy & des ſusdits Seigneurs Etats Generaux, acceptons reſpectivement & abſolument les ſusdites Limites en leur entier, & avouons, & aprouvons en chaque partie d'icelles, le ſuſdit Reglement, comme il eſt ici deduit & ſpecifié par le menu, ſans aucune reſerve d'abus, d'erreur ou autres exceptions, quelles qu'elles puiſſent être, conſentons de plus que ce preſent Accord & Tranſaction ſeront reputées de part & d'autre faire partie & dependance du Traité de Paix mentionné au commencement de ces Preſentes, & qu'en conſequence d'icelui les Points y compris ſeront inviolablement obſervez & executez en la même maniere, que s'ils étoient inſerez mot pour mot dans ledit Traité de Paix.

Et ſera le preſent Reglement & Accord ratifié & aprouvé par les ſuſdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & en ſeront de part & d'autre les Lettres de Ratification échangées en bonne & deuë forme dans le tems de trois ou quatre mois.

Pour ſureté dequoi ont été des Preſentes faits deux Inſtrumens conformes, & avons nous Deputez du ſuſdit Seigneur Roi, ſouſſignez ſigné ces Preſentes de nos mains & ſeelées du Sceau de nos Armes, & en avons fait l'extradition aux Deputez des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux; dans la Ville de Bruxelles le 20. de Septemb. mil ſix cens ſoixante & quatre, Etoit ſigné.

(L.S.) A COLINS.
(L.S.) T. B. DELLA FAILLE.
(L.S.) VAN DEN WOUWEN.
(L.S.) MAES.
(L.S.) BLONDEL.

XIV.

FRANCE ET BRANDEBOURG.

Projet d'un Traité d'Alliance entre LOUIS XIV. *Roi de France &* FREDERIC GUILLAUME *Marquis de Brandebourg dreſſé en 1664. & perfectionné dans la ſuite, comme nous l'aprenons* d'AITZEMA, *qui nous fournit ce Traité.* [Affaires d'Etat & de Guerre, Tom. XI. pag. 669.

NOtum teſtatumque ſit quorum intereſt univerſis & ſingulis quòd cum Fœdere inter Chriſtianiſſimum *Galliarum* & *Navarræ* Regem ac Sereniſſimum Dominum Dom. *Fridericum Wilhelmum* Marchionem *Brandenburgenſem* Sac. Rom. Imp. Archicamerarium & Principem Electorem (tot. tit.) pro ſtabilienda firma Amicitia & Unione, aſſerendaque certiùs Monaſterienſi & Oſnabrugenſi Pace Regiomonti Boruſſorum die 24. Feb. 1656. inito, inter alia Articl. de ejusdem Prorogatione facienda cautum ſtatutumque ſit: Sua Serenitas Electoralis non minùs dicti Fœderis Legibus ſatisfacere, quàm Sua Regia Majeſtas teſtatum reddere cupiens, nihil ſibi ejusdem Amicitiæ & conſervandæ Pacis ſtudio prius eſſe aut antiquius, neque quidquam eorum ſe velle prætermittere, quæ ad hunc finem conducere queant, Chriſtoforum Gaſparum L. B. *de Blumenthal* (tit.) mittendum duxerit ad Aulam Sacræ Regiæ Majeſtatis ſpeciali Mandato omnimodaque Facultate inſtructum ad tractandam, concludendam, firmandamque dicti Fœderis Prorogationem, proùt id utrinque tàm Sacræ Chriſtianiſſimæ Majeſtatis quàm Serenitatis Electoralis rebus Statuique utile, conveniensque fuerit, Suaque Regia Majeſtas Serenitatis Suæ Electoralis inſtitutum benevoli animi aſſenſu exceptum Pacis zelo ſtudioque promovendum cenſuerit & ſuo nomine E. D. de *Lionne* (tit.) deputarit, qui habitis Colloquiis rei hujus ultrò citroque expenſis ac trutinatis rationibus, vigore Mandatorum utrinque commutatorum, in renovationem ſequentium ſocialis defenſivi Fœderis Capitum convenerint.

ARTICULUS I.

MAneat deinceps firmum, ſtrictum, ac inviolabile Fœdus, Societas, & Amicitia inter *Chriſtianiſſimum* Galliarum & Navarræ Regem ab una, & Sereniſſimum Principem ac Dominum Dom. *Fredericum Wilhelmum* Electorem Brandenborgenſem ab altera partibus, pro communi defenſione Statuum, Ditionum, Terrarum, Arcium, Locorumque quorumvis, quæ utraque Pars in Imperio Romano poſſidet, vel ad quæcunque in eodem Jus aliquod habeat, ſivè titulo Succeſſionis ab Anteceſſoribus, vel ex Ceſſionibus factis per prædicta Inſtrumenta Pacis tàm Monaſterienſis quàm Oſnabrugenſis.

II. Vigore hujusque Fœderis, ſi fortè contingat ùt Serenitas Sua Elect. ab aliquo Principe, *vel Rep.* quocunque eodem nomine cenſeatur, infeſtetur vel oppugnetur, vel turbetur in dictis Ditionibus, indeque depen-

ANNO 1664.

dependentibus, ac Serenitatis Suæ Electoralis competentibus, Juribus, Terris, Arcibus, Locisve ſuis in Imperio Romano ſitis, Sua *Chriſtianiſſima* Majeſtas bonâ fide ſpondet, promittitque ſe eidem intra ſpatium *duorum menſium*, à die notificationis, ſuppetias laturam Exercitu *mille ducentorum* Equitum & *quinque millium* Peditum, Tormentiſque levioribus campeſtribus Bellicis prædicto numero Peditum Equitumque convenientibus quo usque Sua Ser. Elect. iisdem opus habuerit, *non obſtante quocunque alio inito Fœdere, ſi tale ſit, ut hujus Articuli ſinceræ executioni repugnet.* Cui tali Fœderi per expreſſum nunc, ut tunc, & tunc ut nunc renunciat: hoc imprimis cauto ut in optione arbitrioque Suæ Serenitatis Electoralis ſit, vel Militem eundem, vel Pecuniam tanto Militi, Subſidiisque equipollentem poſcere, alterutrùm verò elegerit, Sua Chriſtianiſſima Majeſtas ſine mora ſuppeditabit.

III. Sua quoque Serenitas Electoralis vice verſa ſpondet, & promittit vigore præſentis Fœderis, ſe intra ſpatium trium menſium à die itidem notificationis computandorum, Exercitu *ſexcentorum* Equitum & *bis mille quadringentorum* Peditum, Tormentiſque Bellicis levioribus campeſtribus huic numero convenientibus, quousque Sua Majeſtas iisdem opus habuerit, eidem Suppetias laturam, ſi fortè contingat Suam Majeſtatem hoſtiliter invadi à quocunque Principe vel Statu, quisquis tandem ille ſit, in tribus Epiſcopatibus *Mediomatricenſi, Tulenſi & Virodunenſi*, in Landtgraviatu Superioris & Inferioris *Alſatiæ, Lantgravia* cum Civitate *Briſaccienſi & Philipsborgo.* Ac generatim in omnibus & quibuscunque per Inſtrumentum Pacis *Monaſterienſis* Suæ Majeſtati ceſſis Locis, non obſtante quocunque alio inito Fœdere, ſi tale ſit, ut hujus Articuli ſinceræ executioni repugnet, cui tali Fœderi per expreſſum nunc ut tunc, & tunc ut nunc renunciat.

IV. Copiis auxiliaribus in Ditionibus ſuis de commeatu ſufficienti proſpiciet is, qui eas requiſiverit, reſiduum verò ſtipendii militaris quisque ſuis Copiis ſolvet.

V. Si fortè vires Hoſtium tam validæ eſſent, ut eisdem reprimendis manu tenendisque Locis oppugnatis majores Copiæ auxiliares requirerentur, prædicti Domini *Rex* & *Elector* promittunt utrinque ſe numerum habita proportione ſtipulatarum utrinque ſuppetiarum tàm Equitum quàm Peditum quantum per rationem Status, negotiorumque ſuorum licuerit, ſumptu impenſisque auxilium exquirentis aucturos, quarum refuſionem finito Bello alter alteri, eo modo rationeque proût convenerit præſtiturus eſt.

VI. Quicunque promiſſis ſummisque ab una alterave Parte Suppetiis præfectus fuerit imperium in Copias ſuas Exercitumque auxiliarem ſubſecuta etiamnum conjunctione armorum retinebit, ità tamen ùt ſub auſpiciis præcipui Exercitus Ducis generalis militet ejusque Juſſis pareat: hic verò in omnibus non niſi communi conſilio agat.

VII. Suppetiis ſivè Exercitu auxiliari ea Pars, quæ eundem imploraverit vel illius Militiæ, Dux utetur liberè proût rebus, Statui, rationibusque ſuis id expedire judicaverit, ſivè ad defenſionem Statuum, Ditionum, Locorumque ſuorum, ſivè ad inferendum Bellum, oppugnandumque in propriis Terris, ac Ditionibus illum, illosve qui eundem aggreſſi fuerint.

VIII. Quidquid de Aggreſſorum Ditionibus acquiretur, in quas nihil niſi ex Jure Belli prætendi poteſt, æquis partibus prædicti, Rex & Elector inter ſe partientur.

IX. Sua Serenitas Elector promittit ſe in omnibus Bello quæſitis Locis, Vaſallos & Subditos tàm Seculares quàm Religioſos, cujuscunque ordinis ſint, in exercitio libero, ac quieto Religionis Catholico-Romanæ uſuque Bonorum, ac Templorum relicturam; vice verſa Regia Majeſtas promittit ſe Proteſtantes Evangelicos quoscunque in iis, quæ à ſe occupata fuerint, in exercitio Religionis uſuque Bonorum conſervaturam.

X. Ea Pars quæ ſuppetias petierit, nullum Tractatum Pacis vel Induciarum inire poterit *ſine expreſſo conſenſu* alterius, ne quidem ſuſpenſionem Armorum ubi id ſtatus, Bellique ratio efflagitaverit, niſi ad ſummum trium Septimanarum, pro utroque Exercitu, quam neutiquam prorogare licebit.

XI. Durabit autem hæc Societas, Fœdusque defenſivum reſpectu Statuum Ditionumque prædictorum Dominorum Regis & Electoris . . . . annorum ſpatio à die Ratificationis preſentis Tractatus, ità tamen ut ante decurſum eorundem de nova prorogatione ejusdem vel aliâ aliquâ Conventione agatur, quo tempore Tractatus cum aliis Statibus Principibusque inſtituere non poterunt in præjudicium præſentis.

XII. Non extendetur autem præſens Fœdus ad Suæ Regiæ Majeſtatis vel Serenitatis Electoralis Fœderatos, Socios vel Amicos; ſed ſi fortè lis vel diſſidium inter eosdem oboriatur, altera Pars non obſtricta erit, vigore hujus præſentis Fœderis ac Conventionis aliâ ratione intervenire, niſi ut munere mediatorio tanquam communis Amicus, fungatur, bona fide omnia officia impendens ne diſſidia in apertum erumpant Bellum.

Confecta autem ſunt hinc inde à ſupra nominatis utrinque Commiſſariis & Deputatis hujus Inſtrumenti, duo ejusdem tenoris Exemplaria à Sacra Regia Majeſtate & Serenitate Electorali intra *trimeſtre*, à die concluſi Fœderis ratificanda, & utrinque permutanda, quorum unum D. *de Lionne*, alterum, Baroni *de Blumenthal* extraditum eſt, in quorum indubiam fidem & majus robur ſupra nominati Deputati manuum ſubſcriptione & Sigillorum gentilitiorum appenſione eadem confirmatum. *Actum* . . . .

XV.

15. Oct. *Capitulation accordée à la Ville* d'Erfort, *au nom de Son Alteſſe Electorale de* MAYENCE, *& des Princes ſes Alliez, Armez pour l'Execution du Ban Imperial decerné contre ladite Ville, par laquelle, entr'autres Conditions, le libre Exercice de la Religion eſt accordé à ceux de la Confeſſion d'Ausbourg. Fait au Camp devant* Erfort *le* 15. *Octobre* 1664. Avec la CONFIRMATION & RATIFICATION, *tant de Son Alteſſe Electorale que du Chapitre de l'Archeveſché de Mayence. A* Erfort *le* 16. *Decembre* 1664. [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. *Part. Special.* Abtheil. III. Abſatz I. pag. 401. En François & en Allemand d'où l'on a tiré de cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 215. en François, Latin & Allemand. LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 233. en Allemand.]

WIr Johann Philipp von Gottes Gnaden / des Heiligen Stuhls zu Mäintz Ertz-Biſchoff / des Heiligen Römiſchen Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler / und Churfürſt / Biſchoff zu Würtzburg und Wormbs / und Hertzog zu Francken / thun hiermit kund: Demnach Rath und Bürgermeiſtere / Rath / Räthe / Vormunder und gantze gemeine Bürgerſchafft / in hieſiger unſerer Stadt Erfurt gegen uns / nicht allein in denen mit unſeren und unſerer hohen Herren Alliirten zu hieſiger Achts-Execution verordnet geweſenen Generalen / Dohm-Capitularen und geheimen Räthen / in unſerem Nahmen aufgerichteten und bewilligten Accords-Puncten / wie ſolche wörtlichen Inhalts in Frantzöſiſcher und Teutſcher Sprach folgen:

Anno 1664.

Aujourd'huy quinzieme Octobre de l'an mil ſix cent ſoixante quatre a eſté convenu & arreſté ſous le bon plaiſir de Son Alteſſe Electorale de Mayence par le Seigneur François de Pradel General de l'Armée du Roy, commandant les Trouppes de Sa Majeſté, de Sadite Alteſſe Electorale & des Princes pour l'Execution du Ban de Sa Majeſté Imperiale contre la Ville d'Erffort & le Seigneur Philippe Louis Baron de Reiffenberg, Deputé Plenipotentiaire de Sadite Alteſſe Electeur pour luy & le Seigneur Baron de Greiffenclau, Vicedhum du Rhingau, ſon adjoint, abſent d'une part, & les Deputez de la Ville d'Erffort, ayant plain Pouvoir tant du coſté du Magiſtrat, du coſté des Vormunder, qu'entre les Elûs du Commun, repreſentant tous enſemble l'Eſtat & Corps de Ville ſous ſignez d'autre part Que pour temoigner la reſolution entiere qu'ils ont de ſe ſoumettre à la diſcretion & Grace de Son Alteſſe Electorale de Mayence leur Prince & Souverain Seigneur, ils ont paſſé & conſenti les Articles ſubſequens.

Premierement que le Magiſtrat d'à preſent & Corps de Ville remettront ſans delay la Citadelle de Cyriaxbourg & deux Portes de la Ville, ſçavoir celle du Brulerthor & Krempferthor, entre les mains & au pouvoir de Sadite Alteſſe Electorale de Mayence ſous la garde des Armes du Roy, de Son Alteſſe Electorale & des Princes, juſques à ce que Sadite Alteſſe y veuille autrement pourvoir & qu'elle aye veu de quelle façon elle voudra regler le tout & eſtablir ſes ſeuretez.

Secondement les autres Portes de la Ville ſeront fermées, & ne ſera permis de les ouvrir, que pour la commodité publique de la Bourgeoiſie & Habitans des environs ſans que les Eſtrangers ny Gens de Guerre puiſſent y entrer, que par leſdites deux Portes gardées.

Troiſiemement leſdits Seigneurs de Pradel & de Riffenberg ont donné de la part de Sadite Alteſſe une pleine aſſeurance de la Liberté de Conſcience & de Religion pour toujours à l'advenir, quoy que deſja ſuffiſamment & ſpecialement aſſeurée de la part de Sa Majeſté Imperiale & de Sadite Alteſſe Electorale.

En quatriéme lieu leſdits Seigneurs de Pradel & de Riffenberg promettent d'employer leurs Interceſſions pour diſpoſer ſon Alteſſe Electorale à accorder un Pardon & Amneſtie tant pour les Perſonnes que pour les Biens d'un chacun excepté les Perſonnes, que leſdits Seigneurs ſe ſont reſervez pour remettre à la diſcretion de Sa Majeſté Imperiale & de Son Alteſſe Electorale.

En cinquieme lieu, comme la pluſpart des deſordres ſont arrivez dans les Villages par l'abſence des Habitans; Il ſera ordonné inceſſamment, que de chacun d'iceux le nombre neceſſaire pour la garde de leurs Maiſons y ſoyent au plutoſt renvoyez.

En ſixieme lieu leſdites Conditions ainſi accordées & ſignées de part & d'autre ſeront promptement envoyées à Konigshofen & livrées à genoux par les meſmes Deputez ou partie d'iceux qui ſeront preſentées à Son Alteſſe par le Sr. Baron de Reiffenberg.

Moyennant l'execution deſdits Articles tous Actes d'Hoſtilité ceſſeront, & les Priſonniers qui pourront avoir eſté faits ſeront rendus ſans aucune rançon.

Le Seigneur de Pradel fera faire deffence par toute l'Armée, affin que les Habitans de la Ville ou des environs puiſſent agir librement en leurs Affaires, que tous Soldats & autres qui ſont ſous ſa charge & commandement n'apportent aucun trouble ny empechement à leur Commerce.

En foy dequoy les preſents Articles ont eſte ſignez de part & d'autre & à iceux fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait au Camp, devant Erffort le quinzieme d'Octobre l'an mil ſix-cent ſoixante quatre.

(L.S.) Pradel.
(L.S.) Le Baron de Reiffenberg.

Les

Zu wiſſen / daſz heute den 15. (5.) Octobris des Jahres 1664. auff Genehmhaltung des Hochwürdigſten Fürſten und Herrn / Herrn Johann Philipſen / Ertz-Biſchoffen zu Mayntz / des Heiligen Römiſchen Reichs durch Germanien Ertz-Cantzlers und Churfürſten etc. durch die Hochwohlgebohrne Herren Franciſcum de Pradel, Königlichen Frantzöſiſchen / auch Chur-Maintz / und dero Alliirten Chur- und Fürſten anitzo zur Execution der Käyſerlichen Acht wieder die Stadt Erfurt verſammleten Völcker / Generalen / und Herrn Philips Ludwigen / Freyherrn zu Reiffenberg ꝛc. höchſtermeldter Ihro Chur-Fürſtlichen Gnaden Gevollmächtigten / ſo wohl vor ſich als auch im Nahmen Herrn von Greiffenglaw / Freyherrn / Vicedoms in Ringaw / als Zugeordneten itzo Abweſenden / an einem: Und der Stadt Erffurt Endsunterſchriebenen Deputirten und Vollmächtigten / ſo wohl auf Seiten des Raths / der Räthe und Vormünder von Viertelen / Zünfften und derer vor den Thoren / am anderen Theil / folgende Puncten eingangen / und zu Bezeigung / daſz geſamte Stadt höchſtermeldter Ihrer Churfürſtlichen Gnaden / als Ihres gnädigſten Herrn und Landes-Fürſten Diſcretion und Gnade ſich zu ſubmittiren und zu ergeben gäntzlich reſolviret ſeye / alſo bewilliget worden.

Daſz der jetzige Magiſtrat benebenſt der gantzen Bürgerſchafft ohne Verzug die Veſtung Cyriaxburg und zwey Statthore / als: das Brühler- und Krempfer-Thor / zu Händen und Gewalt Ihrer Churfürſtlichen Gnaden zu Mayntz unter guter Verwahr Königlicher Frantzöſiſcher / Chur-Maintziſcher ſelbſt / und anderer Alliirten Waffen / übergeben ſollen / ſo lang / bis höchſtermeldter Ihrer Churfürſtlichen Gnaden beliebig / andere Verordnung zu machen / wie alles zu reguliren / und wie ſelbige ihre Sicherheit feſt geſtellet haben wollen.

Die übrigen vier Thore der Stadt ſollen geſchloſſen / und nur zu der Bürgerſchafft Bequemlichkeit und zu Nothdurfft des Land-Volcks / Handels und Wandels der Nachbarſchafft / zu eröffnen erlaubet ſeyn / geſtaltſam fremde Leute / Heer- oder Krieges-Volck anderſt wo nicht / als durch bemeldte zwey beſetzte Thore / eingelaſſen werden mögen.

Hochermeldter Herr General de Pradel und Herr zu Reiffenberg geben auch hiermit im Nahmen höchſtermeldter Ihrer Churfürſtlichen Gnaden vor itzt / und zu allen künfftigen Zeiten / vollkommentliche Verſicherung des Gewiſſens und Religions-Freyheit / wiewohl die Stadt diſzfalls ohne dem zuvor genugſam / auch ſpecialiter durch Käyſerliche Majeſtät und Ihre Churfürſtliche Gnaden ſchon verſichert iſt.

Ebenmäſzig verſprechen auch gedachte Herren de Pradel und zu Reiffenberg / ihre Vorbitt einzulegen / umb Ihre Churfürſtliche Gnaden zu diſponiren / daſz ſelbige ein Pardon und Amneſtie ſo wohl vor die Perſohnen / als eines jeden Haab und Güter / gnädigſt wiederfahren laſſen möchten / jedoch die jenige Perſohnen ausgenommen / ſo jetzt gemeldte Herren ausgeſetzet / und abſonderlich zu Römiſcher Käyſerlichen auch Churfürſtlichen Hulden und Gnaden wollen geſtellet haben.

In deme auch der meiſte Schaden auf den Dörfferen fürnemlich durch die Abweſenheit des Land-Volcks verurſachet worden; Als ſollen förderlich alle Unterthanen oder eine nothwendige Anzahl dererſelben zu Verwahrung ihrer Höfe und Häuſer ſich wieder aus der Stadt aufs Land erheben.

Dieſe beliebte und beyderſeits unterſchriebene Puncten ſollen alsbald nach Königshofen geſchickt / und kniend durch eben die hier unterſchriebene der Stadt Deputirte (ſo entweder alle oder mehrentheils ſich dahin zu begeben / die auch der Freyherr zu Reiffenberg daſelbſt Ihrer Churfürſtlichen Gnaden gebührend vorſtellen wird) überliefert werden.

Bey Vollziehung jetzgemeldter Articulen ſoll alle Feindſeeligkeit aufgehoben ſeyn / und die Gefangene gleichfals ohne Ranzion loſz gelaſſen werden.

Damit nun dieſemnach die Einwohner der Stadt und umliegende Landſchafft ohngehindert ihre Geſchäffte / Beſtellung und Reiſen frey ſicher verrichten mögen; Will der Herr de Pradel durch die gantze Armee ſcharffe Anſtalt machen laſſen / auf daſz alle Soldaten und andere unter ſeinem Commando begriffene niemanden im Handel und Wandel irren noch hinderen mögen.

Zu mehrer Beglaubigung obiges alles ſeynd gegenwärtige dieſe Articul beyderſeits unterſchrieben / und mit gewöhnlichen Petſchafften verſiegelt worden / ſo geſchehen im Lager vor Erffurt den 15. (5.) Octobr. 1664.

(L.S.) De Pradel.
(L.S.) Philipps Ludwig Freyherr zu Reiffenberg.

De-

Anno 1664.

Anno 1664.

Les Deputés du Senat & des Vormunder.

(L. S.) George Henry Ludolph.

(L. S.) Chrestien de Saher.

(L. S.) George Lauterbrun.

(L. S.) Jean Ziegler.

(L. S.) Elie Melzer.

Deputirte des Raths/ der Vormunder von den Vierteln/ Zünfften und der Commun.

(L. S.) Georg Heinrich Ludolf/ Schloſz-Raths-Meiſter.

(L. S.) Chriſtian von Saher/ Schloſz-Vierherr.

(L. S.) Georg Lauterbrunn Conſyndicus.

(L. S.) Johannes Ziegler/ dritter Raths-meiſter.

Im Nahmen und von wegen des regierenden und der anderen vier Räthe.

(L. S.) Jean George Hesse.

(L. S.) Henry Langut.

(L. S.) Hierosme Schorch.

(L. S.) Jacque Martin Frost.

(L. S.) Rudolfe Volker.

(L. S.) Christofle Stigliz.

(L. S.) Martin Kuntch.

(L. S.) Jean Jacob Houc.

(L. S.) Johann Georg Heſz/ Vormund des Viert. Mar.

(L. S.) Heinrich Languth/ Vormund des Viert. And.

(L. S.) Hieronymus Schorch/ Secretarius.

(L. S.) Jacob Martin Froſt aus der Bürgerſchafft.

(L. S.) Rudolf Völcker/ Vormund der Fleiſcher.

(L. S.) Chriſtof Stiegliz/ Vormund der Schmiede.

(L. S.) Martin Kunſch/ Vormund der Barbierer.

(L. S.) Hans Jacob Huck/ Vormund der Gürtler.

Im Nahmen und von wegen der ſämbtlichen Vormünder und Bürgerſchafft.

Sonderen auch durch ihre bald darauf nach Königshofen abgeordnete/ und ferners/ nach unſerer perſöhnlichen Anherokunft/ ſambt und ſonders/ ſich dergeſtalt unterthänigſt ſubmittiret/ daſz durch die dabey gehorſamſt geleiſtete Lands-Fürſtliche Erbhuldigung/ ſie inskünftige gegen Uns und unſer Ertz-Stifft/ als ihre höheſte Lands-Fürſtliche Obrigkeit Treu/ Hold und Gehorſam zu erweiſen/ ausdrücklich ſich verpflichtet/ und uns darbey unterthänigſt angelanget/ daſz Wir gnädigſt geruhen möchten/ ihnen die/ ſo wohl in Kraft des Friedenſchluſſes competirende/ als auch in eheſt berürten von uns gnädigſt ratificirtem Accord verſprochene/ auch hiebevor mehrmahls deutlich verſicherte Freyheit der Religion Augſpurgiſcher Confeſſion, durch eine von uns und unſerem Ertzſtift bekräftigte und beſiegelte Urkunde zu beſtätigen: Daſz wir dannenhero/ und damit wir unſere Chur-Fürſtliche Clemenz und Milde ihnen noch mehr zu verſpüren geben möchten/ ſolche Bitte gnädigſt ſtatt und Raum finden laſſen: Thun derowegen hiermit und in Krafft unſerer Landes-Fürſtlichen Obrigkeit und dieſes/ vor Uns und alle unſere Nachkommen an jetzogedachtem Ertz-Stifft/ uhrkunden und bekennen/ daſz eheſt erwehnte unſere Rath und Burgermeiſtere/ Rath/ Räthe/ Vormunder und gantze gemeine Bürgerſchaft/ zuſambt denen zu dieſer unſerer Stadt gehörigen Unterthanen auf dem Lande/ auch allen ihren Nachkommen/ bey obgedachtem Exercitio Religionis Auguſtanæ Confeſſionis, auf maſſe und weiſe/ wie ſolches ſich in gegenwärtigem Zuſtande befindet/ und inſonderheit bey allen denen Kirchen/ darinnen ſolch Exercitium bishero verrichtet worden/ und die Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandte Gemeinden im Beſitz gehabt/ ingleichen bey der Profeſſura des Studii Theologici Auguſtanæ Confeſſionis, bey dem Gymnaſio und Trivial-Schulen/ wie auch darzu gewidmeten und verordneten Beſoldungen/ Einkünfften/ Zinſen/ Renthen/ Pfarr-und Schul-Häuſeren/ ſamt allen anderen Reditibus, wie ſie Nahmen haben mögen/ ſonderlich aber der Anordnung und Direction des Miniſterii und dahin gehörigen unter ihren Religions-Verwandten vorfallenden Erörterung der Ehe-und Gewiſſens-Sachen/ hergebrachtem Stylo nach/ wie auch bey freyer præſentir-Benenn- und Beſtellung derer darzu erforderten Inſpectoren und Aſſeſſoren/ auch Kirch-und Schul-Bedienten/ zuſamt allen anderen zu ſothanem Exercitio gehörigen Actibus und Gebräuchen/ alles dem Inſtrumento Pacis und darinn confirmirten Religion §. Hoc tamen non obſtante &c. 31. gemäſz/ auch ins künfftige frey/ ruhig/ und ungehindert gelaſſen/ und darinnen unter keinem Vorwand beeinträchtiget werden ſollen. Deſſen zu Uhrkund haben wir ihnen auff ihr inſtändiges unterthänigſtes Bitten dieſen Confirmations-Brief ertheilet/ u. unſer Inſiegel für uns und unſere Nachkommen daran hengen laſſen. Und wir Johann von Heppenheimb genannt von Saal/ Dechand und Capitul gemeiniglich des Thum-Stifts zu Mayntz/ bekennen für uns und unſere Nachkommen/ daſz obige Religions-Confirmation mit unſerem Wiſſen und Verwilligung geſchehen iſt: und haben darum unſers Capituls groſz Inſiegel zu hochgedachtes unſers gnädigen lieben Herrn/ des Herrn Ertz-Biſchoffen und Chur-Fürſten zu Mayntz Inſiegel an dieſem Brieff thun hängen: Der gegeben iſt zu Erfurt/ den 12. Decembris, anno 1664.

Johann Philipp El. AEM.
mpp.

(L. S.) (L. S.)

XVI.

30. Oct. Angleterre et Alger.

Articles of Peace between his Sacred Majeſty, Charles *the II. King of Great* Brittain, France, *and* Ireland, &c. *And the* City *and* Kingdome *of* Algiers, *Concluded by* Thomas Allen *Eſq, Admiral of His ſaid Majeſty of Great* Brittain *'s Ships in the* Mediterranean Seas, *according to Inſtructions received on that behalf from his* Royal Highneſs *the* Duke *of* York, *and* Albany, *Earle of* Ulſter; Lord High Admiral *of* England *and* Ireland, &c. Conſtable *of the* Caſtle *of* Dover, Lord Warden *of the* Cinque-Ports, *and* Governour *of* Portſmouth; &c. *Being the ſame* Articles *concluded by Sir* John Lawſon, *Kt. on the* 23. *of* April, 1662. *And afterwards more ſolemnly confirm'd on the* 10. *of* November *following, and ſince ratified by the* Grand Signior.

I. That

XVI.

(1) Articles du Traité de Paix conclu entre Sa Majeſté Charles II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, &c. & les Villes & Royaume d'Alger, ſignée par *Thomas Allen* Ecuyer, Admiral des Vaiſſeaux de Sa M. B. dans les Mers Mediterranées. Suivant les Inſtructions & l'ordre qu'il en avoit reçû de ſon Alteſſe Royale le Duc d'York & d'Albanie, Comte de Ulſter, Grand Admiral d'Angleterre & d'Irlande, &c. Connêtable du Château de Douvre, Garde des Cinq Ports, Gouverneur de Portſmouth, &c. Qui ſont les mêmes Articles du Traité conclu par le Chevalier *Jean Lawſon* le 23. Avril 1662. qui fut aprés ſolemnellement confirmé le 10. Novembre de la même année; & depuis ratifié par le Grand Seigneur. [*Imprimé à Londres* 1664.]

I. Il

(1) C'eſt le Titre du Traité auquel on n'a rien voulu changer.

ANNO 1664.

I. THat from this day, and for ever forward, there be a Good and firme Peace between his Sacred Majeſty the King of Great *Brittain*, *&c.* and the *Baſſa*, *Divan*, and Governours of *Algiers*, and the Dominions thereunto belonging; And the Ships, Subjects, and People on either Party, ſhall not do or offer any offence or injury to each other, but treat one another with all poſſible reſpect and Friendſhip; And any Ships belonging to the King of Great *Brittain*, *&c.* Or any of his Majeſties Subjects may freely come to the Port of *Algiers*, and buy and ſell as in former times; And alſo unto any other Port that belongs to the Government of *Algiers*, paying the Cuſtome of 10. *per Cent*, as in former times; And no Man within the Juriſdiction of *Algiers* ſhall give the Subjects of his ſaid Majeſty, a bad word, or a bad deed, or a bad action.

II. That all Ships, as well thoſe belonging to his Sacred Majeſty, the King of Great *Brittain*, *&c.* and any of his Majeſties Subjects, as thoſe belonging to *Algiers*, ſhall freely paſs the Seas; and traffique without any ſearch, hinderance, or moleſtation whatſoever.

III. That all Subjects of te King of Great *Brittain*, *&c.* now Slaves in *Algiers*, or any of the Territories there of, be ſet at Liberty, and delivered upon paying the Price they were firſt ſold for in the Market; And for the time tho come, no Subjects of his Majeſties be bougt or ſold, or made Slaves of in *Algiers*, or its Territories.

IV. That if any Ship of *Tunis*, *Tripoly*, or *Sally*, or any other, do bring any Ship, Men, or Goods belonging to any of the Subjects of his Majeſty, the King of Great *Brittain*, *&c.* into *Algiers*, or any of the Ports thereunto belonging, the Governours there ſhall not permit them to be ſold within the ſaid Territories.

V. That any Merchant of the Subjects of the King of Great *Brittain*, *&c.* dying in *Algiers*, or its Territories, his Goods, or Money ſhall not be ſeized by the *Baſſa*, *Aga*, or any other Miniſter, but remain with the *Engliſh Conſul*.

VI. That the *Engliſh Conſul* that lives in *Algiers* be allowed a Place to Pray in, and no Man to do him, or any of his ſayd Majeſties Subjects any Wrong or Injury in word or deed whatſoever.

VII. That in caſe any of his ſaid Majeſties Subjects ſhould happen to ſtrike a *Turk*, or a *Moore*, if he be taken, let him be puniſhed, but if he eſcape, nothing ſhall be ſaid to the *Engliſh Conſul*, or any other of his ſaid Majeſties Subjects upon that accompt.

VIII. That if any Ships of War of his ſaid Majeſties, ſhall come into *Algiers*, or other the Ports of that Government with any Prize, they may ſell and diſpoſe of it at their own pleaſure, without being moleſted by any, and that they be not oblig'd to pay Cuſtomes in any ſort; And if the ſaid Ships of War ſhall want Proviſion, Victuals, or any other Things, they may freely buy it at the rate in the Market.

IX. That any Ships belonging to the Subjects of his Majeſty, the King of Great *Brittain*, *&c.* coming into *Algiers*, or any of the Ports in its Territories, ſhall for ſuch Goods as they ſell, pay the dues according to Cuſto-

ANNO 1664.

I. IL a été arrêté que de ce preſent jour à jamais, il y aura une bonne & ferme Paix entre Sa Majeſté Sacrée le Roi de la Grand' Bretagne, & le Baſſa, Divan, & Gouverneur d'Alger, & des Païs qui en dépendent. Que les Vaiſſeaux, Peuples & Sujets des deux Nations, loin de ſe faire aucune injure ou offenſe les uns aux autres, ſe traiteront réciproquement avec tout le reſpect & l'amitié poſſible. Que les Vaiſſeaux de Sa Majeſté Britannique ou ceux de ſes Sujets pourront venir librement dans le Port d'Alger, comme auſſi dans les autres Ports de la dépendance du Gouvernement d'Alger; où il leur ſera libre de vendre, acheter & négocier, payant à la Doüane les Droits de 10. par cent comme auparavant. Sans que qui que ce ſoit préſume dans la Juriſdiction ou Gouvernement d'Alger de maltraiter de fait ou de paroles leſdits Sujets de Sa Majeſté.*

II. Que les Vaiſſeaux de Sa Majeſté & ceux de ſes Sujets, auſſi-bien que ceux qui appartiennent au Gouvernement d'Alger pourront trafiquer où bon leur ſemblera, & paſſer librement les Mers ſans être viſitez, inquietez ou moleſtez de quelque maniere que ce ſoit.

III. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, à preſent Eſclaves en Alger, ou dans quelqu'un des Païs de la dépendance d'Alger, ſeront tous mis en liberté, en payant le prix qu'ils auront été vendus pour la premiere fois au Marché; & que pour l'avenir aucuns Sujets dudit Roi ne ſeront vendus, ni achetez dans Alger, ou dans les Terres qui en dépendent.

IV. Que ſi ceux de Tunis, Tripoli, Salé, ou de quelque autre Païs amenent à Alger, ou dans quelqu'un des Ports de la dépendance d'Alger aucuns Navires, Marchandiſe, Serviteurs ou Eſclaves appartenants à aucun des Sujets de Sa Maj. Brit. les Gouverneurs deſdits Ports ſeront obligez d'en empêcher la vente dans le Reſſort de leur Gouvernement.

V. Que s'il arrive que quelque Marchand Sujet du Roi de la Grand' Bretagne vienne à mourir à Alger ou dans le Territoire d'Alger, le Baſſa, ni l'Aga, ni aucun Officier du Gouvernement, ne pourront ſaiſir l'argent, ou les effets que ledit Marchand aura laiſſez après ſa mort; mais ils demeureront conſignez entre les mains du Conſul Anglois.

VI. Qu'on aſſignera au Conſul Anglois qui réſide en Alger, un Lieu pour y faire ſes dévotions; & qu'au ſujet de ſa Religion, on ne ſouffrira perſonne faire aucun tort ou injure de fait ou de parole, ni audit Conſul, ni à aucun des Sujets de Sa M.

VII. Qu'au cas qu'il arrivât qu'aucun deſdits Sujets de Sa Majeſté frappe un Turc ou un More, on en fera juſtice ſelon les Loix, s'il eſt pris; Que s'il ſe ſauve, ni le Conſul, ni aucun deſdits Sujets de Sa Majeſté ne pourront être inquiétez à ſon occaſion.

VIII. Que ſi les Vaiſſeaux de Guerre de ſadite Majeſté arrivent à Alger, ou dans quelque autre Port du Gouvernement avec quelques priſes, ils pourront les vendre, & en diſpoſer à leur volonté ſans payer aucuns Droits, & ſans être moleſtez par qui que ce ſoit. Que ſi leſdits Vaiſſeaux de Guerre ont beſoin de Proviſions, de Victuailles, ou de quelque autre choſe, il leur ſera permis d'en acheter librement au prix courant au Marché.

IX. Que les Vaiſſeaux appartenants aux Sujets de Sa Majeſté le Roi de la Grande Bretagne, arrivant à Alger, ou dans quelqu'un des Ports dépendants d'Alger, payeront à la Doüane ce qui ſera dû légitimement pour les Marchandiſes, qu'ils auront venduës: Et à l'égard de celles qu'ils n'auront pas ven-

ANNO 1664. Cuſtome, and the Goods they ſell not, they ſhal freely carry on Board without paying Duties for the ſame.

X. That no Ship-wrack belonging to his ſaid Majeſty, or any of his Subjects on the Coaſt belonging to *Algiers*, ſhall become Prize, and that neither the Goods be forfeited, nor the Men made Slaves, but that the People of *Algiers* ſhall do their beſt endeavours, to ſave them and their Goods.

XI. That the *Conſul*, or any other Subject of his Sacred Majeſty, be not bound to pay the Debts of any other *Engliſh Man* unleſs he become Surety.

XII. That no Subject of te King of Great *Brittain*, *&c.* in matter of difference ſhall be liable unto any other Judgement, but that of the *Duan*.

XIII. That the Subjects of his ſaid Majeſty in difference among themſelves ſhall be ſubject to no determination, but that of the *Conſul*.

XIV. That no Merchant, nor other Subject of his ſaid Majeſties being a Paſſenger, in or unto any Port ſhall be moleſted, or medled with.

And for the better practiſing of the *ſecond Article*, according to the true intent and meaning thereof, it is agreed, that the *Algiers* Ships of War meeting any Merchands Ships, belonging to the Subjects of the King of Great *Brittain*, *&c.* not being in any of the Seas appertaining to his Majeſties Dominions, have liberty to ſend one ſingle Boat with but two *Sitters*, more then the common crew of *Rowers*; and no more to enter the ſaid Merchant Ship but the two *Sitters*, without the expreſs leave of the Commander of the ſaid Merchant Ship; That upon producing unto them a Paſs under the hand and Seal of the Lord High Admiral of *England*; the ſaid Boat do preſently depart, and the Merchant Ship to proceed on his Voyage and although the Commander of the ſaid Merchant Ship produce no Paſs from the Lord High Admiral of *England*, yet if the major part of the Ships Company be Subjects to the King of Great *Brittain*, *&c.* the ſaid Boat ſhall preſently depart, and the Merchant Ship proceed freely, and ſo though there be Strangers, and their Goods on Board, they ſhall be free, both they and their Goods; And any Ship of his Majeſty, the King of Great *Brittain*, *&c.* meeting with any Ships of *Algiers*, if the Commander ſhall produce a Paſs firm'd by the Chief Governours of *Algiers*, and the major part of the Ships Company be *Turks*, *Moores*, or *Slaves*, then the *Algier* Ship to proceed freely, and though there be Strangers and their Goods on Board, they ſhall be free, both they and their Goods.

That preſently after the ſigning and ſealing theſe *Articles* by the Governours, or Chief Authority of the City and Kingdom of *Algiers*, all injuries and damages ſuſtained on their part ſhall be quite taken of and forgotten, and this Peace ſhall be in full force and virtue. And for al damages and Depredations that ſhall be afterwards done and committed by either ſide before notice can be given of this Peace, there ſhall be full ſatisfaction made, and whatſoever remains in kind be reſtored.

That if any grievances happen on eiter ſide, it ſhall not be lawfull to break the Peace til ſatisfaction be denyed.

Signed and ſealed in the preſence of the Great God, Octob. 30. 16 4.

vendüës, *ils pourront les charger librement à Bord, ſans payer aucuns Droits.* ANNO 1664.

X. Qu'en cas que quelque Vaiſſeau du Roi de la Grande Bretagne ou de ſes Sujets, fit naufrage ſur les Côtes de la dépendance d'Alger, ledit Vaiſſeau ne pourra devenir priſe, ni les Marchandiſes être confiſquées, ni les Matelots être faits Eſclaves: Mais que ceux d'Alger ſeront obligez de les aſſiſter, & feront leur poſſible pour ſauver les Marchandiſes, & l'Equipage.

XI. Que le Conſul, ni aucuns Sujets de Sa M. ne ſeront obligez de payer les dettes d'un autre Anglois, à moins qu'ils ne s'en ſoient rendus caution.

XII. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, en cas de different entre eux & ceux d'Alger, ne pourront être jugez que par le Divan.

XIII. Que le Conſul jugera & terminera tous les differens qui pourront ſurvenir entre les Sujets de Sa M. qui, en ce cas, ne pourront être obligez à reconnoître d'autre Juriſdiction que la ſienne.

XIV. Que les Marchands Anglois, & les autres Sujets de Sa Majeſté pourront paſſer dans quelque Port que ce ſoit, ſans que ceux d'Alger les puiſſent moleſter ou inquiéter en aucune maniere.

Il eſt auſſi arrêté qu'en conſéquence du ſecond Article, & pour en faciliter l'execution ſelon ſa forme & teneur, ſi les Vaiſſeaux de Guerre d'Alger font rencontre de quelque Vaiſſeau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Britannique hors des Mers qui ſont de la dépendance des Terres & Domaines de Sa M. ils auront la liberté d'y envoyer une Chaloupe avec deux hommes ſeulement outre les Rameurs; leſquels deux hommes & pas davantage, ſans une permiſſion expreſſe du Commandeur dudit Vaiſſeau Marchand y pourront entrer; qu'en leur produiſant un Paſſeport en bonne forme, ſcellé & ſigné du Grand Admiral d'Angleterre, ladite Chaloupe ſera obligée de ſe retirer inceſſamment, & ledit Vaiſſeau Marchand pourra continuer ſa route. Et qu'en cas que ledit Vaiſſeau ne puiſſe produire aucun Paſſeport du Grand Admiral d'Angleterre, cependant ſi la plus grande partie de l'Equipage eſt compoſée de Sujets de Sa M. B. ladite Chaloupe ſe retirera inceſſamment, & le Vaiſſeau pourſuivra librement ſon Voyage. Et quoi qu'il y ait des Etrangers, qui ayent des effets à Bord, il ne leur ſera fait aucun tort, ni en leur perſonne, ni en ce qui ſe trouvera leur appartenir; Que s'il arrive que quelque Vaiſſeau du Roi de la Grande Bretagne rencontre aucun Navire d'Alger, ſi le Commandeur dudit Navire produit un Paſſeport en forme ſigné des principaux Gouverneurs d'Alger, & que la plus grande partie de l'Equipage, ſoit Turcs, Mores ou Eſclaves, le Vaiſſeau Algerien pourra continuer librement ſa route, & quoi qu'il y eût des Etrangers à Bord, & qu'ils y euſſent des effets, il ne leur ſera fait aucun dommage, ni en leurs biens, ni en leurs perſonnes.

Qu'auſſi-tôt aprés que le preſent Traité aura été ſcellé, & ſigné par les Gouverneurs, ou principaux Officiers de la Ville & Royaume d'Alger, toute injure & domage qu'ils auroient pû recevoir ſeront entierement oubliez, & que le preſent Traité de Paix ſortira ſon plein & entier effet; Et à l'égard des domages qui pourront être cauſez cy-aprés de côté & d'autre, avant que de pouvoir être informé du preſent Traité, tout ce qui aura été pris ſera rendu en eſpece s'il ſe peut, ou autrement il en ſera fait pleine & entiere ſatisfaction à ceux qui auront ſouffert ledit dommage.

Que s'il arrive que quelque Sujet des deux Etats ſe trouve lezé il ne ſera pas permis de rompre la Paix pour cela juſqu'à ce que ſatisfaction ait été refuſée par ceux dont le Parti aura fait inſulte ou violence.

Signé & ſcellé en la preſence du Grand Dieu le 30. Octobre 1664.

This ... L'Ar-

ANNO 1664.

This following Article Added, 30. October 1664.

THat the *Engliſh Conſul*, upon any breach or difference between his moſt Excellent Majeſty, the King of Great *Brittain, &c.* and the Governours of *Algiers* ſhall have free liberty when he pleaſeth to depart to his own, or any other Country; And that the *Engliſh Conſul* ſhall be permitted to chuſe his own *Druggerman*, and that when the *Conſul* departs, he ſhall carry with him all his Servands and Goods whatſoever, without the leaſt interruption, or hinderance; And further, that he may freely go on board of any Ships in the Road, and have the liberty of the Country.

The Tranſlate of a Certificate ſubſigned by the Governours of Algiers, *acknowledging the Breach of the late Peace betwixt his Majeſty of Great* Brittain, &c. *and the ſaid Governours to have been the Act of their own Subjects.*

THeſe are to *certifie* that *We* who have hereunder *ſubſigned*, do *acknowledge*, that the *Breach* of the Peace between His moſt *Excellent Majeſty*, the *King* of *Great Brittain, France,* and *Ireland, &c.* And *Us* of *Algiers*, was committed by *our Subjects*; for which *We* have *drowned one, baniſhed another*, ſome *others fled* to eſcape our *Juſtice*, and divers have been *impriſoned* to give *ſatisfaction* in part to His ſaid moſt *Excellent Majeſty.*

Signed and ſealed the 30. *of* October 1664.

L'Article ſuivant ajouté le même jour 30. Octobre 1664.

ANNO 1664.

QU'en cas de rupture ou de different entre ſa tres-Excellente Majeſté le Roi de la Grand' Bretagne, & les Gouverneurs d'Alger, le Conſul Anglois aura entiere liberté de ſe retirer en Angleterre ou ailleurs, quand bon lui ſemblera; Et qu'il lui ſera permis de faire choix de tel Truchement qu'il voudra; d'emporter avec lui tous ſes effets & amener ſes Serviteurs, ſans que ceux d'Alger y puiſſent apporter le moindre obſtacle ou empêchement. Qu'en outre il puiſſe aller librement à bord de tel Vaiſſeau qu'il voudra, dans la Rade, & retourner à terre avec liberté.

Traduction d'un Certificat ſigné des Gouverneurs d'Alger par lequel ils reconnoiſſent que ç'a été leurs propres Sujets qui ont rompu le dernier Traité de Paix conclu entre Sa Majeſté Britannique & leſdits Gouverneurs d'Alger.

NOus ſouſſignez certifions & reconnoiſſons par les préſentes, que la Paix concluë entre ſa tres Excellente Majeſté le Roi de la Grand' Bretagne, France & Irlande &c. Et Nous Algeriens, n'a été rompuë & violée que par nos propres Sujets, pour lequel attentat, & pour donner auſſi en quelque maniere ſatisfaction à Sa Maj. Nous avons fait noyer un des Auteurs dudit attentat, nous en avons banni un autre, empriſonné pluſieurs, quelques autres s'étant dérobez à nôtre Juſtice par la fuite.

Signé & ſcellé le 30. Octob. 1664.

XVII.

31. Oct. Käyſerlicher Majeſtät Leopoldi Diploma, Hertzog Joachim Ernſt zu Holſtein-Plön ertheilt / wodurch ſie den von Käyſer Maximiliano II. an König Fridrich den II. zu Dännemarck und denen Hertzogen Adolph und Johannſen zu Holſtein-Gottorff ertheilten Expectantz-Brieff auff die Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt / auff Hochgedachte Hertzogen von Holſtein-Plön / als Graff Anthon Günthers zu Oldenburg der Sippſchafft halber im Grad nähiſten und ältiſten / und dero männlichen Leibes-LehensErben extendiren. Wien den 31. Octobr. 1664. [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Abſatz X. pag. 171. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans Vorſtellung des näheren Succeſſions-Rechts Hertzogs Joachim Ernſt zu Schleßwig-Holſtein zu den Graffſchaften Oldenburg und Delmenhorſt vor Jhro Königlichen Majeſtät zu Dännemarck etc. Sub num. IX. in Appendice *Diar. Europ.* Contin. 19. pag. 123.]

C'eſt-à-dire,

Diplome accordé par l'Empereur LEOPOLD *à* JOACHIM ERNEST *Duc de Holſtein Ploen, par lequel le Diplome d'Expectative accordé par l'Empereur* MAXIMILIEN II. *à* FREDERIC II. *Roi de Dannemarck, & aux Ducs de Holſtein* JEAN *&* ADOLPHE, *pour le Comté d'Oldenbourgh, & Delmenhorſt, eſt étendu à ſa perſonne & à celle de ſes Hoirs mâles, comme prochain Agnate* d'ANTOINE GUNTHER *Comte d'Oldenbourg. Donné à Vienne le* 31. *Octobre* 1664.

WIr Leopold von GOttes Gnaden erwählter Römiſcher Kayſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhaim / Dalmatien / Croatien / und Sclavonien König / Ertz-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgund / zu Braband / zu Steyer / zu Kärndten / zu Crayn / zu Lützenburg / zu Würtemberg / Ober-und Nieder-Schleſien / Fürſt zu Schwaben / Marggraff des Heil. Römiſchen Reichs / zu Burgaw / zu Mähren / Ober-und Nieder-Lauſznitz / Gefürſteter Graff zu Habſpurg / zu Tyroll / zu Pfierd / zu Kyburg und zu Görtz / Landgraff in Elſaſz / Herr auf der Windiſchen Marck / zu Portenau und zu Salins ꝛc. bekennen offentlich mit dieſem Brieff / und thun kund allermänniglich / daſz weyland der Allerdurchl. Fürſt und Herr / Hr. Maximilian der II. Römiſcher Kayſer / höchſtſeeligſter Gedächtniſz / Unſer freundlich geliebter Herr und Vetter / noch im Jahr 1570. den 4. Nov. weyland dem Durchleuchtigſten Fürſten / Hn. Friedrichen dem andern zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen König / Hertzogen zu Schleſzwig / Hollſtein / Stormarn und der Dietmarſchen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorſt / ꝛc. und Sr. Lbd. Vettern dem hochgebohrnen

Anno 1664. nen Adolff und Johannſen/ auch Hertzogen zu Hollſtein Gottorfiſcher Linie/ aus gewiſſen u. beweglichen Urſachen eine Kaiſerliche Expactantz-Zuſage und Verſprechnüſz dahin gnädiglich gegeben/ und mitgetheilet/ da über kurtz oder lang die Graffen von Oldenburg und Delmenhorſt ohne Leibes-Lehens-Erben mit Tod abgehen/ und dardurch dem H. Römiſchen Reich die Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt eröffnet und heimfallen würden/ daſz alsdann obhöchſtgedachte Ihre Majeſtät und Lbd. dieſelbe Graffſchafften mit allen ihren Herrſchafften/ Herrlichkeiten/ Obrigkeiten/ Lehnſchafften/ Schlöſſern/ Märckten/ Flecken/ Dörffern/ hohen und nieder-Gerichten/ Waſſerſtrömen/ Renthen/ Zinſen/ Gülten/ Zöllen u. Gefällen/ ſo viel deren von uns und dem heil. Reiche zu Lehen rühren/ obbenantes Königs Friedrichs zu Dennemarck/ ꝛc. und ſeiner beeden Vettern Hertzogen zu Hollſtein Lbd. Lbd. und deren ehelichen Leibes-Lehens-Erben Gottorfiſcher Linie/ und nemlichen demjenigen/ ſo von deroſelben Leibes-Lehens-Erben der Sippſchafft halber im nechſtem Grad/ oder in gleichem Grad der ältiſte ſeyn wird/ und ſonſt niemand andern/ gnädiglichen reichen und verleihen ſollen und wollen/ alles mehrern Inhalts berührter Expectantz und Anwartung/ welche alſo lautet/ wie hernach folget:

Siehe oben Käyſers Maximiliani II. Expectantz-Brieff de Anno 1570.

Und als uns hierauff der hochgebohrne Joachim Ernſt/ Hertzog zu Hollſtein Unſer lieber Oheim und Fürſt/ in Unterthänigkeit angeruffen und gebetten/ daſz wir ob-einverleibten Expectantz-Brieff über die Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt auf Seiner Lbd. als nunmehr der Sippſchafft halber jetzigen Graffen Anthon Günthers zu Oldenburg/ im Grad näheſten und ältiſten/ und dero männliche Leibes-Lehens-Erben/ auf Maaſz und Weiſe/ wie obbenanntes Königs Friedrichs zu Dennemarck/ ꝛc. und dero Vettern Hertzog Adolphen und Johannſen/ zu Hollſtein Lbd. Gottorfiſcher Linie gegeben und mitgetheilet worden/ zu extendiren/ zu erſtrecken und zu erneuern/ zumahl unſer in GOtt allerſeeligſt ruhender Herr und Vater/ Kayſer Ferdinand der III. unterm dato den erſten Tag des Monats Aprilis des verwichenen ſechzehenhundert zwey und viertzigſten Jahrs gegen Seiner Hertzog Joachim Ernſtens zu Hollſtein ꝛc. und deren Gebrüdern und Vettern Lbd. Lbd. Sonderburgiſcher Linie auch gethan hätte/ gnädiglich geruheten. Des haben wir angeſehen ſolch Sr. Lbd. gehorſamſt demüthigſte Bitte/ wie auch die angenehme/ getreue/ unterhänigſte/ und gantz willigſte Dienſte/ welche Seine Lbd. uns und dem heil. Reich in unterſchiedliche Wege offt und vielmahlen gethan/ und hinführo nicht weniger thun können/ mögen und ſollen. Und darum mit wohlbedachtem Muth/ gutem Rath und rechtem Wiſſen/ obberührte Expectantz und Anwartung über die Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt/ auf vorgedacht Hertzog Joachim Ernſtes zu Hollſtein Lbd. und dero männliche Leibes-Lehens-Erben/ als jetziger Römiſcher Kayſer gleichfalls gnädiglich extendiret/ erſtreckt und erneuert: Thun das auch/ extendiren/ erſtrecken und erneuern/ gönnen und geben Ihme Hertzog Joachim Ernſten und deſſen männlichen Leibes-Lehens-Erben die mehrberührte Expectantz-und Anwartung über die vorgedachte Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt hiemit von Römiſcher Kayſerlicher Macht und Vollkommenheit wiſſentlichen in Kraft dieſz Briefs. Und meynen/ ſetzen und wollen/ daſz dieſe Unſere Extenſion, Erſtreck-Erneuer- und Verleihung des obeinverleibten Expectantz-Brieffes/ gantz kräfftig und mächtig ſeyn/ ſtet/ veſt und unverbrüchlich behalten und vollzogen/ und ſich offtged. Hertzog Joachim Ernſtes zu Hollſtein Lbd. und dero eheliche männl. Leibes-Lehens-Erben deſzen alles ſeines Innhalts erfreuen/ gebrauchen und genüſzen/ und gäntzlich dabey bleiben ſollen und mögen/ von allermänniglich unverhindert/ doch uns und dem heil. Reiche an unſern und ſonſt männiglich an ſeinen Rechten und Gerechtigkeiten unvergriffen und unſchädlich.

Und wir gebiethen darauf allen und jeden Churfürſten/ Fürſten/ Geiſtlichen und Weltlichen/ Prälaten/ Grafen/ Freyherrn/ Rittern/ Knechten/ Hauptleuten/ Landvogten/ Vitztum/ Vögten/ Pflegern/ Verweſern/ Amtleuten/ Landrichtern/ Schuldheiſſen/ Bürgermeiſtern/ Richtern/ Räthen/ Bürgern/ Gemeinden/ und ſonſt allen andern/ unſern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ was Würden/ Stand oder Weſens die ſeynd/ ernſt-und veſtiglich mit dieſem Brief/ und wollen/ daſz ſie obgedachten Hertzog Joachim Ernſten zu Hollſtein/ und Seiner Lbd. männliche Leibes-Lehens-Erben und Nachkommen an dieſer Unſerer auf ſie extendirt-erweitert- und erneuerten Expectantz und Anwartung über obbeſtimte Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt/ in allen deren Puncten und Articuln keines wegs hindern noch irren/ ſondern ſie dabey gantz ruhig und unangefochten ſeyn und bleiben laſſen/ hierwieder nicht thun/ noch das jemands andern zu thun geſtatten/ als lieb einem jedem ſey unſer Kayſ. Ungnade und Straffe/ und darzu eine Poen/ nemlich viertzig Marck löthiges Goldes zu vermeiden/ die ein jeder/ ſo oft er freventlich hiewieder thäte/ Uns halb in unſer und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil vielbeſagtes Hertzog Joachim Ernſten zu Hollſtein Lbd. Sonderburgiſcher Linie/ und deren männliche Leibes-Lehens-Erben und Nachkommen unnachläſzig zu bezahlen verfallen ſeyn ſolle: Mit Uhrkund diſz Briefs beſiegelt mit unſerm Kayſerl. anhangendem Inſiegel/ der geben iſt in Unſer Stadt Wien/ den ein und dreyſzigſten Tag des Monats Octobr. nach Chriſti unſers lieben Herrn und Seeligmachers gnadenreichen Geburth/ im ſechzehen hundert vier und ſechtzigſten/ unſerer Reiche des Römiſchen im ſiebenden/ des Hungariſchen im zehenden/ und des Böhaimiſchen im neunten Jahre.

Leopold.

Vt. Wilderich Freyherr von Malderdorf/ V. C.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. Majeſtatis proprium.

Wilhelm Schröder.

XVIII.

Receſs derer Löblichen Stände des Fränckiſchen/ Bayriſchen und Schwäbiſchen Crayſes/ über der Müntz-Probation Regenſpurg den 26. 16. Januar. 1665. [Londorpii *Acta Publica* Part. IX. Lib. X. Cap. 93. pag. 382.] 1665. 16/26. Janv.

C'eſt-à-dire,

Recès conclu entre les Etats des Cercles de Franconie, de Baviere, & de Suabe touchant l'Epreuve des Monnoyes. A Ratisbonne le 16/26. Janvier 1665.

Zu wiſſen/ obwoln der dreyen im Müntz-Weſen correſpondirenden Fränck-Bäyer- und Schwäbiſchen Cräyſen/ geſampte Chur-Fürſten und Stände/ biſzhero in zuverſichtlicher Hofnung geſtanden/ es würde das allgemeine heilſame Müntz-Weſen/ bey denen allhier vor 2. Jahren angefangenen/ und noch continuirenden Reichs-Tractaten/ vor die Hand genommen/ und damithin allen eingeriſſenen ſchädlichen Miſzbräuchen und Defecten/ durch eine Univerſal-Vorſehung remedirt und geſteuret werden/ ſo hat man jedoch verſpüren müſſen/ daſz/ wegen anderer vielfältigen hohen Geſchäfften/ ſolche Materie biſz dato noch zurück und auſzgeſtellt verblieben/ auch noch wol in geraumer Zeit nicht angetretten und debattirt werden dörffte/ dahingegen je länger je mehr allerhand an Schrot und Korn viel zu geringhaltige Müntzen ſich häuffig einſchleichen/ durch welche faſt alle gute ſchwere Reichs-Sorten auffgewechſelt/ umbgeſchmeltzt/ und in andere Ort gebracht werden/ und nun zu beſorgen/ wo ſolchen/ wider des H. Reichs Conſtitution, und Müntz-Ordnungen lauffenden höchſtverderblichen Defecten/ und Gewinnſüchtigen privat-Urtheilen/ länger alſo nachgeſehen/ und keine remedirung beſchehen ſolte/ das gantze Müntz-Weſen kürtzlich in ein ſolche Confuſion und ſchädliche Diſordre, gleichwie Anno 1620. 21. und 22. hinwieder gerathen/ und ſelben nachgehends/ umb deſto ſchwerer zu helffen ſeyn möchte.

Dahero/ und ſolchem nach/ iſt vor gut befunden und beliebt worden/ den gewöhnlichen Müntz-Probations-Tag/ allhier in des H. Reichs-Stadt Regenſpurg/ auff den

Anno 1665.

den 15. 5. dieſes anzuſtellen / bey welchem obgedachter dreyen Löbl. Cräyſen ordinari-Deputirte / nechſt Dero dem Bambergiſchen Directorio überreichten Gewälten / ſich einbefunden / und nach abgeleſenen letztern in des Heil. Reichs Stadt Nürnberg Anno 1660. auffgerichteten Müntz-Probations-Receſz / unterſchiedliche Puncta in Deliberation gezogen / und auff ſelbe geſchloſſen / wie folgt:

Erſtlich hat man die / von der drey correſpondirenden Cräyſen verordneten und verpflichten Müntz-Wardeinen geſtellte Relationes, über die auffgezogene und probirte Gold-und Silberwerck angehört / und ſo viel die Ordinari Müntz-Sorten belangen thut / ſelbe nach Schrot und Korn richtig / die Extraordinari aber der geſtalten befunden / wie Lit. A. B. C. D. E. mit mehrerm zeigen und auſzweiſen.

Zum Andern / iſt vor nöthig erachtet worden / weiln in gedachter Müntz-Wardeinen gefertigten Extraordinari-Relationen und Abdrücken / ein Werck von Ducaten / unter Ihrer Käyſerlichen Majeſtät Gepräg / und der Jahrzahl 1661. befindlich / deren eine mehrers nicht als 2. fl. $50\frac{1}{8}$. kr. werth / und alſo der Einnehmer an 100. Stücken 15. fl. 50. kr. Verluſt / ſolches Allerhöchſtged. Ihre Käyſerl. Majeſtät in deme ohne diſz an Sie abgehenden allerunterthänigſten Notification-Schreiben / zugleich zu remonſtriren / und umb deren Verbeſſerung zu bitten.

So iſt auch Drittens / an der Stadt Zürich / welche gleicher maſſen unter ihrer Stadt-Gepräg / und der Jahrzahl 1662. Ducaten müntzen laſſen / deren jede / dem Schrot und Korn nach / mehrers nicht / als 2. fl. 51. kr. werth / und alſo der Einnehmer an 100. Stück 15. fl. Verluſt / nach laut Lit. F. geſchrieben worden / daſz ſie ſolche ins künfftig verbeſſern / und dergleichen geringhältige Ducaten nicht mehr müntzen / und in das Reich verſchieben ſollen / ſonſten die 3. Löbl. correſpondirende Cräyſe nicht zu verdencken / wann Sie ſelbe / bey dem nechſtfolgenden anderwärtigen Müntz-Probations-Tag / der gemeinen Reichs-Müntz-Ordnung gemäſz / entweder devalviren / oder gar verruffen laſſen werden.

Und obwol Vierdtens / in mehrgedachter Müntz-Relation ein Werck von doppelten Ducaten / unter Ih. Königlichen Majeſtät in Pohlen Gepräg / und der Jahrzahl 1661. an deren 50. Stücken der Einnehmer 9. fl. 10. kr. Verluſt / wie ingleichem ein anders Werck / an einfachen Ducaten / unter Ihr. Chur-Fürſtl. Durchl. von Brandenburg Gepräg / und der Jahrzahl 1659. befindlich / an deren 100. Stücken der Einnehmer 10. fl. 50. kr. Einbuſz / ſo hat man jedoch der Zeit noch / und zwar darumben ſonderbahre Erinnerungen und Remonſtrationes zu thun / für unnöthig ermeſſen / weiln / dem erhaltenen Bericht nach / dergleichen Sorten ohne diſz wenig mehr im Schwang gehen / und vermuthlich ſich bald folgends gar verlieren werden.

So viel Fünfftens / die eine Zeithero in ziemlicher Meng eingeſchlichene / dem gewöhnlichen Reichs-Schrot und Korn ungemäſz befundenen / Burgund-Holländ-Schweitzer-insonderheit die Zürch-Biſantz-und Gelderiſche Thaler betrift / da hat man für höchſtnothwendig zu ſeyn ermeſſen / ob ſchon in dem de Anno 1659. zu Augſpurg auffgerichteten Müntz-Probations-Receſz bewilliget worden / ſolche wegen Klemme des Gelds ferner paſſiren zu laſzen / daſz jedoch an die drey Städte / Zürch / Biſantz und Geldern ſub Lit. G. H. I. zu ſchreiben / und zu remonſtriren ſeye / welcher geſtalten ihre geringhältige Thaler nicht allein von Tag zu Tag ſich mehrers einſchleichen / ſondern noch je länger je ſchlechter gemüntzt werden / welchem Mangel und Miſzbrauch man ferner nicht nachſehen könne / ſondern ſelben auff den hier nechſt im Monat May wieder haltenden Ord. Müntz-Probations-Tag / durch devalvir- oder gäntzliche Verruffung nothwendig vorſeyn und ſteuren müſte / deſz gäntzlichen Verſehens / Sie werden entzwiſchen nicht allein mit dergleichen fernern geringhältigen Müntzen innen-und zurückhalten / ſondern auch ſehen / und ſich angelegen ſeyn laſſen / wie ſolche zu Haltung ihres eigenen Reſpects und beſſern Nutzen / hinwieder zeitlich an ſich gebracht: Und die hierunter intereſſirte eigennützig-und Gewinnſüchtige Müntzer / andern zum Exempel / mit gebührender Straff angeſehen werden mögen.

So ſol auch Sechſtens / an Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. zu Cölln wegen derjenigen Thaler / ſo unter dero Stifft Lüttich Gepräg / und der Jahrzahl 1662. gemüntzt worden / an deren 100. Stück der Einnehmer 10. fl. 20. kr. Verluſt / wie auch an Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg / wegen Dero geringhältigen Drittels-Thaler / nach Inhalt Lit. R. & L. geſchrieben / und ſelbe umb remedir-und Verbeſſerung ſolcher Sorten gebührend erſucht werden.

Belangend Siebendens / die allzuſehr beſchnittene Philipps-Silber-Cronen / Genueſer und dergleichen / auch gantz-und halbe Kopffſtück / hat es deme / was derentwegen im vorangezogenen de anno 1659. zu Augſpurg aufgerichteten Müntz-Probations-Receſz verſehen / ſein Bewenden / alſo / wo ſelbe wenigſt das Gewicht eines Reichsthalers nicht haben / ferners für unpaſſirlich gehalten / und hiermit nochmahln verrufft und verſchlagen ſeyn ſollen.

Und weiln Achtens / ſeit des letztern gehaltenen Müntz-Probations-Tags / ſich unter Ihr. Käyſerl. Majeſtät wie auch Ihro Ertz-Hertzogl. Durchl. zu Inſprug / und deren Herren Hertzogen in Schleſien-Lignitz Geprägen / unterſchiedliche dem Reichs-Schrot und Korn gantz ungemäſz / und viel zu geringhaltige Oerter oder 15. kr. an deren 100. fl. zu 11. 18. 20. und 25. fl. Verluſt zu befinden / ſich eingeſchlichen / und zwar in ſolcher Meng / daſz im Reich / bevorab bey denen 3. correſpondirenden Cräyſen / faſt einige andere Müntz nicht mehr zu ſehen / noch zu haben / als hat die ohnumbgängliche Nothdurfft erfordern wollen / bey dieſem angeſtellten Müntz-Probations-Convent von der Sach zu reden / und zu ſehen / durch was thunliche Mittel und Wege ſolchem Unweſen zu helffen / und zu remediren ſeyn möge.

Demnach aber / von denen allhier ſubſiſtirenden hochanſehentlichen Oeſterreichiſchen Herren Geſandten ein Schreiben / Extracts-weiſe / an das Bambergiſche Directorium, ſub Lit. M. communiciret worden / und darauſz ſo viel zu erſehen geweſen / daſz Allerhöchſtged. Ihro Käyſerliche Majeſtät von ſelbſt zu remediren allergnädigſt geneigt / auch allbereit das Müntzen vorbemeldter XV. einſtellen laſſen / wie nicht weniger allergnädigſt bedacht ſeyn wollen / dergleichen Müntz-Sorten nechſtens / mittelſt gewiſſer Gelegenheit / wieder auſz dem Reich zu bringen / als hat man dem Werck noch etwas Inſtand geben / und zugleich in dem Notification-Schreiben / wie ſub Lit. N. zu ſehen / das allergnädigſte Erbieten annehmen / und darbey ſelbe allergehorſambſt bitten ſollen / ob Ihre Römiſ. Käyſ. Majeſtät allergnädigſt geruhen wolten / Dero eigene XV. bevorab diejenige / ſo unter Dero Gepräg von den Fuchſiſchen Erben in das Reich häuffig gebracht worden / Dero Allergnädigſtem Erbieten nach / ferner abſtellen / und wieder an ſich ziehen / ſondern auch denen Hertzogen in Schleſien und Lignitz / durch ernſtlichen Befehl aufferlegen zu laſſen / damit Sie ſich von dergleichen Müntzen auch enthalten / und man alſo den anhoffenden guten Effect allerſeits völlig verſpühren möge / auſſer deſſen der drey Löbl. Cräyſz Churfürſten und Ständen nicht zu verdencken / wann Sie bey dem anderweit nechſtfolgenden Müntz-Probations-Tag ſich derjenigen Mittel gebrauchen werden / welche diſzfalls die Reichs-Conſtitutiones und Müntz-Ordnung mit ſich bringet / geſtalten auch hierunter an obhöchſtgedachte Ihre Ertz-Hertzogl. Durchl. zu Inſprug geſchrieben / und ſelbe umb remedirung dergleichen Müntzen gebührender maſſen ut Lit. O. belangt werden ſollen; Inzwiſchen ſtünde bey eines jeden Löbl. Stands Belieben und Gutbefinden / auff einige Proviſional-Mittel zu gedencken / wie obſpecificirte und andere dergleichen mehr eingeriſſene geringhältige Müntzen hinwieder nach und nach / ohne ſonderbare Læſion und Schaden der Unterthanen vertrieben / und die Quellen zu deroſelben mehrern Einſchleichung geſtopfft werden / ingleichem / wie bey Bezahlung der Current-Schulden / oder auch deren auff gewiſſe Reichs-Sorten unverſchriebener Capitalien / nachnehmender möglichſter Reflexion, auff die hierinnfalls diſponirende Reichs-Conſtitution, der Schuldmann gegen ſeinen Glaubigern ſich zu verhalten haben möge.

Neuntens / ſollen hiermit die in vorigen Müntz-Probations-Receſſen allbereit vorgeſchlagene unterſchiedliche Scheid-Müntzen / inſonderheit die in der Relation abgedruckte ein-und zweyfache Pohlniſche und Lignitziſche Groſchen / Zweypfenninger / neue Schlüſſelpfenning und dergleichen nochmahln verruffen und verſchlagen / dahingegen diejenige Anno 1655. und 59. zu Augſpurg verſtattete vierzehenerley Sorten / biſz zu ehiſt folgender anderwertigen Diſpoſition paſſirlich verbleiben / ſo ſolle auch in dem obverſtandenen an Ihro Ertz-Hertzogl. Durchl. zu Inſprug abgehenden Schreiben / dero geringhältigen 10. Creutzerer und Groſchen gleichfalls gedacht / und umb deren remedirung angeſucht werden.

Ferners und Zehendens / als in Deliberation und Berathſchlagung kommen / was doch vor Gelegenheiten / Mittel und Weg zu ergreiffen ſeyn möchten / damit förders hin / nicht allein an Schrot und Korn / eine gute gewiſſe

Scheid-

ANNO 1665.

Scheid-Müntz/ ſondern auch die grobe Sorten an Ducaten/ gantzen-und halben Reichs-auch Güldens-drittel-und viertel Thaler zuhaben und zubehalten/ und wie zwiſchen den Ducaten und Reichsthl. eine proportionirliche Valor und Gleichheit zu treffen ſeyn möge; Indeme die Marck Silber/ reſpectu des Golds/ viel zu gering/ und billig jenem nach in eine höhere æſtim und Preiſz zurichten wäre/ hat man das Werck/ in Erwegung vielerley Urſachen und Umbſtänden/ von ſolcher Importantz und Schwerheit befunden/ daſz bald nit möglich/ von denen drey correſpondirenden Cräyſen hier etwas gewiſſes und fruchtbarliches zu ſtatuiren/ in ſonderbahrer Erwegung/ der Silber-und Gold-Kauff ſich je länger je mehr ſteigert/ zudeme nicht allein der ſchädliche Auffkauff und Einwechſelung/ ſo wohln der gemüntzten Ducaten und Reichsthl. als des rohen Silbers und Golds/ aller Orten häuffig einreiſſen/ ſondern auch die Dratzieher/ Silber-und Goldſchläger/ Poſamentirer/ Goldſchmid/ Jubilierer/ Spitzen-und Portenhändler/ und was dergleichen Leute mehr/ die meiſt und beſte Müntz-Sorten brechen und zerſchmeltzen/ und alſo ſelbe wider die Ordnung und Inſtitution des heilſamen Müntz-Weſens/ in andere üppige Uſus zu verwenden und zu conſumiren/ ſich vieler Orten ungeſcheuet unterſtehen; Alſo wann man auch in einem oder andern Cräyſz ſolchen böſen und gefährlichen Miſzbräuchen gern remediren und vorkommen wolte/ doch ſolche in andern Orten und Provintzien umb deſto ſtärcker einreiſſen würden/ dahero dann für das eintzige beſt-und zulänglichſte Mittel iſt gehalten worden/ dem hochlöblichſten Reichs-Directorio, deſz allgemeinen Weſens hierunter verſirendes Intereſſe und angelegene höchſte Noth/ ſo wohln durch ein auſzführlich und bewegliches Schreiben/ ſub Lit. P. als zugleich durch etliche Deputirte/ mündlich remonſtriren/ und darbey anzeigen zulaſſen/ damit ſolches hoch-Importirliches Werck noch allhier bey währenden Comitien/ und zwar ſo bald immer möglich in deliberation gezogen/ und von gemeinen Reichs wegen ſich hierin eines gewiſſen verglichen werden möge/ darzu dann der geſampten Cräyſen Löbl. Stände ihre allhie anweſende Räthe und Geſandten/ zu mehrern Beförderung der Sachen/ zu inſtruiren und zu befehlen/ ſich ohnzweiffentlich eyferig werden laſſen angelegen ſeyn; Biſz dahin und zu erlangenden guten völligen Effect, ein jewederer Stand in ſeinem diſtrict und Territorio, bevorab bey ſeinen Zoll-und Maut-Stätten/ oder andern dergleichen gelegentlichen Orten/ zu inquiriren/ und gute Anſtalt zu machen/ und alſo dasjenige/ was diſzfalls in dem obangeregten Anno 1655. zu Augſpurg auffgerichteten Receſz verſehen/ in allem fleiſſig zu beobachten/ und die darwider handlende und betreffende Delinquenten mit confiſcirung des Guts/ oder auch nach geſtalten Dingen/ mit wohlempfindlicher Leibs-Straff anzuſehen/ ſich eyferig angelegen ſeyn laſſen; Allermeiſtens aber dahin bedacht ſeyn ſolle/ damit bemeldte Dratzieher/ Gold-und Silberſchläger/ Goldſchmid und dergleichen Arbeiter/ die gute grobe Müntz-Sorten forthin umb ſo weniger mehr/ wider des Heil. Reichs Conſtitutiones und Erlaubnuſz/ unzuläſſig brechen/ und an ſich in einen höhern Werth erkauffen/ ingleichem daſz der übermäſſige Pracht/ Silber-und Gold-Geſchmuck/ bey den gemeinen Leuten/ bevorab Weibs-Perſonen/ eingeſtellt/ wie auch die Verſchleichung ſo wohln des rohen Gold und Silbers/ als auch der gemeinen Reichs-Sorten/ in andere Provintzien und Länder beſtmöglichſten verhütet werden/ und damit hingegen die grobe Sorten in denen dreyen Cräyſen deſtomehr addreſſirt werden mögen; Iſt in die Berathſchlagung kommen/ ob nicht diejenigen Stände/ ſo von GOtt mit Bergwercken geſegnet/ zu erinnern ſeyn möchten/ daſz Sie forthin eine gute Anzahl von Ducaten und Thalern auſzmüntzen laſſen wolten/ dieweilen aber hierüber unterſchiedliche Bedencken vorgefallen/ und theils von Deputirten defectus Inſtructionis & Mandati vorgeſchützt/ iſt ſolcher Punct/ nebenſt noch etlichen andern/ deren man ſich der Zeit noch ſo eigentlich nicht entſchlieſſen oder vergleichen können/ biſz auf den nechſt anderweit folgenden Müntz-Probations-Tag auſzgeſtellt worden.

Endlich und zum 11. iſt des Fränckiſ. Gen. Müntz-Wardeins/ Leonharden Rohleders/ gethane reſignation, umb ſeines Alters und Leibs-Unpäſzlichkeit willen/ angenommen/ dargegen ſeinen künfftigen Præſentanten/ wo er præſtanda præſtiren wird/ ſolche Stell zu conferiren/ die Zuſag geſchehen; Wie auch dem allhieſigen Bäyriſ. Gen. Müntz-Wardein Friedrich Hungern/ wegen ſeiner in Augen habenden debilität und andern defecten; deſſen Sohn/ Chriſtoph Sigmund/ auff beſchehene Præſentir-Examinir-und Verpflichtung/ zum Gen. und ſpecial-Müntz-Wardein ſubſtituirt; Ingleichem des Schwäbiſ. Gen. Müntz-Wardeins/ Chriſtoph Taugeritzen/ gethane reſignation acceptirt, und an deſſen Stell/ nach gleichmäſſiger Præſentir-Examinir-und Verpflichtung/ Jeremias Poppenhäuſer angenommen/ ſo dann Johann Hamel zum ſpecial-Müntz-Wardein/ in Jhr. Chur-Fürſtl. Durchl. zu Bäyern Reſidentz-Stadt München examinirt und verpflichtet/ und nechſt ſolchen deren künfftigen Ord. Müntz-Probations-Täg (darzu allezeit gewiſz und zeitlich von dem Directorio die Auſzſchreibung geſchehen ſolle) ſich verglichen/ und hierüber gegenwärtiger Receſz mit deſſen geziemender communication an die Römiſche Käyſerl. Majeſtät/ Chur-Mäyntz und Chur-Sachſen/ dreymahl in Originali gefertiget/ jedem Cräyſz ein Exemplar/ und den Augſpurgiſchen Herren Abgeſandten die Schlüſſel zur Büchſen eingehändiget worden; So geſchehen in des Heil. Reichs Stadt Regenſpurg/ den 26. 16. Jan. 1665.

ANNO 1665.

XIX.

Vergleichung zwiſchen Fridrich Wilhelm Churfürſt zu Brandenburg/ und Philipp Wilhelm Pfaltzgraff am Rhein/ durch Interpoſition Chriſtoph Biſchoff zu Münſter/ wegen des Condirectorii in dem Weſtphäliſchen Cräiſz/ getroffen/ des Innhalts: daſz Sie erwehntes Condirectorium miteinander führen/ und Ihrer Fürſtlichen Gnaden dem Biſchoff zu Münſter jederzeit in denen Creyſztägen das erſte Votum und der Vorſitz gebühren ſolle. Geſchehen zu Dörſten den $\frac{4}{14}$ Febr. 1665. [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheilung IV. Abſatz III. pag. 203.]

$\frac{4}{14}$. Fev.

C'eſt-à-dire,

Accord moyenné par CHRISTOPHLE *Evêque de Munſter*, *entre* FRIDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg*, *&* PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn Neubourg, au ſujet du Condirectoire du Cercle de Weſtphalie, lequel ils conviennent de tenir enſemble; & de l'exercer conjointement avec ledit Evêque, en lui cedant néantmoins la Prévotation & la Preſéance; à quoi, de ſon côté, il s'accorde. A Dorſten le* $\frac{4}{14}$. *Fevrier* 1665.

Zu wiſſen ſey hiermit/ daſz Ihre Fürſtliche Gnade der Hochwürdig in GOtt/ Fürſt und Herr/ Herr CHRISTOPH BERNHARD/ zu Münſter ꝛc. wegen tragenden Mitausſchreibenden Fürſten-Ampts des Weſtphäliſchen Creyſzes/ Ihro ſorglich angelegen ſeyn laſſen/ und dahin fleiſſig bedacht geweſen/ wie dieſer löbliche Creyſz wieder in guten Stand gebracht/ unter den vornehmſten Ständen gutes Vertrauen gepflantzet/ und alle ſchädliche Hinderniſz/ und Miſzverſtand/ aus dem Wege geräumet werden möchten/ dazu aber ſehr erſprieſzlich/ ja höchſtnothwendig befunden/ daſz zuförderſt das/ zwiſchen dem Durchleuchtigen Fürſten und Herrn/ Herrn FRIDERICH WILHELMEN Marggrafen zu Brandenburg/ des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Cämmereren und Churfürſten/ ꝛc. an einem/ und dann auch dem Durchleuchtigen Fürſten und Herrn/ Herrn PHILIPP WILHELMEN/ Pfaltz-Grafen bey Rhein/ ꝛc. ꝛc. am anderen Theil/ ratione Religionis, & Condirectorii in dem Weſtphäliſchen Creyſz/ entſtandene Irrſahlen und Miſzhelligkeiten/ in der Güte/ hin-und beygelegt/ und zwiſchen alſo nahen Anverwandten Hohen Häupteren beſſers und beſtändiges Vertrauen/ wieder geſtifftet werden möge; immaſſen dann erfolget/ daſz auff Höchſtgedachte Ihre Fürſtliche Gnaden friedliebende wohlmeinende Interpoſition, nachfolgender Vergleich getroffen worden; So viel nun den Punct des Condirectorii,

torii, und Mitausſchreibenden Ampts betrifft / ob zwar Ihre Fürſtliche Gnaden zu Münſter / in Anſehung dero Vorfahren am Stifft Münſter / des Condirectorii halber / vor dieſem / mit dem Hertzog zu Jülich / Cleve und Berg / als Condirectore, allein zu communiciren / und damit dieſes Ampt conjunctim zu exerciren gehabt / bedencklich gefallen / nicht allein in Erweiterung des CONDIRECTORII, wieder das Herkommen / ſich einzulaſſen / ſondern auch / ſo lang beyde Chur= und Fürſten unter ſich ſelbſten / ſo wohl wegen ietztgedachten Condirectorii, als der Religion in vorigen Differentien und Miſzverſtänden ſchwebeten / ſich gleichſam zwiſchen dieſelben zu ſtellen / und bey einem oder anderen iederzeit Undanck zu verdienen / und an ſtatt verhoffter Einigkeit / etwan mehrere Widerwärtigkeiten / Verwirrung und Separation zu verurſachen / wodurch dann der intendirte Zweck des boni publici mehr verhindert / als befördert würde. Dieweil aber / GOTT Lob / beyde Chur= und Fürſten / oblauts=gemeldter Differentien halber / zu beyderſeits guten Vergnügen / gütlichen verglichen / auch ſambt Ihre Fürſtliche Gnaden eine beſtändige Defenſiv-Verfaſſung / und veſte Vereinbahrung und Verbündniſz eingangen / maſſen darüber / unter heutigem dato ein beſonderer Receſs zu allerſeits Nachrichtung / ausgefertiget / dahero dann vorermeldte Beſchwerniſſen und Bedencken Ihre Fürſtliche Gnaden zu deroſelben ſonderbahren Freud und Gemüths=Beruhigung / aufgehoben / und aus dem Weg geräumet worden; Als iſt hierauf deroſelben nunmehr lieb und angenehm / daſz hinführo / bey alſo geſtalten Sachen / beyde Chur= und Fürſten zugleich / wegen obgemeldter Fürſtenthümer / Jülich / Cleve und Berge / und angehöriger Landen / das Condirectorium dieſes Creyſes / geſambter Hand mit führen / und unter ſich deswegen alterniren; Jedoch mit dieſem ausdrücklichen Vorbehalt / daſz im Directorio, beyde nur ein Votum zuſammen haben / Ihr Fürſtliche Gnaden auch / wie biſzhero / alſo auch ins künfftige / jederzeit auff Creyſz=Tägen / und anderen Univerſal- oder Particular-Creyſz=Zuſammenkunfften / wann und ſo offt unter den ausſchreibenden Fürſten / allein oder mit anderen Creyſz=Ständen / ſambt oder ſonders / des Creyſzes halber / etwas zu berathſchlagen / primum Votum, und den Vorſitz behalten; Beyde Chur= und Fürſten / auch der Propoſition und Concluſion halben / jederzeit mit Deroſelben ſich vergleichen / und von ihnen dreyen / niemand einen Actum circularem einſeitig verrichten / ſonderen alles zuvor / dem Herkommen gemäſz / communiciren / auch keine Expeditiones, oder Executiones ab= und ausgehen laſſen mögen / ſollen und wollen / es ſey dann / daſz ſie darüber / nicht allein unter ſich / ſonderen auch mit Ihre Fürſtliche Gnaden gehörige Communication gepflogen / und einen einhelligen Vergleich getroffen / und alſo wegen ietzund verhandener / und künfftigen Ausſchreibungen der Creyſz-Tägen / und was auf denſelben / den Creyſz=Ständen vorzutragen / durch Schreiben oder Zuſammenſchickungen Ihrer Räthe / fleiſſig und vertraulich / mit einander commmuniciren / und biſz ſolches geſchehen / keine Zuſammenkunft oder Creyſz=Täge gehalten / auch kein Theil / ohne des andern Vorwiſſen / nicht verfahren / und dafern hierinn einige Diſparität in Votis ſich erzeigete / daſz man alsdann durch geziemende freundliche Unterhandlung / und andere gütliche Wege / in einen Verſtand zu kommen / ſich allerſeits bemühen / oder / wan über Zuverſicht es auch nicht dahin zu bringen ſeyn ſolte / ſolchen Falls Seine Fürſtliche Gnaden zu Münſter entweder mit der Chur=Brandenburg oder aber Pfaltz=Neuburg / die Majora machen / und den Ausſchlag geben.

In dem übrigen / Ihr Churfürſtliche und Fürſtliche Durchleucht Durchleucht in dem Condirectorio, und was deme anhängig iſt / auch mithin in der Seſſion und Vortrag / wie auch der Umfrag / welche beyde Chur= und Fürſten / Chur=Brandenburg und Pfaltz=Neuburg allein zuſtehet / per dies alterniren ſollen und wollen. Dabey gleichwohl abgeredet iſt / daſz / um bey der bevorſtehenden Creyſz=Verſammlung / den ſämbtlichen Creyſz=Ständen dieſe ietzige Vergleichung bekandt zu machen / von Pfaltz=Neuburg der erſte Vortrag geſchehen / und Chur=Brandenburg des anderen Tags / die Condirection führen / und allemahl dergeſtalt alterniren; Bey nächſt folgenden Creyſz=Tägen aber / von wegen Chur=Brandenburg / mit der Propoſition der Anfang gemacht / und alſo auch damit / von einem Creyſz=Tage zum anderen / alternirt werden ſolle; Wann nun die zwiſchen den geſambten ausſchreibenden Fürſten und Creyſz=Directorn verglichene Propoſition den Creyſz=Ständen eröffnet / und darauf die Umfrage gehalten worden; ſollen die ausgefallene Vota fleiſzig erwogen / und nach den meiſten Votis ein beſtändiges Concluſum, im Nahmen des gantzen Directorii abgefaſſet / und von dem alternirenden Chur= und Fürſten / deme ſelbigen Tags das Condirectorium zuſteht / ausgeſprochen / und alle Executiones, communi nomine, verrichtet werden. Demnach auch die vorige Hertzogen zu Jülich / Cleve und Berg / das Creyſz=Archivum immerhin zu Düſſeldorff verwahret / auch daſelbſt / was von des Creyſzes wegen zu ſchreiben / zu Papier bringen und expediren laſſen; So hat es zwar noch dabey ſein Bewenden / es ſollen aber beyde Chur= und Fürſten zu gedachten Archivo, ihren freyen ungehinderten Zugang haben / und was Sie daraus deſideriren / ihnen communiciret / auch im übrigen nichts ausgefertiget werden / ehe und bevor höchſtgedachte ausſchreibende Chur= und Fürſten / oder derer hinterlaſſene Regierung / es ſämtlich revidirt / approbirt / und unterſchrieben haben / ſonſten aber mit der Subſcription es alſo gehalten werden / daſz (1) wegen des Münſteriſchen *Directorii*, und (2) gleich daran wegen des Jülich=Cleviſchen *Directorii*, geſetzet / und das erſte von des Herrn Biſchoffen zu Münſter Fürſtliche Gnaden allein / das andere aber / von Chur=Brandenburg und Pfaltz=Neuburg conjunctim, doch dergeſtalt unterſchrieben werden / daſz beyde Ihre Chur= und Fürſtliche Durchleucht Durchleucht auch hierinnen alterniren / alſo und dergeſtalt / daſz wann Particular-Schreiben in dem Creyſz zu expediren vorfallen / daſz mit der Vorſchrifft / wie ſonſten in allen anderen Dingen alternirt werden ſolle; im Fall aber an die geſamte / oder meiſte Creyſz=Stände / einige Expedition geſchehen ſolte / ſolchen Falls iſt beliebet / daſz nach der Ordnung / ietzt gemeldte Creyſz=Stände / und alſo bey der bevorſtehenden erſten General-Expedition des Ausſchreibens zum Creyſz=Tagen / Pfaltz=Neuburg an Paderborn / und Chur=Brandenburg an Lüttich / ꝛc. und ſo weiter / ꝛc. hernachſt aber Chur=Brandenburg an Paderborn / und Pfaltz=Neuburg an Lüttich / ꝛc. Die Vorſchrifften haben / auch alſo ſucceſſivè damit alternirt werden ſolle; Jedoch iſt hierbey ferner verabſchiedet / daſz zum Fall Seine Churfürſtliche Durchleucht zu Brandenburg die Vorſchrifft hätten / ſelbſten aber nicht / ſonderen durch Ihre Cleviſche Regierung / unterſchreiben laſſen würden / die Unterſchrifft alsdann / oder die Nahmen der unterſchreibenden Räthe / nicht in einer Reyhe / mit den anderen hohen Herren Principalen / ſonderen wie hie unten zu ſehen / und wo N. N. ſtehet / hingeſetzt werden / alles auff Maaſz und Weiſz wie folget.

Oberſchrifft

	Von GOttes Gnaden	
Chriſtoff Bernhard.	Friedrich Wilhelm.	Philipp Wilhelm.
Tot. Tit.	Tot. Tit.	Tot. Tit.

Unterſchrifft

Chriſtoff Bernhard.	An ſtatt und von wegen Sr. Churſl. Durchl. N. N.	Philipp Wilhelm.

Und weilen Ihr. Churfürſtliche Durchleucht zu Brandenburg / wegen dero inhabenden Cleviſchen und Märckiſchen und Ravensbergiſchen Landen / gleich wie Ihre Fürſtliche Durchleucht zu Neuburg / wegen dero inhabenden Jülich= und Bergiſchen Landen / ein ſonderbahres Votum auf dem Creyſz=Tag führen werden / ſo hat es dabey ſein Bewenden / jedoch dergeſtalt / daſz auff dem nechſten Creyſz=Tag / bey der erſten Umbfrag / Pfaltz=Neuburg das Cleviſche Votum nach Münſter erfordern / und alſo Wechſels=Weiſe / von der Geiſtlichen zur Weltlichen Banck / biſz

zu

Anno 1665.

zu Ende / die Vota einnehmen / und alsdan auch das Seinige eröffnen ; Folgenden Tags aber / von Chur-Brandenburg alſobald nach dem Münſteriſchen / das Jülichſche Votum erfordert / und ietzt verſtandener maſſen / damit biſz zum Ende verfahren / worauf dan / vorhin geſetzter maſſen / aus den ausgefallenen Votis, das Concluſum formirt werden ſolle.

In dem übrigen / ſoll es zwiſchen Seine Fürſtliche Gnaden zu Münſter als Directoren / und beyden Jhre Churfürſtliche und Fürſtliche Durchleucht Durchleucht als Condirectoren / folgender Geſtalt / (inmaſſen auch hiebevor ſchon zum theil angeregt iſt /) gehalten werden / daſz nemlich alle Creyſz-Sachen / mit allerſeits Zuthun communiter vorgenommen / deliberirt / expedirt / und exequirt / auch einſeitig von einem und anderen Theil / nichts geſchehen oder verrichtet / und ſolchem nach in den hiernechſt ſpecificirten Puncten obſerviret werden:

(1) Sollen hinführo / wan ſo wohl aus Kåyſerlichem Begehren / als erforderender hoher Nothdurfft halben / die Creyſz-Stånde zuſammen beruffen / oder einen Creyſz-Tag auszuſchreiben / ſich die Ausſchreibende deſſen zuvor / de materia proponenda, wie auch der Mahlſtatt / Tag und Zeit entweder durch Schreiben / oder Zuſammenſchickung eżlicher ihrer Råthe / vergleichen / und ehe und bevor ſolches geſchehen / keine Zuſammenkunfft / oder Creyſz-Tåge ausſchreiben; Falls Jhre Kåyſerliche Majeſtåt auch einen oder anderen Crayſz-ausſchreibenden Fürſten in Creyſz-Sachen abſonderlich zuſchreiben würden / ſolle von demſelben einſeitig nichts / ſonderen alles conjunctis conſiliis & viribus, vorgenommen werden. Es ſey auch hiemit verglichen / daſz bey allen Creyſz-Zuſammenkünfften Jhre Fürſtliche Gnaden zu Münſter dero Geiſtlichem Stand gemåſz / im ſitzen / gehen / ſtehen / votiren / ſchreiben und ſiegeln / ſonſten allen und jeden Actibus in Creyſz-Sachen / wie oben mit mehreren exprimirt / die Præcedentz und Vorzug ohne Contradiction und Wiederſprechung / haben und behalten ſollen.

(2) Solle zwar bey den Zuſammenkünfften und Creyſz-Tågen / wegen des Jülich-Cleviſchen Directorii, die Propoſition dergeſtalt / wie ſie zuvor / communicato conſilio, entweder mit allerſeits dreyer Churfürſten Belieben / oder Falls ſich einige Diſcrepantz in Votis erzeigete / was ob verſtandener maſſen / per majora geſchloſſen / nahmens vorgemeldten Directorii, ausgeſprochen / und den Stånden vorgebracht werden / und darauf die Umbfrage von denſelben beſchehen / Jhre Fürſtliche Gnaden zu Münſter aber / das erſte Suffragium und Stimm zu führen / in alle Wege bevorſtehen / und bleiben.

(3) Da die geſambte gegenwårtige Stånde ihre Vota abgelegt / und dieſelbe an dem Directorial-Tiſch von allen dreyen Secretarien fleiſzig protocolliret worden / alsdan ſollen die ausgefallene Vota zuſammen conferiret / und daraus das Concluſum conjunctim gefaſſet / ad Protocollum geſetzet / und demnechſt von dem Jülich-und Cleviſchen Directorio ausgeſprochen / maſſen auch das Protocollum durch den vereydeten Creyſz-Secretarium, dem Herkommen gemåſz / gehalten werden ſolle / jedoch einem jeden Chur-und Fürſten vorbehalten / iemanden ad Protocollum zu adjungiren.

(4) Wan dan über die vorgefallene und verglichene Materien / etwan Concepten und Schreiben Nahmens des Creyſzes / oder beyder ausſchreibender Fürſten zu verfaſſen und abzugeben / ſollen ſolche durch den vereydeten Creyſz-Secretarium auffgeſetzt / auch da es Patenten / oder Sendſchreiben wåren / mit reſpectivè Uber-oder Unterſchreibung / allerſeits Prædicaten und Titulaturen / nach Gelegenheit der Sachen und Beſchaffenheit deren / an welche ſolche Schreiben oder Patenten gerichtet würden / und zwar mit Vorzug Jhre Fürſtliche Gnaden zu Münſter / wie im 2. §. gemeldet / dem Herkommen gemåſz / ausgefertiget / und expediret werden / zumahlen aber nicht abgehen / ehe und bevor ſie von Jhre Fürſtliche Gnaden zu Münſter / und beyden Chur-und Fürſten approbiret / mit gefertiget / ſubſcribirt und conſignirt / wobey auch Jhre Fürſtliche Gnaden zu Münſter frey ſtehen / und unbenommen ſeyn ſolle / geſtalten Sachen nach / darinnen zu ånderen / ab-oder zuzuthun / jedoch ſollen ſolche von Jhre Fürſtliche Gnaden beſchehene Erinnerungen / demnechſt Jhre Chur-und Fürſtliche Durchleucht Durchleucht als Hertzogen zu Jülich und Cleve / vor der Ausfertigung wieder communicirt / und alſo die Sachen / in formalibus & materialibus, von allen Theilen / einhellig / oder / im Fall Chur-Brandenburg und Pfaltz-Neuburg / wegen reſpectivè Jülich und Cleve / nicht einig ſeyn würden / durch ob-lauts gemachte Majora verglichen / und die ausgefertigte Schreiben / durch den Creyſz-Syndicum, oder Pfennigmeiſtern / an die löbliche Stånde fort beſtellet werden.

Anno 1665.

(5) Solle auch die Benennung der Creyſz-Bedienten verglichen werden / und conjunctim geſchehen / deren Beſoldung aber aus gemeinen Mitteln zu nehmen / und mit der Stånde Vorwiſſen und Bewilligung einzurichten. Geſtalt auch

(6) Die ausſchreibende Chur-und Fürſten wegen des Orths und Verwahrung gemeiner Caſſa und Brüchen halben / nach Veranlaſſung der zeitlichen Låufften und Gelegenheit / ſich jederzeit / mit Zuziehung der Stånde / zu vergleichen / und darüber conjunctim zu diſponiren haben ſollen / wie daſſelbe des Creyſzes Intereſſe erfordert / und vor geſambten Stånden zu verantworten. Endlich:

(7) Sollen die Executiones, und was ſonſten in Creyſz-Sachen vorzunehmen / durch die ausſchreibende / Chur-und Fürſten / communi conſilio & ope fortgeſetzet / und durch einen / oder anderen / abſonderlich und ohne ſeines mit-ausſchreibenden Fürſten Vorwiſſen und Belieben / nichts vorgenommen werden / auſſer des obgeſetzten Defenſions Falls / zwiſchen Jülich und Cleve / in welchen es oberwehnter maſſen gehalten werden ſoll. Allermaſſen dieſer alſo getroffener Vergleich / unter höchſtgedachten Chur-und Fürſten / beſtåndig und unverbrüchig allerſeits gehalten / und obſerviret / und demſelben keiner Geſtalt zuwider gelebet werden ſolle. Wie dieſelbe ſolches bey Chur-und Fürſtlichen Würden und Ehren alſo verſprochen.

Und weilen auch hiebevor zu Regenſpurg dieſerhalb zwiſchen Seiner Fürſtlichen Gnaden zu Münſter / und Jhre Fürſtliche Durchleucht zu Neuburg ſub dato den 2. Jul. 1653. ein abſonderlicher Receſs ebenmåſzigen Inhalts auffgerichtet worden / wird derſelbe (als welcher nunmehr weiter / und auff Jhr. Churfürſtliche Durchleucht zu Brandenburg / wegen des Fürſtenthums Cleve vorgeſchriebener maſſen / mit extendirt) Krafft dieſes / erwiedert / und beſtåtiget. Damit nun dieſer Vergleich / von allerſeits Intereſſenten / deſto beſtåndiger gehalten werden möge / haben untenbenannte Chur-und Fürſtliche Herren Gevollmåchtigte verſprochen / darüber innerhalb Monats-Friſt / ihrer Gnådigſten Herren Ratification einzubringen / und zu Jhre Fürſtliche Gnaden Hånden / zu fernerer Auswechſelung förderlichſt zuzuſtellen. Und ſeynd dieſe Receſſen und Vergleiche / zu jedes Theils Nachrichtung drey Exemplarien verfertiget / und ſo wohl von Seiner Fürſtlichen Gnaden zu Münſter ſelbſt / als ietztgedachten Herren Gevollmåchtigten / reſpectivè mit Fürſtlichen Handzeichen und Secret, als mit eigenhåndiger Unterſchrifft / und gewöhnlichen Pitſchafften / beurkundet worden. So geſchehen Dörſten den $\frac{4}{14}$ Februar. des 1665. Jahrs.

(L.S.) Chriſtoph Bernhardt.

(L.S.) A. Freyherr von Sparn.
(L.S.) Werner Wilhelm von Blaſzpiel.
(L.S.) Adolff Wüſthauſen.

(L.S.) Baron de Leord.
(L.S.) Frantz von Gieſze.
(L.S.) Heinrich Snellen Dr.

XX.

14. Mars.

Vertrag zwiſchen Ertz-Hertzog Sigismund Frantz zu Oſterreich / als Grafen zu Tyrol eines / dan Ulrich Biſchoffen zu Chur anderen Theils / einiger durch den Biſchoff und dero Vorfahreren an die Hertzogen zu Oeſterreich geſuchten Prætenſionen halber / geſchloſſen / ſo verſchiedene Jura

des

ANNO 1665. **betreffen. Geſchehen zu Inſprug den** 14. Martii 1665. [Commentarii Theoretico-Politico-Practici in *Jus Tyrolenſe Statutarium* Part. I. Proem. §. III. pag. 101.]

ANNO 1665.

C'eſt-à-dire,

14. Mars. *Accord entre* SIGISMOND FRANÇOIS *Archi-Duc d'Autriche d'une part, & ULRICH Evêque de Coire, avec ſon Chapitre d'autre part, ſur les Pretentions dudit Evêque & de ſes Predeceſſeurs touchant l'étendue & l'exercice de la Juriſdiction Eccleſiaſtique. A Inſpruck le* 14. *Mars* 1665.

WIr Sigiſmund Frantz von GOttes Gnaden/ Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zn Burgund/ Steyr/ Cärnten/ Crain und Württenberg/ Biſchoff zu Augſpurg/ Trient und Jurgg/ Graff zu Tyrol/ und Görtz ꝛc. Und Wir Ulrich von Gottes Gnaden Biſchoff zu Chur/ Herꝛ zu Groſſengeſtingen ꝛc. Und Wir Domb-Propſt/ Dechaut und Domb-Capitel allda/ bekennen für uns/ unſere Erben und Nachkommen/ öffentlich mit dieſem Brieff/ und thun kund allermänniglich; Nachdem entzwiſchen dem Hochlöblichen Hauſz Oeſterreich/ als Graffen zu Tyrol an einem: ſo dan dem Löblichen Biſtumb Chur anderen Theils/ vor vielen Jahren und unverdencklichen zeiten hero/ ſo wohl wegen Gotts-Hauſz-Leuten in Vintſchgeu/ als anderer Prætenſionen/ ſo Wir Ulrich Biſchoff und unſere Vorfahren/ auch dem Domb-Capitel an die Ertz-Hertzogen zu Oeſterreich ꝛc. als Graffen zu Tyrol unſere Gnädig-und Gnädigſte Herꝛen geſucht und prætendirt/ ſich Streittigkeiten erhalten/ zu deren gütlichen Hinlegung und deſzwegen pflegenden Handlung/ Wir Sigismund Frantz Ertz-Hertzog zu Oeſterreich ꝛc. unſere Ober-Oeſterreichiſche Regiments-Räth/ Cammerer und Lieben-Getreuen/ auch getreuen lieben Carl Dinger/ Frey-Herꝛ zu Hirſchberg und Doctor Melchior Mayr von Mayrhaimb; und Wir Ulrich Biſchoff und Domb-Capitel/ dem Würdigen andächtigen unſerem Domb-Dechant und getreuen lieben Mathiaſen Schgier mit gnugſamb vollkommenen Gewalt de Dato 24. Februarius diſz lauffenden 1665ſten Jahrs verordnet/ daſz ſelbige an unſer Statt gehörten Tractaten beywohnen/ und abwarten ſollen/ daſz mit unſer beeder Theilen Vorwiſſen und guten Willen/ nach beſchehener wohlbedächtlicher Handlung und reifflicher Erwegung der Sachen/ folgender Vertrag auff beſtändig/ kräfftigſt/ und ewig beſchloſſen worden.

Als erſtens/ ſolle die in Schauſick und Engedein von dem Stifft zu Chur prætendirend-hergebrachte Jurisdiction und Recht hinfür an zu exerciren in allweg bevorſtehen/ und diſzfalls nichts abgebrochen/ oder benommen ſeyn;

Fürs ander betreffend die Prætenſion des Gottshauſz Stabs/ über die Gotts-Hauſz-Leuth im Vintſchgeu/ als Gericht/ Naudets/ Glurus und Malſz/ auch Schlanders/ ermeltes Biſtumb-Chur hierzu ferners kein an-oder Zuſprach mehr haben/ oder ſuchen/ ſonder ſich aller diſzfalls gehabten Rechten/ wie die Nahmen haben/ wie auch ihr des Gotts-Hauſz-Leuthen/ wo die in Tyroliſcher Jurisdiction geſeſſen/ hiemit gäntzlich verziehen/ und dem Hochlöblichen Hauſz Oeſterreich ſolche überlaſſen;

Dargegen aber drittens/ dem Biſtumb Chur fürohin das Jus Patronatus zu der Pfarꝛ auff Tyrol/ und dem Beneficio zu Burgſtall/ in der Herꝛſchafft Greiffenſtain gelegen/ überlaſſen/ und zuſtändig/ und Menſæ Epiſcopali incorporirt ſeyn ſolle; jedoch dergeſtalten/ das die jeweilige Herꝛn Biſchoff/ zu ermeldter Pfarꝛ und Beneficio niemand/ ſo einem Regierenden Herꝛn und Lands-Fürſten nicht annemblich/ verordnen und præſentiren/ und dahero jederzeit anvor Jhro Hoch-und Ertz-Fürſtlichen Durchleucht ꝛc. und dero Succeſſorn den nominandum & præſentandum nambhafft machen/ und die Einbewilligung begehren laſſen;

Dargegen Wir Biſchoff und Domb-Capitel hiemit zuſagen/ und verſprechen/ obwohlen der Hoch-und Ertz-Fürſtliche Durchleucht Sigmund Frantz Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ unſer Gnädig-und Gnädigſter Herꝛ/ obvermelter maſſen uns das Jus Patronatus zu der Pfarꝛ auff Tyrol cedirt/ und überlaſſen/ daſz jedoch ſolche übertrag/ und Ceſſion anderer Geſtalt nicht beſchehen/ als daſz Wir für uns und unſeren Succeſſoren obligirt ſeyn ſollen/ keinem Geiſtlichen/ ſo Jhro Hoch-und Ertz-Fürſtliche Durchleucht ꝛc. nit annemblich/ dahin zu verordnen/ ſonderen auff jede begebende Vacatur, denjenigen/ welchen Wir zu beſagter Pfarꝛ auff Tyrol verordnen wollen/ ſo ein Oeſterreichiſcher Unterthan ſeyn ſolle/ es wäre dan Jhro Hoch-und Ertz-Fürſtliche Durchleucht ꝛc. ein anderer auch beliebig/ bey welcher/ oder deren Succeſſorn zuvor der Conſens zu erwerben/ anzuweiſen/ dergeſtalten/ das wo ſolches von uns nit beſchehen thäte/ mehr höchſternannte Hoch-und Ertz-Fürſtliche Durchleucht ꝛc. befügt ſeyn ſollen/ auff daſſelbigmahl einen anderen Jhro Beliebenden zu mehrberührter Pfarꝛ zu præſentiren/ Wir auch obligirt/ nicht allein ſelbigen/ ſonderen auch ſo wir jetzt-und ins künfftig auffſtellen werden/ jedesmahl gebührend zu inveſtiren/ jedoch uns unverwehrt ſeyn/ ſo wohl von jetzig-als als allen anderen nachkommenden Pfarreren auff Tyrol/ nach geſtaltſambe der Zeit und Leuffen/ jährlich ein erträgliche leidentliche Penſion zu accordiren/ zu begehren/ und einzulangen;

ANNO 1665.

Zum vierten/ weilen obgeſagtes Biſtumb das Jus Hæreditandi bona Eccleſiaſtica Cleri minoris prætendirt/ daſz Wir Ertz-Hertzogen ſo viel mit unſerer Graffſchafft Tyrol/ und anderer Oeſterreichiſchen Orthen Churiſchen Diœces, der ableibenden Geiſtlichen Bona Eccleſiaſtica (nicht aber deren Patrimonialia vel quaſi) anbetrifft/ ſein Herꝛn Biſchoffens beliebenden und dero Succeſſores, an ihren diſzfalls hergebrachten/ Recht-und Gerechtigkeiten nicht irren/ doch lieber ſehen wollen/ wan mit denen Clericis, und dan jedem nach Beſchaffenheit des Einkommens auff ein Jährlich gewiſſe/ doch leidentliche Penſion, als drey in vier Gülden/ oder wo die Pfarren groſſen Ertrags ſeynd/ mehriſt auff ſechs Gülden die Sach dirigirt/ und verglichen werden könnte/ daſz alsdan dahingegen die auff begebende Todfäll der Prieſteren hinterlaſſene Erbſchafften völlig denen ab inteſtato, oder ex Teſtamento, nach Auſzweiſz der Landsordnung ſuccedirenden Erben zuſtehen;

Fünfftens/ was anbelangt die Steuren/ ſo in dieſem Land denen ſub dicta Diœceſi Curienſi geſeſſenen Geiſtlichen zu bezahlen auffgetragen werden/ und das Biſtumb ſich darwider beſchwert/ iſt verwilliget worden/ daſz die Geiſtliche alle ihre durch letzten Willen oder per Contractus inter Vivos an ſich gebracht/ oder noch überkommende Güter (allein die Widumb-Güter auſzgenohmen) wie biſzhero den Weltlichen gleich ſollen verſteuren: In caſu neceſſitatis aber Wir Biſchoff/ und unſere Succeſſores zu Defendirung des Lands ebnermaſſen den Clerum zu Succurriren anhalten/ jedes Quotam aber anlegen laſſen wollen;

Ebnermaſſen zum ſechſten/ wegen Abhandlung der Geiſtlichen Verlaſſenſchafften/ und Kirchen-Quittungen/ ſoll es hierinnen aller geſtalt und maſſen/ wie zwiſchen einem Regierenden Herꝛn Biſchoffen zu Brixen ſub Dato 13. Februarii Anno 1605. verglichen worden/ auch hinfüro mit denen Churiſchen obſervirt/ und gehalten werden; nemblichen der abgeleibten Geiſtlichen hinterlaſſene Haab und Güter/ ſollen durch die Geiſtlich Obrigkeit/ neben und in Beyſeyn der Weltlichen Obrigkeit (woſern ſie beyde an der Hand) ſamentlich verſecretirt werden/ ob ſie aber nicht beyde gleich zu gegen wären/ ſolle der Geiſtlich oder Weltlich Richter/ ſo erſtens des Prieſters Abgang erinnert/ die Secretur bey ihr jedes pflichten/ ohne Verrück-oder Veränderung der Güter/ ſolcher Geſtalt fur Handen nehmen/ daſz der Geiſtlich in Abweſen des Weltlichen einen oder zween Ehrliche Layen/ desgleichen der Weltlich in Abweſen des Geiſtlichen/ ein oder zween nechſt geſeſſene Prieſter/ wie es ſeyn kan/ zu ſich ziehe/ und umb wenigeren Verdachts-willen/ der oder die zugezogene (ob ſie Sigil hätten) neben den Geiſtlichen oder Weltlichen Richter verſecretiren/ Abhandlung des Teſtaments (da einiges verhanden) und der Verlaſſenſchafft/ auch alle entzwiſchen nothwendig-und gebührende gerichtliche Actus gütig-oder rechtlich/ neben und in beyſeyn der Weltlichen Obrigkeit/ jedoch daſz denen Geiſtlichen die Præeminentz gelaſſen werde/ es wäre dan einer von einem Regierenden Herꝛn und Lands-Fürſten auſz erheblichen Urſachen verordneter Commiſſarius, ſo ſolle derſelbige bey wehrender Handlung gleichwohl die Præcedentz/ und die Geiſtliche Obrigkeit ein als den anderen Weg das Directorium biſz zu ſeiner Zeit/ wie hernach folgt/ haben/ ſo weit pflegen und verrichten/ biſz das Vermögen im Inventario ergantzt/ der Kirchen-Prieſter und Cooperator, auch des Widumbs-Gebühr darvon vergnügt/ das verhanden Teſtament erwittert/ und zu eröffnen erkennt/ und letztlich die zeitlich verlaſſene Haab

und

ANNO 1665. und Güter / laut Teſtaments oder ab Inteſtato, den Weltlichen Erben eingehändiget / und übergeben worden / alsdan da ſich die Weltliche Erben neuer Streittigkeiten halber in der Güte mit einander ſelbſt nicht vergleichen können / oder wolten / ſoll daßelb übrig vermögen ſambt dem Inventario gleichwohl zu Raummung des Widumb hinaus gegeben / und die Sachen vor dem Weltlichen Richter zu handlen ihnen bevorgeſtellt / aber was der Geiſtlich-oder Weltlich-Richter / als obgemelt / gütig-oder rechtlich handlen werden / das ſoll einer wie der anderer maſſen ohne das an ihme ſelbſt billich handzuhaben ſchuldig ſeyn / doch vorbehalten jeder Parthey ferneren Rechtens und Appellation, in welchen mit beeder hohen Obrigkeiten verordneten Commiſſarien es gleichförmig gehalten werden / wie in primâ Inſtantiâ, und was alsdan erkennet / dabey allerdings verbleiben ſolle.

Jngleichen die Kirchen / Spitál / und dergleichen Raittungen / die Geiſtlichen mit ſambt der Weltlichen Obrigkeit auffnemben / und darbey der Kirchen und des Widumbs-Nothdurfft und Wohlfahrt in acht haben / und ins Werck richten / aber in dieſen und anderen Fällen in allweg die Geiſtlich Obrigkeit (doch nach Würde / der darzu verordneten Layen-Perſohnen / wie obangedeutet worden) die Præminentz haben;

Ferner in Einſetzung der Prälaten / Abbtiſzin und Pfarrer / ſolle ein Herr und Lands-Fürſt / wegen der Temporalität derſelben jemand beywohnen / und die Gebühr vornemmen zu laſſen befügt ſeyn;

Jm übrigen mag ein Herr Biſchoff / die Geiſtliche Jurisdiction in Perſonas Eccleſiaſticas & Monaſteria, ſo viel ihnen von rechtswegen / laut der Päbſtlichen Büllen / und Concilii Tridentini zuſtehet / exerciren / jedoch allezeit ſeinem Herrn und Lands-Fürſten an deſſen in Temporalibus habenden Rechten unpräjudicirlich und unſchädlich;

Am ſiebenden / wegen des Obriſt Schencken-Ambt ſo von Alters hero die Graffen zu Tyrol vom Biſtumb Chur zu Lehen / von demſelben erkennen ſollen / iſt die Sach dahin accommodirt worden / daß wir Churiſche Lehen / gleichwohlen in genere auff begebene Lehens-Fäll / dem gewohnlichen Stylo nach empfangen wollen;

Neuntens / haben wir Ertz-Hertzog verwilliget / daß des Herrn Biſchoffen zu Chur Liebd. ꝛc. Und dero Succeſſores in dem See auff der Malſer-Haid / wann ſie ſich ſelbſten zu Fürſtenburg in loco befinden / für ihr Taffel durch unſere Fiſcher fiſchen laſſen mögen / wie auch Jhro Jährlich / da ſie ſich / wie gehört / zu Fürſtenburg auffhalten / ein Hirſch und zwey Wildſtück / jedoch von unſeren oder unſerer Succeſſoren Forſt-Knecht / gegen Abſtattung der Jäger-Recht / gefällt / und gelieffert werden ſollen;

Am zehenden / was erſtbeſagtes Schloß Fürſtenburg anbelangt / hat es bey deſſen hergebrachten alten Rechten und Gerechtigkeiten / Ratione Juris parium Curiæ, auch andere Freyheiten zu bewenden;

Zum eylfften / weilen an uns Ertz-Hertzogen mehrgemeltes Herrn Biſchoffen Liebd. ꝛc. An ſtatt des Biſtumb-Chur / wegen unterſchiedlich erlittenen Kriegs-Schäden etlich tauſend Gülden / auch andere Jura & Bona prætendirt und geſucht / welches aber ex parte unſers Löblichen Hauſzes Oeſterreich nicht geſtanden werden wollen / iſt dieſe Vermittlung beſchehen / daß wir Ertz-Hertzog / ſein Herrn Biſchoffens Liebd. ꝛc. Gegen in Krafft diß gethaner Verzeyhung aller weiteren Anſprachen ſo ſelbe in Nahmen des Biſtumbs an uns und unſer Löblich Hauß Oeſterreich zu haben vermeint / wie die immer genannt werden möchten / vier tauſend Gülden Capital bey der Tyroliſcher Landſchafft richtig zu machen / und darumben die / dahin lautende Obligation bereits eingehändiget / verſprochen / mit der weiteren Erklärung / daß die von offtgemeltes Herrn Biſchoffen Liebd. ꝛc. vorgehörter Kriegs-Schäden und anderer Anſprachen halber geſuchte Prætenſiones, nunmehr wir als Ceſſionarius an ſeiner gehört zuerforderen / und einzubringen befugt ſeyn ſollen;

Zum zwölfften / inmaſſen vorhero die Herren Biſchöff zu Chur / und das Domb-Capitel ſich in des Hochlöblichen Hauß Oeſterreich ꝛc. Schutz und Protection begeben / alſo laſſen Wir Ulrich Biſchoff / und Wir Domb-Probſt / Dechant / und Domb-Capitel es dabey / laut von unſeren Vorfahren gegebenen Reverſen in allweg bewenden / welche Krafft diß beſtättet / und confirmirt werden;

Darauff gereden / und verſprechen Wir Vielgemelter Ertz-Hertzog Sigmund Frantz / als Herr und Land-Fürſt mehrgedachter Fürſtlichen Graffſchaft Tyrol / bey unſeren Ertz-Hertzoglichen Worten / und Wir Ulrich Biſchoff zu Chur / bey unſeren Fürſtlichen / und Wir Domb-Probſt / Dechant und Domb-Capitel bey unſeren Prieſterlichen Würden / für uns / unſere Erben und Nachkommen hiemit wiſſentlich in Kraft dieß Briefs / den obgemelten Vertrag nun hinfüran zu ewigen Zeiten in allen ſeinen Puncten / Articlen / und Jnnhaltungen unzerbrechlich veſt / und ſtäts zu halten / dem allem veſtiglich zu gelauben / und nachzukommen / und darwider nit zu thun / noch zu thun geſtatten. ANNO 1665.

Alles getreulich / und ohngeverde / und zu wahrer Urkund / und Bekräfftigung aller obgeſchriebener Sachen / ſo haben Wir Ertz-Hertzog Sigmund Frantz / und Wir Ulrich Biſchoff zu Chur / auch Wir Domb-Probſt / Dechant und Capitel unſere eigene Jnnſigel für uns / unſere Erben und Nachkommen / an dieſen Brieff hengen laſſen / deren jedweder Theil einen behalten hat. Geben und beſchehen zu Jnſprugg den vierzehenden Tags Monats Martii nach Chriſti unſers lieben Herrn Geburt / Anno ſechzehen hundert / und in fünff und ſechtzigſten Jahr.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

XXI.

Compromiſs Jhro Churfürſtlichen Durchleucht zu Brandenburg und derer Herren General-Staaten der Vereinigten Niederlande in der Hofyſeriſchen Schuld-Sache / wodurch ſich beyde Theile dem Urtheil und Außſpruch des Groſſen Raths zu Mechelen ſubmittiren. Gravenhage den 1. Auguſti 1665. [LONDORPII *Acta publica* Part. IX. Lib. X. Cap. IX. pag. 414.] 1. Août.

C'eſt-à-dire,

Compromis paſſé entre FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas, touchant la Dette appellée communément la Dette de* Hofyſer, *dont ils étoient Crediteurs; par lequel l'une & l'autre Partie ſe ſoumet au Jugement du Grand Conſeil de Malines. A la Haye le* 1. *du mois d'Août* 1665.

NAchdem zwiſchen dem Herrn Chur-Fürſten von Brandenburg eines / und den Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden anderen Theils / über eine ſichere / ſo genannte Hof-Yſerſche Schuld / und was jetztgemeldter Herr Chur-Fürſt dagegen Rechtlich einzuwenden vermeynet / einige Jahren hero Streittigkeiten obgeſchwebet / alſo / daß hochgemeldte Partheyen ſich darinn in keinerley Weg vergleichen können / und zu befahren ſtunde / daß darauß fernere Mißverſtände entſtehen möchten / dahero dan durch ein bequemes Mittel / wodurch beyderſeits habende Befugnus kürtzlich außgeführet würde / denſelben vorzukommen und alle ſolche Mißverſtände beyzulegen / dienlich erachtet worden.

Als haben die von beyderſeits hochgemeldten Partheyen Deputirte / ſo dieſes reſpectivè unterzeichnet / ſich verglichen / daß alle / die beſagte Schuld-Sach hinc inde concernirende Zwiſten dem Urtheil und Außſpruch des groſſen Raths zu Mechelen ſubmittiret und untergeben werden ſollen / Geſtalten Sie demſelben hiemit aufs beſtändigſte / mit voller Macht und Authorität / darüber / und in allem / was bey Deciſion beſagter oder darzu gehöriger Sachen vorfallen möchte / dergeſtalt zu erkennen und zu urtheilen / als ob die Partheyen natürliche Unterthanen des Königs in Spanien / und dem Urtheil gedachten groſſen Raths unmittelbahr unterworffen wären / hiemit ſubmittiret werden; Jedoch alſo / daß beſagte Sache definitivè oder principaliter, wie auch / im Fall eine von beyden Partheyen / oder wohl alle beyde ein und anders proviſionaliter verſuchen wolten / dieſelbe dißfals auf einmahl und zugleich folgender Geſtalt inſtruiret werden / daß der allhier im Gravenhage reſidirende Herr Johann Friquet, Jhrer Käyſerlichen Majeſtät Rath und Extra-

ANNO 1665.

ordinari Envoyé erſuchet werden ſolle / Geſtalten beyde Partheyen Jhn hiemit erſuchen / daſz Er als Commiſſarius Inſtructor, die gantze Sache vor Jhm inſtruiren laſſen / und dahin trachten wolle / wie Er alle dabey wider vermuthen ſich ereignende Schwerigkeiten in der Güte beylegen / und Falls ſolches nicht von ſtatten gehen / oder einige Parthey tergiverſiren ſolte / alsdann der beſagte groſſe Rath darinnen erkennen / auch excluſionem decerniren / und endlich da es nöthig / nach den Rechten und Stylo einen Sententz auf das jenige / ſo durch die eine Parthey in Ermangelung der anderen übergeben und gelieffert ſeyn wird / ergehen laſſen möge.

Dagegen einer jeden Parthey frey ſtehen ſoll / nach dero Belieben jemand abzuordnen / in deſſen Gegenwart alle Stück und Beweiſzthumb von Zeit zu Zeit dem Herrn Commiſſario Inſtructori übergeben / collationirt, auſzgewechſelt / und darnach in eine mit drey unterſchiedenen Schlöſſeren und Schlüſſelen verſehene Kiſt alſo verſchloſſen werden / daſz von ſolchen drey Schlüſſelen wohlgedachter Herr Commiſſarius Inſtructor jedem von vorbeſagten Herren Abgeordneten einen geben / und einen nebens gedachter Kiſt bey ſich in guter Verwahrung halten / einfolglich mehrgedachte Kiſt nicht als in dieſer ſamptlicher Herren verſammleter) Gegenwart geöffnet werden ſolte.

Deme zu Folge ſoll innerhalb dreyer Monat-Friſt im Nahmen und wegen Jhrer Hoch-Mög. die Einladung zur Convention beſchehen / mit denen ſo wohl zur definitiv-und Principal-als Proviſional-Sach / falls Sie einige zu verſuchen Beliebens trügen / behörigen Mittelen / ſo dan auch von Jhrer Churfürſtlichen Durchleucht mit all ſolcher Einladung zur Convention, ſo wohl ratione der definitiv-oder principal, als proviſional-Sachen / da Jhre Chur-Fürſtliche Durchleucht ebenfals einige verſuchen wolten / ingleichem verfahren / und beyderſeits unter Numeris oder Buchſtaben / mit ſothanen Stücken / als zum Beweiſz Jhrer reſpectivè Forderung-und Gegenforderungen nöthig ſeyn möchten / verſtärcket / und ſelbige verdoppelt / das eine nebens denen Original-Documenten in der verſchloſſenen Kiſt unter beſagtem Herrn Commiſſario Inſtructore verwahret / das ander aber nach vorhergehender Collation, der Parthey überliefert werden / welche darauf in gleichmäſſiger Zeit von 3. Monathen nach der Auſzwechſelung auf alles mit Jhrer / obbeſagter maſſen verſtärckt-und verdoppelter Antwort / reſpectivè in convention und reconvention, umb dagegen in gleicher Zeit vorgedachter Geſtalt zu repliciren / einkommen / worauf dan beyderſeits / ſo in convention als reconvention in drey Monath Zeit / jedoch mit dieſem Verſtandt duplicirt werden ſoll / daſz bey den reſpectivè dupliquen in convention und reconvention keine Stück oder Documenten eingebracht werden / es wäre dan Sach / daſz in denen reſpectivè replicquen einige kundbarlich-neue Miſzverſtände vorgefallen und danebens einige nähere Stücke produciret worden; In welchem Fall zu Widerlegung derſelbigen / und ferner nicht / contrari Beweiſzſtücken bey der Duplicq übergeben werden mögen / zu deren Beſtreitung zwar denen Partheyen einige nähere Production, nicht aber darnach bey der Triplic, oder ſonſten ferner darauf zu agiren frey ſtehen / da auch ungeachtet dieſes / denen reſpectivè Dupliquen, davon denen Partheyen Communication geſchehen ſoll / ein oder andere Documenten zu Verification einiger vorhin eingeführten Quæſtion oder Miſzverſtändnuſſen beygefügt oder darauf appliciret würden / dieſelbe von dem groſſen Rath ab Actis verworffen / und darauf in Judicando keinerley Geſtalt reflectirt werden ſolle.

Womit die Sach vor geſchloſſen und behöriger Weiſe eingerichtet / jedoch mit dieſem Anhang gehalten werden ſoll / daſz alle Termine genau wahrgenommen werden / bey Straff gegen die Ermanglenden / wie oben decernirender Excluſion, und daſz man darnach keine Schrifften von derſelben mehr annehmen / ſonderen die Schrifften und Stücke / welche von ein-oder anderen Partheyen allein eingegeben ſeyn möchten / von wolgemeltem Herrn Commiſſario Inſtructore an offtgemeltem groſſen Rath umb darüber behör-und rechtlich zu erkennen / überſendet werden müſſen / Da ſich aber zutragen ſolte / daſz ein oder andere Parthey / umb Jhre Sachen etwan in probante forma zu inſtituiren / ein oder andere Beweiſz-Stücke bedörffte / es ſeye Reſolution, Brieff oder etwas anders / die ſie nur allein in ſchlechten Copeyen hätten / welche in formâ probante authentiſirt werden müſten; So ſollen die reſpectivè Schreiber oder Secretarii beyder Staaten ſchuldig ſeyn daſſelbe zu thun / oder im Verweigerungs-Fall die Copeyen vor autenticq gehalten werden; Jedoch in dieſem Verſtande / da es etwa Sach wäre / daſz ein oder andere Parthey vermeinen möchte / abſonderliche Urſach und Fug zu haben umb die Communication und Authentiſation ein-und anderen Beweiſz-Stücks zu verweigeren / und darüber Streit entſtünde / ſo vor dem Herrn Commiſſario Inſtructore nicht könte abgethan werden / daſz in ſolchem Fall der groſſe Rath von Mechelen, nachdem die Sache beyderſeits verſchrieben / und vor Jhro Hoch-Edle wird gebracht worden ſeyn / wie oben und hiernach gemeldet / erkennen müſſe / was eine oder andere Parthey diſzfals zu thun ſchuldig ſeye.

Und ſoll denen Partheyen frey ſtehen vor Abſchickung der Stück / welche innerhalb drey Monathen darauf wird geſchehen müſſen / dem Herrn Commiſſario Inſtructori ein verſchloſſen Advertiſſement oder Inſtruction der Rechten nackend und bloſz / nemlich eine in Convention und die andere in Reconvention, oder in beyden eine vor alle zu übergeben / nach welcher drey Monath Verflieſſung beſagter Herr Commiſſarius Inſtructor in Gegenwart beyderſeits Deputirten von allen überlieferten Schrifften und Documenten / ſammt der geſchloſſenen Inſtruction der Rechten drey Inventaria machen laſſen / und nachdem Er deren eines mit denen übergebenen Stücken in die Kiſt verſchloſſen / die zwey andere auch jedem von gedachten Herren Deputirten nebens ihren Schlüſſelen überreichet / Er alsdann die Kiſte ſelbſten / oder durch jemand anders den Er darzu erwehlen mag / in Beyſeyn der von den Partheyen mitſendender Herren Deputirten nacher Mechelen überbringen oder überbringen laſſen / und mit ſeinem Schlüſſel zu Handen des Herrn Præſidenten und zwey committirter Raths-Perſohnen vom groſſen Rath liefferen ſolle / welche mit den zwey anderen Schlüſſelen / ſo die Partheyen / oder Jhre vorbeſagte Deputirten alsdan mit übergeben werden / in derſelben Gegenwarth oder auch Abweſenheit / fals ein und anderer ausbleiben / oder die Schlüſſel verweigeren ſolte / die Kiſte auffnehmen mögen / und durch einen der Schreiber oder Secretarien vom groſſen Rath einer jeden Parthey unter derſelben Inventario von denen in der Kiſt conſignirt, und befundenen Stücken / gegen Ubernehmung derſelben ein Recepiſſe behändigen laſſen werden / maſſen der jenige Herr / welcher alsdan in dem groſſen Rath Præſident ſeyn möchte / hiemit erſucht wird / daſz zu Abthuung des überbrachten Proceſſes, alſobald zwey Referenten ernennet / ſo dan mit denſelben und den anderen Räthen nicht weniger dan ſieben an der Zahl in dieſer Sachen gehandelt / und darüber bey Pluralität der Stimmen ein Urtheil oder Auſzſpruch / es ſeye principaliter oder auff einige verſuchte Proviſionalia, gleich wie dieſelbe denen Rechten und Gewiſſen gemäſz erachten / gefället / wan aber ſolches vorgangen / denen Partheyen / oder Jhren Gevollmächtigten von dem Tage / an welchem die Sententz auſzgeſprochen werden ſoll / Nachricht gegeben / auch der Relations-und Sportul-Gelder / welche die Partheyen alſobald zu halben Theilen zu erlegen / und die Sententz oder Auſzſpruch anzuhören ſchuldig ſeyn ſollen) Verzeichnus überſchicket werden möge. Es ſollen auch die Partheyen / umb deſto eher zu ſolcher Expedition zu gelangen / dem Gubernatori der Spaniſchen Niederlanden davon beyderſeits ſchrifftliche Nachricht ertheilen / nechſt Erſuchung / daſz er vorbeſagtem Rath befehlen wolle dieſe Sache anzunehmen / folglich den Proceſs nach dem er obbeſagter Geſtalt übergeben worden / allen anderen Sachen vorzuziehen / und zum längſten innerhalb Jahrsfriſt nach Annehmung deſſelben zu endigen / welche Sententz oder Auſzpruch / ſie ſeye Definitiv, interlocutori oder proviſional, im Fall nemlich beſagter groſſe Rath befinden ſolte / daſz die Definitio alsdan noch nicht recht thun könte / alſobald vollkommlich exequirt und vollzogen / auch dagegen oder dagegen einige Appellation, Reviſion, oder einig ander Remedium Exceptionis, Provocationis, Nullitatis, ſeu gratiæ, weder intentirt noch admittirt werden ſolle / jedoch mit dieſem Verſtand / ſo fern nemblich von vorgemeldtem groſſem Rath einige Proviſional-oder Interlocutori-Sententz auſz Motiven und Urſachen die gemelten Rath ſelbſt dazu bewogen hätten / auſzgeſprochen würde / daſz die Sache alsdann dadurch an der Definitiv nicht verhindert / oder auffgehalten / ſonderen dieſelbe nicht weniger auff die Verordnung des groſſen Raths / als auch alſobald weiters definitivè oder principaliter und auff all ſolche Peremptori-Terminen als zuvor inſtruiret / und da ſolches geſchehen / von gemeltem groſſen Rath in derſelben mit ehiſtem auch definitivè abgethan / noch einig Proviſional-Urtheil ausgeſprochen ſeyn würde / ſo ſoll alsdan auch nach ver-

Anno 1665. verfloſſener ſolcher Zeit gegenwärtiges Compromiſs verfallen/ todt und zu nichte/ auch beyde Partheyen gäntzlich in ihren vorigen Stand geſetzet ſeyn/ als wäre dieſes Compromiſs niemahls auffgerichtet worden.

Da aber im Gegentheil innerhalb beſagter Zeit eines Jahrs von gedachtem groſſen Rath einiges Proviſional- oder Interlocutori-Urtheil auſzgeſprochen wäre / ſo daſz berührter Rath das ſeine gethan zu haben dadurch erwieſe/ in ſolchem Fall ſoll dieſes Compromiſs nicht in der Zeit eines Jahrs verfallen noch auffhören/ ſonderen wie oben gemeldet/ umb darinnen ferner principaliter und definitivè durch offtberührten groſſen Rath in ſo kurtzer Zeit/ als es thunlich ſeyn wird / ſententionirt zu werden.

Und damit die Partheyen der ſchleunig-und vollkommenen Vollziehung alles des jenigen/ ſo durch die Proviſional-oder definitiv-Sententz zu einer oder der anderen Beſchwehrung ausgeſprochen werden möchte / deſto mehr verſichert ſeyen / ſoll die ſuccumbirende Parthey innerhalb ſechs Monathen nach vorhergehender behöriger Warnung/ die Summ/ worinn dieſelbe condemnirt werden möchte/ erlegen / oder in Ermangelung deſſelben leyden und zugeben / daſz die Triumphirende Parthey Macht habe/ ſo viel aus der anderen Güteren/ nemblich Ihre Chur-Fürſtliche Durchleucht aus Ih. Hoch-Mög. Generalitäts Mittelen und Einkommen / und Ihre Hoch-Mögende aus Ihrer Chur-Fürſtlichen Durchleucht Cleviſchen Herrſchafften/ als welche diſzfals ſo viel zu concurrenz der adjudicirten Summ nöthig ſeyn wird/ hiemit reſpectivè affectirt werden/ eigenes Gewalts/ ohne einige Formalität oder näheren Conſens des anderen zu wehlen/ und da es nöthig/ militari manu zu exequiren/ jedoch alſo/ daſz der condemnirten Parthey frey ſtehen ſoll/ innerhalb beſagter Zeit von 6. Monathen aus Ihren reſpectivè vornehmen Herrſchafften oder Mittelen der anderen Parthey einige Special-Unterpfände einzuraumen/ umb daraus das Intereſſe zu vier vom hundert des Jahrs / zu concurrenz der adjudicirten Summ ſo lang in Zeit und Weile zu ziehen/ bis das Capital entrichtet ſeyn wird / mit dieſem Vorbehalt dennoch/ daſz da die Triumphirende Parthey ſothanig Capital zu gewiſſer Zeit abgelegt haben wolte/ die condemnirte in ſolchem Fall/ innerhalb 3. Jahren nach der rechtmäſſigen Auffſagung daſſelbe zu vollziehen/ oder zu leiden ſchuldig ſeyn ſolle/ daſz Ihre reſpectivè Herrſchafften oder Generalitäts-Mittel vorbeſagter maſſen auch militari manu exequirt werden.

Zu welchem Ende dan von wegen Ihrer Chur-Fürſtlichen Durchleucht verſprochen wird /es dahin zu bringen/ daſz der Römiſche Käyſer zugebe/ daſz beſagte Execution an den Cleviſchen Herrſchafften / und von wegen Ihrer Hoch-Mög. daſz die reſpectivè Provintzien dieſes Staats bewilligen / daſz dieſelbe an den Generalitäts-Mittelen oder Einkommen vorbedungener Geſtalt geſchehen möge.

Endlich geloben beyde Partheyen/ alle Ihre Alliirte Könige und Fürſten zu erſuchen/ das Sie mit ſchrifftlicher Handlung angeloben wollen/die Hand an offtgemelter Execution zu halten/ da ſolches nöthig / und Sie darumb erſucht würden.

Und damit alſo das jenige ſo hieroben gemeldt/ deſto unverbrechlicher gehalten werde/ haben zu mehrer Veveſt- und Bekräfftigung deſſen beyderſeits Herren Deputirte hievon/ jeder ein gleichlautend Inſtrument à part unterſchrieben und gegen einander ausgewechſelt / nechſt verſprechen/ innerhalb Monathsfriſten von dato dieſes/ Ihrer Herren reſpectivè Principalen Approbation und Ratification in beſtändiger Form auszuwürcken/ umb gleicher Geſtalt beyderſeits extradirt zu werden/ alſo/ daſz alsdan von der Zeit/ nemlich von nun an über vier Monath/ dieſem Compromiſs in allen ſeinen Puncten und Artickelen nachgelebet werden / und die darinnen geſetzte Terminen zu lauffen anfangen ſollen. Alſo geſchehen im Gravenhage den 1. Auguſt. 1665.

Werner Wilhelm Blaspeyl.
(L.S.)

Johann Lopes.
(L.S.)

Matthias Ramswinckel.
(L.S.)

XXII.

Anno 1665. 30. Août.

Vertrag zwiſchen denen Churfürſten Johann Philipps zu Mayntz und Carl Ludwig zu Pfaltz/ wodurch ſie die gemeinſchafftliche Stadt Ladenburg in die Sequeſtration Marggraff Wilhelms von Baaden als Käyſerlichen Commiſſarii geben. Geben zu Mayntz den 11. Septembr. 1665. und Friedrichsburg den 30. Auguſti 1665. [Lunig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Abſatz I. pag. 405.]

C'eſt-à-dire,

Accord entre les Electeurs Jean Frederic *de Mayence, &* Charles Louis *Palatin, par lequel ils conviennent de remetre la Ville de* Ladenbourg *en ſequeſtre entre les mains de* Guillaume *Marck-Grave de Bade comme Commiſſaire Imperial. A Mayence le* 11. *Septembre* 1665. *& à Fridericsbourg le* 30. *Août de la même année.*

Zu wiſſen/ daſz wir Johann Philipps/ von GOttes Gnaden/ des Heiligen Stuhls zu Mayntz Ertz-Biſchoff / des Heiligen Römiſchen Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Churfürſt/ Biſchoff zu Würtzburg und Worms / Hertzog in Francken / ꝛc. Und Wir Carl Ludwig/ von GOttes Gnaden/ Pfaltz-Graf bey Rhein/ des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Schatzmeiſter und Churfürſt/ Hertzog in Bayern ꝛc. Auff beſchehenes Zuſprechen Ihro Käyſerliche Majeſtät abgeordneten Reichs-Hof-Raths und Cämmerers / Herrn Leopold Wilhelms/ Grafen zu Königsegg/ ꝛc. Und dan des Chur-Brandenburgiſchen Geheimen Raths und Abgeſandten/ Curt Aſchen von Morenholtz/ allerhöchſtgedachter Ihro Käyſerliche Majeſtät zu allerunterthänigſten Ehren nachfolgendes bewilliget haben/ thun ſolches auch hiemit und in Krafft diſz Brieffs alſo und dergeſtalten/ daſz/ nachdeme beyderſeits dieſer Revers ausgehändiget ſeyn wird/ die Sequeſtration der gemeinſchafftlichen Stadt Ladenburg zu Handen der Römiſchen Käyſerlichen Majeſtät Commiſſarii des Herrn Marggraff Wilhelmen zu Baden Liebden/ oder wen dieſelbe ſonſten/ im Nahmen höchſtgedachter Ihro Käyſerliche Majeſtät hierzu verordnen werden/ von Uns denen Churfürſten zu Mayntz und Pfaltz / unverzüglich angenommen/ und werckſtellig gemacht/ und darauff Unſere des Churfürſten zu Mayntz und Lothringen darinn liegende Guarniſon / Kriegs-und Land-Völcker/ zu Roſz und Fuſz/ ſamt allen / ſo Uns und Ihnen an Stücken / Ammunition, Proviant und ſonſten zugehörig/und Wir und Sie dahin bringen laſſen/ auf den nechſt-inſtehenden 2. (12.) Monats Sept. vor Abend (ohne Chur-Pfaltz und dero Land und Leuten Koſten und Schaden) doch Zollfrey/ und zwar die Völcker zu Land/ daſz übrige aber zu Waſſer abgeführt/ und ſolcher Ort weder von Uns/ dem Churfürſten zu Mayntz/ noch Uns/ dem Chur-Fürſten zu Pfaltz/ noch jemand anderen hinführo mit Guarniſon und Kriegs-oder Land-Völckeren zu Roſz und Fuſz/ Stück/ Ammunition/ Gewehr/ Proviant / Kriegs-und anderen zu Befeſtigung dienenden Materialien nicht beſetzt / noch ſelbe unter keinem Vorwand oder Prætext darein gelegt werden ſollen. Inzwiſchen iſt beyderſeits beliebt worden/ daſz des Herrn Marggrafen Wilhelmen zu Baden Liebden/ als Käyſerliche Commiſſarius, oder derjenige / ſo ſeine Liebden hierzu ſubſtituiren/ oder auch Ihro Käyſerliche Majeſtät ſelbſten deſzwegen ferners verordnen möchten / (welcher aber weder einem noch anderem Theil mit Pflicht oder Blut-Verwandſchafft zugethan ſeyn ſolle /) ſolche Gemeinſchafft-Stadt Ladenburg in Käyſerliche Sequeſtration nehme / die Juſtiz adminiſtrire/ die Jurisdictionalia & Civilia, und ſo viel die Bewahr-Schlieſz-und Oeffnung der Stadt-Thor/ Thürmen und Mauren betrifft/ jedoch ohne Guarniſon/ Kriegs-oder Lands-Völcker zu Roſz und Fuſz in gemeldter Stadt allein durch die Bürgerſchafft exercire/ die Gemeinſchafftliche Renten und Gefälle einnehme/

ANNO 1665. und jedem abſonderlich verrechne und lieffere / und ſonſten keine Neuerung im Geiſt- und Weltlichen von ſich ſelbſten einführe / noch von andern einzuführen geſtatte / weniger nicht freyen Durch- und Vorbeyzug zu Waſſer und Land / auch keine weitere Befeſtigung des Orts zulaſſe; Zu dem Ende dann Wir / die Chur-Fürſten zu Mayntz und Pfaltz Unſere Beampte / Bediente / und die Bürgerſchafft daſelbſt / durch unſere dahin Bevollmächtigte Abgeordnete ihrer Pflichten / womit ſie uns verwand ſeyn / in ſo weit erlaſſen / und an des Herrn Marggrafen zu Baden Liebden als Käyſerlichen Commiſſarium, oder denjenigen / ſo ſonſten von dero / oder Jhro Käyſerlichen Maj. ſelbſten / wie vorgemeldt / dahin verordnet wird / anweiſen wollen / welche ſo gleich demſelben / in Beyſeyn unſerer Deputirten / darüber hinwieder eydlich angeloben ſollen.

Jetztgemeldte Sequeſtration aber iſt ihres Jnhalts durch und durch dahin zu verſtehen / daſz dieſelbe biſz zu Auſztrag der Sachen güt- oder rechtlich feſt und ſtät gehalten werden ſolle / jedoch jedem an ſeinen Rechten ohne Nachtheil. Dafern auch ein oder anderer Theil dieſem obgedachten kundbahrlich und wiſſentlichen contraveniren / und zu wieder handeln würde / ſolle derſelbe ſeiner daſelbſt habenden Gerechtſamen und Prætenſionen / wie ſie immer Nahmen haben mögen / ipſo facto verluſtiget ſeyn / und ihn darwieder einiger prætext, Vorwand oder Exception nicht ſchützen noch ſchirmen / ſondern Jhro Kayſerlichen Majeſtät obgedachten falls den leidenden Theil ohne einigen Proceſz in dieſelbe würcklich einzuſetzen Macht haben.

Wir / der Chur-Fürſt zu Mayntz und Conſortes, wie nicht weniger Wir / der Chur-Fürſt zu Pfaltz / ſollen und wollen auch in acht Tagen / nach Vollziehung und Unterſchreibung dieſes Revers unſere Deputirte mit gnugſamer Inſtruction und Vollmacht nacher Speyer ſchicken / und durch dieſelbe allda / durch Interpoſition der Käyſerlichen Commiſſion, mit des Chur-Brandenburgiſchen Geſandten Cooperation, die gütliche Handlung / jedoch mit Vorbehalt eines jeden Rechten / antreten laſſen. Deſſen zu Urkund haben Wir beyderſeits dieſen Revers unter unſer eigenhändigen Subſcription und auffgedrucktem Secret, veranlaſzter und verglichener maſſen / der Röm. Käyſerlichen Majeſtät unſerm Allergnädigſten Herrn / zu handen / Dero hierzu verordneten Reichs-Hofrath und Cammerers / Leopold Wilhelms / Grafen zu Königsegg / auſzgehändigt / und jeder Theil deſſen ein gleichmäſſiges verfertigtes Original zu ſich genommen / ſo geſchehen von Uns / dem Chur-Fürſten zu Mäyntz / auff Unſerer Reſidentz St. Martinsburg / in unſerer Stadt Mayntz / den 11. Septembr. St. n. 1665. Und von uns dem Chur-Fürſten zu Pfaltz / in unſerer Reſidens und Veſtung Friedrichsburg / den 30. Auguſt. St. v. 1665.

XXIII.

2. Sept. **Erb-Vertrag zwiſchen Georg Wilhelm / und Johann Fridrich Gebrüderen / und Hertzogen zu Braunſchweig Luneburg / durch Verordnete von Ludwig dem XIV. König in Franckreich / Maximilian Ertzbiſchoffen zu Cölln / Friedrich Wilhelm Churfürſten zu Brandenburg / Carl König in Schweden / Commiſſarien geſchloſſen; worin die / zwiſchen denenſelben Occaſione Succeſſionis, in denen / von Chriſtian Ludwig Hertzogen zu Braunſchweig erledigten Fürſtenthumben und Herrſchafften / entſtandene Miſzhelligkeiten beygelegt / obbemeldte Fürſtenthumb und Graffſchafften unter Sie vertheilet werden / auch dabey zur ewigen Einigkeit derſelben die Succeſſion, Vermög dieſer Landes-Theilung / bey dero abſteigenden Manns-Stamme / zu verbleiben abgeredet / und bey dieſen Vertrag feſt zu bleiben beſchloſſen wird. Geben zu Hildesheimb den 2. Sept. 1665.**

[LUNIG Teutſches-Reichs-Archiv. Part. Special. IV. Abtheilung IV. Abſatz IV. pag. 140.] ANNO 1665.

C'eſt-à-dire,

Accord Hereditaire fait entre les Ducs de Brunſwich-Lunebourg GEORGE GUILLAUME, *&* JEAN FRIDERIC *Freres, par l'interpoſition des Miniſtres de* LOUIS XIV. *Roi de France, de* MAXIMILIEN *Archevêque de Cologne, de* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, & de* CHARLES *Roi de Suede. Ils y conviennent du Partage des Etats & Domaines delaiſſés par le feu Duc de Brunswich* CHRISTIAN LOUIS; *& pour d'autant mieux aſſeurer le retabliſſement de l'Amitié & Concorde entr'eux, ils declarent & promettent reciproquement pour eux & leurs Succeſſeurs de maintenir & obſerver à toujours le preſent Accord & le Partage qu'il contient ſans jamais aller au contraire. A Hildesheim le 2. Septembre 1665.*

DEr Allerchriſtl. Königl. Majeſtät / Jhrer Chur-Fürſtl. Durchl. zu Cölln und Brandenburg / Jhrer Königl. Majeſtät in Schweden / als Hertzogen zu Bremen / und dann Herrn Hertzogen Auguſti und Herrn Hertzogen Ernſt Auguſti, zu Braunſchweig und Lüneburg Fürſtl. Durchleuchtigkeiten / Wir zu Ende unterſchriebene Gevollmächtigte hiermit vor jedermänniglichen uhrkunden und bekennen / Nachdeme die wegen Herrn Hertzog Chriſtian Ludwigs zu Braunſchweig und Lüneburg Fürſtl. Durchl. hochſeel. Gedächtniſz hinterlaſſene Fürſtenthume / Lande / Graf- und Herrſchafften / zwiſchen dero hinterbliebenen Brüdern / Herrn Hertzogen Georg Wilhelms / und Herrn Hertzogen Johann Friedrichs Fürſtl. Fürſtl. Durchl. Durchl. entſtandene und biſz dato ſich enthaltene Jrrungen und Streitigkeiten nunmehro durch Gottes Gnade und Unſere angewandte Mediation / durch einen beſtändigen und ewig währenden Fürſt-Brüderl. Vergleich und Tranſaction zu Grunde ausgehoben und beygeleget / und hochgedacht beyde Principal-Contrahenten Fürſtl. Fürſtl. Durchl. Durchl. Unſere allerſeits allergnädigſte und gnädigſte Herren Principalen und Committenten dienſtfleiſzigſt und gebührend erſuchet / über gedachte ufgerichtete gütliche Vergleichung und deren Jnhalt / wie ſolches alles von Worten zu Worten hernach folget / die guarantia zu verſprechen und zu verſchreiben:

Von Gottes Gnaden Wir Georg Wilhelm und Johann Friedrich / Gebrüdern / Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg / für Uns / alle Unſere Erben und Nachkommen / und künfftig regierende Hertzogen der Fürſtenthümer Braunſchweig / Lüneburg / Zelle und Calenbergiſchen Theils / bekennen offentlich hiermit und thun kund allermänniglich /

Als nach tödlichen Hintritt des weyland Durchl. Fürſten / Herrn Chriſtian Ludwigs / Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg / Unſers freundl. geliebten Bruders / Chriſtmildeſten Angedenckens / zwiſchen Uns beyderſeits / der Succeſſion halber / in denen dadurch erledigten Fürſtenthümern / Graf- und Herrſchafften faſt ſchwehre Jrrungen und Miſzverſtände erwachſen / ſelbige auch zu ſchädlicher Weiterung ſich angelaſſen / Und dann zu Verhütung deſſen der Durchl. Groſzmächtigſte Fürſt / Herr Ludwig der XIV. Aller Chriſtl. König in Franckreich und Navarra, wie auch der Hochwürdigſter / Durchlauchtigſter Fürſt / Herr Maximilian Heinrich / Ertzbiſchoff zu Cölln / des heil. Röm. Reichs durch Jtalien Ertz-Cantzlar und Chur-Fürſt tot. tit. ſo dann der Durchl. Fürſt / Herr Friedrich Wilhelm / Marggraf zu Brandenburg / des heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Chur-Fürſt tot. tit. Nebenſt dem Durchl. Groſzmächtigſten Fürſten / Herrn Carln / der Schweden / Gothen und Wenden Königen tot. tit. ſo wohl auch die Durchl. Fürſten / Herr Auguſtus, und Herr Ernſt Auguſtus, Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg / zu gütlicher Hinlegung ſolcher entſtandenen Miſzhelligkeiten / Jhro Königl. auch Chur- und Fürſtl. Interpoſition wohlmeinendlich offeriret / wir auch dieſelbe danckwillig acceptiret und angenommen / nich weniger auch die / behuef ſolcher Mediation deputirte Botſchafften und Geſandte / benamtlich die Wohlgebohrne / Wohl Edle / Edle / Veſt / und Hochgelahrte Herren / Antonius de

Anno 1665.

de l'Umbres, Dominus de Herbingen, Loos & Loges, Comes Conſiſtorianus Regii Ordinis Eques & Chriſtianiſſimæ Maj. Regiæ Legatus, Herr Dieterich / Freyherr von Landesberg / und Heinrich Frantz Nicolaus / J. U. L. reſp. auf Erwitte / Wocklum / Melben / Brach und Wöllinghauſen ꝛc. Pfand-Herr zur Marck / Chur-Fürſtl. Cöllniſcher Cämmerer / Geheimbter und Krieges-Rath / Droſte und Erb-Amtmann zu Erffte und Weſterkotten / Landdroſte in Weſtphalen / Obriſter und General-Wachtmeiſter / auch Hof- und Stifft-Hildesheimiſcher Regierungs- und Cammer-Rath / Friedrich von Jena / Churſl. Brandenb. Geheimter Rath / auch Cantzlar im Fürſtenthum Halberſtadt / Schweder Dieterich Kleiche / Jhr. Königl. Majeſtät zu Schweden bey dem Etat der Hertzogthümer Bremen u. Verden Præſident, Hildebrand und Chriſtoph von Hardenberg / und Friedrich von Heimburg / Georg Chriſtoph von Hammerſtein / und Georg Heinrich von Derenthal reſp. Fürſtl. Braunſchw. Lüneb. Geheime Räthe / Stadthalter / Vice-Hofrichter / Ober-Berg-Rath / Hof-Marſchall / und Cantzeley-Director ſich darzu ſattſam legitimiret / daſz demnach dieſelbige im Nahmen Gottes von wegen Jhrer allergnädigſt- und gnädigſten Herren ren Principalen die Mediation Anfangs in unſer Stadt Braunſchweig angetreten / nachgehends aber in der Stadt Hildesheim continuiret / und von Jhnen nichts unterlaſſen worden / was zu gäntz- und gründlicher Abhandelung dieſer erwachſenen Miſzverſtände nöthig und zulänglich ermeſſen / auch ſothane Handelung nach angewandter ſonderbarer Mühe und Sorgfalt zu glücklicher Endſchafft gebracht. Ob dann wohl bey ſothaner langwirigen Handelung verſchiedene ſchwere Difficultäten vorkommen / und unter andern Wir Uns auch des in Anno 1646. getroffenen Brüderlichen Haupt- und Neben-Vergleichs / und was darin der Succeſſion halber receſſiret und verglichen / zwarten wohl erinnert haben.

Nachdemmahl ſich aber jedoch ob der von Uns beyderſeits beliebter / von Unſern Cammer-Räthen und Cameralen beſchehenen fleiſzigen perluſtrir- und Uberlegung deren von den letzten Neun Jahren ſo wohl in Zell- als Calenbergiſchen Antheil hinc inde extradirten Amts- und Cammer-Regiſtern klärlich ergeben / daſz in Anno 1646. die in des weyl. Durchleuchtigen Fürſten / Herrn Georgen / Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg / Unſers gnädigen und hochgeehrten Herrn Vaters Chriſtſeligen Angedenckens / hinterlaſſenen Teſtament pro fundamento geſetzte exæquatio und gleiche Theilung der Fürſtenthümer / Graf- und Herrſchafften nicht allerdings erreichet / ſondern darunter eine ziemliche inæqualität befunden worden / indeme das Fürſtenthum Lüneburg und Grubenhagen ſamt der halben Ober- auch gantzen Nieder-Grafſchafft Hoya und Dieffholtz / das Fürſtenthum Calenberg an Jährlichen Intraden auf ein hohes übertroffen; So haben wir dahero vor nöthig erachtet / alles auf eine anderweite billigmäſzige Gleichheit zu ſetzen / Geſtalt Wir Uns zu dem Ende vermittelſt eines auf vorerwehnte Amts- und Cammer-Regiſter reflectirenden Bogenhandels / einer neuen beſtändigen und ewigwehrenden Theilung aller Fürſtenthümer / Graf- und Herrſchafften / für Uns / unſere Erben und Nachkommen / nachfolgender geſtalt ohnwiederrufflich vereinbahret und verglichen.

Erſtlich wollen Wir Hertzog Georg Wilhelm an ſtatt des biſzhero von uns regierten Fürſtenthums Calenberg / forthin das Fürſtenthum Zelle / zuſamt der Ober- und Nieder-Grafſchafft Hoya / auch Grafſchafft Dieffholtz mit allen deren pertinentien / auch davon dependirenden Land und Leuten / Hoheiten / Regalien und andern Rechten und Gerechtigkeiten in GOttes Nahmen Krafft dieſes an Uns nehmen / und zu Unſerm Antheil hinführo behalten und beherrſchen.

Weiter und vors 2te ſoll an gedachtes Fürſtenthum Zelle das Stifft Walckenrieth und das Amt Schauen mit allen Zugehörungen / Recht und Gerechtigkeiten / nichts davon ausgenommen; So dann hiernächſt auch die biſzhero an Zelle und Calenberg gehörige zwey Drittheil des Amts Harbſtedt / wann daſſelbe zu Falle kömmt / cum omni jure Uns Hertzogen Georg Wilhelm und Unſern Succeſſören in der Regierung des Fürſtenthums Lüneburg zugehören / und reſp. anheim fallen.

Hingegen und vors 3te wollen Wir Hertzog Johann Friderich das Fürſtenthum Calenberg und Göttingen / wie auch das Fürſtenthum Grubenhagen / incluſive deren dazu gehörigen ſowohl zellerfeld- als Grubenhagiſchen Bergwercken und in ſpecie auch des biſzhero nacher Zelle gehörig geweſenen Einen vierzehenden Theils / gleichergeſtalt mit allen deren pertinentien / auch davon dependirenden Land und Leuten / Hoheiten / Regalien / Recht und Gerechtigkeiten in Gottes Nahmen Krafft dieſes an Uns nehmen / und zu Unſerm Antheil hinführo behalten und beherrſchen. Und weil theils Calenbergiſche und Göttingiſche Aemter jetzo verpachtet / ſo wollen Wir Hertzog Georg Wilhelm bey allen Calenbergiſchen und Göttingiſchen Aemtern die Inventaria auf Maaſe / wie ſie zur Zeit beſchehener Verpachtung der Aemter bey jedem Amte geweſen / und Sie die Pachter wieder zu lieffern ſchuldig / ausantworten / und vermöge derſelben gehörige Liefferung thun laſſen.

Vierdtens wollen wir beyderſeits Gebrüdere einer dem andern die poſſeſſion ob-ſpecificirender unwechſelender Fürſtenthümer und Grafſchafften / wie auch derer darinn belegener Städte und Veſtungen / mit aller darinn vorhandener Artillerie, Munition, Magazin und anderer dergleichen dem regierenden Landes-Fürſten / wie bey dieſem Fürſtl. Hauſe Herkommens / gehöriger Gereitſchafft gebührlich tradiren / auch auf Maaſe / wie An. 1648. geſchehen / wegen Ceſſion ſothaner Lande / offene Uberlaſz- und Gehorſams-Briefe in gehöriger Form ausfertigen und übergeben laſſen.

Fünfftens / über dieſes ſollen nach Unſern Hertzogen Georg Wilhelms in Gottes Handen ſtehenden Todesfall / von Unſern hinterlaſſenen Leibes-Lehens-Erben und Succeſſore in der Landes-Fürſtl. Regierung / oder in Ermangelung derer von Unſers vielgeliebten Brudern Hertzog Ernſt Auguſti, oder ſeiner Lbdn. Erben und Succeſſoren / an Uns Hertzogen Johann Friedrichen / oder Unſern hinterbleibenden und ſuccedirenden Männlichen Leibes-Lehens-Erben funffzehen Tauſend Reichs-Thaler jährlicher Einkommen an einem Capital von dreymahl hundert tauſend Reichs-Thalern herausgeben / dafür auch die drey dem Fürſtenthumb Zelle zugehörige Erb-Zölle zu Bleckede / Hitz-acker und Schnackenburg ſambt und ſonders Krafft dieſes zu einer wahren weſendlichen und beſtändigen Hypothec bis zu barer Ablage der dreymahl hundert tauſend Reichs-Thaler hafften / jetztgenandte alſo hiermit verpfändete Zölle auch ſo bald nach Unſers Hertzogen Georg Wilhelms tödtlichen Hintritt / Uns Hertzog Johann Friderich oder obged. Unſern Succeſſoren und Erben würcklich angewieſen / die drey jedesmahlige Zöllnere auch in ihrem Eyd ausdrücklich mitnehmen / daſz ſie von denen jedesmahl erhebenden Zoll-Geldern niemand / wer der auch ſeye / das geringſte nicht reichen und abfolgen laſſen ſollen noch wollen / es ſeye dann vorhero Wir Hertzog Johann Friderich oder Unſere Succeſſoren obbeſchriebener jährlichen funffzehen tauſend Reichs-Thaler halber / vollſtändig bezahlet / und ſie die Zöllnere von Uns darauff gebührend quittiret worden / geſtalt dann auch die jährlichen Zoll-Rechnungen in die Fürſtliche Cammer zu Zelle / in Beyſeyn Unſerer Hertzogen Johann Friderichs darzu Deputirenden / gebührlich abgeleget werden ſollen. Würde ſichs dann in einem oder andern Jahre über Vermuthen begeben / daſz von jetzterwehnten dreyen Zöllen / beſagte funffzehen tauſend Reichs-Thaler nicht erhoben werden könten / ſo ſoll ſothaner Mangel aus denen geradeſten Intraden des Amts Bleckeden alſobald erſetzet / und Uns Hertzog Johann Friderich ohnweigerlich abgefolget werden.

Zum ſechſten iſt unter Uns vieler hochwichtiger / dem Etat, auch Sicher- und Einigkeit Unſers Fürſtl. Hauſes concernirender Urſachen halber / beſtändig verabredet / obwohl in dem Fürſtl. väterlichen Teſtament das Jus optionis auff verſchiedene Succeſſions-Fälle in futurum gerichtet und verordnet worden / daſz dennoch daſſelbige in allen künfftigen Fällen / wie ſich die auch zutragen mögen / ſo wohl unter Uns jetztlebenden dreyen Gebrüdern / als Unſeren allerſeits Deſcendentibus und Nachkommen hiermit gäntzlich auffgehoben und abgethan / ſolches auch von niemand und zu ewigen Zeiten prætendiret / gebrauchet / oder zugelaſſen werden / ſondern es bey obermeldeter Erb- und Landes-Theilung jetzt und künfftig ſo lange von Uns und Unſern niederſteigenden Mann-Stamme jemand übrig ſeyn wird / ohne einige fernere diviſion oder option ſein beſtändig immerwährendes und ohnveränderliches Verbleiben haben und behalten ſoll.

Damit auch zum ſiebenden ins künfftig in dieſem Fürſtlichen Hauſe die nächſte Agnati und Bluts-Verwandte ihres in eventum zuſtehenden Succeſſions-Rechtens umb deſtomehr verſichert ſeyn mögen / iſt verabredet und beliebet / daſz hinführo ſo wohl die Homagial- und Lehen- als die Dienſt-Eyde für die jetzt und künfftige Räthe und andere vornehme Hoff- und Regierungs-Bediente / wie auch die hohe Krieges-Officier und Commendanten in den veſten Poſten dergeſtalt eingerichtet werden ſollen / damit gedachte Bediente / Lehen-Leuthe und Unterthanen jedes Orts zwar dem p. t. regierenden Landes-Fürſten vornehmlich / dabeneben gleichwohl auch auff deſſen Abſterben denen nach-

fol-

Anno 1665.

folgenden in der Regierung nahmentlich und deſſen Männlichen Leibes-Lehens-Erben ſich gleichfalls verwand machen müſſen / allermaſſen dann deswegen eine gewiſſe Formul jetzo verglichen / und zu Ende dieſes Erb-Vergleichs annectiret worden.

Zum Achten iſt eine Univerſal-Amneſtia für alle und jede Unſere hohe und niedrige Civil-und Militair-Bediente / auch Unſer beyderſeits Land-Stände und Unterthanen durchgehends dergeſtalt Krafft dieſes reciproce gewilliget und verabredet / daß dieſelbe ſambt oder ſonders weder an ihren Perſonen oder den Ihrigen / noch an ihren beweg- und ohnbeweglichen Güthern / Geiſt-oder Weltlichen Intraden und Auffkommen / ſie rühren her / oder gehören hin / wo ſie wollen / per directum oder indirectum keines weges im geringſten nicht gekräncket / betrübet / beſchädiget oder benachtheiliget werden ſollen.

Zum Neundten: In allen übrigen ſo in dieſem Vergleich nicht geändert worden / ſoll es ſo wohl / was Unſere der Füſtlichen Gebrüdere Perſohnen und Unſere Succeſſoren / als Unſere geſambte Land-Stände und Unterthanen betrifft / bey der Dispoſition des väterl. Teſtaments, und denen in Anno 1646. wie auch andern in Unſerm Fürſtl. Hauſe Braunſchweig-Lüneburg auffgerichteten Erb-Vrträgen allerdings verbleiben und gelaſſen werden. Und gleichwie nun durch dieſen Erb-Vertrag alle obberegter Succeſſions halber entſtandene und bey den Tractaten hinc inde vorkommene Irrungen und prætenſiones, wie die Nahmen haben mögen / gäntzlich und aus dem Grunde aufgehoben und verglichen: Alſo verſprechen nicht allein Wir Hertzog Georg Wilhelm und Hertzog Johann Friderich, ſondern auch Wir Hertzog Ernſt Auguſt, als die wir dieſen beſtändigen immerwährenden brüderlichen Vergleich und Erb-Vertrag nebſt hochged. Unſer beyder der Gebrüdere Ldd. Ldd. zugleich allerdings mit placidiret und beliebet / alle und jede obbemelte puncten und Articul für Uns / Unſere Erben und Nachkommen / bey unſern allerſeits Fürſtl. wahren Worten und an Eydes ſtatt / alles ihres Inhalts / ſtet / veſt und unverbrüchlich zu halten / und darwider nichts zu thun noch geſchehen zu laſſen.

Verzeihen und begeben Uns auch kräfftigſter maſſen mit rechtem Wiſſen und reiffen Vorbedacht aller jetzigen und künfftigen bekandten und unbekandten beneficien und privilegien / ſo Uns aus den Gemeinen Geiſt-und weltlichen Rechten / Käyſerlichen und Königlichen Reſcripten / Special-Verträgen / Verordnungen oder Gewohnheiten auff einigerley Weiſe zu gute kommen möchten / und renunciiren allen Exceptionibus, Ausreden und Behelffen / wie die Menſchen-Sinne nicht alleine wider dieſen Vergleich / ſondern auch ſolche renunciation ſelbſt erdencken und nennen möchten / nicht anders / als wann ſolche mit Nahmen alhier geſetzet und ausgedrücket wären; Inſonderheit aber Exceptioni doli, metus, ignorantiæ, rei aliter geſtæ, læſionis ultra dimidium, & defectus ſufficientis informationis in facto vel Jure, und der aus dieſer und andern Urſachen verſtatteten reſtitutioni in integrum, ingleichen daß gemeine Verzicht nicht gelte / es gehe dann Special-Verzicht vorher / alſo daß wir und Unſere Nachkommen Uns deroſelben oder einiges andern Behelffs wider dieſen Vertrag und deſſen Inhalt / weder directo, noch per indirectum, weder ſelbſt / noch durch andere / in alle Ewigkeit nicht gebrauchen wollen / noch Unſere Nachkommen ſollen. Alles ſonder Argeliſt und Gefehrde. Zu wahrer Uhrkund alles obſtehenden / haben wir jetzternandte drey Fürſtl. Gebrüdere Hertzog Georg Wilhelm und Hertzog Johann Friderich, wie auch Hertzog Ernſt Auguſt, dieſen brüderlichen Erb-Vertrag und Vergleich mit eigenhändiger Unterſchrifft und wiſſentlicher Anhängung Unſerer Fürſtl. Inſiegel bewähret.

Und nun wir zu Anfangs gedachte und in vorherſtehendem gütlichen Vergleich mit Nahmen benannte gevollmächtigte Mediatores von allerhöchſt-und höchſtged. Unſern aller gnädigſt-und gnädigſten Herren / zu Leiſtung der begehrten guarantie ſpecialiter plenipotentiiret / Unſere Vollmachten auch in Originali extradiret und ausgeantwortet / ſolchem nach verſprechen und verſchreibe m Nahmen und von wegen Unſerer allergnädigſten und gnädigſten Herren Principal-Committenten / Krafft habender und ausgeſtelter Original-Special-Vollmacht hiermit und Krafft dieſes über vorhergeſchriebenen und immerwährenden Fürſt-brüderlichen Vergleich und Tranſaction / auch allen deſſen Inhalt / Puncten / Clauſuln und Articuln in beſter Form die guarantie; Geloben auch darbey / daß Unſere allergnädigſte und gnädigſte Herren / auf den unverhofften Fall / da einer von denen Herren Principal-Contrahenten / oder deren Succeſſoren / und Nachkommen den guarantirten Vergleich ingeſambt oder wider einen desſelben Articul und Clauſul de facto zuwider leben und anfechten ſolten / die verſprochene und alhier verſchriebene guarantie würcklich leiſten / und den Contravenirenden mit aller Macht zu obſervir-und Feſthaltung alles und jeden / was und wie es verglichen / anhalten wollen. Zu mehrer Befeſtigung haben Wir dieſe guarantie eigenhändig unterſchrieben / und mit Unſern angebohrnen und gewöhnlichen Pittſchafften beſiegelt / So geſchehen Hildesheimb den 2. T. Septembris Anno 1665.

XXIV.

9. Sept. Provinces-Unies et Brunswick.

Tractaet van Alliantie tuſſchen de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende haere Vorſtelijcke Doorluchtigheden George Wilhelm *ende* Ernst Augustus *Hertogen tot Brunſwyck ende Lunenburgh raackende het byeenbrengen een Armee van* 4000. *Paerden en* 8000. *Mannen te Voet. Beſloten in den Hage den* 9. *September Anno* 1665. [Aitzema *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. II. Part. II. pag. 1332. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans Londorpii *Acta publica* Tom. IX. pag. 420. en Allemand; & dans Lunig *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz IV. pag. 331. en Allemand & ſous la Date du 9. Octobre.]

HAere Vorſtelijcke Doorluchtigheden ſullen op 't ſpoedigſte doen lichten by een brengen een Armée van *vier duyſent* Paerden, en *acht duyſent* Mannen te Voet.

II. Ende ſullen van nu af aen ſonder eenich uytſtel, ſodanige *twee duyſent* Paerden, ende *vier duyſent* Mannen te Voet, als albereyts geworven ende in ſtaet zyn, doen marcheren in het Stift ende Steden van *Oſnabrugge* ende daer ontrent, daer het met onderlingh concert noodigſt ſal gevonden worden, om aldaer geinquartiert ende gelogeert te worden.

III. Soo

XXIV.

Traité d'Alliance entre les Hauts & Puiſſans Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & leurs Alteſſes George Guillaume, & Ernest Auguste Ducs de Brunswich & Lunebourg pour former enſemble une Armée de 8000. Hommes de pied, & de 4000. Chevaux. A la Haye le 9. Septembre 1665. [Aitzema, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. II. Part. II. pag. 1332.]

LEſdits Princes Sereniſſimes feront lever au plutôt & aſſembleront une Armée de quatre mil chevaux & huit mil hommes d'Infanterie.

II. Et feront dès à preſent & ſans delay marcher les deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied qui ſont déja levez & en état dans le Païs d'Oſnabrug & és environs où il ſera jugé de concert être neceſſaire pour y être logez & mis en quartier.

III. Auſſi-

ANNO 1665.

III. Soo ras de voorſz *twee duyſent* Paerden, ende *vier duyſent* Voetknechten op het te arreſteeren Rendevous ſullen aengekomen zyn, ſullen deſelve aenſtondts ende op aenmaning van hare Vorſtelijcke Doorluchticheden worden ghemonſtert by Commiſſariſen van wederzijts hooge Partyen daer toe te nomineren: ende ſullen dan van dien dach aen worden betaelt ende onderhouden, d'eene helft tot laſte van hare Vorſtelijke Doorluchticheden, ende d'anderen helft tot laſte van haer Ho. Mog. op ſodanigen voet en Reglement als de Militie van haer Ho. Mog. hier te Lande getracteert wort, ende volgens de Lijſte hier na geinſereert.

IV. Om de verdere *twee duyſent* Paerden en *vier duyſent* Mannen te voet, ook paratelijck te doen werven ende by een te brengen, ſullen haer Ho. Mog. ſtracks na het ſluyten deſer, by goede wiſſelen, ten behoeve van hare Vorſtelijcke Doorluchtigheden in de Steden *Bremen* ende *Hambourch* doen overmaecken een ſomme van *hondert twaelf duyſent* Rijcxſtaelders, of *twee hondert tachtich duyſent* guldens Hollants gelt, als genomen *veertich* Rijcxdaelders tot aenrits-gelt voor yder Ruyter, en *acht* Rijcxſtaelders voor yder Voetknecht, voor welcke ſommen hare Vorſtelijcke Doorluchtigheden haer dan oock verobligeren, de voorſz Ruyteren ende Voetknechten wel gemonteert ende gewapent by te brengen.

V. Sullen oock hare Vorſtelijcke Doorluchtigheden verbonden zyn, de wervinge ſoodanich voort te ſetten, dat de voorſz *twee duyſent* Paerden en *vier duyſent* Voetknechten, binnen den tijdt van *twee* maenden na uytlegginge van de voorſz werf-gelden, of eerder ſo doenlijck, effective compleet zyn, wanneer de ſelve aenſtonts in hare quartieren in de Landen van *Bronſwijck* op aenmaninge van hare Vorſtelijcke Doorluchtigheden door wederzyts Commiſſariſen als vooren, ſullen ghemonſtert worden, ende het onderhout daer van op den voet als voor geſchreven is, ſal beginnen te loopen half en half, tot laſte van haer Ho. Mo. ende van hare Vorſtelijcke Doorluchtigheden, ende dan voorts worden gebracht in 't Stift ende de Steden van *Oſnabrugge* ende daer ontrent, daer het met onderlingh concert dienſtich ſal gevonden worden.

VI. De voorſz Militie ſal worden gereguleert onder *vier* Regimenten te Paerde ende *acht* Regimenten te Voet, ende ſal yder Regiment te Paerde beſtaen in *vijf-hondert* Paerden, verdeelt in *ſes* Compagnien; ende yder Regiment te Voet in *duyſent* Voetknechten, verdeelt in *tien* Compagnien, ende ſal yder Colonel te Paert ende te Voet getracteert worden tegens *hondert twintich* Rijxkſtaelders, of *drie hondert* guldens Hollants, per lopende maent, yder Lt. Colonel tot *veertich* Rijcxdaelders, of *hondert* guldens, ende yder Majoor tot *twee en dertich* Rijcxſtaelders, of *tachtich* guldens, ende de Quartiermeeſters ende Provooſten van de Regimenten te voet, te ſamen *achtien* Rijcxdaelders, of *vijf en veertich* guldens Hollants, ter maent over yder Regiment, des en ſullen aen de ſelve geene andere onkoſten: het ſy van Wagens, Karren of Paerden op de optochten of anderſints geleden of gedevalideert worden.

VII. Ende ſal voorts yder Regiment te Paerde gerengeert als vooren, tot ſoldye trecken alle loopende maenden volgens de ordre ende beſtellinge van haer Ho. Mog. een ſomme van *vier duyſent ſeven hondert ſeven en ſeſtich Rijcxdaelders negen en twintig ſtuyvers negen deniers*, of *elf duyſent negen hondert achtien guldens negentien ſtuyvers negen deniers* Hollands, ende yder Regiment te Voet ter loopende maent als vooren *vier duyſent een hondert vier Rijcxſtaelders vier ſtuyvers*, of *tien duyſent twee hondert twee en ſeſtich guldens, een denier* Hollants, of na proportie ſo veel min als by de te doene monſteringe de voorſz Regimenten ſwacker in getale van Paerden, of Voetknechten ſullen bevonden worden.

VIII. Ende ſullen de penningen tot het voorſz respective onderhoudt ter concurrentie van die *twee duyſent* Paerden ende *vier duyſent* Voetknechten gerequireert, te weten, een maent Solts paratelijck te betalen, ten dage van yeder van de voorſz te doene monſteringe, ende daer nae voort van tijdt tot tijdt alle loo-

III. Auſſitôt que les ſusdits deux mil chevaux, & quatre mil hommes de pied ſeront arrivez au Rendez-vous, il en ſera fait la reveüe par les Commiſſaires qui ſeront nommez par les Parties de part & d'autre, & ſeront dès ledit jour payez & entretenus, moitié par leurs Serenitez & l'autre moitié par leurs Hautes Puiſſances, ſur le même pied & reglement que les Troupes de leurs Hautes Puiſſances ſont traitées en ce Païs, & ſuivant la Liſte inſerée ci-aprés.

ANNO 1665.

IV. Pour faire lever & aſſembler au plutôt les deux autres deux mil chevaux, & quatre mil Fantaſſins Leurs H. P. auſſitôt aprés la concluſion des preſentes feront remettre dans les Villes de Bremen, & de Hambourg à Leurs Serenitez par bonnes Lettres de Change la ſomme de cent douze mil Riſdales, ou deux cens quatre vingt mille livres monoye de Hollande, prenant quarante Riſdales pour chaque Cavalier, & huit Riſdales pour chaque Fantaſſin, pour laquelle ſomme Leurs Serenitez s'obligent de monter & équiper bien & deüement, leſdits Cavaliers & Fantaſſins.

V. Leurs Serenitez ſeront auſſi obligées, de tellement preſſer leſdites levées que les ſuſdits deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied ſeront complets dans le tems de deux mois, aprés la delivrance de la ſomme, qui ſera fournie pour ce ſujet, ou plutôt ſi faire ſe peut, & alors il en ſera auſſi fait la reveuë dans leurs quartiers dans le Païs de Brunswick ſur l'avis de Leurs Serenitez par les Commiſſaires de part & d'autre, & l'entretien d'icelles Troupes ſur le pied ci-deſſus dit commencera à courir moitié par moitié à la charge de L. H. P. & de Leurs Serenitez, & en ſuitte ſeront conduittes dans l'Evêché & Cercle d'Oſnabrug, & és environs où il ſera trouvé bon d'un conſentement unanime.

VI. Les ſuſdites Troupes ſeront diviſées en quatre Regimens de Cavallerie, & huit d'Infanterie, & chaque Regiment de Cavallerie conſiſtera en cinq cens chevaux partagés en ſix Compagnies, & chaque Regiment d'Infanterie en mil Fantaſſins diviſés en dix Compagnies, & le gage de chaque Colonel de Cavalerie & d'Infanterie ſera de cent vingt Riſdales ou trois cens livres monoye de Hollande pour chaque mois; celui de chaque Lieutenant Colonel ſera de quarante Riſdales ou cent livres, & celui de chaque Major ſera de trente deux Riſdales ou quatre-vingt livres; & les Quartiers-Maîtres & Prevôts des Regimens à pied enſemble dix-huit Riſdales ou quarante cinq livres de Hollande, par mois pour chaque Regiment, moyennant quoy il ne leur ſera ſouffert ni évalué aucuns frais de Chariots, Charettes ou Chevaux pour les marches ou autrement.

VII. Et outre plus chaque Regiment de Cavallerie, ordonné comme ci-deſſus, recevra tous les mois courans pour Solde ſuivant l'ordre de Leurs H. P. une ſomme de quatre mil ſept cens ſoixante & ſept Riſdales, vingt-neuf ſous neuf deniers, ou onze mil neuf cens dix-huit livres dix-neuf ſous neuf deniers monoye de Hollande, & chaque Regiment d'Infanterie pour chaque mois courant comme deſſus, quatre mil cent & quatre Riſdales quatre ſous; ou dix mil deux cens ſoixante-deux livres un denier monoye de Hollande; ou à proportion du moindre nombre auquel leſdites Cavalerie & Infanterie ſe trouveront être par la reveuë qui en ſera faite.

VIII. Et les deniers requis pour l'entretien ſuſdit à la concurrence de ces deux mil hommes de Cavalerie & quatre mil d'Infanterie, ſçavoir un mois de Solde à payer ſans delay au jour deſdittes reveuës à faire, & enſuite de mois en mois, enſemble au profit des huit

ANNO 1665.

loopende maenden; mitsgaders ook ten behoeve van *acht* Colonellen, Lt. Colonellen, ende Majoors, Quartiermeeſters, ende Provooſten, van wegen haer Ho. Mog. by goede wiſſelen, als boven preciſe worden overgemaekt aen hare Vorſtelijcke Doorluchtigheden, de welcke dan voorſz de particuliere betalinge ſullen nemen tot haren laſte, ſoodanich dat haer Ho. Mog. noyt van eenige Overſten of andere Hooge of Lage Officieren, Ruyteren ende Soldaten, over eenige wanbetalinge ſullen mogen aengeſproocken worden, of daer voor by yemant convenibel zyn.

IX. Ende wort daer benevens oock van nu af aen verſtaen ende vaſtgeſtelt, dat de voorſz Troupen by proviſie ſullen onderhouden worden, ende by een blijven, voor den tijdt van *vier* lopende maenden, te reeckenen van de dagen af van de eerſte reſpective monſteringen, ſchoon het gebeuren mochte, dat de redenen ende occaſien quamen te ceſſeren, daer over de ſelve by een getrocken zyn, daer van hier na ſal geſeyt worden; ende dat dienvolgens de voorſz uytgeloofde Subſidien of penningen van onderhout, oock voor een ſelven tijt ſullen moeten vaſt blijven, tot welckers preſtatie haer Ho. Mog. haer dan by deſen obligeren

X. Ende in cas de gelegentheyt van tijden ende ſaeken ſich ſoodanich toedroege, dat het van nooden ware de ſelve Troupen langer als den voorſz tijdt van *vier* loopende maenden te moeten onderhouden, ſoo wort de continuatie van dien oock vaſtgeſtelt van nu af aen voor andere diergelijcke *vier* maenden, om op den ſelven voet ende op de ſelve verdeelinge te worden onderhouden, ten ware de geſamentlijcke Hoge Partyen, daer op ondertuſſchen anders quamen te verdragen.

XI. Het ſal wederzijts ende met onderlinge communicatie vry ſtaen, alle de voorſz Troupen ſonder onderſcheyt, ſeparaet ende te gelijck na gelegentheyt van tijde te doen inſpecteeren, ende te doen monſteren, om van het getal der Ruyteren ende Knechten, oock van der ſelver monture en wapenen te konnen verſeeckert zyn, ende ſullen de Hooge Officieren, Ritmeeſters ende Capiteynen gehouden zyn ten allen tijden daer ontrent te obedieren aen de ordre de welcke daer toe ſullen gegeven werden.

XII. Tot de voorſz Armée ſal gevoecht worden een train van Artillerie, de welcke na de groote ende macht van de ſelve ſoodanich ſal worden geproportioneert, dat daer toe ſullen worden gebruyckt.

2 Mortiers.
2 Halver Cartouwen.
4 Stucken van 12. pont.
6 Stucken van 6. pont.
20 Stucken van 3 a 4 pont.

Kogels.			*Kogels.*		
200 ad.	24.	48.	600. ad.	6.	36.
400 ad.	12.	48.	2000.ad.	4.	80.

212 Cent Kogels.

100 ad. 60.
100 ad. 40. } 100 Centr. Granaden met ſo veel Buskruyt als daer toe van nooden is.

Tegens 1. pont Kogels een half pont Buskruyt gereeckent	106 Centr. Buskruyt voor 't Canon.
Op 8000. man yder 2. pont gereeckent . . .	106 Centr. Buskruyt voor de Soldaten.
Ende tegens 1. pont Buskruyt, 2. pont Loot	320. Cent. Loot of Muſquet Kogels.

Ende oock daer by ſullen werden ghevoecht, de noodige ende gherequireerde Hooge ende Lage Officieren, als namentlijck:

Bediende tot deſe Artillerie gehoorende.

1 Colonel.
1 Majoor.
2 Capiteynen.

2 Luy-

huit Colonels, Lieutenants Colonels, & Majors, Quartiers-Maîtres & Prevots ſeront remis preciſment de la part de L. H. P. par Lettres de Change comme deſſus à Leurs Serenitez, leſquels prendront en aprés ledit payement à leur charge, en telle ſorte que jamais aucun Colonel, ou autre haut ou bas Officier, Cavaliers ou Soldats ne pourront demander ledit payement à Leurs H. P. & qu'il n'y aura contre eux aucune action à ce ſujet.

IX. Et en outre a été trouvé bon, & arreté que les ſuſdittes Troupes ſeront par proviſion entretenuès, & demeureront enſemble pour le temps de quatre mois, à compter du jour de la premiere reveuë reſpective, encore qu'il arrivât que les raiſons & l'occaſion pour leſquelles elles ſe ſont aſſemblées vinſſent à ceſſer & dont il ſera parlé ci-aprés; Et que par conſequent, les ſuſdits Subſides ou Deniers promis pour l'entretien des Troupes demeureront auſſi aſſurées pour le même temps, à quoi faire L. H. P. s'obligent par ces preſentes.

X. Et en cas que la conjoncture des tems, & des affaires fût telle, qu'il fût neceſſaire d'entretenir leſdittes Troupes au delà deſdits quatre mois courans, la continuation en eſt arrétée dés à preſent comme pour lors pour quatre autres ſemblables mois, pour être entretenus ſur le même pied & ſur la même repartition, à moins que les Parties ne vinſſent à en convenir autrement.

XI. Il ſera libre de part & d'autre, & avec la communicaiion reciproque de faire faire reveüe des ſusdittes Troupes ſans diſtinction, ou ſeparement ou enſemble ſelon la conjoncture des tems, pour pouvoir être aſſurez du nombre des Cavaliers & des Fantaſſins, auſſi bien que de leur monture & Armes, & ſeront les Hauts Officiers, & Capitaines de Cavalerie & d'Infanterie tenus en tout tems d'obeïr aux Ordres qui ſeront donnez à cet égard.

XII. On joindra à ladite Armée un train d'Artillerie, qui ſera porportionné à ſa force & grandeur, & on ſe ſervira pour cet effect de

2 *Mortiers*
2 *Demi Cartouches.*
4 *Pieces de Canon de* 12. *liv. de Bale.*
6 *Pieces de* 6. *liv. de Bale.*
20 *Pieces de* 3 *à* 4 *liv. de Bale.*

Boulets.			Boulets.		
200 *à*	24.	48.	600. *à*	6.	36.
400 *à*	12.	38.	2000. *à*	4.	80.

212. *cent Boulets.*

100 *à* 60
100 *à* 40 } 100 *Cent de Grenades avec autant de Poudre que de beſoin.*

Pour 1. *livre de Boulets une demi livre de Poudre, montant.* . . .	106. *Centr. Poudre pour le Canon.*
Pour 8000. *hommes chacun* 2. *livres ſe monte.*	106. *Centr. Poudre pour les Soldats.*
Et pour une livre de Poudre 2. *livres de plomb.*	320. *Centr. plomb ou Bales de Mouſquet.*

Et auſſi y ſeront joints les Hauts & Bas Officiers, à ſçavoir,

Officiers ſervans à l'Artillerie.

1 *Colonel.*
1 *Major.*
2 *Capitaines.*

2 *Lieu-*

ANNO 1665.

2 Luytenanten.
4 Stuck-Jonckers.
1 Mineur met ſyn Volck.
1 Spetardier met ſyn Volck.
1 Smidt met ſyn Volck.
1 Radmaecker met ſyn Volck.
1 Sadelmaecker met ſyn Volck.
5 Predicanten.
1 Velt-ſcheerder met een Veldt-Pale.
2 Vuyrwerckers met haer Volck.
42 Conſtapels.
1 Brugge-meeſter met ſyn Volck.
2 Wechbereyders.
2 Scherm-meeſters.
2 Stalmeeſters.
1 Schrijver.

80. Hantlangers by 't Canon, te weten, 4. by een Cartouw, ende elck ſtuck van 12. pont, ende voor de reſt by elck ſtuck 2.

Eenige Pionniers.
Affuyt maeckers met haer Volck.

Ende ſullen haer Vorſtel. Doorluchticheden van nu af aen. immers aenſtonts na het ſluyten deſes, die voorſieninge doen, ende die noodige ordres ſtellen, dat alle de voorſchreve Artillerie, met de Paerden, Wagens, Karren, ende ander Artillerye daer toe ghe-requireert, oock de voorſz Hooge ende Lage Officieren van den Train by de handt zyn, in Stift of in de Stad van *Oſnabruch*, om in cas van noot aenſtonts ende ſonder uytſtel te konnen gebruyckt werden daer het ſal van nooden zyn, des ſullen hare Ho. Mog. ſoo ras de voorſz Artillerie ende de Officieren van ſelven ſullen nageſien ende gemonſtert zyn, tot verval van de onkoſten daer toe gerequireert; mitsgaders tot de betalinge van de hooge tractementen van de Generaels perſonen, de welcke boven de Colonels van de Regimenten ſullen moeten aengeſtelt ende gebruyckt worden, alle loopende maenden aen haere Vorſtel. Doorluchticheden betalen een ſomme van *acht duyſent negen hondert en vijf Rijcxdaelders vijftien ſtuyvers*, ofte *twee en twintich duyſent twee hondert drie en ſeſtich gulden vijf ſtuyvers* Hollants gelt, op conditie dat de ſelve daer mede van alle narichtinge ſullen bevrijt zyn, gelijck hier voor Artijckel *acht* geſeyt is.

XIII. De voorſz Militie te Paerde ende te Voet ſodanig geworven ende by een gebracht zynde, ſullen de Hooge ende Lage Officieren, oock alle de Ruyteren en Knechten nevens het doen van de monſteringe gebracht werden onder een ſolemnelen Eedt, by de welcke ſy ſullen belooven *gehou ende getrouw te zijn aen hare Vorſtelijcke Doorluchticheden ende haer te laten gebruycken in alle occaſien daer toe ſy van wegen de ſelve ſullen geſonden ende geemployeert werden, met deſen verſtande, dat in cas het quam te gebeuren, dat die voorſz Troupen in het geheel ofte ten deele mochten gebracht werden binnen het Territoir ofte op den Bodem van haer Hog. Mog. om aldaer Guarniſon te houden, te ageren, ofte anderſints ten gemeenen dienſte gebruyckt te worden: in ſulcken gevalle oock alle de voorſz Hooge ende Lage Officieren; mitsgaders alle de Ruyteren en Knechten, ſullen gehouden zyn te doen den ſelven Eedt ten behoeve van haer Ho. Mog. in handen van den Commiſſaris, den welcken haer Ho. Mog. daer toe ſullen willen ordonneren, ende dat ſy aen dien Eedt ſullen verbonden zijn ende blijven, ſo lange ſy op den voorſz Bodem ende binnen het voorſz. Territoir gebruyckt werden, gelijck mede reciproquelijck in cas dat het quam te gebeuren, dat haer Ho. Mo. ſouden goetvinden een gedeelte van hare Militie te detacheren, ende te doen conjungeeren met de voorſz Troupen, ende dat met die gheconjungeerde Militie ſoude moeten werden geageert binnen het Territoir ende op den Bodem van hare Vorſtel. Doorl. oock de gedetacheerde Troupen van haer Ho. Mog. ſullen gehouden zijn te doen den ſelven Eedt, ten behoeve van haer Vorſtel. Doorl., ende dat ſy aen dien Eedt ſullen verbonden zijn ende blijven, ſoo lange ſy op den voorſz Territoir gebruyckt worden.*

XIV. Het opper gheſach ende Commandement van deſe Troupen, ſal zyn ende blijven aen de perſonen van hare Vorſtel. Doorl. ende ſullen hare Vorſtelijcke Doorluchticheden belooven ende annemen; ghelijck de ſelve belooven ende aennemen by deſen, ghe-

ANNO 1665.

2 Lieutenans.
4 Gentilshommes d'Artillerie.
1 Mineur avec ſes gens.
1 Petardier avec ſes gens.
1 Maréchal avec ſes gens.
1 Charron avec ſes gens.
1 Sellier avec ſes gens.
5 Miniſtres.
1 Barbier.
2 Artificiers avec ſes gens.
42 Canoniers.
1 Capitaine des Pontons avec ſes gens.
2 Capitaines de Pionniers.
2 Maîtres d'Armes.
2 Ecuyers.
1 Ecrivain.

80. *Garçons pour le Canon, à ſçavoir 4. pour les Cartouches, & chaque Piece de 12. livres de bale & pour le reſte pour chaque Piece 2.*

Quelques Pionniers.
Faiſeur d'Affuts avec ſes gens.

Et feront leurs Serenitez dés à preſent comme pour lors, du moins auſſitôt aprés la concluſion des preſentes, les ſusdittes fournitures, & donneront les Ordres neceſſaires que toute la ſuſditte Artillerie, avec les Chevaux, Chariots, Charettes, & autres choſes en dependantes, enſemble les ſuſdits Hauts & Bas Officiers du train d'Artillerie ſoient prêts dans l'Evêché, ou la Ville d'Oſnabrug, pour en cas de beſoin s'en pouvoir ſervir au plutôt & ſans delay où il ſera neceſſaire; c'eſt pourquoi L. H. P., auſſitôt que la ſuſditte Artillerie & les Officiers d'icelle auront paſſé en reveuë, payeront à leurs Serenitez pour les frais à ce requis, enſemble pour les gages des Generaux qui ſeront créez au deſſus des Colonels des Regimens, tous les mois courans une ſomme de huit mil, neuf cens & cinq Risdales quinze ſous, ou vingt & deux mil deux cens ſoixante & trois livres cinq ſous, monnoye de Hollande, à condition qu'ils ſeront, moyennant cela, exempts de toutte recherche, comme il eſt porté ci-deſſus par l'Article huit.

XIII. Les ſuſdittes Troupes tant de Cavalerie que d'Infanterie étant levées & aſſemblées, les Hauts & Bas Officiers, enſemble tous les Cavaliers & Fantasſins dans le tems de la reveuë, feront & prêteront Serment, par lequel ils promettront, d'être fideles & obeïſſans à leurs Serenitez, & de ſervir dans toutes les occaſions où ils ſeront par elles employez, bien entendu; qu'en cas qu'il arrivât que les ſuſdittes Troupes, toutes enſemble ou en partie, vinſſent à être amenées dans le Territoire ou ſur les Frontieres de L. H. P. pour y être en Garniſon, agir ou autrement être employez au ſervice commun; En tel cas, les ſuſdits Hauts & Bas Officiers, enſemble les Cavaliers & Fantaſſins, ſeront tenus de faire le même Serment au proffit de L. H. P. entre les mains des Commiſſaires, que L. H. P. ordonneront à cet effect, & qu'ils ſeront liés par ce Serment pendant tout le tems qu'ils ſeront employez ſur leſdittes Frontieres ou Terres, comme auſſi reciproquement, s'il arrivoit que L. H. P. jugeaſſent à propos de detacher une partie de leurs Milices, & de les joindre aux ſuſdittes Troupes, & que leſdittes Milices jointes auxdittes Troupes vinſſent à être employées ſur le Territoire ou ſur les Frontieres de leurs Serenitez, leſdittes Troupes detachées ſeront auſſi obligées de faire le même Serment, au proffit de leurſd. Serenitez & qu'elles ſeront liées par ce Serment pendant tout le tems qu'elles reſteront ſur ledit Territoire.

XIV. Le Commandement en Chef de ces Troupes, ſera & demeurera aux perſonnes de leurs Serenitez, & leurs Serenitez promettront & agréeront, comme elles promettent & agréent par ces preſentes, que pen-

dant

ANNO 1665.

dat ſy alle de ſelve Troupen gedurende den tijt ende de occaſien van deſe Conventie agerende, preciſe ende ſtrictelijck daer toe ſullen houden, dat ſy met alle ghehorſaemheyt ende ghetrouwicheyt in alle voorvallende occaſien, haer ſullen laten gebruycken ſonder onderſcheyt, ſoo wel in ſaecken ende gelegentheden, de welcke het intereſt ende het beſten van haer Ho. Mog. concerneren, als die het intereſt ende beſten concerneren van hare Vorſtelijcke Doorl. ende ſal de functie van Generael van de ſelve Troupen onder hare Vorſtelijcke Doorl. bekleet werden by den Heere *George Frederick* Graven van *Waldeck*, *Piermont*, ende *Cuylenburch*, de welcke van den beginne aen, ende ſtracx nae de gedane monſteringe den *Eedt* van getrouwicheyt ſal afleggen, aen haer Vorſtel. Doorl. ende oock ten behoeve van haer Ho. Mog. in handen van den Commiſſaris by de ſelve daer toe te nomineren, ende ſullen dan voorts alle militaire actien alvooren moeten beleyt ende geadjuſteert werden, met een *ghemeen concert* tuſſchen haer Ho. Mog. ende hare Vorſtel. Doorl. of den geenen de welcke haer Ho. Mog. daer toe ſullen willen volmachtigen, ende oock met deſe expreſſe conditie, dat in cas de voorſz Troupen ſouden moeten gebruyckt werden om te ageren tot defenſie van de Steden ende Landen aen haer Ho. Mog. competerende, ofte met der ſelver Guarniſoenen beſet, in ſulcken ghevalle de opinien ende ſentimenten van haer Hooch Mog. ende van der ſelver volmachticheden ten beſten van hare Steden ende Landen ſullen gevolcht werden, ende omtrent die deliberatien prævaleren, ende wederom dat de opinien ende ſentimenten van haer Vorſt. Doorl. ſullen prævaleren, ende gevolcht werden in alle voorvallen de welcke ſullen concerneren de defenſie van de Steden ende Landen van haere Vorſt. Doorl. des is oock expreſſelijck verſtaen, dat wanneer de voorſz Troupen in 't geheel of ten deele ſoude komen te ageren op den Bodem ende in het Territoir van haer Ho. Mog. het voorſz Oppercommandement in het geven van 't *woort*, ende in alle generale ordres, wel ſal blyven aen haer Vorſtel. Doorl. ſo wanneer de ſelve in perſoon de voorſz Troupen ſullen willen commandeeren, maer als hare Vorſtel. Doorl. in perſoon het voorſz. Opper-Commando niet en ſullen willen exerceren, dat het opper gheſach in 't geven van het *woort* en in alle andere generale ordres, dan ſal zyn by den Generael van de Troupen van haer Ho. Mog. mits dat dien Generael over haer Ho. Mog. Troupen te employeren hebbe Commiſſie ende authoriteyt om de ſelve en *Chef* te commanderen.

XV. Ende dewijle het oogmerck van de boven gemelde hooge Partyen niet en is met deſe geworven Troupen eenigerhande offenſie te geven aen eenige Vorſten, Koningen, of Potentaten, maer alleen om met de ſelve voor te komen ende tegen te gaen de quade deſſeynen de welcke den *Biſſchop van Munſter*, ende des ſelfs Adherenten mogen hebben onderleyt ende voorgenomen tegens de Staten, Landen ende Luyden van de geſamentlijcke Hooge Partyen, of van eenen van de ſelve of tegen de Steden ofte ſterckten met hare Guarniſoen beſet: Soo is expreſſelijck by deſen geconditioneert, dat oock de ſelve Troupen niet en ſullen worden gebruyckt als by ſoodanen occaſie, de welcke den gemelte *Biſſchop* of ſyne Adherenten de voorſz quade deſſeynen mochte ondernemen by executie ende feytelijcke aggreſſie in 't werck te ſtellen, ende over ſulx de voorſz Staten, Landen, ende Luyden, ende beſete ſterckte, ofte Steden vyantlijck te attacqueren, in welcken ghevalle de ſelve niet alleen tot gemeene ende particuliere defenſie, maer oock tot offenſie ende afbreuck ſodanich ſullen moeten worden geemployeert, als met ghemeen concert ende ten ghemeenen dienſt ſal bevonden worden noodich te zyn, ende te behooren, met dien verſtaende, dat in cas van ſodanigen feytelijckheyt tegens haer Hooch Mog. ondernomen haer Vorſtel. Doorl. ſullen gehouden zijn op de aenmaninge ende ſommatie van haer Ho. Mog. los te breecken ende te ageren, niet alleen als de voorſz *vier duyſent* Paerden, ende *acht duyſent* Voetknechten, volkomentlijck geworven ende gecompleteert ſullen zyn, maer oock van den beginne aen met die *twee duyſent* Paerden, ende *vier duyſent* Voetknechten, de welcke nu albereyts by de hant zyn, ende

dant tout le tems & l'occaſion que leſdittes Troupes agiront ſelon cette Convention, elles les feront ſervir ſans diſtinction; tant dans les affaires & conjonctures, où il ira de l'interêt de L. H. P. que dans celles où il s'agira de celui de leurs Serenitez; Et la fonction de General deſdittes Troupes reſidera ſous leurs Serenitez en la perſonne du Seigneur George Frideric Comte de Waldeck, Piermont, & Culenbourg, qui dès le commencement, & auſſitôt que la reveüe ſera faitte prêtera ſerment de fidelité à leurs Serenitez, comme auſſi au proffit de L. H. P. entre les mains du Commiſſaire qu'ils nommeront; enſuitte de quoi touttes les actions militaires ſeront conduittes & dirigées par commun concert de leurs H. P. & de leurs Serenitez, ou de ceux qu'ils voudront établir à cet effect. Et auſſi avec cette expreſſe condition qu'au cas qu'il fallût employer leſdittes Troupes à la deffence des Villes & Païs apartenans à L. H. P. ou pour les y mettre en Garniſon, en tel cas les penſées, & ſentimens de L. H. P. ou de ceux qui auront charge d'eux ſeront ſuivis pour le plus grand bien deſdittes Villes & Païs, & prevaudront dans cette déliberation: d'autre côté que l'on ſuivra les avis & ſentimens de L. Ser. & prevaudront dans touttes les rencontres où il s'agira de la deffence des Villes & Païs de leursdittes Ser. C'eſt pourquoi il eſt auſſi expreſſément entendu, que quand les ſuſdittes Troupes, touttes enſemble ou en partie, viendront à agir ſur les Confins & Territoires de leurs H. P. le Commandement en chef, pour ce qui eſt de donner le mot & les autres ordres généraux, demeurera à L. Serenitez quand elles voudront commander leſdites Troupes en perſonne; Mais leursdittes Serenitez ne voulant point exercer ledit Commandement en perſonne, la ſouveraine Authorité, pour ce qui eſt de donner la parolle & dans tous autres ordres généraux, reſidera dans la perſonne du General des Troupes de L. H. P. pourvû qu'il ait la Commiſſion & authorité de les commander en Chef.

XV. Et comme le but des Parties n'eſt pas d'agir offencivement avec leſdittes Troupes contre aucuns Princes, Rois ou Potentats, mais ſeullement pour prevenir & repouſſer les mauvais deſſeins que peut avoir l'Evêque de Munſter & ſes Adherens contre les Etats, Païs & Peuples des ſuſdittes Parties enſemble ou contre l'une des deux, ou contre les Villes ou Forts où il y a de leurs Garniſons: Il eſt conditionné expreſſement par ces preſentes; qu'auſſi leſdittes Troupes ne ſeront employées que dans les occaſions où ledit Evêque ou ſes Adherens voudroient executer leurs ſuſdits mauvais deſſeins, par aggreſſion & voye de fait & par cela même attaquer hoſtilement leſdits Etats, Païs, Peuples, Villes & Forts où il y auroit Garniſon; Auquel cas elles ne ſeront pas ſeullement employées pour agir deffenſivement, mais même offencivement pour repouſſer lesdits deſſeins, avec la maniere que par un concert & utilité commune il ſera trouvé le plus expedient & le plus convenable; bien entendu qu'en cas de voye de fait contre L. H. P. leurs Serenitez ſeront obligées ſur l'avertiſſement & ſommation de L. H. P. d'agir non ſeulement quand leſdits quatre mil Chevaux & huit mil Fantaſſins ſeront entierement levez & complets, mais même dès l'abord avec les deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied qui ſont preſentement prêts, &

ANNO 1665.

ANNO 1665.

de die van tijdt tot tijdt noch tot ſuppletie daer by ſullen geworven worden.

XVI. Ende ſal in ſulcken geval verders getracht worden, om met gelijck concert als vooren, oock alle afbreuck te doen, ende ſchade toe te brengen aen den vornoemden Biſſchop ende des ſelfs Adherenten, oock aen der ſelver Staten, Landen, Luyden, Steden, ende Sterckten, ende byſonderlijck om hare platte Landen te brengen onder goede Contributie, ende by middel van dien te vervallen een goet gedeelte van die onkoſten, de welcke over het onderhout van de voorſz. Troupen moeten gedragen worden.

XVII. Ende geconſidereert dat de occaſie van de voorſz. Contributien ende van den ophef van dien in 't Stift van *Munſter*, van de zyde van hare Vorſtel. Doorl. ten reſpecte van de ſituatie ende limiten van hare Vorſtendommen ende Landen veel bequamer ſchijnt als wel van de zyde van haer Ho. Mog. ende dat oock over den ophef van dien eenige difficulteyten en verſchillen mochten ontſtaen, daer van het beter ware de occaſie van den beginne te voorkomen: Soo is by deſe oock vergeleecken ende verſtaen, dat die *geheele Contributie*, met de opkomſten ende profijten van dien ſullen gelaten worden ende blijven onder het beleyt van hare Vorſtelijcke Doorl. om de ſelve ſoodanich te dirigeren, als haere Vorſtel. Doorl. meeſt ſullen geraden vinden, met dien verſtaende, dat van den aenvanck af van de ſelve, ende ſo ras die ſullen weſen uytgeſchreven daer mede ſullen komen te ceſſeren de halve laſten van ſoodanigen onderhout als hare Ho. Mog. by voorige Artikelen ten behoeve van *twee duyſent* Ruyteren, ende *vier duyſent* Knechten; mitsgader voor de hooge Officieren, Artillerie en andere onkoſten van de Oorloge hebben aengenomen aen hare Vorſtel. Doorl. te remitteren, ten ware hare Vorſtel. Doorl. liever hadden van nu af aen alle de onkoſten van de Artillerie, en van den train hier voor Art. *twaelf* geſpecificeert; mitsgaders oock de Hooge Militaire tractementen van de Generaels Perſonen boven de voorſz. Colonels van de Regimenten in de optochten ende expeditie te gebruycken, daer tegens tot hare particulieren laſte te verſorgen ende te furneren, ſonder eenige belaſtinge ofte beſwaer van haer Ho. Mog. in welcken gevalle haer Ho. Mog. van het maentlijck furniſſement van de *acht duyſent negen hondert vijf* Rijxdaelders *vijftien* ſtuyvers of van *twee en twintich duyſent twee hondert drie en ſeſtich* guld. *vijf ſtuyvers*, ende in het voorſz. *twaelfſte* Artickel vermelt, van den beginne aen ſullen ontlaſt ende ontheeven blyven, ende ſullen hare Vorſtel. Doorl. by het ſluyten van het tegenwoordige Inſtrument, haer op die alternative gehouden weſen te verklaren.

XVIII. Indien oock by verloop van tijt mochte bevonden werden, dat de voorſz. *vier duyſent* Ruyters ende *acht duyſent* Voetknechten niet volkomentlijck beſtant en waren om den Biſſchop van *Munſter*, en des ſelfs Adherenten te brengen tot een afſtant van hare Vyandelijcke aggreſſien, ende vervolgens tot een redelijcken Vreede, ſoo ſullen de ſelve met ghemeen concert verders vermeerdert ende vergroot werden op *veertien of vijftien duyſent* Ruyters ende Voetknechten, of tot ſoodanigen meerder getal als men ſal meenen tot bereyckinge van ſoo ſalutairen oochmerck noodich ende convenabel te zyn.

XIX. Deſe voorſz. *vier duyſent* Paerden ende *acht duyſent* Voetknechten eens zynde volkomentlijck geworven ende gecompleteert, ſal haer Ho. Mog. vry ſtaen een gedelte van dien tot *duyſent* Paerden ende *twee duyſent* Voetknechten over te nemen in hare particulieren dienſt, ende tot particuliere deffenſie van hare Vorſtel. Doorl. gehouden zyn de ſelve Paerden ende Voetknechten onder hare Regimenten ende Hooge Officieren tot dien beſonderen dienſt te laten overgaen, nochtans met deſen verſtanden, dat hare Ho. Mog. ſullen gehouden zyn *vier* weecken te vooren hare Vorſtel. Doorl. daer van te adverteren, ende te gelijcke te furneren ſo veel Penningen als tot ſuppletie van die Trouppen ten ſelven ghetale ſal gherequireert zyn, op ten voet van *veertich* Rijcxdaelders voor yder Paert, ende van *acht* Rijcxdaelders voor yder Voetknecht, als hier vooren is ter nedergeſtelt, ende ſullen in ſulcken gevalle hare Vorſtel. Doorl. geobligeert werden, aenſtonts met dat werf-gelt, die Troupen weder te ſuppleren; omme naer gedane monſteringe die Trou-

& ceux qui de tems en tems ſeront levez pour y être joints.

XVI. Et en tel cas, on s'efforcera outre plus, de commun concert, comme dit eſt, de faire toute ſorte d'irruption & de dommage qu'il ſe pourra contre ledit Evêque & ſes Adherens, même contre les Etats, Pais, Peuples, Villes & Forts d'icelui, & particulierement pour mettre le plat Pais ſous contribution & par ce moyen ſe rembourſer une bonne partie des deſpences qu'il faudra faire pour l'entretien des ſuſdittes Troupes.

XVII. Et conſiderant que l'occaſion de lever les dittes contributions dans l'Evêché de Munſter ſemble beaucoup plus belle du côté de leurs Serenitez, à cauſe de la ſituation des limites de leur Principauté & de leurs Pais, que du côté de L. H. P. & qu'auſſi il pourroit arriver quelques difficultez & differens au ſujet de la levée d'icelles, & qu'il vaudroit beaucoup mieux de les prevenir d'abord: Il eſt entendu & arrêté par ces preſentes que toutes les contributions entieres avec le revenu, & proffit d'icelles, ſeront laiſſées & abandonnées à la conduitte de leurs dittes Serenitez, pour les diriger de la maniere qu'ils jugeront le mieux convenir, bien entendu que dès l'abord, & auſſitôt que leſdittes contributions ſeront ordonnées ceſſera la moitié des remiſes que L. H. P. ſe ſont obligez de faire à L. Serenitez par les Articles precedens pour l'entretien des deux mil hommes de Cavalerie & quatre mil Fantaſſins, enſemble pour les hauts Officiers, Artillerie & autres frais de Guerre, à moins que leurs Serenitez n'aimaſſent mieux, dès à preſent, de prendre à leur charge particuliere tous les frais de l'Artillerie & du train d'icelle, ſpecifiés en l'Article 12. ci-deſſus, enſemble les gages des hauts Officiers & Generaux qui outre les Colonels des Regimens devront être employez à quelque Expedition, & ce à la decharge de L. H. P. auquel cas L. H. P. ſeront dés l'abord dechargez de fournir par mois les huit mil neuf cens cinq Riſdales, quinze ſous, ou vingt & deux mil deux cens ſoixante-trois livres cinq ſous mentionnez audit 12. Article, & leurs Serenitez ſeront obligez de ſe declarer à la concluſion du preſent Inſtrument, ſur cette alternative.

XVIII. Que ſi dans la ſuitte du tems il fût trouvé que les ſuſdits quatre mil Chevaux & huit mil Fantaſſins ne fuſſent pas ſuffiſans pour faire deſiſter le ſuſdit Evêque de Munſter & ſes Adherens de leurs hoſtilitez & agreſſions, & les obliger enſuite à une Paix raiſonnable, leſdittes Troupes ſeront de commun concert augmentées juſques à quatorze ou quinze mil hommes de Cavalerie & Infanterie, ou à un certain plus grand nombre qu'on jugera neceſſaire & convenable pour parvenir à un ſi ſalutaire deſſein.

XIX. Leſdits quatre mil Chevaux & huit mil Fantaſſins étant une fois entierement levez & complets, il ſera en la liberté de leurs H. P. d'en prendre une partie, juſqu'à mil Chevaux & deux mil Fantaſſins, pour leur ſervice particulier, & pour la deffence particuliere de leurs Serenitez elles ſeront tenuës de laiſſer aller leſdites Cavalerie & Infanterie ſous leurs Regiments & Hauts Officiers pour leur ſervice particulier; bien entendu neantmoins que leurs H. P. ſeront obligées, d'en avertir L. Ser. quatre ſemaines auparavant, & de fournir en même tems autant de Deniers qu'il ſera requis pour le ſuplement dudit nombre de Troupes, ſur le pied de quarante Riſdales pour chaque Cavalier, & de huit Riſdales pour chaque Fantaſſin, comme il eſt dit ci-deſſus. Et en tel cas ſeront leurs Serenitez obligez auſſitôt de ſuppléer ledit nombre de Troupes avec cet argent, afin

ANNO 1665.

Troupen weder ten behoorlijcken plaetſe gebracht, de ſelve oock weder te doen ſtellen onder dat gemeene onderhout van laſten, gelijck die getadeſcheerde Troupen te vooren geweeſt waaren, met deſen verſtande, dat de Compagnie van ſuppletie ten halven ghecompleteer zijnde op aenmaninge van hare Vorſtel. Doorl. ſullen werden gemonſtert, ende de betalinge van de Soldye van den dach af van die voorſz monſteringe ſal beginnen te loopen tot ghemeenen laſte, ende dan voorts van den tijdt af van de volkomene completeringe, ende de finale monſteringe, de welcke daer op ſal moeten volgen, ten ware haer Ho. Mog. beter dachten van nu af aen het ſluyten ende teeckenen van deſen haer te verklaren, dat boven de voorſz *twee duyſent* Paerden, ende *vier duyſent* Voetknechten de welcke volgens den teneur van het *vierde* Art. noch ſtaen, gelicht te worden, hare Vorſt. Doorl. ſoude verſocht werden *duyſent* Paerden, ende *twee duyſent* Voetknechten tot particulieren dienſte van haer Ho. Mog. ende daer benevens op den voet ende proportie als vooren paratelijck dede furneren de noodige werfgelden, in welcken gevalle hare Vorſtel. Doorl. ſullen gehouden zyn, de voorſz. lichtinge van *duyſent* Paerden ende *twee duyſent* Voetknechten op ten Voet als vooren, ten behoeve ende tot particuliere dienſte van haer Ho. Mog. voort te ſetten, onder conditie van monſteringe ende betalinge als vooren, ende ſal daer mede het *eerſte* Lidt van dit Articul, ſpreckende van het overdoen van *duyſent* paerden ende *twee duyſent* voetknechten, dan komen te vervallen.

XX. Ende gelijck het oogmerck van deſe lichtinge van Troupen ende van de boven geconcerteerde Articulen allen daer henen gaet, om de wederzijts Staten, Landen, Luyden, Steden ende Sterckten, tegen alle gewelt te protegeren ende te mainteneren, ende in cas eenige vyandelijcken aenval van den Biſſchop van Munſter ende des ſelfs Adherenten, de ſelve ſoo lange ende ſodanich te gebruycken tot dat die tot reden gebracht ende hochgemelte Parthyen in een geruſten ſtant herſtelt worden: Soo is wel expreſſe by deſen oock verſproocken ende geconvenieert, dat geene van hen ſelven en ſal vry ſtaen met ghemelden Biſſchop ende des ſelfs Adherenten, *te handelen, te verdragen, te accorderen, ofte eenich Tractaet van Vreede, Beſtant of Treves*, te ſluyten, ten ſy met vorgaende communicatie van de andere hooge Parthyen, ende dan noch ſoodanich, dat de ſelve expreſſelijck daer by worden geincludeert.

XXI. Ende ſal tuſſchen hochgemelte Partyen ondertuſſchen oock konnen overlecht ende geconſenteert werden, wat verdere middelen tot onderlinge geruſtheyt ende ſecuriteyt by nadere Alliantie ende verbinteniſſen ſouden konnen werden uytgevonden.

Alle welcke Pointen ende Articulen hier voor verhaelt ten wederzyden ter goeder trouwen ende onverbreeckelijck ſullen onderhouden werden, ende tot meerder vaſticheyt van dien, ſijn hier twee gelijck luydende Inſtrumenten gemaekt, en by de Gedeputeerden van haer Hooch Mog. ter eenre, ende by den Heere *George Frederick* Grave tot *Waldeck*, *Pirmond*, ende *Cuylenburch*, op het goetvinden van hare Vorſtel. Doorl. ten anderen zyde, met hant ende Zegel beveſticht: ende ſullen de Ratificatie daer op binnen den tijdt van een maent, ofte eerder, iſt doenlijck, by wederzyts hooge Partyen in beſtendige ende behoorlijcke forme werden uytgebracht ende uytgewiſſelt. Gedaen in den Hage den *negenden* September, Anno *ſeſtien hondert vijf en ſeſtigh.*

(L. S.) GEORG. FRID. *Grave tot Waldeck.*

(L. S.) G. VAN BRAECKEL.
(L. S.) J. DE MERODE.
(L. S.) J. DE WIT.
(L. S.) NICOLAES STAVENIS.
(L. S.) G. VAN HOLCK.
(L. S.) E. VAN BOOTSMA.
(L. S.) W. ROYER.
(L. S.) H. GOCKINGA.
(L. S.) PIETER DE BOETSELAER ET D'ASPEREN.
(L. S.)
(L. S.) J. VAN VRYBERGEN.
(L. S.) H. V. BEVERNINGH.

ANNO 1665.

afin qu'aprés la reveüe faitte & leſdittes Troupes menées au lieu convenu, de les faire remettre ſous le même entretien que les Troupes détachées étoient auparavant, & eſt convenu encore que les Compagnies de ſupplement étant à moitié complettes, il en ſera fait reveüe ſur l'avertiſſement de leurs Serenitez, & le payement de la Solde commencera à courir à la charge commune du jour de laditte reveüe; Et enſuitte du jour que les Troupes ſeront entierement complettes & de la reveüe finale qui s'en devra enſuivre, à moins que L. H. P. ne trouvaſſent plus à propos de declarer à la concluſion de ces preſentes, que par deſſus les ſuſdits deux mil Chevaux & quatre mil Fantaſſins, qui, ſuivant la teneur du quatriéme Article, doivent encore être levés, leurs Serenitez ſeront requiſes de lever au ſervice particulier de L. H. P. mil Chevaux & deux mil Fantaſſins, & qu'ils ne fiſſent auſſitôt fournir l'argent neceſſaire pour la levée ſur le pied & à proportion comme deſſus, auquel cas leurs Serenitez ſeront obligées de faire laditte levée de mil Chevaux & de deux mil Fantaſſins ſur le pied que deſſus, au proffit & pour le ſervice particulier de L. H. P. ſous la condition de reveüe & de payement comme il eſt dit cidevant, par le moyen dequoi le premier membre de cet Article qui parle de la ceſſion des mil Chevaux & deux mil Fantaſſins demeurera nul.

XX. Et comme le but à l'égard de cette levée de Troupes & de ce qui a été concerté par les Articles cideſſus ne tend qu'à proteger & deffendre les Etats, Païs, Peuples, Villes & Forts de part & d'autre contre toute violence, & en cas de quelque hoſtilité & irruption de la part de l'Evêque de Munſter & de ſes Adherens, & de s'en ſervir juſques à ce qu'ils ayent été mis à la raiſon, & les Parties retablies dans un état tranquile; Il eſt auſſi expreſſement convenu par ces preſentes, qu'il ne ſera permis ni loiſible à aucune d'icelles, d'entrer avec ledit Evêque & ſes Adherens en aucune Negotiation, Convention, Accord, ou Traité de Paix, Armiſtice ou Tréve, ni d'en conclure aucune, qu'avec la communication preallable de l'autre Partie, & ce de telle maniere, qu'elle y ſoit expreſſement compriſe.

XXI. Et cependant leſdittes Parties pourront refleſchir & penſer aux autres moyens qui par d'autres Alliances & engagements pourroient encore procurer leur repos & ſureté particuliere.

Tous leſquels Points & Articles ci-deſſus ſeront entretenus & obſervez inviolablement de part & d'autre, & pour plus grande fermeté d'iceux, ont été fait des preſentes deux Inſtruments pareils qui ont été confirmez par les Signatures & appoſition des Sceaux des Deputez de L. H. P. d'une part. Et par le Sieur George Frideric Comte de Waldeck, Pirmont & Cuylenbourg, ſous le bon plaiſir de leurs Serenitez d'autre part. Et les Ratifications d'icelles ſeront aportées & échangées dans un mois, ou plutôt, s'il ſe peut faire, par les Parties dans la meilleure forme. Fait à la Haye le neufieme Septembre l'an mil ſix cens ſoixantecinq.

(L. S.) GEORG. FRED. *Comte de Waldeck.*

(L. S.) G. DE BRACKEL.
(L. S.) J. DE MERODE.
(L. S.) J. DE WIT.
(L. S.) NICOLAS STAVENIS.
(L. S.) G. DE HOLCK.
(L. S.) E. DE BOOTSMA.
(L. S.) W. ROYER.
(L. S.) H. GOCKINGA.
(L. S.) PIERRE DE BOETSELAER ET D'ASPEREN.
(L. S.)
(L. S.) J. DE VRYBERGUE.
(L. S.) H. V. BEVERNING.

ANNO 1665.

XXV.

$\frac{4}{14}$ Sept. *Articles ajoutés au Traité d'Alliance conclu à Ratisbonne le 16. d'Avril 1664. entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN GEORGE II. *Electeur de Saxe à Zwicau* $\frac{4}{14}$. *Sept. 1665.* [Tiré de la Regiſtrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

SA Majeſté Tres Chretienne & Son Alteſſe Electorale de Saxe ayant fait enſemble il y a environ un an à Ratisbonne un Traitté d'Alliance ſigné en leurs noms par le Sieur Gravel d'une part, & le Sieur Baron de Reiffenberg de l'autre, & du depuis ratifié par elles-memes, pour la conſervation de la Paix de l'Empire & pour le maintien de leurs intereſts communs, ont jugé à propos d'y adjouter encor les Articles ſuivants, qui auront la meſme force & la meſme vigueur, que ceux qui ſont contenus dans ledit Traitté.

I. Sa Majeſté Tres Chretienne & Son Alteſſe Electorale conſentent & trouvent bon, que leurs Alteſſes Freres de Son Alteſſe Electorale & ſes Parents des Lignes de Saxe Altenbourg, Gotha, & Weymar entrent, s'ils le veulent, dans ladite Alliance & jouisſent de la meſme Protection, que Sa Majeſté Tres-Chretienne a promiſe & accordée à Son Alteſſe Electorale laquelle ſera toutesfois tousjours conſiderée en tout ce qui regardera ledit Traitté, & ceux qui pourroient ſe conclure à l'advenir, tendants à la meſme fin avec leursdites Alteſſes, Freres & Parents, comme Chef de toute la Sereniſſime Maiſon de Saxe, & Son Alteſſe Electorale en cette conſideration & qualité aura à l'égard de ladite moyen, la principale Direction de toutes les Affaires, qui pourront eſtre traittées, negotiées & executées pour le bien de ladite Alliance.

Comme il eſt tout à fait important pour le bien de ladite Alliance, que les Miniſtres, leſquels y ſeront employés, ſoyent des Perſonnes bien intentionnées dans leſquelles Sa Majeſté Tres Chretienne & Son Alteſſe Electorale puiſſent prendre une entiere confiance, Sadite Alteſſe Electorale veut bien & promet en foy & parole de Prince, n'employer doresnavant dans tout ce qui regardera ladite Alliance que des Miniſtres, qui ſeront agreables à Sa Majeſté Tres Chreſtienne, & bien portés à ſouſtenir & à procurer, autant qu'il dependra d'eux, les avantages de ladite Alliance.

Son Alteſſe Electorale s'oblige auſſi de former & d'établir un Conſeil particulier deſdits Miniſtres bien intentionnés pour y regler & conclure toutes les Affaires, ſoit celles qui regarderont ladite Alliance, ſoit d'autres, qui ſe traitteront dans les Dietes & autres Aſſemblées de l'Empire, où Sa Majeſté Tres Chrestienne ſe trouvera intereſſée.

Son Alteſſe Electorale promet à Sa Majeſté Tres Chrestienne, que le Prince Electoral ſon Fils & ſes Succeſſeurs obſerveront le meſme Traitté de l'Alliance fait à Ratisbonne, dont il eſt parlé cy-deſſus, lequel Traitté auſſi bien que les Articles preſens ſeront perpetuels au lieu du Terme qui a eſté pris dans ledit Traitté.

Sa Majeſté Tres Chreſtienne s'oblige reciproquement d'obſerver, à l'égard du Prince Electoral & desdits Succeſſeurs, les meſmes conditions auxquelles elle s'eſt engagée par ledit Traitté de Ratisbonne, & par ces preſents Articles avec Son Alteſſe Electorale.

Sa Majeſté s'oblige en parole & foy de Roy d'obſerver auſſi de ſa part, & d'accomplir les conditions, auxquelles elle s'eſt engagée par ledit Traitté de Ratisbonne.

En cas que les Princes cy-deſſus nommés, Freres & Parents de Son Alteſſe Electorale, ne veuillent pas entrer dans ladite Alliance, elle ne laiſſera pas de demeurer ferme & ſtable entre Sa Majeſté Tres Chreſtienne & Son Alteſſe Electorale de Saxe & ſon Fils le Prince Electoral.

Ces Articles ont eſté ſtipulés entre le Sieur de Gravel Conſeiller d'Eſtat de Sa Majeſté Tres Chreſtienne, & ſon Plenipotentiaire dans toute l'étendue de l'Empire d'une part, & le Sieur Baron de Borguerode, Conſeiller intime de Son Alteſſe Electorale & Reſident de ſa Chambre de l'autre coſté, lesquels ont promis de fournir les Ratifications ſur leſdits Articles de Sa Majeſté Tres Chreſtienne & de Son Alteſſe Electorale dans deux mois de la datte des preſentes. Fait dans le chateau de Oſterſtein à Zwicau le $\frac{4}{14}$. de Septembr. 1665.

ROBERT DE GRAVEL *Plenipotentiaire du Roy Tres Chreſtien.* (L.S.)	Hans Fridrich von Burderode. (L.S.)

XXVI.

Oppenheimiſcher Præliminar-Receſs zwiſchen Chur-Maynz als Biſchoffen zu Würzburg und Worms / Chur-Trier und Chur-Cölln / dan denen Biſchoffen zu Speyer und Straßburg / ingleichen dem Hertzogen zu Lothringen / denen geſambten Herren Rhein-Graffen / und der ohnmittelbahren freyen Reichs-Ritterſchafft in Schwaben / Francken / am Rheinſtrom an einem / und Chur-Pfaltz am anderen Theil / durch Jhro Käyſerliche Majeſtät Interpoſition, und Chur-brandenburgiſchen Cooperation, wegen des Wildfangs / Zolls / Geleits und anderer Streitigkeiten. Geſchehen zu Oppenheim den $\frac{21}{31}$. Octobris 1665. Nebſt beyderſeits Partheyen Ratification, auch deroſelben Erklärung über den 5. Punct dieſes Receſſus, nebſt dem Neben-Receſs ſub eod. Dato. [LONDORPII *Acta Publica* Tom. XI. pag. 376. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung III. Abſatz I. pag. 406.] $\frac{21}{31}$. Oct.

C'eſt-à-dire,

Traité preliminaire d'Oppenheim, *conclu par l'interpoſition de l'Empereur, & la cooperation de l'Electeur de Brandebourg, entre l'Electeur de* Mayence, *comme Evêque de* Wurtzbourg *& de* Worms; *les Electeurs de* Tréves *& de* Cologne, *comme Evêques de* Spire *& de* Strasbourg; *Le Duc de* Lorraine; *tous les* Rhyngraves, *& la* Nobleſſe Libre *& immediate de* Suabe, *de* Franconie, *& du* Rhyn *d'une part, & l'Electeur* PALATIN *d'autre part, touchant les Droits de* Wildfangiat, *de Péages, de Conduite, & autres. Le* $\frac{21}{31}$. *d'Octobre* 1665. Avec *les* RATIFICATIONS *de toutes les Parties, la Declaration des mêmes ſur le* 5. *Article du Traité.* Et *un autre Traité particulier conclu entre les mêmes pour l'execution du premier.*

ZU wiſſen ſey hiemit: Demnach zwiſchen Jh. Churfl. Gn. zu Maynz / als Biſchoffen zu Würtzburg und Wormbs / Jhren Churfl. Gn. und Durchl. zu Trier und Cölln / ſo dann Jhren Fürſtl. Gn. Gn. und D. zu Speyer / Straſzburg und Lottringen / denen geſamten Herren Rheingrafen / und der ohnmittelbaren freyen Reichs-Ritterſchafft am Rhein / Schwaben / Francken und zugehörigen Orten / an einem / ſo dann Jhrer Churfl. Durchl. zu Pfaltz am andern Theil / ſich einige Jrrungen und Miſzverſtänd ereygnet / und zu deren Beylegung eine gütliche Handlung zu Speyer / vermittelſt Jhr. Käyſerlichen Majeſtät Interpoſition, und Chur-Brandenburgiſ. Cooperation, angetretten worden / daſelbſt aber deren gütliche Hinlegung ſo gleich nicht zu erheben geweſen / und man darüber in die Waffen gerathen; Als haben zu Verhütung fernerer Weiterungen / ſo wol

ANNO 1665.

der Alliirten darzu Gevollmächtigte/ als auch die Chur-Pfältziſche hierzu Deputirte Endsunterſchriebene Räthe/ ſich præliminariter auff die von dem Neuburgiſchen Ober-Cantzler von Gieſe beſchehene Vorſchläg und Unterhandlung/ und mit vorbehaltener Ratification, nachfolgender maſſen verglichen.

Erſtlich/ iſt abgeredt/ daſz die zu Speyer angefangene gütliche Tractaten/ vermittelſt Ihrer Käyſerlichen Maj. Interpoſition, und Chur-Brandenburgiſ. Cooperation, als bald dieſer Receſz vom dem Kayſerl. Commiſſario und Chur-Brandenburg. Geſandten unterſchrieben/ reaſſumirt/ continuirt/ und alles Fleiſſes dahin laborirt werden ſolle/ wie die zwiſchen beederſeits/ nicht allein über dem Wildfang/ ſondern auch über Zoll und Gleit/ und was davon dependirt/ obſchwebende Miſzverſtänd/ in den nächſten 2. Monathen/ von obgedachter reaſſumption an zu rechnen/ allda in der Güte beygelegt/ und ſo bald dieſelbe zum verhofften guten Schluſz gebracht/ von Ih. Käyſ. Maj. und Chur-Brandenburg authoriſirt und guarantirt werden mögen.

Zum andern/ dafern wider beſſer Verhoffen/ die Güte in ſelbiger Zeit nicht zulangen würde/ ſollen erſtbemeldte Differentien innerhalb 4. Monath/ nach Verfliſſung obgedachter zwey Monath/ durch ein Compromiſs auſzgemacht/ und darzu von jedem Theil zwey Arbitri benennet/ und eins Ob-Manns halber förderlichſt die Nothdurfft abgehandelt/ und nicht allein die Formula Compromiſſi, wann ſie verglichen iſt/ ſondern auch/ was demnach durch dieſelbe auſzgeſprochen wird/ von J. Käyſ. Maj. confirmirt/ auch dieſelbe neben den 4. Arbitris, und dem Ob-Mann/ zu gleichmäſſiger Guarantie gebührlich requirirt und vermöcht/ und ſolches allerſeits ohne exception oder appellation, und ſonſt einige Auſzred obſerviret werden.

Drittens/die Benambſung der Arbitrorum, und Vergleichung deſz Ob-Manns/ ſoll innerhalb 14. Tagen/ ſo bald dieſer Receſz von dem Käyſerlichen Commiſſario und Chur-Brandenburgiſ. Geſandten unterſchrieben ſeyn wird/von beeden Theilen geſchehen/ wie auch die Formula Compromiſſi in ſolcher Zeit verglichen und auſzgefertiget werden.

Was Vierdtens/ die Ladenburger Sach betrifft/ läſt mann es bey dem/ ſub dato Mayntz/ den 11. Sept. ſt. nov. und Friedrichsburg/ den 30. Auguſt. ſt. vet. dieſes 1665. Jahrs/ der Ladenburgiſchen Evacuation halber auffgerichten Receſz/ wie auch im übrigen bey der General-Diſpoſition deſz obigen Artic. 1. ratione deſz Wildfangs/und davon dependirender Jurium, auch allgemeiner Gravaminum, ſo weit dieſelbe hieher gehören/ bewenden.

Belangend Fünfftens/ das Exercitium der ſtrittigen Jurium, und wie es mit demſelben/ auch deſſen Genoſz/ biſz zu beliebtem dieſem güt-oder compromiſslichen Auſztrag zu halten/ iſt Chur-Pfältziſchen Theils die Zuſag beſchehen/ auſz denen/im Namen der Alliirten vorgeſchlagenen dreyen Mitteln/ nemblich der Suſpenſion, Sequeſtri, oder dem Käyſerl. Commiſſario und Chur-Brandenburgiſchen Geſandten heimbgeſtellter Cognition, eines zu acceptiren/oder ein ander annehmbliches vorzuſchlagen. Und iſt darauff ferners verglichen/ daſz ſolcher Vorſchlag/ ehe dieſer Receſz von dem Käyſerlichen Commiſſario und Chur-Brandenburgiſchen Geſandten unterſchrieben ſeyn wird/ geſchehen/ auch zugleich von den Alliirten eine beſtändige und annehmbliche Erklärung/ wegen Einlogirung einiger Völcker in den prætendirten Fautheylichen Dörffern/ Zeit währender gütlichen Tractaten und Compromiſſi, ertheilt/ und dieſelbe dem Receſz/ vor deſſen Subſcription, an ſtatt dieſes Articuli inſerirt/ auch ſo bald dieſe Unter-Schrifft vorgangen/ die Völcker beederſeits auſſer eines und andern Territoriis abgeführt oder abgedanckt werden ſollen.

Wiewol auch Sechſtens/ zu vermuthen/ daſz beederſeits Soldateſca ſo gleich nicht völlig abgedanckt werden möchte/ ſo ſoll doch kein Theil den andern/ unter wärender güt-oder compromiſslichen Auſztrag/ mit Kriegs-Macht nicht überfallen/ noch einige Feind-Thätlichkeit verüben/ auch in keine Weiſz de facto moleſtiren; Da aber wider beſſere Zuverſicht dergleichen etwas vorgienge/ ſolchen Falls ſolle der Verurſacher dem andern den erlittenen Schaden zu erſetzen ſchuldig ſeyn/ und diſzfalls von den Confœderirten/ einer für den andern/ in ſolidum hafften/ dergleichen auch von Chur-Pfaltz geſchehen ſolle.

Dafern auch zum Siebenden/ einige Plackereyen von eines oder andern Theils Völckern vorgiengen/ ſo ſoll einem jeden frey ſtehen/ dieſelbe/ſo gut er kan/abzuwehren/ und ſich der Thäter zu bemächtigen/ oder aber/ da dieſelbe nicht ergriffen werden könten/ auff deſz beleidigten Theils Klag von dem jenigen/ ſo ſolche zugehörig/ zu gebührender Straff gezogen werden; Solten aber dieſelbe flüchtigen Fuſz geſetzt haben/ ſolchen Falls ſollen ihre Officirer darum angeſehen/und zu gebührender Erſtattung deſz zugefügten Schadens angehalten werden.

Achtens/ iſt verglichen/ daſz nicht allein Ihre Käyſerl. Majeſtät und Ihr Churfl. Durchl. zu Brandenburg/ ſondern auch/da Ihre Churfl. Durchl. zu Pfaltz noch einen andern benennen möchten/ deſzgleichen den Alliirten frey ſtehen ſolle/ dieſelbe insgeſampt/ alles was hiebevor der Verſicherung halber gemeldet worden/ zu guarantiren erſucht/ auch hiernächſt bey Vergleich-und Erörterung der Haupt-Sachen/ auch die Arbitri und Obmann umb ebenmäſſige Guarantirung requirirt und vermöcht werden ſollen.

Zum Neundten/ ſollen alle Arreſten beederſeits relaxirt/ und was von den verarreſtirten Wein/ Früchten/ Renten/ Zehenden und Gefällen entzwiſchen auſz Herrſchafftlichen/ oder der Beampten Befelch etwan weggeführt/ oder veräuſſert ſeyn möchte/ der Herrſchafft/ und einem jeden/ dem es zugehörig/ reſtituirt und abgefolgt/ und alle Gefangene/ ſo nicht wegen Criminal-und Malefiz-Verbrechen angeklagt/ und in Verhafft ligen/ loſz gelaſſen/ auch in dem übrigen beederſeits Unterthanen und Angehörige wegen deſz jenigen/ ſo paſſirt/ ohnangefochten bleiben/ und ſolches gegen niemand geeyfert oder gerochen werden.

Damit auch Zehendens/ über dieſes/ zwiſchen Chur-Mayntz und Chur-Pfaltz künfftig umb ſo viel beſſere nachbarliche gute Verſtändnüs wiederumb eingepflantzet und unterhalten werden möge/ ſo ſollen auch die zwiſchen Ihr Chur-Fürſtl. Gn. und dero Ertz-und Stiffter Mayntz und Würtzburg/ und Ihr Churfl. Durchl. zu Pfaltz annoch obſchwebende verſchiedene nachbarliche Irrungen/nicht weniger in wärender ſolcher ſechs Monat-Zeit neben obigen Tractaten vorgenommen/ in Güte beygelegt und verglichen werden.

Es ſolle auch zum Eylfften der Herr Marggraff zu Baden/ als Käyſerlicher Commiſſarius, und der Chur-Brandenburgiſche Geſandte/ dieſen Receſz zu unterſchreiben/ innerhalb ſechs Tagen/à dato erſucht und vermöcht werden.

Schlieſzlich iſt von beyderſeits allhie anweſenden Räthen dieſer Receſs ſub ſpe rati, und auff allen Fall/ mit Vorbehalt eines jeden Theils Rechten/ unterſchrieben/ und mit Vortruckung ihrer Pittſchafften bekräfftiget/ und darauff der Stillſtand der Waffen auff acht Tag allhier würcklich publicirt, auch davon gehöriger Orten nöthige Nachrichtung gegeben worden/ jedoch mit dem reſervat, daſz dieſes Receſſes Ratification innerhalb vier Tagen/ von allerſeits Herrſchafften/ oder deren Depurirten beygebracht/ und zu Speyer gegeneinander extradirt, in deſſen Verbleibung/ und da die Ratificationes in dieſer Zeit nicht eingebracht würden/ das Armiſtitium auffgehaben ſeye. Geben zu Oppenheimb/ den 31., 21. Octobris, 1665.

(L.S.) Friedrich Greiffenklau von Vallrat.
(L.S.) De Riſaucourt.
(L.S.) Chriſtoph Andre Wolzogen/ auff Miſſing-dorff und Grunau.
(L.S.) Arnoldus Peil. D.
(L.S.) Johann Friederich Böckelmann.
(L.S.) De Spanheimb.

Neben-Receſs.

Zu wiſſen ſey hiemit/ nachdem zu Oppenheim über die zwiſchen Ihrer Chur-Fürſtl. Gn. zu Mayntz/ und deren Confœderirten Gevollmächtigten/ eines/ und deſz Pfaltzgrafen Churfl. Durchl. Räthen andern Theils/ verglichenen und unterſchriebenen præliminar-Tractaten noch dieſes beederſeits beliebt worden/ daſz/ wann die Ratification erfolget/ und ſolcher Vergleich zur Würcklichkeit kommen/ beyderſeits einige Commiſſarii verordnet werden ſollen/ umb zu ſehen/ daſz alles/ was verglichen/ exequirt werden möge; Maſſen deſzwegen dieſer Neben-Receſs abgefaſt/ und von beyden Theilen unterſchrieben und beſiegelt iſt. Datum Oppenheimb/den 31. 21. Octobris, 1665.

(L.S.) Friedrich Greiffenklau/ van Vallrat.
(L.S.) De Riſaucourt.

(L.S.)

ANNO 1665.

(L. S.) Chriſtian Andre Wolzogen.
(L. S.) Arnoldus Peil. D.
(L. S.) Johann Friederich Böckelmann.
(L. S.) De Spanheimb.

Chur-Pfaltz Ratification, de dato Heydelberg / den 24. Octobris 1665. über vorhergehenden Præliminar- und Neben-Receſs.

WIr Carl Ludwig / von GOttes Gnaden / Pfaltzgraf bey Rhein / deß Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Schatzmeiſter und Chur-Fürſt / Hertzog in Bayern / ꝛc. Thun kund / und bekennen hiemit / demnach zwiſchen Chur-Mayntz Lbd. ſampt Conſorten eines: und Uns andern Theils / durch allerſeits Deputirte / wegen der Wildfangs-Zoll-Geleits-und anderer Strittigkeiten / einen præliminar-Receſs, deſſen Anfang iſt: Zu wiſſen ſey hiemit / demnach zwiſchen Ihrer Chur-Fürſtl. Gn. zu Mayntz / als Biſchoffen zu Würtzburg und Wormbs / ꝛc. und ſich endet: Geben zu Oppenheimb / den 31. 21. Octobris, 1665. ſub ſpe rati, und mit der Condition unter andern verglichen / außgefertiget / und von allerſeits Deputirten unterſchrieben worden / daß ſolcher innerhalb 4. Tagen / à dato, von allerſeits Herrſchafften / oder deren Deputirter ratificirt / und zu Speyer gegeneinander extradirt werden ſolle; Daß ſolchem nach Wir / der Pfaltzgraf Chur-Fürſt / in all ſolchen abgehandelten præliminar Receſs eingewilliget / und denſelben ratificirt haben / thun ſolches auch hiermit und in Krafft dieſes / und verſprechen ſolche præliminar Vergleichung ſtät / feſt / und unverbrüchlich zu halten / auch zu vollziehen / alles treulich / und ohne Gefährde / und deſſen zu Urkund / haben wir dieſes mit eygenen Handen unterſchrieben / und mit unſerm Cantzley-Secret bekräfftiget. So geſchehen Heydelberg / den 24. Octobris, 1665.

Carl Ludwig.

(L. S.)

Chur-Mayntz und dero Conſorten Ratification, ſub dato 1. Novembris 1665. [LONDORPIUS loco cit. pag. 378. d'où l'on a tiré cette Piece qui ſe trouve auſſi dans LUNIG loco cit. pag. 409.]

C'eſt-à-dire,

RATIFICATION *de l'Electeur de Mayence & de ſes Conſors, du* 1. *Novembre* 1665.

WIr Johann Philipp / von GOttes Gnaden / deß Heil. Stuls zu Mayntz Ertz-Biſchoff / deß Heil. Römiſchen Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Chur-Fürſt / Biſchoff zu Würtzburg und Worms / und Hertzog zu Francken / ꝛc. Und wir Jh. Churfl. Gn / Gn. und Durchl. zu Speyer / Straßburg und Lottringen, deren geſampte Herrn Rheingrafen / und ohnmittelbaren freyen Reichs-Ritterſchafft am Rhein / in Schwaben / Francken und zugehörigen Orten gevollmächtigte Deputirte / thun kund / und bekennen hiemit; Demnach zwiſchen uns / dem Chur-Fürſten zu Mayntz / und unſern gnädigſten und gnädigen Herren Principalen / Obern und Committenten eines: und Ihrer Churfl. Durchl. zu Pfaltz anders Theils / durch allerſeits darzu Deputirte / wegen der Wildfangs-Zoll-Geleits-und anderer Strittigkeiten ein præliminar-Receß / deſſen Anfang iſt: Zu wiſſen ſey hiemit / demnach zwiſchen J. Churfl. Gn. zu Mayntz / als Biſchoffen zu Würtzburg und Wormbs / und ſich endet / Geben zu Oppenheimb / den 31. 21. Octobris / 1665. ſub ſpe rati, und mit der Condition unter andern verglichen / außgefertiget / und von allerſeits Deputirten unterſchrieben worden / daß ſolcher innerhalb vier Tagen / à dato von allerſeits Herrſchafften / oder deren Deputirten ratificirt, und zu Speyer gegen einander extradirt werden ſolle / daß ſolchem nach Wir der Chur-Fürſt für uns / und wir die Deputirten / von wegen unſerer reſpectivè gnädigſt und gnädigen Herren Principalen / Obern und Committenten / in Kraft habenden Gewalts / in all ſolchen abgehandelten præliminar-Receß eingewilliget / und denſelben ratificirt haben / thun ſolches auch hiermit / und in Krafft dieſes und verſprechen / für uns und unſere gnädigſt und gnädige Herren Principalen / Obern und Committenten / ſolche præliminar Vergleichung ſtät / feſt / und unverbrüchlich zu halten / auch zu vollziehen / alles treulich und ohne Gefehrde; Und deſſen zu Urkund / haben wir dieſes mit eygenen Händen unterſchrieben / und mit unſern reſpectivè Cantzley-Secret-Innſiegeln und Pittſchaften bekräftiget. So geſchehen den 1. Novemb. 22. Octobr. 1665.

(L. S.) Johann Philipp / Archiepiſc.
(L. S.) Johann Buſchman / wegen Chur-Trier / Chur-Cölln und Straßburg.
(L. S.) De Riſaucourt.
(L. S.) Lotharius Friedrich.
(L. S.) Johannes Carolus Frauenburg / wegen der Herren Rheingrafen.
(L. S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorff / wegen der ohnmittelbahren Reichs-Ritterſchaft / in Schwaben / Francken und am Rheinſtrom.

Des Käyſerlichen Commiſſarii und Chur-Brandenburgiſchen Abgeſandten Ratification über eben dieſen Præliminar-Receß. Speyr den $\frac{4}{14}$. Novemb. 1665. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag 380. d'où l'on a tiré cette Piè-ce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG Teutſches-Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. II. pag. 341.]

C'eſt-à-dire,

RATIFICATION *des Commiſſaires Imperiaux, & du Miniſtre de Brandebourg. A Spire le* $\frac{4}{14}$. *Novembre* 1665.

WIr Wilhelm von GOttes Gnaden / Marggraf zu Baden und Hochberg / Landgraf zu Sauſenberg / Graf zu Sponheim und Eberſtein / Herr zu Rötteln / Badenweiler / Lohr und Mahlberg ꝛc. und Ich Curt Aſchen von Marenholtz / Chur-Fürſtl. Brandenburgiſ. Geheimer Rath / Cammerherr und Abgeſandter; Bekennen und thun kund hiemit; Demnach zwiſchen Chur-Mantz / Trier und Cölln / ſo dann den Biſchoffen zu Speyer / Straßburg und Hertzogen zu Lottringen / den geſampten Rheingrafen / und der ohnmittelbaren freyen Reichs-Ritterſchafft am Rhein / in Schwaben und Francken eines: und Chur-Pfaltz Gevollmächtigten Deputirten andern theils ein præliminar-Receſs; deſſen Anfang iſt: Zu wiſſen ſeye hiemit / demnach zwiſchen Ihr. Churfl. Gn. zu Mäyntz / als Biſchoffen zu Würtzburg und Wormbs / ꝛc. Und ſich endet / Geben zu Oppenheim, den 21. 31. Octobr. 1665. ſub ſpe rati auffgerichtet / von beyderſeits Principalen ratificirt, und wir erſucht worden / daß Wir ſolchen Receß / vermög des §. 11. auch mit unterſchreiben wolten / daß Wir ſolchem nach beſagten Receß in allem / wie auch die über dem darinnen enthaltenen fünfften Articul beyderſeits beſchehene / und gegen einander extradirte Declaration auch Unſers Theils / ſo viel an Uns / hiermit ratificiren; Was aber das Compromiß und guarantie belangt / weiln in gedachtem Receß enthalten / daß reſpectivè Ihre Käyſerl. Majeſtät und Churfl. Durchl. zu Brandenburg / ſolches Compromiß und guarantie zu confirmiren und zu leiſten / von beeden Theilen förderlichſt gebührlich erſucht werden ſollen; Als läſſet man es / biß deßwegen von beeden Orten reſolution einfolgen würde / dabey beruhen; Nichts deſtoweniger aber beede Partheyen öffter bemeldten Oppenheimiſchen Receß / und obangezogene Declaration über den fünfften Articul / einen als andern Weg zu obſerviren / und zu vollziehen gebunden ſeynd / und ſich auch gegeneinander erklärt haben. Deſſen zu Urkund haben Wir uns eigenhändig unterſchrieben / unſere reſpectivè Fürſtl.

ANNO 1665.

Fürſtl. und Adeliche Pittſchafften fürtrucken laſſen. Beſchehen zu Speyer / den 14. 4. Nov. An. 1665.

Wilhelm Marggraff zu Baden.
(L.S.)

Curt Aſchen von Marenholtz.
Sub ſpe rati ſubſcripſit.
(L.S.)

Und damit dieſes alles deſto feſter und ohnverbrüchlicher gehalten / obgedachtem Receſz in allen Clauſuln nachgelebt / und die Abführung der Völcker / Evacuation der Oerter / Relaxation der Arreſten und Gefangenen alſobalden werckſtellig gemacht werde; Haben beyderſeits gevollmächtigte Deputirte ſich auch mit unterſchrieben / und ihre gewöhnliche Pittſchafften hiefür geſtellt. Beſchehen ut ſupra.

(L.S.) Wegen Chur-Trier / Cölln und Straſzburg / in Krafft deſz von Hn. Joh. Buſchmann habenden Subſtitution-Gewalts / Quir. Mertz / D.

(L.S.) Philipps Wrede / wegen des Stiffts Worms.

(L.S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorf / wegen des Biſtumbs Würtzburg.

(L.S.) Wegen Speyer / Quirinus Mertz / D.

(L.S.) Wegen Speyer / Herman Adolph Scherer.

(L.S.) Johann Carl Frauenburg / wegen geſampter Wild- und Rheingrafen.

(L.S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorff / wegen der immediat-freyen Reichs-Ritterſchafft in Schwaben / Francken / und an dem Rheinſtrom.

(L.S.) De Riſaucourt, Pour S. A. S. De Lorraine.

Der Alliirten und Chur-Pfaltz Erklärung über den 5. Punct des Oppenheimiſchen Receſſus. [LONDORPIUS loco cit. pag. 379. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans LUNIG loco cit. pag. 409.]

C'eſt-à-dire,

DECLARATION *des mêmes Hautes Parties ſur le cinquieme Article du Traité.*

Demnach auch bey dem fünfften Articul deſz zu Oppenheim verglichenen Receſz / wegen des exercitii der ſtrittigen Jurium, und wie es mit denſelben / auch deſſen Genoſz / biſz zu beliebtem dieſem güt- oder compromiſzlichen Außtrag zu halten / im Namen der Alliirten drey Mittel / nehmlich die Suſpenſion, der Sequeſter, oder dem Käyſerl. Commiſſario, und Chur-Brandenburgiſ. Abgeſandten heimgeſtellter Cognition, eines zu acceptiren / oder ein annehmlichers vorzuſchlagen / vorgeſtellt worden; Als hat man Chur-Pfältziſcher Seiten / auſz erſtangeregten Mitteln / die Suſpenſion erwehlet. So iſt auch von den Alliirten / auff Zuſprechen des Hn. Käyſerl. Commiſſarii, und Chur-Brandenburgiſchen Geſandten / die Erklärung geſchehen / daſz zu Verhütung allerhand Ungelegenheit / zeitwährender gütlichen oder compromiſzlichen Handlung / in den prætendirten Fauthéylichen Dörffern / auff 2. Stund weit von Heydelberg / Mannheim und Franckenthal gelegen / jedoch die eygenthümliche Fürſtl. Wormbſiſ. Reſidentz Dirmſtein außgenommen / von ihnen den Alliirten gar keine / in den übrigen aber / und den gröſten / auffs höchſte fünf Mann / und in dem geringern darunter / nachdeme es ein jedes wird ertragen können / einquartirt werden ſollen.

(L.S.) Wegen Chur-Trier / Cölln und Straſzburg / in Krafft von Hn. Joh. Buſchmann habenden Subſtitutions-Gewalts / Quirinus Mertz / D.

(L.S.) Wegen Speyer Quirinus Mertz / D.

(L.S.) Wegen Speyer Herman Adolph Scherer.

(L.S.) Joh. Carl Frauenburg / wegen geſamter Wild- und Rheingrafen.

ANNO 1665.

(L.S.) De Riſaucourt, Pour S. A. S. De Lorraine.

(L.S.) Philipps Wrede / wegen des Stiffts Wormbs.

(L.S.) Wegen des hohen Stiffts Würtzburg / Johannes Carbenius.

(L.S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorff / wegen des Stiffts Würtzburg.

(L.S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorff / wegen der immediat-freyen Reichs-Ritterſchafft in Francken / Schwaben / und am Rheinſtrom.

Ferner Vergleich zwiſchen beeder Hohen Partheyen Deputirten / wegen Vollziehung dieſes Præliminar-Receſſus. Speyer den $\frac{4}{14}$ Novemb. 1665. [LONDORPIUS loco cit. pag. 381. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheilung. II. pag. 342.]

C'eſt-à-dire.

Traité ulterieur fait & conclu entre les mêmes Hautes Parties, pour l'execution du premier. A Spire le $\frac{4}{14}$ *Novembre 1665.*

Demnach der zu Oppenheim / zwiſchen denen unirten Chur-Fürſten / Grafen und ohnmittelbahren freyen Reichs-Ritterſchafft / und denen Chur-Pfältziſ. Deputirten / ſub dato den 31. 21. Octobris, jüngſthin verglichene præliminar-Receſs, wie auch die über den 5. Articul deſſelben eingelangte / und von beeden Theilen unterſchriebene Declarationes, nunmehr von dem Käyſerl. Herrn Commiſſario, und Chur-Brandenburgiſchen Abgeſandten auch ratificirt worden.

Als haben beederſeits Gevollmächtigte Geſandte und Deputirte ſich weiter verglichen / und einander zugeſagt / daſz alſobald an allen nöthigen Orten / von allen Feindund Thätlichkeiten abzuſtehen / von beeden Seiten publicirt, und darauff die Völcker hinc inde abgeführt / verlegt / oder abgedanckt / die eingenommene Oerter evacuirt, die Arreſta und Gefangene relaxirt und loſz gelaſſen / auch was der angezogene Receſz weiters vermag / alles pari paſſu vorgenommen und vollzogen werden ſolle: Deſſen zu Urkund / dieſelbe ſich eigenhändig unterſchrieben / und ihre Pittſchafften hiebey gedruckt haben. So geſchehen Speier / den 14 4. Novembris, 1665.

(L.S.) Wegen Chur-Trier / Cölln und Straſzburg / in Kraft deſz von Hn. Joh. Buſchmann habenden Subſtitution-Gewalts / Quirinus Mertz / D.

(L.S.) De Riſaucourt, Pour S. A. S. De Lorraine.

(L.S.) Philipps Wrede / wegen des Stiffts Wormbs.

(L.S.) Wegen Speyer Quirinus Mertz / D.

(L.S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorff / wegen des Stiffts Würtzburg.

(L.S.) Arnoldus Peil / D.

(L.S.) De Spanheim.

(L.S.) Wegen Speyer Herman Adolph Scherer.

(L.S.) Joh. Carl Frauenburg / wegen geſamter Wild- und Rheingrafen.

(L.S.) Johann Werner / Freyherr von Plittersdorff / wegen der immediat-freyen Reichs-Ritterſchhaft in Francken / Schwaben / und am Rheinſtrom.

XXVII.

8. Nov. POLOGNE.

Explication des Propoſitions faites par JEAN CASIMIR III. *Roi de Pologne à* GEORGE *Comte de Wiſnitz & de Jaroſlaw & autres Confédérez,* &

ANNO 1665. *& par eux acceptées le 8. de Novembre, 1665.* [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 221.]

I. EXercitus Fœdere junctus nec non ejusdem Marſchalcus usque ad proxima Comitia nexu obſtrictus maneat, Hominibusque ejusdem omnibus & ſingulis Salvus-conductus ſub fide publica præſtetur, ſub quo omnes Domino Lubomirski juncti, qui nunc, & perpetuò apud illum exſtiterunt, & adhuc ſtant, comprehenſi intelligantur.

II. Si in proximis Comitiis iisdem plenaria Amneſtia impertietur, & ſub conditione ſi huic Reipublicæ unanimis conſenſus acceſſerit, atque iisdem duæ Quadrantes Stipendiorum Militarium & metatorum ſolutæ fuerint, Fœdus diſſolvetur.

III. Metatáque à Domino Weiwoda (Palatino Cracovienſi,) tanquam ſupremo Campi-Ductore, pro competente ipſi Jure, absque tamen oppreſſione & afflictione Subditorum ulla, aſſignentur.

IV. Quòd ſi verò Exercitus eorundêm in Manſionibus aut in-ſive re-greſſu, poſt hæc Conventa, alicui vim inferet, id Generali Amneſtiæ imputare fas non ſit.

V. Sua Regia Majeſtas permittit, ut Dominus Lubomirski in Diætis Provincialibus & Comitiis Regni reſtitutionem ſuam ſuppliciter, vi declarationis Dominis Epiſcopis impertitæ & Tractatûs Ravenſis, exoret.

VI. Promittit quoque Regia Sua Majeſtas ſeſe conſueta Comitia in Locis conſuetis ad Menſem Februarium.

Hanc ſubſcriptam elucidationem nos infraſcripti acceptavimus, eidem nos ſubmiſimus, & ad majus fidei robur eandem ſubſignavimus. Datum in Campis prope Palozyn VIII. Novemb. Anno MDCLXV.

LUBOMIRSKI &c.

XXVIII.

25. Nov. FRANCE ET TUNIS. (1) *Articles de Paix, entre Sa ſacrée & Tres Chreſtienne Majeſté* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, & les Tres-Illuſtres & Magnifiques Seigneurs* MEHEMET BACHA, *Divan de la Ville & Royaume de Tunis;* AGY MUSTAPHA, *Generaliſſime de la Milice de ladite Ville & Royaume;* MORAT BEY *&* MEHEMET BEY: *Conclus & ſignez à la Baye de la Goulette, le vingt-cinquiéme de Novembre 1665. par François de Vendoſme, Duc de Beaufort, Prince de Martigues, Pair de France, pourveu & receu à la Charge de Grand Maiſtre, Chef & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de France.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. QUE doreſnavant, à compter du jour de la ſignature des preſens Articles, il y aura ceſſation d'Armes & de toute hoſtilité, tant de l'une que de l'autre part: & que ſi-toſt que ce Traité ſera confirmé par Sa Majeſté Tres Chreſtienne, il y aura une bonne Intelligence, Amitié, & Paix ferme & ſtable entre les Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne & les Tres-Illuſtres & magnifiques Seigneurs Bacha, Divan & Dey, & les Peuples dudit Royaume: & qu'en contemplation de la Paix deſirée, leurs Vaiſſeaux, Galeres, Barques & autres Bâtimens, navigueront en toute liberté. Que tant ſur Mer que ſur Terre les Sujets de l'une & l'autre part ne ſe feront aucun Acte d'Hoſtilité, au contraire qu'ils s'entr'aideront & ſe ſerviront les uns les autres ſans ſe procurer aucun dommage, ains ſe donneront toute aide & confort. Comme pareillement tous les Marchands de l'une & l'autre Nation, pourront negocier en toute liberté dans l'étenduë tant du Royaume de France que celui de Navarre & celui de Tunis, dans leſquels Royaumes ils ſeront traitez avec tous les témoignages d'une vraye & ſincere Amitié.

II. Que tous les Eſclaves François qui ſont dans la Ville de Tunis, & toute l'étenduë & Domination d'icelui Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ſans en excepter aucuns; Comme auſſi tous les Eſclaves Janiſſaires ſeulement qui ſe trouveront être du Royaume de Tunis, ſeront mis en liberté de part & d'autre, & rendus de bonne foy. ANNO 1665.

III. Que tous les Vaiſſeaux, tant d'une part que d'autre, qui ſe trouveront en Mer, ou dans les Rades, Havres ou Ports, aprés avoir déployé leurs Pavillons, & s'eſtre reconnus, continueront leur route ſans ſe faire aucun Acte d'Hoſtilité. Mais d'autant que les Vaiſſeaux d'Alger, Tripoly & Salé, & autres endroits de la Barbarie, portent un même Pavillon que ceux de Tunis, pour prevenir tous les inconveniens qui en pourroient arriver, il eſt arreſté que les Vaiſſeaux dudit Tunis (aprés que les Gens de l'un & de l'autre Bord ſe ſeront montrez ſur leurs Ponts) pourront envoyer dans un Batteau un ou deux Hommes au plus, outre ceux qui ſeront neceſſaires pour la conduite d'icelui, à Bord des Vaiſſeaux de Sa Majeſté Tres Chreſtienne, pour s'aſſeurer s'ils ſont veritablement François, & y entrer ſi bon leur ſemble, faiſant apparoir d'un Certificat du Conſul des François reſident à Tunis; aprés l'exhibition duquel, les Commandans des Navires de Sa Majeſté Tres Chreſtienne les laiſſeront en toute liberté continuer leur route, ſans eſtre fait aucun tort ou dommage à leurs Perſonnes, robes & Marchandiſes, tant des Marchands que Mariniers, Soldats & Paſſagers, de quelque Nation & condition qu'ils ſoient; toutes autres viſites & recherches de part & d'autre eſtant deffenduës. Ce qui s'obſervera ſemblablement par les Vaiſſeaux de Tunis, à l'égard de ceux de Sa Majeſté Tres Chreſtienne qui ſeront obligez de faire apparoir d'un Paſſeport de l'Admiral de France.

IV. En cas que quelque Vaiſſeau, Barque, ou autre Bâtiment Marchand de Tunis, fuſſent rencontrez en Mer par des Vaiſſeaux de Guerre ou autres de Sa Majeſté Tres Chreſtienne & qu'aprés avoir fait abaiſſer leurs Pavillons ils fuſſent neanmoins contraints de ſe deffendre, & obligez à tirer leurs Canons ou Pierriers, & enſuite forcez & pris, eſtant aprés reconnus pour eſtre du Royaume de Tunis, ils ne ſeront pas reputez de bonne priſe, au contraire ils leur ſeront rendus & les Gens auſſi, avec tous leurs Biens, Marchandiſes, robes & effets. Le ſemblable s'obſervera par les Vaiſſeaux de Tunis, à l'égard des Navires Marchands de Sa Majeſté Tres Chreſtienne.

V. Quand des Vaiſſeaux de Guerre ou autres de Sa Majeſté Tres Chreſtienne ſe rendront és Ports ou Rades du Royaume de Tunis avec des priſes, excepté celles faites ſur les Turcs, ils les y pourront vendre ſelon leur bon gré & plaiſir, ſans qu'il leur puiſſe eſtre fait aucun empêchement par ceux du Pays quel qu'il puiſſe eſtre, & ne ſeront pour ce obligez de payer aucun droit, ſinon celui qui ſera payé par les Amis. Et en cas que leſdits Vaiſſeaux ayent beſoin de Vittuailles vives ou mortes, ou autres choſes neceſſaires, ils pourront les acheter librement dans les Marchez du Pays où ils ſe trouveront, au prix ordinaire des Habitans dudit Royaume, ſans pour ce payer droits quelconques à aucun Officier. Et le même ſera obſervé en France à l'égard des Vaiſſeaux de Tunis.

VI. Que quelque Sujet que ce ſoit de Sa Majeſté Tres Chreſtienne Marchand ou Paſſager, de quelque qualité & condition qu'il puiſſe eſtre, qui ſe trouvera dans un des Ports ou Havres de l'étenduë du Royaume de Tunis, aura la liberté de demeurer dans ſon Vaiſſeau, & d'en ſortir, aller ou venir en Terre par tout où bon lui ſemblera ſans en pouvoir eſtre empeſché. Ce qui ſera ſemblablement permis à ceux du Royaume de Tunis quand ils ſeront dans les Ports de Sa Majeſté Tres Chreſtienne.

VII. Si par cas fortuit quelques Vaiſſeaux, Galeres ou Barques, & autres Bâtimens des Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne venoient à eſtre attaquez par ceux d'Alger, Tripoly, Salé, ou autres de leurs Ennemis dans les Ports & Rades dudit Royaume de Tunis, les Commandans des Places ſeront obligez de leur donner refuge dans leurs Ports, & ſeront tenus d'envoyer de leurs Gens dans un ou pluſieurs Batteaux pour y apporter remede & empêchement, & de les deffendre autant qu'il leur ſera poſſible.

VIII. Que tous les Vaiſſeaux Marchands, ou autres Bâtimens des Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne qui ſe rendront à Tunis, Suſſa, Portefarine, & autres Lieux dudit Royaume pour y vendre leurs Marchandiſes, le pourront faire en toute liberté & ſeureté, en payant

(1) On n'a rien changé à l'Argument de ce Traité.

ANNO 1665.

payant par eux ſeulement les Droits ordinaires; & à l'égard de celles qu'ils ne vendront pas, ils pourront les remporter dans leurs Bords, ſans que pour ce ils puiſſent eſtre obligez de payer aucuns Droits pour icelles.

IX. Que les Vaiſſeaux tant de Guerre que Marchands, même les Galeres & autres Bâtimens appartenans au Roi Tres Chreſtien, ou à ſes Sujets, pourront venir à tel Port, Rades, ou Havres dépendans dudit Royaume de Tunis, tel que bon leur ſemblera, pour ſe radouber, ſpalmer, carenner & ſuiffer, même faire de l'eauë & prendre des rafraichiſſemens, ſans qu'il leur en puiſſe eſtre fait refus ou pour ce exigé aucuns Droits; avec cette precaution toutefois à l'égard des Galeres, qu'elles ſeront obligées avant que d'entrer dans le Port, d'envoyer un Caïque à Terre avertir les Commandans des Forteresſes de leurs intentions, lequel Caïque reſtera à Terre pour oſtage, pendant que le Batteau des Forteresſes ira reconnoître leſdites Galeres & apprendre leurs volontez.

X. Qu'un Vaiſſeau, Galere, ou autre Bâtiment de Sa Majeſté Tres Chreſtienne ou de ſes Sujets, qui par malheur fera naufrage dans les Ports, Rades, ou Coſtes dudit Roiaume de Tunis, ne ſera point reputé de bonne priſe, ni les effets pillez, ni les Hommes de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, Marchands ou Paſſagers, eſtre reputez Eſclaves: au contraire que leſdits Gouverneurs des Forteresſes & les Peuples dudit Royaume de Tunis, feront leur poſſible pour leur donner ayde & confort pour ſauver leurs Perſonnes, leurs Vaiſſeaux, leurs Biens & Marchandiſes, ſans que le Bacha, Divan ou Dey, y puiſſent rien pretendre ni contrevenir. La même choſe ſera obſervée en France à l'égard des Vaiſſeaux de Tunis, au cas qu'il leur arrivaſt pareille diſgrace.

XI. Si quelque Eſclave du Royaume de Tunis, ou de quelque Nation que ce ſoit, vient à ſe ſauver à nage juſques aux bords de quelque Vaiſſeau de France, le Conſul de ladite Nation reſident à Tunis, ne pourra eſtre obligé ni contraint à payer le rachapt dudit Eſclave, ſi ce n'eſt qu'il euſt eſté averti à temps de la fuite dudit Eſclave, & ſi bien qu'il euſt eu le loiſir d'y apporter remede. Que ſi le Conſul avoit negligé cet avis, en ce cas il ſera tenu de payer le rachapt dudit Eſclave au prix que ſon Patron l'aura acheté au Marché, ou au plus trois cens Piaſtres pour toutes choſes.

XII. Que ſi aucuns Vaiſſeaux de Tripoly, Alger, Salé, ou de quelque autre part que ce ſoit, emmene dans Tunis, Portefarine, ou autre Rade que ce ſoit de l'étenduë dudit Royaume, des Vaiſſeaux, Barques, ou autres Bâtimens, Matelots, Paſſagers, ou Biens qui appartiendront aux Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne, on ne permettra pas qu'ils ſoient vendus dans ledit Royaume. Ce qui ſera obſervé en France à l'égard des Vaiſſeaux de Tunis.

XIII. Que deſormais aucuns des Vaiſſeaux de Guerre, Galeres, ou autres Bâtimens de Tunis ou du Royaume de France, ne pourront faire Eſclave aucun François ny autre, pas même les Chevaliers de Croix, ny pareillement les Sujets dudit Royaume de Tunis ſous l'une & l'autre Banniere, mais ſous des autres Pavillons ou Bannieres eſtrangeres, les Paſſagers de quelque condition qu'ils ſoient & les Marchands ſeront libres. Et quant aux Gens de Solde, Canoniers, Soldats, & Matelots François, ils pourront eſtre faits Eſclaves, & ſeront rachetez moyennant la Somme de cent cinquante Piaſtres par teſte (les Chevaliers de Malthe excepté.) Le ſemblable ſe pratiquera à l'égard de ceux de Tunis.

XIV. Que doreſnavant tous les Sujets du Royaume de Tunis ſeront libres en France, de quelque Lieu qu'ils puiſſent eſtre apportez & emmenez, ne ſeront receus pour Eſclaves, ni achetez ni vendus; & ſi d'avanture il s'y en rencontroit quelqu'un, à la premiere requiſition il ſera rendu & mis en liberté, & toutes ſes robes & effets reſtituez; comme pareillement il en ſera uſé à l'égard des François dans toute l'étenduë dudit Royaume de Tunis.

XV. Que le Conſul François, reſident dans la Ville de Tunis, ſera honoré & reſpecté, & aura la préeminence ſur tous les autres Conſuls, & continuera d'avoir dans ſa Maiſon un Lieu auquel luy & les Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne, puiſſent exercer librement leur Religion, ſans que Perſonne leur puiſſe dire ni faire aucun empêchement, tort ou injure, ſoit par paroles ou voye de fait: & pourra ledit Conſul avoir & entretenir chez luy un Preſtre tel qu'il luy plaira pour deſervir Sa Chapelle, ſans que le Dey & Divan l'en puiſſent empêcher.

ANNO 1665.

XVI. Arrivant changement du Conſul François & eſtabliſſement d'un nouveau par Sa Majeſté Tres Chreſtienne, leſdits Seigneurs Bacha, Divan & Dey, n'y pourront apporter aucun obſtacle ni empêchement en quelque maniere que ce ſoit, & le Conſul qui ſortira s'en pourra aller librement en payant ſes Debtes: & doreſnavant les Conſuls François, avec la participation toutesfois du Seigneur Dey, pourront changer de Saccagi ou de Truchement de trois mois en trois mois; ſelon la coutume ordinaire du Divan; ce qui luy ſera accordé ſans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui negocieront en ladite Ville de Tunis & eſtenduë dudit Royaume, reconnoitront le Conſul des François, & lui payeront les Droits accoûtumez dudit Conſulat ſans difficulté, excepté la Nation Angloiſe & la Flamande, qui ont à preſent chacune un Conſul dans Tunis.

XVIII. Que les Eſtoffes & Vittuailles que le Conſul François fera venir pour ſon uſage & pour preſent ſeulement, ne payeront aucuns Droits ou Impoſts, non plus que ce qu'il pourra acheter ſur les lieux pour la Proviſion de ſa Maiſon.

XIX. Que deſormais tous les Biens des Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne qui demeureront dans Tunis & toute l'étenduë dudit Royaume ne pourront en cas de Debte, abſence ou méfait, eſtre ſaiſis ou mis en ſequeſtre par qui que ce ſoit dudit Tunis, au contraire demeureront ès mains du Conſul François; même que les Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne auront liberté de ſe retirer en France, ou ailleurs que bon leur ſemblera, avec leurs Femmes, Enfans, Domeſtiques, Biens & Effets generalement quelconques, ſans qu'il leur ſoit fait aucun empêchement.

XX. Que le Conſul François ni aucun des Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne ne ſera tenu des Debtes d'un autre François, ni d'aucun d'une autre Nation, quel qu'il puiſſe eſtre, ni pour ce pourra eſtre empriſonné, ni la Maiſon dudit Conſul ſcellée; & qu'aucun témoignage ne ſera receu contre aucun d'eux, ni ne pourront eſtre actionnez, à moins qu'au prealable ils ne s'y fuſſent obligez par Acte ſigné de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne frappe ou maltraite ou Turc ou Maure, on pourra le punir s'il eſt pris, mais au cas qu'il vienne à ſe ſauver on ne pourra s'en prendre audit Conſul François, ni à aucun des Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne.

XXII. Que nul Sujet de Sa Majeſté Tres Chreſtienne, pour les differens qui leur ſurviendront, ne ſeront ſoumis à aucun autre Jugement que celui du Dey, non du Divan ou du Cady.

XXIII. Que pour ce qui regardera les differens que les Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne auront entre eux en leur particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui negociera ſous la protection du Conſul des François, ils ne ſeront tenus de les decider pardevant autre que ledit Conſul, auquel ſeul en appartiendra la connoiſſance.

XXIV. Que ſi quelque Marchand François, ou autre eſtant ſous la protection dudit Conſul François, vient à mourir dans l'étenduë dudit Royaume de Tunis, les facultez qui ſe trouveront lui appartenir en cas qu'il teſte, ſeront remiſes au pouvoir de celui qui aura eſté nommé par lui ſon Executeur Teſtamentaire, pour en tenir compte à leurs Heritiers ou autres en faveur deſquels il auroit diſpoſé. Mais au cas qu'il vînt à deceder ſans faire Teſtament, que le Conſul François ſe ſaiſira de leurs biens & facultez pour en tenir pareillement compte à leurs Heritiers, ſans que qui que ce ſoit du Royaume de Tunis en puiſſe prendre connoiſſance.

XXV. Que doreſnavant aucun des Sujets de Sa Majeſté Tres Chreſtienne qui ſera reputé Eſclave ſoit qu'il ſoit de Levant ou de Ponant, ne ſera vendu au Baſa ou Marché.

XXVI. En cas que quelque Vaiſſeau de Guerre, Galere, Marchand, ou autre Baſtiment appartenant à Sa Majeſté Tres Chreſtienne ou à ſes Sujets, viennent par quelque infortune à s'échoüer ou briſer en quelque Iſle ou Place inhabitée, & que par hazard il vînt à paſſer un Vaiſſeau, Galere ou autre Bâtiment de Tunis,

ANNO 1665. nis, ils ſeront obligez d'aller les ſecourir, même prendre leurs Gens, Robes & Marchandiſes, leſquelles ils conſigneront és mains du Conſul François de Tunis, ſans qu'ils les puiſſent porter ou vendre ailleurs. Le meſme s'obſervera par les Vaiſſeaux de France, à l'égard de ceux de Tunis, en cas que pareille diſgrace leur arrive.

XXVII. Qu'au même temps que ces preſens Articles ſeront ſignez & confirmez, tous les Dommages & Depredations qui auront eſté faites & ſouffertes de part & d'autre avant qu'on ait pû avoir connoiſſance de la preſente Paix, ſeront incontinent reparez, & d'iceux donné reciproquement une pleine & entiere ſatisfaction, même tout ce qui ſe trouvera encore en nature rendu & reſtitué. C'eſt pourquoy pour prevenir tout inconvenient, on avertira de cecy en toute diligence les Commandans des deux Partis. Il eſt arreſté auſſi qu'en attendant l'entiere Reſtitution des Eſclaves de part & d'autre, on les traitera avec toute ſorte de douceur & d'humanité, ſans ſouffrir qu'il leur ſoit fait aucun mauvais traitement, tort ou dommage.

XXVIII. Si quelque Grief arrive de part & d'autre, il ne ſera loiſible à aucune des Parties de rompre la Paix jusqu'à ce qu'on ait refuſé d'en faire la Juſtice. ANNO 1665.

XXIX. Que le Conſul de la Nation Françoiſe reſident à Tunis, en cas qu'il arrive quelque different quel qu'il puiſſe eſtre, qui faſſe une rupture de Paix entre les deux Parties, ledit Conſul aura la liberté entiere de s'en aller & de ſe retirer quand bon luy ſemblera en ſon Pays ou ailleurs, & que lors qu'il partira il luy ſera loiſible d'emmener avec luy ſa Famille & Domeſtiques, même deux Eſclaves à ſon choix, & ſes Biens generalement quelconques, ſans qu'il luy en puiſſe eſtre fait aucun empeſchement, & pour ce faire pourra aller & venir librement ſur les Vaiſſeaux qui ſeront és Ports, même vacquer à ſes affaires à la Campagne. Fait à Bord de l'Admiral à la Baye de la Goulette, le vingt cinquiéme Novembre 1665.

Signé,

LE DUC DE BEAUFORT,

Avec le Cachet de ſes Armes, & le Sceau des Bacha, Divan, & Milice de Tunis

---

XXIX.

1666. 11. Fevr. DANEMARCK ET PROVINCES-UNIES.

Tractaet van Alliantie tuſſchen den Koninck van Denemarcken FREDERIC *de derde, ende de Heeren Staaten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *tot bevorderingen van een heylſamen Vreede, ende herſtelling van de vryen Handel en Navigatie. Gedaen in den Hage den* 11. *Februarii* 1666. Met *verſcheiden Articulen ſeparate, te weeten. I. Raakende de Pretenſien en Schuldvorderingen van wyderſyts weegen. II. Raakende de Tollen van Hout-Laſten in Noorwegen. III. Raakende de Oneenigheden, Differenten ende Diſputen voorgevallen tuſſchen ſyne Hoogſtgedagte Majeſteyt ende Haer Hoog Mogende ten regarde van haar geoctroyeerde Compagnie, en eenige Plaetſen leggende op de Kuſt van Guinea, Anemabo, Orſu &c. IV. Op het furneren van acht Oorlogh-Schepen in minderinge van Subſidien by 't Tractaet van Alliantie beloofde. V. Op de Pretenſien van Schippers en Koopluyden.* En Eyntelyck (1) *de ſeparate en ſecrete Articulen, inhoudende dat niet tegenſtaende de Clauſul van 't eerſte Articul van 't Tractaet, ſyne Majeſteyt nevens haer Hoog Mogende in openbaere Oorlog treden ſal, tegens den Koning van Groot Britannien.* [AITZEMA Saaken van Staat en Oorlogh. Tom. XII. pag. 462.]

ALſoo den Doorluchtigſten Grootmachtigſten Vorſt ende Heer, Frederick de *derde* tot Dennemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gothen Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holſteyn, Stormarn, ende der Ditmarſchen, Grave tot Oldenburgh en Delmenhorſt, &c. ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, wederſijts by occaſie van den Oorloch tuſſchen den Koningh van *Groot Britannien* ende haer Hoog Mogende naer rijpe overweginge van den tegenwoordige beſwaerlijcken toeſtant hare gedachten hebben laten gaen, hoe beſt haere reſpective Rijcken ende Landen, mitſgaders de Navigatie ende Commercie van haere Onderdanen ende Ingeſetenen tegen alle gewelt ende pericul, ſoo veel mogelijck is, te verſeekeren; *Soo iſt*, dat ſijne Koninckljcke Majeſteyt ter eenre, ende haer Hoog Mogende ter andere ſijde, op de vriendelijcke inductie ende perſuaſie van de *Koninck van Vranckrijck* goet gevonden hebben haer naeder te conjun-

(1) Ces Articles ſeparés & ſecrets, ſe trouvent en Allemand dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 273. mais le Traité principal n'y eſt pas. [DUM.]

XXIX.

Traité d'Alliance entre FREDERIC III. Roi de Dannemarc & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Païs-Bas, pour parvenir à une bonne & ſeure Paix, & au reJtabliſſement de la liberté du Commerce & de la Navigation. A la Haye le 11. Fevrier 1666. *Avec* divers Articles ſeparés; ſçavoir. I. Touchant les Debtes & Pretentions des deux coſtés. II. Touchant les Peages de la Charge du Bois en Norwege. III. Touchant les mesintelligences, differents & diſputes ſurvenues entre Sa Majeſté & leurs Hautes Puiſſances, au ſujet de leurs Compagnies Privilegiées, & de quelques Places ſituées ſur les Coſtes de Guinée, d'Anemabo, d'Orſu, &c. IV. Sur le Fourniſſement de huit Vaiſſeaux de Guerre en diminution des Subſides promis à Sa Majeſté par le Traité d'Alliance. V. Sur les Pretentions des Maîtres de Navires, & des Marchands. *Et enfin* les Articles ſeparés & ſecrets, portant que nonobſtant la Clauſe du premier Article du Traité, Sa Majeſté, avec leurs Hautes Puiſſances, entrera d'abord en Guerre ouverte contre le Roi de la Grande Bretagne. Tous leſdits Articles datés, comme le Traité, du 11. Fevrier 1666. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre* Tom. XII. pag. 462.] 1666. 11. Fevr. DANEMARCK ET PROVINCES-UNIES.

COmme le Sereniſſime & puiſſant Prince & Seigneur FREDERIC III. *Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswic, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſe, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt, &c. Et les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont à l'ocaſion de la preſente Guerre d'entre le Roi d'Angleterre & L. H. P. & aprés meure deliberation ſur les fâcheuſes diſpoſitions des Affaires preſentes, conſideré, comment leurs Royaumes & Païs reſpectifs, enſemble la Navigation & Commerce de leurs Sujets & Habitans pourroient être aſſurez contre toute violence & danger, c'eſt pourquoi, Sa Majeſté Royale d'une part & leurs H. P. d'autre, ſur l'amiable induction & perſuaſion du Roi de France, ont trouvé bon de s'unir & de s'allier plus étroittement, & en conſequence de* pren-

ANNO 1666.

jungeren ende verbinden, ende vervolgens ſoodanige middelen by de hant te nemen, ende in 't werck te ſtellen, waer door naeſt Godes beſtieringe ende ghenadigen Zegen eene eerlijcke ende verſeeckerde Vrede mocht worden geobtineert ende de vrye Commercie ende Navigatie herſtelt in voorigen floriſanten ſtaet, mitsgaders oock om te ſtrecken tot *Defenſie* van weder-ſijts Onderdanen, als mede om haere reſpective Hoogheyden, Prærogativen, ende Gerechtigheden behoorlijck te maintineren, ende die op de vrye Zee, ende anderſints geplegde Exceſſen ende Exorbitantien tegen te gaen: Ende heeft ſijne Konincklijcke Majeſteyt tot dien eynde, ende tot bevorderinge van andere Saecken meer, gevolmachtight, ende na den *Haegh* geſonden die welgeboorne ende Hoog-Edele Heeren *Paul Clingenberch* ſijne Konincklijcke Majeſteyts Admiraliteyts Raet, ende Poſtmeeſter Generael, Erfgeſeten op Buſtrup, Haenrouw, ende Toſtrup, als mede aende Heer *Petrus Chariſius* ſijn Konincklijcke Majeſteyts Raet ende Reſident by de Hoog-gemelde Heeren Staten Generael, dewelcke daer over in Handelingh ende Conferentie getreden weſende met de Heeren Gedeputeerten ende Gevolmachtigden van haer Hog Mogende namentlijck die oock welgeboorne, ende Hoog-Edele, geſtrenge, wyſe, voorſienige Heeren *Rudolph van Ommeren, Johan de Wit*, uyt den Oudt Raet der Stadt Dordrecht, *Johann de Wit*, Raed Penſionaris van Hollant ende Weſtvrieſlant, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Penſionaris der Stadt Tholen, *Goedaert Adriaen, Baron van Reede*, Heer van Amerongen, Ginckel, Elſt, &c. *Adolph van Unckel, Johan van Iſſelmuyden* tho Rollecaten, Droſſart van Vollenhoven ende de Heerlijckheyt Cundert, ende *Johan Drews*, Raetsheer in Groningen, reſpective Gedeputeerden in haer Hoog Mogende Vergaderingh van wegen de Provincien van Gelderlant, ende 't Graefſchap Zutphen, Hollant ende Weſtvrieſlandt, Zeelandt, Utrecht, Vriſlant, Overyſſel, Stadt Groeningen ende Ommelanden, ſijn deſelve vervolgens onderlingh in name van haere reſpective aldergenadichſten ende hooge Heeren Principalen, in krachte van derſelver Volmachten ende Pouvoirs op 't eynde deſes geinſereert, over de navolgende Pointen geaccordeert, ende verdragen, gelijck geaccordeert, ende verdragen wert mitsdeſen;

I. Naedemael bevonden wort dat de Engelſche Oorloch-Schepen in het voorleden Jaer *ſeſtienhondert vijf en-ſeſtich* niet alleen veel Deenſche ende Noordſche Coopvaerdy-Schepen oock die geene de welcke na Neutrale Plaetſen waeren gedeſtineert, of daer van daen quamen, inde openbare Zee hebben aengehaeldt, ende nae behoorlijcke Reclamatie niet willen relaxeren, nemaer oock daer en boven in ende op de Stromen, ende Havenen van hoogſtgedachte ſijne Konincklijcke Majeſteyt verſcheyde onbehoorlijcke feytelijckheden gepleeght, deſſelfs Kaſteelen ende Forten vyandtlijck geattaqueert, aengegrepen, ende beſchoten, oock in 't geſichte van ſijne Konincklijcke Majeſteyt in de *Sont*, ende onder het Kaſteel *Kronenburgh* Schepen geplondert ende aen de Strant gejaecht. So is ſijne Konincklijcke Majeſteyt daer door bewogen ende geneceſſiteert geworden te verbieden ende te verhinderen, dat vortaen ende in 't toekomende ſoo lange den tegenwoordigen Oorloch tuſſchen de Hoochſtgedachte Koninck van *Groot Britannien* ende haer Hoog Mogende ſal continueren, *geene Engelſche Oorlog-Schepen* ſullen vermogen te komen op deſſelfs Reden, Havenen, ende Stroomen, noch oock in *Noorweegen* ofte op ſijne Kuſten, het alſoo genoemde *Cattegat*, ofte de *Zont*, ofte *Beelt*: ende is voorts geconvenieert dat ſijne Konincklijcke Majeſteyt ſoodanig verbot niet en ſal mogen veranderen noch revoceren voor ende al eer de voorſchreve Oorlogh ſal ceſſeren. Ende dewyle men met reede beducht is, dat onaengeſien 't voorſchreve verbot de Engelſche Oorlogh-Schepen by continuatie ſullen trachten de Commercie in de voorſchreve Quartieren te troubleren. Soo is van gelijcken verdragen, dat de Oorlogh-Schepen van ſijne Konincklijcke Majeſteyt aldaer, ſulcx ſoo veel mogelijck is ſullen afweeren, ende ſelve Engelſche Oorloch-Schepen aentaſten, bevechten ende ſoecken te verovereren, wel verſtaende, *dat hier door de Commercie op de voornoemde Plaetſen voor de Engelſche Coopvaerdy-Schepen niet en wert geinterdiceert of belet*, in kas deſelve ſich vreedelijck ende behoorlijck comporteren.

II. Alle Stroomen, Reen, ende Havenen van ſijne Ko-

ANNO 1666.

prendre en main telles voyes par leſquelles, moyennant la conduite & benediction divine, on puiſſe obtenir une honorable & ſure Paix, & que la Navigation & Commerce puiſſent être reſtablis dans leur premier & floriſſant état, enſemble pour ſe fortifier pour la deffence des Sujets de part & d'autre, auſſi bien que pour maintenir convenablement les Droits & Prerogatives legitimes des deux Parties, & repouſſer ſur les Mers libres & autrement les exhorbitans excez qui ſont commis contre elles. Et a Sa Majeſté Royale à cette fin, & pour l'avancement d'autres Affaires autoriſé & envoyé à la Haye le noble Seigneur Paul Clingenberg Conſeiller de l'Amirauté de Sa Majeſté & General des Poſtes &c. comme auſſi le Seigneur Pierre Cariſius Conſeiller de Sa Majeſté & Reſident prés des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux, leſquels étant entrés en conference & negociation avec les Deputez & Plenipotentiaires de L. H. P. à ſçavoir les Nobles, diſcrets, ſages & prudens Seigneurs Rodolphe d'Amerong; Jean de Wit, ancien Conſeiller de la Ville de Dorth; Jean de Wit, Conſeiller Penſionaire de Hollande & de Weſt-Friſe; Boniface de Vrybergue Seigneur dudit Lieu Penſionaire de la Ville de Tollen; Godard Adrian Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elſt &c. Adolph d'Unckel; Jean de Iſſelmond & de Rollecten Droſſart de Vollenhoven & de la Seigneurie de Cundert, & Jean Dreus Conſeiller de Groningue & des Ommelandes, tous Deputez en l'Aſſemblée de L. H. P. de la part des Provinces de Gueldres, & du Comté de Zutphen, Hollande, & Weſt-Friſe, Zelande, Utrecht, Friſe, Overyſſel, de la Ville de Groningue & des Ommelandes: leſdits ſuſnommez au nom deſdits Seigneurs leurs Principaux & en vertu de leurs pleins Pouvoirs inſerez à la fin des preſentes, ont traitté, accordé & conclu, traittent, accordent & concluent par ces preſentes.

I. Comme il ſe trouve que les Vaiſſeaux Anglois ont pris l'année paſſée mil ſix cens ſoixante-cinq en pleine Mer non ſeulement beaucoup de Vaiſſeaux Marchands de Danemarc & du Nord, même ceux qui étoient deſtinez pour des Lieux neutres ou qui en revenoient, ſans qu'ils les ayent voulu relâcher aprés les avoir reclamez convenablement, mais auſſi, outre cela, qu'ils ont commis pluſieurs actes d'Hoſtilité dans les Havres & Ports de Sa Royale Majeſté, & qu'ils ont attaqué & cannoné les Forts & Chateaux hoſtilement, & même en veuë de Sadite Majeſté dans le Sond, & de plus pillé & pouſſé des Vaiſſeaux ſur le ſable ſous le Chateau de Cronenbourg; Sa Majeſté ſe trouve par là portée & neceſſitée de deffendre & d'empêcher que tant que durera la preſente Guerre d'entre le ſuſdit Roi de la Grand' Bretagne & L. H. P. qu'aucun Vaiſſeau Anglois puiſſe venir dans leſdittes Rades, Havres & Rivieres, ni même en Norwegue ni ſur les Côtes qu'on nomme Cattegat, ou Sond, ou Belt, & il eſt convenu que Saditte Majeſté ne pourra revoquer ni changer ladite deffence, avant que laditte Guerre ſoit finie. Et comme on eſt perſuadé que nonobſtant leſdittes deffences les Vaiſſeaux Anglois continueront de tâcher de troubler le Commerce dans leſdits Quartiers; Il eſt pareillement convenu que les Vaiſſeaux de Sa Majeſté qui y ſeront les en empêcheront autant qu'il ſera poſſible, & attaqueront & combattront leſdits Vaiſſeaux Anglois, & tâcheront de s'en ſaiſir, bien entendu que par là le Commerce deſdits Vaiſſeaux Marchands éſdits Lieux ne ſera point interdit, en cas qu'ils ſe comportent paiſiblement & comme il apartient.

II. Toutes les Rivieres, Rades & Havres de Sa Ma-

ANNO 1666. Konincklijcke Majeſteyt ſoo wel in beyde de Koninckrijcke *Dennemarcken* ende *Noorweegen*, als in desſelfs Vorſtendommen *Sleeſwijck*, ende *Holſtein*, ſullen uyt kracht van deſe Alliantie open ſtaen voor den Oorloch ende Coopvaerdye of andere Schepen der Vereenichde Nederlanden; als mede voor die met Commiſſie van haer Hoogh Mogende vaeren, dewelcke alle te ſamen, aldaer komende, wel ontfangen, bejegent, en na vermogen tegens alle ghewelt ende overlaſt geprotegeert ende beſchermt ſullen worden.

III. Dat oock hooghſt-gemelde ſijne Konincklijcke Majeſteyt tot bereijckinge van ſoo heylſamen oogmerck, ende om 't voorſchreve te doene Verboth te mainteneren, oock tot verſeeckeringe van ſijne eyge, als oock van de Nederlantſche Oorlogh-Schepen ende Koopvaerders, mitſgaders der ſelver Paſſage ende verblijf door ende ontrent den *Oriſont* ende *Belt*, als meede tot afweeringh van alle beſorghde gevaer van ſijne Koninckrijcken ende derſelver Onderdaenen ende Ingeſetenen in deſen loopenden Jaere, ende voorts van jaer tot jaer, ſoo lange den voorſchreve Oorlogh ſal duyren van den *eerſten* April tot op den *eerſte* December nieuwe Stijl beyde incluys, in ende omtrent den *Oriſont* in Zee ſal brengen, ende geſtaedich houden, *veertich goede ende van alles wel vorſiene Oorlogh-Schepen*, daer van de naemen, monture, ende manninge ſijn begrepen in ſeeckere Lijſte, by de Heeren Plenipotentiariſen ende Gevolmachtighde Miniſters van ſijne Konincklijcke Majeſteyt aen de Heeren Gedeputeerde Commiſſariſen van de Hoogh-gemelde Heeren Staten Generael bereyts behandight, ende voor de teeckeninge deſes noch naeder in Authentica forma over te leveren. Ende in gevalle, dat Godt verhoede, eenige van de voorſchreve *veertich* Oorlogh-Schepen door Storm, Onweder, ofte wel in een Rencontre quamen te verongelucken, ende te blijven, dat in ſulcken kas ſijne Koninghlijcyke Majeſteyt de ſelve ten ſpoedigſten doenlijck ende mogelijck ſijnde, met andere Schepen van Oorlogh van gelijcke force gemant ende gemonteert, als de verongeluckte ofte geblevene ter Plaetſe, ende ten fine als vooren ſal doen remplaceren, ende 't getal alſoo wederom ſuppleren.

IV. Ende naedemael ſijne Konincklijcke Majeſteyt ende haer Hoogh Mogende onderlinge verbonden ſijn in tijden van Oorloch den geattacqueerden te aſſiſteren met *ſes duyſent* wel gemonteerde ende gewapende Soldaten, ofte 't Equivalent van dien in Gelde gereduceert, eende geteeckent ter Somme van *twee hondert acht en tachtich duyſent* Rijcxdaelders. Soo is tuſſchen de opgemelde Heere Plenipotentiariſen ende Gevolmachtighden Miniſters ende Gedeputeerden als vooren verdragen ende geaccordeert, dat hoogſtgedachte ſijne Konincklijcke Majeſteyt deſelve Somme ſoo wel ten aenſien van 't geene albereyts is verſchenen, als van 't geene van nu vortaen ſtaet te verſchijnen tot de Equipagie ende uytruſtinge van de voorſchreve *veertich* Oorlogh-Schepen van tijt tot tijt te doen ſal employeren: dan alſoo derſelver uytruſtinge, mitsgaders 't Onderhout van 't Volck veel hooger ſal loppen, ende ſijne Konincklijcke Majeſteyt in ſijne Koninckrijcken dies aengaende groote Preparatien moet maecken, ende ſulcx alles jaerlijcx een meerckelijcke Somme ſal bedragen, ſoo is mede, gelijck vooren geconvenieert, dat haer Hoogh Mogende ſijne Konincklijcke Majeſteyt daer en boven ſullen ſubſidieren, ſoo lange ten tegenwoordigen Engelſen Oorlogh ſal duyren met de Somme van *ſeſmael hondert duyſent Rijcxdaelders* jaerlicx, de welcke in de Stadt *Hamborgh* van tijt tot tijt in ſpecie Rijcxdaelders ſullen werden betaelt ende uytgetelt.

V. Ende ſal ſoodanigh Subſidie in dit eerſte ende oock in de volgende Jaeren, ſoo lange den jegenwoordigen Engelſchen Oorlogh, als worden, continueren ſal in *drie Termijnen* betaelt worden, te weten, den *eerſten* Martii *drie hondert duyſent Rijcxdaelders*, den *eerſten* Junii *hondert vijftigh duyſent Rijcxdaelders*, ende den *eerſten* September de reſteerende *hondert vijftigh duyſent Rijcxdaelders*, alles te reeckenen nae den Nieuwen Stijl: de voorſchreve Betaelinge ſal precijs als Wiſſel-gelt, ſonder faulte of manquement, oock ſonder eenige pretenſien, arreſten, affectatien, ofte wat anderſints ſoude konnen werden bedacht, daer tegens in te brengen, als vooren geſeght, binnen de Stadt *Hamborgh* geſchieden ende gepreſteert werden op behoorlijcke Quitantie van ſijne Konincklijcke Majeſteyt met

Majeſté tant dans les deux Royaumes de Danemarc & de Norwegue, que dans ceux des Duchez de Sleeſwick & de Holſtein, ſeront en vertu de cette Alliance ouverts aux Vaiſſeaux de Guerre, Marchands & autres des Provinces-Unies, enſemble pour ceux qui ſeront Porteurs de Commiſſion de leurs Hautes Puiſſances, leſquels y venant, ſeront bien receus, traitez & protegez autant qu'il ſera poſſible contre toute violence & inſulte. ANNO 1666.

III. Qu'auſſi Sadite Royale Majeſté pour parvenir à un but ſi ſalutaire, & maintenir la ſuſdite deffence, enſemble pour la ſureté de ſes propres Vaiſſeaux auſſi bien que les Vaiſſeaux & de Guerre Marchands des Païs-Bas, comme auſſi de leur paſſage & ſejour és environs de l'Oriſont & du Belt, & afin de garantir ſes Royaumes & les Sujets & Habitans d'iceux, elle mettra en Mer, & tiendra continuellement, pendant cette année courante depuis le premier jour d'Avril juſques au premier jour de Decembre nouveau Stile & tous deux inclus, & ainſi d'année en année, pendant tout le tems de cette Guerre, dans & és environs de l'Oriſont, quatorze bons Vaiſſeaux de Guerre, bien équipez & pourvûs de tout, dont les noms, Monture & Equipage ſont contenus en certaine Liſte, qui a déja été miſe par Meſſieurs les Plenipotentiaires & Miniſtres de Sa Royale Majeſté és mains des Deputez & Commiſſaires des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux, & qui pour être ſignée ſera encore donnée en meilleure & plus authentique forme; Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que quelques-uns des ſuſdits quatorze Vaiſſeaux de Guerre vinſſent à perir ou reſtaſſent par tempête, gros tems ou bien dans quelque rencontre, en ce cas Sa Majeſté en fera équiper d'autres de même Equipage & Monture le plûtôt qu'il ſera poſſible pour être envoyez au même lieu & rendre le même nombre complet pour ſervir à la même fin.

IV. Et comme Sadite Majeſté & leursdites Hautes Puiſſances ſont particulierement engagez d'aſſiſter celui qui ſera attaqué, de ſix mil Soldats, bien équipez & armés, ou d'en donner l'équivalent reduit en Argent, montant à la Somme de deux cent quatre vingt, & huit mil Riſdales; il eſt convenu & accordé entre les ſuſdits Plenipotentiaires & Miniſtres des deux Parties que Sadite Royale Majeſté employera ladite Somme tant à l'égard de ce qui eſt déja échu, que de ce qui échoira de tems en tems, à l'équipement des ſuſdits quatorze Vaiſſeaux de Guerre, mais comme ledit équipement, & l'entretien de l'Equipage montera à beaucoup plus, & qu'il faut que Sa Majeſté, & ſes Royaumes faſſent de grands Preparatifs à ce ſujet, & que cela montera annuellement à une Somme conſiderable, il eſt, comme cy-devant, convenu, que leurs Hautes Puiſſances fourniront outre cela à Sa Majeſté, pour Subſide, tant que ladite Guerre avec l'Angleterre durera, la Somme de ſix cent mil Riſdales par an, laquelle Somme ſera comptée de tems en tems en Riſdales en eſpece dans la Ville de Hambourg.

V. Et ledit Subſide dans la premiere & les années ſuivantes, tant que la preſente Guerre durera, ſera & continuera d'être payé en trois termes, à ſçavoir le premier Mars trois cent mil Riſdales; le premier Juin cent cinquante mil Riſdales, & le premier de Septembre les cent cinquante mille Riſdales restans, le tout à compter ſelon le nouveau Stile; le ſuſdit payement ſera fait preciſement en Lettres de Change ſans faute ni manquement, & ſans aucune pretention, arret, affectation, ou pour quoi qu'on ſe puiſſe imaginer, & alleguer allencontre, comme il eſt dit ci-deſſus, & ſeront fournies leſdites Sommes dans la Ville de Hambourg, & ſur les Quittances de Sa Royale

ANNO 1666.

met deſſelfs eygen hant ende Zegel geteeckent ende bekrachtight, wel verſtaende nochtans, gelijck geconvenieert ende verdragen is, ſo op 't eerſte, als de volgende Jaeren, in minderinge van de voorſchreve Subſidien in betalinge te mogen geven tot Onderhout van *acht Oorlogh-Schepen*, met den gevolge ende aenkleven van dien, gemonteert yder met *twee ende veertigh* Stucken, ende voorts op de conditien, gheſtipuleert in 't ſeparaet Contract daer van huyden tuſſchen de gemelte Konincklijcke Plenipotentiariſen en Gevolmachtigde Miniſters, ende haer Hoogh Mogende Gedeputeerden gemaeckt, 't welck van ſoodanigen valeur ende waerde gehouden ſal worden; als of het van woorde te woorde in deſe Alliantie geinſereert ware.

VI. In kas, door Godes genadigen Zegen, gelijck verloopt wert, ende ſoo als oock eygentlijck het oogwit van 't jegenwoordige Tractaet is in dit *eerſte* Jaer *ſeſtien hondert ſes en ſeſtigh* tuſſchen den Koningh van *Groot Britannien* ende de Hoog Mogende Heeren Staten Generael den Vrede getroffen ende herſtelt mochte worden; Soo is van nu af aen onderlinge geconvenieert dat dies niet tegenſtaende de voorſchreve Subſidien voor 't ſelve Jaer in conſideratie dat de Equipagie ende de meeſte koſten van de voorſchreve Schepen echter onfeylbaerlijck ſullen moeten werden gedragen, in 't geheel onwederſpreeckelijck ſullen werden betaelt ende voldaen.

VII. Den voorſchreve Vreede naer d'expiratie van de loopende Jaere *ſeſtien-hondert ſes-en-ſeſtigh* getroffen werdende, ſal men alsdan onderlinge nareeckenen wat gedeelte van 't Jaer op den dagh van 't uytwiſſelen der Ratificatien ſal weſen ge-eſcouleert, mitsgaders oock wat Subſidien daer op ſijn betaelt, om uyt te vinden of ſijne Konincklijcke Majeſteyt albereyts ſoude genooten hebben, ofte noch ſal moeten ontvangen ſoodanigh gedeelte van de voorſchreve *ſesmael hondert duyſent Rijcxdaelders*, als naer advenant van de verloopene tijdt van 't Jaer ſal weſen verſchenen, ende is voorts geconditioneert dat deſelve Sijn Majeſteyt daer en boven noch een Termijn van *drie Maenden* der voorſchreve Subſidien, te weten, *hondert vijftigh duyſent Rijcxdaelders* trecken ende genieten ſal.

VIII. Ende nademael haer Hoogh Mogende ſijne Konincklijcke Majeſteyt met ſoodanigen notablen Somme als boven verhaelt is, tot de Equipagie, Subſiſtentie, ende Onderhoudinge van de voorſchreve *veertigh* Schepen van Oorlogh ſullen ſubſidieren, ſoo ſal Sijne Majeſteyt verobligeert ſijn de voorſchreve Schepen ter begeerte van haer Hoogh Mogende door een Geauthoriſeerde ende Gevolmachtighde ſelve te laten monteren; gelijck oock ſijne Konincklijcke Majeſteyt ſchuldigh ende gehouden ſal weſen, de voorſchreve *veertigh* Schepen geequipeert, gemant, ende gemonteert, als in de Lijſte boven verhaelt, in dienſt te continueren van de *eerſte* April af, tot den *eerſten* December daer aen volgende, in kas het Winter Saiſoen ſulx als dan ſal toelaten, ende niet notoirlijcke en kome te beletten.

IX. Soo wanneer den Koningh van *Groot Britannien* dit Tractaet qualijck ſoude mogen komen op te nemen, ende dienthalven of ſelfs, of door ſijne Geallieerden, of wel te ſamen met ſijn Geallieerden, de hoogſt-gedachte Koninck van *Dennemarcken* Vyantlijck quame te attacqueeren, ſoo ſullen haer Hoogh Mogende ſchuldigh ende gehouden weſen ſijne Konincklijcke Majeſteyt met alle haer maght te Water ende te Lande naer uytterſte vermogen te adſiſteren, niet alleen tegens den hooghſtgemelte *Koninck van Groot Britannien*, nemaer oock tegens alle de geene de welcke ter oorſaecke van deſen Tractate, of van 't voorſchreve te doene verboth ofte verhinderinge directelijck ofte indirectelijck eenige Hoſtiliteyt ſouden mogen ondernemen tegens ſijne Konincklijcke Majeſteyt *Denemarcken* ofte deſſelfs Rijcken, Landen, Vorſtendommen, ende Graeffſchappen, die ſijne Majeſteyt jegenwoordigh beſit, ofte die deſelve hier naemaels by *wettige Succeſſie* ſoude komen te poſſederen, ende alsdan te gelijck met deſelve ſijne Majeſteyt in openbaeren Oorlogh treden de geene, dewelcke ſoodanigen Hoſtiliteyt ſal ofte ſullen plegen: Gelijck oock aen de andere ſijde, in gevalle yemant, wie het oock ſoude mogen weſen, ter oorſaecke van dit Tractaet haer Hoogh Mogende vyantlijck mochten komen te attacqueren, ſoo ſal ſijn Konincklijcke Majeſteyt oock ſchul-

Royale Majeſté ſignées de ſa propre main, & confirmées de ſon Sceau, bien entendu neantmoins, comme il eſt convenu & accordé, de pouvoir donner en diminution deſdits Subſides en payement ſur la premiere auſſi bien que ſur les années ſuivantes, pour l'entretien de huit Vaiſſeaux de Guerre avec ce qui en depend, chacun montez de quarante deux Pieces de Canon; Et outre ce aux conditions ſtipulées dans le Contract ſeparé fait ce jourd'hui entre les ſuſdits Plenipotentiaires & Miniſtres de Sadite Majeſté, & les Deputez de leurs Hautes Puiſſances, qui ſera reputé de telle force & valeur que s'il étoit inſeré de mot à mot dans cette preſente Alliance.

VI. En cas que comme on l'eſpere ſous la Grace & Benediction de Dieu, & comme c'eſt proprement le but de ce preſent Traité, la Paix ſe fait & rétablit au commencement de l'année mil ſix cent ſoixante-ſix entre le Roi de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puiſſances, il eſt expreſſement convenu dés à preſent comme pour lors, que nonobſtant les ſuſdits Subſides pour ladite année; en conſideration que les Equipages & la meilleure partie des frais pour les ſusdits Vaiſſeaux ſeront neantmoins infailliblement déja faits, ils ſeront inconteſtablement payez & ſatisfaits en leur entier.

VII. Ladite Paix étant faitte aprés l'expiration de l'année courante mil ſix cent ſoixante-ſix on comptera alors exactement quelle partie de l'année au jour de l'échange des Ratifications ſera écoulée, enſemble quels Subſides auront été payez deſſus, pour trouver ſi Sa Royale Majeſté aura deja eu, ou ſi elle devra encore avoir quelque partie des ſuſdits ſix cens mil Riſdales, ſelon qu'il ſera échû de l'année, à proportion du tems qui en ſera écoulé; Et il eſt outre cela convenu, que Sadite Majeſté aura par-deſſus un Terme de trois mois deſdits Subſides, ſçavoir cent cinquante mil Riſdales qu'il tirera.

VIII. Et comme leurs Hautes Puiſſances fourniront un Subſide d'une ſi conſiderable Somme, comme il eſt dit ci-deſſus, pour l'Equipage, ſubſiſtence, & entretien des ſuſdits quatorze Vaiſſeaux de Guerre, Sadite Majeſté ſera obligée de permettre que leurs Hautes Puiſſances faſſent monter leſdits Vaiſſeaux par Perſonnes authoriſées à ce faire, & à leur deſir, comme auſſi Sa Majeſté Royale ſera tenüe & obligée de continuer en ſervice les ſuſdits quatorze Vaiſſeaux équipés & montés, comme il eſt ſpecifié dans la Liſte ci-deſſus mentionnée depuis le premier d'Avril juſques au premier Decembre enſuivant en cas que la ſaiſon de l'Hiver le puiſſe permettre, & ne l'empêche pas manifeſtement.

IX. S'il arrivoit que le Roi de la Grand' Bretagne prît ce Traité en mauvaiſe part, & que lui ſeul ou ſes Alliez, ou eux joints à lui vinſſent pour cette raiſon attaquer le ſuſdit Roi de Danemarc; leurs Hautes Puiſſances ſeront obligez de l'aſſiſter de toutes leurs forces par Mer & par Terre, non ſeulement contre ledit Roi de la Grand' Bretagne, mais auſſi contre tous ceux qui à l'occaſion de ce Traité, ou à cauſe de ladite deffence qui ſe doit faire, entreprendroient directement ou indirectement quelque Hoſtilité contre Sadite Majeſté Danoiſe, ou contre ſes Roiaumes, Païs, Principautez & Comtez, que Sadite Majeſté poſſéde preſentement, ou pourroit poſſeder ci-aprés par legitime Succeſſion, & entreront en même tems en Guerre ouverte avec Sadite Majeſté contre ceux qui entreprendront leſdites Hoſtilitez; comme auſſi pareillement d'un autre côté, s'il arrivoit que quelqu'un, qui que ce pût être, vinſſent à attaquer leurs Hautes Puiſſances au ſujet de cedit Traité, Sadite Majeſté Roiale ſera reciproquement obli-

ANNO 1666. ſchuldigh ende gehouden ſijn haer Hoogh Mogende met al ſijn Macht te Water ende te Lande naer uyterſte vermogen te aſſiſteren, tegens alle die geenen, dewelcke *uyt de oorſaecke* directelijck ofte indirectelijck eenige Hoſtiliteyt tegens haer Hoogh Mogende ſoude willen oeffenen, of ondernemen, ende alsdan te gelijck met haer Hoogh Mogende in openbaren Oorlogh treden, tegens de geene, die welcke ſoodanigen Hoſtiliteyt, ſal ofte ſullen plegen.

X. Ingevalle beyde de hooge Contrahenten om redenen in 't bovenſtaende *eerſte* Artijckel breeder uytgedruckt, in openbaren Oorlogh mochten komen geinvolveert te worden, 't ſy met den Koninck van *Groot Brittannien*, (met den welcken haer Hoogh Mogende albereydts in voegen als vooren, in Oorlogh geimpliceert ſijn) 't ſy oock met yemant, ofte eenige van ſijne Geallieerden, of wel te ſamen met den ſelven Koning van *Groot Brittanien*; ende yemant, ofte eenige van ſijne Geallieerden, of oock met yemand anders, wie het oock ſoude mogen weſen. Soo en ſal daer naer geen ſuſpenſie van Wapenen met den gemenen Vyant, ofte de gemene Vyanden gemaeckt mogen werden, als geſamentlijck en met gemeen conſent, maer als men 't eenige tyde in Handelinghe van Vreede of Treves voor eenige Jaeren komt te treden, ſoo en ſal ſulcx door een van de Geallieerde niet mogen geſchieden ſonder participatie van de andere, ende ſonder voor hem aenſtonts, ende ſoo haeſt als voor ſich ſelfs te procureren ende te verſorgen de gerequireerde ende noodige faculteyt ende ſecuriteyt, om ſijne Miniſters te ſenden ter Plaetſe, alwaer ſoodanige Handelingh ſoude mogen weſen aengeſtelt, gelijck mede daerinne niet vortgaen ſonder ſucceſſivelijck ende van tijt tot tijt kenniſſe te geven van 't geene inde voorſchreve Handelingh ſal paſſeren ende voorvallen, veel min ſal d'een of d'ander vermogen te treden tot *het ſluyten* van de voorſchreve Vreede of Treves, ſonder ſijn Geallieerde daerinne mede te comprehenderen, ende hem te doen herſtellen in dien hy 't begeert, in 't beſit van ſijne Landen ende Plaetſen die hy jegenwoordig poſſedeert, of geduyrende den voorſchreve Oorlogh by *wettige Succeſſie* ſoude mogen komen te poſſederen, mitſgaders in 't gebruyck van de Rechten ende Immuniteyten die ſy hadde, ende daer van hy jouiſſeerde voor den Oorlogh, ende ſonder van de gemenen Vyant voor ſijn Geallieerde te bedingen deſelve Rechten, Immuniteyten, Exemptien, ende andere Prerogativen, die hy voor hem ſelven ſtipuleert, ten ware de Geallieerde anders moghte komen te convenieren.

XI. By ſoo verre hier na den voorſchreve Vrede met *Engelant* beſlooten weſende, ſijne Koninckliicke Majeſteyt ende haere Hoogh Mogende te ſaemen, of een van beyde apart door den Koninck van *Groot Brittanien*, deſſelfs Geallieerden, of wel door yemand anders, wie het oock ſoude mogen weſen, ter oorſaecke van deſen Tractate ofte van 't gunt daer aen, ende daer van dependeert, vyandtlijck geattaqueert wierden, ende daer over in openbaer Oorlogh quamen ingetogen te worden; ſoo ſullen ſijne Koninckliicke Majeſteyt ende haer Hoog Mogende reciproquelijck ſchuldigh ende verobligeert ſijn, den geattaqueerden aenſtonts ſonder dilay *met alle maght* te adſiſteren, volgens, ende in conformité van den Text van 't voorſtaende *negende* Artijckel.

XII. De wederſijts hooge Parthyen ende Contrahenten hebben aengenomen, ende nemen aen mits deſen, den Koningh van *Sweden* ende alle andere benabuyrde Princen ende Potentaten by de Commercie geintereſſeert 't inviteren, om haer mede in deſe Verbinteniſſe ende Alliantie in te laeten, tot bevorderingh van een heylſamen Vreede ende de herſtelling van den vryen Handel en Navigatie.

XIII. Alle welcke bovenſtaende Pointen ende Articulen wy Plenipotentiariſen ende Gevolmachtigde Miniſters van ſijne Koninckliicke Majeſteyt, ende wy Gedeputeerde Commiſſariſen van haer Hoog Mogende onderlinge ende wederſijts in naeme van onſe reſpective aldergenadigſte hooge Heeren Principalen, uyt kracht van de Volmachten ende Pouvoirs op ons verleent, hier nae geinſereert, hebben verhandelt, veraccordeert, ende geſlooten, beloovende in naeme als boven, dat alle deſelve ter goeder trouwe naegekomen ende onderhouden ſullen worden. Ende dat tot meerder vaſtigheyt, ende verſeeckerheyt van dien, dit Tractaet van Alliantie by ſijne Koninckliicke Majeſteyt tot *Denne-*

obligée de les aſſiſter de toutes ſes forces par Mer & par Terre, contre tous ceux qui pour ce ſujet voudroient attaquer leurs Hautes Puiſſances, ou entreprendre quelque choſe contre elles & d'entrer alors en Guerre ouverte avec elles contre tous ceux qui feroient leſdites hoſtilitez. ANNO 1666.

X. Au cas que leſdits Contractans, pour les raiſons mentionnées plus amplement dans le premier Article ci-deſſus, viennent à être engagez dans une Guerre ouverte, ſoit contre le Roi de la Grande Bretagne, qui comme il a été dit eſt déja en Guerre avec leurs Hautes Puiſſances, ſoit avec les Alliez, où tous enſemble avec ledit Roi de la Grand' Bretagne, il ne ſera point fait de Suſpenſion d'Armes avec l'Ennemi commun ou les Ennemis communs, que conjointément & d'un conſentement général, mais ſi l'on venoit à entrer dans quelque tems ou dans quelques années en Negociation de Paix ou de Treve, cela ne ſe pourra faire par l'un des Alliez ſans la participation particuliere de l'autre, & ſans lui procurer auſſitôt la faculté & ſureté de pouvoir envoyer ſes Miniſtres au lieu qui ſera choiſi pour leſdites Negociations. Comme auſſi n'y ſera rien fait ſans lui en donner avis de tems en tems & ſucceſſivement de ce qui s'y paſſera, & beaucoup moins pourra l'un ſans l'autre conclure ladite Paix ou Treve ſans y comprendre ſon Allié, & l'y faire rentrer, s'il le deſire, en poſſeſſion de ſes Païs & Places qu'il poſſede preſentement, ou qu'il pourroit venir à poſſeder pendant ladite Guerre par legitime Succeſſion, enſemble dans la joüiſſance de ſes Droits & Immunitez qu'il avoit & dont il joüiſſoit avant la Guerre, & accorder avec l'Ennemi commun pour ſon Allié les mêmes Droits, Immunitez, Exemptions & autres Prerogatives qu'il ſtipuleroit pour lui-même, à moins que l'Allié n'en convienne autrement.

XI. S'il arrivoit qu'aprés que la Paix ſeroit concluë avec l'Angleterre, Sa Royale Majeſté, & leurs Hautes Puiſſances conjointement, ou l'un des deux à part vinſſent à être attaquez par le Roi de la Grand' Bretagne, où par quelque autre, qui que ce fût, à l'occaſion du preſent Traité, ou de ce qui en depend, & qu'ils en vinſſent à une Guerre ouverte, Sadite Majeſté Royale & leurs Hautes Puiſſances, ſeront reciproquement tenus & obligez, d'aſſiſter auſſitôt & ſans delay de toute leur force celui qui ſera attaqué, ſuivant & en conformité du Texte du neufiéme Article ci-deſſus.

XII. Les deux Parties & Contractans ont conſenti & conſentent par ces preſentes d'inviter le Roi de Suede & tous autres Princes & Potentats voiſins & intereſſez par le Commerce, d'entrer dans la preſente obligation & Alliance, pour parvenir à une bonne & ſalutaire Paix, & pour le rétabliſſement des libres Commerce & Navigation.

XIII. Tous leſquels Points & Articles Nous Plenipotentiaires, & Miniſtres authoriſez de Sa Royale Majeſté, & Nous Commiſſaires Deputez de leurs Hautes Puiſſances reciproquement au nom de nos Principaux, en vertu des Pouvoirs à nous octroyez, cy-aprés inſerez, l'avons traité, convenu & accordé, promettans au nom que deſſus, de les obſerver & entretenir de bonne foi; Et que pour plus grande fermeté & ſureté d'iceux ledit preſent Traité d'Alliance ſera ratifié & approuvé par Sa Roiale Majeſté De-

ANNO 1666.

nemarcken, *Noorweegen*, &c. ende de Hoog Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden binnen den tijdt van *een Maent*, naer dat deſes, geapprobeert, geratificeert, ende de wederſijts nodige Inſtrumenten van Ratificatie in behoorlijcke forme uytgewiſſelt ende ge-extradeert ſullen worden.

Danoiſe & de Norwegue, & par leurs Hautes Puiſſances, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans le tems d'un mois, à compter de la datte des Preſentes, & que les Ratifications en ſeront échangées en bonne & deuë forme.

ANNO 1666.

Hier na volgen de Procuratien van de Heeren Plenipotentiariſen van ſijne Koninckelijcke Majeſteyt.

WY FREDERICK de *Derde*, van Godes genade Koningh tot Dennemarcken, Noorwegen, der Wenden, ende Gotten, Hertogh tot Sleeswijck, Stormarn, ende Ditmarſchen, Graef tot Oldenborgh ende Delmenhorſt, &c. Doen allen hier mede te weten, dat, alſo wy van onſen Reſident by het Franſche Hof, als mede van de Heere Franſſche by ons afgeweſen Afgeſante, onſen lieven Monſieur de Terlon ſoo wel mondelingh als by geſchrifte ſijn verſeeckert geworden, dat de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, door derſelver aen 't Franſche Hof aenweſende Miniſters ſullen hebben verklaert derſelver inclinatie ende goede genegentheyt om met ons af te handelen verſcheyde bekende *Gravamina* ende Pretenſien, ſoo hebben wy van onſe ſijde geſonden ende afgeordent onſen lieven, getrouwen *Paul Clingenbergh*, Erfgeſeten op Buſtrop, onſen Admiraliteyts Raet ende Generael ende Poſtmeeſter over ons Rijck Dennemarcken, oock hem aenvertrouwt ende Volmacht gegeven, gelijck wy hem oock met deſen onſen open Brief vertrouwen ende Volmaght geven, met de Gevolmaghtigde en Commiſſariſen de welcke by de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlande ſullen geordonneert ende geconſtitueert te worden, van wegen de gemelte Pretenſien ende *Gravamina*, mitsgaders van alle 't gunt wy hem verder *in Mandatis* hebben gegeven te handelen ende te ſluyten, oock ſal alle 't gunt wat hy in dier voegen handelen ende ſluyten ſal, krachtigh en van weerde weeſen, ende van ons onverbreckelijck onderhouden ende nagekomen werden, tot meerder beveſtinge hebben wy deſe met onſe eygene hant ende Koninckl ijck Zegel bekrachtigt. Gegeven op onſe Slot en Reſidentie tot Coppenhage den *tweeen-twintighſten* September Anno *ſeſthien hondert vijff-en ſeſtigh*.

Was geteeckent,

FREDERIC. (L.S.)

Lager ſtont, REETZ.

Plein-Pouvoir des Plenipotentiaires de Sa Majeſté Roiale.

NOus FREDERIC III. *par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Goths, Duc de Sleſwic, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt &c. ſçavoir faiſons par ces preſentes, que comme nous avons été aſſurez par nôtre Reſident en la Cour de France, auſſi bien que par le Sieur de Terlon Ambaſſadeur François à nôtre Cour, & ce tant de bouche que par écrit, que leurs Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, ont declaré à la Cour de France par les Miniſtres qu'ils y ont, l'inclination & bon penchant qu'ils ont de traiter avec nous, touchant pluſieurs Griefs & Pretentions aſſez connuës, Nous avons de nôtre part envoyé & ordonné nôtre cher & fidele Paul Clingenberg Seigneur de Buſtrop, Conſeiller de nôtre Amirauté & Maitre Général des Poſtes de nôtre Royaume de Danemarc, & lui avons donné Plein-Pouvoir & creance, comme auſſi lui donnons Plein-Pouvoir & creance par ces preſentes, de traiter & conclure avec les Plenipotentiaires & Commiſſaires qui ſeront établis par leurs Hautes Puiſſances touchant leſdites Pretentions & Griefs, enſemble tout ce dont lui avons donné charge & Mandement de traiter & conclure; Et tout ce qu'il traitera & conclura aura force & valeur, & ſera obſervé & entretenu inviolablement par nous, & pour plus grande fermeté nous avons ſigné ces preſentes de nôtre propre main & l'avons confirmé de nôtre Seau Royal. Donné à nôtre Château & Reſidence à Copenhague le vingt deuxiéme Septembre mil ſix cent ſoixante & cinq.*

Etoit ſigné,

FREDERIC. (L.S.)

Et plus bas, REETZ.

WY FREDERICK den *Derden*, van Godes Genade Koning van Dennemarck, Noorwegen, der Wenden, ende Gotten, Hertog tot Sleeswijck, Holſteyn, Stormarn, ende Ditmarſchen, Graef tot Oldenborgh ende Delmenhorſt, &c. Doen allen hier mede te weten; dat alſoo wy van onſen Reſident by het Franſche Hof als mede van den Franſchen by ons geweſen Heer Afgeſante onſen lieven Monſieur *de Terlon*, ſoo wel mondelingh als by geſchrifte ſijn verſeeckert geworden, dat de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden door derſelver aen 't Franſche Hof anweſende Miniſters ſullen hebben verklaert, der ſelver inclinatie ende goede genegentheyt om met ons af te handelen verſcheyde bekende *Gravamina* ende Pretenſien. Soo hebben wy van onſe ſijde gecommitteert ende afgeordent onſen lieven, getrouwen, den welgeboren *Petrum Chariſium*, onſen Raet ende Reſident by de welgemelde Heeren Staten Generael, oock hem aenvertrout ende Volmagt gegeven, gelijck wy hem met deſen onſen open Brief aenvertrouwen ende Volmacht geven, met de Gevolmachtighde ende Commiſſariſen de welcke by de Hoog Mogende Heeren Staten Generael ſullen geordonneert ende geſtatueert worden, van wegen de gemelde Pretenſien ende *Gravamina*, mitsgaders van al 't gunt wy hem verders *in Mandatis* hebben gegeven te handelen ende te ſluyten; Oock ſal

Autre Plein-Pouvoir du même touchant quelques Griefs.

NOus FREDERIC III. *par la grace de Dieu Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Goths, Duc de Sleeſwic, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt; ſçavoir faiſons à tous par ces preſentes; Comme le Reſident que nous avons à la Cour de France, & le Sieur de Terlon qui a été Ambaſſadeur de la même Cour auprés de nous nous ont aſſuré, tant de bouche que par écrit, que leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ont declaré par leur Miniſtre qui eſt à la Cour ſusdite qu'ils ſont fort portez à entrer en Negociation avec nous touchant quelques Griefs & Pretentions. Nous avons ordonné nôtre cher & fidele Pierre Cariſius nôtre Conſeiller & Reſident prés deſdits Seigneurs Etats Généraux, & lui avons confié & donné Plein-Pouvoir, comme nous lui donnons par ces preſentes, de traiter & conclure avec les Commiſſaires & Plenipotentiaires qui ſeront nommez & conſtituez par leſdits Seigneurs Etats touchant leſdits Griefs & Pretentions & tout ce qui eſt porté par le Mandement à lui donné. Et tout ce qu'il fera, aura force & valeur*

Anno 1666. ſal al 't gunt wat hy in dier voeghen afhandelen ende ſluyten ſal krachtigh ende van weerde weſen, ende van ons onverbreeckelijck onderhouden ende nagekomen werden. Tot meerder beveſtigingh hebben wy deſen met onſen hant ende Konincks Zegel bekrachtigt. Gegeven op onſe Slot ende Reſidentie, tot Coppenhage den 22. September 1665.

Geteeckent,

FREDERIC. (L.S)
Onderſtont, Reetz.

Van de Heeren Gedeputeerden van haer Hoogh Mogende.

De Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die deſen ſullen ſien ofte hooren leſen, *Saluyt*; Doen te weten, alſoo van ontallijcke Jaeren herwaerts tuſſchen de Kroone Denemarcken, Noorwegen, ende andere daer aen dependerende Rijcken, Vorſtendommen, ende Landſchappen ter eenre, ende deſen Staet ter andere zijde: doorgaens is onderhouden een goede, vaſte, bondige, ende vertroude Vriendſchap ende Correſpondentie, de welcke oock van tijt tot tijt met Alliantien, ende Tractaten van Staet is beveſtight, ende dat het den Doorluchtigſten, Grootmachtighſten Vorſt ende Heer, Heer Frederick de derde tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holſteyn, Stormarn, ende der Ditmarſen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorſt, &c. belieft heeft Procuratie ende Volmacht herwaerts te ſenden, de wel-geboorne ende Hoogh Edele Heeren *Paul Klingenbergh*, ſijne Koningklijcke Majeſteyt Admiraliteyts Raedt ende Poſtmeeſter Generael, Erf-geſeten op Buſtrup, Haenrouw, ende Toſtrup, ende *Petrus Chariſius*, Raedt ende Reſident van ſijn Koninckklijcke Majeſteyt alhier in den Hage, om met ons ofte onſe Commiſſariſen te tracteren, en te handelen over verſcheyde Saecken, onder anderen mede raeckende eenige openſtaende differenten ende verſchillen; *Soo iſt*, dat wy van onſe zijde gecommitteert ende geauthoriſeert hebben, gelijck wy committeren ende authoriſeren mits deſen, de wel-geboorne, Hoogh-Edele, geſtrenge, wijſe, voorſienige Heeren *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt den Oudt-Raedt der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit*, Raedt Penſionaris van Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Penſionaris der Stadt Tholen, *Godaert Adriaen*, Baron van Reede, Heer van Amerongen, Ginckel, Elſt, &c. *Adolph van Unckel*, *Johan van Yſſelmuyden*, tho Rollecate, Droſſart van Vollenhove ende de Heerlijckheyt Clundert, ende *Johan Drews*, Raets-Heer in Groeningen, reſpective Gedeputeerde in onſe Vergaderingé, van weghen de Provincien van Gelderlandt ende 't Graefſchap Zutphen, Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieſlandt, Over-Yſſel, Stadt ende Lande, omme in qualiteyt van onſe Commiſſariſen te ſamen, ofte 't meerendeel van dien met de gemelde Heeren Plenipotentiariſen en Gevolmachtighde, Miniſters van ſijne Konincklijcke Majeſteyt van Denemarcken, Noorweegen, &c. over alle 't geene voorſz is in Conferentie te treden, ende met de ſelve de voorgemelde ſaecken te adjuſteren, righten, verdragen, beſluyten, ende teeckenen, ende wetende dat de wel-gemelde Heeren onſe Commiſſariſen, om te faciliteren de voorſchreve Negotiatie ende handelingh (op dat de ten goede ende gewenſchten eynde magh werden gebracht) van nooden hebben onſe ſpeciale Procuratie, Volkomen-maght, Authoriteyt ende Bevel, om alle ſcrupulen die dies angaende ſouden mogen ghemoveert worden, wegh te nemen, hebben wy haer gegeven, gelijck wy hun geven in krachte deſes volkomen maght, omme met de meer-ghemelde Heeren Plenipotentiariſen ende Gevolmachtighde Miniſters van Hooghſt-gemelde ſijne Koninghlijcke Majeſteyt te mogen adjuſteren, righten, nederleggen, tracteren, accorderen, ende beſluyten eene Alliantie defenſive, ende voorts ſoodanige andere Contracten ende verdragen, de voorſchreve openſtaende verſchillen ende differenten concernerende, ſulcks ſy onderlinge ſullen oordeelen, ende bevinden ten wederzij-

den

Anno 1666. *leur & ſera inviolablement obſervé de nôtre part. Pour ſureté dequoy nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main & icelles confirmé de nôtre Sceau. Donné en nôtre Château & Reſidence à Copenhague le 22. Septembre 1665.*

Signé

FREDERIC. (L.S.)
Et plus bas, Reetz.

Plein-pouvoir des Etats Généraux.

Les Etats Généraux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces preſentes verront ou orront, Salut: ſçavoir faiſons, comme depuis un grand nombre d'années, il y a eu entre la Couronne de Danemarc, ſes Royaumes, Principautez, & Provinces d'une part, & cet Etat d'autre, une bonne, ferme & fidelle Paix & Correſpondance, laquelle de tems en tems auroit été confirmée par des Alliances & Traitez, & qu'il a plû à grand & Puiſſant Prince & Seigneur Frederic troiſiéme Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleſwic, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt, d'envoyer ici, avec Procuration & Plein-pouvoir, le Noble Seigneur Paul Klingenberg Conſeiller de l'Amirauté de Sa Royale Majeſté, & Directeur Général des Poſtes, Seigneur de Buſtrup, Haenrouw & Toſtrup; & Pierre Chariſius Conſeiller & Reſident de Sa Majeſté Royale ici à la Haye pour avec nous & nos Commiſſaires, traitter & negocier ſur diverſes affaires; & entre autres, touchant quelques differens & debats ſurvenus; Nous de nôtre part avons commis & authoriſé, comme nous commettons & authoriſons par ces preſentes, les Nobles, diſcrêts, ſages & prudens Seigneurs, Rodolphe d'Ommeren, & Jean de Wit de l'ancien Conſeil de la Ville de Dorth; Jean de Wit Conſeiller Penſionaire de Hollande & de Weſt-Friſe; Boniface de Vrybergue, Penſionaire de la Ville de Tolen; Godart Adrien Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elſt &c. Adolph d'Unkel; Jean d'Iſſelmonde de Rollecate, Droſſart de Vollenhove, & de la Seigneurie de Clundert, & Jean Dreuws, Conſeiller de Groningue, Deputez dans nôtre Aſſemblée de la part des Provinces de Gueldres, & des Comtez de Zutphen, Hollande & Weſt-Friſe, Zelande, Utrecht, Friſe, Over-Iſſel, Ville & Païs, pour en qualité de nos Commiſſaires, tous enſemble, ou du moins la meilleure partie d'iceux, entrer en Conference avec leſdits Sieurs Plenipotentiaires Miniſtres de Sadite Majeſté de Danemarc & Norwegue &c. ſur tout ce qui eſt mentionné ci-deſſus, & de traitter, conclure, ajuſter & ſigner leſdites choſes; & ſachant que les ſuſdits Seigneurs nos Commiſſaires, pour faciliter la ſuſdite Negotiation, afin qu'elle ſoit conduite à une bonne fin, ont beſoin de nôtre Procuration & Plein-pouvoir, authorité & Mandement, & pour ôter tous les ſcrupules qui pourroient naître à cet égard nous leur avons donné, comme nous leur donnons en vertu des preſentes Plein-pouvoir d'ajuſter, traiter, accommoder, accorder & conclure une Alliance deffenſive, & en outre tel autre Contract que beſoin ſera touchant leſdits differens & debats, en la maniere qu'ils jugeront le plus utile de part & d'autre, & de tout ce qui ſera ainſi paſſé, arrêté, & conclu, faire & paſſer tel Inſtrument & Promeſſe en telle bonne & conveniable forme que beſoin ſera; promettant ſincerement, & de bonne foi, d'avoir pour agreable, ferme & ſtable & de valeur tout ce

I

que

ANNO 1666.

den oorbaerlijckſt te ſijn, ende van alle 't geene alſoo beraemt, gearreſteert, ende beſlooten ſal weſen, te maecken, ende paſſeren ſoodanige Inſtrumenten ende belooften, in ſulcken goeden ende behoorlijcken forme als noodig weſen ſal beloovende ſinceerlijck, oprechtelijck en ter goeder trouwe te ſullen houden voor aengenaem, vaſt, bondigh, ende van waerden alle 't geene by de meer-gemelde onſe Heeren Commiſſariſen in de ſelve qualité ſal zijn gedaen, belooft, gheconſenteert ende geaccordeert 't ſelve onverbreeckelijck nae te komen, te onderhouden, ende obſerveren, oock doen obſerveren ende onderhouden, ſonder daer tegens nimmermeer yets te doen, of te laten geſchieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock ſoude moghen weſen, maer alles te ratificeren ende 't approberen, ende des noodt zijnde, daer van te verleenen ende paſſeren Brieven ende Inſtrumenten in de beſte forme, tot volkomen contentement ende vergenoeginge van hooghſt-gemelte Koningh. Gegeven in onſe Vergaderinge, onder onſen Grooten Zegel, Paraphure, ende de Signature van onſen Griffier, in den Hage op den *tweeden* Februarii *ſeſthien-hondert ſes-en-ſeſtigh*. Was geparapheert J. VAN GENT. Vt. *Op de plyque ſtondt*, ter Ordonnantie van de hoogh-gemelde Heeren Staten Generael, *geteeckent* N. RUYSCH, hebbende onder uythangen 't groote Zegel in rooden waſſche.

Ten oirkonde ende in teecken der waerheydt hebben wy Plenipotentiariſen ende Gevolmachtighde Miniſters van zijn Koninghlijcke Majeſteyt, ende wy Gedeputeerden van haer Hoog Mogende deſe Alliantie met eygene handen onderteeckent, ende met onſe opgedrukte Signetten beveſtight, ende ſijn hier van *vier* gelijckluydende Exemplaren gemaeckt, te weten voor yder van de hooge Contrahenten *twee*. Actum in 's Gravenhage den *elfden* February *ſeſthien hondert ſes-en-ſeſtigh*.

En was geteeckent.

(L.S.) PAUL KLINGENBERGH.
(L.S.) P. CHARISIUS.
(L.S.) R. VAN OMMEREN.
(L.S.) JOHAN DE WIT.
(L.S.) JOHAN DE WIT.
(L.S.) B. VAN VRYBERGEN.
(L.S.) G. VAN REEDE TOT AMERONGEN.
(L.S.) ADOLPH UNCKEL.
(L.S.) JOHAN VAN YSSELMUYDE.
(L.S.) G. DREWS.

Pretenſien ende Schuld-vorderingen.

ALſoo tuſſchen den Doorluchtigſten, Grootmachtighſten Vorſt ende Heere, Heer *Friderick de derde* tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotten Koningh, Heertogh tot Sleeswijck, Holſteyn, Stormarn en Ditmarſen, Grave tot Oldenburgh en Delmenhorſt, &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter andere zijde, eenige differenten en verſchillen ſijn ontſtaen en gereſen, over en van wegen *ſeeckere pretenſien* ende ſchuld-vorderinge van de welcke ten wederzijden betalinge wordt ghe-eyſcht, ſoo heeft den hooghſt-gemelden Koningh naer den Hage afgevaerdight ende gevolmachtigt, de wel gebooren, Hoogh Edele Heere *Paul Klingenbergh*, ſijne Koninghlijcke Majeſteyts Admiraliteyts-Raedt, ende Poſtmeeſter Generael, Erf-geſeten op Buſtrux, Haenrouw, ende Toſtrop, ende den Heere *Petrus Chariſius*, zijne Koninghlijcke Majeſteyts Raedt ende Reſident by de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, de welcke daer over in Conferentie ſijn getreden met de Commiſſariſen, ende oock Gevolmachtighde van haer Hoogh Mogende, namentlijck de oock wel-geboorne, Hoogh Edele, geſtrenge, wijſe, voorſichtige Heeren, *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt den Oud-Raet der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit*, Raedt Penſionaris van Hollant ende Weſt-Vrieſlandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Penſionaris der Stadt Tholen, *Godaert Adriaen*, Baron van Reede, Heer tot Amerongen, Ginckel, Elſt, &c.

que noſdits Deputez en ladite qualité auront fait, promis, conſenti & accordé, promettant auſſi de l'entretenir & obſerver & faire entretenir & obſerver inviolablement, ſans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre, directement, ni indirectement, en quelque maniere que ce puiſſe être, mais de ratifier & d'approuver le tout, & d'en accorder & paſſer s'il eſt beſoin Lettres & Inſtrumens en la meilleure forme au parfait contentement du ſuſdit Roi. Donné en nôtre Aſſemblée, ſous le grand Sceau, Paraphe & Signature de nôtre Greffier, à la Haye le deuxiéme Fevrier mil ſix cens ſoixante & ſix. Etoit paraphé J. DE GENT. *vt.* ſur le replis étoit écrit *par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux*, ſigné N. RUYSCH *ayant au deſſous le grand Sceau pendant en cire rouge.*

ANNO 1666.

En témoin de la verité, Nous Plenipotentiaires & Miniſtres de Sa Royale Majeſté, & Nous Deputez de leurs Hautes Puiſſances avons ſigné cette Alliance de nos propres mains, & confirmé de nos Cachets; Et ont des preſentes été faits quatre Inſtrumens de même teneur, ſçavoir deux pour chacune des Parties contractantes, fait à la Haye le onziéme Fevrier mil ſix cens ſoixante & ſix.

Et étoit ſigné.

(L.S.) PAUL KLINGENBERGH.
(L.S.) P. CHARISIUS.
(L.S.) R. VAN OMMEREN.
(L.S.) JEAN DE WIT.
(L.S) JEAN DE WIT.
(L.S.) B. V. VRYBERGEN.
(L.S.) G. VAN REEDE D'AMERONGEN.
(L.S.) ADOLPH UNCKEL.
(L.S.) JEAN DE YSSELMUYDE.
(L.S.) G. DREWS.

Pretenſions touchant les Dettes.

COmme entre le Sereniſſime & grand Prince & Seigneur le Seigneur Frederic troiſiéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleeſwick, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorſt &c. d'une part; Et les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas d'autre part, il ſeroit ſurvenu quelques differents & debats, à cauſe de certaines pretentions & de Dettes, dont le payement eſt demandé de part & d'autre, le ſuſdit Roi a deputé à la Haye, & authoriſé le Noble Seigneur, Paul Klingenberg, Conſeiller de l'Amirauté de Sa Royale Majeſté & Directeur Général des Poſtes, Seigneur de Buſtrux, Haenrouw & Toſtrop, & le Sieur Pierre Chariſius Conſeiller, & Reſident de Sadite Royale Majeſté auprès des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux, leſquels ſont ſur ce ſujet entrez en Conference, avec les Commiſſaires & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances, ſçavoir les nobles Seigneurs diſcrets, ſages & prudens, Rudolph d'Ommeren, Jean de Wit de l'ancien Conſeil de la Ville de Dorth; Jean de Wit, Conſeiller Penſionaire de Hollande & de Weſt-Friſe; Boniface de Vrybergue, Sieur de Vrybergue, Penſionaire de la Ville de Tholen, Godart Adriaen, Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elſt, &c.

ANNO 1666.

&c. *Adolph van Unckel, Johan van Yſſelmuyden* tho Rollecate, Droſſart van Vollenhove ende de Heerlijckheyt Clundert; ende *Johan Drews*, Raets-Heer in Groeningen, reſpective Gedeputeerden in haer Hoogh Mogende Vergaderingh, van wegen de Provintie van Gelderlandt ende Graeſſchap Zutphen, Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieſlandt, Over-Yſſel, Stadt Groeningen ende Ommelanden, zynde de voorſz Pretenſien ende Schuldvorderingen hier na ſpecifiquelijck genumereert wederzijds, als volght.

Vier diſtincte Poſten, daer van uyt de naem ende van wegen de Heeren Staten Generael betalinge is gevordert, ende begeert.

I. Erſtelijck, de reſte van 't verſchot op de *Orizontſche Tol-redemptie-penningen*, daer van zyne Koninghlijcke Majeſteyt by reſciſſie van 't Tractaet dien-aengaende gemaeckt, ſchuldigh gebleven is, volgens d'Obligatie onder haer Ho. Mog. beruſtende, van date den *ſes-en-twintighſten* September *ſeſthien hondert drie en-vijftigh twee hondert thien duyſent Rijxdaelders* Capitael, benevens de daer op verloopene *thien* Jaeren Renten, monteerende een *half Capitael*, ter Somme van *hondert vijftich duyſent Rijcxdaelders*, daer van den *derden* Julii *ſeſthien hondert ſes-en-ſeſtich* een Acte, ofte *twee* Obligatien is gepaſſeert, bedragende alle te ſamen met de Renten zedert de ſelve *tweede* Obligatie, verloopen *drie hondert ſes-en-veertigh duyſent, vijf hondert Rijcxdaelders*.

II. Ten *anderen*, de Somme van *hondert negen-endertigh duyſent ſeven hondert twee-en-vijftigh* en een halve Rijcksdaelders, die in den laetſten Oorlogh tuſſchen *Denemarcken* ende *Sweeden*, aen zyn Koninghlijcke Majeſteyt binnen Coppenhage is verſtrekt, in Geld, Proviand, ende Munitie van Oorlog, met de verloopen Intereſſen van dien, van welcke Somme zyne Koninghlijcke Majeſteyt deſſelfs Obligatie heeft gepaſſeert ende uytgegeven.

III. Ten *derden*, de Somme van *hondert twintigh duyſent Rijcxdaelders*, over, ende ter ſaecke van de bewuſte *Hennip-Schepen*, hier bevoorens tot Coppenhagen gearreſteert, ende de Goederen daer uyt verkocht geweeſt zynde.

IV. Ten *vierden*, eene pretenſie van het vordere ſecours ende extraordinaris koſten, de welcke haer Hoogh Mogende op hare Vloot ende elders, geduyrende den laetſten Orlogh tuſſchen Denemarcken ende Sweden hebben aengewent.

Vier diſtincte Poſten, daer van uyt de naem ende van weghen zijne Koninghlijcke Majeſteyt betalinge is gevordert ende begeert.

I. Erſtelijck, de ſchade geleden over ende ter ſaecke van die in *Engelandt* by retorſie, wegen de vooren gementioneerde *Hennip-Schepen*, gheconfiſqueerde Deenſche Schepen ende Goederen, monterende, noch al-vooren afgetrocken het provenu van de verkochte Engelſche Hennip, ende andere Goederen, de Somme van *een-en-vijftigh duyſent, een hondert veertien Rijcxdaelders*, mitsgaders wat anderſints ſijne Koninghlijcke Majeſteyt voor groote voordelen aen de Engelſche heeft moeten toe ſtaen, voor ende aleer dat d'incluſie in 't Vreeden-Tractaet tuſſchen de ſelve, ende haer Hoogh Mogende daer na gemaeckt, by hun heeft konnen geobtinert worden, 't welcke op veele *Tonnen Gouds* ſoude konnen bereeckent worden.

II. Ten *anderen*, *twee hondert negentigh duyſent* Rijcxdaelders, die ſijne Koninghlijcke Majeſteyt pretendeert ter ſaecke van 't *defect van 't ſchuldige ſecours* uyt kracht van de onderlinge opgerechte Alliantie, het welcke op gantſch in Volck, of by mancquement van dien ten deele aen Gelt, Vivres, ende Ammunitie hadde moeten gepreſteert worden, alhier ingebracht, ende geſtelt tegen den anderen Articul van de pretenſien van haer Hoogh Mogende.

III. Ten *derden*, *hondert dertigh duyſent Rijcksdaelders*,

&c. Adolph d'Unckel; Jean de Yſſelmuyde, de Rollecate, Droſſart de Vollenhove, & de la Seigneurie de Clundert, & Jean Drews, Conſeiller de Groningue, Deputez dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances de la part des Provinces de Gueldres, des Comtez de Zutphen, Hollande & Weſt-Friſe; de Zelande, Utrecht, Friſe, Over-Yſſel, Ville de Groningue, & Ommelandes, leſquelles pretentions de Dettes ſont icy enoncées comme s'enſuit.

Quatre Articles diſtincts dans leſquels les Etats Generaux demandent le payement de certaines Dettes.

I. Premierement le reſte de l'avance ſur les Deniers pour être redimez du Peage de l'Oriſont dont Sa Royale Majeſté eſt reſtée redevable par la reviſion du Traitté fait à ce ſujet, ſuivant l'Obligation qui eſt entre les mains de leurs Hautes Puiſſances, en datte du vingt-ſixiéme Septembre mil ſix cens cinquante-trois, deux cens dix mil Riſdales en Capital, avec les dix années de rentes, qui en ſont écheuës montant à un demi Capital, à la Somme de cent cinquante mil Riſdales, dont le troiſiéme Juillet mil ſix cens ſoixante-ſix a été paſſé Acte ou deux Obligations, montant le tout enſemble avec les rentes depuis les ſuſdites deux Obligations, à trois cens quarante-ſix mil cinq cens Riſdales.

II. Secondement la Somme de cent trente neuf mil ſept cent cinquante-deux Riſdales & demi, qui dans la derniere Guerre d'entre le Dannemarc & la Suede a été remiſe à Coppenhague en Argent, Proviſions & Munitions de Guerre, avec les interêts qui en ſont échus, de laquelle Somme Sa Royale Majeſté a paſſé & fait ſon Obligation.

III. En troiſiéme lieu, une Somme de cent vingt Riſdales ſur & à l'occaſion des Vaiſſeaux de chanvre de queſtion, cy-devant arretez à Coppenhague, & les Marchandiſes qui en ont été venduës.

IV. En quatriéme lieu une pretention pour le ſecours & les frais extraordinaires leſquels leurs Hautes Puiſſances ont fait ſur leur Flotte & ailleurs pendant la derniere Guerre entre le Danemarc & la Suede.

Quatre Articles diſtincts, dans leſquels Sa Royale Majeſté demande & deſire d'être payé.

I. Premierement du dommage ſouffert à l'occaſion de la repreſaille des Anglois à cauſe des ſuſdits Vaiſſeaux chargez de chanvre; & des Vaiſſeaux & Marchandiſes de Danemarc, qui ont été confiſquez, montant, deduction faite du provenu de la vente des Vaiſſeaux & chanvre d'Angleterre & autres Marchandiſes, à la Somme de cinquante un mil cent quatorze Riſdales, enſemble les grands avantages que ſa Royale Majeſté a été obligée d'accorder aux Anglois, avant que de pouvoir être compris dans le Traité de Paix, d'entre leſdits Anglois & leurs Hautes Puiſſances, lequel dommage pourroit être eſtimé à pluſieurs tonnes d'or.

II. En ſecond lieu, deux cens quatre-vingt-dix mil Riſdales, que Sa Royale Majeſté pretend pour le deffaut du Secours qu'on devoit donner en vertu de l'Alliance particuliere & ſincere, lequel Secours devoit être fourni, entierement en Troupes, ou à faute de ce en partie en argent, Vivres & Munitions, ladite Somme couchée icy en oppoſition au ſecond Article des Pretentions de leurs Hautes Puiſſances.

III. En troiſiéme lieu, cent trente mil Riſdales que Sa

ANNO 1666. *ders*, die hooghſt-gedachte ſijne Koninghlijcke Majeſteyt ſuſtineert in de Steden van de Provincie van *Funen*, tot onderhout van de Nederlandſche Volckeren, voor den tijdt van *acht* Maenden betaelt zijn.

IV. Ten *vierden*, ſijne Koninglijcke Majeſteyt pretendeert dat de ſelve van wegen de Tollen voor de *Hout-laſten* in Noorwegen door de ingekropen abuyſen ende misduydinge, tegens de reghte meeninge ende intentie van de Tractaten, te kort geſchiedt ende merckelijck geprejudiceert is, alſoo dat ſijne Koninghlijcke Majeſteyt ſulcks ſoude konnen doen bereekenen tot over een *millioen*, ofte *thien hondert duyſent Rijcksdaelders*.

Over alle welcke boven gementioneerde wederzijds pretenſien, ſijne Koninghlijcke Majeſteyts voornoemde Plenipotentiariſen ende Gevolmachtighde Miniſters, ende de Gevolmachtighde Commiſſariſen van haer Hoogh Mogende onderlinge in den naem en van wegen haer reſpective Aldergenadigſte ende Hooge Heeren Principalen, uyt kracht van haer verleende Pouvoirs ende Volmachten, minnelijck ſijn geconvenieert ende verdragen, gelijck geconvenieert ende verdragen werdt mits deſen, *dat ſonder eenige Liquidatie ofte verder bereeckeninge tegen het ander ſal zijn, en blijven opgeheven*, ſulcks dat noch ſijne Koninghlijcke Majeſteyt van ſoodanige *vier* pretenſien of Poſten, ende wat daer van dependeert op haer Hoogh Mogende, noch d'Onderdanen ende Ingeſetenen van de Vereenighde Provincien, nu of hier namaels in 't geringſte niet meer en ſullen hebben, ofte vermogen te ſpreecken, te vorderen, ofte te pretenderen, noch oock haer Hoogh Mogende van wegen de boven geſtelde *vier* Poſten, ende 't gunt daer aen mochte dependeren, op ſijne Koninghlijcke Majeſteyt deſſelfs Rijcken, Landen, Onderdanen, ende hare Goederen, of wat daer mochte zijn verhipotequeert, ofte verſchreven, nu of hier namaels in 't geringſte niet meer hebben, ofte vermoge te ſpreecken, te vorderen, ende te pretenderen, ende werden mits deſen hier door ſoodanige wederzijds pretenſien volkomen *afgedaen*, *gemortificeert*, *ghecaſſeert*, *ende geannulleert*, oock ſullen die van zijne Koninghlijcke Majeſteyt ende de Heeren Rijck-Raden, daer over verleende ende uytgegevene Obligatien, by extraditie van ſijne Koninghlijcke Majeſteyts Ratificatie effectivelijck worden ghereſtitueert. Maer nademael van wegen ſijne Koninghlijcke Majeſteyt, in deſen gehoudene Conferentie wierden ghepretendeert noch *twee* andere Poſten, in deſe Conventie ende verdrach te trecken, te weten eene Somme van *vier hondert duyſent* Rijckdaelders, waer over ſijne Koninghlijcke Majeſteyt ten behoeve van de Heeren Staten van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt*, *twee* diſtincte Obligatien heeft gepaſſeert ende uytgegeven, te weten, d'eene van date den *veerthienden* November *ſeſtien hondert ſeven-en-vijftigh*, ende d'andere van date den *eerſten* Mey *ſeſtien hondert acht-en-vijftigh*. Ende noch *hondert twintig duyſent* Rijcksdaelders, de welcke van de Stadt *Amſterdam* opgenomen zijn geworden, om het ſelve met *twee* van ſijne Majeſteyts contra-pretenſien te liquideren, namentlijck *twintigh duyſent* Rijcksdaelders ghepretendeert voor betaelde *Werf-gelderen*, daer van ſijn hooghſt gedachte Majeſteyt ſuſtineert de Troupes door laſt van haer Hoogh Mogende ghediſſipieert te weſen, ende wat voor ſchade daer door ſijne Koninghlijcke Majeſteyt is over gekomen; Item, de ſchade de welcke ſijne Koninghlijcke Majeſteyt bereeckent over 't beletten van die in Hollandt ingehuyrde *tranſport-Schepen*, ende de Vraecht aen de Schippers, ſonder de reyſe te doen, betaelt, ſoo en heeft men daer over niet finalijck konnen adjuſteren, vermits de gemelde Heeren haer Hoogh Mogende Commiſſariſen ende Gevolmachtighde verklaert hebben, dat ſoodanige *vier hondert duyſent* Rijcksdaelders de Generaliteyt in 't minſte niet en concerneren, ende dat oock de hoogh-gemelte Heeren Staten van Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, mitſgaders de Stadt *Amſterdam*, daer over by zijne Koninghlijcke Majeſteyt ende by de in handen hebbende Koninghlijcke Obligatien wilden verblijven, ende is daer over voorts gheconvenieert ende verdragen, ende dat de jonghſt geſpecificeerde *twee pretenſien* ſijne Majeſteyt ſullen open blijven, ende de ſelve gheſtelt worden ter *Arbitragie ende uytſpraeck van den Koningh van Vranckrijck*, gelijck ſich hier mede beyde de hooge Contrahenten dienthalven aen den hoogſtghemelden Koningh ſoo als het ſelve te reghte, ende op 't krachtighſte kan geſchieden, ſubmitteren, ende dat

Sa Royale Majeſté ſoutient qu'on a payé dans les Villes de la Province de Funen, pour l'entretien des Troupes du Païs-Bas pour le temps de huit mois. ANNO 1666.

IV. En quatriéme lieu Sa Royale Majeſté pretend avoir ſouffert un tort & un prejudice conſiderable, contre l'eſprit & droite intention du Traité, par les abus & meſintelligences qui ſe ſont gliſſez, au ſujet du Peage pour la charge des bois dans la Norwegue, ce que Sa Royale Majeſté pourroit faire monter à un million de Riſdales.

Sur toutes leſquelles pretentions de part & d'autre cy-deſſus mentionnées les ſuſdits Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Royale Majeſté, & les Deputez Plenipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances au nom & de la part des Seigneurs leurs Principaux, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs, ſont convenus & accordé amiablement, par ces preſentes, comme ils conviennent & accordent que ſans aucune Liquidation ou autre compte, ce que l'une des Parties a contre l'autre ſera levé, enſorte que pour leſdites quatre pretentions ou Articles & ce qui en depend leurs Hautes Puiſſances ni leurs Sujets & Habitans des Provinces-Unies, ne pourront être recherchées, demandées ni pretenduës en aucune maniere, ni preſentement ni à l'avenir par Sa Royale Majeſté; Et que leurs Hautes Puiſſances ne pourront non plus reciproquement demander ni pretendre contre Sadite Royale Majeſté ni ſes Royaumes, Païs, Sujets, & Biens, & tout ce qui en depend ce qui eſt par eux pretendu dans les quatre autres Articles cy-deſſus, ni preſentement ni à l'avenir. Et ſeront par ces preſentes les Pretentions de part & d'autre aneanties, amorties, caſſées & annullées; & ſeront même les Obligations faites & paſſées par Sa Royale Majeſté, & les Seigneurs de ſon Conſeil réellement reſtituées lors que Sadite Majeſté donnera l'Acte de Ratification des preſentes. Mais comme dans leſdites Conferences qui ſe ſont tenuës, Sadite Royale Majeſté, a encore pretendu deux autres Articles, à inſerer dans cette Convention, ſçavoir une Somme de quatre cens mil Riſdales, ſur quoy Sa Royale Majeſté a paſſé deux Obligations diſtinctes au proffit des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, ſçavoir l'une en datte du quatorziéme Novembre mil ſix cent cinquante-ſept, & l'autre en datte du premier Mai mil ſix cens cinquante-huit. Et encore cent vingt mil Riſdales qui ont été pris par la Ville d'Amſterdam, pour la liquider avec deux autres contrepretenſions de Sa Majeſté, ſçavoir vingt-mil Riſdales pretendus pour des levées qui ont été payées, que Sadite Majeſté ſoutient avoir été diſſipés par l'ordre de leurs Hautes Puiſſances & le Dommage que Sa Royale Majeſté en a ſouffert, item le Dommage lequel Sadite Royale Majeſté met en compte pour l'empêchement des Vaiſſeaux de tranſport loués en Hollande & la voiture payée aux Batteliers ſans qu'ils ayent fait le voyage, on n'a pas pû convenir & s'ajuſter à cet égard, parce que les Deputez deſdits Seigneurs Etats Generaux ont declaré que leſdits quatre cens-mil Riſdales ne concernent en aucune maniere la Generalité, & qu'auſſi les ſuſdits Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, enſemble la Ville d'Amſterdam, s'en veullent tenir à Sa Royale Majeſté, & aux Obligations qu'ils en ont entre les mains, & il eſt à cet égard convenu & accordé que les deux dernieres pretenſions de Sa Majeſté demeureront en état, & remiſes à l'Arbitrage & Jugement du Roi de France, comme auſſi leſdites Parties contractantes s'y ſoumettent, & qu'en conſequence Sa Majeſté de Dane-

ANNO 1666.

dat dien volgende binnen den tijdt van *vier Maenden*, na de uytwiſſelinge van wederzijdts Ratificatien van wegen zijne Koninghlijcke Majeſteyt van *Dennemarcken*, *Noorwegen*, &c. onder de hooghſt-gemelde Koningh van *Vranckrijck*, ofte in handen van ſoodanige als ſijne Majeſteyt daer toe ſal gelieven te authoriſeren, ſal werden bedient van eyſch, bekleedt met de redenen, ende gemunieert met de ſtucken ter materie dienende, ende dat binnen den ſelven tijdt daer van door den Heere Reſident *Chariſius*, Copie ſal worden ghelevert aen haer Hoogh Mogende binnen *drie* Maenden daer nae ſullen dienen van antwoordt, mede bekleed met redenen ende gemunieert als vooren, ende dat haer Hoogh Mogende te gelijck Copie ſullen ſenden aen den Reſident le *Mair*, om aen ſijne Majeſteyt overhandreyckt te worden, de welcke gehouden ſal zijn in den tijdt van andere *drie* maenden te *repliceren*, ende haer Hoogh Mogende door den voornoemden Heer Reſident *Chariſius* Copie te laten toe komen, als wanner haer Hoogh Mogende binnen gelijcke *drie* maenden ſullen dupliceren, ende zijne Konincklijcke Majeſteyt door den voornoemden Reſident *le Maire* als vooren, daer van Copie toe te ſenden, ende dit alles onvermindert ſoodanige judiciele Copien behoorlijck geauthentiſeert, als Parthyen wederzijdts uyt handen van de meer-hoogſt-gemelte Koningh van Vranckrijck, of wel van de geene die als vooren by zijne Majeſteyt daer toe ſal weſen geauthoriſeert, ſullen vermogen te lichten, wel verſtaende dat by de Duplijcque geene ſtucken ofte Documenten ſullen mogen werden gevoecht, ten ware in de Replijcque mochten influeren eenige notoire nieuwe feyten, ende daer benevens eenige nadere ſtucken geproduceert worden, in welcken cas tot deſtructie ende wederlegginghe van de ſelve, ende vorder niet, *contra-bewijs-ſtuken* by de *Duplijckque* ſullen mogen werden over ghegeven; Waer mede de ſaecke alsdan ſal ghehouden werden voor gheſlooten, ende gebracht in ſtate van wijſen, om by den hooghſt-gemelden Koningh van *Vranckrijck* gedecideert ende getermineert te worden; Ende in gevalle haer Hoogh Mogende in de voorſchreve pretenſien, ofte eenigh gedeelte van dien mochten werden ghecondemneert ſullen de ſelve de te wijſen *Sententie* ofte uytſpraeck promptelijck, ende ſonder eenigh uytſtel voldoen ende nakomen, maer in cas haer Hoogh Mogende daer van worden geabſolveert, ſoo ſal zijne Koninghlijcke Majeſteyt van *Denemarcken*, *Noorwegen*, &c. daer by moeten acquieſceren ſonder haer Hoogh Mogende dies aengaende hier naemals oyt, ofte oyt yets meer te mogen eyſſchen ofte begeeren.

Ende ſal deſe Conventie ofte Verdragh ter goeder trouwe, ende onverbreckelijck onderhouden werden, tot meerder vaſtigheydt van dien zijn hier van gemackt *vier* gelijck-luydende Inſtrumenten, yder van de hooge Partyen *twee* by de voorgemelte Plenipotentiariſen ende Bevolmachtighde Miniſter van zijne Konincklijcke Majeſteyt ten eenre, ende by de Heeren haer Hoogh Mogende Commiſſariſen ter andere zijde, met Hand-Zegel beveſtight, ende ſullen de wederzijdts Ratificatien daer op binnen den tijdt van *een Maendt* tegens den anderen werden ge-extradeert en uyt-gewiſſelt. Gedaen in den Hage den *elfden* Februarii *ſeſtienhondert ſes-en-ſeſtigh*.

Was geteeckent,

(L. S.) Paul Klingenbergh.
(L. S.) P. Chariſius.
(L. S.) R. van Ommeren.
(L. S.) Johan de Wit.
(L. S.) Johan de Wit.
(L. S.) B. van Vrybergen.
(L. S.) G. van Reede tot Amerongen.
(L. S.) Adolph van Unckel.
(L. S.) Johan van Yſſelmuyden.
(L. S.) G. Drews.

Raeckende de Tollen van Hout-laſten in Noorwegen.

Alſoo door den Doorluchtighſten, Grootmachtigſten Vorſt ende Heer, Heer *Frederick* de *derde*, tot *Denemarcken*, Noorwegen, der Wenden; ende Got-

Danemarc & de Norwegue donnera, dans le tems de quatre mois du jour de l'échange des Ratifications, ſa demande au ſuſdit Roi de France, ou entre les mains de ceux que Sadite Majeſté voudra à ce ſujet authoriſer, icelle demande accompagnée des raiſons & des Pieces ſervant à la matiere, & que le Sieur Chariſius Reſident en delivrera Copie à leurs Hautes Puiſſances; que leurs Hautes Puiſſances fourniront leurs deffences dans trois mois ſuivants, munies des raiſons & Pieces juſtificatives, comme deſſus, & que leurs Hautes Puiſſances en envoyeront en même temps Copie au Reſident le Maire pour être miſe és mains de Sa Majeſté, laquelle ſera obligée de fournir de Repliques dans le tems de trois mois, & d'en faire tenir Copie par le ſuſdit Sieur Reſident Chariſius, & alors leurs Hautes Puiſſances fourniront des Dupliques dans trois autres mois, dont ils envoyeront ſemblablement Copie à Sa Royale Majeſté par le ſuſdit Sieur Reſident le Maire comme deſſus. Et le tout ſans diminution des Copies authentiques que les Parties de part & d'autre pourront lever entre les mains du ſuſdit Roi de France, ou de ceux qui, comme il eſt dit cy-deſſus, ſeront authoriſés par Sadite Majeſté, bien entendu qu'aucunes Pieces ou Document ne ſera joint aux Dupliques, à moins que dans les Repliques il n'influe quelques faits nouveaux & notoires, & qu'il n'y fût produit quelque nouvelle Piece, auquel cas pour icelles detruire & contredire, il en pourra être produit par les Dupliques, moyennant quoy l'affaire ſera reputée être en état de juger, & d'être decidée & terminée par le ſuſdit Roi de France. Et au cas que leurs Hautes Puiſſances viennent à être condamnez aux ſuſdites pretentions, ou en quelque partie d'icelles, ils ſatisferont à ladite Sentence promptement, & ſans aucun delai. Mais ſi leurs Hautes Puiſſances en ſont renvoyez abſous il faudra que Sa Royale Majeſté de Danemarc, Norwegue, &c. y acquieſce, ſans qu'elle puiſſe jamais rien demander cy-aprés à leurs Hautes Puiſſances.

Et ſera le preſent Accord obſervé inviolablement & de bonne foi; pour plus grande fermeté de quoi ont des preſentes été faits quatre Inſtruments de meme teneur, deux pour chacune des Parties, & a été ſigné & ſcellé par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Royale Majeſté d'une part, & par les Deputez de leurs Hautes Puiſſances d'autre, & en feront les Ratifications de part & d'autre, fournies & échangées dans le tems d'un mois. Fait à la Haye le onziéme Fevrier mil ſix cens ſoixante-ſix, & étoit

Signé,

(L. S.) Paul Klingenbergh.
(L. S.) P. Chariſius.
(L. S.) R. van Ommeren.
(L. S.) Jean de Wit.
(L. S.) Jean de Wit.
(L. S.) B. v. Vrybergen.
(L. S.) G. van Reede d'Amerongen.
(L. S.) Adolph d'Unckel.
(L. S.) Jean de Isselmuyde.
(L. S.) G. Drews.

Touchant le Peage de la charge de bois en Norwegue.

Comme le Sereniſſime & puiſſant Prince & Seigneur Frederic troiziéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Goths; Duc de Slecs-

ANNO 1666.

ANNO 1666.

Gothen Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holſteyn, Stormarn, ende Ditmarſen, Grave tot Oldenburgh ende Delmenhorſt, &c. ter eenre; ende de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden ter andere zijde, in 't Jaer *ſeſthien-hondert ſeven-en veertigh*, ende den *tweeden* nieuwen ende den *twaelfden* Februarii ouden ſtijl, door wederzijds Gevolmachtigden een Contract is geſlooten geworden, naer het welcke de Tollen van Hout-laſten in Noorwegen geheven ſoude worden, tot op den *derthienden* ouden ende den *drie-en-twintighſten* Auguſti nieuwen ſtijl, des Jaers *ſeſtien-hondert vijf-en-tachtich*, welcken aengaende wederzijdts ondervonden is, ende geoordeelt werdt dat het voorſz. Contract niet alſoo is in geſtelt, noch en werd geobſerveert, naer gekomen ende ghepractiſeert, als naer den reghten ſin ende meyninge, mitſgaders tot continuatie ende vermeerderinge van de onderlinge Vriendtſchap ende Alliantie, tuſſchen zijne Koninghlijcke Majeſteyt ende haer Ho. Mogende werdt gherequireert ende behoort, daer uyt in tijden ende wijlen wel eenige misverſtanden ende verwyderingen ſouden volgen ende ontſtaen, die men wederzijds ghenegen is, door toebrenginghe van reſpect ende rechtmatigheyt te prevenieren: *Soo iſt*, dat ſijne hoogh-gedachte Koninghlijcke Majeſteyt volmacht verleent, ende afgeveerdight heeft, den wel-geboorne ende Hoogh Edele Heer *Paul Klingenbergh*, zijn Koninghlijcke Majeſteyts Admiraliteyts Raedt ende Poſt-meeſter Generael, Erf-geſeten op Buſtrup, Haenrouw, ende Toſtrup, als mede aen den Heere *Petrus Chariſius*, zijne Koninghlijcke Majeſteyts-Raedt ende Reſident, by de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael, de welcke met de Heeren Gedeputeerde Commiſſariſen ende in deſe ſaecke van haer Hoog Mogende Gevolmachtighde, als namentlijck, de oock welgeboorne, hoogh-Edele, geſtrenge, wijſe, voorſichtige Heeren, *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt den Oudt-Raedt der Stadt Dordrech, *Johan de Wit*, Raedt Penſionaris van Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Penſionaris der Staedt Tholen, *Godaert Adriaen*, Baron van Reede, Heer tot Amerongen, Ginckel, Elſt, &c. *Adolph van Unckel*, *Johan van Yſſelmuyden*, tho Rollecate, Droſſart van Vollenhoven, ende de Heerlijckheyt Clundert, ende *Johan Drews*, Raetsheer in Groeningen, reſpective Gedeputeerden in haer Hoogh Mogende Vergaderingen, van weghen de Provincien van Gelderlandt, ende 't Graeſſchap Zutphen, Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieſlandt, Over-Yſſel, Stadt Groeningen ende Ommelanden, in onderhandelinge ghetreden ſijnde, ende het voorſchreve Tractaet ſoo ten opſichte van den teneur, als de practijcque naeukeurigh ende exactelijck ghe-examineert hebbende tot nader Elucidatie, redres, ende alteratie van 't ſelve ter neder gheſtelt verdragen, ende veraccordeert hebben 't geene hier na volght, te weten.

I. *Eerſtelijck*, dat het voorſchreve Tractaet ſijnde relatif tot een voorgaende, in den Jare *ſeſtienhondert vijf-en-veertigh* geſlooten tot *Chriſtianopel* ſal blyven in zijn geheel, uytgeſondert voor ſoo veel het ſelve by deſen werdt afgetreden, geelucideert, ende gealtereet, om te continueren tot den *derthienden* Auguſti des Jaers *ſeſtien-hondert vijf-en-tachtigh*, hier bevooren ghementioneert.

II. Tot verhoedinge ende correctie van alle misverſtanden, ofte gepleegde frauden tegen het voorſchreeve Tractaet, ſoo ten opſichte van de *meetingh* der Schepen ſelve op *Noorwegen* varende, als door den aenbow van ſeeckere ſoorte van Schepen, die ten tijde van 't aengaen van 't voorſchreve Tractaet niet bekent zijn geweeſt, ende ordinaris genoemt worden *van de nieuwe fabrijque* is toe geſtaen, ende geaccordeert een nieuwe meetinge van Schepen, op de bequaemſte, gevochlijckſte ende ſeeckerſte maniere doenlijck ſijnde, in dier voegen dat de *Hout-laſten* van de Schepen ſullen werden uytgevonden, ende begroot op *vier duyſent* ponden gewichte, ſulcks dat ſoo *dickmael* als een Schip *vier duyſent ponden* ſwaer aen hout kan in laden, het ſelve voor ſoo veele *Laſten* ſal worden gereeckent ende getaxeert.

III. Om welcke *meetinge* bequaemlijck te doen geſchieden, ende effect ſorteeren, alle de Nederlandſche Schippers, die gemunt hebben t'zijner tijdt met haer onderhebbende Schepen op *Noorwegen* te varen, by affictie van Billetten ſullen worden gewaerſchout, ende

Sleeſwick, Holſtein, Stormarn & Ditmarchen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt &c. d'une part, & les Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas d'autre part, en l'année 1647*, le deuxiéme Fevrier vieux ſtile, & le douze ſtile nouveau, ont par leurs Plenipotentiaires de part & d'autre fait un Traité, ſuivant lequel la forme ou Peage des bois en Norwegue devoit être donnée juſques au treiziéme d'Août vieux ſtile & du nouveau ſtile le vingt troiziéme; à l'égard dequoi a été experimenté de part & d'autre & jugé que ledit Contract n'a point été obſervé & prattiqué ſelon ſon veritable ſens, & qu'il eſt requis & eſt convenable pour la continuation & augmentation de l'Amitié particuliere & Alliance entre Sa Royale Majeſté & leurs Hautes Puiſſances de prevenir de bonne heure quelques meſintelligences & broüilleries qui pourroient s'en enſuivre, leſquelles on eſt porté de prevenir de part & d'autre par les voyes de reſpect & d'équité. C'eſt pourquoi Sa Royale Majeſté a authoriſé & deputé le Noble Seigneur Paul Klingenberg Conſeiller de l'Amirauté de Sa Royale Majeſté, Directeur Général des Poſtes, Seigneur de Buſtrop, Haenrouw, & Toſtrup: comme auſſi le Sieur Pierre Chariſius Conſeiller de Sa Majeſté & Reſident de ſa part auprés de leurs Hautes Puiſſances, les Seigneurs Etats Généraux, leſquels avec les Commiſſaires Deputez qui ſont authoriſez en cette affaire, ſçavoir les nobles, diſcrets, ſages & prudens Seigneurs Rodolph d'Ommeren; Jean de Wit de l'ancien Conſeil de la Ville de Dorth; Jean de Wit Conſeiller Penſionaire de Hollande & de Weſt-Friſe; Boniface de Vrybergue Seigneur de Vrybergue Penſionaire de la Ville de Tollen; Godart Adrian Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elſt &c. Adolph d'Unckel, Jean de Iſſelmonde de Rollecate, Droſſart de Vollenhove, & de la Seigneurie de Clundert, & Jean Drews Conſeiller de Groningue, tous Deputez dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances de la part des Provinces de Gueldres & des Comtez de Zutphen, Hollande & Weſt-Friſe, Zelande, Utrecht, Friſe, Overiſſel, Ville de Groningue & Ommelandes, leſquels étant entrez en Negociation & ayant examiné ledit Traité, tant à l'égard de ſa teneur que de ce qui a été prattiqué à ce ſujet, pour plus preciſe élucidation, redreſſement & changement, ils ont conclu & accordé ce qui ſuit, ſçavoir.*

I. Premierement que le ſuſdit Traité étant relatif à un precedent, conclu à Chriſtianople en l'année mil ſix cens quarante-ſept; il demeurera en ſon entier, excepté en ce qui ſera derogé, éclairci, & changé dans celui-ci, pour continuer juſques au treiziéme Août de l'année mil ſix cens quatre-vingt & cinq ci-deſſus mentionné.

II. Pour empêcher & remedier à toute meſintelligence, ou aux fraudes commiſes contre le ſuſdit Traité, tant à l'égard de la meſure des Vaiſſeaux même qui vont en Norwegue, que pour la conſtruction d'une certaine ſorte de Vaiſſeaux, qui dans le tems de l'execution du ſuſdit Traité n'étoient pas connus, & nommés ordinairement de la nouvelle Fabrique, *eſt accordé une nouvelle meſure de Vaiſſeaux, ſelon la plus propre, la plus raiſonable, & la plus ſure maniere que faire ſe peut, en ſorte que lors que la charge de bois des Vaiſſeaux montera à quatre mil livres peſant en bois, il ſera compté & taxé pour autant peſant.*

III. Pour faire laquelle meſure convenablement, & ſortir ſon effect, tous les Batteliers des Provinces-Unies, qui auront reſolu d'aller en leur tems en Norwegue avec leurs Vaiſſeaux, ſeront avertis par affiches de Billets, & leur ſera ordonné de notifier au Col-

ANNO 1666.

de geordonneert aen de Collegien ter Admiraliteyt, in de reſpective quartieren deſer Landen bekent te maecken de legh-plaetſen hunner Schepen, ende haer gereet te vinden om de meetinge by te weſen, de welcke ſoo haeſt doenlijck aengevangen, ende in de maendt van April naeſtkomende voltrocken ſal worden, door Gecommitteerden by ofte van wegen ſijne hoogſtgedachte Majeſteyt ende haer Hoogh Mogende daer toe te ordonneren, die de taxatie ende begrotinge der laſten doen ſullen. Des ſal de voorſchreve metinge geſchieden buyten laſt ofte beſwaerniſſe der Schippers, ende Reders, ſonder dat nochtans ten reguarde dat de Schepen van meerder drachtbarheyt ſullen bevonden worden van de gepaſſeerde tijdt over eenige nabetalinge van geprofiteerde Tollen eenigſints gemoeyt, ofte pretenſien in 't publijck ofte byſonder gemoveert ſullen worden.

IV. Vande alſoo te doene *meetinge*, *yckinge* ende *begrootingh* der Schepen, ſullen aende Schippers ende by de voorgenoemde Gecommitteerde behoorlijcke Brieven om in Noorwegen te vertoonen, verleent, ende weederſijts Regiſters gemaeckt worden, omme te dienen naer behooren, ende volgens den inhout van die *brant-teeckens* op de Stevens, achter ende voor gedaen worden; omme tegens de *Yckbrieven*, de *Tolwachters* des begerende, geconfereert te werden.

V. Dat in cas over de voorſchreve beraemde metinge verſchil ſoude mogen vallen, ofte de Schipper ſich beklagen dat ſijn Schip te hoogh ofte te groot van laſten geſtelt was, ſal ſoodanigen Schipper in *Noorwegen* komende, ſijne Schip met kenniſſe ende voorweten van de Koninckluijcke Officieren met ſoodanigh hout, als ordinaris uyt de Havenen van *Noorwegen* afgeladen wert wel ende vol afgeſtowt hebbende van de gemelte Officieren nemen acte ende verklaringe, hoe veel voeten ſijn onderhebent Schip achter en voor diep gelegen heeft, ende van de voorſeyde *houtlaſt* betaelende oock dien volgens de opgeſtelde *Tollen*, doen 't ſijner naeſter reyſe in *Noorwegen* ſich tot *Dramme* ofte in eenige andere van de voornaemſte Havenen in *Noorwegen* voorſchreve tot de houtladinge bequaem, addreſſeren aen de gemelte Officieren, die 't ſijnen verſoecke aenſtonts ende ſonder vertoeven het voorſchreve Schippen ſullen doen laden ende beſwaren met afgewoogen *Yſer* ofte ander ſwaer goet tot op deſelve Diepte, gelijck het te vooren met hout gelaeden hadde gelegen, ende uyt het gewichte van 't voorſchreve ingeladen *Yſer* ofte ander ſwaer goet (te reeckenen tegens *vier duyſent ponden Hollants* gewichte voor een laſt) calculeren ende begrooten het getal der *houtlaſten*, de het ſelve Schip ſal konnen voeren naer advenant, van welcke bevindinge den Tol ſal betaelt worden, welcke *metinge* ſal dienen voor een generale deciſie; Des ſullen de Schippers, welcker Schepen by ſoodanige preuven bevonden worden te vooren recht ende wel gemeten te ſijn, tot haeren laſte moete nemen ende dragen de gedaene *prouve*, oock in toekomende meerder Tollen betalen na advenant der laſten, in cas bevonden mochte worden dat haere Schepen te weynigh getaxeert ſijn geweeſt, ſonder dat ſe om 't gepaſſeerde gemoeyt ſullen worden, doch bevindende dat eenige Schepen te hoog op laſt geſtelt ende beſwaert ſijn, ſullen deſelve van de betalinge der voorſchreve preuve 't eenemael vry ſijn, ende op ſoodanige laſten geſtelt worden, als die haer bevinden. Oock by ſijne Koninckluijcke Majeſteyts Officieren ende bedienden gereſtitueert worden 't geene dat te vooren aen Tol te veel betaelt ſal weſen.

VI. Ende nadien door de voorſz metinge ende Preuve de rechte groote ruymte der Schepen ten opſichte van de ladinge der hout-waeren gevonden ſal konnen werden, ende alle beraminge of twijfflinge weg-genomen, ſal mits dien oock komen te ceſſeren de kortinge ofte reductie van 't *vijfde* gedeelte van de Scheeps ruymte, daer van in 't *achtſte* Artijckel van 't voorſchreve Tractaet wort gemelt, maer den Tol betaelt volgens de *Yck-brief* ende metinge, ſonder eenige kortinge, of reductie.

VII. Eenige nieuwe aen te bouwen Schepen ofte andere van *hout-laedinge* daer te vooren niet gebruyckt geweeſt ſijnde, in *Noorwegen* komende, ofte uyt deſe Landen begeerende derwaerts te varen, ſullen in voegen als vooren *gemeten* worden, ende in cas van beſwaerniſſe oock de voorſchreve *Preuve* mogen vorderen

ANNO 1666.

College de l'Amirauté, les places vuides de leurs Vaiſſeaux, & de ſe tenir prêts d'aſſiſter à la meſure laquelle ſera commencée auſſi tôt qu'il ſe pourra, & achevée dans le mois d'Avril prochain par les Commiſſaires qui ſeront établis à cet effect par Sa Majeſté & par leurs Hautes Puiſſances, leſquels feront la ſupputation des Laſtes, c'eſt pourquoi ladite meſure ſe fera ſans Grief ni charge pour les Batteliers & Rameurs, ſans neantmoins qu'à l'égard de ce que les Vaiſſeaux pourront être trouvez de plus grande charge, on puiſſe pour le tems paſſé être inquieté, pour le deffaut du Payement des Tolles, ou qu'aucune pretention ſoit en public, ſoit en particulier, puiſſe être muë à ce ſujet.

IV. Pour ce qui eſt de la meſure & marque de Supputation de la charge des Vaiſſeaux, leſdits Deputez accorderont aux Batteliers des Lettres convenables pour être montrées en Norwegue, & l'on fera auſſi des Regiſtres de part & d'autre pour s'en ſervir comme il appartient, & ſuivant le contenu de ladite marque qui ſera miſe devant & derriere pour être confrontez par les Commiſſaires des Bureaux s'ils le ſouhaitent.

V. Qu'au cas qu'il arrivât quelque different à l'égard de la ſuſdite meſure, ou que le Battelier ſe plaignît que ſon Vaiſſeau ſeroit taxé ou eſtimé à trop grande charge, ledit Battelier, venant en Norwegue, prendra Acte & Declaration des Officiers du Roi aprés qu'il aura chargé ſon Vaiſſeau du bois qui ſe prend ordinairement dans les Havres dudit Royaume de Norwegue, de combien de pieds de profondeur il ſera chargé en devant & en derriere, & payant en conſequence les Droits, ou Tolles, de ladite charge de bois, il s'adreſſera à ſon premier voyage en Norwegue ſoit au Havre de Dramme, ſoit à quelque autre des Havres de Norwegue propre pour ladite charge de bois aux ſuſdits Officiers, qui à ſa priere, auſſitôt & ſans delay feront charger ledit Vaiſſeau de fer peſé, ou autre Marchandiſe peſante juſques au fond, comme il étoit auparavant chargé de bois, & par le poids du fer ou autre Marchandiſe peſante que l'on y aura mis (à compter à raiſon de quatre mil livres de Hollande peſant pour un Laſt) calculeront à quoi ſe montera la charge de bois que ledit Vaiſſeau a pu mener, à proportion de quoi il ſera payé le Tol ou Peage, laquelle meſure paſſera pour une deciſion générale; C'eſt pourquoi, les Batteliers dont les Vaiſſeaux ſe trouveront avoir été bien & droittement meſurés par ladite épreuve, ſeront obligez de prendre & porter à leur charge ladite épreuve, & de payer à l'avenir de plus grands Droits à proportion des Laſtes, en cas qu'il ſe trouve que leurs Vaiſſeaux ont été taxez à trop peu, ſans qu'ils puiſſent être inquietez pour le paſſé; Mais ſe trouvant que quelques Vaiſſeaux ont été ſurchargez, ils ſeront entierement exempts du payement de la ſuſdite épreuve, & taxez ſuivant la charge qui leur ſera trouvée; Et leur ſera reſtitué par les Officiers de Sa Royale Majeſté ce qui ſe trouvera qu'ils auront payé de trop deſdits Droits.

VI. Et comme par la ſuſdite meſure & épreuve, on pourra ſavoir la veritable capacité des Vaiſſeaux, à l'égard des bois qui y ſeront chargez, & que tout doute ſera oté, ceſſera par ce moyen la reduction ou deduction de la cinquiéme partie de la capacité du Vaiſſeau dont il eſt fait mention dans le huitiéme Article du ſuſdit Traité, mais le Droit, ou Tol ſera payé ſuivant les Lettres de meſure, ſans aucune reduction ni que rien ſoit rabattu.

VII. Quelque charge de bois neuf à bâtir des Vaiſſeaux ou autres dont on ne ſe ſera pas encore ſervi, venant en Norwegue, ou deſirans de ſortir de ces Païs, ſeront meſurez en la maniere que deſſus, & en cas de Grief on pourra demander ladite

épreu-

ANNO 1666.

ren ende genieten, ſulcx als deſelve in 't voorigh Artijckel is vermelt.

VIII. De *hout-laſten* der Schepen alſoo begroot ende uytgevonden ſijnde, heeft ſijne Konincklijcke Majeſteyt belieft dat van die Schepen de met haeren oprechten ondergeſchreven *Maet-brief* verſien ſijn, ende hout uyt *Noorwegen* voeren, geduyrende de voorſchreve tijdt voor des Konincks Tol gevoert ende betaelt ſal werden, *een ende een achtſte* Rijcxdaelders van yder laſt, ſonder dat daer en boven eenige andere *Tollen ofte by-Tollen*, wat naemen die oock mogen hebben, gevordert of opgeſet ſullen mogen werden.

IX. Gelijck mede de Schepen in de Vereenighde Nederlanden 't huys gehoorende eenige Waeren ofte Koopmanſchappen in *Noorwegen* brengende geen hooger of meerder Tollen ſullen betaelen als de eygen Inwoonders ofte Onderſaten van ſijne meer hoogſtgedachte Koninckliјcke Majeſteyt, nevens welcke ende andere Natien deſelve oock in 't uytgaen getracteert ſullen werden in cas deſelve eenige verminderinge op den *Tol* der *houtlaſten*, benevens den voorſchreve Tax in 't voeren van *hout-waeren* buyten ſijn Konincklijcke Majeſteyts Rijcken ende Landen ſoude werden toegeſtaen of komen te genieten.

X. Een Schip het welcke *Hout* geladen heeft, magh wel op de *hout-havens* van andere waeren als *Pick*, *Teer*, *Huyden*, *Talck*, (ofte 't gunt anders kan werden uytgevoert) innemen, nochtans ſal daer af nae 't *ſtuck* of *gewicht*, volgens ſijne Konincklijcke Majeſteyts *Tol-Rolle*, behoorlijcke Tol betaelt worden; oock ſullen ſoodanige Schepen, dewelcke meer als *hout* inladen ſullen, noopende de voorſz andere *Waeren*, die ſy daer nevens innemen, de *viſitatien*, als billijck, ſubject ende onderworpen ſijn, al evenwel ſullen van de Taxatie van 't Schip ſoo veele Laſten afgetrocken worden, als de Goederen komen te beloopen, de welcke buyten dien, ende in 't byſonder vertolt zijn.

XI. In 't vorderen van de *Tol* ſal geen onderſcheyt gemaeckt worden of de Schepen met de beſte, ſlechtſte, of middelbarige ſoorte van *hout-waeren* beladen mochten weſen, noch ten reguard van dien, of op preſumptie datſe eenige onvrye ofte verbodene *hout-waeren* ingeladen mochten hebben, eenige viſitatie, recerche, veel min retardement werden gedaen, maer ſullen alleen de onvrye of verboden *hout-waeren* aengehouden worden, ſo wanneer deſelve buyten de Schepen worden bevonden, boven 't welck de Ingeſetenen der Vereenighde Nederlanden onder geenerley pretext ter oorſaecke van dien eenige de minſte moleſtie ofte ongelegentheyt aen haere Perſonen ofte Goederen, noch retardement aen haere Schepen ſal worden aengedaen, maer ſullen naer de betalinge van de hier voorgeſtelden *Tol* vry ende onverhindert mogen vertrecken ende hare reyſe vorderen.

XII. De Onderdanen van de Vereenighde Nederlanden ſal toegelaten weſen in *Noorwegen* allerhande ſoorten van *hout*, wat naem het ſelve mach hebben, oock het tot nu toe verboden geweeſt ſijnde *Eyckhout* aen ſich te verhandelen, uytgeſondert groote *Maſten* over de *twintigh* palmen, dewelcke ſijne Konincklijcke Majeſteyt alleenigh voor ſich hout, mitſgaders wat deſelve verder tot ſijn particulier of publijck gebruyck ſoude mogen van node hebben; Soo nochtans dat in ſulcken cas het verboth van uytvoer van ſoodanige noodwendigheden ſal moeten weſen generael, ende niet particulier voor de Onderdanen, ende Ingeſetenen der Geunieerde Provintien, ſullen de nochtans ongekreuckt blyven, het gunt in 't voorgaende *elfde* Artijckel is vervath.

XIII. Boven de betaelinge van de voorſchreve *Tol* ſullen de Nederlantſche Schepen, die *hout* ofte andere Goederen in *Noorwegen* geladen hebben, niet beſwaert worden, ten reſpecte van de onkoſten die aldaer tot gerief ende verſeeckeringh der Schepen aengewent worden, in 't beſorgen van *Ringen aen de Clippen* ofte andere Commoditeyten, 't ſy hoedanigh die genaemt mogen weſen, maer ſal hun alle behulp ende vrientſchap tot voortſettinge van de Handel verſchaft ende beweſen worden.

XIV. Ende alſoo wederſijts vertrouwt ende geoordeelt wert, dat het voorige Tractaet mede geſlooten in 's Gravenhage de 2. ouden ſtijl ende den 12. Februa-

épreuve, comme il eſt mentionné dans l'Article precedent.

VIII. Ayant ainſi trouvé à quoi ſe montera la charge de bois des Vaiſſeaux; le bon plaiſir de Sa Royale Majeſté eſt que des Vaiſſeaux qui ſeront ainſi pourvûs de leurs Lettres de meſure, & qui tranſporteront du bois de Norwegue, pendant le ſuſdit tems payent pour le Droit ou Tol du Roi un Riſdaler, & un huitiéme de Riſdaler, de chaque Laſt, ſans qu'on puiſſe leur demander davantage ni les taxer à aucun autre Droit de quelque nom qu'on les puiſſe appeller.

IX. Comme auſſi les Vaiſſeaux, qui apartiennent à quelqu'un des Provinces-Unies, amenant quelques Denrées ou Marchandiſes en Norwegue, ne payeront pas plus de Droits ou Tols, que les Habitans ou propres Sujets de Sa Royale Majeſté, & ſeront traitez de même & comme les autres Nations en ſortant, au cas qu'icelles vinſſent à jouïr de quelque diminution de Droit ou Tol des charges de bois, enſemble de la Taxe pour le Tranſport deſdites Marchandiſes de bois hors des Royaumes & Païs de Sa Royale Majeſté.

X. Un Vaiſſeau qui aura chargé du bois, pourra bien dans les Havres où on le charge, charger auſſi de la Poix, du Godron, des Peaux, du Talc ou autrement ce qui ſe peut tranſporter, mais il en ſera payé le Droit ou Tol convenable ſelon la piece ou poids ſuivant le Tarif de Sa Majeſté, comme auſſi leſdits Vaiſſeaux, qui chargeront plus que du bois ſeront conjointement, avec les autres Marchandiſes, ſujets, comme il eſt de raiſon, à la Viſite, neantmoins il ſera diſtrait de la Taxe des Vaiſſeaux autant de Laſtes, à quoi monteront les Marchandiſes qui ſeront outre ce & en particulier taxez.

XI. Quand on fera payer les Droits, ou Tol, on ne fera aucune difference, ſi les Marchandiſes dont l'on chargera les Vaiſſeaux ſont du meilleur bois, du mediocre, ou du pire, ni à l'égard de ce qu'étant à preſumer qu'ils ſeroient chargez de Marchandiſes de bois non permiſes & deffenduës, ne pourra être faite de recherche, ni viſite, bien moins pourra-t-on y cauſer du retardement, mais leſdites Marchandiſes non permiſes ou deffenduës pourront être retenuës, au cas qu'elles ſe trouvent hors des Vaiſſeaux, hors lequel cas les Habitans des Provinces-Unies ne pourront être moleſtez ni inquietez en aucune maniere, en leurs Perſonnes, ou Biens, ni de retardement aporté à leurs Vaiſſeaux; mais pourront aprés le payement du Tol, ou Droit établi, partir ſans empêchement, & pouſſer leur Voyage.

XII. Il ſera permis aux Sujets des Provinces-Unies de negocier en Norwegue de toute ſorte de bois de quelque nom qu'ils puiſſent avoir, même bois de chêne qui juſques à preſent a été deffendu, excepté les gros Mats qui paſſeront vingt paumes, leſquels Sa Royale Majeſté retient pour elle ſeule, enſemble ceux dont il pourroit avoir beſoin en ſon particulier ou pour le Public. Enſorte neanmoins, qu'en cas de deffence de Tranſport de telles choſes neceſſaires, elle ſera generale, & non pas particuliere pour les Sujets & Habitans des Provinces-Unies, demeurant ſans atteinte ce qui eſt contenu dans le precedent onziéme Article.

XIII. Les Vaiſſeaux des Païs-Bas, qui auront chargé du bois ou autres Marchandiſes en Norwegue, ne ſeront point chargez outre le Tol ſuſdit qu'ils auront payez, à cauſe des frais qu'on aura été obligé de faire pour la ſureté des Vaiſſeaux, en attachant les anneaux aux rochers ou autres commoditez de quelque maniere qu'on les puiſſe nommer; mais il leur ſera demontré toute ſorte d'amitié & d'aſſiſtance, pour l'avancement du Commerce.

XIV. Et comme on eſt perſuadé de part & d'autre, que le precedent Traité conclu auſſi à la Haye le 2. Février vieux Stile & 12. Stile nouveau l'an mil

ANNO 1666.

bruarii nieuwen ſtijl Anno *ſeſthien-hondert ſeven-en-veertigh*, door nederſtellinge van de voorſchreve Artijckelen behoorlijck is geelucideert ende geredreſſeert. Soo ſullen de Ingeſetenen der Vereenighde Nederlanden daer nae den *Tol* oprechtelijck ende volkomentlijck betalen, ende in 't tegendeel tegens alle onbehoorlijcke moyelijckheden, van wien het oock ſoude mogen weſen werden beſchermt, ende bevrijt. Gelijck wederſijts wort verklaert de ſincere meyninge ende intentie te weſen. Ende om dat ſulcx te effectueren alle behoorlijcke ende betamelijcke middelen ſullen werden betracht ende aengewendt, daer toe de bovengemelde ſijne Koninghlijcke Majeſteyts Plenipotentiariſen, ende Gevolmachtighde Miniſters, ende de Heeren Commiſſariſen van haer Hoogh Mogende ſich wederſijts inden name van wegen haere reſpective allergenadigſte ende hooge Heeren Principaelen uyt krachte van haere Pouvoirs ende Volmachten verobligeren; Ende ſal dit Tractaet by ſijne Konincklijcke Majeſteyt tot Denemarcken, Noorwegen, &c. ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael binnen den tijdt van een *Maent* naer dat deſes geapprobeert, geratificeert, ende wederſijts nodige Inſtrumenten van Ratificatie in behoorlijcke forme uytgewiſſelt, ende ge-extradeert worden.

Ten oirkonde ende in teecken der waerheyt hebben wy Plenipotentiariſen ende Gevolmachtigde Miniſters van ſijne Konincklijcke Majeſteyt, ende wy Gedeputeerden van haere Hoogh Mogende deſen met eygene handen onderteeckent, ende met onſe opgedruckte Signeten beveſtight, ende ſijn hier van *vier* gelijck luydende Exemplaren gemaeckt; Te weten, voor yder van de hooge Contrahenten *twee*. Actum in 's Gravenhage den *elfden* Februarii *ſeſtienhondert ſes en ſeſtigh*.

Geteeckent,

(L. S.) PAUL KLINGENBERGH.
(L. S.) P. CHARISIUS.
(L. S.) R. VAN OMMEREN.
(L. S.) JOHAN DE WIT.
(L. S.) JOHAN DE WIT.
(L. S.) B. VAN VRYBERGEN.
(L. S.) G. VAN REEDE TOT AMERONGEN.
(L. S.) ADOLPH UNCKEL.
(L. S.) JOHAN VAN YSSELMUYDE.
(L. S.) G. DREWS.

mil ſix cens quarante-ſept eſt éclairci & redreſſé comme il faut par les ſuſdits Articles, les Habitans des Provinces-Unies payeront cy-aprés ſincerement & entierement le Tol, (ou Peage,) & au contraire ſeront protegez, & exempts de toute injuſte vexation, comme il eſt declaré de part & d'autre que c'eſt-là la ſincere penſée, & intention des Parties. Et pour laquelle choſe effectuer ſeront employez tous les moyens convenables; & à ce s'obligeront les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Royale Majeſté & les Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances au nom & de la part de leurs Seigneurs Principaux, en vertu de leurs Plein-pouvoirs & Authoriſation, & ſera le preſent Traité ratifié & aprouvé dans le temps d'un mois, à compter de la datte des preſentes par Sa Royale Majeſté de Dannemarc, Norwegue, &c. & par leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & en ſeront dans ledit tems les Inſtrumens convenables de Ratification livrés, & échangez en bonne forme.

En témoin de la verité nous Plenipotentiaires authoriſez de Sa Royale Majeſté, & nous Deputez de leurs Hautes Puiſſances avons ſigné ces preſentes de nos propres mains, & confirmé de nos Cachets, & ont été fait des preſentes quatre Inſtrumens conformes, ſçavoir deux pour chacune deſdites Parties contractantes. Fait à la Haye le 11. *Fevrier mil ſix cens ſoixante-ſix.*

Signé,

(L. S.) PAUL KLINGENBERGH.
(L. S.) P. CHARISIUS.
(L. S.) R. VAN OMMEREN.
(L. S.) JEAN DE WIT.
(L. S.) JEAN DE WIT.
(L. S.) B. V. VRYBERGEN.
(L. S.) G. VAN REEDE D'AMERONGEN.
(L. S.) ADOLPH UNCKEL.
(L. S.) JEAN DE YSSELMUYDE.
(L. S.) G. DREWS.

Voor de Weſtindiſche Compagnie.

ALſoo eenigen tijt herwaerts verſcheyde oneenigheden, differenten, ende diſputen ſijn voorgevallen tuſſchen den Doorluchtigſten, Grootmachtigſten Vorſt ende Heer, Heer *Frederick den Derde tot Denemarcken*, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen Koningh, Heertogh tot Sleeſwijck, Holſteyn, Stormarn, ende der Ditmarſchen, Grave tot Oldenborgh, ende Delmenhorſt, mitſgaders ſijne Konincklijcke Majeſteyts Geoctroyeerde *Africaenſche Compagnie* tot *Gluckſtadt*, ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenigde Nederlanden, als meede derſelver Geoctroyeerde *Weſtindiſche* Compagnie ter andere ſijde, principalijck ten regarde van eenige Plaetſen leggende op de Kuſt van *Guinea*, *Anemabo*, *Orſu*, ende andere Logien meer, ende de Negotie die aldaer valt, oock van weegen eenige Schepen ende Jachten, dewelcke van weder ſijden ſijn genomen ende gearreſteert; Ende dewyle ſoodane differenten, verſchillen ende diſputen noch dagelijcx ſtonden te vermeerderen, ten ware daer inne tydelijck wierde voorſien. Soo is, naer diverſe gehoudene Conferentien ende onderlinge rijpe deliberatie over alle 't gunt dieſaengaende eenigſints in conſideratie heeft konnen komen, om verdere verwyderinge te gemoet te treden, ende de oude vertroude Vrientſchap, naeuwe Alliantie, ende alle goede Nabuyrlijcke, Correſpondentie tuſſchen hoogſt-ge-

Pour la Compagnie des Indes.

COmme il eſt arrivé depuis quelque tems quelques differens & diſputes entre le Sereniſſime & Puiſſant Prince & Seigneur Frederic troiſiéme Roy de Dannemarc, Norwegue, des Vandales, & des Gots, Duc de Sleeſwick, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenburg & de Delmenhorſt, enſemble la Compagnie d'Affrique de Sa Royale Majeſté à Gluckſtadt d'une part; Et les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, avec leur Compagnie des Indes Occidentales, principalement à l'égard de quelques Places ſituées ſur les Côtes de Guinée, Anemabo, Orſu, & autres Habitations, & le Negoce qui s'y fait, & auſſi à cauſe de quelques Vaiſſeaux, & Jachts, qui ont été pris & arrêtez de part & d'autre; & que leſdits differents, & ces diſputes étoient ſur le point d'augmenter tous les jours, à moins qu'il n'y fût pourvû à tems; c'eſt pourquoy aprés differentes Conferences & meures deliberations priſes ſur tout ce qui à cet égard pouvoit entrer en conſideration, pour éviter de plus grands Deſordres, & pour cultiver, entretenir & fortifier de plus en plus l'ancienne & fidele Amitié, & les étroites Alliances, & bonne Correſpondance & Voiſinance d'entre Sa ſuſdite Royale

ANNO 1666.

gemelte ſijne Konincklijcke Majeſteyt ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, mitſgaders tuſſchen wederſijts reſpective Onderdanen ende Ingeſetenen hoe langer hoe meer te cultiveren, 't onderhouden, ende te beveſtigen tuſſchen den meer-hooghſtgemelde ſijne Konincklijcke Majeſteyts Plenipotentiariſen ende Gevolmachtighde Miniſters, de welgeboorne, ende Hoogh Ed. Heeren *Paul Klingenbergh*, ſijne Konincklijcke Majeſteyts Admiraliteyts-Raet, Poſtmeeſter Generael, Erfgeſeten op Buſtrup, Haenrouw, ende Toſtrup, ende *Petrus Chariſius*, Raet ende Reſident van ſijne Konincklijcke Majeſteyt alhier in den Hage, volgens hun daer toe verleende Pouvoir ende Volmacht ter eenre, ende de Commiſſariſen van haer Hoogh Mogende namentlijck de wel-geboorne, hoogh Ed. geſtrenge, wijſe, voorſienige Heeren *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt de Out Raet der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit* Raet-Penſionaris van Hollant ende Weſt-Vrieſlandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Penſionaris der Staedt Tholen, *Godaert Adriaen*, *Baron van Reede*, Heer van Amerongen, Ginckel, Elſt, &c. *Adolph van Unckel*, *Johan van Iſſelmuyden* tho Rollecate, Droſſart van Vollenhove ende de Heerlijckheyt Cuyndert, ende *Johan Drews*, Raetsheer in Groeningen, reſpective Gedeputeerden in haer Hoogh Mogende Vergaderinge van wegen de Provincien van Gelderlandt ende Graefſchap Zutphen, Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, Zeeland, Utrecht, Vrieſlandt, Overyſſel, Stadt Groningen ende Ommelanden ter anderer ſijde, inſgelijcx volgens haere Procuratie ende authoriſatie in 't minnelijck ſoodanich geconvenieert ende verdragen als volght.

I. Eerſtelijck, dat alle *Hoſtiliteyt* ende oneenigheyt eenige Jaeren herwaerts tuſſchen de gemelde beyde Compagnien voorghevallen, ſullen ceſſeren ende ophouden, ende dat ſijne Konincklijcke Majeſteyt dien volghens zijne Geoctroyeerde Africaenſe Compagnie ſal beveelen haer in alle manieren vreedſaem te draghen, ende te comporteren, dat oock haer Hoogh Mogende aen haere zijnde Nederlantſche Geoctroyeerde *Weſtindiſche* Compagnie ſullen ordonneren het ſelve van gelijcken te doen, ſulx dat de voornoemde beyde Compagnien voortaen onderlinge goede Vreede ende eenigheyt ſullen onderhouden, ſonder dat d'een d'ander eenich belet, ſchade, ofte ongemack ſal mogen toebrengen inde Commercie, Handel, ende Trafijque, op ende aende Cuſte van *Guinea* vallende voor ſoo veel deſelve daer toe volgens 't recht der Volckeren ſullen weſen berichtight, waer inne ſijne Konincklijcke Majeſteyt noch haer Hoogh Mogende ende derſelver Onderdanen by dit Tractaet nu noch naemaels niet en werden prejudiceert.

II. Ende is voorts geconvenieert en verdragen dat ſijne Majeſteyt de pretenſie die deſelve heeft gemaeckt gehadt, raeckende de reſtitutie van de Forten *Cabo Corço*, *Tacquoray*, ende *Anemabo* ſal quiteren, gelijck ſijne Majeſteyt die quiteert mits deſen, oock dien volgen cedeert ende tranſporteert 't Recht dat deſelve daer op is hebbende, ten behoeve van haer Hoogh Mogende.

III. Dat *Fredericxborg* ende *Orſu*, nu genaemt *Chriſtiaenborgh*, ende de Negotie daer op vallende ſoo lange als het navolgende Artijckel vermelt by proviſie noch ſullen blyven aen ſijne Konincklijcke Majeſteyt ende onder de directie van de *Deenſche Africaenſche* Compagnie gelijck mede de Logie aen *Cabo Corço*, ende de vaert derwaerts ſoo wanneer het ſelve Fort door hulpe van de ſelve Deenſche Compagnie wederom mocht worden gerecupereert ende verovert.

IV. Dat naer d'expiratie van het Octroy, 't welck ſijne Konincklijcke Majeſteyt aen deſſelfs *Africaenſche* Compagnie heeft verleent, ende eyndigen ſal met den Jare *negen-en-ſeventigh Fredericxborgh* de Logie aen *Cabo Corço*, ende oock *Orſu* aen haer Hoogh Mogende ende de Nederlantſche Weſtindiſche Compagnien ſullen gecedeert, ende in volkomen eygendom overgelaten werden, mits dat aen de voorſchreve *Deenſche Africaenſche Compagnien* daer tegens in reedelijckheyt, ter taxatie van Luyden hun des verſtaende, ſal werden betaelt 't geene deſelve aldaer heeft gebouwt.

V. Ende naedemael haer Hoogh Mogende ſuſtineren dat eenige Onderdanen ende Ingeſetenen van de Ver-

Royale Majeſté & leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, enſemble leurs Sujets & Habitans de part & d'autre, les Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de Sa Royale Majeſté, ſçavoir, le noble Seigneur Paul Clingenberg, Conſeiller de Sadite Royale Majeſté, & Directeur General des Poſtes, Seigneur de Buſtrup, Haenrow & de Toſtrup, & Pierre Chariſius, Conſeiller & Reſident de Sadite Royale Majeſté icy à la Haye, en vertu de leur Plein-Pouvoir d'une part, & les Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances, ſçavoir, les Nobles, ſages, diſcrets & prudens Seigneurs Rudolph d'Ommeren, Jean de Wit ancien Conſeiller de la Ville de Dorth, Jean de Wit Conſeiller Penſionaire de Hollande & de Weſt-Friſe; Boniface de Vrybergue, Seigneur dudit lieu Penſionaire de la Ville de Tholen, Godart Adriaen, Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elſt, &c.; Adolph de Unckel; Jean d'Yſſelmuyden de Rollecate, Droſſart de Vollenhove & de la Seigneurie de Cuyndert, & Jean Drews, Conſeiller de Groningue, tous Députez en l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances de la part des Provinces de Gueldres, des Comtés de Zutphen, Hollande & Weſt-Friſe, de Zeelande, Utrecht, Friſe, Overiſſel, de la Ville de Groningue, & des Ommelandes d'autre part, en vertu de leurs Procurations, ſont convenus, & ont traitté à l'amiable comme s'enſuit.

I. Premierement que toutes les Hoſtilitez qui ſe ſont commiſes depuis quelques années cesseront entre leſdites deux Compagnies, & qu'à cet effect Sa Royale Majeſté enjoindra à ſa Compagnie d'Affrique de ſe comporter paiſiblement en toute maniere, & que leurs Hautes Puiſſances ordonneront à leur Compagnie des Indes Occidentales d'en faire de même, enſorte que leſdites deux Compagnies obſervent enſemble une bonne & particuliere Paix & Union ſans qu'elles ſe puiſſent cauſer l'une à l'autre aucun empêchement ou obſtacle dans leur Commerce & Trafic ſur les Côtes de Guinée à l'égard du Droit des Gens, en quoy Sa Royale Majeſté ni leurs Hautes Puiſſances ne ſeront dés maintenant ni cy-aprés prejudiciez.

II. Et il eſt en outre convenu & accordé, que les Pretentions que Sa Majeſté a mis en avant touchant la Reſtitution des Forts de Cabo Corço, & Tacquoray & Anemabo ceſſeront, comme Sa Majeſté s'en deſiſte par ces preſentes, même cede & tranſporte au profit de leurs Hautes Puiſſances les Droits qu'elle y a.

III. Que Fredericksbourg & Orſu, à preſent apellé Chriſtiansbourg, & le Negoce qui s'y fait, comme il eſt au long mentionné par l'Article ſuivant, demeureront par proviſion à Sa Royale Majeſté & ſous la Direction de la Compagnie Danoiſe d'Affrique, comme auſſi les Habitations de Cabo Corço, & la Navigation de delà, ſi ledit Fort vient à être recouvré & reconquis par l'aſſiſtance de ladite Compagnie Danoiſe.

IV. Qu'aprés l'expiration de l'Octroi que Sadite Royale Majeſté a accordé à ladite Compagnie d'Affrique & qui finira avec l'année mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, Frederickbourg, les Habitations de Cabo Corço, & même d'Orſu ſeront cedées & laiſſées en pleine Proprieté à la Compagnie Occidentale de leurs Hautes Puiſſances, en payant à ladite Compagnie d'Affrique raiſonnablement, & ſuivant la taxe qui ſera faite par Gens à ce connoiſſans pour ce qui y a été conſtruit.

V. Et parce que leurs Hautes Puiſſances ſoutiennent que quelques Sujets & Habitans des Provin- ces-

ANNO 1666.

Vereenigde Nederlanden, tegens en contrarie de Placcaten by de ſelve ge-emaneert, &c. de geſtatueerde pœnen, jegenwoordigh noch participeren in de *Deenſche Africaenſche* Compagnien, ſoo is men daer over geconvenieert ende verdragen, dat alhoewel het haer Hoogh Mogende ende de Heeren Staten van de reſpective Provintien vry ſtaet, haer ongehoorſaeme Onderdaenen ende Ingeſetenen in de voorſchreve Vereenigde Nederlanden over haere tranſgreſſien te doen ſtraffen, ſijne Koninckllijcke Majeſteyt nochtans ſoodanige ordre ſtellen, ende de voorſieninge doen ſal ten eynde dat in de voorſz. *Deenſche Africaenſche* Compagnie geen Perſoonen in 't Reſſort van deſen Staet, woonachtigh geadmitteert, ofte getollereert worden. Ende in cas des niet tegenſtaende een ofte meer Onderſaten ende Ingeſetenen der voorſchreve Vereenighde Nederlanden part ofte deel in de voorgenoemde Deenſche Compagnie ſoude mogen hebben, dat het Capitael (het welck hy ofte zy directelijck op haer eygen naem, ofte onder de naem van de een ofte dan der van de Subjecten van de ſijne Koninckllijcke Majeſteyt ofte anderſints daer inhærederen) aenſtonts ſal werden gheconfiſqueert.

VI. Daer over de openſtaende Pretenſien tuſſchen beyde de opgemelde *Deenſche* Africaenſche ende de Nederlantſche *Weſtindiſche* Compagnien metten eerſten eene minnelijcke onderhandelingh ſal aengeſtelt worden. Ende ingevalle deſe, dies aengaende met den anderen niet en konnen verdragen, dat tuſſchen de Plenipotentiariſen ende Gevolmachtigde Miniſters van ſijne Koninckllijcke Majeſteyt ende de Commiſſariſen van haer Hoogh Mogende over ende ter ſaecke van de Arbitrage ſal worden geconvenieert.

VII. Ende is voorts by de gemelte Heeren Commiſſariſen van haer Hoogh Mogende uyt krachte van haere Procuratie ende authoriſatie belooft, gelijck deſelve belooven by deſen, dat aen ſijne Koninckllijcke Majeſteyt ofte deſſelfs Gevolmachtigden binnen ſeeckeren korten tijt promptelijck ſullen uytgetelt worden de queſtieuſe Subſidie-gelden, die ſijne Koninckllijcke Majeſteyt over reſtoir van 't Jaer *ſeſthien-hondert vier-en-vyftigh* pretendeert hem noch te competeren,

Ende ſal deſe Conventie ende Verdrach ten wederzijden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden worden. Tot meerder vaſtigheyt van dien ſijn hier van gemaeckt vier gelijckluydende Inſtrumenten voor yder van de hooge Partyen twee, by de welgemelde Plenipotentiariſen ende Gevolmachtigde Miniſters van ſijne Koninckllijcke Majeſteyt ter eenre, ende by d'Heeren haer Hoogh Mogende Commiſſariſen ter andere zijde met handt ende Zegel beveſticht. End ſullen de wederſijts Ratificatien daer op binnen den tijdt van een Maent tegens den anderen werden geextradeert ende uytgewiſſelt. Gedaen in den Hage den *elfden* Februarii *ſeſtien-hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Geteeckent,

(L.S.) PAUL KLINGENBERG.
(L.S.) P. CARISIUS.
(L.S.) R. VAN OMMEREN.
(L.S.) JOHAN DE WIT.
(L.S.) JOHAN DE WIT.
(L.S.) B. VAN VRYBERGEN.
(L.S.) G. VAN REEDE TOT AMERONGEN.
(L.S.) ADOLPH UNCKEL.
(L.S.) JOHAN VAN YSSELMUNDE.
(L.S.) G. DREWS.

Over het fourneren van acht Oorloch-Schepen.

NAedemael onder anderen by het *vyfde* Artijckel van 't Tractaet van *Alliantie*, huyden geſlooten tuſſchen de Heeren Plenipotentiariſen ende Gevolmachtigde Miniſters vande Koningh van *Dennemarcken*, Noorwegen, &c. ter eenre, ende de Heeren Gedeputeerden van de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der

ces-Unies des Pays-Bas, contre les Placcards émanez d'iceux & les peines ſtatuées, participent encore preſentement en la Compagnie d'Affrique Danoiſe, il eſt convenu & accordé, qu'encore qu'à leurs Hautes Puiſſances & auſſi les Seigneurs Etats deſdites Provinces ſoit loiſible de faire punir les Sujets & Habitans deſobeïſſants deſdites Provinces-Unies à cauſe de leurs contraventions, Sa Royale Majeſté neantmoins établira tel ordre & precaution que dans ladite Compagnie d'Affrique il ne ſoit admis & tolleré aucune Perſonne demeurant dans le Reſſort de cet Etat, & au cas que nonobſtant ce quelque Sujet ou Habitant deſdites Provinces-Unies, vînt à avoir part à la ſuſdite Compagnie Danoiſe d'Affrique, le Capital qu'il y aura, ſoit directement ſous ſon nom, ou ſous le nom de l'un ou l'autre Sujet de Sa Royale Majeſté ou autrement, ſera auſſitôt confiſqué.

VI. Que pour les Pretentions agitées entre leſdites deux Compagnies Danoiſe d'Affrique & Occidentale des Provinces-Unies ſeront au plûtôt miſes en Negotiation amiable, & au cas qu'elles ne puiſſent s'accorder l'une l'autre, qu'elles ſeront vuidées par l'Arbitrage des Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de Sa Royale Majeſté, & les Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances.

VII. Et ont leſdits Seigneurs Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances en vertu de leur Plein-pouvoir & authoriſation, promis, comme ils promettent par ces preſentes, que dans peu de tems ſeront comptez promptement à Sa Majeſté ou à ſes Plenipotentiaires les Deniers du Subſide en queſtion que Sa Royale Majeſté pretend lui apartenir encore reſtant de l'année mil ſix cents cinquante-quatre.

Et ſera la preſente Convention & Accord obſervé inviolablement & de bonne foy de part & d'autre: pour plus grande fermeté dequoy ont des preſentes été faits quatre Inſtruments conformes, deux pour chacune des Parties, & ſignées & ſcellées deſdits Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de Sadite Royale Majeſté d'une part, & par les Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances d'autre, & en ſeront les Ratifications livrées & échangées dans le temps d'un mois. Fait à la Haye le onziéme Février mil ſix cens ſoixante-ſix.

Signé,

(L.S.) PAUL KLINGENBERGH.
(L.S.) P. CARISIUS.
(L.S.) R. VAN OMMEREN.
(L.S.) JEAN DE WIT.
(L.S.) JEAN DE WIT.
(L.S.) B. VAN VRYBERGEN.
(L.S.) G. VAN REEDE TOT AMERONGEN.
(L.S.) ADOLPH UNCKEL.
(L.S.) JOHAN VAN YSSELMUNDE.
(L.S.) G. DREWS.

Pour la Fourniture de huit Vaiſſeaux de Guerre.

C*Omme, entre autres choſes, il eſt permis à leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par l'Article cinquiéme du Traité d'Alliance conclu cejourd'huy entre les Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez du Roy de Dannemarck, Norwegue, &c. d'une part, & les Députez de leurs-dites*

Anno 1666.

der Vereenighde Nederlanden ter andere ſijde is geſtipuleert dat het haer Ho. Mog. vry ſal ſtaen, ſoo wel op dit eerſte, als de volgende Jaeren, in minderinge vande beloofde Subſidien, in betaelinge te mogen geven de nombre van *acht Oorloch-Schepen*, Soo is huyden tuſſchen de gemelde Heeren Konincks Plenipotentiariſen ende Gevolmachtigde Miniſters ende Gedeputeerden van haer Ho. Mog. onderlinge geconvenieert ende verdragen dat in ſulcken geval de voorſchreve *acht* Schepen, van Oorloch ſullen ſijn lang *hondert een-en-dartigh* voeten, wijdt *een-en-dartigh ende een half* voeten hol *twaelf ende een half*, ende daer en boven *ſes en drie vierdepart* voeten of daer omtrent d'eene min ende d'ander meer *Amſterdamſche mate*, yder gemonteert ten minſten met *twee-en-dartigh* Stucken: namentlijck *twaelf* van *twaelf* pont Yſer *twaelf* van *acht* pont, ende *acht van ſes pont*, *vyf duyſent pont buskruyt*, ende *veertig ront*, ende *vyftig lang ſcherp* tot yder Stuck, daer en boven noch *twintig Lantarens* gevult met *teerlingen* ende *muſquet-kogels* tot yder bovenſtuck, *vier-en-twintig* muſquetten, *hondert pont muſquet-kogels*, *vier-en-twintig Sabels*, *vier-en-twintig enterbylen*, *twee douſijn Piecken*, *drielingen*, *twee doſijn halve Piecken*, *acht Bos-lont*, ende voorts andere behoeften van Amunitie van Oorloch daer toe gerequireert, boven dien alle dicht gecalefaet ende wel voorſien, met *vier* ſware *anckers*, *twee werpanckers*, *vyf ſwaere Touwen*, *een tuyt-touw*, *drie ſware en een licht kabel touw*, *drie yſere troſſen*, *met vijf wiele troſſen*, *dubbelde zeylen*, *behalven de byzeylen*, als mede boeyens ende voorts alle kleynigheden, ende 't geene vereyſcht ſal worden naer behooren, oock alle *Cockx*, *Botteliers*, Cajuyts ende *Chirurgijns* gereedſchappen, nevens *medicamenten*, ſoo nodigh weſen ſal. Voorts is bedongen dat haer Ho. Mog. gehouden ſullen weſen gelijck ſy by deſen belooven, de voorſchreve *acht* Schepen in voegen als vooren gereet te leveren voor den *eerſten April* naeſtkomende, ende deſelve te mannen yder *met hondert ende Matrooſen*, daer onder *vijf a ſes* Jongens gereeckent ende daerinne mede begrepen de *Schipper*, *twee Stuyrluyden*, daer van eenen ten minſten in de *Belt* ervaren is, een *Conſtapel*, *twee Conſtapels maets*, *drie Quartiermeeſters* ende voorts andere Officieren, als ordinaris gebruyckelijk is, ende dat behalven de *Capiteynen* ende *Luytenants* dewelcke door de wederzijds Admiraels tot laſte van ſijne Koninckl. Majeſteyt aengenomen ſullen worden. Ende ſullen de voorſchreve *hondert tien Eters* als vooren op yder Schip gehuert ende betaelt worden by haer Ho. Mog. ende yder Capiteyn en Luytenant by ſijne Koninckl. Maj. ende ſullen haer Ho. Mog. voor yder der voorſz *acht* Oorloch-Schepen, gemonteert, gemant en voorſien als vooren, ende daer benevens behoorlijck ghevictuailleert, aen de voorſz Subſidie, maentlijck mogen korten en in houden *drie duyſent* Rijxd., of *ſeven duyſent vijf hondert* guld., Hollants gelt, des dat ick in cas ſijne Koninkl. Majeſteyt het alſoo begeert van wegen haer Ho. Mog. op yder Schip van Oorloch alleen ſullen werden gelevert *veertig a vijftig* koppen kloecke mannen, ende geene jongens, ende dat ſijne Majeſteyt de reſterende ſelf ſal doen aennemen ende voor yder vande ſelve maendtlijck aende voorſz *drie duyſent* Rijcxdaelders mogen korten *derthien* guldens Soldye ende *ſeven ſtuyvers* daeghs *koſt-gelt*, wel verſtaende dat de voorſchreve *drie duyſent* Rijxdaelders of ſoo veel minder als de voorſchreve Soldye ende 't koſt-gelt vande voorſchreve Matrooſen, die ſijne Majeſteyt ſelf ſal doen lichten, daer aen afgetrocken, reſteren ſal, eerſt gekort ſal worden, te weten *vier* maenden op den *tweeden Termijn*, ende *vier* andere maenden op den *derden Termijn* van de voorſchreve Subſidie; ende ingevalle de meergemelde Schepen van Oorloge langer in dienſt mochten blyven als *acht* maenden, dat het geene haer Ho. Mog. daer van ſoude mogen competeren, ſal worden gekort op den eerſten Termijn van 't volgende Jaer, ende ſoo het ondertuſſchen vrede wert, dat dies aengaende geene aenmaninge van wegen haer Ho. Mo. ten laſte van ſijn Konincklijcke Majeſteyt ſal werden gedaen. Is mede bedongen dat boven de voorſchreve maent-gelden van 't genoemde volck, de koſt ende dranck vande Capiteyns ende Luytenants, mitsgaders de *ſlytagie* vande voorſz Schepen, ende de gereedſchappen van dien, alle te ſamen ſijn

dites Hautes Puiſſances d'autre, de donner en payement tant ſur la premiere année que ſur les années ſuivantes le nombre de huit Vaiſſeaux de Guerre en diminution des Subſides promis; il a cejourd'huy été particulierement convenu, & accordé entre les Plenipotentiaires de ſa Majeſté & les Députez de leurs Hautes Puiſſances, qu'au cas que leſdits Vaiſſeaux de Guerre ſoient longs de cent trente & un pieds, larges de trente un & demi, & profonds de douze & demi, & outre ce ſix & trois quatriéme partie de pied, un plus l'autre moins, meſure d'Amſterdam, chacun monté du moins de trente & deux Pieces, ſçavoir douze de douze livres de fer, douze de huit livres, huit de ſix, cinq mil livres de Poudre, & quarante de rondeur, & cinquante de longueur à peu prés pour chaque Piece, & outre cela encore vingt Lanternes remplies de godronage & de balles de Mouſquets, pour chaque piece d'enhaut, vingt-quatre Mouſquets, cent livres de balles de Mouſquet, vingt & quatre Sabres, vingt-quatre Haches d'abordage, aouze douzaines de Picques d'un tiers de long, deux douzaines de demi Picques, huit bottes de Mêches, & en outre autres beſoins de Munitions de Guerre à ce requis; & de plus tous bien calfeutrez & bien pourvûs de quatre Ancres, deux Ancres à mouiller, cinq gros Cables, une Corde pour le devant, trois Cables peſans & un leger, trois trouſſes de fer avec cinq trouſſes à roue̎, voiles doubles, outre les autres voiles, comme auſſi les ceps & toutes les choſes neceſſaires, enſemble tous les Cuiſiniers, les Sommeliers, utenciles du Capitaine, & les outils de Chirurgien, avec les medicamens utils. En outre il eſt ſtipulé que leurs Hautes Puiſſances ſeront obligez, comme ils promettent par ces preſentes, de fournir leſdits huit Vaiſſeaux en la maniere que deſſus pour le premier d'Avril prochain, & de les équiper de cent & dix Matelots, y compris cinq ou ſix Garçons, compris auſſi les Batteliers, deux Pilottes, dont l'un au moins ſera experimenté ſur le Belt, un Canonier, deux compagnons du Canonier, trois Quartiermaîtres & en outre les Officiers ordinaires, & ce outre les Capitaines & Lieutenants qui par les Amiraux de part & d'autre ſeront reçus à la charge de ſa Majeſté, & ſeront leſdites cent dix bouches, comme deſſus louées & payées par leurs Hautes Puiſſances, & chaque Capitaine & Lieutenant par ſadite Majeſté Royale, & pourront leurs Hautes Puiſſances pour chacun des huit Vaiſſeaux, montez, équipez, & pourvûs comme deſſus & par deſſus cela avittaillez convenablement, rabattre ſur leſdits Subſides & retenir tous les mois trois mil Riſdales, ou ſept mil cinq cens livres Monoye do Hollande, c'eſt pourquoy, ſi ſa Majeſté Royale le deſire ſeront ſeulement de la part de leurs Hautes Puiſſances fournis ſur chaques Vaiſſeaux quarante à cinquante têtes, hommes forts, & point de Garçons, & que Sa Majeſté fera lui-même lever les autres, & pour chacun d'iceux pourra rabattre par mois ſur les ſuſdits trois mil riſdales treize livres de Solde & ſept ſous depence de bouche, par jour, bien entendu, que leſdits trois mil riſdales, ou autant moins qu'il reſtera de la ſuſdite Solde & depence de bouche des ſuſdits Matelots que ſadite Majeſté fera lever ſeront premierement rabattus, à ſçavoir quatre mois ſur le deuxiéme terme & quatre autres ſur le troiſiéme terme du ſuſdit Subſide, & s'il arrive que leſdits huit Vaiſſeaux de Guerre, demeurent plus long-tems en ſervice que huit mois, que ce qui pourroit concerner leurs Hautes Puiſſances, ſera rabattu ſur le premier terme de l'année ſuivante, & ſi cependant la Paix ſe fait, qu'il ne ſera plus fourni de monde de la part de leurs Hautes Puiſſances à la charge de Sa Majeſté. A été auſſi ſtipulé que par deſſus les Deniers par mois du ſuſdit Equipage, les vivres & boiſſons des Capitaines & Lieutenants, enſemble ce qui s'uſera des ſuſdits Vaiſſeaux & apareils d'iceux ſont & ſeront tous enſemble à la char-

ANNO 1666. ſijn, ende ſtaen ſullen tot laſte van haer Ho. M, doch de conſumtie van *Cruyt*, *Loot*, ende andere *Amunitie* van Oorloch ſal komen tot laſte van ſijne Koninckliijcke Majeſteyt ende mitsdien aen haer Ho. Mog. vergoet worden ten wederkomſte vande gemelte Schepen in deſe Landen, voor ſoo veel by uytleveringhe bevonden ſal worden geconſumeert te ſijn. Ende om 't ſelve wel te konnen weten, ſullen haer Ho. Mog. voor het vertreck ende uytvaeren vande voorſchreve Schepen ten genoegen van ſijne Koninckliijcke Majeſteyt aenvyſinge ende openinge doen, wat *Cruyt*, *Loot*, *Kogels*, ende andere Amunitie van Oorlogh inde gemelde *acht* Schepen dienen ſoo offenſijf als defenſijf, tegens alle Vyanden van ſijne Koninckliijcke Majeſteyt daervan in ſulcker voegen als deſelve ordonneren ſal alle ongelucken van inde gront ſchieten, offenſijf ende defenſijf geſchiedende, oock verzeylen van *Sant*, *Strant*, en van *Brant*, ofte eenige andere hoedanigh die ſoude mogen weſen ofte voorvallen, bedacht ende onbedacht, geene uytgeſondert, ſullen alle komen tot laſte van haer Ho. Mog. ſonder daer voor yets te mogen pretenderen, ofte vergoedinge van ſijne Koninckliijcke Majeſteyt te mogen eyſſchen, veel min aende voorſchreve Subſidie te korten, dan alle koſten van queſuyren aen 't voorſchreve Bootsvolck in militaire actie, uytkopinge of voldoeninge van vermincktheden door actie als vooren veroorſaeckt, ſullen by ſijne Koninckliijcke Majeſteyt gedragen werden in voegen, als by de ordre hier te Lande in 't reguard vande queſuren ende andere vermincktheden van Oorloghs-volck te water is geſtatueert; Ende daer toe deſen aengaende wert gerefereert; Wyders is noch geaccordeert dat de Schippers, ende 't Bootsvolck mede ſtaen ſullen onder de Capiteyns die als vooren op de voorſchreve Schepen geſtelt ſullen werden, voor ſoo veel dienſten ende employen van militaire actien, ſeylingen, ende verſeylingen ſal aengaen; Dan de verſorginge ende achtneminge vande Schepen, ſcheeps gereetſchappen, ende vivres ſal ſtaen ende dependeren aende Schippers. Wyders is oock bedongen dat de voorſchreve Schepen in dienſt ſullen blyven *acht* maenden, ofte langer: ingevalle ſijne Koninckliijcke Majeſteyt ſulx voor ſynen dienſt geraeden vint, ende dat de voorſchreve *drie duyſent* Rijcxdaelders voor yder Schip als vooren te korten ſullen ingaen metten dach vande eerſte monſteringe inde Zeegaten deſer Landen, ende ſolange lopen tot dat ſijne Koninckliijcke Majeſteyt deſelve ſal hebben afgedanckt, ende dat die hier te Lande ſullen weſen gearriveert, gelijk mede ſoo de voorſchreve Schepen of eenige van dien quamen te blyven, verongelucken, ofte door andere occaſien (dat Godt verhoede) wech te geraecken, ſulcx die ſijne Majeſteyt geen dienſten deden ſullen de voorſchreve bedongen maent-gelden, tot den dagh toe de verongeluckte ofte gebleven Schip of Schepen dienſt aen ſijne Majeſteyt ſal of ſullen hebben gedaen, gekort mogen worden na verloop des tijts, ende ſullen haer Ho. Mog. gehouden ſijn deſelve ſoo haeſt doenlijck met andere bequame Schepen te remplaceren, op de conditien in deſen Tractaet begrepen. De voorſchreve Schippers, Officieren, ende Matrooſen ſullen daer op aengenomen worden omme gemonſtert, 't ſeyl gegaen, ende inde Zont gearriveert ſijnde Eed te doen ter begeerte van ſijne Koninckliijcke Majeſteyt op den Articul-brief, die haer by den ſelven ſijnen 't wegen ſal worden voorgehouden; Ende ſal ſijne Koninckliijcke Majeſteyt vermogen 't zijnen koſte, ende laſte ſoo veel meer Soldaten ofte Matrooſen op de voorſchreve Schepen te ſtellen, ende te gebruycken, geduyrende den tijdt dat die als vooren in ſijnen dienſt ſullen weſen, als deſelve goetvinden ſal; op alle welcke Conditien haer Ho. Mog. de voorſchreve *acht* Schepen van Oorloge ſijne Koninckliijcke Majeſteyt ſullen leveren, blyvende de aviare, Pilotagie, na couſtume vande Zee. Aldus gedaen, geſloten, ende geteeckent, oock met onſe reſpective Cachetten beveſticht in den Hage den *elfden* Februarii *ſeſthien hondert ſes-en-ſeſtigh*.

geteeckent:

(L.S.) Paul Klingenbergh.
(L. S.) P. Charisius.
(L.S.) R. van Ommeren.
(L.S.) Johan de Wit.

(L.S.)

charge de leurs Hautes Puiſſances; mais la conſomption de la Poudre, Plomb, & autres Munitions de Guerre, ſeront à la charge de Sa Majeſté, & moyennant ce ſeront leurs Hautes Puiſſances indemnizez, au retour des ſuſdits Vaiſſeaux en ces Païs autant qu'il s'en trouvera avoir été conſumé: & pour le bien pouvoir connoître leurs Hautes Puiſſances avant le depart des ſuſdits Vaiſſeaux, montreront à la ſatisfaction de Sa Majeſté Royale de combien de Poudre, Plomb, Boulets, & autres Munitions de Guerre, on s'eſt ſervi dans les ſuſdits huit Vaiſſeaux tant offenſivement que deffenſivement, contre tous Ennemis de ſadite Majeſté; mais tous les malheurs, qui arriveront, comme d'être coulez à fond, agiſſant ſoit offenſivement ou deffenſivement, ou de naufrage, embraſement, ou autre quel qu'il puiſſe être imaginé ou non imaginé, ſeront à la charge de leurs Hautes Puiſſances ſans qu'ils en puiſſent rien prétendre, ou en demander indemnité à ſa Majeſté Royale, & encore moins ſans pouvoir rien rabattre ſur leſdits Subſides, mais toutes les depences des bleſſures que recevront les Matelots, dans l'action, & la ſatisfaction, qui devra être faite à ceux qui auront été eſtropiez dans l'action ſeront portez par ſa Royale Majeſté ſuivant ce qui a été inſtitué en ce Païs à l'égard des bleſſures & autres playes reçeuës par les Troupes maritimes, à quoy on ſe raporte à cet égard: En outre eſt auſſi convenu que les Batteliers & les Matelots dependront des Capitaines qui ſeront mis ſur leſdits Vaiſſeaux comme dit eſt, quant au ſervice & employés dans les actions militaires, & voguement, mais la manœuvre deſdits Vaiſſeaux, & pour ce qui eſt de les pourvoir d'agreils & vivres, cela dependra deſdits Batteliers. Outre plus il eſt auſſi ſtipulé que leſdits Vaiſſeaux demeureront au ſervice pendant huit mois ou plus ſi Sa Majeſté le trouve à propos pour ſon ſervice, & que leſdits trois mil riſdales à rabattre comme deſſus pour chaque Vaiſſeau commenceront au jour que la montre en ſera faite dans les Ports de ce Païs, & que cela ſera continué juſques à ce que ſa Majeſté ait remercié, ou congedié leſdits Vaiſſeaux, & qu'ils ſeront icy arrivez en ce Païs; Comme auſſi ſi leſdits Vaiſſeaux ou quelqu'un d'iceux venoient à faire naufrage, à perir ou à ſe perdre par quelque autre occaſion, ce que Dieu veuille engarder, en ſorte qu'ils ne rendiſſent aucun ſervice à Sa Majeſté, les ſuſdits Deniers de mois ſtipulez ſeront rabattus juſques au jour que ledit Vaiſſeau ou leſdits Vaiſſeaux peris auront rendu ſervice à Sa Majeſté à proportion du laps de tems, & leurs Hautes Puiſſances ſeront tenus d'en mettre d'autres propres en leur place auſſi-tôt que faire ſe pourra, aux conditions contenuës dans le ſuſdit Traitté. Les ſuſdits Batteliers, Officiers, & Matelots ſeront acceptez pour être paſſez en reveuë, mis en mer, & étant arrivez au Sond prêteront le Serment au deſir de Sa Majeſté, ſur les Articles qui leur ſeront propoſez de ſa part, & il ſera libre à ſadite Majeſté de mettre à ſes dépens & charge ſur leſdits Vaiſſeaux, autant de Soldats & Matelots davantage que bon lui ſemblera pendant tout le tems que leſdits Vaiſſeaux ſeront à ſon ſervice, auxquelles conditions leurs Hautes Puiſſances fourniront leſdits huit Vaiſſeaux de Guerre à ladite Majeſté, demeurant les avaries & droits de Pilote ſelon la coutume de la Mer. Ainſi fait, paſſé & ſigné, & confirmé de nos Cachets reſpectifs à la Haye le onziéme Fevrier mil ſix cens ſoixante & ſix.

Signé.

(L.S.) Paul Klingenbergh.
(L.S.) P. Charisius.
(L.S.) R. van Ommeren.
(L.S.) Jean de Wit.

(L.S.)

ANNO 1666.

(L.S.) Johan de Wit.

(L.S.) B. v. Vrybergen.

(L.S.) G. van Reede tot Amerongen.

(L.S.) Adolph van Unckel.

(L.S.) Jan van Yſſelmuyden.

(L.S.) G. Drews.

Pretenſien van Schippers en Koopluyden.

ALſoo eenigen tijdt herwaerts verſcheyde ongelegentheden, differenten ende diſputen zyn voorghevallen, tuſſchen den Doorluchtighſten, Grootmachtigſten Vorſt ende Heere, Heer *Frederic* de *Derde* tot *Denemarcken*, Noorwegen, der Wenden ende Gotten Koningh, Hertogh tot Sleeſwijck, Holſteyn, Stormarn, ende der Ditmarſen, Grave tot Oldenburgh, Delmenhorſt, &c. ende de Hoogh Moogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden, onder anderen raeckende de pretenſien van de Koopluyden ende Schippers, welcker Goederen uyt hare Schepen tot Coppenhagen, door ordre van ſijne Koninglijcke Majeſteyt, in den Jare *ſeſtien hondert acht-en-vijftigh* ende *ſeſtien hondert negen-en-vijftigh* uytgelicht ſijn, ſoo is naer diverſche gehoudene Conferentien ende onderlinge rijpe deliberatie over 't gunt dies-aengaende, eenichſints in conſideratie heeft konnen komen, over verwyderinge te gemoedt te treden, ende de oude vertroude Vriendſchap, naeuwe Alliantie, ende alle goede Nabuyrlijcke, Correſpondentie tuſſchen d'hoogſtgemelde zijne Koninglijcke Majeſteyt, ende de Ho. Mog. Heren Staten Generael, mitſgaders wederzijds reſpective Onderdanen, ende Ingeſetenen, hoe langer hoe meer te cultiveren, t'onderhouden, ende te beveſtighen, tuſſchen meer-hooghſt-ghedachte zijne Koninghlijcke Majeſteyts Plenipotentiariſen, ende Gevolmachtighde Miniſters, de wel-geboorne, en hoogh Edele Heeren *Paul Clinghenbergh*, ſijne Koninghlijcke Majeſteyts Admiraliteyts Raedt, ende Poſt-meeſter Generael, Erf-geſeten op Buſtrup, Haenrou, ende Toſtrup, ende *Petrus Chariſius*, Raedt ende Reſident van zijne Koninglijcke Majeſteyt alhier in den Hage, volgens hun daer toe verleende Pouvoir ende volmacht, ter eenre, ende Commiſſariſſen van haer Ho. Mog., namentlijck de wel-geboorne, hoogh-Edele, geſtrenge, wyſe, voorſichtige Heeren, *Rudolph van Ommeren*, *Johan de With*, uyt den Oudt-Raedt der Stadt Dordrecht, *Johan de With*, Raedt Penſionaris van Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Penſionaris der Stadt Tholen, *Godart Adrian. Baron van Reede*, Heer van Amerongen, Ginckel, Elſt, &c. *Adolph van Unckel*, *Johan van Yſſelmuyden* tho Rollecate, Droſſart van Vollenhoven, ende de Heerlijckheit Cundert, ende *Johan Drews*, Raetsheer in Groningen, reſpective Gedeputeerden in haer Ho. Mog. Vergaderingh, van weghen de Provincien van Gelderlandt, ende 't Graefſchap Zurphen, Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieſland, Over-Yſſel, Stadt Groeningen ende Ommelanden ter andere zijde, inſgelijcks volgens hare Procuratie ende authoriſatie, in 't minnelijck ſoodanigh geconvenieert, ende verdragen als volght.

I. Dat alle de geene welckers Goederen uyt hare Schepen tot *Coppenhagen*, door ordre van zijne Koninghlijcke Majeſteyt, in den Jare *ſeſthien hondert achten-vijftigh* ende *ſeſthien hondert negen-en vijftigh* zijn uyt ghelicht, ende die het ſelve met handt ende Zegel van hooghſt-gedachte zijne Koninghlijcke Majeſteyt konnen bewijſen, daer onder begrepen *twee Vrieſche* Koopluyden van gelijcke natuyre, in contante Penningen ſullen werden voldaen, van de gerechte helft van hare pretenſien, ſoo uyt de Goederen die albereyts tot dien eynde, in de jaren *ſeſtien hondert drie-en-ſeſtigh* ende *ſeſthien hondert vier-en-ſeſtigh*, uyt de Orizontſche ende Noorweeghſche Tollen in gehouden, ende onder de reſpective Ontfangers van de Collegien ter Admiraliteyt tot *Amſterdam*, ende in den Noorder-quartiere reſiderende, beruſtende ſijn, alvooren daer afghetrocken de Renten, in de voorſz jaren *ſeſthien hondert drie-en-ſeſtigh* ende *ſeſthien hondert vier-en-*

ANNO 1666.

(L.S.) Jean de Wit.

(L.S.) B. v. Vrybergen.

(L.S.) G. van Reede tot Amerongen.

(L.S.) Adolph van Unckel.

(L.S.) Jean van Yſſelmuyden.

(L.S.) G. Drews.

Pretenſions des Batteliers & Marchands.

COmme depuis quelque tems en deça il eſt ſurvenu quelques difficultez, differens & diſputes entre le Sereniſſime & Puiſſant Prince & Seigneur Frederic troiſiéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots; Duc de Sleſwick, Holſtein, Stormarn, & de Ditmarche, Comte d'Oldenbourg, Delmenhorſt &c. & leurs Hautes Puiſſances, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, touchant, entre autres choſes, les pretenſions des Marchands & des Batteliers dont les Marchandiſes ont été dechargées à Copenhague par ordre de Sa Majeſté Royale, en l'année mil ſix cens cinquante-huit & mil ſix cens cinquante-neuf, aprés avoir tenu pluſieurs Conferences, & deliberé murement, ſur ce qui à ce ſujet pouvoit entrer en quelque conſideration, pour prevenir une plus grande meſintelligence, & pour de plus en plus cultiver, entretenir, confirmer l'ancienne fidele Amitié, les Alliances étroites, & la bonne voiſinance & correſpondence qui a été entre ſadite Majeſté Royale & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & Habitans reſpectifs, a été entre les Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de ſadite Royale Majeſté, ſçavoir le noble Seigneur Paul Clingenberg Conſeiller de ſadite Royale Majeſté & Directeur Général des Poſtes, Seigneur de Buſtrup, Haenrow & Toſtrup, & Pierre Chariſius Conſeiller & Reſident de ſadite Royale Majeſté, ici à la Haye, en vertu de leur Plein-Pouvoir, d'une part; Et les Deputez de leurs Hautes Puiſſances, ſçavoir, les Nobles, ſages, diſcrets & prudens Seigneurs Rodolphe d'Ommeren, & Jean de Wit, ancien Conſeiller de la Ville de Dorth, Jean de Wit Conſeiller Penſionaire de Hollande & de Weſt Friſe, Boniface de Vrybergue Seigneur de Vrybergue, Penſionaire de la Ville de Tholen, Godart Adrian, Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elſt &c; Adolph d'Unckel, Jean d'Iſſelmuyde, de Rollecate, Droſſart de Vollenhove & de la Seigneurie de Cundert, & Jean Drews Conſeiller de Groningue, tous Deputez en l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances de la part des Provinces de Gueldres, des Comtez de Zutphen, Hollande & Weſt-Friſe, de Zeelande, Utrecht, Friſe, Overiſſel, de la Ville de Groningue, & Ommelandes, d'autre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs ont convenu & traité comme s'enſuit.

I. Que tous ceux dont les Marchandiſes ont été dechargées à Copenhague de leurs Vaiſſeaux en l'an mil ſix cens cinquante-huit & cinquante-neuf par ordre de ſa Majeſté Royale, & qui le peuvent prouver par la ſignature & le Sceau de ſadite Majeſté, compris entre iceux deux Marchands Friſons de même nature, ſeront ſatisfaits en argent comptant, de la juſte moitié de leurs pretenſions, tant des Marchandiſes qui ont été retenuës à cette fin és années mil ſix cens ſoixante-trois & mil ſix cens ſoixante-quatre des Peages de l'Oriſont & Norwegue, &. qui ſont entre les mains des Receveurs reſpectifs des Colleges de l'Amirauté reſidens à Amſterdam & dans le quartier du Nord, deduction, preallablement faite des rentes écheuës és ſuſdites années mil ſix cens ſoixante-trois & ſoixante-quatre; que

ANNO 1666. *en-ſeſtigh* verſcheenen, als uyt de *Subſidie penningen*, die hooghſt-gedachte zijne Koninghlijcke Majeſteyt van haer Ho. Mog, noch t'ontfangen heeft.

II. Ende dat voor de weder-helft den Ontfanger *Spiegel* tot *Amſterdam*, de vergoedinge ſal doen uyt den vorderen ontfangh der *Tollen*, in *Noorwegen* binnen den tijdt van *drie* jaren, die haren aenvangh ſullen nemen met den jare *ſeſthien hondert ſeven-en-ſeſtigh*, ende eyndigen met den jare *ſeſtien hondert negen-en-ſeſtigh* in dien verſtande nochtans, dat in de *eerſte twee* jaren niet meer als *twaelf duyſent* Rijcksdaelders, ende ſoo veel meer als de bewuſte *twee Vrieſche* Coopluyden, naer advenant van hare pretenſie mede ſullen moeten ontfangen, ende in het leſte de reſte van de pretenſien ſal mogen ontfangen, ofte in gehouden worden, op de ſelve wijſe als de boven-verhaelde Penninghen, in de jaren *ſeſthien hondert drie-en-ſeſtigh* ende *ſeſthien hondert vier-en-ſeſtigh* ontfangen, ofte in gehouden zijn geweeſt, mits dat de Aſſignatien ten opſichte van de voornoemde Geintereſſeerden, door den Ontfanger voornoemt te geven, uyt ghedruckt ſal worden, dat het is tot voldoeninge van de ſelve Geintereſſeerden.

III. Ende dat den gemelden Ontfanger *Spiegel*, ten eynde van yder jaer aen zijne Koninghlijcke Majeſteyts Reſident alhier in den Hage, ghehouden ſal zijn over te leveren eene *Lijſte*, waer in de namen van de Schippers ende Schepen ſullen werden geſpecificeert, met expreſſie van het geene dat door hem ontfangen, ende in gehouden ſal zijn geweeſt.

IV. Gelijck mede de uytdeelinge, van de voorſchreve ingehoudene Penningen ſal moeten geſchieden, in 't by weſen van hoogh-gedachte zijne Koninglijcke Majeſteyts *Reſident*, ten eynde door de ſelve op des Konings *Obligatie* ofte af-reeckeninge geſtelt moge werden, wat aen een yder van de Pretendenten betaelt ſal zijn, ende dat naer de volle voldoeningen de Obligatien ende af-reeckeningen, by de ſelve weder in getrocken moge worden.

V. Ende ſal deſe Conventie ende Verdragh, ten weder-zijden ter goeder trouwe onverbreeckelijck onderhouden worden, tot meerder vaſtigheyt van dien ſijn hier van gemaeckt, *vier* gelijckluydende Inſtrumenten voor yder van de hooge Partyen *twee*, by de welghemelde Heeren Plenipotentiariſen, ende daer toe Gevolmachtighde Miniſters van ſijne Koninghlijcke Majeſteyt ter eenre, ende by de Heeren van haer Ho. Mog. Commiſſariſen ter andere zijde, met handt ende Zegel beveſtight, ende ſullen de wederzijdts Ratificatien, daer op binnen den tijdt van een Maendt, tegens den anderen werden ge-extradeert ende uytgewiſſelt. Gedaen in den Hage den *elfden* Februarii *ſeſtien hondert ſes-en-ſeſtigh*.

Was geteeckent.

(L.S.) PAUL KLINGENBERGH.
(L.S.) P. CHARISIUS.
(L.S.) R. VAN OMMEREN.
(L.S.) JOHAN DE WIT.
(L.S.) JOHAN DE WIT.
(L.S.) B. VAN VRYBERGEN.
(L.S.) G. VAN REEDE TOT AMERONGEN.
(L.S.) ADOLPH UNCKEL.
(L.S.) JOHAN YSSELMUNDE.
(L.S.) G. DREWS.

Secreete ende ſeparate Articulen, ſpecterende tot het Tractaet van Alliantie, tuſſchen den Doorluchtighſten Grootmachtigſten Vorſt ende Heere, Heer Frederick *de* Derde, *tot Denemarcken ende* Norwegen, *der Wenden ende Gotthen Koningh, Hertogh tot Sleeſwijck, Holſteyn, Stormarn, ende der Ditmarſen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorſt, &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter andere zijde. veraccordeert ende geſlooten.*

I. Al-

que des Deniers du Subſide que ſadite Majeſté a encore à recevoir de leurs Hautes Puiſſances. ANNO 1666.

II. Et que pour l'autre moitié le Receveur Spiegel d'Amſterdam en recevra l'indemnité ſur la recepte des Peages, en Norwegue, dans le tems de trois ans, qui commenceront avec l'année mil ſix cens ſoixante & ſept & finiront avec l'an mil ſix cens ſoixante-neuf, bien entendu cependant que dans les deux premieres années il ne ſera point reçu ou retenu plus de douze mil Riſdales, & autant plus que leſdits deux Marchands Friſons devront recevoir à l'avenant de leurs pretentions, & dans la derniere année ſera retenu ou reçu le reſte des pretenſions de la même maniere que les ſuſdits Deniers ont été reçus ou retenus és années mil ſix cens ſoixante-trois & ſoixante-quatre, à condition que par l'Aſſignation concernant les ſuſdits Intereſſez & que donnera le ſuſdit Receveur, il ſera exprimé que c'eſt pour ſatisfaire les ſuſdits Intereſſez.

III. Et que le ſuſdit Receveur Spiegel ſera obligé à la fin de chaque année de fournir au Reſident de ſadite Majeſté Royale à la Haye une Liſte où le nom des Batteliers & des Vaiſſeaux ſera ſpecifié, avec expreſſion de ce qui par ledit Receveur aura été reçu & retenu.

IV. Comme auſſi le partage deſdits Deniers retenus ſe devra faire en preſence du Reſident de Sa Majeſté, afin qu'il puiſſe mettre ſur l'Obligation ou Compte de ſadite Majeſté ce qui aura été payé à chacun des Pretendants, & qu'aprés l'entier acquit de ladite Obligation elle puiſſe être par lui retirée.

V. Et ſera la preſente Convention & Accord obſervé inviolablement de part & d'autre, pour plus grande fermeté de quoi a été fait des preſentes quatre Inſtrumens uniformes, deux pour chacune deſdites Parties, & ont ces preſentes été ſignées & ſcellées par les Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de ſadite Majeſté Royale d'une part, & par les Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances d'autre; Et, en ſeront les Ratifications produites & échangées dans le tems d'un mois. Fait à la Haye le onziéme Fevrier mil ſix cens ſoixante-ſix.

Signé,

(L.S.) PAUL KLINGENBERGH.
(L.S.) P. CHARISIUS.
(L.S.) R. VAN OMMEREN.
(L.S.) JEAN DE WIT.
(L.S.) JEAN DE WIT.
(L.S.) B. VAN VRYBERGEN.
(L.S.) G. VAN REEDE TOT AMERONGEN.
(L.S.) ADOLPH UNCKEL.
(L.S.) JEAN VAN YSSELMUNDE.
(L.S.) G. DREWS.

Articles ſecrets & ſeparés concernant le Traité d'Alliance fait entre leſdites Parties.

I. Quoi

ANNO 1666.

I. AL-hoewel op 't eynde van 't *eerſte* Articul van 't Tractaet van Alliantie, huyden gemaeckt ende geſlooten, tuſſchen den hooghſt gemelden Koningh ter eenre, ende haer Ho. Mog. ter andere zijde inſlueert de naervolgende periode, te weten; *Ende dewijle men met reden beducht is, dat onangeſien dit verbodt de Engelſche Oorlogh Schepen, by continuatie ſullen trachten de Commercie in de vorſchreve quartieren te troubleren, ſoo is van ghelijcken gheconvenieert, dat de Oorlogh Schepen van zijn Koninghlijcke Majeſteyt aldaer, ſulcks ſoo veel mogelijck is, ſullen afweeren, ende de ſelve Engelſche Oorlogh Schepen aentaſten, bevechten, ende ſoecken te veroveren, wel verſtaende dat hier door de Commercie op de voornoemde plaetſen voor d'Engelſche Coopvaerdy Schepen, niet en werdt gheinterdiceert of belet, in cas de ſelve ſich vredelijck ende behoorlijck comporteren.*

Soo hebben wy ondergeſchreve Plenipotentiariſen, ende Gevolmachtighde Miniſters van ſijne Koninghlijcke Majeſteyt, ende Gedeputeerden van haer Ho. Mog. nochtans goed gevonden, mits deſen wederzijds te verklaren; dat de intrinſique meeninge ende intentie, van beyde onſe reſpective allergenadighſte, ende hooge Heeren Principalen is, ghelijck wy dienvolgende onderlinge ſijn gheconvenieert ende verdragen, dat ſijne hooghſt-gedachte Koninghlijcke Majeſteyt, *aenſtonds* naer de extraditie van de reſpective Ratificatien, op het voorſchreve Tractaet te volgen teghens den Koningh van Groot *Britannien*, nevens haer Hoogh Mog. *in openbaren Oorlogh treden* ſal ende daerinne in conformité van de Text 't ſelve Tractaet, ſoo lange *continueren* als haer Ho. Mog. ſelfs, ende dienvolgende oock onder andere hoſtiliteyten, alle Engelſche ſoo Oorlogh als Coopvaerdy Schepen aentaſten, veroveren, ende op brenghen, of wel ruineren, ende vernielen naer ghelegentheyd van ſaecken, ende dat ſoo in de openbare Zee, als op zijn Majeſteyts *Stroomen, Reeden, ende Havenen*, alomme waer ſich d'occaſie daer toe preſenteren ſal, ende daer ſich ſijne Majeſteyts Vlooten ofte Oorlogh Schepen, tot afbreuck van den gemeenen Vyandt, op zijn Majeſteyts ordre ſouden mogen begeven ofte bevinden; Ende voornamentlijck mede haer het paſſeren, ende repaſſeren, door den *Orizont*, ende de *Beldt* naer uytterſte vermogen beletten.

II. In gevalle de Vlooten van zijne Koninghlijcke Majeſteyt ende haer Hoogh Mog. of eenigh ghedeelte van de ſelve haer t'eenigen tijde in een ende 't ſelve diſtrict, of omtrent den anderen mochten komen te bevinden of t'onthouden, ſoo ſullen naer voorgaende overlegh ende by onderlingh goetvinden van beyde d'Admiralen, ofte Opper-hoofden, de ſelve Vlooten ofte Oorlogh Schepen met den anderen werden geconjungeert, ende oock gheconjungeert blijven, ſoo lange als beyde de voorſchreeve Admiralen ende Opperhoofden, ſulcks dienſtigh ende noodigh achten, ende verder ofte langer niet.

III. Ende ſoo wanneer de voorſchreve Vlooten ofte Schepen van Oorlogh, in dier voegen ſullen geconjungeert weſen, ſullen alle actien van de ſelve werden gedirigeert ende uyt gevoert, volghens ende in conformité van 't beſluyt van de Krijghs-raed, uyt wederzijdts Admiralen ende andere Hooft-Officieren te formeren.

IV. Des ſal deſelve Krijghs-raedt werden gehouden, op 't Schip van den Admirael van zijne Koninghlijcke Majeſteyt, ende ſal den ſelven Admirael oock daerinne hebben d'eerſte ſtemme, ende naer hem den Admirael van haer Ho. Mog. ende ſoo voorts *alternative*, eerſt een van de Hooft-Officieren van zijne Koninghlijcke Majeſteyt, en naer hem een van de Hooft-Officieren van haer Ho. Mog. in ghelijcken getalle, ende ſullen alle reſolutien by de voorſchreve Krijgs-raedt te nemen, ſoo wel in de Hooghduytſche, als in de Nederduytſche Tale vervat, ende daer van yder van de voorſchreve Admiralen een Authentijcque Copye over gelevert werden.

V. In cas de voorſchreve ghecombineerde Vlooten ofte Schepen eenige *Prinſen* komen te veroveren, 't zy Schepen, Waren, Koopmanſchappen, of andere Goederen ende Meublen, ſoo ſullen de ſelve in preſentie van de Officieren van beyde de Natien worden geinventariſeert, ende aen de Admiraliteyt tot *Coppenhagen* op geſonden, om by de ſelve behoorlijcke ken-

I. QUoi que ſur la fin du premier Article du Traité d'Alliance fait & conclu cejourdhui entre le ſuſdit Roi d'une part, & leurs Hautes Puiſſances d'autre, ſoit inſerée la periode ſuivante, ſçavoir Et comme on a raiſon d'aprehender que nonobſtant cette Alliance les Vaiſſeaux de Guerre Anglois continueront à tâcher de troubler le Commerce dans les ſuſdits quartiers, il eſt pareillement convenu que les Vaiſſeaux de Sa Majeſté Royale qui y ſeront l'empêcheront autant qu'il ſera poſſible, & tâcheront d'attaquer, combattre & conqueſter leſdits Vaiſſeaux de Guerre Anglois; bien entendu que par là le Commerce n'eſt point interdit ou empêché aux Vaiſſeaux Marchands Anglois, au cas qu'ils ſe comportent paiſiblement & convenablement.

Nous Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de ſadite Majeſté Royale & Deputez de leurs Hautes Puiſſances avons neanmoins trouvé à propos de declarer par ces preſentes de part & d'autre que la penſée & l'intention de nos Seigneurs Principaux, eſt, comme nous en ſommes particulierement convenu, & tombé d'accord, que Sadite Majeſté Royale, auſſitôt aprés l'extradition des Ratifications reſpectives du ſuſdit Traité, entrera avec leurs Hautes Puiſſances en Guerre ouverte contre le Roi de la Grand' Bretagne, & d'y continuer en conformité du Texte du ſuſdit Traité, auſſi long tems que leurs Hautes Puiſſances; & en conſequence, entre autres hoſtilitez, d'attaquer, conquêter, en amener, ou ruiner & detruire ſelon l'occurrence des cas, tous les Vaiſſeaux Anglois, tant de Guerre que Marchands, & ce tant en pleine Mer, que dans les Fleuves, Rades & Havres de Sa Majeſté, & par tout où l'occaſion ſe preſentera, & où les Flottes & Vaiſſeaux de Guerre de Sa Majeſté iront & ſe trouveront par ſon ordre, pour inſulter l'Ennemi commun; Et principalement les empêchera de tout ſon poſſible de paſſer & repaſſer par le Sond & le Belt.

II. En cas que les Flottes de Sa Majeſté & de leurs Hautes Puiſſances ou une partie d'icelles ſe trouvaſſent quelques fois ſous une même Juriſdiction, ou l'une parmi l'autre, & y demeuraſſent aprés que les Amiraux ou Capitaines Généraux de part & d'autre en auront deliberé & l'auront jugé à propos, elles ſe joindront & demeureront combinées, pendant tout le tems que les deux Amiraux & Commandans en Chef le trouveront utile, & non plus long tems.

III. Et quand les ſuſdites Flottes ou Vaiſſeaux de Guerre ſe trouveront ainſi jointes, les actions de Guerre ſeront conduites & dirigées, ſuivant & en conformité de la reſolution du Conſeil de Guerre, qui ſera formé, par les Amiraux & Officiers en Chef de part & d'autre.

IV. Mais le Conſeil de Guerre ſe tiendra ſur le Vaiſſeau dudit Amiral de Sa Majeſté, qui y aura la premiére voix, & aprés lui l'Amiral de leurs Hautes Puiſſances, & ainſi alternativement premiérement un des Officiers en Chef de Sa Majeſté, & aprés lui un des Officiers en Chef de leurs Hautes Puiſſances en pareil nombre, & ſeront toutes les Reſolutions qui ſeront priſes, par ledit Conſeil de Guerre, conçuës tant en haut Allemand qu'en bas Allemand, dont ſera donnée une Copie authentique à chacun des Amiraux.

V. En cas que leſdites Flottes combinées ou Vaiſſeaux viennent à faire quelques priſes, ſoit Vaiſſeaux, Marchandiſes, Denrées & autres Biens & Meubles, ils ſeront en preſence des Officiers des deux Nations inventoriez & envoyez à l'Amirauté de Copenhague, pour prendre convenablement connoiſſance de la valeur ou

ANNO 1666.

ANNO 1666.

kennis ghenomen te worden, van de deughdelijckheydt ofte ondeughdelijckheyt van de ſelve, ende voorts ten overſtaen, ende tot billick contentement van de Miniſters van haer Hoogh Mogende in Denemarcken reſiderende, ofte deſſelfs authoriſeerde, gebeneficieert, ende verdeelt worden naer proportie van de Koppen of manſchap, daer mede bemant ſijn d'Oorlogh Schepen van d'eene ende d'andere Natie, die in deſelve Vloote, ten tijde van 't nemen van de *Prinſen* preſent zijn gheweeſt, ten ware de bemaninge ofte 't getal van de Koppen ofte manſchap, op de Nederlandtſche Scheepen grooter als op de Deenſche Schepen mochten bevonden worden, in welcken gevalle de veroverde *Prinſen* aen de Collegien ter Admiraliteyt, in de Vereenighde Nederlanden reſiderende, op geſonden, aldaer gheoordeelt, ende voorts ten overſtaen ende tot billick contentement van de Miniſters van d'hooghſtgemelde zijne Koninghlijcke Majeſteyt, ofte deſſelfs geauthoriſeerde gebeneficieert ende verdeelt ſullen worden, even ende in voegen als vooren uyt gedruckt ſtaet.

VI. Oock is geconvenieert ende verdragen, dat wederzijdts Oorlogh Schepen ende Commiſſie-vaerders ſullen mogen vervolgen, bevechten, ende veroveren, niet alleen in de openbare Zee, nemaer oock in de Gaten, Enghten, Rivieren, Havenen, ofte Reden van d'een en d'ander der Geallieerden, d'Engelſche Oorlogh ende Coopvaerdye Schepen, ſonder dat ſulcks voor offenſie ſal mogen werden aen ghenomen, noch oock de voorſchreve Oorlogh Schepen ende Commiſſie-vaerders daerinne in 't alderminſte verhindert ofte belet, maer ſal hun ter contrarie alle behulp ende bevorderinge wedervaren, oock vry ſtaen ende toe gelaten worden; ſoo als hun gepermitteert wordt mits deſen, alle hare ghenomene Prinſen in de Landen ofte het Territoir, d'een van d'ander te mogen beneficieren ende verkoopen.

VII. Van gelijcken, dat ſoo wel d'Oorlogh Schepen van zijne Koninglijcke Majeſteyt; als die van haer Hoogh Mogende in cas van noodt, ten redelijcken Prinſe ofte op reſtitutie 't geene hun ſoude mogen manqueren, 't zy *Vivres*, *Krijgs-Ammonitien*, ofte andere Scheeps ende Oorlogs-behoeften, d'eene van den anderen, ſulcks konnende ontbeeren, ſullen mogen over nemen.

VIII. Dat mede de ſelve wederzijds Oorlogh Schepen, in d'een of d'anders Havenen, Rivieren, Reeden, ofte Stroomen, ten behoorlijcke prijſe ſullen vermogen in te koopen, 't gunt vooren is vermelt, oock aldaer ſchoon maecken, kalfaten, repareren, ende revictuailleren, ende in plaetſe van de ghebreeckige eenigh Volck aenneemen, met communicatie van de Amptlieden, Gouverneurs, ofte Magiſtraten die 't behoort.

IX. In cas den Koninch van *Sweeden* volgens het *twaelfde* Articul van 't voorſchreve Tractaet van Allantie, wederzijds geinviteert zijnde, ſich daer inne mochte komen in te laten, ofte ander ſints ſich met de Geallieerden te conjungeren, tot bevorderinge van eenen heylſamen ordre, ende de herſtellingh van den vryen Handel ende Navigatie; So is oock verdragen ende geconvenieert, dat zijne Konincklijcke Majeſteyt van *Dennemarcken*, Noorwegen, &c. aen de eene zijde naer de voorſchreve inlatinge ofte conjunctie, in plaetſe van *veertigh* Oorlogh Schepen, niet meer als *twintigh* gehouden ſal zijn te equiperen, ende in Zee te brenghen, ende dat haer Hoogh Mogende aen de andere zijde oock dien volgens maer die *helft* van de geſtipuleerde *Subſidie-penningen*, namentlijck *drie hondert duyſent* Rijcxdaelders ſullen betalen; Ten ware de reſpective hooge Heeren Principalen onderlinge mochten goed vinden, dat boven 't voorſchreve ghetal van *twintigh* noch eenige meer Scheepen van Ooorlog geequipeert, in Zee gebracht ende gehouden wierden; In welcken gevalle oock de helft van de voorſchreve Subſidien, naer proportie ſal worden geaugmenteert ende vergroot; Edoch ſullen beyde de hooge Partyen voor heenen tydelijck met den anderen delibereren ende over een komen, of in ſulcken cas oock meer als *twintigh* Oorlogh Schepen, tot bereyckingh van 't ghemeene ooghmerck ſullen dienen te wer-

ou non valeur d'iceux, & enſuite être partagez en preſence & au contentement des Miniſtres de leurs Hautes Puiſſances reſidans en Dannemarc ou Gens à ce authoriſez, & ce à proportion des têtes & de l'équipage dont les Vaiſſeaux de Guerre de l'une & l'autre Nation étoient équipez & ſe trouvoient preſens dans la Flotte au tems de la priſe, ſinon que l'Equipage ou le nombre des têtes ne fût plus grand ſur les Vaiſſeaux des Provinces-Unies que ſur ceux de Dannemarc, auquel cas leſdites priſes ſeront envoyées au Collége de l'Amirauté reſidant dans les Provinces-Unies, pour ſur leur jugement être partagez en preſence & au contentement des Miniſtres de Sadite Royale Majeſté, & ce de la maniere qu'il eſt ci-deſſus exprimé.

VI. Il eſt auſſi convenu & accordé que les Vaiſſeaux de Guerre de part & d'autre & ceux qui vont croiſer pourront pourſuivre, combattre & conquerir, non ſeulement en pleine Mer, mais auſſi dans les Golphes, Detroits, Rivieres, Havres ou Rades de l'un des Alliez, les Vaiſſeaux de Guerre ou Marchands Anglois, ſans que cela puiſſe être pris pour une offence, ni que leſdits Vaiſſeaux de Guerre ou ceux qui iront en Commiſſion puiſſent en la moindre maniere être inquietez ou empêchez, mais au contraire on leur prêtera toute aide & aſſiſtance; & leur ſera loiſible & permis, comme il leur eſt permis par ces preſentes, de pouvoir faire leur proffit & vendre leſdites priſes dans le Païs & Territoire de l'une ou l'autre des Parties.

VII. Semblablement que tous les Vaiſſeaux de Guerre de Sa Royale Majeſté auſſi bien que ceux de leurs Hautes Puiſſances en cas de neceſſité pourront prendre l'un de l'autre à un prix raiſonnable, ou moyennant reſtitution ce qui leur pourroit manquer, ſoit Vivres ou Munitions de Guerre, ou autres beſoins de Vaiſſeaux & de Guerre pourvû qu'on s'en puiſſe paſſer.

VIII. Que pareillement les Vaiſſeaux de Guerre d'une & d'autre part pourront achetter dans les Havres, Rivieres, Rades & Fleuves à un prix raiſonnable ce qui eſt ci-deſſus mentionné, & même s'y nettoyer, calfeutrer, reparer, ravitailler, & y prendre le monde qui leur manquera, avec communication des Officiers, Gouverneurs, ou Magiſtrat qu'il appartiendra.

IX. Au cas que le Roi de Suede, ſuivant l'Article douziéme du ſuſdit Traité d'Alliance, ſur l'invitation des deux Parties vînt à y entrer, ou autrement ſe joindre avec les Alliez pour l'avancement d'un ordre ſalutaire, & le retabliſſement du Negoce & de la Navigation; il eſt auſſi convenu & accordé, que Sa Majeſté Royale de Dannemarck, Norwegue &c. d'un côté aprés la ſuſditte incluſion & jonction au lieu de quarante Vaiſſeaux de Guerre ne ſera plus obligé que d'en équipper vingt & de les mettre en Mer; & que L. H. P. d'autre part ne payeront non plus que la moitié des Subſides ſtipulez, ſçavoir trois cens mille écus. A moins que leſdits Seigneurs Principaux ne jugeaſſent particulierement à propos d'équipper & mettre encore en Mer quelques Vaiſſeaux de Guerre par delà ledit nombre de vingt, auquel cas la moitié deſdits Subſides ſera augmentée à proportion. Mais les ſuſdittes Parties delibereront & conviendront en tems & lieu s'il ſera neceſſaire pour parvenir à leur but commun d'entretenir un plus grand nombre de Vaiſſeaux de Guerre que vingt: bien entendu que la diminution des ſuſdits quarante Vaiſſeaux

ANNO 1666. werden onderhouden ; Wel-verſtaende dat de verminderinge van de voorſchreeve *veertigh* Scheepen, ofte de Subſidie in deſen loopenden Jare *ſeſthien hondert ſes-en-ſeſtigh* niet geſchieden , maer alleenlijck op 't toekomende geappliceert werden ſal.

X. Soo wel zijne Koninghlijcke Majeſteyt als haer Hoogh Mogende , ſullen den Koningh van *Vranckrijck* verſoecken , ende doen verſoecken, dat de ſelve het boven-gemelde Tractaet van Alliance, ende deſe *ſecrete Articulen* met den gevolge ende aenkleven van dien op het allerkrachtighſte ende efficacieuſte gelieve te *guaranderen*, niet alleen tot oprechte preſtatie ende onderhoudinge van 't geene ſo wel in 't ſelve Tractaet van Alliantie, als in dieſe *ſecreete Articulen* is geconvenieert ende verdragen, maer oock ten reguarde van alle *Uytheemſche* Potentaten , Princen, ende Republijcken, de welcke ter occaſie van de jegenwoordige verbinteniſſe, ofte zijne Koninghlijcke Majeſteyt of haer Hoogh Mogende, nu of in 't toekomende mochten attacqueren, ende beoorlogen, ende in ſulcken gevalle dienvolgens ſoo wel ſijne Koninghlijcke Majeſteyt, als haer Hoogh Mogende tegens den *Attacquant* ofte Attacquanten met alle maght aſſiſteren, ende daer van te paſſeren Inſtrumenten in de beſte forme.

Ende ſullen deſe *ſecreete* ende ſeparate Articulen, nevens het voorſz Tractaet van Alliantie, ten wederzijden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden werden; tot meerder vaſtigheyt van dien, ſijn hier van gemaeckt *vier* ghelijckluydende Inſtrumenten, voor yder van die hooge Partyen *twee* , by de welgemelde Plenipotentiariſen , ende Gevolmachtighde Miniſters van zijn Koninghlijke Majeſteyt, ende by de Heeren haer Hoogh Mogende Commiſſariſen ter andere zijde, met handt ende Zegel beveſtigt, ende ſullen de wederzijdts Ratificatien, daer op binnen den tijdt van een maendt tegens den anderen werden ge-extradeert ende uyt gewiſſelt.

Gedaen in den Hage den *elfden* Februarii *ſeſtien hondert ſes-en-ſeſtich*.

ſeaux de Guerre ou des Subſides ne ſe fera point dans cette année courante mil ſix cens ſoixante-ſix , mais ſeulement pour l'avenir. ANNO 1666.

X. Sa Royale Majeſté, auſſi bien que L. H. P. prieront le Roi de France & le feront prier qu'il veüille le plus fortement & efficacement guarentir le ſuſdit Traité d'Alliance & ces Articles Secrets avec ce qui en depend, non ſeulement pour la ſincere preſtation & obſervation de ce qui eſt convenu & accordé tant dans le ſuſdit Traitté d'Alliance que dans cet Article ſecret , mais auſſi à l'égard de touts Potentats , Princes & Republiques étrangeres qui à l'occaſion de la preſente Alliance viendroient à attaquer ou faire la Guerre ou à Sa Royale Majeſté ou à L. H. P. à preſent ou à l'avenir; Et en tel cas, en conformité de ce, tant Sa Royale Majeſté que L. H. P. s'aſſiſteront, & en paſſeront un Inſtrument en la meilleure forme.

Et ſeront ces Articles ſeparez & ſecrets enſemble le ſuſdit Traitté d'Alliance obſervez de part & d'autre de bonne foi & inviolablement. Pour plus grande fermeté dequoi a été fait des preſentes quatre Inſtruments de même teneur, deux pour chacune des Parties, ſignez & confirmez des mains & Seaux des ſuſdits Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de Sa Royale Majeſté d'une part, & des Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances d'autre part , & ſeront les Ratifications de part & d'autre livrées & échangées dans le tems d'un mois.

Fait à la Haye le onziéme Fevrier mil ſix cens ſoixante-ſix.

XXIX. *

26. Janv. FRANCE ET ANGLETERRE.

(1) *Déclaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France, contre l'*ANGLETERRE *en faveur des Hollandois, du 26. Janvier* 1666. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

DE PAR LE ROY.

SA Majeſté ayant eu avis qu'il ſe formoit quelques mes-intelligences entre l'Angleterre & la Hollande, auroit donné ordre à ſes Ambaſſadeurs ordinaires de paſſer tous les offices neceſſaires en ſon nom, pour eſſayer d'étouffer cette diviſion en ſa naiſſance, & ayant appris avec déplaiſir que les choſes s'étoient aigries juſques au point que d'en venir à des actes d'hoſtilité, Sa Majeſté auroit envoyé vers le Roi de la Grande Bretagne des Ambaſſadeurs Extraordinaires , pour tenter par de nouveaux offices d'en arreſter le cours, & compoſer nos differens par quelque Accommodement. Mais ſa Mediation n'ayant pas eu l'effet qu'elle s'en étoit promis; les Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ont continué avec empreſſement leurs inſtances auprés de Sa Majeſté d'executer le Traité de Ligue defenſive qu'elle a conclu avec eux le 27. Avril 1662. Et Sa Majeſté ſe trouvant obligée de ſatisfaire à ſa Parole Royale, & aux engagemens dans leſquels elle eſt entrée par un Traité ſolemnel, dans un temps que l'Angleterre & la Hollande étoient en bonne correſpondance, ſans aucune apparence de rupture; Sa Majeſté a declaré & declare par la preſente ſignée de ſa main, avoir arreſté & reſolu de ſecourir leſdits Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, en conſequence dudit Traité de Ligue deffenſive; & de joindre toutes ſes Forces à celles deſdits Sieurs les Etats Generaux pour agir contre les Anglois tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet tres-expreſſement Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs, de courre ſus auſdits Anglois, & leur deffend d'avoir cy-aprés avec eux aucune communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et à cette fin Sa Majeſté a dés à preſent révoqué & révoque toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauvegardes, ou Saufconduits qui pourroient avoir été accordez par Elle , ou par ſes Lieutenans Generaux & autres ſes Officiers, contraires à la preſente, & les a déclarez nuls & de nulle valeur, défendant à qui que ce ſoit d'y avoir égard. Mande & ordonne Sa Majeſté à M. le Duc de Beaufort , Pair de France, Grand Maître, Chef & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Maréchaux de France , Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majeſté en ſes Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de Cheval que de Pied, François & Etrangers, & tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la preſente ils faſſent executer, chacun à ſon égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Juriſdictions; Car telle eſt la volonté de Sa Majeſté laquelle entend que la preſente ſoit publiée & affichée en toutes ſes Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous ſes Ports, Havres, & autres lieux de ſon Royaume que beſoin ſera , à ce qu'aucun n'en prétende cauſe d'ignorance, & qu'aux Copies d'icelle dûëment collationnées , foy ſoit ajoûtée comme à l'Original. Fait à S. Germain en Laye le 26. Janvier 1666.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

(1) Cette Piéce auroit dû être placée avant la precedente , ſelon la date. C'eſt pourquoi on y a mis le même No. XXIX. avec une Etoile.

ANNO 1666.

Le Duc de Beaufort, Grand Maître, Chef & Sur-Intendant Général de la Navigation & Commerce de France.

VU par Nous l'Ordonnance du Roi en datte du 26. jour du preſent mois & an; ſigné, Loüis, & plus bas, le Tellier; par laquelle & pour les cauſes y contenuës, Sa Majeſté declare avoir arrêté & réſolu de ſecourir les Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, en conſequence du Traité de Ligue défenſive qu'elle a conclu avec eux le 27. Avril 1662. & de joindre toutes ſes Forces à celles deſdits Sieurs les Etats Generaux pour agir contre les Anglois, tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet très-expreſſément Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs de courre ſus auſdits Anglois, & leur défend d'avoir ci-aprés avec eux aucune communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie: Révoquant à cette fin Sa Majeſté toutes Permisſions, Paſſeports, Sauvegardes ou Saufconduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ſes Lieutenans Generaux & autres ſes Officiers, contraires à ladite Ordonnance, leſquels Elle déclare nuls & de nulle valeur, défendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard, nous mandant Sa Majeſté de faire executer le contenu en ladite Ordonnance dans l'étenduë de nos Pouvoirs & Juriſdictions, NOUS, conformément à icelle, mandons & ordonnons au Sieur Vice-Amiral de France, Lieutenans Generaux des Armées Navalles du Roi, Chefs d'Eſcadres, Capitaines commandans les Vaiſſeaux de Sa Majeſté & autres Officiers de la Marine qu'il appartiendra, de garder & obſerver exactement le contenu en ladite Ordonnance: & aux Lieutenans Generaux & particuliers, & autres Officiers des Sieges de l'Amirauté de ce Royaume, de la faire enregiſtrer, publier & afficher, chacun en l'étenduë de leur Juriſdiction, & par tout où beſoin ſera, à ce que nul n'en prétende cauſe d'ignorance, & au ſurplus de tenir ſoigneuſement la main à l'entiere execution d'icelle, à peine d'en répondre: & ſera foy ajoûtée aux Copies collationnées de ladite Ordonnance & de la preſente, par le Secretaire General de la Marine, comme à l'Original. Fait à Toulon le 30. jour de Janvier 1666.

Signé,

FRANÇOIS DE VENDOSME, DUC DE BEAUFORT.

Et plus bas: *Par Monſeigneur,* MATHAREL.

XXX.

16. Fevr. ANGLETERRE ET SUEDE.

(1) *Traité de Commerce entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre &* CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Stockolme, le 16. Fevrier, 1666.* [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag. 407. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 253. en Allemand.]

NOus CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finland, Duc de Schoonen, Eſtland, Liffland, Carelie, Bremen, Veerden, Stetin, Pomeranie, Caſſubie & Wende, Prince de Rugen, Seigneur de Jugermarlant & Wiſmar, comme auſſi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juiliers, Cleves & Bergue &c. ſçavoir faiſons, comme dans le Traitté entre nous & le Sereniſſime & puiſſant Prince nôtre cher Frere, Ami & Allié le Seigneur Charles ſecond du nom, par la grace de Dieu Roi de la grand Bretagne, de France & d'Irlande, Deffenſeur de la Foi, & conclu premierement à Londres l'an 1664. le 21. Octobre & en aprés ici à Stockolm l'année derniere 1665. le premier Mars; On a auſſi conſideré & examiné les choſes qu'on a jugé être neceſſaires pour l'uſage du Commerce, & pour l'avancement de l'avantage & ſureté d'icelui dans ces troubles & tems dangereux. C'eſt pourquoi afin que la bonne intention & le ſoin ordonné & convenu pour l'avancement du Commerce puiſſe obtenir ſon convenable effect, & que chacun qui y peut avoir interêt, principalement ceux qui ſe mêlent du Negoce, puiſſent ſçavoir quelles conditions & commoditez ſont ſtipulez & ſtatuez par ledit Traitté pour avancer le Commerce, & ce qui outre cela doit être obſervé ſuivant la teneur des Alliances, afin que le cours du Commerce & de la Navigation puiſſe être libre & ſans empêchement qui autrement eſt ſujet à divers troubles, ſelon la facheuſe conjoncture du tems preſent. Nous avons trouvé bon, que du ſuſdit Traité ſeront tirez & imprimez les Articles des cas & de la matiere du Commerce ainſi qu'ils ſe trouvent ci-deſſous. Mandons à tous les Sujets & Habitans de nôtre Royaume & des Provinces en dependantes; principalement ceux qui ſe mêlent de Commerce, qu'ils ayent à obſerver ponctuellement en toute maniere les choſes qui ſont reſoluës & ſtatuées dans les ſuſdits Articles, & qu'ils ſe gardent de commettre aucune choſe allencontre, ſoit ouvertement, directement ou indirectement ſous quelque pretexte que ce ſoit, s'ils veullent éviter la peine qu'on fera ſubir rigoureuſement aux Contrevenants de quelque qualité qu'ils ſoient.

I. Il eſt convenu qu'on ne fournira aux Ennemis de l'un ou l'autre des Confederez aucunes Marchandiſes qui puiſſent ſervir à l'uſage de la Guerre, laquelle deffence ne s'étendra neantmoins nullement, juſques là, que par là toute Amitié & Uſage de Commerce ſoient entierement interdits avec les Ennemis de l'un ou l'autre des Confederez, ou avec leurs Sujets; car au cas que l'un des Confederez ne ſoit point mêlé dans la Guerre, le Commerce & Navigation de ſes Sujets & Habitans avec les Ennemis de ce confederé ſera libre, & ſera permis de mener immediatement & librement aux Ennemis toutes les ſortes de Marchandiſes qui dans l'onziéme Article du Traitté d'Angleterre & de Suede fait à Londres l'an 1661. ne ſont pas ſpecialement exceptées, ni deffenduës expreſſément en vertu d'icelui, ou qui ne ſont pas reputées pour Contrebande.

II. Et afin qu'un chacun de ceux qui ces preſentes verront puiſſent ſçavoir, quelles choſes ſont ſpecialement exceptées & deffenduës, ou reputées de Contrebande, il eſt jugé à propos de rapporter ici leſdittes choſes qui ſont contenuës dans l'Article XI. dudit Traitté de Londres. Les Marchandiſes donc ſpecialement deſignées ſont celles-ci; Argent, Proviſions de Bouche, Armes, Canon avec feu d'Artifice, & autres choſes en dependantes, Balles, Poudre, Plomb, Boulets, Picques, Epées, Lances, Hallebardes, Canons, Mortiers, Petards, Grenades, Fourchettes, Bandolieres, Salpetre, Balles de Mouſquets, Caſques, Armures, & ſemblables Inſtrumens de Guerre, Soldats, Chevaux, toutes choſes ſervant à leurs Equipages, Hauſſecous, & autres choſes ſervant à la Guerre; Touttes leſquelles choſes, comme auſſi tous Vaiſſeaux d'eſcorte ou de Guerre à l'uſage des Ennemis ne pourront pas être menez à l'Ennemi de l'autre Partie; Et ſi telles choſes ſont ſaiſies par l'autre des Confederez elles ſeront reputées de bonne priſe, ſans en pouvoir eſperer la reſtitution.

III. Comme auſſi par les Articles onziéme & douziéme du ſuſdit Traitté de Londres il eſt pourvû à la liberté & ſureté du Commerce en general où ces cas ſont pour la plus part ſpecifiez, leſquelles pourront avenir tant dans le tems de trouble que de Paix, par leſquels Articles, il pourra être ajouté, d'un commun conſentement ſelon l'occaſion des tems & que les cas le requerront, les choſes qui ſeront trouvées utiles, il a été jugé à propos de les renouveller & augmenter, de cette maniere; Qu'en tems de Guerre, les Vaiſſeaux Marchands de l'un & l'autre des Confédérez & de leurs Sujets, ſoit qu'ils ayent été conſtruits dans le Royaume de la Grand Brettagne ou dans celui de Suede, dans les Provinces & Domaines qui leur ſont ſoumis ou ailleurs, ou achettez en d'autres Lieux avec le Conſentement, & Permiſſion Royale, ſi les Batteliers, de quelque Nation qu'ils puiſſent être, ont ſeulement prêté le Serment, comme Bourgeois d'Angleterre ou de Suede, ſeront pourvûs de tels Paſſeports & Certificats, qu'il eſt exprimé dans le 12. Article du Traitté de Londres, & ſignez pour plus grande foy par

(1) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'eſt pas l'Original, on a cru ne devoir le mettre qu'en François.

ANNO 1666.

par le College Royal de Commerce en Suede, & par les Gouverneurs des Provinces de Lyffland, Eſtland, Jugermarlant, Bremen, & Pomeranie, ou par la Cour de l'Amirauté d'Angleterre, d'Ecoſſe & d'Irlande, ou par leurs Deputez dans les Provinces; Et il y ſera certifié, que non ſeullement les Vaiſſeaux, mais auſſi les Marchandiſes apartiennent aux Sujets des Confederez ou Amis, & non aux Ennemis, mais afin qu'il ne ſe faſſe aucune tromperie par leſdits Certificats, on a trouvé ce moyen d'ôter le ſoupçon de ſupercherie, ſçavoir que les ſuſdits Colleges reſpectifs, & leurs Deputez & Gouverneurs, comme auſſi les Magiſtrats en Chef & Commiſſaires des Peages des Provinces & Villes, avant que de donner les Paſſeports, feront un parfait & exact examen des Vaiſſeaux & Marchandiſes & feront prêter ſerment aux Batteliers & Proprietaires qu'ils ne chargeront pas dans leurs Vaiſſeaux aucune des Marchandiſes, qui par le XI. Article du Traitté de Londres ſont nommées, de Contrebande, & ſont expreſſement ſpecifiées, ou qu'ils ne chargeront point des Marchandiſes des Ennemis; Si quelqu'un par raiſons ſûres eſt convaincu qu'il y en a de cachées de ſon ſû & conſentement, il ſera puni rigoureuſement, comme ayant contrevenu à ſon ſerment & à ſa foi. Mais en quelque lieu que ce ſoit, ſoit en Mer ou dans les Havres, ſi quelque Vaiſſeau Marchand Anglois rencontre quelque Vaiſſeau de Guerre, ou Capre Suedois, ou ſi un Suedois en rencontre un Anglois, & lui aura montré tel Paſſeport ſigné des Colleges Roiaux reſpectifs & de leurs Deputez, ou des Gouverneurs des Provinces, il ne pourra rien demander d'avantage, & ne pourra être examiné à l'égard du Vaiſſeau, des Marchandiſes & Equipage, & encore moins être emmené ou les Marchandiſes être priſes contre ſon gré, ni ne pourra lui être fait aucun tort ou dommage, mais pourra continuer ſon cours & voyage, ſans aucun autre moleſte, examen ou viſitte; Mais ſi un Vaiſſeau du Roy, ou un Capre emmene un Vaiſſeau d'un des Confederez ou de ſes Sujets pourvû d'un tel Paſſeport & Certificat ſans juſte preuve ou raiſon ſûre de ſoupçon, ou lui extorque les Marchandiſes contre la volonté du Battelier & du Proprietaire, ou lui fait quelque tort, dommage ou moleſte, le Capitaine du Vaiſſeau ou celui qui ſera convaincu d'un tel grand crime ſera puni rigoureuſement, & l'on pourvoira ſans delay au dedommagement de la Partie lezée, tant à l'égard de la ceſſation du gain qu'à l'égard du dommage qui en reſultera & ce ſelon l'equité de la choſe, & afin que telle choſe ſe faſſe, aucun Vaiſſeau armé en courſe apellé Capre, ne ſera pourvû d'aucune Commiſſion, à moins qu'il n'ait auparavant donné caution de cinq-mil Riſdales, ou mil livres Sterling, pour repondre de tout ce qui en ſemblable occaſion pourroit lui être demandé. Si la choſe ſe fait autrement celui qui aura ſouffert le dommage, ſera ſatisfait aux depens du Public, mais ſi quelqu'un qui ne ſera pas pourvû d'une ſemblable Commiſſion ſe trouve faire telle choſe, il ſera jugé meriter la peine des Pirates & Meurtriers, & puni en cette qualité.

IV. Comme il eſt ci-deſſus fait mention d'un Formulaire de Paſſeport & Certificat, dont les Vaiſſeaux ſuivant le precedent Article doivent être pourvûs, il a été jugé à propos, de tirer de l'Article XII. du Traité de Londres le Formulaire qui y eſt mis, & de l'inſerer ici, & qui eſt tel que deſſous.

Nous NN. Gouverneur ou Bourguemaître, ou Commiſſaire de la Doüane de la Ville ou Province N. (Cy mettant le Titre ou la Charge du Gouverneur de cette Place) faiſons ſçavoir & certifions que le jour du mois de l'année ſont comparus par devant nous en la Ville ou Bourg N. du Domaine de Sa Royale Majeſté de Suede, ou de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, (ſelon qu'il écherra) N.N.N. Bourgeois & Habitans de N. & Sujets de Sa Royale Majeſté de Suede, ou de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, & ſous la foi du Serment par lequel il eſt obligé à Sa Royale Majeſté de Suede, nôtre Sire, & à nôtre Ville, ou à Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne & à nôtre Ville, nous ont declaré, que le Vaiſſeau nommé N. grand N. charge N. ou tonneau, apartient au Havre, Ville ou Bourg N. de nôtre Domaine, & que le ſuſdit Vaiſſeau lui apartient legitimement ou aux Sujets de Sa Royale Majeſté de Suede, ou de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, & qu'il va directement de ce Havre à N. chargé des Marchandiſes ſuivantes, ſçavoir (l'on ſpecifiera ici les Marchandiſes, avec leur quantité & qualité, pour exemple, de tant de leſt ou de tonneaux &c. ſelon la quantité & condition des Marchandiſes) & les ayant declaré ſous ledit Serment que tant N. des ſuſdittes Marchandiſes apartient aux Sujets de Sa Royale Majeſté de Suede, ou de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, ou tant N. apartient N. N. N. (on exprime les Poſſeſſeurs de quelque Nation qu'ils ſoient) & que N. N. aprés avoir ſous la foy dudit Serment affirmé que leſdittes Marchandiſes cy-deſſus ſpecifiées, & non autres ſont chargées ſur ledit Vaiſſeau pour le ſuſdit voyage, & qu'aucune partie deſdites Marchandiſes n'apartient point à d'autre qu'aux ſuſdites perſonnes & qu'il n'y a aucunes autres Marchandiſes de cachées, ſous un nom emprunté, mais que leſdites Marchandiſes ſont veritablement & réellement chargées pour l'uſage des ſuſdits Proprietaires, & d'aucun autre, & que le Battelier nommé N. eſt Bourgeois de la Ville N. c'eſt pourquoy aprés un exact examen, Nous, (les ſuſdits Gouverneur ou premier Magiſtrat ou Commiſſaires de la Douane de la ſuſditte Ville) nous a ſuffiſamment apparu que le ſuſdit Vaiſſeau & les Marchandiſes y chargées ſont exemptes, & appartiennent veritablement & réellement à des Sujets de Sa Royale Majeſté de Suede ou de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, ou aux ſuſdits Habitans d'autres Nations, prions pour cet effet très-humblement toutes Puiſſances par Terre & par Mer, Rois, Princes, Republiques, & Villes libres, comme auſſi tous Generaux, Amiraux, Officiers, & Commandeurs dans les Havres, & tous autres qui ſont commis à la garde des Ports ou ont Commiſſion de Mer, qui pourroient rencontrer ce Vaiſſeau ou dans quelque Flote où il pourroit ſe rencontrer ou paſſer, ou dans quelque Havre, qu'il puiſſe ſejourner, qu'eu égard aux Alliances & Amitié qu'il a avec un chacun ou leurs Superieurs, & avec Sa Royale Majeſté de Suede, notre Roy & Sire, ou avec Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, nôtre Roy & Sire, qu'ils ayent à laiſſer paſſer librement, ſeurement ſans empeſchement ni moleſte ledit Battelier avec ſon Vaiſſeau N. & les Perſonnes & Biens qui en dependent, mais auſſi s'il trouve bon de ſortir dudit Port pour continuer ſon voyage à un autre lieu, de luy temoigner toute ſorte de civilité comme Sujet de Sa Royale Majeſté de Suede ou de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, laquelle ils recevront en ſemblable occaſion ou autre de Sa Royale Majeſté de Suede, ou de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne. En temoin de la verité, nous avons ſigné ces preſentes de notre main, & l'avons fait confirmer par l'apoſition du Sceau de notre Ville, fait &c.

ANNO 1666.

V. Comme par cette plus étroite Alliance les deux Sereniſſimes Roys & leurs Royaumes ſont obligez de procurer l'avantage l'un de l'autre, il a été jugé à propos d'exhorter & inciter de plus en plus leurs Sujets de negocier enſemble. Aux fins de quoy il a été convenu de part & d'autre, que Gottembourg dans le Weſt-Gots du côté de Sa Royale Majeſté de Suede, & en Angleterre, Pleymouth dans la Comté de Devon de la part de Sa Royale Majeſté de la Grand Bretagne, ſeront declarez & ordonnez pour Ports libres, où les Marchands, qui ſont Sujets des deux Confédérez joüiront du Droit d'étalage, & de toutes les libertez & privileges en dependans, ſçavoir que les Sujets & Habitans de Suede, auront la liberté à Pleymouth, comme Havre libre, d'aporter, amener toutes ſortes de Marchandiſes avec leurs Vaiſſeaux de la Mer de l'Eſt, & des Provinces de Suede ſcituées ſur la Mer de l'Eſt & de l'Ocean; mais les Sujets & Habitans d'Angleterre ſeront à l'avenir en liberté d'amener avec leurs Vaiſſeaux à Gottembourg, comme Havre libre, toute ſorte d'autres Marchandiſes, excepté celles de la Mer de l'Eſt, & des Provinces de Suede, ſcituées ſur la Mer de l'Eſt & ſur l'Ocean, & de les vendre à leur volonté, ou de les échanger contre toute ſorte d'autres Marchandiſes, & cela à telle condition, qu'il ſera ſeulement payé la huitiéme partie d'un Daelder pour l'entrée de la valeur de cent Daelders, en reconnoiſſance ſeulement de l'étalage ou de la liberté du Havre, & ce pour les Marchandiſes que les Sujets des deux Confédérez auront amené dans leſdittes Villes, pour y être venduës à d'autres, & leſquelles ſeront derechef tranſportées de là par Mer par les Achetteurs.

VI.

ANNO 1666.

VI. Mais ſi les Marchandiſes des ſuſdits Vaiſſeaux ne ſe dechargent point, ni en tout ni en partie, dans leſdits Havres, ou que pour certaines raiſons on veuille les tranſporter avec la charge entiere en d'autres lieux, on ne ſera point obligé de rien payer pour la ſouffrance des Vaiſſeaux, ou pour l'entrée ou ſortie, ni pour les Marchandiſes & changes, ni pour le Peage, ni pour la reconnoiſſance, ou pour quoy que ce ſoit; mais pourront en ſemblable cas entrer & ſortir librement, ſans aucune moleſte, avec cette condition néanmoins, qu'auſſi-tôt qu'ils ſeront arrivez ils permettront à un Viſiteur, qui ſeulement ſera mis pour garde ſans aucune moleſte ou grief pour le Batelier, de reſter dans le ſuſdit Vaiſſeau, juſques à ce qu'ils partent derechef de là.

VII. Mais pour les Marchandiſes qui ſeront amenées dans leſdites Villes de Gottembourg & de Pleymouth & qui ſeront debitées dans leſdites Villes & lieux circonvoiſins, & qui ne ſeront pas retranſportées en Mer, il en ſera payé le Peage, ſuivant les Liſtes publiques du Peage, qui en ſeront faites. Il en ſera de même des Marchandiſes qui ſeront amenées dans les ſuſdites Villes de Gottembourg & de Pleymouth des Places circonvoiſines, & qui n'auront point encore payé de Peage de Mer, lorſqu'elles ſeront ſorties des deux Royaumes & ſe ſeront miſes en Mer.

VIII. Mais afin que l'uſage particulier du Commerce entre les deux Confédérez ſoit tant plus avancé durant cette Alliance, Sa Majeſté Suedoiſe donne la liberté à la Nation Angloiſe à Gottembourg, & Sa Royale Majeſté de la Grande Bretagne à la Nation Suedoiſe, à Pleymouth, comme en Ports libres, non ſeulement de dépoſer leurs Marchandiſes, mais auſſi de les mettre en des maiſons particulieres ſous leur propre garde, en la maniere ſuivante. Et afin que l'on y puiſſe decharger les Marchandiſes, & les porter dans des Tonneaux, Tonnes, ou Coffres fermez, dans les Bureaux de la Douane, & y étant miſes y être laiſſées en leur entier ſans les depaquetter, ſous la garde publique à la volonté du Marchand, s'il les veut derechef tranſporter ou les retirer à luy, alors les Coffres, Tonneaux, Tonnes, &c. ſeront ouverts par le Receveur de la Douane, & du Marchand, & ſera faitte une Liſte des Marchandiſes, avec le nom, & le prix, & combien il ſera payé de Droit pour chacunes, laquelle Liſte étant faitte double, ſera ſignée par le Receveur de la Douane, & par le Marchand, & ſeront les Marchandiſes ſcellées ou cachettées du Sceau ou Cachet du Bureau, & ainſi remiſes en des maiſons particulieres à la garde du Marchand; mais avec certaines caution & telle condition, que ſi elles ſe vendent à Pleymouth ou Gottembourg pour y être debittées, on en payera le Peage qui ſera limité, avant de les vendre: mais ſi les Marchandiſes ne peuvent être venduës, & qu'elles ſoient derechef tranſportées par Mer, ſera ſeulement payé pour reconnoiſſance la huitiéme partie d'un Daelder de la valeur de cent, ainſi qu'il eſt ordonné par le dix-neufiéme Article. Qu'il en ſera uſé de même à l'égard des Marchandiſes qui ne ſeront pas renfermées, comme, Cuivre, Fer, Poix, Maſts, Vins, Sel & ſemblables qui ſeront dans le Vaiſſeau, leſquelles aprés qu'elles ſeront enregitrées & ſignées du Receveur de la Douane, & du Marchand comme il eſt dit cy-deſſus, aprés caution donnée que les Droits ſeront payez ſi elles y ſont debitées, elles ſeront dechargées & miſes en des maiſons particulieres, juſques à ce qu'elles en ſoient ou tranſportées ou étant dechargées du Peage ſi elles ſe gâtent être venduës; mais afin que par cette liberté de pouvoir porter les Marchandiſes dans des maiſons particulieres ni l'un ni l'autre des Confédérez ne puiſſent pas être trompez, leſdites Marchandiſes ſeront tous les trois jours viſitées par le Receveur du Bureau & par les Viſiteurs, & ne ſeront point venduës en détail, mais en gros, ſur peine de Confiſcation.

IX. Et quoy que par les ſuſdittes choſes & par ledit Traité, il ſoit aſſez notoire, ce qui doit être obſervé, afin que l'uſage de la Navigation, & du Commerce dans ces temps ſoit libre & aſſuré, néanmoins afin d'ôter d'autant mieux toute tromperie, & toute ſorte de pratique frivole & illuſoire, nous avons jugé à propos de faire ſçavoir à un chacun que, comme le Traité ſouffre les Batteliers des Vaiſſeaux Suédois de quelque Nation qu'ils ſoient, pourvû qu'ils ayent prêté le ſerment comme Bourgeois & Habitans de Suede. S'il arrive que ſi quelque Battelier étant Bourgeois & Habitant juré de Suede venoit à mourir & qu'un autre fût mis en ſa place, ou que ſi quelque Battelier venoit à être choiſi & mis ſur quelque Vaiſſeau lequel un ou pluſieurs de nos Sujets ou Habitans auroit fait achetter ou conſtruire hors de nôtre Royaume & des Provinces en dependantes, il ne ſera permis en ce cas à aucun de nos Sujets & Habitans de prendre un Battelier de Nation étrangere, qu'au preallable, ce Battelier ne ſe ſoit obligé par ſerment & n'ait donné ſuffiſante caution qu'il fera ſa Reſidence dans nôtre Royaume ou dans les Provinces en dependantes; ce qui étant fait le nom du Battelier & du Vaiſſeau ſur lequel il aura été mis, ſera envoyé à nôtre Miniſtre qui reſide à la Cour du Roy de la Grand Bretagne, & le nom du Miniſtre du lieu où ledit Battelier aura prêté ſon ſerment, & donné caution de tranſporter ſon Domicile en Suede ou dans l'une des Provinces en dependantes, & de *s'y établir*. Pour lequel Vaiſſeau & Battelier, il ſera enſuite procuré un Paſſeport Anglois, juſques à ce qu'il ſoit arrivé pour la premiere fois dans les Havres de nôtre Royaume, ou dans les Provinces qui en dependent, où aprés qu'il aura montré & delivré ſon Paſſeport Anglois, il ſera pourvû de notre College de Commerce ou de nos Gouverneurs de Province d'un autre Paſſeport conforme au Formulaire exprimé dans le Traité, lequel ayant, il ſera ſûr & exempt de toute exaction, perquiſition, & enlevement, comme les autres Vaiſſeaux Suedois. En foy dequoy & pour plus grande fermeté nous avons ces preſentes fait confirmer de noſtre Seau Royal, & de la ſignature de noſtre tres-honorée & chere Mere, enſemble de nos autres Tuteurs & Adminiſtrateurs du Royaume. Donné à noſtre Château de Stockolm le 16. Fevrier 1666.

ANNO 1666.

XXXI.

6/16 Fevr. BRANDEBOURG ET PROVINCES-UNIES.

Defenſive Alliance tuſſchen FREDERICK WILHELM *Keurvorſt van Brandenburg, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *geſlooten tot Cleve den* 6/16. *Februarii* 1666. [AITZEMA *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. XII. pag. 720. qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 461. en Allemand. dans LUNIG *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 140. en Allemand. & dans PUFFENDORF *de Rebus geſtis* FRIDERICI WILHELMI Libr. X. pag. 651. par extrait en Latin.]

XXXI.

Alliance defenſive entre FRIDERICK GUILLAUME Electeur de Brandebourg & leurs Hautes Puiſſances, les Seigneurs Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES. Faite à Cleves le 6/16 Fevrier 1666. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XII. pag. 720.]

BRANDEBOURG ET PROVINCES-UNIES.

 Com-

ANNO 1666.

ALſoo den Doorluchtigſten Vorſt ende Heere den Heere Keurvorſt van *Brandenborgh* ende de Hoogh Mogende *Heeren Staten* Generael der Vereenighde Nederlanden van ouden tijden tot noch toe in ſeer naeuwe ende vertroude Alliancie, Correſpondentie ende Vriendſchap ſijn geweeſt, ende dat al voor twee jaren eer het laetſte Tractaet van Alliancie defenſive den *ſeven-en-twintighſten* Julii *ſeſtien-hondert vijf en vijftigh* tuſſchen deſelve oprecht, was komen te expireren ten weder ſijden in de continuatie ende prolongatie van het ſelve Tractaet geconſenteert is geworden, maer wegens eenige voorgevallen incidenten de executie tot noch toe uytgeſtelt gebleven. Soo iſt dat beyde de Contrahenten by de jegenwoordige conjuncture van tijden ende ſaecken nodich hebbende geacht het geene waer over ſy voor deſen 't Accoort ſijn geweeſt, ende nu noch nader onderlinge ſijn vergeleecken, in behoorlijcke forme van een Tractaet te doen expedieren, ende ſpecialijck te ſtellen wat ſy contrahenten ſoo wel uyt krachte van 't voorſchreve laeſte Tractaet van Anno *ſeſtien hondert vijf-en vijftigh*, als mede in gevolge van de voorgaende oude Tractaten, Contracten, ende Verklaringe, als elckander ſchuldich ſullen ſijn te doen ende te preſteren; De Heer Keurvorſt van *Brandenborgh* tot dien eynde van ſijnent wegen heeft Gedeputeert den Welweerdigen, Welgebooren Heere *Otto Vryheer van Schwerin*, Heer tot Alten, Lantsberg ende Sachan Erfkamerer der Marck ende Ceurbrandenborgh ende Domprooſt van de Stiftkercke tot Brandenborgh, mitſgaders beſtelde opper Preſident geheyme ende Leenraedt, oock Hooftman van hare Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt tot Oranjenburgh, als oock de Edele ende Hoogh-geleerde Heeren *Warner Wilhelm Blaſpeil* geheyme oock Cleefſche ende Ampt-kamer Raedt, ende den Heere *Matthias Romſwinckel*, der Rechten Doctor Cleefſche ende Marckſche Regeerings-Raedt, ende Vice-Cantzler, ende Hooge Mogende Heeren Staten Generael van harentwegen oock hebben Gedeputeert den Edelen geſtrengen, wijſen, voorſichtigen Heer, *Hieronymus van Beverningh* Gedeputeerde in hare Vergaderingh, van wegens de Provincie van Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt; de welcke in gevolge van de volmachten van beyden ſijden vertoont, ende daer van Copie in 't eynde van dit Tractaet is geinſereert, ſijn over een gekomen ende geconvenieert, op de conditien ende Articulen hier nae volgende.

I. Dat tuſſchen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van *Brandenborgh* ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, ſal ſijn ende blijven eene oprechte ende getrouwe Vrientſchap ende Correſpondentie.

II. Dewelcke daer toe ſtrecken ſal, dat d'een des anders Beſte getrouwelijck ſal hebben te bevorderen, ende deſſelfs ſchade ende nadeel nae alle vermogen helpen afkeeren ende weeren; met ſodanigen macht respective als hier na ſal werden verklaert.

III. In 't beſonder ſullen haer Hoogh Mogende gehouden weſen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt te helpen defenderen ende beſchermen inde Landen van *Cleve, Gulijck, Berge, Marck, ende Ravensbergh*, ende andere Landen tot de *Gulijckſche ende Cleefſche* Succeſſie gehorende, of die geene van de ſelve daer van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt jegenwoordig in *poſſeſſie is, of hier namaels in wettige poſſeſſie* ſoude mogen komen, als meede in alle *Landen, ende Plaetſen, of Havenen* die ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt heeft aen de *Ooſt-Zee* gelegen, te weten de Hartochdommen van *Pruyſſen* ende van *achter Pomeren*, tegens alle die geene die deſelve ſouden mogen onderſtaen vyantlijck te invaderen of met openbaer gewelt aen te taſten.

IV. Des ſal mede ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt gehouden ſijn haer Hoogh Mogende te helpen defenderen ende beſchermen tegen alle vyantlijcken invaſien ende openbaer gewelt, welcke haer Ho. Mo. inde *Vereenigde Nederlanden*, of derſelver onderhorige *angrenſende Lantſchappen, Steden ende Plaetſen*, of andere met haer Ho. Mog. *Guarniſoen* inde voorſchreve Landen ende Plaetſen beſet, of oock in hare *Navigatie ende Commercie* op de *Ooſt-Zee* ſoude mogen overkomen en aengedaen worden.

V. Ende ſullen dien volgens Partijen contrahenten, uyt krachte van deſe mutuelle defenſie, gehouden ſijn elckander getrouwelijck ende vigoureuſelijck te adſiſteren

ANNO 1666.

COmme le Sereniſſime Prince & Seigneur le Seigneur Electeur de Brandebourg & leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, dès longues années ont été en une tres-étroitte & fidelle Alliance, Correſpondance & Amitié, & que dès devant deux ans que le dernier Traitté d'Alliance deffenſive du vingt-ſeptiéme Juillet mil ſix cens cinquante-cinq entre eux conclu vint à être executé, il fut conſenti de part & d'autre à la continuation & prolongation dudit Traitté, mais que pour quelques incidens l'execution en a été differée juſques à preſent. Les deux Parties contractantes dans cette preſente conjoncture de tems & d'affaires, ayant jugé à propos de faire coucher en bonne forme dans un Traitté ce dont ils ſont ci-devant demeuré d'accord & dont ils ſont encore convenus preſentement, & ſpecialement de ſpecifier ce qu'en vertu du ſuſdit Traitté de l'an mil ſix cens cinquante-cinq, comme auſſi en conſequence des precedens anciens Traitez, Contracts & Declarations ils ſont obligés de faire l'un & l'autre, l'Electeur de Brandebourg à cette fin a deputé & depêché de ſa part le noble Seigneur Otton Seigneur de Swerin & d'Alten, Lansberg & Sachan, Chambelan du Margrave & Electeur de Brandebourg & Prevôt de l'Egliſe de Brandebourg, & Conſeiller ſecret & de la Cour feudale & Maître d'Hoſtel de leurs Serenité Electorale à Orangenbourg, comme les Nobles & ſçavants Seigneurs Warner Guillaume Blaſpeil Conſeiller de la Chancelerie, & Matthias Rontswinckel Docteur en Droit & Conſeiller de la Regence de Marc, & Vice-Chancelier; Et les Hauts & Puiſſans Seigneurs, les Etats Generaux ont auſſi deputé de leur part, le noble, diſcret, ſage & prudent Seigneur Hierome de Beverning deputé en leur Aſſemblée de la part de la Province de Hollande & de Weſt-Friſe, leſquels en vertu des pleins Pouvoirs produits de part & d'autre, & dont Copie eſt inſerée à la fin des preſentes ont accordé & convenu les Conditions & Articles qui s'en ſuivent.

I. Qu'il y aura une bonne, une ſincere & fidele Amitié & Correſpondence entre Sa Serenité Electorale de Brandebourg & leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces-Unies.

II. Laquelle Amitié s'étendra à ce, qu'ils procureront le bien l'un de l'autre fidellement & aideront à detourner le dommage l'un de l'autre avec les Forces qui ſeront declarées ci-deſſous.

III. En particulier ſeront leurs Hautes Puiſſances obligées d'aſſiſter & aider Sa Serenité Electorale à deffendre & proteger les Païs de Cleves, Juliers, Bergue, Marck & Ravensberg & autres Païs apartenant à la Succeſſion de Juliers & de Cleves, ou ceux dont Sa Serenité Electorale eſt preſentement en poſſeſſion, ou qu'il pourra poſſeder ci-aprés legitimement, comme auſſi tous les Païs, Places ou Hâvres de Sadite Serenité Electorale ſcitués ſur les Mers de l'Eſt, ſçavoir les Duchés de Pruſſe & de Pomeranie, contre tous ceux qui voudroient entreprendre d'y faire invaſion ou de les attaquer à force ouverte.

IV. D'ailleurs Sa Serenité Electorale ſera auſſi tenuë de deffendre & proteger contre toute invaſion & violence manifeſte, les Provinces-Unies & les Provinces, Villes & Places en dependantes, ou les autres où L. H. P. ont Garniſon comme auſſi dans leur Navigation & Commerce ſur les Mers de l'Eſt.

V. Et en conſequence ſeront les Parties contractantes obligées en vertu de cette mutuelle deffence de s'aſſiſter fidellement & vigoureuſement contre tous ceux qui

ANNO 1666.

ren tegens alle de geene die d'een of d'ander in die voorſchreve haer Ho. Mog. of ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyts Landen reſpective in hare Hoogheden, Præeminentien, Domeynen, revenuen of eenige andere Rechten onwettelijck ſouden mogen onderſtaen te beſwaren of te verongelijcken, om ſoodanige wettige beſwaerniſſe ende verongelijckinge te helpen afkeren, ende niet te gedogen dat des eens of de anders *Commercien ende Navigatien* op de *Ooſt-Zee*, op de *Revieren, Stromen*, ende *Havenen* omtrent de ſelve of de Vereenigde Nederlanden gelegen, worden geſparret, of door *Licenten, Impoſten, Tollen* of andere innovatien onbehoorlijck beſwaert.

VI. Ende ſal oock deſe mutuele defenſie plaets grijpen ende houden, wanneer in des eene of des ander deels voorſchreve Landen, het *Evangeliſche weſen* door openbare Oorloch of ander gewelt wort geaſſaileert, ſulcx dat de *vrye exercitie* van de Evangeliſche Religie daer door ſoude worden geturbeert ende belet; Ende inſonderheyt ſoo wanneer in de *Cleeſſche, Guylickſche ende Berghſche*, als oock andere daer toe gehoorige Landen, den cours van de opgemelde Religie ſoude worden geſteuyt ter tijdt ende wylen tot ſyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ſich daer over met zyne Vorſtelijcke Doorluchtigheyt van *Nieuburgh* nader ſal hebben vergeleecken, of die verſchillen door de Keyſerlijcke Commiſſariſen ſullen weſen gedecideert, of anderſints finaelijck afgedaen.

VII. Wel verſtaende, dat de gene van Partyen die eerſt ſal weſen geattaqueert, ter plaetſe ende ten reguarde als vooren, ghehouden ſal ſijn ſulcks te notificeren aen de andere die niet ſal weſen geattaqueert, de welcke hem ſal moghen employeren om door minnelijcke wegen te doen repareren de troublen ende destourbiers, die door de voorſchreve attacque ſoude mogen ſijn ghedaen, ende vervolgens moyenneren een Accommodement tuſſchen den Attaquant en Geattaqueerde, ſo nochtans dat de ſelve onvermindert de officien van mediatie het beloofde ſecours aenſtonds, immers ſoo haeſt doenlijck aen Partye geattaqueerde ſal moeten ſluyten.

VIII. Deſe Alliantie ſal den Staet der Vereenigde Nederlanden, en de Leden van dien in geenen deele prejudicieren in der ſelver Hoogheyt, Reght, ende Gerechtigheyt, waer ende op wien ſy de ſelve mochten hebben, nochte oock zyne Keurvorſtel. Doorl in deſſelfs Hoogheyt, Reght, ende Gerechtigheyt, waer ende op wien ſy de ſelve mochten hebben, gelijck oock niet in het reſpect ende de plichten, daer mede de ſelve ſijne Keyſerlijcke Majeſteyt ende 't Roomſche Rijck is verobligeert, maer ſullen de ſelve alle reſpective in haer geheel ende onvermindert verblijven, gelijck oock deſe Alliantie in geenen deele en ſal prejudicieren aen voorige Tractaten, Contracten, Verklaringen of verbinteniſſen, 't zy aen of tuſſchen Partyen contrahenten onderlingh, 't zy aen of met andere Coningen, Princen, Potentaten, Republijcken ende Steden ghedaen of gemaeckt, ende particulierlijck met de Croon van Poolen.

IX. By aldien een of d'ander van de Contrahenten door yemant met gheweldt quame aengetaſt, of anderſints in ſijne Commercien, Landen, Reghten, Gereghtigheden, of in vrye exercitie van de Evangeliſche Religie als vooren aengetaſt, beoorloght, of geturbeert te worden, ende het ſelve haer Hoogh Mog. ſoude over komen, ſulxs dat ſy quamen aengetaſt, beoorloght, ende geturbeert te worden, ſoo ſal ſijne Ceur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyt haer Ho. Mog. aſſiſteren met *twee duyſent* Mannen te Voet, goedt, ende welgewapent Volck, ende by ſoo verre ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt in voegen als vooren ſoude mogen worden aengetaſt, beoorloght ofte geturbeert, ſoo ſullen haer Ho. Mog. ſijne Ceurvorſtel. Doorl. te hulpe komen met *drie duyſent* Mannen te Voet, mede goedt ende ghewapent Volck; Des ſal oock ſoo d'eene als d'andere van Partyen contrahenten in deſen die voorſchreve ſecourſſen ſal moeten furneren, ghehouden weſen de ſelve 'tonderhouden naer behooren, ſulcks dat de geattaqueerde, beoorloghde, of geturbeerde daer van egeen laſten ſal komen te dragen; Doch ſullen *d'inquartieringen* ende logeringen werden beſorght by de geaſſiſteerde Partye, ende ſal de Partye die den anderen te hulpe komt over zyn ſecours ſoodanigh Opperhooft mogen ghebruycken, als hem goedtduncken ſal, in deſen verſtande nochtans, dat in cas de geaſſailleerde Partye liever ſoude

qui voudroient entreprendre de faire quelque tort ou dommage à L. H. P. ou à Sa Serenité Electorale dans leurs Païs, Prerogatives, Préeminence, Domaines, Revenus ou dans quelques autres leurs Droits, & pour aider à detourner leſdits torts & griefs, & ne permettront pas que le Commerce & Navigation de l'un ou de l'autre ſur la Mer de l'Eſt, & ſur les Rivieres, Fleuves & Havres ou dans les Provinces-Unies ne ſoit ſurchargez injuſtement par les Impots & Peages ou autres innovations.

VI. Et cette mutuelle deffence aura auſſi lieu, lors que dans quelque partie des ſuſdits Païs on attaquera la Religion par Guerre ouverte ou autre violence, en ſorte que par icelle laditte Religion Evangelique en puiſſe être troublée & empêchée; Et particulierement au cas que dans les ſuſdits Païs de Cleves, Juillers, & Bergue, comme auſſi dans le autres Lieux en dependans le cours de laditte Religion vînt à être arrêté pendant le tems & juſques à ce que Sa Serenité Electorale ſe ſera accordé à cet égard avec Sa Serenité Electorale de Neubourg, & que ces differens ſoient vuidés par les Commiſſaires Imperiaux, ou terminez d'une autre maniere.

VII. Bien entendu que la Partie qui des deux ſera attaquée la premiere aux lieux & à l'égard de ce que deſſus, ſera obligée d'en avertir l'autre Partie qui ne ſera point attaquée, laquelle ſe pourra employer pour faire reparer les troubles & detourbiers, qui par cette Attaque pourroient avoir été faits, & en conſequence moyenner un Accommodement entre l'attaquant & l'attaqué, en ſorte que pourtant, ſans prejudice de l'office de Mediateur, on ſera obligé d'envoyer auſſitôt le ſecours promis à la Partie attaquée, du moins auſſitôt qu'il ſera poſſible.

VIII. Cette Alliance ne prejudiciera en nulle maniere à l'Etat des Provinces-Unies ni aux Païs en dependans, à l'égard de leurs Prerogatives & Droits qu'ils pourroient avoir, ni auſſi aux Droits & Prerogatives de Sa Serenité Electorale; comme non plus aux devoirs auxquels il eſt obligé à Sa Majeſté Imperiale & à l'Empire, mais demeureront en leur entier & ſans diminution; comme auſſi cette Alliance, ne prejudiciera en aucune maniere aux precedens Traitez, Contracts, Declarations, ou Alliances faittes ſoit entre les Parties contractantes particulierement, ſoit avec d'autres Rois, Princes, Potentats, Republiques & Villes, & particulierement avec la Couronne de Pologne.

IX. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes venoit à être attaquée de vive force par quelqu'un ou qu'elle fût troublée par voye de Guerre dans ſon Commerce, Païs, Droits, Prerogatives, ou exercice de la Religion Evangelique, comme dit eſt ci-deſſus, & que cela arrivât à L. H. P. en ſorte qu'ils vinſſent à être attaquez ou troublés, Sa Serenité Electorale les aſſiſtera de deux mil hommes d'Infanterie, bonnes Troupes & bien armées; Et ſi c'étoit Sa Serenité Electorale qui fût attaquée en la maniere que deſſus, par Guerre ou trouble, L. H. P. la ſecourront de trois mil hommes de pied bonnes Troupes & bien armées. C'eſt pourquoi l'une ou l'autre des Parties contractantes qui ſera obligée de fournir ledit ſecours ſera obligée de l'entretenir convenablement, en ſorte que celui qui ſera attaqué, à qui on fera la Guerre, ou qui ſera troublé n'en portera aucune charge, mais les Quartiers & Logements ſeront fournis par la Partie aſſiſtée; Et la Partie qui aſſiſtera l'autre pourra ſe ſervir de tel Chef que bon lui ſemblera, en ce bien entendu neantmoins qu'en cas que la Partie attaquée aimât mieux

Anno 1666. de gheholpen weſen met *Ruyteren*, *Gelt*, *Schepen*, *Munitie van Oorlogh*, of *Scheeps-Volck*, ſoo ſal d'aſſiſtentie naer advenant van 't voorverhaelde ſecours, tot keure van de gheaſſailleerde Partie werden gereduceert ende gecompaſſeert, ſulcks dat *duyſent* Soldaten op *vier duyſent* Rijcxdaelders ter maendt ſullen moeten gereeckent ende aengeſlagen worden, nemende het jaer op *twaelf maenden*; Ende ſal de voorſchreve betalinghe, ofte preſtatie reſpective ghedaen werden ter inganck van yeder maendt by egale portien, ende dat in ſpecie Rijcxsdaelders tot *Amſterdam* ende *Hambourgh* reſpective, maer in cas de voorſchreve preſtatie quame te geſchieden ten deele of in 't geheel in Munitie van Oorlogh, in Schepen, of andere Waren ten Oorlogh dienſtigh, ſoo ſal den Aſſiſtent gehouden weſen, alle mogelijcke ſorge te dragen dat ſoodanige *Munitien*, *Schepen*, *ofte Waren* ter goeder trouwe, ende ten overſtaen van yemant by den Geaſſiſteerden daer toe te kieſen, mogen worden ingekocht, maer den Geaſſiſteerde de ſelve Munitie van Oorlogh, of Schepen moeten ontfangen, ende ſelfs afhalen binnen 's Lands onder het geſach van den Aſſiſtent, die het ſecours ſal furneren; Doch ſal het ſecours hier boven uytghedruckt ter eenre, ofte ter andere zijde de aſſiſterende Partye in geenerhande manieren neceſſiteren of verbinden, tot eenige rupture tegens de geene die de geſecondeerde Partye ſoude mogen attaqueren.

X. Ende by ſoo verre het boven geexpreſſeerde ſecours van *twee of drie duyſent* Man reſpective, of het æquivalent van dien niet baſtant mochte worden geoordeelt, tot volkomen afweeringe van de oppreſſie of beſwaerniſſe daer tegens het ſelve wordt gepreſteert, dat in ſulcken cas die niet gheoppreſſeerde ofte niet beſwaerde der Geallieerden gehouden ſal weſen de gheoppreſſeerde ofte beſwaerde ten dien fine met ſoodane vordere maght ende middelen by te ſpringen, als tot volkomene afweeringe van de voorſchreve oppreſſie ende beſwaerniſſe geoordelt ſal worden van noode te weſen; Wel verſtaende dat Partyen contrahenten, t'elckens daer over ende op wat conditien het ſelve ſal geſchieden, particulierlijck ſullen hebben te verdragen.

XI. Sijne Keurv. Doorl. en haer Ho. Mog. ſullen d'een in des anders Landen geen inlegeringe ofte logeringe mogen doen, ſonder voorgaende behoorlijcke communicatie.

XII. Maer ſoo wanneer *marche* of doortocht in des eenen of des anderen Landen ſoude mogen geſchieden, ſullen de contraherende Partyen gehouden zyn, ſoo tydelijck notificatie daer van te doen, dat weder-zijts Gedeputeerden daer ſullen konnen by zyn, om de *marche* tot de minſte overlaſt ende ſchade van de Onderdanen te helpen dirigeren ende bevorderen, ſoo nochtans dat oock de Militie daer door niet ſal moeten worden benadeelt, maer geconſerveert, ende ſal daer benevens onder de Soldateſca ſoodane ernſtige en ſcherpe Diſcipline worden onderhouden, dat ſy alles ſullen koopen ende betalen, ende dat die reſpective Onderdanen ſoo weynigh als einichſints doenlijck is, door de voorſchreve doortochten moghen worden beſwaert; Tot welcken eynde alle de Malverſatie, ende Contraventie van de Soldateſca rigoureuſelijck ſal worden geſtraft; Ende in cas een *derde* eenige Inlegeringen, Logeringen, doortochten en inſelteringe met eenigh Krijghs-Volck mocht willen ondernemen, in ofte door ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt *Cleefſche* ende *Marckſe* of haer Ho. Modaer aengrenſende Provincien ende Landen, ſo ſullen de contraherende Partyen na voorgaende concert en overlegh 't ſelve elckander ſoo veel mogelijck helpen afweeren ende bevryen.

XIII. D'Heeren *Staten Generael* ſullen de Steden ende Forten, die de ſelve jegenwoordigh in de Landen van *Cleve* beſet houden, met ſoodanigh Guarniſoen vorſien, dat aen de eene zijde de ſelve voor allen overal genoechſaem mogen verſeeckert weſen, ende aen de andere zijde de goede *Burgers* ende Ingeſetenen van de voorſchreve Steden ende Forten niet mogen werden beſwaert, tegen redenen of tegen de voorſz deſen opgerechte *Capitulatien*, de welcke tot dien eynde ſullen worden gereſumeert, ende na de

mieux être ſecouruë de Cavalerie, *Argent*, *Vaiſſeaux*, *Munitions de Guerre ou Matelots*, *le ſecours ſera reduit & compenſé à l'avenant du ſecours ſuſmentionné au choix de l'Attaqué*, *en ſorte que mil Soldats ſeront comptez & évaluez à quatre mil Riſdales par mois*, *prenant douze mois en l'an*: *Et ſera le ſuſdit payement ou fourniture reſpective faitte au commencement de chaque mois par égale portion*, *& ce en eſpece*, *ou à Amſterdam ou à Hambourg*; *Mais ſi laditte preſtation ou fourniture venoit à ſe faire en partie ou en tout en Munition de Guerre*, *en Vaiſſeaux*, *ou autres Marchandiſes ſervants à la Guerre*, *l'Aſſiſtant ſera alors obligé d'aporter tous les ſoins poſſibles qu'on achette les Munitions*, *Vaiſſeaux ou Marchandiſes ſuſdittes de bonne foi*, *& en preſence de quelqu'un que l'Aſſiſté choiſira à cet effect*, *mais l'Aſſiſté ſera obligé de recevoir leſdittes Munitions de Guerre*, *ou Vaiſſeaux & même de les venir prendre dans le Païs ſous la Domination de l'Aſſiſtant qui fournira le ſecours.* Anno 1666.

X. Et en cas que le ſecours des deux ou trois mil hommes reſpectifs cy-deſſus exprimez ou l'équivalant d'icelui, *ne fût pas jugé ſuffiſant*, *pour repouſſer entierement l'oppreſſion & les Griefs qu'on pourroit recevoir*, *qu'alors celui des Alliez*, *qui ne ſera point opprimé ou lezé ſera obligé d'aſſiſter celui qui le ſera de telles forces & moyens qu'il ſera jugé neceſſaire pour repouſſer entierement leſdittes oppreſſions & Griefs. Bien entendu que* les Parties contractantes *conviendront à quelle condition cela ſe devra faire.*

XI. Sa Serenité Electorale & L. H. P. ne pourront faire de Logements ni ne donneront de Quartiers dans les Païs l'un de l'autre, *ſans une preallable & convenable communication.*

XII. Mais s'il falloit faire faire quelques Marches dans l'un ou l'autre des Païs, *les Parties contractantes ſeront obligées d'en donner avis aſſez à tems pour que les Deputez de part & d'autre puiſſent y être preſens*, *pour faire en ſorte que leſdittes Marches ſe faſſent au moindre dommage des Sujets*, *qu'il ſera poſſible*, *ſans que pourtant les Troupes en reçoivent du deſavantage mais ſera auſſi pourvû à leur conſervation*; *Et l'on fera obſerver aux Soldats une ſi bonne Diſcipline*, *qu'ils payeront tout ce qu'ils achetteront*, *afin que les Sujets de part & d'autre reçoivent par leſdittes Marches le moins de dommage qui ſe pourra. Aux fins dequoi toutes les malverſations & contraventions de la Soldateſque ſeront punies rigoureuſement*; *Et en cas qu'un troiſiéme voulût entreprendre quelque Quartier*, *Logement ou Marche par ledit Païs de Clêve ou de Marck qui apartiennent à Sa Serenité Electorale*, *ou par les Provinces & Païs de L. H. P. & de les ravager*, *les Parties contractantes prendront de concert des meſures pour ſe deffendre & ſe ſecourir l'un l'autre.*

XIII. Les Seigneurs Etats Généraux mettront telles Garniſons dans les Villes & Forts qu'ils occupent preſentement dans les Païs de Cleves, *qu'elle puiſſent d'un côté*, *être aſſûrées contre toutte irruption*, *& d'un autre côté ſans que les Habitans deſdittes Villes & Forts en ſoient lezez ſans raiſon & contre les Capitulations ci-devant dreſſées*, *leſquelles à cette fin ſeront reſumées*, *qui ſuivant la conjuncture du tems*

ANNO 1666.

de tegenwoordige Conſtitutie van tijden met onderlingh concert nader worden ghereguleert, ende ondertuſſchen blyven in haer vigueur ende werden gheobſerveert, voor ſoo veel met onderlinge naderhandelinge de ſelve niet verandert zyn; Ende ſullen haer Ho. Mo. ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, in de voorſz Steden ende Forten geen indracht doen, in deſſelfs Lands-hoogheden, Eminentien, Regalien, ende Domeynen, noch oock ghedogen dat ſulxs by haer Gouverneurs en Officieren, 'tzy Militaire, 'tzy Politique onder pretext ondernomen werde, maer ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt mitſgaders deſſelfs Erfgenamen, geruſt ende ongeturbeert by de voorſchreve Lands *Hoogheden*, *Eminentien*, *Regalien*, ende *Domeynen*, ende het vrye ongehinderde gebruyck van dien laten verblijven, ende daer by in ſulcker voegen helpen maintineren, dat daer jegens by niemandt yets ondernomen moge werden, ofte in cas dat daer jegens yets mochte werden geattenteert, dat 't ſelve onderlinge ſal werden tegen gegaen ende niet getolereert, Gelijck mede ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt belooft, in cas yemandt de voorſchreve zijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyts Steden in den Lande van *Cleve* met haer Ho. Mo. Guarniſoenen beſet, quame te attaqueren met vyandtlijcke invaſien ofte openbaer geweldt, dat zyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt het ſelve niet anders ſal op nemen, dan of het aen ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt 't ſelve geſchach, ende dienvolgens haer Ho. Mog. teghens ſoodanige invaſien ende geweldt met die hier vooren verſprooken hulpe, ſal helpen defenderen ende beſchermen, in gevolge van de *vier* ende *vijfde* Artijckelen hier vooren ter neder geſtelt.

tems & par un concert particulier ſeront encore réglées, & leſquelles demeureront en leur vigueur, & ſeront obſervées, à moins qu'il n'y ſoit derogé par des Negotiations particulieres & poſterieures. Et L. H. P. ne donneront aucune atteinte aux Eminences, Regales, & Domaines des ſuſdits Païs, Villes & Forts de Sa Serenité Electorale, ni ſouffriront en être donnée par leurs Gouverneurs & Officiers ſoit Militaires ou autres, mais l'en laiſſeront joüir & ſes Heritiers paiſiblement & tranquillement, & même aideront d'une telle maniere Sa Ser. El. à les maintenir, que ſi quelqu'un venoit à entreprendre ou attenter quelque choſe au contraire, ils ne le ſouffriront ni le tolereront, comme pareillement Sa Serenité Electorale promet que ſi quelqu'un venoit à attaquer leſdits Lieux où L. H. P. ont leur Garniſon dans ledit Païs de Cleves, & vouluſſent faire invaſion par violence ouverte, Sa Serenité ne le prendra pas autrement que ſi la choſe lui arrivoit, & conſequemment aſſiſtera L. H. P. avec le ſecours promis & les protegera & deffendra en conſequence des quatriéme & cinquiéme Articles ci-deſſus.

XIV. Soo ſullen oock door het onderhouden van de Guarniſoenen in de voorſchreve Steden, Forten, ende Plaetſen haer Ho. Mog. geen *reght* ofte ghegerechtigheydt komen t'acquireren, veel min ſal zyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheit ende deſſelfs nakomelingen, eenige prejudicie daer uyt komen te ontſtaen, maer ſal alleen blijven by voorige Tractaten, Verbinteniſſe, ende Verklaringe van ouds ende voor den jare *ſeſtien hondert vijf-en-ſeſtigh* dien aengaende op ghereght, ende ſal ondertuſſchen aen de Gouverneurs ende Commandeurs in ſulcke Steden ende Forten, wel expreſſelijck ende ſcherpelijck belaſt werden aen ſijne Keurvoorſtelijcke Doorluchtigheyt, ende deſſelfs Regeeringe by alle occaſien toe te dragen behoorlijck reſpect, ende van de Onderdanen van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt niet meer af te eyſſchen ende te vorderen, als in de Vereenighde Provincien is gebruyckelijck, nochte oock te gedoogen, dat, of ſijne Keurvoorſtelijcke Doorluchtigheyt ofte deſſelfs Onderdanen, in hare gerechtigheden ende Goederen met excurſien, ofte met eenige andere extorſien directelijck of indirectelijck mogen werden gegraveert ofte vernadeel; Des ſullen daer over *nadere Reglementen* werden gheformeert, ende de *beſoignes* dien aengaende albereyts aen geſtelt met allen ernſt en yver voortgeſet, ende ſo haeſt doenlijck, ende noch voor de uytwiſſelingh van de Ratificacie ſo het moglijck is, immers binnen den tijd van *twee Maenden* daer naer, tot een goed beſluyt gebracht werden, welcke te maecken *reglementen* van ſoodanige kracht ende valeur ſullen ſijn, ende gehouden worden als of die in deſe van woorde te woorde waren geinſereert. Des wort oock van nu af aen vaſt geſtelt dat de *Tollen* ende *Licenten* over *Vivres* ende *Munitie* van Oorlog, die beyde de Partyen ofte een van dien ſoude mogen van nooden hebben, ſullen werden betaelt volgens de gewoonlijcke *Lijſten*, gelijck als die van alle andere particuliere Ingeſetenen moeten betaelt werden.

XIV. Il ne ſera non plus acquis par L. H. P. pour les Garniſons qu'ils ont dans les ſuſdittes Villes, Forts & Places aucun Droit ni prerogatives; beaucoup moins pourra Sa Serenité Electorale ni ſes Succeſſeurs recevoir par là aucun prejudice, mais on s'en tiendra aux Traitez, Alliances, & Declarations precedentes & dreſſées à cet égard devant l'an mil ſix cens ſoixante-cinq, & ſera cependant expreſſement ordonné aux Gouverneurs & Commandeurs des ſuſdittes Villes & Forts de porter dans les occaſions le reſpect convenable à Sa Serenité Electorale, & à la Regence, & de n'exiger & demander des Sujets de Saditte Serenité Electorale que ce qui eſt en uſage dans les Provinces-Unies, & de ne point permettre que Sa Serenité Electorale ou ſes Sujets ſoient par excurſion ou autre extorſion lezez ni grevez directement ou indirectement en leurs Droits & Biens. C'eſt pourquoi il ſera à cet égard fait un nouveau Reglement, & ſeront les choſes commencées à cet égard continuées à bon eſcient & avec zèle, & auſſitôt qu'il ſe pourra, & même avant l'échange des Ratifications s'il eſt poſſible, du moins dans le tems de deux mois aprés qu'icelles ſeront amenées à une bonne fin, lequel Réglement à faire ſera d'une telle force, vertu, & reputées telles que ſi elles étoient inſerées ici de mot à mot, c'eſt pourquoi dès à preſent comme pour lors, il ſera arreté que les Peages & Licentes *ſur les Vivres & Munitions de Guerre que les deux Parties ou l'une des deux pourroient avoir de beſoin ſeront payez ſelon la Liſte accoutumée, comme elles doivent être payées par les autres particuliers Habitans.*

XV. De Contrahenten ſullen malkanderen, of elck anders Onderdanen ende Ingeſetenen, mitſgaders hare Goederen met geene *Tollen*, *Licenten*, ofte andere Impoſitien, hoe deſelve oock mochten werden ghenaemt, beſwaren, ofte belaſt laten, verder als de eyghene Ingeſetenen (uytgeſondert die ghene van de ſelve Ingeſetenen, de welcke van voor den *ſeven-en-twintighſten* Julii *ſeſtien hondert vijf-en-ſeſtigh* ſpeciale privilegie van exemptien of meerder vrydom in 't particulier ſouden mogen hebben) ofte oock eenige andere de *minſtbeſwaerde* Vreemdelingen belaſt ſijn of blij-

XV. Les Parties contractantes ou chacun de leurs Sujets & Habitans, enſemble leurs Marchandiſes ne ſeront pas plus chargez de Peages, Licentes *ou autres Impoſitions que les propres Habitans, (exceptez ceux de ces mêmes Habitans, qui dès avant le vingt-ſept Juillet mil ſix cens ſoixante & cinq, peuvent avoir quelques privileges d'exemption) ou quelques autres plus grandes, ou même pas plus que quelques autres Etrangers qui ſont les moins chargez, ou le ſeront, mais au con-*

Anno 1666.

blijven ſullen, nemaer de ſelve ter contrarie alle ſoodanige exemptien, privilegien ende immuniteyten laten genieten, als hare eygene Ingeſetenen of minſtbeſwaerde Vreemdelingen hebben ende genieten, noch oock malkanderen, nochte een des anders Luyden ende Goederen, met eenige *feytelijcke proceduyren; preſſuren, retorſien, ofte repreſſalien ende arreſten*, ſo veel die naer beſchreven Reghten ende onderlinge Concordata niet geoorloft en ſijn, incommoderen, nochte aen hare Onderdanen ſulcks te doen toe ſtaen, maer een yegelijck aen de Ordinaris Juſticie renvoyeren, ende de ſelve Juſtitie haren vollen cours laten genieten.

XVI. Ende heeft ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt belooft, gelijck de ſelve belooft by deſen, in de voorſchreve *Havenen op de Ooſt-Zee* reſponderende, d'Onderdanen van haer Ho. Mog. ende d'Ingeſetenen van de Vereenighde Provincien over haer Perſoonen, Schepen, Waren ende Coopmanſchappen, onder geenderhande pretext ſonder de hooghſte noodt, ghemeen intereſt, ende dan oock met anders, als met onderlingh goedtvinden van beyde de Geallieerden, verder ofte hooger te ſullen beſwaren als de ſelve jegenwoordigh beſwaert ſijn, ende niet gedoogen, dat aldaer door yemant anders eenige beſwaerniſſen geintroduceert ofte gegheven worden.

XVII. De Navigatie, Traficque, ende Commercie, ſullen tuſſchen d'Onderdanen van wederzijden ſonder eenigh hinder of belet gedreven ende ghecontinueert werden, ende ſal dienvolgens beyder deelen, ofte haerder Onderdanen Schepen vry ſtaen ende geoorloft ſijn, wederzyds Havenen uyt ende in te loopen, ende Statie daerinne te nemen.

XVIII. Indien eenige andere Chriſtelijcke *Koningen, Potentaten, Republijcken, ofte Steden*, haer mede in deſe Alliantie willen begeven, ſo ſal ſulcks een yeder vry ſtaen, edoch dat daer door egeen van beyde Contrahenten eenichſints werden geprejudicieert of deſſelfs ſtaet ende conditie ſwaerder ghemaeckt ofte vernadeelt, in deſen verſtande, dat de voorſchreve inlatinge ſal moeten geſchieden met onderlinge communicatie ende wederzijdts bewilliginge.

XIX. 't Reght van *iſſue* of *decimatie* 't welck by vertreck van familien ofte verval van herediteyten komt t'onſtaen, daer van ſullen wederzijds Onderdanen vry en exempt ſijn ende blijven geduyrende deſe Alliancie.

XX. Deſe Alliancie defenſive ſal duyren ende cours hebben, oock houden den tijdt van *twaelf* Jaren, met intentie, omme ter expiratie van dien tijdt vernieuwt te worden, ende ſal tot dien eynde *twee* Jaren voor d'expiratie van de voorſchreve tijdt daer over een byeen-komſte werden aen geſtelt, met dien verſtande nochtans, dat by ſo verre als dan by d'een of d'ander der Geallieerden, ofte by beyde, tot ſoodanige vernieuwinge niet en ſoude konnen werden verſtaen, in ſulcken gevalle de Contrahenten ten wederzyden ſullen weder komen te treden in het Reght, ende de Verbinteniſſe die tegenwoordigh tuſſchen haer beyde is in gevolge van de Tractaten, die over veele jaren ſucceſſivelijck tuſſchen de ſelve ſijn op gerecht ende gemaeckt, ſijnde wederzijdts gheſtipuleert dat de ſelve Tractaten, Contracten, ende Verklaringen door deſe Alliantie niet en ſullen ſijn gecaſſeert, maer ter expiratie van deſe Tractaten blijven in haer volle vigeur ende kracht, gelijck de ſelve ſouden zijn gheweeſt ende ghebleven, by aldien deſe nader Alliantie niet en ware op ghereght.

XXI. Daer ſullen ten wederzijden, elcks naer ſijn vermogen ende gelegentheyt, devoiren ende officien ghedaen worden dat andere *Princen, Potentaten, Republijcken, ende machtige Steden*, ende ſonderlinge van den *Weſtphaliſen ende Saxiſen Kreyts*, mede onder deſe Alliantie werden gebracht.

XXII. Men ſal geen lichtinge van Volck te Peert ende te Voet, ofte te water toe ſtaen aen d'een of d'andere Vyanden, jegens de welcke men uyt krachte van deſe Alliancie defenſive ſal moeten hulp preſteren.

XXIII. Maer *werving van Volck* van Oorlogh te water ofte te Lande, mitſgaders *inkoop, inhuyringe*, ende *equipagie van Schepen van Oorlogh*, ſal altoos toeghelaten worden ende vry ſtaen voor ende ten behoeve van

Anno 1666.

contraire on les laiſſera joüir de ſemblables exemptions, Privileges, & Immunitez que leurs propres Sujets, ou que les moins chargez des Etrangers ont & dont ils joüiſſent, ni ſe moleſter l'un l'autre ni les Perſonnes & Marchandiſes l'un de l'autre par aucune voye de fait, oppreſſions, extorſions, & repreſſailles & arrêts, à moins que le Droit preſcrit, ou quelque Concordat particulier ne le permette, ni de faire permettre telles choſes à leurs Sujets, mais de renvoyer un chacun à ſa Juſtice ordinaire, & de laiſſer à laditte Juſtice ſon cours ordinaire.

XVI. Et a Sa Serenité Electorale promis, comme elle promet par ces preſentes que dans les Havres ſuſdits qui repondent à la Mer de l'Eſt les Sujets de L. H. P. & les Habitans des Provinces-Unies, ne ſeront pas plus chargez à l'égard de leurs Perſonnes, Vaiſſeaux, Marchandiſes & Denrées, ſous quelque pretexte que ce ſoit, & ſans une extreme neceſſité, interêt commun & le conſentement particulier des deux Alliez, qu'ils le ſont preſentement, & ne permettront que quelques autres perſonnes y introduiſent quelques Griefs.

XVII. La Navigation, Trafic & Commerce ſeront continuez ſans obſtacle & empêchement entre les Sujets des uns des autres, & que par conſequent les les deux Parties ou leurs Sujets, & Vaiſſeaux auront la liberté & leur ſera permis d'entrer dans les Ports l'un de l'autre & d'y ſejourner.

XVIII. Si quelques autres Rois Chreſtiens, Potentats, Republiques ou Villes, veullent entrer auſſi dans cette Alliance il ſera libre à un chacun, mais que par là nul des deux Contractans n'en recevra aucun prejudice, ni leurs Etats & condition n'en recevront aucun deſavantage, bien entendu, que l'incluſion ſuſdite ſe fera avec la communication & conſentement reciproque.

XIX. Les Sujets de Part & d'autre ſeront & demeureront exempts durant cette Alliance du Droit de ſortie ou decimation *qui vient à écheoir par le depart de quelque Famille ou par Heredité.*

XX. Cette Alliance deffenſive durera & aura cours le tems de douze années, avec intention de la renouveller à l'expiration dudit tems, & à cette fin on s'aſſemblera deux ans auparavant; bien entendu neantmoins que ſi l'un ou l'autre des Alliez ou tous les deux ne pouvoient pas entendre à ce renouvellement, en tel cas les Parties contractantes de part & d'autre, rentreront dans leur Droit, & les Alliances qui ſont preſentement entre les deux Parties, en conſequence des Traitez qui depuis pluſieurs années ont été ſucceſſivement faits & dreſſez entre les deux Parties ne ſeront point caſſées, étant ſtipulé de part & d'autre que leſdits Traitez, Contracts & Declarations ne le ſeront point par cette Alliance, mais à l'expiration de ce Traité ils demeureront dans leur force & vigueur, comme ils ſeroient demeurés ſi cette preſente Alliance n'avoit pas été faite.

XXI. On fera de part & d'autre tout ſon poſſible, chacun ſelon ſon pouvoir & commodité, que les autres Princes, Potentats, Republiques & Villes Puiſſantes, & particulierement les Cercles de Veſtphalie & de Saxe, entrent auſſi dans cette Alliance.

XXII. On ne permettra aucune levée de Troupes à pied ou à cheval, ou de marine à aucun Ennemi contre lequel on ſeroit obligé de s'aſſiſter en vertu de cette Alliance.

XXIII. Mais la levée de Troupes ſoit de Mer ou de terre, enſemble de loüer & équiper des Vaiſſeaux de Guerre, ſera toujours permis & libre à l'un & l'autre des deux Confederez, dans les Païs & Havres de

ANNO 1666.

van beyde de Contrahenten, in d'een ende d'andere Landen ende Havenen, 't en ware dat die geene in welckers Landen ende Havenen die voorſchreve werving-ge, inhuyringe, inkoop, ofte equipagie worden verſocht, ſelf tot ſijne defenſie het Volck ofte de Schepen van noode hadde, ofte dat om andere inſurmontable obſtaculen ſulcks ſoude moeten werden ge-excuſeert, welcken aengaende volkomen geloof gegeven ſal worden aen deſſelfs verklaringen.

XXIV. De contraherende Partyen ſullen de paſſagie ter Zee, Rivieren ende andere Wateren, als oock te Lande, elcks in ſijn Deſtrict reſpective wel ende naer behooren met alle mogelijckheydt moeten bevryen, ende veyligh houden jegens alle ende een yegelijcken die de ſelve ſoude willen infeſteren, ofte anderſints bekommeren.

XXV. Voorts nemen haer Ho. Mog. aen by den *Koningh van Poolen*, alle krachtige ende efficacieuſe officien aen te wenden, ten eynde ſijne Koninghlijcke Majeſteyt aen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt preſtere 't gheene de ſelve wegens de Stadt *Elbingh* heeft verſproocken, ende waer over haer Hoogh Mog. als *Guarandeurs* van beyde Partyen ſijn genomineert.

XXVI. Deſe Alliantie ſal van weghen den Staet der Geunieerde Provincien, als oock by ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt reſpective, gheapprobeert ende gheratificeert worden binnen den tijdt van *veerthien* daghen, naer 't beſluyt ende onderteyckeninghe van deſen, ofte eerder, ſoo ſulcks eenichſints doenlijck is.

Folget der Inhalt der Procuration vor die von Seiner Churfürſtlichen Durchläuchtigkeit deputirte Herren.

WIr Friderich Wilhelm / von Gottes Gnaden Marg-graff zu Brandenburg des Heil. Römiſchen Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürſt / in Preuſſen / zu Magdeburg / Gülich / Cleve / Bergen / etc. urkunden und bekennen hiermit für jedermänniglich / nachdem zwiſchen Uns und denen Herren Staten Generalen der Vereinigten Niederlanden / nicht alle wegen renovirung der zwiſchen Uns und dem Stat vor dieſem geſchloſſenen Alliantz / ſondern auch wegen ferner Zuſammenſetzung und näherer Vereinigung zu defenſion beiderſeitz Eſtats und Landen eine zeither Handlung gepflogen; Als haben wir zu derſelben völligen und endlichen Schlus committirt und bevolmächtiget / die Wolwürdigen / Wolgebornen / und Hochgelerten unſere reſpective Geheime und Cleviſche Regierungs Räthe / Ober-Præſidenten / und Cleviſchen Vice-Cantzler Otto Frey-herrn von Schwerin / Herren zu Alten-Landsberg und Sachan; Erb-Kämerern unſerer Chur-Brandenburg und Thumbprobſten unſerer Stifts-Kirchen von Brandenburg / Werner Wilhelm Blaſpiel, und Matthias Romswinckel, Thun auch ſolches hiermit und in kraft dieſes / und geben jets gemelten unſeren Ober Præſidenten und Geheimen Räthen volkommene Macht und Gewalt / vor angeregte Tractaten mit obgedachter Herren General Staten Gevolmächtigten zu volkommener perfection und richtigen Schluſz zu bringen / allermaſſen Wir was alles von ihnen dergeſtalt verhandlet / geſchloſſen / und unterſchrieben ſeyn wird / völliglich ratificiren / und genehm halten wollen. Zu Urkundt haben wir dieſe Volmacht eigenhändig unterſchrieben / und mit unſeren Churfurſtliche Inſiegel bekräftigen laſſen. So geſchehen und gegeben zu Cleve den 12. Febr. 1666.

Voor de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den geenen die deſen ſullen ſien ofte hooren leſen, ſaluyt: Doen te weten, dat wy genegen zijnde de voorgaende Tractaten van Alliantie ende Vriendſchap met den Heere Keurvorſt van Brandenborgh hier bevooren opgerecht niet alleen te vernieuwen, ende, is 't mogelijck, te corroboreren ende verſtercken, nemaer oock een Tractaet van mutuele defenſie ende aſſiſtentie aen te gaen, goet gevonden hebben

de l'un & de l'autre des Parties contractantes, à moins que celui dans le Païs & Havres duquel leſdites levées, loüage, achapt, ou équipage ſeront demandés, n'en eût beſoin lui-même pour ſa propre deffence, ou que pour quelque obſtacle inſurmontable on ne fût obligé de s'en excuſer, & on ſera obligé d'ajouter une entiere foi à la declaration d'excuſe qu'on en fera.

XXIV. Les Parties contractantes rendront libres de tout leur pouvoir les paſſages, par Mer, par les Rivieres, & autres Eaux, & même par Terre, chacun dans ſon Diſtrict reſpectivement & comme il eſt convenable, & les aſſureront contre tous ceux qui voudront les infeſter, ou autrement les empêcher.

XXV. En outre L. H. P. ſe chargent de faire tous les devoirs poſſibles & les plus efficaces auprés du Roy de Pologne afin que Sa Royale Majeſté effectuë envers Sa Serenité Electorale ce qu'il a promis à l'égard de la Ville d'Elbing, & dont L. H. P. ſe ſont rendus garants.

XXVI. Cette Alliance ſera ratifiée par les Etats des Provinces-Unies, & par Sa Serenité Electorale reſpectivement, dans le tems de quinze jours, aprés la concluſion & ſignature des preſentes, ou plutôt, ſi la choſe peut en quelque maniere être faiſable.

Suit le Plein-Pouvoir des Députez de Sa Serenité Electorale.

NOUS Frederic Guillaume par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain, & Electeur, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, &c. confeſſons & reconnoiſſons par ces preſentes par devant tous que deſirans nous & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, de renouveller non-ſeulement les Alliances qui ont cy-devant été faites entre nous, mais de nous unir plus étroittement encore par une nouvelle, pour la deffence des Etats & Païs des uns & des autres. C'eſt pourquoi nous avons dans ce deſſein & pour la conclure commis & authoriſé honorable & tres-ſçavant Seigneur Otton Baron de Schwerin, Seigneur d'Alten, Lantsberg & Sachan, nôtre Conſeiller privé & de la Regence de Cleves, premier Preſident & Vice-Chancelier dudit Cleves, Werner Guillaume Blaſpiel, Chambellan Hereditaire de nôtre Electorat de Brandebourg, & Matthias Romſwinckel &c. Doyen de nôtre Egliſe Cathedrale de Brandebourg, auxquels ſuſnommez avons donné par ces preſentes Plein-pouvoir d'amener à perfection & juſte concluſion les Traitez ſuſdits, promettant de ratifier & avoir pour agreable tout ce que par iceux ſera traité, conclu & ſigné. En témoin dequoy nous avons le preſent Plein-pouvoir ſigné de nôtre main & icelui confirmé de l'apoſition de nôtre Sceau Electoral, Fait & donné à Cleves le 12. Février, 1666.

Plein-Pouvoir des Députez de L. H. P.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces preſentes verront ou orront, ſalut, ſçavoir faiſons, qu'étant enclins non-ſeulement de renouveller les precedens Traitez d'Alliance & d'Amitié cy-devant faits avec le Seigneur Electeur de Brandebourg, & s'il eſt poſſible de les corroborer & affermir, mais auſſi d'entrer en un nouveau Traité de deffence & d'aſſiſtence mutuelle, nous avons jugé à propos de

ANNO 1666. ben aen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt af te veerdigen den Ed. geſtrengen wijſen, voorſienigen Heer *Hieronymus van Beverningh* Gedeputeerde in onſe Vergaderingh van wegen de Provincie van Hollant, &c. ende wetende dat deſelve daer toe nodigh heeft onſe ſpeciale Procuratie, volkomen macht, autoriteyt ende bevel om alle ſcrupulen, die des aengaende gemoveert ſouden mogen worden, wech te nemen, Soo iſt, dat wy hem gegeven hebben, gelijck wy hem geven in krachte deſes volkomen macht, autoriteyt ende ſpeciael bevel, om de aengevangen Tractaten van Alliancie ende aſſiſtentie met Hooggemelde ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt finalijck te ſluyten ende te tekenen, belovende ſinceerlijck, oprechtelijck ende ter goeder trouwen te ſullen houden voor aengenaem, vaſt, bondich ende van weerden, alle 't geene by den meergemelde Heer onſe Gedeputeerde in deſelve qualiteyt ſal ſijn gedaen, belooft, geconſenteert, ende geaccordeert, 't ſelve onverbreeckelijck nae te komen, te onderhouden ende obſerveren, ſonder daer tegen immermeer yets te doen of te leeten gheſchieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock ſoude mogen weſen, ende alles ratificeren ende approberen, ende des noot ſijnde daer van te verleenen en paſſeren Brieven ende Inſtrumenten in de beſte forme, tot volkomen contentement ende genoegen vande meer hoog-gemelde Heere Keurvorſt. Gegeven in den Hage onder onſen grooten Zegel en Paraphure vande Heere Præſiderende in onſe Vergaderinge, ende de ſignature van onſen Griffier op den *ſevenden* Februarii *ſeſtien hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Aldus gedaen, geaccordeert ende geſlooten onder de ſignature ende Pitſiers vande reſpective Heeren Gedeputeerden in de voorſchreve Procuratien vermelt. Tot Cleve den ſeſden nieuwen ſt. ende den ſeſtienden Februarii ouden ſtijl des jaers *ſeſtien hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Was ondertekent.

(L.S.) OTTO VRY-HEER VAN SCHWERIN.

(L.S.) WERNER WILHELM BLASPIEL.

(L.S.) MATTHIAS ROMSWINCKEL.

(L.S.) H. v. BEVERNINGH.

depêcher vers Sa Serenité Electorale, le noble Jerôme de Beverning, Deputé en nôtre Aſſemblée de la part de la Province de Hollande &c. Et ſçachant qu'il a pour cet effect beſoin de nôtre Procuration ſpeciale, & de nôtre Plein-pouvoir, authorité & mandement, pour ôter tous les ſoupçons qui pourroient naître à cet égard; Nous lui avons donné, comme nous lui donnons en vertu des preſentes Plein-pouvoir, authorité & mandement ſpecial pour conclure & ſigner les Traitez d'Alliance & d'Aſſiſtance avec ſa ſuſdite Serenité Electorale; Promettant ſincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & ſtable & de tenir pour valide, tout ce qui par nôtre dit Deputé en ladite qualité, ſera fait, promis, conſenti & accordé & de l'obſerver & entretenir inviolablement, ſans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puiſſe être & d'aprouver & ratifier le tout, & ſi beſoin eſt d'en faire & paſſer Lettres & Inſtrumens en bonne forme, à l'entier contentement & parfaite ſatitfaction du ſuſdit Seigneur Electeur. Donné à la Haye ſous nôtre grand Sceau & la Paraphe du Seigneur Preſident de nôtre Aſſemblée & la Signature de nôtre Greffier le ſeptiéme Février mil ſix cens ſoixante-ſix. ANNO 1666.

Ainſi fait, accordé & conclu ſous la Signature & Cachet reſpectifs des Seigneur Deputez mentionnez dans leſdits Plein-pouvoirs. A Cleve le ſixiéme nouveau ſtile, & le ſeiziéme Février vieux ſtile, de l'an mil ſix cens ſoixante ſix.

Etoit ſigné.

(L.S.) OTTON BARON DE SCHWERIN.

(L.S.) WERNER GUILLAUME BLASPIEL.

(L.S.) MATTHIAS ROMSWINCKEL.

(L.S.) H. v. BEVERNING.

Tractaet van een naerder Conjunctie ende Verbinteniſſe tuſchen FREDERICK WILHELM *Keurvorſt van Brandenburg, ende de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *tegens de vyantlijcke invaſie van de Biſchop van* Munſter *in eenige van de vereenigde Nederlanſche Provincien. Tot Cleve den* $\frac{6}{16}$*. Februarii* 1666. Met *twee ſeparaete Articulen daer optuſchen de Gedeputeerden van den Heere Keurvorſt ende van de Heeren Staten Generael geconvenieert is over den ophef van den Tol ende het Licent van Gennip; gelyck oock tot Elucidatie ende naerder verklaringh van het vierde Artykel van het Tractaet van Alliancie. Gedaen en geteekent tot Cleve den* $\frac{6}{16}$*. Februarii* 1666. [AITZEMA *Saaken van Staet en Oorlogh.* Tom. XII. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans PUFFENDORF *de rebus Geſtis* FREDERICI WILHELMI *Elect. Brandeb.* Lib. X. pag. 652. par extrait en Latin.]

Traité d'une plus étroite Conjonction entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES contre les Invaſions ennemies de l'Evêque de *Munſter* en quelques-unes des Provinces-Unies des Païs-bas. A Cleve le $\frac{6}{16}$. Fevrier 1666. *Avec* deux Articles ſeparés par leſquels on convient entre les Deputez dudit Electeur, & deſdits Etats Généraux de ce qui regarde l'exaction du Peage à Gennip, comme auſſi d'une élucidation & ulterieure declaration ſur l'Article IV. du Traité d'Alliance. Fait à Cleves le $\frac{6}{16}$. Fevrier 1666. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*, Tom. XII.]

NAdien den Heer Keurvorſt van *Brandenborg* aende eene, ende de Heeren *Staten Generael* der Vereenichde Nederlanden aen de andere ſijde, behertіcht ende rijpelijck overwogen hebben, de onruſte door de vyantlijcke invaſie vande *Biſſchop van Munſter* in eenige vande Vereenigde Nederlantſe Provintien aengevangen, als mede het voor oogen ſwevende gevaer dat deſe Oorlochsvlammen, ſoo wanheerſe niet haeſt ſouden worden gedempt, wel verders moch-

COmme le Seigneur Electeur de Brandebourg d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, d'autre part, ont murement conſideré les troubles cauſez par l'Invaſion de l'Evêque de Munſter dans quelques-unes des Provinces-Unies, comme auſſi le danger qu'on voit qui en proviendroit ſi ces étincelles de Guerre n'étoient pas promptement éteintes, & qu'elles pourroient s'étendre bien plus loin, &

ANNO 1666.

mochte uytberſten, ende niet alleen de aengrenſende Landen, maer oock meer andere Potentaten in 't Chriſtenrijck in eenen inextricablen ende oneyndelijcken Oorloch ſoude inwickelen ende alſoo een gruwelijck Bloetbat veroorſaeken, ende dat ſulcx alles de ruine van veele Landen en Luyden ſoude komen nae ſich te ſlepen, SOO IST, dat ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ende haer Ho. Mog. om de voorſchreve violentie af te weeren, de geinvadeerde Provintien weder te bevrijden, wederzyts Landen ende Luyden, ende voornamentlijck mede de *Weſtphaliſchen Creits*, daer by ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van wegen het Hertoghdom van *Cleve*, Vorſtendom *Minden*, ende Graefſchappen van der *Marck* ende *Ravensbergh* ſo merckelijck is geintereſſeert, nevens de voorſchreve Provintien in goede ſecuriteyt te ſtellen, ende aldus alle vordere beſorghde onheylen voor te komen, niet noodigers noch expediters hebben geoordelt te weſen, als ingevolge van hun ſucceſſive Verbinteniſſen ende van oude tijden aen malkanderen gedaene Vrintſchappen ende nabuyrlijcke aſſiſtentien ſich by deſe conjuncture wat nader te *conjungeren*, ende tot bereickinge van 't voorſchreve ſalutair oogmerck geſamentlijck eenighe rechtmatige ende krachtdadige conditien ende middelen te adjuſteren, ende in 't werck te ſtellen, ende is dienvolgens daer op tuſſchen den welvaerdigen, welgebooren Heere *Otto* Vryheer van *Schwerin*, Heere tot Alten, Lansbergh ende Sachan, Erf-kamerer vande Keur ende Marck *Brandenborgh*, ende Domprooſt vande Stiftkercke tot Brandenborg, mitſgaders beſtelder over Preſident, geheyme ende Leenraet, oock Hooftman van haer Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt tot Oranjenburgh, oock de Edele ende hooghgeleerde Heeren *Werner Wilhelm Blaſpiel*, geheyme, oock Cleviſche Marckſche Regerings ende Ampts Kamer-Raet, ende den Heere *Matthias Romſwinckel* der Rechten Doctor, oock Cleviſche ende Marckſche regeerings-Raet, ende Vice-Cancelier, ende den Edelen, geſtrengen, wijſen, voorſichtigen Heer *Hieronymus van Beverningh*, Gedeputeerde inde Vergaderingh van haer Ho. Mog. van wegen de Provincie van Hollant ende Weſtvrieſlant, in krachte van hare reſpective Procuratien in den name van hare wederſijts hooge Heeren Principalen, ende op derſelver goet vinden ende aggreatie geconvenieert ende verſproocken wert mitsdeſen.

I. Eerſtelijck, dat om te verkrijgen de voorſchreve heylſame Intentie, ende de ghemelde Biſſchop van *Munſter*, mitsgaders alle de geene de welcke den ſelven ſouden mogen *adhæreren*, alle motiven ende occaſien te benemen van deſe Verbinteniſſe te calangeren, ende door de continuatie van deſen onlijdelijcken Oorlogh den algemeenen Vreede in het Roomſche Rijck ende deſe Vereenighde Provincien wijders te turberen, ende daer door alle Chriſten Potentaten tegens malkanderen te exciteeren, het ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt op deſſelfs vorſtel vry ſal ſtaen alle mogelijcke devoiren aen te wenden, ſoo wel voor zich ſelfs, als mede door de cooperatie van ſijn Roomſche Keyſerlijcke Majeſteyt ende eenige Stenden des Roomſchen Rijcx, omme den Biſſchop van *Munſter voor die Ratificatie* van dit Tractaet, op ſoodanige reedelijcke conditien als dees aengaende albereyts ſijn geconcerteert, of noch verder met gemeen concert getroffen ſouden mogen werden, tot afſtant van ſijn voorſchreve voornemen te diſponeren.

II. Ende dat by aldien, boven vermoeden, de voorſchreve Biſſchop ſoodanige conditien aen te nemen ende te voltrecken ſoude mogen difficulteren, ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt als dan datelijck nae de uytgewiſſelte Ratificatien door de macht van Wapenen tot reeden ſal helpen brenghen den Heere Biſſchop, mitsgaders alle de geenen dewelcke den ſelven ſoude mogen *adhæreren*, of directelijck, of indirectelijck, met *Volck*, *Gelt*, *of eenige andere middelen* ſoude mogen helpen ſtyven, ofte de Partye voor hem aennemen; ſoo nochtans dat ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt niet wil verbonden ſijn, om ter dier oorſaeck elders ende buyten de occaſie, ende den aenkleve van deſen Oorloch met de voorſchreve *Adhærenten*, ende *adſiſtenten* van de voornoemde Heere Biſſchop particulierlijck te moeten breecken.

III. Tot welcken eynde ſijn Keurvorſtel. Doorluchtigheyt van nu af aen op 't ſpoedigſte ſal lichten ende by een brengen een Armée van *vier duyſent* Peerden,

& que non ſeullement les Païs voiſins mais auſſi pluſieurs autres Potentats de la Chrétienté ſe trouveroient embaraſſez dans une Guerre infinie qui cauſeroit une cruelle effuſion de ſang, & entraineroit pluſieurs Païs & Peuples dans un deſaſtre conſiderable. C'eſt pourquoi Sa Serenité Electorale & leurs Hautes Puiſſances pour repouſſer ladite violence, & remettre en liberté leſdites Provinces dans leſquelles ladite irruption a été faite, & les Païs & Peuples de part & d'autre, & ſur tout le Cercle de Weſtphalie où Sa Serenité Electorale à cauſe de ſon Duché de Cleves, de la Principauté de Minden & les Comtez de la Marck & de Ravensberg eſt ſi intereſſée, enſemble pour mettre leſdits Païs en ſureté, & ainſi prevenir de plus grands malheurs, n'ont rien jugé de plus neceſſaire & de plus expedient, qu'en conſequence des Alliances qu'ils ont fait entre eux ſucceſſivement & l'Amitié & l'aſſiſtence qu'ils ſe ſont fait l'un à l'autre de tout tems, de s'unir encore plus étroitement dans cette conjoncture, & pour parvenir aux fins propoſées pour un but ſi ſalutaire de convenir de quelques conditions & moyens puiſſans, & de les mettre en effect. En conſequence de quoi l'honorable Seigneur Otton Baron de Swerin, Seigneur d'Alten, Lansberg & Sachan, Chambellan Hereditaire de l'Electorat & Marquiſat de Brandebourg, comme auſſi premier Preſident, Conſeiller privé, Gouverneur pour Sa Serenité Electorale à Orangebourg; Enſemble le noble & ſavant Seigneur Werner Guillaume Blaſpiel Conſeiller privé & de la Regence de Cleves & de Marck, & le Sieur Matthias Romſwinckel Docteur en Droit, auſſi Conſeiller de la Regence de Cleves & de Marck, & Vice-Chancelier; Et le Noble, diſcret, ſage & prudent Seigneur Jerôme de Beverning Deputé dans l'Aſſemblée de L. H. P. de la part de la Province de Hollande & de Weſt-Friſe, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs & au nom des Seigneurs leurs Principaux de part & d'autre & ſous leur bon-plaiſir & agrément, ſont convenus par ces preſentes.

I. Premierement, que pour effectuer une intention ſi bonne & empêcher le ſuſdit Evêque de Munſter, enſemble tous ceux qui voudroient être ſes adherens, de rendre cette Alliance vaine, & de troubler la Paix de l'Empire & de ces Provinces-Unies par la continuation de cette inſupportable Guerre; Et exciter par là tous les Potentats Chrétiens les uns contre les autres, il ſera loiſible à Sa Serenité Electorale dans ce deſſein de faire tous les devoirs poſſibles, tant par lui que par l'aide de Sa Majeſté Imperiale & quelques Etats de l'Empire de porter l'Evêque de Munſter, & avant la Ratification de ce Traité, à ſe deſiſter des ſuſdites entrepriſes, à des conditions raiſonnables, comme celles qui ont déja été concertées à cet égard.

II. Et ſi ledit Evêque fait difficulté d'accepter leſdites conditions, ſadite Serenité Electorale aidera, auſſitôt aprés l'échange des Ratifications, à mettre par la force des armes ledit Evêque à la raiſon, enſemble tous ceux qui voudroient prendre ſon parti ou qui voudroient l'aſſiſter, de Troupes, argent ou de quelques autres moyens; En ſorte pourtant que Sa Serenité Electorale ne veut pas être tenuë, pour d'autre ſujet & dans d'autres occaſions, & excepté dans cette Guerre, de rompre avec leſdits Adherans & Aſſiſtans du ſuſdit Evêque.

III. Auxquelles fins Sa Serenité Electorale dès à preſent levera au plutôt & aſſemblera une Armée de quatre mil chevaux & de huit mil hommes de pied les

ANNO 1666.

den, ende *acht duyſent* Mannen te Voet, dewelcke ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt in ſoo veele Regimenten ſal verdeelen, als hy ſulx ſal goetvinden, ende in plaetſe van *vijfhondert Peerden* ende *duyſent Mannen te Voet*, *vyfthien hondert Dragonners* ſal mogen aennemen.

IV. Ende ſal ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van nu af aen ſonder eenigen uytſtel ſijn Troupes, dewelcke by albereyt by den anderen heeft, ten voorſchreve eynde naer ſyne Hertoghdommen van *Cleef* ende *Minden*, mitsgaders ſijne Graffchappen van der *Marck* ende *Ravensberg* doen marcheren, om aldaer gelogeert ende ingequartiert te worden.

V. So haeſt de voorſz albereyts geworven en de by de hant weſende Troupes op het te arreſteren Rendevous ſullen aengekomen zijn, ſullen de ſelve aenſtonts en op aenneminge van ſyne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt werden gemonſtert by Commiſſariſen van wederſijts hooge Partyen daer toe te nomineren, ende ſullen van dien dagh werden betaelt en onderhouden d'eene helft tot laſte van haer Ho. Mog. en d'andere helft tot laſte van ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ſoo als hier nae is geconditioneert.

VI. Om de reſteerende *Peerden* en Mannen te Voet ten getalle van *twaelf duyſent* oock paraet te doen werden, ende by een te brengen, als andere onkoſten daer omtrent vallende, ſullen haer Ho. Mog. in haeren gelde furneren ende opbrengen een Somme van *hondert-en-ſeſtigh duyſent Rijcxdaelders*, of *vier hondert duyſent* guldens Hollants, ende deſelve aen ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt betaelen met *tachtich duyſen* Rijcxdaelders, of *twee hondert duyſent* guldens Hollants, binnen den tijdt van *veerthien* daegen nae 't ſluyten deſes, ende de andere *tachtich duyſen* Rijxdaelders, of *twee hondert duyſent* guldens Hollants binnen die naeſte *veerthien* daegen daer aen volgende, Soo dat inde tijt van *vier* weecken nae 't ſluyten deſes die *Werfgelderen* ſullen ſijn voldaen; voor welcke Somme ſijn Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ſich dan oock obligeert de voorſchreve Ruyteren ende Knechten wel ghemonteert ende wel ghewapent by een te brenghen.

VII. Oock neemt ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt aen de vordere wervinge ſoodanich voort te ſetten, dat de voorſchreve reſterende *Peerden* ende *Voetknechten*, ofte *Dragonders* binnen den tijdt van *twee* Maenden nae uyttellinge vande voorſchreve gelderen, of eerder ſo doenlijck is, effective compleet te zyn; wanneer deſelve aenſtonts inde voorſchreve *Cleeffche*, *Mindiſche*, *Marckſche*, ende *Ravensberghſche* Landen naeſt aen 't Stift van *Munſter* gelegen op aenmanninghe van ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt; als vooren, ſullen werden gemonſtert, ende het onderhout daer van op den voet als voorſchreve is ſal beginnen te loopen, te weten d'eene helft tot laſte van haer Ho. Mog. ende d'ander helft tot laſte van ſijne Ceurvorſtel. Doorluchtigheyt, en dan voorts naer gelegentheyt werden gebracht daer het met onderlingh concert dienſtich ſal gevonden worden.

VIII. De voorſchreve Militie ſal worden geredigeert in ſoo veel Regimenten te *Peert* ende te *Voet* ofte *Dragonners* als voorſchreve, ſoo als ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ſulcx ſal goet vinden; ende ſullen haer Ho. Mo. voor de helfte vande Tractementen, ten behoeve van de *Collonellen*, Luytenant *Collonellen*, *Majoors*, *Quartiermeeſters*, ende *Provooſten* van de Regimenten, dewelcke ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ſal nodigh ende dienſtich achten over de voorſchreve Trouppes te ſtellen, alle Maent aen ſijne Ceurvorſtelijcke Doorluchtigheyt binnen Cleve ofte Amſterdam als voorſchreve is doen tellen de Somme van *veertien hondert achten veertigh* Rijxdaelders, ofte *drie duyſent ſeshondert twintich* guldens Hollants, des en ſullen aende ſelve geen andere onkoſten, 't zy van *Wagens*, *Karren*, *ofte Peerden* op de optochten ofte anderſints geleden of gevalideert worden.

IX. Ende ſal ſijne Keurvorſtel. Doorl. voor geſeyde Trouppes van *ſes duyſent* mannen tot Soldye ter Maent trecken ter plaetſe voorſchreve noch een Somme van *vijf-en-dertigh duyſent vier hondert ſes-en-tachtich* Rijcxdaeld. *vyf-en-dertigh ſtuyvers*, ofte *acht-en-tachtich duyſent ſeven hondert ſeſthien* guldens *vijfthien* ſtuyvers Hollants, ofte volgens die ordre ende betalingh van haer

ANNO 1666.

leſquels Sa Serenité Electorale partagera en autant de Regiments qu'il jugera à propos, & qu'il pourra prendre quinze cens Dragons au lieu de cinq cens Chevaux & mil Hommes de pied.

IV. Et fera Sa Ser. Elector. marcher des à preſent & ſans delay aux fins ſuſdites ſes Troupes qu'il a déja en Corps pour ſe rendre dans les Duchez de Cleves & Minden, enſemble dans ſes Comtez de la Marck & des Ravensberg, pour y être mis en quartier.

V. Auſſitôt que les Troupes déja levées & qui ſont prêtes ſeront arrivées au Rendez-vous, il en ſera auſſitôt fait reveuë ſur le Mandement de Sa Serenité Electorale, par des Commiſſaires qui ſeront nommez par les deux Parties, & ſeront payées de ce jour là & entretenuës, la moitié par L. H. P. & l'autre moitié par Sa Serenité Electorale, de la maniere qu'il eſt convenu cy-aprés.

VI. Pour rendre leſdites Troupes tant de Cavallerie que d'Infanterie complettes juſques au nombre de douze mil hommes, & les faire aſſembler, comme auſſi pour ſubvenir aux autres frais qu'il faudra faire à cet égard, L. H. P. fourniront en argent comptant une Somme de cent & ſoixante mil Riſdales, ou quatre cens mil livres Monoye de Hollande, & les payeront à Sa Serenité Electorale par le moyen de quatre-vingt mil Riſdales ou deux cens mil livres Monoye de Hollande dans le tems de quatorze jours apres la concluſion des preſentes, & les autres quatre-vingt mil Riſdales, ou deux cens mil livres Monnoye de Hollande dans les quatorze autres jours ſuivans; enſorte que quatre ſemaines aprés la concluſion des preſentes l'argent deſdites levées ſera payé, pour laquelle Somme Sa Serenité Electorale s'oblige auſſi de ſon côté d'aſſembler leſdites Cavalerie & Infanterie bien équipez & bien-armez.

VII. Sa Serenité Electorale s'engage auſſi ſemblablement de travailler au reſte deſdites levées, & que le reſte deſdites Cavallerie & Infanterie ou Dragons, ſera complet dans le tems de deux mois aprés que le ſuſdit argent aura été compté, ou plutôt, ſi faire ſe peut, & alors elles ſeront paſſées auſſitôt en reveuë dans le ſuſdit Païs de Cleves, Minden, Marck ou Ravensberg, prés de l'Evêché de Munſter ſur le Mandement de Sa Serenité Electorale, comme deſſus, & l'entretien d'icelles commencera, comme dit eſt, à courir, ſçavoir la moitié à la charge de L. H. P. & l'autre moitié à la charge de Sa Serenité Electorale, & ſeront enſuite conduites où d'un commun concert, il ſera trouvé neceſſaire ſuivant l'occaſion.

VIII. Leſdites Troupes, ſeront comme il eſt dit cy-deſſus, reduites en autant de Regimens, de Cavalerie & d'Infanterie, & de Dragons, que Sa Serenité Electorale jugera à propos, & L. H. P. feront compter tous les mois à Sa Serenité Electorale dans Cleves ou Amſterdam, comme dit eſt, la Somme de quatorze cens quarante Riſdales, ou trois mil ſix cens vingt livres Monoye de Hollande pour la moitié des gages des Collonels, Lieutenants-Colonels, Majors, Quartier-maîtres, & Prevôts des Regimens, leſquels Sa Serenité Electorale créera ſur leſdites Troupes, ſelon qu'elle le jugera neceſſaire & utile, moyennant quoy L. H. P. ne ſeront tenuës d'aucuns autres frais, ſoit de Chariots, Charettes ou Chevaux pour les Marches ou autrement.

IX. Et Sa Serenité Electorale tirera par mois pour Solde de ſix mil hommes deſdites Troupes au lieu ſuſdit encore une Somme de trente-cinq mil quatre cens quatre-vingt & huit Riſdales trente-cinq ſous, ou quatre-vingt & huit mil ſept cens ſeize livres quinze ſous Monoye de Hollande de L. H. P. ou autant moins,

ANNO 1666.

haer Hoogh Mogende naer proportie ſoo veel min als by de monſteringe minder getal van Peerden ende Voetknechten of Dragonners ſullen bevonden werden.

X. Ende ſullen de Penningen gerequireert tot voorſchreve onderhout ter concurrentie van de voorſchreve albereyts geworvene in ſtaet ende by de hant ſijnde Trouppes, ende van die geene, die noch tot completeringe van d'voorſchreve *twaelf duyſent* man te peert ende te voet gelicht ſullen werden, te weten een Maent Solts paratelijck betalen ten dage van yder van de voorſchreve te doene monſteringh, ende daer nae voorts van tijt tot tijt alle loopende Maenden, mitſgaders oock ten behoeve van de Collonellen, Luytenants *Collonels*, ende *Majoors*, *Quartiermeeſters*, ende *Provooſten* van weegen haer Hoogh Mogende, als boven preciſelijck ende promt in baren gelde werden verſorcht, in handen van de geenen die ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt daer toe ſal authoriſeeren, dewelcke dan voorts de particuliere betaelinge ſal nemen ende neemt mits deſen tot deſſelfs laſte, ſoodanigh dat haer Hoogh Mogende noyt van eenige Overſten, ofte andere hooge ofte lage Officieren, Ruyteren ende Soldaten over eenige wanbetaelinge ſullen mogen aengeſprocken worden, ofte daer voor by yemant convenibel ſijn.

XI. Ende wert daer benevens oock van nu af aen verſtaen ende vaſt geſtelt, dat de voorſchreve Troupen by proviſie ſullen onderhouden werden, ende by een blijven voor een tijt van *vier* loopende Maenden, te reeckenen van den dach af van de eerſte respective monſteringen, ſchoon het gebeuren mochte, dat de redenen en occaſien quamen te ceſſeren daer over deſelve by een getrocken ſijn, daer van hier nae ſal geſeyt worden, ende dat dienvolgens de voorſchreve uyt geloofde Subſidien ofte Penningen van onderhout, oock voor den ſelven tijt ſullen moeten vaſt blijven; tot welckers preſtatie haer Hoogh Mogende haer dan by deſen obligeren; ende ſoo wanneer binnen den voorſchreve tijt van *vier maenden* te weten; in de *eerſte*, *tweede*, ofte *derde* Maent de Vreede quam te volgen, ſoo blijven nochtans de *Subſidien* voor de *volle vier* Maenden vaſt ſtaen; maer by aldien naer omloop van *drie* Maenden, ende over ſulcks in de laetſte *vierde* Maent de Vreede mochte werden geſlooten ende geratificeert, belooven haer Hoogh Mogende op den voorigen voet noch een Maent ende over ſulx te ſamen *vijf* Maenden ſolts te betaelen.

XII. Ende of het gebeurde, gelijck te wenſchen was, dat ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt volgens het *eerſte* Artijckel op die geconcerteerde conditien noch voor of by de Ratificatie van dit Tractaet, ofte oock kort daer op den Vreede konde helpen te weege brengen, ſoo belooven haer Hoogh Mogende aen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt de voorſchreve werfgelden, voor ſoo veel daer van noch mochte reſteeren, neffens de Subſidien van de *vier* Maenden in de voorſchreve *acht* ende *negen* ende in de volgende *vyftienſte* Artickelen geexprimeert, evenwel goet te doen, niet tegenſtaende de belofde Troupes van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt noch niet en ſouden mogen ſijn gemonſtert, ofte ten vollen geworven ende gecompleteert.

XIII. Maer ſoo wanneer de *Vreede* binnen den voorſchreven tijt van *vier* Maenden niet en konde werden getroffen, ende dienvolgens ſijn Keurvorſtl. Doorluchtigheyt ſoude geobligeert weſen ſijne Troupes *ad twaelf duyſent* man noch verder in dienſt te continueren, ſoo ſullen ende willen haer Hoogh Mogende de voorſchreve Subſidien voor noch andere *vier Maenden* continueren, gelijck ſulx in ſoodanigen cas van nu af aen wort vaſt geſtelt, ten ware dat de geſamentlijcke hooge Parthyen beyderſijts goet vonden ondertuſſchen anders daer op te verdragen. Ende in cas de geſeyde *Vreede* oock in deſe andere *vier Maenden* niet quame te volgen, ſullen ende willen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ende haer Hoogh Mogende voor de expiratie van de ſelve nae eyſch van ſaecken nader met den anderen over de continuatie van de voorſchreve Troupes handelen; maer ſoo de Vrede in de laetſte Maent van deſe *vier* andere Maenden mochte worden geſlooten, ſullen ende willen haer Hoogh Mogende de Subſidien in plaets van *vier* Maenden gelijck voorſchreve is, voor *vyf* Maenden goet doen, ſoo als hier van Artijckel *elf* ten regarde van de eerſte *vier* Maenden is geconvenieert.

XIV.

moins, ſelon l'ordre & payement, à proportion de ce que leſdites Troupes ſe trouveront monter par la reveuë qui ſera faite deſdites Cavalerie, Infanterie, & Dragons.

X. Et les Deniers requis pour le ſuſdit entretien à la concurrence des Troupes deja levées & des autres qui le ſeront encore pour rendre ledit nombre de douze mil hommes complet, ſeront payez par L. H. P. le jour de chaque reveuë qui s'en fera, enſemble ceux des Colonels, Lieutenants-Colonels, Majors, Quartiers-Maiſtres & Prevoſts, comme dit eſt, & enſuite de mois en mois, & ce preciſément en argent comptant entre les mains de ceux que Sa Serenité Electorale autoriſera, laquelle en aprés prendra les payemens particuliers à ſa charge, en ſorte que L. H. P. n'en puiſſent jamais être recherchés par aucun haut ni bas Officier, Cavalier & Soldats, ni faute de payement être mis en action pour ce ſujet.

XI. Et eſt convenu & arrêté des à preſent comme pour lors que leſdites Troupes ſeront par proviſion entretenuës, & demeureront jointes, pour le tems de quatre mois courans, à compter du jour de la premiere reveuë reſpective; encore qu'il arrivât que les raiſons & occaſions, pour leſquelles elles ſe ſont aſſemblées dont il ſera parlé cy-aprés vinſſent à ceſſer, & qu'en conſequence les ſuſdits Subſides ou Deniers promis pour l'entretien, demeureront fixes pour ledit tems, à quoy faire L. H. P. s'obligent par ces preſentes, & s'il arrivoit que dans ledit tems de quatre mois, ſçavoir dans le premier, ſecond ou troiziéme mois la Paix vînt à ſe faire, les Subſides pour les quatre mois demeureront néanmoins aſſurez, mais ſi aprés les trois mois expirez, & ainſi dans le quatriéme mois, la Paix venoit à être concluë & ratifiée L. H. P. promettent d'en payer encore un par deſſus, & ainſi enſemble cinq.

XII. Et s'il arrivoit comme il ſeroit à ſouhaitter, que Sa Serenité Electorale, ſuivant l'Article premier, pût aux conditions convenuës procurer la Paix devant la Ratification de ce Traité, & même peu aprés L. H. P. promettent néanmoins à Sa Serenité Electorale de lui faire bon les ſuſdits Deniers de levées pour ce qui en pourra reſter, enſemble les Subſides de quatre mois exprimez dans les huit & neuf Articles & dans le quinziéme enſuivant, encore que les Troupes promiſes par Sa Serenité Electorale n'euſſent pas encore paſſé en reveuë, ou qu'elles ne fuſſent pas encore entierement levées & complettes.

XIII. Mais ſi la Paix ne vient pas à être faite dans le ſuſdit tems de quatre mois, & qu'en conſequence Sa Serenité Electorale fût obligée de continuer de faire ſervir leſdites Troupes montant à douze mil hommes, L. H. P. continueront ledit Subſide pour quatre autres mois, comme cela eſt arrêté dès à preſent comme pour lors, à moins que les deux Parties ne jugeaſſent à propos d'en convenir autrement. Et au cas que la Paix ne vienne pas non plus à ſe faire dans leſdits quatre autres mois; Sa Serenité Electorale & L. H. P. conviendront & en traiteront avant l'expiration deſdits quatre mois ſur la continuation deſdites Troupes, mais ſi la Paix vient à ſe conclure dans le dernier des ſuſdits quatre autres mois, L. H. P. au lieu de quatre mois, comme il eſt dit en payeront cinq, comme il eſt icy convenu par l'Article XI. à l'égard des quatre premiers mois.

XIV.

ANNO 1666.

ANNO 1666.

XIV. Het ſal wederſijts ende met onderlinge communicatie vry ſtaen, alle de voorſchreve Troupes ſonder onderſcheyt ſeparaet ende te gelijck na gelegentheyt van tijden te doen inſpecteren ende te doen monſteren, om van 't getal der Ruyteren ende Knechten oock van derſelver monture ende Wapenen te konnen verſeekert ſijn, ende ſullen de hooge Officieren, Ritmeeſters ende Capiteynen gehouden weſen ten allen tijden daer omtrent te obedieren aen de ordres de welcke daer toe ſullen gegeven worden.

XV. Tot de voorſchreve Armée ſal gevoegt worden een train van Artillerie, dewelcke nae de groote ende macht van deſelve ſoodanich ſal worden geproportioneert, dat daer toe ſullen worden gebruyckt:

2 Mortiers.
2 Halve Cartowen.
4 Stucken van 12. pondt.
6 Stucken van 8. pondt.
20 Stucken van 3 à 4. pont.

Kogels.

200 ad	24 pondt.	48 Centner.
400 ad	12 pondt.	48 Centner.
600 ad	6 pondt.	36 Centner.
2000 ad	4 pondt.	80 Centner.
		212 Centner.

100 ad 60 / 100 ad 40 { 100 Centner Granaden met ſoo veel Buskruydt als daer toe van nooden is.

Tegens een pondt kogels, anderhalf pondt Buskruydt gereeckent ——— 106 Centner Buskruydt voor 't Canon.

Op 8000 man op yeder 2 pondt gereeckent ——— 106 Centn. Buskruyt voor de Soldaten.

Ende tegens een pondt kruyt twee pondt loot 320 Centn. loot of Muſquet-kogels.

Ende dat oock daer by ſullen worden gevoeght de nodige ende gerequireerde hooge ende lage Officieren, als namentlijck:

Bediende tot dee Artilleryc gehorende.

1 Collonel.
1 Majoor.
2 Capiteynen.
2 Luytenants.
4 Stuck-jonckers.
1 Predicant.
1 Veldſcheerder.
2 Vuyrwerckers met haer Volck.
24 Conſtapels.
1 Mineur met ſijn Volck.
1 Brughmeeſter met ſijn Volck.
1 Petardier met ſijn Volck.
1 Schmidt met ſijn Volck.
1 Rademaecker met ſijn Volck.
1 Sadelmaecker met ſijn Volck.
2 Wechbereyders.
2 Scherm-meeſters.
1 Stal-meeſter.
1 Schryver.

80 Hant-langers by 't Kanon, te weten vier by een Kartow, ende elck Stuck van 12. pont, ende voor de reſt by elck Stuck twee.

Eenige Pioniers.

Affuytmaeckers met haer Volck.

Ende ſal ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van nu af aen, immers aenſtonts nae het ſluyten deſes die voorſieninge doen ende die nodige ordre ſtellen, dat alle de voorſchreve Artillerie met de Peerden, Wagens, Karren, ende ander *attirail* daer toe gherequireert, oock hooge ende lage Officieren van den train by

XIV. Il ſera de part & d'autre & avec communication reciproque, loiſible de faire faire reveuë de toutes les Troupes enſemble ou ſeparement ſelon l'occurrence des tems, pour être certain du nombre, de la monture & des Armes de la Cavalerie & de l'Infanterie, & les Hauts Officiers & Capitaines de Cavalerie & d'Infanterie ſeront obligez d'obéir aux ordres qui ſeront donnés à cet égard.

XV. On joindra à ladite Armée, un train d'Artillerie laquelle ſera proportionnée à ſa grandeur & à ſa force, & on ſe ſervira de

2 *Mortiers.*
2 *Demi-Cartouches.*
4 *Pieces de 12. livres de balle.*
6 *Pieces de 8. livres de balle.*
20 *Pieces de 3. à 4. livres de balle.*

Boulets.

200 *à*	24 *livres*	48 *C.*
400 *à*	12 *livres*	48 *C.*
600 *à*	6 *livres*	36 *C.*
2000 *à*	4 *livres*	80 *C.*
		212 *C.*

100 *à* 60 / 100 *à* 40 { 100. *C. Grenades avec autant de Poudre qu'il en eſt beſoin.*

Pour une livre de Boullets une demie livre de Poudre monte à 106 *C. Poudre pour le Canon.*

Sur 8000. *hommes à chacun* 2. *livres montant à* 106 *C. Poudre pour les Soldats.*

Et pour une livre de Poudre deux livres de Plomb 320 *C. Plomb & balles de Mouſquet.*

Et que l'on y joindra les Hauts & Bas Officiers à ce requis, à ſçavoir;

Officiers pour ladite Artillerie.

1 *Colonel.*
1 *Major.*
2 *Capitaines.*
2 *Lieutenants.*
2 *Enſeignes d'Artillerie.*
1 *Miniſtre.*
1 *Chirurgien Major.*
2 *Artificiers avec leurs Gens.*
24 *Canoniers.*
1 *Mineur avec ſes Gens.*
1 *Pontonier, avec ſes Gens.*
1 *Petardier avec ſes Gens.*
1 *Maréchal avec ſes Gens.*
1 *Charron avec ſes Gens.*
1 *Sellier avec ſes Gens.*
2 *Pionniers pour les chemins.*
1 *Maître d'Armes.*
1 *Eſcuyer.*
1 *Eſcrivain.*

80 *Garçons ſervans au Canon, ſçavoir* 4 *pour les Cartouches & chaque Piece de* 12. *livres & pour le reſte pour chaque Piece deux.*

Quelques Pionniers.

Faiſeurs d'Affuts avec leurs Gens.

Et Sa Serenité Electorale dès à preſent comme pour lors, du moins auſſitôt apres la concluſion des preſentes, donnera les ordres neceſſaires que toute la ſuſdite Artillerie, avec les Chevaux, Chariots, Charettes, & autre attirail à ce requis, comme auſſi les Hauts & Bas Officiers du train ſoient prêts dans les

Villes

ANNO 1666.

by de handt ſijn inde Steden ende Plaetſen van desſelfs *Cleefſche*, *Mindiſche*, *Marckſche* ende *Ravensberſche* Landen, naeſt aen het Stift van *Munſter* gelegen ende deſelve aenſtonts ende ſonder uytſtel gebruycken daer het van noden ſal ſijn. Des ſullen haer Hoogh Mogende ſoo haeſt de voorſchreve *Artillerye ende* d'Officieren van deſelve ſullen nageſien ende gemonstert ſijn, tot verval van de onkoſten daer toe gerequireert, mitſgaders tot de betalinge van de hooge Tractementen van de Generaels Perſoonen, de welcke boven de Colonels van de Regimenten ſullen moeten aengeſtelt ende gebruyckt worden, alle loopende maenden aen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt betaelen de Somme van *acht duyſent negen hondert vyf* Rijcksdaelders *vijftien* ſtuyvers, of *twee-en-twintigh duyſent twee hondert drie en ſeſtigh* Guldens *twaelf* ſtuyvers Hollants gelt, op conditie dat deſelve daer mede van alle namaninge ſullen bevryt ſijn, gelijck hier voor Artijckel *thien* geſeydt is.

XVI. De voorſchreve Militie te Peerdt ende te Voet ſoodanigh geworven ende by een gebracht ſijnde, ſullen de hoogh-gedachte hooge en lage Officieren oock alle de Ruyteren ende Knechten nevens het doen van de monſteringe ghebracht werden onder een ſolemnelen *Eedt*, by de welcke ſy ſullen belooven gehouw ende getrouw te ſijn aen ſine Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ende haer te laten gebruycken in alle occaſien daer toe ſy van weghen de ſelve ſullen ghe-ſonden ende ge-employeert werden. Met deſen verſtande, dat in cas het quame te gebeuren, dat de voorſchreve Troupen in 't geheel ofte ten deele mochten gebracht worden binnen het Territoir ende op den Bodem van haer Hoogh Mogende, om aldaer te ageren, ofte anderſints ten gemeenen dienſte ghebruyckt te werden, in ſulcken ghevalle ſullen oock alle de voorſchreve hooge ende lage Officieren, mitſgaders alle de Ruyteren ende Knechten gehouden ſijn te doen den ſelven *Eedt*, ten behoeve van haer Hoogh Mogende in handen van den Commiſſaris, de welcke haer Hoogh Mogende daer toe ſullen willen ordonneren, ende dat zy aen den *Eedt* ſullen verbonden ſijn ende blijven, ſoo lange ſy op den voorſz. Bodem ende binnen het voorſchreeve Territoir gebruyckt worden; Gelijck mede reciproquelijck in cas dat het quame te gebeuren, dat haer Hoogh Mogende ſouden goedt vinden een ghedeelte van haer Hoogh Mogende Militie te detaſcheren, ende te doen conjungeren met deſe voorſchreve Troupes, ende dat met die gheconjungeerde Militie ſoude moeten worden geageert binnen het Territoir, ende open Bodem van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt. Sullen oock die gedetascheerde Troupen van haer Hoogh Mogende gehouden ſijn, te doen den ſelven *Eedt* te behoeve van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ende dat zy aen dien *Eedt* ſullen verbonden ſijn ende blijven ſoo lange ſy op den Bodem, ende binnen het voorſz Territoir gebruyckt worden.

XVII. Het Opper-geſach ende Commandement van de *twaelf duyſent* Man in deſen Tractate vermelt, ſal ſijn ende blijven aen de Perſoonen van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ende ſal ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt belooven ende aennemen ghelijck de ſelve belooft ende aennemt by deſen alle de ſelve Troupen, geduyrende den tijdt ende de occaſie van deſe Conventie agerende, preciſe ende ſtrictelijck daer toe te ſullen houden, dat zy met alle gehoorſaemheydt ende getrouwigheydt in alle voorvallende occaſien haer ſullen laten gebruycken, ſonder onderſcheydt, ſoo wel in ſaecken ende ghelegentheden, de welcke het intereſt en het beſte van haer Hoogh Mogende concerneren, als die het intereſt, ende beſte concerneren van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt. Ende ſal de functie van *Generael* van de ſelve Troupen onder ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt bekleedt worden by den welgebooren, geheymen Krijghs-Raedt ende Generael Velt-Maerſchalck *Otto Chriſtophel* Vryheer van *Sparre*, welcke van den beginne aen ende ſtracks naer de gedane monſteringe den *Eedt* van getrouwigheyt ſal af leggen aen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ende oock belooven ten behoeve van haer Hoogh Mogende by een renverſael met zyn onderteeckeninge ende Pitzier bekrachtight, dat hy al d'ingredienten van dit Tractaet getrouwelijck ſal executeren, ende dat hy ſich preciſe naer den teneur van 't ſel-

Villes & Places des Païs de Cleves, Minden, Marche, & Ravensberg près de l'Evêché de Munſter, afin qu'on s'en puiſſe ſervir auſſi-tôt où & à quoi il ſera neceſſaire. Moyennant quoi L. H. P. auſſi-tôt que la ſuſdite Artillerie & les Officiers d'icelle auront paſſé en reveuë, payeront pour les frais à ce requis, enſemble pour les gages des Officiers Généraux qu'il faudra établir au deſſus des Colonels des Regiments, tous les mois à Sa Serenité Electorale la Somme de huit mil neuf cens-cinq Riſdales, quinze ſous, ou vingt-deux mil deux cens ſoixante & trois livres douze ſous Monoye de Hollande, à condition que moyennant cela L. H. P. ſeront exemptes de toutes recherches, comme il eſt dit ci-deſſus Article dixiéme.

XVI. Leſdites Troupes de Cavalerie & d'Infanterie étant ainſi levées & raſſemblées leſdits Hauts & Bas-Officiers auſſi bien que les Cavaliers & Soldats lors de la reveue prêteront leur Serment ſolemnel, par lequel ils jureront d'être fideles à Sa Serenité Electorale, & de ſervir dans toutes les occaſions, où elle voudra les employer; bien entendu que s'il arrivoit, que leſdites Troupes fuſſent amenées en tout ou en partie dans le Territoire ou ſur les Frontieres de L. H. P. pour y agir, ou autrement être employées au ſervice commun, en ce cas leſdits Hauts & Bas Officiers, enſemble les Cavaliers & Soldats prêteront leur Serment au proffit de L. H. P. entre les mains des Commiſſaires, que L. H. P. voudront commettre à cet effect, & qu'ils demeureront liez par leur ſerment tant qu'ils demeureront ſur leſdites Frontieres, ou dans le Territoire ſuſdit. Comme auſſi pareillement s'il arrivoit que L. H. P. trouvaſſent à propos de detâcher une partie de leurs Troupes & de les faire joindre aux ſuſdites Troupes, & qu'il fallût qu'elles agiſſent avec leſdites Troupes detachées ſur le Territoire ou les Frontieres de Sa Serenité Electorale, leſdites Troupes detachées de L. H. P. ſeront auſſi tenues, de prêter le même ſerment au proffit de Sa Serenité Electorale, & qu'ils ſeront engagez par ce ſerment tant qu'ils demeureront ſur les Frontieres & dans le Territoire.

XVII. Le Commandement en Chef ſur leſdits douze mil Hommes mentionnez en ce Traité ſera & demeurera en la Perſonne de Sa Serenité Electorale, & Sa Serenité Electorale s'engagera comme elle s'engage par ces preſentes que pendant tout le tems de cette Convention, elle fera agir leſdites Troupes, ſi preciſément & ſi exactement, qu'en toutes rencontres & occaſion elle les fera ſervir avec toute obeiſſance & fidelité, ſans diſtinction tant dans les affaires qui regarderont l'interêt & le bien de leurs Hautes Puiſſances que dans celles qui concerneront celui de Sa Serenité Electorale. Et ſera, le Sieur Otton Chriſtophle Baron de Sparre Conſeiller militaire & Mareſchal de Camp Général revêtu de la fonction de Général deſdites Troupes ſous Sa Serenité Electorale, lequel d'abord & auſſitôt aprés la reveüe faite, prêtera Serment de fidelité à Sa Serenité Electorale, & ſemblablement promettra au proffit de Leurs Hautes Puiſſances par un Acte ſigné & confirmé de ſon Cachet qu'il executera tous les Articles de ce Traité, & qu'il ſe reglera preciſément ſelon la teneur d'icelui. Et ſe-

N

ANNO 1666.

't ſelve ſal reguleren. Ende ſullen voorts alle militaire actien alvooren moeten beleydt ende gheadjuſteert werden met een ghemeen concert tuſſchen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ende haer Hoogh Mogende of den genen, de welcke haer Hoogh Mogende daer toe ſullen willen volmachtigen, ende oock met deſe expreſſe conditie, dat, in cas de voorſchreve Troupes ſouden moeten gebruyckt worden, om te ageren tot defenſie van de Steden ende Landen aen haer Hoogh Mogende competerende, of met derſelver Guarniſoen beſet, in ſulcken gevalle d'opinien ende ſentimenten van haer Hoogh Mogende ende van derſelver Volmachtighden den beſten van hare Steden ende Landen ſullen ghevolght worden, ende ontrent die deliberatien prevaleren: Ende wederom dat die opinie, ende ſentimenten van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ſullen prevaleren ende gevolght worden in alle voorvallen, de welcke ſullen concerneren de defenſie van de Steden ende Landen van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt. Des is oock expreſſelijck verſtaen dat wanneer de voorſchreve Troupes in 't geheel ofte ten deele ſouden komen t'ageren op den Bodem ende in het Territoir van haer Hoogh Mogende het voorſchreve Opper-commandement in het geven van het woordt, ende in alle andere generale ordres wel ſal blijven aen ſijn Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ſoo wanneer de ſelve in Perſoon de voorſchreve Troupes ſal willen commanderen, maer als ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt het voorſz Opper-commandement in perſoon niet ſal willen exerceren, dat het Opper-geſach in 't geven van 't *woordt*, ende in alle andere generale ordres dan ſal ſijn by de Generael van de Troupes van *haer Hoogh Mogende*, mits dat den Generael over haer Hoogh Mogende Troupes te employeren, hebbe Commiſſie ende authoriſatie omme de ſelve *en Chef* te commanderen, ghelijck het oock aen de zijde van haer Hoogh Mogende alſoo ſal werden gehouden, wanneer hare Troupen in 't gheheel ofte ten deele ſouden komen te ageren op den Bodem, ende in 't Territoir van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt.

XVIII. De reſpective Generael, ofte Opperhoofden ende Commandanten ſullen over al de Juſtitie over die haer aenvertroude Troupen ſonder eenighe ingreep ofte hinder adminiſtreren.

XIX. Ingevalle ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt voor deſſelfs hooge perſoon in eenige ſijner Plaetſen met haer Hoogh Mogende Guarniſoenen beſet ſoude komen, ſal de ſelve ſijn Lijf-guarde te Peert, beſtaende in *twee hondert* Peerden of daer beneden mogen by ſich houden, doch ſal de ſelve geen ander tocht ofte wacht hebben te doen, als ontrent ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyts Perſoon, veel min eenichſints ghebruyckt werden tot yets, 't welck tot prejudicie van de bewaringe ende beſettinge der voorſchreve Plaetſen, met haer Hoogh Mogende Guarniſoenen beſet, eenichſints ſoude konnen ſtrecken.

XX. Sijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ſal oock vry ſtaen in een van zyne Cleeſche Steden, met haer Hoogh Mogende Guarniſoenen beſet te moghen hebben een *Magazijn*, ende ſullen haer Hoogh Mogende ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt alle noodige *Munitie* voor den ſelven prijs als ſy die inkoopen tegens behoorlijcke voldoeninge toe komen, ende vry uyt brengen laten in cas haer Hoogh Mogende ſoodanige *Amunitie* niet ſelf tot haer eygen defenſie van nooden hadden, ofte dat om andere inſurmontable obſtaculen ſulcks ſoude moeten werden geexcuſeert, welcken aengaende volkomen geloof ghegeven ſal worden aen derſelver verklaringe.

XXI. Voorts is geconditioneert ende af geſproocken, dat ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt aenſtonds ende naer de extraditie van de voorſchreve *Ratificatie* hier op te volgen, indien de ſaecken alsdan niet ſouden weſen ghecomponeert, tegens den Biſſchop los ſal breecken ende ageren met de voorſchreve *vier duyſent* Peerden ende *acht duyſent* Voet-knechten ofte Dragonners, als voorſchreve, ofte met die als dan daer van by der hand hebbende Troupes, ende die van tijdt tot tijdt noch tot ſuppletie daer by ſullen gheworven worden.

XXII. Ende ſal in ſulcken gevalle vorders getracht worden, om met gelijck concert als vooren oock afbreuck te doen, ende ſchade toe te brengen aen de ge-

ſeront en outre toutes les actions militaires conduites & ajuſtées d'un commun concert entre Sa Serenité Electorale & leurs Hautes Puiſſances ou ceux qu'ils voudront à ce authoriſer; Et auſſi ſous cette expreſſe condition, qu'au cas qu'il fallût employer leſdites Troupes à la deffence des Villes & Pais apartenants à Leurs Hautes Puiſſances ou celles où ils ont Garniſon, en tel cas les ſentimens & avis de Leurs Hautes Puiſſances & des à ce authoriſez, ſeront ſuivis pour le plus grand avantage de leurs Villes & Pais, & prevaudront à l'égard de ces deliberations. Et d'autre côté que les ſentimens & avis de Sa Serenité Electorale prevaudront & ſeront ſuivis dans tous les cas qui concerneront la deffence des Villes & Pais de Sa Serenité Electorale. Il eſt auſſi expreſſement convenu que lors que les ſuſdites Troupes, en tout ou en partie, viendront à agir ſur les Frontieres & Territoire de Leurs Hautes Puiſſances, le Commandement en chef, pour donner le mot, & pour tous les autres ordres du Général reſidera bien en la Perſonne de Sa Serenité Electorale, quand elle voudra commander leſdites Troupes en perſonne; mais ſi Sa Serenité Electorale ne veut pas commander leſdites Troupes en perſonne, que la ſouveraine authorité pour donner la parolle, & pour tous les autres ordres du Général reſidera en la Perſonne du Général des Troupes de leurs Hautes Puiſſances, pourvû que ledit Général, qui ſera commis ſur les Troupes de Leurs Hautes Puiſſances ait Commiſſion & ſoit authoriſé pour les commander, comme il ſera pareillement obſervé de la part de leurs Hautes Puiſſances quand leurs Troupes, en tout ou en partie, viendront à agir ſur les Frontieres & Territoire de Sa Serenité Electorale.

XVIII. Les Généraux reſpectifs ou Commandans en Chef adminiſtreront par tout la Juſtice ſur les Troupes qui leur ſont confiées, ſans aucun trouble ni empêchement.

XIX. Au cas que Sa Serenité Electorale vienne dans quelque Ville où leurs Hautes Puiſſances tiennent Garniſon, elle pourra tenir prés d'Elle ſes Gardes du Corps à Cheval conſiſtant en deux cens Chevaux ou environ, mais ils ne feront aucune autre marche ou garde que pour la Perſonne de Sa Serenité Electorale, beaucoup moins ne pourront être employez à quelque choſe qui pourroit prejudicier à la deffence & à la Garniſon des ſuſdites Places que leurs Hautes Puiſſances y tiennent.

XX. Il ſera auſſi loiſible à Sa Serenité Electorale d'avoir un Magazin dans les Villes occupées par les Garniſons de Leurs Hautes Puiſſances, & donneront leurs Hautes Puiſſances à Sa Serenité Electorale toutes les Munitions neceſſaires pour le même prix qu'ils les achettent, & les laiſſeront ſortir librement, en cas que leurs Hautes Puiſſances n'ayent pas beſoin eux-mêmes deſdites Munitions pour leur propre deffence, ou que pour des obſtacles inſurmontables cela pût être excuſé, & ſera donnée foi entiere à la declaration qui ſera faite à cet égard.

XXI. En outre eſt convenu & promis que Sa Serenité Electorale, auſſitôt & aprés l'échange des ſuſdites Ratifications, les affaires ne pouvant pas être terminées, on agira contre ledit Evêque avec leſdits quatre-mil Chevaux & huit mil Fantaſſins, ou Dragons, comme dit eſt, ou avec les Troupes que l'on aura alors prêtes ou qui de tems en tems y pourront être jointes.

XXII. Et on tachera en ce cas de faire irruption & le plus de dommage qu'il ſe pourra au ſuſdit Evêque,

ANNO 1666.

ANNO 1666.

gemelde *Biſſchop* ende deſſelfs Adhærenten, oock aen derſelver Staten, Landen, Luyden, Steden, ende Sterckten, ende byſonderlijck van haere platte Landen te brenghen onder goede Contributie, ende by middel van dien te vervallen een goedt gedeelte van die onkoſten, de welcke over 't onderhoudt van de voorſz Troupes ſullen moeten gedragen werden in conformiteyt van 't *tweede* Artijckel, hier voor ter neder geſtelt.

XXIII. Indien oock by verloop van tijdt mochte bevonden worden dat de voorſz *vier duyſent* Ruyteren ende *acht duyſent* Knechten te voet, niet volkomentlijck beſtandt en waren om den *Biſſchop van Munſter* ende deſſelfs *Adhærenten* te brengen tot een afſtandt van hare vyantlijcke aggreſſien, ende vervolghens tot een redelijcken Vreede, ſoo ſullen de ſelve met gemeen concert verders vermeerdert ende vergroot worden op *veerthien duyſent* ofte *vijfthien duyſent Ruyteren ende Knechten*, ofte tot ſoodanigen meerderen getal als men ſal meenen tot bereyckinge van ſoo ſalutairen ooghmerck noodigh ende convenabel te ſijn.

XXIV. Ende gelijck het ooghmerck van deſe lichtinge van Troupen, ende van de boven geconcerteerde Artijckelen alleen daer heenen gaet, om de wederzijdts Staten, Landen, Luyden, Steden ende Sterckten tegens alle ghewelt te protegeren ende mainteneren, tot dat den *Biſſchop van Munſter* ende deſſelfs *Adherenten* tot reden gebracht, ende de hooghſt-gemelde Partyen in een geruſten ſtandt herſtelt ſullen weſen, ſoo is wel expreſſelijck by deſen oock verſproocken ende geconvenieert dat daer door geenſints ſal werden geſticht, ofte oock aenleydinge ghegeven, veel min werden ghefomenteert eenigh Oorlogh, verwyderinge, offenſie, hinder, of ſchaden, 't zy in de *Geunieerde Provincien* ofte buyten deſelve, byſonderlijck mede in 't *Roomſche Rijck*, ende de *Weſtphaelſche* ende *Neder-Saxiſche Kreytſen*, tegens eenige Vorſten, Princen, ofte Stenden buyten den gemelden *Biſſchop* ende ſijne Adhærenten, dat mede geen van beyden de hooge Partyen vry ſal ſtaen met gemelden *Biſſchop* ende ſijn *Adhærenten* te handelen, te verdragen, te accorderen, of eenige Tractaten van *Vreede*, *Beſtandt* of *Treves* te ſluyten, 't en zy met voorgaende communicatie van de andere hooge Partye, ende dan noch ſoodanigh, dat de ſelve expreſſelijck daer by werde *geincludeert*, indien hy ſulcks begeert, ende herſtelt in de poſſeſſie van de Landen ende Steden, ende in 't genot van de Reghten ende vryheden die hy had, ende daer van hy jouiſſeerde voor den Oorlogh ende ſonder van den gemeenen Vyandt voor d'andere hooge Partyen te bedinghen de ſelve Reghten, Vryheden, Exemptien, ende andere Prerogativen als hy voor ſich ſelven ſtipuleert, ten waere de Geallieerden onderlingh anders mochten goedt vinden.

XXV. Ende ſal tuſſchen de hoogh-gemelde Partyen ondertuſſchen oock konnen overleght ende gheconſidereert worden, wat verder middelen tot onderlinge gheruſtheydt ende ſecuriteyt by nadere Verbinteniſſe ſoude konnen werden uytghevonden.

XXVI. By aldien haer Hoogh Mogende ende ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, of wel een van beyde in hare Landen ende Onderdanen van wegen deſe nadere Verbinteniſſe van d'een of d'ander, wie het oock mochte ſijn, mochten worden aen gevochten ofte vernadeelt, ſo ſullen de hooghſtgemelde hooge Partyen verbonden weſen malkanderen met alle maght te aſſiſteren ende helpen verdedigen.

XXVII. Ende wanneer eyndelijck de *Vreede* wordt getroffen, ſal deſe aparte Verbinteniſſe ceſſeren, ende vaſt ende onverbreeckelijck verbleven worden by die tuſſchen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ende haer Hoogh Mogende vernieude *defenſive Alliantie*.

XXVIII. Alle welcke Poincten ende Artijckelen hier vooren verhaelt, ten wederzijden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck ſullen onderhouden worden; Ende tot meerder vaſtigheyt van dien ſijn hier van gemaekt *twee* ghelijckluydende Inſtrumenten, ende by de Gedeputeerden van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ter eenre, ende by de Gedeputeerden van haer Hoogh Mogende ter andere zyde, met handt ende Zegel beveſtight: Ende ſullen de *Ratificatien* daer op binnen den tijdt van *veerthien* daghen, of eerder iſt doenlijck, by wederzijdts hooge Partyen in beſtendige ende behoorlijcke forme worden uyt ghewiſſelt.

Folget

que, & ſes Adherens, & à leurs Etats, Païs, Peuples, Villes & Forts, & particulierement de mettre leur plat Païs ſous bonne Contribution, & par ce moyen recuperer une bonne partie des frais qu'il faudra porter pour l'entretien deſdites Troupes, en conformité du deuxiéme Article ci-deſſus couché. ANNO 1666.

XXIII. Si auſſi par laps de tems, il fût trouvé que leſdits quatre-mil Chevaux & huit-mil Hommes d'Infanterie ne fuſſent pas entierement ſuffiſants pour obliger le ſuſdit Evêque de Munſter & ſes Adherens à ſe deſiſter de ſes agreſſions & hoſtilitez, & à accepter une Paix raiſonnable, ils ſeront de commun concert augmentez juſques à quatorze mille ou quinze mille Hommes de Cavalerie, ou juſques à tel plus grand nombre qu'il ſera jugé neceſſaire & convenable pour parvenir à un but ſi ſalutaire.

XXIV. Et comme le but de cette levée de Troupes & de tous les Articles ci-deſſus concertez ne tend qu'à deffendre & maintenir les Etats, Païs, Peuples, Villes & Forts de part & d'autre contre toute violence, juſques à ce que l'Evêque de Munſter & ſes Adherens ſoient mis à la raiſon & leſdites Parties ſoient remiſes en un état de tranquilité, il eſt expreſſément convenu & arrêté par ces preſentes que par là il ne ſera donné aucun ſoupçon, & beaucoup moins aucune Guerre fomentée, ni donné aucun trouble, empêchement ou domage ſoit auxdites Provinces-Unies, ou dehors d'icelles, particulierement non plus à l'Empire, & aux Cercles de Weſtphalie & Baſſe Saxe, contre aucun Prince ou Cercles, exceptez ledit Evêque & ſes Adherens; & qu'il ne ſera loiſible à aucune deſdites Parties de traitter & accorder, ou faire aucun Traité de Paix, Armiſtice ou Treve avec le ſuſdit Evêque & ſes Adherens, à moins qu'avec communication preallable de l'autre Partie, & ce encore de telle maniere qu'elle y ſoit compriſe, ſi elle le deſire, & qu'elle ne ſoit remiſe en la poſſeſſion des Païs & Villes & dans la joüiſſance de ſes Droits, & Libertez qu'il avoit & dont il joüiſſoit avant la Guerre, & ſans qu'il ſoit ſtipulé par l'autre Partie avec l'Ennemi touchant leſdits Droits, Libertez, Exemptions, & autres Prerogatives qu'il ſtipulera pour lui, à moins que les Alliez ne le trouvaſſent à propos.

XXV. Et les ſuſdites Parties examineront & conſidereront cependant quels autres moyens on pourroit trouver par une Alliance plus étroitte pour leur ſureté & repos particulier.

XXVI. En cas que leurs Hautes Puiſſances & Sa Serenité Electorale ou bien quelqu'une des deux ſusdites Parties fuſſent attaquez ou moleſtez dans leur Païs ou Sujets à cauſe de cette Alliance, leſdites Parties ſeront obligées de s'aſſiſter & deffendre l'une l'autre de toutes leurs forces.

XXVII. Et enfin quand la Paix ſera concluë, cette Alliance particuliere ceſſera, & s'en tiendront inviolablement à l'Alliance deffencive, renouvellée entre Sa Serenité Electorale & leurs Hautes Puiſſances.

XXVIII. Tous leſquels Points, & Articles ci-deſſus mentionnez ſeront de part & d'autre de bonne foi & inviolablement gardez & obſervez; Et pour plus grande fermeté d'iceux, ont été faits des preſentes deux Inſtrumens conformes, leſquels ont été ſignés & ſcellés par les Deputez de Sa Serenité Electorale d'une part, & par les Deputez de leurs Hautes Puiſſances d'autre; Et les Ratifications en ſeront échangées dans le tems de quinze jours, ou plûtôt ſi faire ſe peut en bonne & convenable forme.

Suit

ANNO 1666.

Folget der Inhalt der Procuration vor die von Seiner Churfürſtlichen Durchläuchtigkeit von Brandenburg deputirte Herren.

WIr Friederich Wilhelm/von Gottes Gnaden Marck-Graf zu Brandenburg, des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürſt/ in Preuſſen/ zu Magdeburg/ Cleve/ Bergen/ Stettin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden/ auch in Schleſien/ zu Croſſen und Jägerndorff Hertzog/ Burg-graf zu Nürenberg/ Fürſt zu Halberſtadt/ Minden und Camin/ Graff zu der Marck und Ravensberg/Herr zu Ravenſtein und der Landen Lauenburg und Bütou/ ꝛc. Urkunden und bekennen hiermit für jedermänniglich/ Nach dem zwiſchen Uns und denen Herren General-Staten der Vereinigten Niederlanden nicht allein wegen Erneuerung der zwiſchen Uns und dem Stat vor dieſem geſchloſſenen Alliantz/ ſonderen auch wegen fernerer Zuſammenſetzung und näherer Vereinigung zur Defenſion beyderſeits Etats und Landen eine zeither Handlung gepflogen/ Als haben Wir zu derſelben völligen und endlichen Schluſz committiret und gevolmächtiget/ die Wohlwürdigen/ Wohlgebohrnen/ und Hochgelerte Unſere reſpective Geheime und Cleviſche Regierungs-Räthe/ Ober-Præſidenten und Cleviſchen Vice-Cantzler Otto Freyherrn von Schwerin Herrn zu Alten-Landsberg und Sachan/ Erb-Cämmerern Unſerer Chur-Brandenburg und Thumb-Probſten Unſerer Stifts-Kirchen zu Brandenburg/ Werner Wilhelm Blaſpiel, und Matthias Romswinckel, thun auch ſolches hiermit und in Krafft dieſes/ und geben jetzt gemelten Unſeren Ober-Præſidenten und Geheimen Räthen vollkommene Macht und Gewalt vor angeregte Tractaten mit obgedachter Herren Staten-General Gevollmächtigten zu vollkommener Perfection und richtigem Schluſz zu bringen/ allermaſſen Wir alles was von ihnen dergeſtalt verhandelt/ geſchloſſen und unterſchrieben ſeyn wird/ völliglich ratificiren und genehm halten wollen. Zu Urkundt haben Wir dieſe Vollmacht eigenhändig unterſchrieben und mit Unſeren Chur-Fürſtlichen Inſiegel bekräfftigen laſſen. So geſchehen und gegeben zu Cleve den 12. Februarii des 1666. Jahrs.

Suit le Plein-Pouvoir des Seigneurs Deputez de Sa Serenité Electorale.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Chambellan Hereditaire & Electeur du Saint Empire Romain, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Cleves, Bergue, Stetin, Pommeranie, de Caſubie & Wenden, Sileſie, Croſſen & Jagerndorf, Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, Minden, & Camin, Comte de la Marck & Ravensburg, Seigneur de Raveſtein & de Leuwenberg & Butou &c. confeſſons & reconnoiſſons par ces preſentes devant tous, Comme entre nous & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies Nous avons depuis quelque tems traitté une Alliance non ſeullement pour le renouvellement de celles concluës ci-devant entre nous & leſdits Etats, mais auſſi pour nous conjoindre plus étroittement & nous unir pour la deffence des Etats & Païs de part & d'autre, Nous avons pour icelle conclure finalement commis & authoriſé, l'honorable & ſavant Otton Baron de Swerin Seigneur d'Alten, Santborg & Zachan, nôtre Conſeiller privé & de la Regence de Cleves, premier Preſident & Vice-Chancelier dudit Cleve; Et Werner Guillaume Blaſpiel & Matthias Romſwinckel, Chambellan de nôtre Electorat de Brandebourg & Doyen de notre Egliſe Cathedrale de Brandebourg, leur donnons par ces preſentes & en vertu d'icelles Plein-Pouvoir & Authorité de conclure avec les Deputez des ſuſdits Seigneurs Etats Géneraux le Traité encommencé, & tout ce qu'ils auront fait, traité, conclu & ſigné à cet égard nous le ratifierons & le tiendrons pour agreable. En témoin dequoi nous avons ſigné ce preſent Plein-Pouvoir de notre propre main, & fait icelui confirmer de notre Seau Electoral. Fait & donné à Cleve le 12. Fevrier de l'an 1666.

Volgh den inhoudt van de Procuratie voor de Heeren Gedeputeerden van haer Hoogh Mogende.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die deſen ſullen ſien ofte hooren leſen ſaluyt, doen te weten, dat wy ghenegen ſijnde de voorgaende Tractaeten van Alliantie ende Vriendtſchap met den Heere Keurvorſt van *Brandenburgh* hier bevorens opgereght, niet allen te vernieuwen, ende is 't mogelijck te corroboreren ende verſtercken, maer oock een Tractaet van mutuelle defenſie ende aſſiſtentie aen te gaen, goedt gevonden hebben aen ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt af te veerdigen de Edelen, geſtrengen, wyſen, voorſichtigen Heere *Hieronymus van Beverningh*, Gedeputeerden in onſe Vergaderingh van weghen de Provincie van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieſlandt*, ende wetende dat de ſelve daer toe van nooden heeft onſe ſpeciale Procuratie, volkomen Maght, Authoriteyt, ende Bevel, om alle ſcrupulen die deſen aengaende gemoveert ſouden moghen werden wegh te nemen, ſoo iſt, dat wy hem gegeven hebben, gelijck wy hem geven in krachte deſes volkomen Maght, Authoriteyt, ende ſpeciael Bevel, om de aengevangen Tractaten van *Alliantie ende Aſſiſtentie* met d'hooghgemelde ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt finalijck te ſluyten, ende te teeckenen, beloovende ſinceerlijck, oprechtelijck, ende ter goeder trouwen te ſullen houden voor aengenaem, vaſt, bondigh, ende van weerden alle het ghene by den meergemelden Heer onſe Gedeputeerden in de ſelve qualité ſal ſijn gedaen, belooft, geconſenteert, ende geaccordeert, 't ſelve onverbreeckelijck nae te komen, te onderhouden ende obſerveren, ſonder daer tegens nimmermeer yets te doen, ofte te laten geſchieden directelijck of indirectelijck in wat manieren het oock ſoude mogen weſen, ende alles ratificeren ende approbeeren, ende des noodt ſijnde, daer van te verleenen ende paſſeren Brieven ende Inſtrumenten in de beſte forme, tot volkomen contentement ende vergenoege van de meerhooghgemelde Heere Keurvorſt.

Ge-

Suit le Plein-Pouvoir des Seigneurs Députez des Etats Generaux.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront, ſalut. Sçavoir faiſons, qu'étant portez non ſeulement de renouveller les precedens Traittez d'Alliance faits avec le Seigneur Electeur de Brandebourg, & s'il eſt poſſible de les corroborer & affermir, mais auſſi de faire un Traitté de mutuelle deffence & aſſiſtance nous avons jugé à propos de depêcher vers Sa Serenité Electorale, le noble, diſcret, ſage & prudent Seigneur Jerôme de Beverning, Deputé dans nôtre Aſſemblée de la part de la Province de Hollande & Weſt-Friſe, & ſçachant qu'il a beſoin pour cet effect de notre Plein-Pouvoir, authoriſation, & Mandement, pour ôter tous les ſcrupules qui pourroient naître à cet égard, Nous luy avons donné, comme nous lui donnons par ces preſentes, Pleine-puiſſance authorité & Mandement ſpecial pour conclure finalement avec Sa Serenité Electorale le Traitté déja encommencé, & de le ſigner, promettant ſincerement & de bonne foy de tenir pour agreable, ferme & ſtable & vallable, tout ce qui par le ſuſdit notre Deputé en ladite qualité, ſera fait, promis, conſenti & accordé, & de l'enſuivre, entretenir & obſerver inviolablement ſans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre, directement ou indirectement en quelque maniere que ce ſoit, & le tout ratifier & approuver, & ſi beſoin eſt en donner & paſſer Lettres & Inſtrument en bonne forme à l'entiere ſatisfaction & contentement de Sadite Serenité Electorale.

Don-

ANNO 1666.

Gegeven in den *Hage* onder onſen grooten Zegel, Paraphure van den Heere Preſiderende in onſe Vergaderinge, ende de ſignature een van onſen Griffier op den *ſevenden Februarii ſeſtien-hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Aldus gedaen, geaccordeert ende geſlooten onder de ſignature ende Pitſiers van de reſpective Heeren Gedeputeerden in de voorſz Procuratien vermelt. Tot Cleve den *ſeſden* ouden ende den *ſeſthienden* Februarii nieuwen ſtijl *ſeſthien-hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Was verteeckent.

(L.S.) Otto Vryheer van Swerin.
(L.S.) Werner Wilhelm Blaspiel.
(L.S.) Matthias Romswinckel.
(L.S.) H. v. Beverningh.

Separaet Articul daer op tuſſchen de Gedeputteerden van den Heere Keurvorſt van Brandenburgh *ende Gedeputeerde van de Heeren* Staten Generael *der Vereenighde Nederlanden verdragen ende geconvenieert is over den ophef van den Tol ende het Licent van* Gennip.

ALſoo tuſſchen den Heere Keurvorſt van *Brandenburgh* ter eenre, ende de Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden ter andere ſijde eenige differenten waeren gereſen over het middel vande *Tollen* ende *Licenten*, dewelcke binnen de Fortreſſe van *Gennip* geheven worden; Soo dat daer door de Tractaeten van *defenſie Alliantie* ende van naerder *conjunctie* op huyden geſlooten ende geteeckent, tot merckelijck nadeel van de hooggemelde Partyen, alreede eenigen tijt ſijn geretardeert geworden. Soo is 't dat tot voorſettinge vande voorſchreve Tractaeten, ende continuatie van die goede Vruntſchap ende Correſpondentie, dewelcke van allen ouden tijden tuſſchen de hooghgemelde Partyen is geweeſt door derſelver reſpective Gedeputeerde dien aengaende oock mede is veraccordeert ende vergeleecken, dat den ophef van dat voorſchreve middel voor den tijdt van *twaelf* Jaeren eerſtkomende ſal werden gecontinueert ende blyven onder de directie ende ten voordeel van haer Ho. Mog. gelijck deſelve nu eenige Jaeren herwarts geweeſt is, ende noch tegenwoordigh bevonden wert te ſijn, ende dat haer Ho. Mog. ten behoeve van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt dan paratelijck ſullen doen uytellen eene Somme van *viſtigh duyſent* guldens, te betaelen nevens d'extraditie van het tegenwoordighe Inſtrument, waer mede dan de differenten voor den tijt van *twaelf* Jaeren komende ſullen blyven geaccordeert ende geaſſopieert, gelijck dan mede verder verſproocken ende veraccordeert is, dat tijdelijck voor die expiratie vande voorſchreve *twaelf* Jaeren weder Conferentie ſal werden aengeſtelt, om de voorſchreve differenten by te leggen, of nader te reguleeren; ende by ontſtenteniſſe van dien, dat deſelve als dan ſullen werden verbleven ende geſubmitteert, gelijck deſelve in ſulcken onverhoopten val van nu aen verbleven ende geſubmitteert werden aende *Arbitragie* ende uytſpraecke van ſoodanige *Arbiters* ende *Super-Arbiters*, ende voorts op ſoodanige voet ende maniere als begrepen ende nedergeſtelt ſijn by het Erf-Tractaet 't welck den *tweeden* Januarii *vyfthien-hondert drie en veertich* binnen de Stadt van *Bruſſel* tuſſchen *Keyſer Karel den vyfden* als Prince van de Nederlantſche Provincien ende Hartog *Willem van Gulick ende Cleve* is opgerecht geweeſt, alles noch met deſen verſtaende dat deſe tegenwoordige Conventie geenderhande prejudicie en ſal toebrengen aen het Recht ofte de pretenſien, welcke de hooghgemelde Parthyen *hinc inde* meenen te hebben tot den *ophef* vande voorſchreve middel, dat oock geen argument ten eenen ofte ten anderen daer uyt ſal mogen getrocken worden, tot voordeel ofte prejudicie van d'een of van d'andere over den *ophef* vanden gepaſſeerden tijt, ende de vorderinge dewelcke daer over ſoude mogen gemaeckt worden, nochte oock voor den toekomenden tijt omtrent de ſuſtenue ende debatten, dewelcke by nadere on-

ANNO 1666.

Donné à la Haye ſous nôtre grand Sceau, Paraphe du Preſident de nôtre Aſſemblée, & la Signature de nôtre Greffier le 7. Fevrier mil ſix cens ſoixante-ſix.

Ainſi fait, accordé & conclu ſous les Signature & Cachets des Députez reſpectifs mentionnez dans le ſuſdit Plein-Pouvoir, à Cleves le ſixiéme vieux ſt. & ſeixiéme Février ſtile nouveau mil ſix cens ſoixante-ſix.

Etoit ſigné.

(L.S.) Otton Baron de Swerin.
(L.S.) Werner Guillaume Blaspiel.
(L.S.) Matthias Romswinckel.
(L.S.) H. v. Beverning.

Article ſeparé entre les mêmes Parties au ſujet de la levée des Droits de Peage de Gennip.

COmme entre le Seigneur Electeur de Brandebourg d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'autre part, il ſeroit né quelques differents au ſujet des Deniers du Peage & Licentes, qui ſe levent dans la Fortereſſe de Gennip, enſorte que l'effect du Traité d'Alliance deffencive, & d'Union plus étroitte conclu & ſigné ce jourd'huy en a été retardé déja quelque tems, au grand dommage deſdites Parties. C'eſt pourquoy pour l'execution des ſuſdits Traitez & la continuation de cette bonne Amitié & Correſpondence, qui de toute ancienneté ont été entre les ſuſdites Parties, il a été convenu & accordé par les Députez reſpectifs à ce ſujet, que la levée des ſuſdits Deniers continuera & demeurera pour les douze premieres années prochaines ſous la direction & au proffit de leurs Hautes Puiſſances comme ils l'ont été depuis quelque année en ça & ſe trouvent l'être encore, & que leurs Hautes Puiſſances feront compter comptant à Sa Serenité Electorale la Somme de cinquante mille livres, à payer au moment de l'extradition du preſent Inſtrument, par le moyen dequoy les differens pour le tems de douze années demeureront accordez & aſſoupis, comme il eſt auſſi accordé, que devant l'expiration des ſuſdites douze années on aſſignera à tems une autre Conference pour terminer leſdits Differens, ou les regler, & que faute de ce ils demeureront ſoumis, par ces preſentes, à l'Arbitrage & deciſion de tels Arbitres & Sur-Arbitres, & ſur le même pié & maniere qu'il eſt contenu & couché par le Traité fait le douziéme Janvier mil cinq cens quarante-trois dans la Ville de Bruxelles entre l'Empereur Charles-quint comme Prince des Provinces des Païs-Bas, & le Duc Guillaume de Julliers & de Cleves: le tout bien entendu que cette preſente Convention ne portera aucun prejudice aux Droits ou pretentions, que leſdites Parties pretendent avoir hinc inde, *pour la levée des ſuſdits Deniers, & qu'auſſi ni l'un ni l'autre ne pourra tirer d'argument, au prejudice l'un de l'autre au ſujet de la levée du paſſé, & pour la demande qui en pourroit être faite, ni même pour l'avenir à l'égard des ſoutenemens & debats, qui pourroient être produits dans une Negotiation ulterieure, ou auſſi conſequem-*

ANNO 1666.

onderhandelinge ofte oock vervolgens voor die voorgemelde Arbiters ende Superarbiters ſouden mogen werden geintroduceert, nemaer dat een yder vande hooge Parthyen daer omtrent ſat blyven ongeprejudiceert: ende in ſijn geheel even als of deſe teghenwoordige Conventie niet tuſſchen beyde gekomen was.

Welcken Articul ſal ſijn van deſelve kracht ende vigueur, als of het in het voorſchreve Tractaet van defenſive Alliantie van worde te woorde waere geinſereert.

Aldus gedaen ende geteeckent tot Cleve den ſeſden ouden ſtijl ende den *ſeſtienden* Februarii nieuwen ſtijl *ſeſtien-hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Was verteeckent.

(L.S.) Otto Vryheer van Swerin.
(L.S.) Werner Wilhelm Blaspiel.
(L.S.) Matthias Romswinckel.
(L.S.) H. van Beverningh.

ſequemment pardevant leſdits Arbitres & Sur-Arbitres; mais que chacune deſdites Parties n'en recevront point de prejudice, & qu'elles demeureront dans leur entier, comme ſi la preſente Convention n'avoit point été faite entre elles.

Lequel Article ſera de la même force & valeur, que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le ſuſdit Traité d'Alliance deffencive.

Ainſi fait & ſigné à Cleves le ſixiéme ſtile vieux & le ſeiziéme de Fevrier, ſtile nouveau mil ſix cens ſoixante-ſix.

Etoit ſigné.

(L.S.) Otton Baron de Swerin.
(L.S.) Werner Guillaume Blaspiel.
(L.S.) Matthias Romswinckel.
(L.S.) H. de Beverning.

Secret ende ſeparaet Artijckel daer op tuſſchen de Gedeputeerde van de Heeren Staten Generael *der Vereenighde Nederlanden ende Gedeputeerde van den Heer Keurvorſt van* Brandenbourgh *verdragen ende geconvenieert is tot elucidatie ende naerder verklaringh van het* vierde *Artickel van het Tractaet van Alliancie; 't welck huyden dato deſes geſlooten is.*

HOewel in het *vierde* Artijckel van het Tractaet van Alliance huyden deſen dagh geſlooten, tuſſchen de Commiſſariſſen van de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden, ende van den Doorluchtigſten Vorſt ende Heere, den Heere *Keurvorſt van Brandenburgh*, het Point vande *guarantie* dewelcke ſijne Keurv. Doorl. aen haer Ho. Mog. belooft te preſteren, met deſe worden is ter neder geſtelt, *Dat ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ſal gehouden ſijn haer Ho. Mog. te helpen, defenderen ende beſchermen tegen alle vyantlijcke invaſien, ende openbaer gewelt, 't welck haer Ho. Mog. inde Vereenighde Nederlanden of onderhoorige aengrenſende Landſchappen, Steden ende Plaetſen, of andere met haer Ho. Mog. Guarniſoenen, in de voorſchreve Landen, ende Plaetſen beſet, ſoude mogen vorkomen, ende aengedaen werden.* Ende dat uyt de ſtellinghe van die woorden in twyfel ſoude mogen getroocken werden, of oock ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt daer by verbonden ende geobligeert wort haer Ho. Mog. te helpen, defenderen ende beſchermen tegen ſoodane vyantlijcke invaſien ende openbaer gewelt, daer mede de Steden *Rhijnberg*, ofte *Raveſteyn*, ofte de Forten van *Lieroordt* ende van *d'Eyler Schants* ſoude mogen geattacqueert worden, ten reſpecte vande pretenſien, dewelcke by den Heere Keurvorſt van *Keulen*, den Heere *Hertogh van Nieubourgh* ende den Vorſt van *Ooſt-Vrieſlant* reſpective daer op gemaeckt worden, is tot nader verklaringe ende *elucidatie* van dien goet gevonden by dit ſecreet ende ſeparaet Articul vaſt te ſtellen, dat ſyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt de verſchillen, dewelcke over de voorſchreve pretenſie ſouden mogen komen t'ontſtaen alvoren met alle goede officien ſal ſoecken voor te komen ende uyt de weg te leggen, ende dat daer toe ſal mogen gebruycken den tijt van *een Maent* of *ſes Weken* uyterlijck, en by ontſtentenis van dien, ende dat het Accommodement in de voorſchreve tijt niet en ſoude moghen gevonden worden, dat ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt tot ſodanigen *Guarant* evenwel niet en ſal verbonden ſijn, ingevalle dat den Heere Keurvorſt van *Keulen*, den Heere Hartogh van *Nieubourg* ende den Vorſt van *Ooſt-Vrieſlant* apart ende ſeparaet, de voorſchreve Steden *Rijnbergh*, *Raveſtein*, of de voorſchreve Forten van *Lierrort*, of de *Dijlerſchans*, met haer eygen macht alleen quamen te attaqueren: maer wel in ſoodanigen geval, als ſy haer tot dien eynde ſoude willen dienen ende behelpen vande hulpe ende aſſiſtentie van *eenige andere* Princen, Potentaten, ofte Staten, het

Article ſeparé & ſecret d'entre les mêmes Parties pour l'éclairciſſement & explication du quatriéme Article du Traité d'Alliance conclu ce jourd'huy.

E*Ncore que par le quatriéme Article du Traitté d'Alliance conclu ce jourd'huy entre les Commiſſaires de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & le Sereniſſime Prince & Seigneur Electeur de Brandebourg, le Point de Guarantie que Sa Serenité Electorale s'oblige de faire à leurs Hautes Puiſſances ſoit conçû en ces termez,* Que Sa Serenité Electorale ſera obligée d'aider, deffendre & proteger leurs Hautes Puiſſances contre toute invaſion ennemie, & violence ouverte qui pourroient être faites à leursdites Hautes Puiſſances dans les Provinces-Unies des Pays-Bas, & les Provinces, Villes, & Places limitrofes, ou autres du ſuſdit Païs où leurs Hautes Puiſſances peuvent avoir Garniſons. *Et que ſelon que ces parolles ſont couchées, il pourroit être tiré en doute, ſi Sa Serenité Electorale n'eſt pas auſſi par là tenuë & obligée d'aider, deffendre & proteger leurs Hautes Puiſſances contre les invaſions & violences ouvertes de la part de l'Ennemi dont auſſi les Villes de* Rhynberg *ou* Raveſtein, *ou les Forts de* Lierood, *&* d'Eyler *pourroient être attaquez, au ſujet des Pretenſions qu'y ont l'Electeur de Cologne, le Duc de Neubourg, & le Prince d'Ooſt-Friſe; il a été jugé à propos pour plus d'éclairciſſement & élucidation d'arrêter par le preſent Article ſeparé & ſecret que Sa Serenité Electorale tâchera par toute ſorte de bons offices de prevenir & d'aſſoupir les differens qui pourroient naitre au ſujet desdites pretenſions, & qu'il y employera le tems d'un mois ou de ſix ſemaines, au plus; Et que neanmoins, ſi ledit Accommodement ne ſe pût faire dans ledit tems, ſadite Serenité Electorale ne ſera cependant point ſujet à ladite Garantie, au cas que l'Electeur de Cologne, le Duc de Neubourg & le Prince d'Ooſt-Friſe vinſſent à attaquer à part & ſeparement avec leurs propres Forces leſdites Villes de Rhynberg, Raveſtein, & les ſuſdits Forts, de Lieroodt, & d'Yler; mais en tel cas que leurs Hautes Puiſſances vouluſſent ſe ſervir de l'aide & de l'aſſiſtance de quelque autre Prince, Potentat*

ANNO 1666. het ſy van Volck, of Gelt, of eenige andere maniere, direćtelijck daer toe te gebruycken, ofte dat oock de reſpective Princen daer omtrent ſoude willen ageren met haer gecombineerde machten, in welcken gevalle van Aſſiſtentie ofte van Conjunćtie, de *Guarantie* by het voorſchreve *vierde* Artijckel belooft oock ten regarde vande hoog-gemelde Princen obligatoir ſal ſijn, gelijck tegen alle anderen. Des belooven oock haer Ho. Mog. datſe aende hooggemelde Heeren Princen genen indraeght en ſullen doen inde Hoogheden, Rechten, ende Gerechtigheden, Domeynen, ende Revenuen, dewelcke haer in de voorſchreve Steden competeren: gelijck mede haer Ho. Mog. geen intentie hebben dat dit Artijckel, of het geene vorder in het Tractaet van Alliantie vermaent wort vande Steden inden Landen van *Cleve* met haer Ho. Mog. Guarniſoen beſet, daer henen ſoude geduydet worden, dat aen ſyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt of desſelfs Erven ende Nakomelingen als Lant-Vorſten eenigh nadeel of prejudicie daer door ſoude veroorſaeckt worden, in ſoodanighe Hoogheden, Rechten als ſijne Keurvorſtl. Doorluchtigheyt heeft ende competeren in die voorſchreve Steden met haer Ho. Mo. Garniſoen beſet: maer dat ter contrarie alle Hoogheden, ende Rechten als ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheden in deſen heeft, ofte als Lantvorſt hebben ſoude, ongekrenckt ende onvernadeelt blyven: ſoo dat hier mede in genen deelen daer aen gederogeert en wordt; gelijck oock uyt de opſtellinge van dit Artijckel geen argument en ſal mogen of konnen getrocken worden waer by ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt ſoude verhindert worden, naer de expiratie van den Oorlogh te ſprecken van de *Evacuatie* van de voorſchreve Steden, ende haer Ho. Mog. oock beloven de vorſtellinge van ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt op dat ſubject te willen hooren, ende ſich daer op Vrunt nabuyrlijck verklaeren.

Welck Artijckel ſal ſijn vande ſelve kracht ende vigueur als of het in 't voorſeyde Tractaet van Alliantie defenſive van woorde te woorde ware geinſereert. Aldus gedaen ende geteeckent tot Cleve, den 6. ouden ſtijl ende den 16. Februarii nieuwen ſtijl *ſeſthien hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Was gheteeckent ende geſegelt als volcht.

(L.S.) Otto Vrytheer van Swerin.
(L.S.) Werner Wilhelm Blaspiel.
(L.S.) Matthias Romswinckel.
(L.S.) H. v. Beverning.

tentat ou Etat, ſoit de Troupes, ou d'argent, ou en quelque autre miniere, directement, ou que les ſusdits Princes reſpectifs vouluſſent agir à cet égard avec leurs Forces jointes enſemble, en tel cas d'aſſiſtence ou de conjonction de Forces, la Garentie promiſe par le ſuſdit quatriéme Article, même au regard des ſusdits Princes, ſera obligatoire, comme contre les autres, moyennant quoy leurs Hautes Puiſſances promettent auſſi qu'ils ne donneront aucune atteinte aux Droits, Juſtice, Domaine & revenus qui leur apartient dans les ſuſdittes Villes, & comme auſſi leurs Hautes Puiſſances ne ſont point d'intention que cet Article, ou ce qui eſt mentionné dans le ſuſdit Traité d'Alliance pour les Villes du Païs de Cleves où leurs Hautes Puiſſances ont Garniſon, fût ainſi entendu, que par la Sa Serenité Electorale ni ſes Succeſſeurs, comme Prince du Païs en reçoivent aucun prejudice à l'égard des Droits & Prerogatives que Sa Serenité Electorale a & luy apartient dans les ſuſdites Villes où leurs Hautes Puiſſances ont Garniſon, mais qu'au contraire tous les Droits & Prerogatives qu'y a Sa Serenité Electorale ou qu'il y pourroit avoir comme Prince du Païs, ne recevront aucune atteinte, ni prejudice, en ſorte qu'il n'y eſt derogé en aucune maniere, comme auſſi il ne pourra être tiré aucun argument par le contenu de cet Article, d'où Sa Serenité Electorale puiſſe être empêchée aprés l'expiration de cette Guerre de parler de l'évacuation des ſuſdites Villes, & auſſi leurs Hautes Puiſſances promettent d'entendre la propoſition de Sa Serenité Electorale ſur ce ſujet, & ſe montrer à cet égard bons Amis & Voiſins. ANNO 1666.

Lequel preſent Article ſera de même force & valeur que s'il étoit inſeré de mot à mot dans le ſuſdit Traitté d'Alliance deffencive. Ainſi fait & ſigné à Cleves le 6. Février vieux ſtile, & le ſeiziéme ſtile nouveau de l'an mil ſix cens ſoixante & ſix.

Et étoit ſigné & ſcellé.

(L.S.) Otton Baron de Swerin.
(L.S.) Werner Guillaume Blaspiel.
(L.S.) Matthias Romswinckel.
(L.S.) H. v. Beverning.

XXXII.

24. Fev. PORTUGAL ET SAVOYE. *Contract de Mariage de Dom* Alphonse VI. *Roi de Portugal, & de la Princeſſe* Marie Françoise Elisabeth *de Savoie.* A Paris le 24. Février 1666. [Freder. Leonard. Tom. IV.]

Contract des Articles & Conditions de la Dot & du Mariage, qui doit eſtre celebré entre le Sereniſſime, tres-haut & tres-puiſſant Prince, Dom Alphonſe ſixiéme par la grace de Dieu Roi de Portugal, des Algarves, de l'une & de l'autre Mer en Affrique, Seigneur de Guinée, & de la Conqueſte, Navigation & Commerce d'Ethiopie, Arabie, Perſe, & Inde, & la Sereniſſime & tres-excellente Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie Ducheſſe de Nemours, & d'Aumalle, traité & conclu par l'Excellent Seigneur Dom François de Mello de Torres Marquis de Sande, Comte de Ponte, Conſeiller d'Eſtat & de Guerre dudit Seigneur Roi, comme Procureur & Ambaſſadeur extraordinaire du Sereniſſime, tres-haut & tres-puiſſant Seigneur le Roy de Portugal; & les excellents Seigneurs Monſieur le Duc d'Eſtrées, Pair & premier Mareſchal de France, & Cezar d'Eſtrées, Evêque Duc de Laon, Pair de France, comme Procureurs de la Sereniſſime & tres-excellente Princeſſe, Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie, & pareillement chargez de Procuration à cet effet, de haut & puiſſant Prince Monſieur le Duc de Vendoſme, & haute & puiſſante Princeſſe Madame la Ducheſſe de Vandoſme, Oncle, Grand-Mere, & Tuteurs de la Sereniſſime Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie.

Premierement. Leſdits Excellents Seigneurs Dom François de Mello de Torres, Marquis de Sande, Comte de Ponte, du Conſeil d'Eſtat & Guerre de Sa Majeſté, & le Duc d'Eſtrées Pair & premier Maréchal de France, & l'Evêque-Duc de Laon, Pair de France, toutes choſes bien conſiderées & examinées, ſont reciproquement convenus, & ont conclu, arreſté, & determiné d'achever le Mariage de tres-haut & tres-puiſſant Prince Dom Alphonſe ſixiéme Roi de Portugal avec la tres-excellente & Sereniſſime Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale, avec toute la diligence, que requiert une affaire ſi importante au bien de la Religion Catholique Romaine. Ils ont donc conclu & accordé que l'Excellent Seigneur Dom Franciſco de Mello de Torres Marquis de Sande, en vertu du Pouvoir & de la Procuration ſpeciale qu'il a pour cet effet dudit Sereniſſime Roi de Portugal, recevra en

ANNO 1666. en ſon nom à la Cour du Roi de la Grande Bretagne, pour Epouſe dudit Sereniſſime Roi de Portugal, la Sereniſſime Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie, & paſſera cet Acte de Mariage avec la perſonne à qui la Sereniſſime Princeſſe aura donné un ſemblable Pouvoir & Procuration ſpeciale, pour recevoir & prendre pour ſon Epoux ledit Sereniſſime Roi ſelon la forme & les ſolemnitez de l'Egliſe Catolique, Apoſtolique & Romaine, preſcrites par les Sacrez Canons, & par le Concile de Trente, & ſelon les Actes accoûtumés dans les Mariages des Rois, dont ledit Seigneur Evêque-Duc de Laon, ou la perſonne qui celebrera ledit Mariage, donnera les Certificats, ou Inſtrumens autentiques audit Excellent Seigneur Marquis de Sande & à ladite Sereniſſime Princeſſe qui y mettront leurs noms, comme auſſi les témoins neceſſaires.

II. Auſſi-tôt que le Mariage aura été celebré & le Certificat donné à l'une & à l'autre des Parties, ledit Seigneur Marquis de Sande reconnoiſtra ladite Sereniſſime Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie pour Reine de Portugal.

III. Il a eſté arreſté & accordé entre les Excellents Seigneurs Marquis de Sande, le Duc d'Eſtrées, & l'Evêque-Duc de Laon, que la Dot de ladite Sereniſſime Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie ſera de ſix cens mille écus Monnoye de France bonne & ayant cours, qui font un million huict cens mille livres Tournois, à ſavoir quatre cens mille écus, qui ſeront portez en eſpeces à Liſbonne, & les autres en effets, & de la maniere qu'ils ſeront declarez dans l'Article ſuivant.

IV. Il a été convenu & accordé entre leſd. Seigneurs Marquis de Sande, le Duc d'Eſtrées, & l'Evêque & Duc de Laon que pour faire connoître à toute l'Europe la grande conſideration, & la difference que font les Maiſons de Nemours & de Vandoſme du Mariage du Sereniſſime Roi de Portugal à tout autre, la Dot de la Sereniſſime Princeſſe ſeroit plus grande que celles, qui ont été données juſques à preſent aux Princeſſes de cette Maiſon en les mariant: Et pour cet effet, ils ſont convenus que ladite Dot ſera de ſix-cens mille-écus, à ſavoir cent mille écus Monnoie de France, que l'Excellent Seigneur Marquis de Sande porta l'année paſſée à Liſbonne, de laquelle Somme l'Excellent Seigneur Comte de Caſtelmeillor a donné déja ſon reçeu au Sieur Gravier, & declaré par icelui qu'il la recevoit pour compte, & faiſant partie de laditte Dot, & pour les autres cinq cens mille écus reſtans pour faire ladite Somme de ſix cens mille écus, leſdits Excellents Seigneurs Duc d'Eſtrées, & Evêque Duc de Laon, s'obligent comme Procureurs, de tenir preſts & fournir quatre cens mille écus Monnoie de France, qui font un million deux cens mille livres tournois, argent bon & aiant cours, au Port où ladite Sereniſſime Princeſſe s'embarquera, pour aller en Portugal, afin que l'argent puiſſe être emporté avec elle, & ledit Excellent Seigneur Marquis de Sande, au nom du Sereniſſime Roi de Portugal ſon Maître, ſera obligé de garantir la Sereniſſime Princeſſe de tous les riſques que ſa Dot pourroit courir ſur la Mer, depuis le jour qu'il verra embarquer la Somme de ladite Dot dans les Vaiſſeaux, où ladite Sereniſſime Princeſſe s'embarquera pour paſſer en Portugal, juſques au jour de ſon arrivée à Liſbonne, ou à quelque Terre de Portugal, où débarquera ladite Sereniſſime Princeſſe; & en ce lieu leſdits Excellens Seigneurs Duc d'Eſtrées & Evêque-Duc de Laon, s'obligent de faire remettre lad. Somme de quatre cens mille-écus Monnoie de France en même nature & eſpece que dit eſt entre les mains des Miniſtres du Sereniſſime Roi de Portugal, qui ſeront deputez pour cela par Sa Majeſté, leſquels en donneront toute quittance & décharge neceſſaire à ceux qui ſeront commis pour cet effet par ladite Sereniſſime Princeſſe, & par leſdits Excellents Seigneurs Duc d'Eſtrées & Evêque-Duc de Laon. Et pour les autres cent mille-écus reſtans pour l'accompliſſement & parfait paiement de ladite Dot, leſdits Seigneurs Duc d'Eſtrées, & Evêque-Duc de Laon s'obligent de les faire paier à Liſbonne dans le tems de quatre années ou plûtôt, ſi la diſcuſſion des Biens peut être faite, aux Miniſtres dudit Sereniſſime Roi ſelon la forme ſuſdite, ſur laquelle Somme d'un million & deux cens mille livres tournois, ſera priſe la Somme de quatre-vingts dix mille livres, & miſe és mains de la Sereniſſime Princeſſe, pour fournir à la dépenſe de ſon voyage, & autres qu'il lui conviendra faire en partant, ſans aucune diminution des douze cens mille livres, à l'égard de la reſtitution de la Dot. ANNO 1666.

V. Le Sereniſſime Roi de Portugal deſirant paſſionément de faire voir à tout le monde l'eſtime qu'il fait des tres-hautes qualitez & vertus de la Sereniſſime & tres-Excellente Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie, veut qu'advenant le deceds de la Sereniſſime Reine de Portugal ſa Dame & Mere, ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie, ait aprés elle la Cité de Faro Alenquer, Cuitra, & autres Villes, Gouvernements, Châteaux, Juriſdictions, nominations & diſpoſitions d'Abbayes, & autres Benefices, & generallement toutes les Terres, dont ladite Sereniſſime Reine-Mere joüit à preſent, pour être poſſedées par ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie durant ſa vie, ainſi que la Sereniſſime Reine-Mere, & les autres Reines de Portugal en ont toûjours joüi, leſquels Etats vallent quatre-vingts à cent mille Croiſades ou Ducats par an, & quelquefois plus.

VI. Le Sereniſſime Roi de Portugal établira la Maiſon de la Sereniſſime Reine ſa Femme, un mois aprés qu'elle ſera arrivée à Liſbonne, avec la même grandeur & magnificence que celle des autres Reines qui l'ont precedée, & qu'il eſt convenable à ſon rang & à ſa Dignité.

VII. Auſſi-tôt que ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Franoçoiſe Eliſabet de Savoie ſera arrivée à Liſbonne, elle joüira de tous les Droits, Privileges & Facultez, dont les Reines de Portugal ont joüi juſques à preſent dans les Doüanes, Maiſons des Coûtumes, Maiſons des Conqueſtes, & par tout ailleurs où il appartiendra.

VIII. Juſques à ce que la Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie ſoit en poſſeſſion deſdits Etats mentionnez au cinquiéme Article; le Sereniſſime Roi de Portugal lui aſſignera un revenu de trente mille Croiſades par an pour ſa dépenſe.

IX. Et en cas que ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie ſurvive le Sereniſſime Roi de Portugal, ſoit qu'elle ait des Enfans, ou qu'elle n'en ait pas, elle aura pendant ſa vie leſdits Etats des Reines de Portugal pour les poſſeder, & en joüir ainſi que les autres Reines en ont joüi, & comme la Sereniſſime Reine Mere les poſſede à preſent.

X. En cas que ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie ſurvivant au Sereniſſime Roi ſon Epoux, la Sereniſſime Reine-Mere poſſede encore les Etats mentionnez au cinquiéme Article, & que par ce moien ladite Sereniſſime Princeſſe ne les puiſſe encore poſſeder, le Sereniſſime Roi de Portugal promet & s'oblige, ſelon ſa magnificence & generoſité accoûtumée, outre les trente mille Croiſades ci-devant mentionnez, de lui aſſigner d'autres établiſſemens & revenus juſqu'à ce qu'elle joüiſſe deſdits Etats, & en place d'iceux, qui ſoient convenables & proportionnez à ſon rang & à ſa Dignité Roiale, & pareils aux Traitemens faits aux autres Reines qui l'ont precedée; & à ceux dont joüit preſentement ladite Sereniſſime Reine Mere: enſorte neanmoins que les trente mille Croiſades mentionnez au preſent Article feront partie & entreront en compte deſdits établiſſements, Etats & revenus qui doivent être aſſignez à ladite Sereniſſime Princeſſe en vertu & ſuivant le preſent Article.

XI. En cas que ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie ſurvive le Sereniſſime Roi de Portugal, & que n'aiant point d'Enfans, elle veüille ſortir du Roiaume de Portugal, on lui rendra ſa Dot entiere, & outre & par deſſus la reſtitution de ſa Dot, on lui donnera la Somme de cinq cens mille livres tournois, faiſant le tiers d'icelle Dot, qu'elle pourra emporter librement & ſeurement, en quelque lieu qu'elle ſe retire, comme auſſi ſes Bagues & Joïaux, Argenterie & Meubles, tant ceux qu'elle auroit porté avec elle, que ceux qu'elle auroit pû avoir ou acquerir depuis, à la reſerve toutesfois de ceux ou de celles qui ſe trouveront être de la Couronne de Portugal, & pareillement elle pourra diſpoſer & teſter ſelon ſa volonté & intention de tout ce qui lui ſera advenu & échû par Succeſſion, Donation, ou autrement, en quelque maniere que ce puiſſe être, & juſqu'à l'actuel paiement & rembourſement deſdites Sommes; elle

ANNO 1666.

le joüira pleinement & librement, ſoit en Portugal ou en quelque autre lieu qu'elle ſe retire, des Droits, Privileges, Prerogatives, Etats & Revenus affectez aux Reines de Portugal & mentionnez dans les Articles precedens, leſquels ſeront paiables & rembourſables en trois paiemens égaux, & en trois années conſecutives, & à proportion que leſdits paiemens ſeront faits, elle ſe demettra deſdits Droits, Privileges, Prerogatives, Etats & Revenus; & abſolument & entierement, aprés l'actuel & parfait rembourſement desdites Sommes.

XII. Comme auſſi aiant ladite Sereniſſime Princeſſe des Enfans de ſon Mariage, & ſurvivant au Sereniſſime Roi de Portugal, en cas qu'elle voulût ſortir du Roiaume, on lui rendra ſeulement le tiers de ſa Dot, & le tiers des cinq cens mille livres tournois données pardeſſus ladite Dot, dont elle pourra diſpoſer ainſi que des Bagues, Joiaux, Argenterie & Meubles qu'elle auroit pû avoir depuis, autres toutesfois que ceux qui ſe trouveront être de la Couronne. Pareillement elle pourra diſpoſer & teſter de tout ce qui lui aura pû échoir par Succeſſion, Donation ou autrement en quelque maniere que ce puiſſe être, & l'emporter avec elle, en quelque lieu qu'elle ſe retire: Les deux autres tiers de la Dot, & du tiers d'icelles, montant à la Somme de cinq cens mille livres tournois, accordées par forme d'augment de Dot demeureront affectez à ſes Enfans, dont elle aura ſeulement la joüiſſance & perception des revenus ſa vie durant, qui lui ſeront portez ſeurement & librement en quelque part qu'elle puiſſe être.

XIII. Arrivant le prédeceds de ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabeth de Savoie, un tiers de ſa Dot, montant à la Somme de cinq cens mille livres tournois, demeurera par forme de gain Nuptial au Sereniſſime Roi de Portugal, & les deux autres tiers reſtans avec ſes Bagues, Joïaux & Meubles tant ceux qu'elle aura portez, que ceux par elle depuis acquis, autres toutesfois que ceux de la Couronne de Portugal, comme auſſi tout ce qui lui aura pû échoir pendant ſon Mariage, par Succeſſion, Donation, ou autrement, de quelque maniere que ce puiſſe être, demeureront & appartiendront en propre à ſes Enfans, & au défaut d'iceux paſſeront à ſes Heritiers de ſon côté & ligne, ſans toutesfois qu'en conſequence des Articles le pouvoir & faculté de teſter & diſpoſer librement ſelon ſon intention & volonté de tous les biens qu'elle aura lui ſoient ôtez.

XIV. Ledit Sereniſſime Roi de Portugal donnera en faveur de Mariage à ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie la valeur de quarante mille écus de Bagues & Joïaux, qui ſeront eſtimez lors de la délivrance qui en ſera faite à ladite Sereniſſime Princeſſe, leſquels elle pourra emporter arrivant le predeceds dudit Sereniſſime Roi de Portugal, avec ſa Dot & autres choſes à elle accordées par les preſens Articles.

XV. Ladite Sereniſſime Princeſſe ſe charge de la dépenſe des perſonnes qui la ſuivront, depuis ſon départ de Paris juſques à ſon arrivée à Lisbonne, ou au premier Havre du Roiaume de Portugal où elle pourra debarquer.

XVI. A été auſſi convenu & accordé que dans la Somme d'un Million cinq cens mille livres tournois promiſe en Dot, laquelle Somme doivent compter & recevoir les Miniſtres du Sereniſſime Roi de Portugal; comme il eſt ci-devant declaré, n'entrera point la valeur des Bagues & Joïaux de ladite Sereniſſime Princeſſe Dame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie, ni les autres Meubles qu'elle pourra faire apporter avec ſoi de quelque nature qu'ils ſoient, leſquels neanmoins ſeront tels que leſdits Excellens Seigneurs Duc d'Eſtrées, & Evêque-Duc de Laon croiront être propres & convenables à la grandeur d'une telle Princeſſe.

XVII. Et comme il avoit été reſolu & accordé, que l'Excellent Seigneur Evêque Duc de Laon paſſeroit en Angleterre pour conclure & ratifier en ce lieu ce que l'Excellent Seigneur Marquis de Sande avoit déja concerté en France par l'entremiſe de M. le Marquis de Ruvigny, avec l'agréement & la participation de leurs Majeſtez Britanniques, & parce qu'il avoit été convenu par le premier Article de ce Contract: que le Mariage du Sereniſ. Tres-Haut & Tres-Puiſſant Prince Dom Alphonſe Sixiéme Roi de Portugal, avec la Sereniſſime & tres-Excellente Princeſſe Madame Marie Françoiſe Eliſabet de Savoie ſeroit celebré dans la Cour d'Angleterre, & en preſence de leurs Majeſtez Britanniques, ce qui ne ſe peut executer preſentement, d'autant que Dieu aiant voulu affliger ce Roiaume d'une contagion ſi grande & ſi cruelle, que le Sereniſſime Roi de Portugal, ne peut ſouffrir qu'une perſonne qui lui eſt ſi précieuſe, ſoit expoſée au peril qu'elle pourroit courre en paſſant en Angleterre, à cauſe de la ſuſdite maladie contagieuſe; pour cét effet il veut & ordonne que le Mariage ſoit celebré en la maniere qu'il eſt porté dans le premier Article: pour ce qui regarde les formes & les Solemnitez accoutumées, ou à la Rochelle ou en quelque autre lieu, où il faudra qu'elle s'embarque: Ce qui ſe fera pour lors avec la grandeur & la dignité convenable à leurs Majeſtez.

ANNO 1666.

XVIII. Et d'autant que ſuivant le quatriéme Article de ce Contract leſd. Excellens Seigneurs Duc d'Eſtrées, & Evêque-Duc de Laon ſe ſont obligez de faire fournir à Lisbonne la ſomme de 400000. écus, qui font un million & 200000. livres tournois, en argent bon aiant cours, & que peut-être le Sereniſſime Roi de Portugal ſouhaite qu'on emploie dès ici, en une, deux, trois ou pluſieurs parties ladite Somme: Il a été convenu & accordé, que celles qui ſeront demandées pour ce ſujet par le Sieur Pierre Dalmeida Conſeiller de Porto, Secretaire de cette Ambaſſade, comme Treſorier de la Dot de ladite Sereniſſime Princeſſe en vertu du Pouvoir à lui donné par le Sereniſſime Roi de Portugal, lui ſeront fournies, & de tout ce qui ſera reçû par ledit ſieur Dalmeida, & dont il aura donné ſes quitances, le Sereniſſime Roi de Portugal en fera tenir compte ſur le prix de la Dot, comme s'il l'avoit fait recevoir lui-même.

XIX. Enfin leſdits Seigneurs Duc d'Eſtrées, & Evêque-Duc de Laon s'obligent & promettent au nom de Monſieur le Duc de Vendôme, que lui & tous ceux de ſa Maiſon s'emploieront en France, & par tout ailleurs pour tout ce qui regardera les interêts du Sereniſ. Roi de Portugal, comme ils feroient pour les leurs propres, & dans toutes les occaſions qui s'en preſenteront; & à cet effet ledit Sereniſſime Seigneur Roi pourra tenir en France, auprés de Monſieur le Duc de Vandoſme, la perſonne qu'il jugera neceſſaire, comme pareillement Monſieur de Vandoſme pourra tenir auprés du Sereniſſime Roi de Portugal telle perſonne qu'il jugera convenable. J'ai Louis Matharel Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, & Secretaire general de la Marine, commis & choiſi à cet effet par leſdits Excellents Seigneurs Duc d'Eſtrées, & Evêque-Duc de Laon, fait eſcrire les preſens Articles, en la Maiſon de l'Excellent Seigneur Marquis de Sande Ambaſſadeur Extraordinaire du Sereniſſime Roi de Portugal vers le Roi de la Grande Bretagne. A Paris le vingt-quatriéme jour de Février mil ſix cens ſoixante-ſix, *Signé* FRANCISCO DE MELLO Marquis de Sande, le Duc D'ESTRE'ES, CESAR D'ESTRE'ES Evêque Duc de Laon, Pair de France, *& ſcellé des Sceaux de chacun deſdits Seigneurs.*

XXXIII.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre &* CID-HAMET HADER GAYLAND *Prince de la Barbarie Occidentale, d'Arzille, d'Alcaſſir,* &c. Fait le 12. Avril 1666. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 190.]

12. Avril, ANGLETERRE ET BARBARIE.

SIt ab hoc inde die, & futuris temporibus in perpetuum, Pax firma & inviolabilis, inter Partes utraſque, nec ob damna hinc inde illata, aut unâ aut altera parte ulla ſatisfactio exigetur.

II. Conventum fuit, quod Tangrenſes rura à Fluvio Jenes inde juxta lineæ ductum uſque ad Fluvium Ticeros, propè veterem Urbem Tangis poſſideant, retineant, & liberum ipſis ſiet, Diſtrictum illum ſerere frugibus pro lubitu, ut tamen nullas ibidem arbores plantent, nec vineas inſtituant, nec ulla Fortalitia aut Munimenta, ſive minora ſive majora illic locorum exſtruant.

III. Si quando Tangrenſes lignis indigebunt, & de eo ſua Excellentia Domini Generalis, Dominum Cid-Hamet-Hader-Gayland certiorem reddiderit, tenebitur ille, durante tempore, quo Angli arbores ſuccident, & in Urbem convehent, neceſſarios illis cuſtodes ponere, quorum ſubſidium dictus Generalis Tangerenſis factâ ſolutione rependet.

ANNO 1666.

IV. Omnibus Navibus cujuſcunque generis, utriuſque Partium integrum eſto ad-& ex-Portubus utriuſque commeare, in iis negotiari, & Mercaturam, quando & quomodo ipſis placuerit, exercere.

V. Quotieſcunque ſua Excellentia, Generalis Tangerenſis aliquâ Annonâ, puta Vaccis, Ovibus, Gallinis, & ſimilibus, opus habebit, toties Cid-Hamet-Hader-Gayland, aut qui loci ipſius Summæ rerum præerit, ſi de eo certior factus fuerit, obſtrictus erit curare, ut illa ſua Excellentia, Gubernator Tangerenſis, pro certo eoque æquo pretio conſequatur, ipſeque ſumptus ad hoc requiſitos, ut Tanger tranſportentur, ferat.

VI. Munimenta nulla extra tractum, poſt Tractatuum horum Concluſionem, extruentur; jam verò exſtructa reparare & meliorare, ut & excitari cœpta perficere, tractumque in eo ſtatu, quo pro nunc ſe habent conſervare liceat.

VII. Omnes illi, qui furtum aliquod aut aliud quodpiam delictum commiſerunt, & ab una ad alteram partem transfugient, in carceres compingentur & ex iis alteri tranſmittentur, quò ii debito ſupplicio malefacta luant. Et ſi quid furto ſurreptum fuerit, id omne in Domini & Proprietarii manus reſtituetur.

VIII. Si quidam Cafiles, uti illi vocantur, plures numero decem, ad Urbem Tanger venerint, tunc Equites deſtinato quopiam in loco ſubſiſtent, uſque dum illorum decem conjunctim Urbem intrent, & poſtquàm Merces & Sarcinas ſuas apparuerunt, iterum exeant. Nec ulli, niſi ſoli Equites, in Tanger armati intrabunt. Si quando quoque quis alteri adverſæ Partis moleſtiam aut injuriam inferet, in illum ſecundùm Jura & pro qualitate admiſſi animadvertetur.

IX. Nomine Excellentiæ ſuæ Cid-Hamet-Hader Gayland aſſenſus præſtitus fuit, quod Naves Tangerenſes, ſi id poſtuletur, lapidibus onerari poſſint, quibus viam à Capo Spartel ad Punctum Auſtralem Nay verſùs Tanger uſque ſternant.

X. Quemadmodum Majeſtas ſua (Regis) Magnæ Britanniæ, cujus Amicitiæ & bonæ voluntatis inclinationi, Excellentia ſua Cid-Hamet-Hader Gayland reſpondere volupe duxit, conceſſionem prædicti Diſtrictûs gratâ mente agnoſcet; Ita & ex adverſo pollicetur miſſurum ſemet dicto Cid-Hamet-Hader Gayland ducentas Tonnas Pulveris tormentarii purificati, in ſequenti modo & ratione, nempe ſtatim atque hi Articuli confirmati fuerint quinquaginta Tonnæ, & iterum quinquaginta aliæ, abhinc intra trium menſium ſpatium, & iterum ſimiliter ſub finem ſingulorum trium menſium quinquaginta Tonnæ, quàm diu Pax duraverit, tradentur.

XI. Quoniam quoque multæ Naves peregrinæ verſùs Tanger commeant, & ibidem appellant, quarum ratione potiſſimùm commodum & incommodum Anglorum vertitur, propterea invicem conventum fuit, ut nulli in Tanger venienti vel hinc excurrenti Navi, ſi intra Punctum Theodſeje (Linguâ Anglicanâ Punctus ultra Flumen Jenes vocatus) & alterum Punctum, quem Naye verſùs Tanger à parte Auſtrali format, Arabicè Paeſe Almanſe dictum, reperietur, ulla Navis ad Subditos dicti Cid-Hamet-Hader Gayland pertinens, minimè inſultet.

XII. Conſenſit ſua Excellentia, Dominus Generalis Tangirenſis, pro ſua parte, caſu quo ſua Excellentia Cid-Hamet-Hader Gayland ope & auxilio ad Nationem Anglicanam pertinentium Navium, adverſùs Hoſtes ſuos, qui Angliæ Amicitiæ Fœdere juncti non ſunt, opus habebit, quòd Naves illæ, ſi in Naye propè Tanger ſubſiſtent, omnimodè pro poſſe eidem aſſiſtent. At verò ſi dicti Hoſtes Cid-Hamet-Hader Gayland Anglorum boni Amici ſint, tunc nec memoratæ Naves, nec aliquis Nationis Anglicanæ tenebuntur prædicto Cid-Hamet-Hader Gailand, vel Mari, vel Terrâ, adjumentum conferre.

XIII. Omnibus Mercatoribus, qui Cid-Hamet-Hader Gayland Subditi ſunt, ex æquo & bono Jus circa debitorum ſuorum exactiones adminiſtrabitur, quod ut & ab altera parte reciprocè fiat, intelligendum veniet.

Omnes hi Articuli per Partem utramque in Tanger 12. Aprilis, Anno MDCLXVI. plenariè concordati & confirmati fuerunt.

XXXIV.

ANNO 1666. 8/18. Avril. PROVINCES UNIES ET MUNSTER.

Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas*, & CHRISTOPHE BERNARD *Evêque de Munſter*, *Fait à Cléves*, *le* 8/18. *Avril*, 1666. [Recueil des Traitez faits entre les Etats des Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Etats, &c. *d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans* AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag. 784. dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 239. dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. IX. pag. 481. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum.* Tom. X. pag. 156. en Allemand, & dans LUNIG, *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Special. Contin. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 215.]

NOtum ſit unicuique hiſce preſentibus, quod cum Anno proxime elapſo orta ſint quædam diſſidia inter Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab una, & Reverendiſſimum ac Celſiſſimum Dominum, Dominum *Chriſtophorum Bernardum*, Epiſcopum & Principem Monaſterienſem, &c. ab altera parte, quæ eo uſque increverunt, ut non modo in apertum Bellum exarſerint, ſed & periculum fuerit, ne ſe ad vicinas Regiones, præcipue etiam ad Romani Imperii Terras & Ditiones extenderent, eaſque ſuis incommodis & damnis involverent, niſi in tempore proviſum eſſet, quo dicta diſſidia, eorumque calamitates, pericula & ſequelæ via amicabili componerentur; tandem divina Bonitate factum eſſe, ut mediantibus, annitentibus, & operam ſuam conferentibus, Romanorum Imperatore, Rege Chriſtianiſſimo, Sacri Romani Imperii Electoribus, Moguntino, Colonienſi ac Brandenburgico, & Principibus, Epiſcopo Paderbornenſi, Palatino Rheni Neoburgico, Ducibus Brunſwico, Luneburgicis, Wulfenbuttano & Calenbergenſi, de Pace ſit ſuſcepta cogitatio, in eumque finem Domini Ordines Generales Uniti Belgii, ad tam bonam metam collimantes commiſerunt ac deputarunt Nobiliſſimum & ſtrenuum Dominum *Dominum a Beverning*, in Conceſſu Dominorum Ordinum Generalium Deputatum ab una: Et prædictus Dominus Epiſcopus & Princeps Monaſterienſis ab altera parte, admodum Reverendum & Genroſum Dominum *Ma hiam Korf* condictum Schmiſing, nec non Nobiliſſimum ac ſtrenuum Dominum *Berhardum à Wiedenburgh*, reſpective Eccleſiarum Cathedralium Monaſterienſis & Hildesheimienſis Decanum & Theſaurarium, & prædicti Domini Epiſcopi intimos Conſiliarios, ac Judicii Aulici Monaſterienſis Præſidem: Qui vigore ſufficientium Mandatorum & neceſſariarum Procurationum, (quarum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti de verbo ad verbum inſerta ſunt) in mutuas Pacis & Amicitiæ leges conſenſerunt & convenerunt tenore ſequenti.

I. Pax ſit perpetua & conſtans inter Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Uniti Belgii, & Reverendiſſimum ac Celſiſſimum Dominum Epiſcopum & Principem Monaſterienſem, eaque ſic colatur & ſervetur ſerio, ut mutuis ſibi invicem commodis ſtudeant, & omnia humanitatis, bonæque Viciniæ officia præſtent.

II. Sit omnium utrinque actorum Amneſtia & perpetua oblivio eorum, quæ ab una vel altera Parte facta ſunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius cauſa vel prætextu alter alteri poſt hac quidquam hoſtilitatis, moleſtiæ, vel impedimenti inferat, moliatur, aut in detrimentum vel præjudicium alterius tentet, aut tentari faciat: Sit etiam Amneſtia hæc univerſalis, ratione omnium eorum, qui uni vel alteri Parti adhæſerunt, exceptis iis, qui proditionis arguentur, ita tamen, ut illis via juris utrinque aperta, & Uxoribus, Liberiſque & Hæredibus Bona ſalva maneant; Dominuſque Epiſcopus nemini Vaſallorum ex occaſione & cauſa hujus Belli Inveſtituram tam ab Epiſcopatu Monaſterienſi, quam Abbatia Corbeienſi dependentem negabit, neque ob alias prætenſiones aut lites protrahet aut differet, quod idem ex parte Dominorum Ordinum in ſimilibus caſibus reciproce obſervabitur.

III. Porro Dominus Epiſcopus Monaſterienſis ſtatim & illico Pace facta Dominis Ordinibus Generalibus

ANNO 1666.

bus Confœderati Belgii reſtituet omnia ea Loca, nullo reſervato, quæ durante hoc Bello occupavit, & quæ ex iiſdem in ipſius poteſtate tempore concluſionis invenientur, eaque omnia in eo ſtatu reddet, quo tempore reſtitutionis erunt; ſpecialiter etiam Caſtrum & Oppidum Borculoe, & inſuper promittet ſe durante hoc Negotio, & à die ultimo Menſis Martii ſedulo curaturum, ne interea in prædictis Locis occupatis ſuo facto vel mandato quidquam deterius reddatur, aut à Subditis aliquid amplius vel pro redimendis ædibus, vel ſub aliorum Belli onerum prætextu, quocunque demum nomine fiat, petatur aut exigatur, ſed è contra providebit modis omnibus ut eo in ſtatu conſerventur, quo die ante nominato fuere, & ſi quid contrarium interea actum, aut qualecunque damnum Locis iis illatum fuerit, ipſa bona fide reſarciet, & in priorem illum ſtatum ſuis impenſis reſtituet, eumque in finem utrinque liberum ſit, Commiſſarios aliquot, ſi velint, quamprimum ad præfata Loca mittere, qui curent, ne quid contra tenorem hujus Articuli quis attentet.

IV. Curabit inſuper bona fide, ut Miles omnis, qui præfato tempore in prædictis Locis reperietur, ex iis omnibus, & quidem generaliter ex univerſo Territorio Dominorum Ordinum Generalium abducatur; liberum autem ei Tranſitum per Territoria ſua, modo neceſſarius ſit, Domini Ordines Generales pollicentur, ita tamen, ut breviori & commodiori, qua fieri poterit, via, eaque, quam præeunte Commiſſario præſcribent, ad Territorium Monaſterienſe tranſeat, nec ſpolium ullum aut Bona deprædata ſecum auferat, nec vim aut damnum quodcunque Incolis in eo tranſitu inferat.

V. Viciſſim Domini Ordines Generales bona fide promittunt, nullum actum hoſtilitatis à die vigeſimo quarto Aprilis contra Dominum Epiſcopum aut ejus Epiſcopatum Monaſterienſem exercituros, & ſi quid contrarium actum fuerit ſe bona fide reſarcituros.

VI. Domini Ordines Generales ex Territorio Domini Epiſcopi Exercitum ſuum, omnemque Militem abducent, qui tum temporis ibidem in expeditione aut ſtatione reperietur, eodemque modo liber iis tranſitus concedetur, ſi neceſſarius ſit, nec vim aut damnum quodcunque Incolis in eo tranſitu inferat, nec ſpolium ullum aut Bona poſt prædictum diem deprædata ſecum auferat: Captivi etiam hujus Belli cujuſcunque conditionis ſint, utrinque ſine ſoluto pretio ſeu lytro liberi demittentur, ſolutis ſolummodo debitis in captivitate ab iis legitime contractis, nec exigetur poſt hac, quod à prædictis Captivis, aut etiam durante hoc Bello ab unius vel alterius Incolis extortum, & promiſſum quidem, ſed prædicto die vigeſimo quarto Aprilis nondum præſtitum fuerit: Et cum ab una vel altera parte indictæ ſint Contributiones ad certas Summas pro Perſonarum & Locorum ſecuritate ſingulis Menſibus aut ſeptimanis perſolvendæ, eæ ſecundum normam & Regulam, de qua cum Oppidorum aut Pagorum Commiſſariis, aliiſve quibuſcunque conventum eſt, ad ultimum uſque diem hujus Menſis Aprilis, nec ulterius perſolvantur.

VII. Conventum eſt, ut Dominus Epiſcopus Exercitum ſuum ſtatim ſubſecuta Ratificatione hujus Tractatus dimittat, retento ſolummodo eo Milite, qui firmandis Præſidiis, & ad ſecuritatem Provinciæ ſuæ neceſſarius eſt; quod cum Domini Mediatores, & ipſe Dominus Epiſcopus judicent, fieri poſſe cum tribus millibus; ita & ille promittit, ſe illum numerum non exceſſurum, & quod inpoſterum novum Militem non conſcribet, niſi id neceſſitas & ſecuritas Imperii & Circulorum, vel etiam Fœdera huic Tractatui non contraria requiſiverint aut poſtulaverint, idque inſuper non aliter, quam ſecundum Imperii Conſtitutiones, Inſtrumentum Pacis, & Jura Principum, quibus Domini Ordines per hoc nihil derogatum volunt.

VIII. Renunciabit inſuper Dominus Epiſcopus omnibus & ſingulis Fœderibus huic Paci contrariis, & nunquam ſe de novo contra Dominos Ordines Generales cum aliis Principibus aut Magnatibus devinciet, neque eorum Rempublicam novo unquam Bello adorietur.

IX. Ut & ad reciprocam Domini Epiſcopi ſecuritatem Domini Ordines Generales declarabunt, quemadmodum declarant hiſce præſentibus, ſe deinceps nullis omnino Fœderibus obſtrictos eſſe, quæ huic Paci ſint contraria, ejuſve ſcopum aut effectus aliquomodo poſſint impedire; bona etiam fide promittunt, ſe peracto hujus Tractatus Negotio nihil unquam hoſtile ſub quocunque prætextu, vi aut Armis contra Domini Epiſcopi Perſonam, aut contra Epiſcopatus Monaſterienſis Territoria molituros, neque unquam ſe contra eundem, aut ejus Epiſcopatum cum aliis Principibus aut Magnatibus devincturos.

X. Confœderati etiam & Amici utrinque hoc Tractatu comprehenduntur, & nominatim ex parte Dominorum Ordinum Generalium, Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Fridericus Tertius, Daniæ, Norwegiæ, Gothorum & Vandalorum Rex, &c. Sereniſſimus & Celſiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Gregorius Wilhelmus, Dux Brunſwicenſis & Luneburgenſis, &c. Reverendiſſimus, Sereniſſimus ac Celſiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Erneſtus Auguſtus, Epiſcopus Oſnabrugenſis, Dux Brunſwicenſis & Lunæburgenſis, &c. Sereniſſimus & Celſiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Chriſtianus Albertus, Hæres Norwegiæ, Dux Sleſwici, Holſatiæ, &c. Illuſtriſſimus Comes ac Dominus, Dominus Antonius Gunterus, Comes in Oldenburg, &c. cum omnibus Regnis, Ducatibus, Comitatibus, Ditionibus, Regionibus & Terris, quæ jam poſſident, aut impoſterum poſſidebunt, ſimul & eorum Incolis & Subditis: Et ex parte Domini Epiſcopi Monaſterienſis, Sacra Cæſarea Majeſtas & Romanorum Imperium, ac Confœderati Rhenani, aut qui ex iis vel aliis Amicis includi voluerint, & duorum vel trium Menſium ſpatio ſe includi velle declaraverint, cum omnibus Regnis, Ducatibus, Comitatibus, Ditionibus, Regionibus & Terris, quæ jam poſſident, aut impoſterum poſſidebunt, ſimul & eorum Incolis & Subditis. Similiter includantur utriuſque Partis Duces & Præfecti Militiæ nominatim Illuſtriſſimus Comes ac Dominus, Dominus Georgius Fredericus, Comes de Waldeck, cum ſuis Comitatibus & Terris; idque eo cum effectu, ut de omnibus & ſingulis in iis contentis abſolute gaudeant, eodem modo & eodem jure, quo ipſæ Partes Principales. Ita tamen, ut ſi inter Partes prædictas, illarumque Confœderatos & comprehenſos lis aut controverſia quædam aut jam ſit, aut deinceps orta fuerit, illa hinc inde non aliter, quàm via amicabili, aut ſecundum Jus & Conſtitutiones Imperii abſque via facti aut armorum ſtrepitu determinetur.

XI. Quantum ad Dominum de Borculoe, Domini Ordines Generales non deſiderant, ut ratione Juris ſive directi Dominii, ſive utilis, per hunc Tractatum aliquid mutetur, ſed manet hoc Jus in eo ſtatu, in quo fuit ante hoc Bellum: Renunciat vero præfatus Dominus Epiſcopus Juri ſuperioritatis in dicto Domino de Borculoe cum ſuis dependentiis, cum conſenſu Capituli; ita tamen, ut iſta renunciatio non prejudicet Juri Imperii, ſed illud per omnia ſalvum maneat, quod ipſum tamen inter Imperatorem & Dominos Ordines non niſi via amicabili aut aliâ utrinque bene viſa decidetur.

XII. Ut & utrinque omnibus & ſingulis prætentionibus quæcunque tandem illæ ſint, vel eſſe poſſint, vero Domini Ordines Generales & Dominus Epiſcopus, etiam conſentiente prædicto Capitulo Monaſterienſi, bona fide renunciant, ita ut præſenti hoc Tractatu pro extinctis habeantur.

XIII. Nunquam poſthac Dominus Epiſcopus, vel ejus Succeſſores ſub quocunque prætextu, vel ex quacunque cauſa neque per ſe, neque per ſibi Incorporatos & Subjectos, cauſis ad Dominos Ordines Generales Confœderati Belgii ejusque Incorporatos, & Subjectos pertinentibus ſe immiſcebit, neque impoſterum contra illos Arreſta & Repreſſalias decernet, vel executiones rerum judicatarum impediet; Et ſi quæ controverſiæ præter ſpem inter prædictos Dominos Ordines & Dominum Epiſcopum ejusve Succeſſores unquam oriantur, non alio quam amicabili modo, vi Guarantiæ ſuper hoc Tractatu præſtitæ componantur; Privatorum verò lites ſemper ad Judicem Committentem remittentur; earum autem, vel etiam cujuſcunque alterius prætextu & cauſa, nunquam contra Dominos Ordines Generales ejusve Incorporatos & Subjectos, Armis, vi, aut facto ipſo aliquid attentabit; Idem Domini Ordines Generales Confœderati Belgii pro ſe & omnibus ſibi Incorporatis pollicentur atque promittunt, quem in finem utraque Pars paciſcens tenebitur, quemadmodum ſe teneri velle hoc ipſo ſe obſtringit & obligat facturum, ut omnibus & ſingulis Partibus in Judicio litigantibus

ANNO 1666. tibus abſque mora & ullo Perſonarum reſpectu Juſtitia adminiſtretur.

XIV. Ad majorem prædictorum cautelam & ſecuritatem Romanorum Imperator, Rex Chriſtianiſſimus, Electores Moguntinus, Colonienſis & Brandenburgicus, Epiſcopus Paderbornenſis, Princeps Palatinus Rheni Neoburgicus, Auguſtus & Johannes Fredericus Duces Brunſwicenſes & Lunæburgenſes, usque dum plures ad eandem requirantur, ſuper hoc Tractatu, & omnibus ac ſingulis ejus Articulis Guarantiam, ſolemni & meliori forma, vigore ſpecialis deſuper confecti Inſtrumenti promittunt, ità ut ſi una vel altera Pars huic Paci, ejusve Articulis non ſatisfecerit; vel iisdem quocunque tempore in quocunque capite contravenerit; obſtricti eſſe velint, eam non ſolum Autoritatum & Dignitatum ſuarum interventione, ſed & omni ope & mediis ſufficientibus ad implenda & ſervanda Pacta compulſuros.

XV. Item conventum eſt, & utrinque placuit; quod præſens Tractatus, atque omnia in eo contenta & concluſa à dictis Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, & dicto Domino Epiſcopo & Principe, ſimul & à Capitulo Monaſterienſi per patentes utriusque Partis Literas, Sigillo magno munitas, debita & authentica forma inter quindecim dies proximè inſequentes aut citiùs, ſi fieri poterit, confirmabuntur, & ratihabebuntur mutuaque Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur, & concedetur hunc in finem illis, qui extraditionem iſtam facient, Salvus-conductus qui hoc ipſo pro conceſſo habebitur: Fietque à die prædictæ extraditionis Militum exauctoratio, prout Articulo ſeptimo conventum, nec ab exauctoratione ceſſetur, donec illa perfecta fuerit, quod absque intervallo, & intra quindecim dies à prædicto die computandos abſolvi debet; necnon & Tractatus hic ſtatim à traditis & permutatis Inſtrumentis, forma & loco ſolitis publicabitur.

Traduction du Plein-pouvoir des Etats Generaux des Provinces-Unies.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront ſalut: Sçavoir faiſons, qu'étant portez à terminer, à des Conditions raiſonnables, les meſintelligences, qui ſont ſurvenuës entre cet Etat & Monſieur l'Evêque de Munſter, & la Guerre qui s'en eſt enſuivie, & ainſi ramener & rétablir une Paix ſalutaire dans les Quartiers & Pays és environs, nous avons trouvé bon de deputer le noble, diſcret, ſage, & prudent Seigneur, Hierome de Beverning, Deputé dans notre Aſſemblée de la part de la Province de Hollande & de Weſt-Friſe; Et ſachant qu'il a pour cet effect, beſoin de notre Procuration, Plein-pouvoir, Authorité & Mandement, pour ôter tous les ſcrupules qui pourroient naître à cet égard, Nous lui avons donné, comme nous lui donnons, en vertu des preſentes, Plein-pouvoir, Authorité & Mandement ſpecial pour conclure & ſigner finalement avec ledit Evêque de Munſter, ou ceux qui ſeront par lui authoriſés, le Traitté de Paix encommencé; Promettant ſincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme, ſtable & valable tout ce qui par le ſuſdit Sieur notre Deputé en ladite qualité ſera fait, promis, conſenti & accordé, & de l'entretenir & obſerver inviolablement, ſans rien faire ni ſouffrir être fait allencontre, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puiſſe être, & de ratifier & aprouver le tout, & ſi beſoin eſt d'en accorder & paſſer Lettres & Inſtrumens en bonne forme à l'entier contentement & ſatisfaction du ſuſdit Sieur Evêque. Donné à la Haye, ſous nôtre grand, Sceau la Paraphe du Preſident de notre Aſſemblée & la Signature de notre Greffier, le neufiéme Avril 1666.

Etoit ſigné, J. v. REYGERSBERGH. Vt.

Et plus bas étoit écrit,

Par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux,

Signé,

N. RUYSCH.

Traduction du Plein-pouvoir de l'Evêque de Munſter.

NOus Chriſtophe Bernard par la grace de Dieu Evêque de Munſter, Adminiſtrateur de Corvay, Burgrave de Stromberg, Prince du St. Empire & Comte de Borckloke &c. ſavoir faiſons que pour aſſoupir les meſintelligences & la Guerre, où nous ſommes depuis quelque tems avec les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant reſolu de deferer à la Mediation, que leurs Majeſtés Imperiale, & Tres-Chrétienne & pluſieurs Electeurs & Princes de l'Empire nous avoient offerte pour notre Accommodement à l'amiable, & ayant pour cet effet convenu d'une Aſſemblée à faire dans la Cour de S. A. E. de Brandebourg à Cleve, Nous aurions deputé & commis notre Conſeiller Privé le Sieur Matthieu Korf, dit Schmiſing, reſpectivement Doyen & Cuſtode de Notre Cathedrale de Munſter & de celle de Hildesheim, & notre Conſeiller Aulique & Juge ſeculier de notre Cour le Sr. Bernard de Wiedenbruck, pour ſe rendre à la dite Aſſemblée de Clêve, y traiter & concerter, moyennant l'interpoſition des ſuſdits Seigneurs Mediateurs, tout ce qui pourroit conduire à l'accommodement & à la reconciliation des meſintelligenccs ſurvenuës à l'occaſion de la preſente Guerre, comme auſſi dreſſer des Inſtrumens & des Traités de ce qui auroit ainſi été concerté & aggréé de part & d'autre, & pour faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y étions preſents. C'eſt de quoi nous leur donnons toute authorité & Pouvoir neceſſaire, & promettons en parole de Prince de faire fidellement obſerver ce qui ſera ainſi traité & promis par eux, & de les en indemniſer, comme de coûtume, en foi de quoi nous avons ſigné la preſente, & appliqué notre Cachet. Fait à Munſter le 25. de Mars l'an 1666. ANNO 1666.

CHRISTOPHLE BERNARD.
(L. S.)

In quorum omnium fidem prænominatus Celſorum & Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium Deputatus Extraordinarius, ſicut & prænominati Reverendiſſimi ac Celſiſſimi Epiſcopi & Principis Monaſterienſis Deputati Extraordinarii vi & vigore præfatarum ſuarum Commiſſionum & Mandatorum manibus propriis ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt. Actum Cliviæ ipſo die Palmarum, qui eſt 18. Aprilis Stilo novo Anno 1666.

(L. S.) H. v. BEVERNINGK.
(L. S.) MATTHIAS KORFF dictus SCHMISINGK.
(L. S.) BERNHARDT VON WIDENBRUCK.

In ſupradictorum omnium fidem infraſcripti Domini Plenipotentiarii non ſolum hoc Inſtrumentum Subſignatione ſua communiverunt, ſed inſuper etiam promiſerunt, ſicuti & hoc ipſo promittunt, quod ſpatio ſex ſeptimanarum Guarantiæ ſeu Manutentionis aſſecurationem in tali forma, prout conventum & à dictis Dominis Plenipotentiariis ipſis Partibus paciſcentibus extraditum eſt propria Dominorum Committentium ſuorum manu ſubſcriptam exhiberi curabunt. Actum Clivis eodem quo ſupra die Palmarum, qui eſt 18. Aprilis Anno 1666.

JOHANNES BARO DE GOESSE, *S. C. M. Plenip.*
COLBERT, *S. Chriſt. Maj. Plenip.*
M. FRIDERICUS *L. B.* DE SCHONBORN.
HEN. BATZ *Dr. &* CHRISTOPHOR GUDENUS *Dr. Plenip. El. Mogunt.*
PETRUS BUSCHMAN, *Plenip. Elect. Colon.*
OTTHO *L. B.* à SCHWERIN, *& W. W.* BLASPIEL, *Plenip. El. Brand.*
CASPAR PHILIP V. KETTELER.
JOHANNES ADOLPHUS *L. B. de* FURSTENBERGH.
CONRADUS MEINDERS, *Dr. Conſiliarius Epiſc. Pader. & Plenip.*
FRANCISCUS DE GISE, *Plenipotentiarius Ducis Palatino-Neoburgici.*
FRIDERICUS AB HEINBURG, *Auguſti Ducis Brunſvic. & Lunæb. Plenipotentiarius.*
OTTO GROTE.
LUDOLPHUS HUGO, JOANNIS FRIDERICI, *Ducis Brunſvicenſis & Lunæburg. Plenipotentiarii.*

Ratifi-

ANNO 1666.

Ratificatio Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, conſtare volumus, omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit; Quoniam, juſto deſiderio, ac propenſa voluntate, moti ſumus, cum Reverendiſſimo & Celſiſſimo Domino, Domino Chriſtophoro Bernhardo, Epiſcopo & Principe Monaſterienſi, contrahere & inire, firmam, ſinceram mutuamque Pacem; & deſiderantes hujus ſalutaris operis progreſſum, neceſſarium duximus Clivos ablegare Dominum Hieronymum à Beverningk, in Conſeſſu noſtro, à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Weſt-Friſiæ Deputatum, ut cum Reverendis & Generoſis Dominis, Præfati Reverendiſſimi ac Celſiſſimi Domini Epiſcopi Commiſſariis conveniret, de firma, ſincera & mutua illa Pace, utrimque colenda, & obſervanda: Illi autem cunctis accuratè deliberatis, ventilatis & diſcuſſis, nomine utriuſque Partis, Pacem mutuam pepigerint & concluſerint, nec non de peculiaribus Articulis, invicem convenerint, quorum tenor is eſt, qui hic & infra verbotenus ſequitur inſertus: Proinde prædictum ac ſupra hic inſertum factæ Pacis atque Articulorum conventorum Inſtrumentum, per prænominatum noſtrum Ablegatum & præfatos Commiſſarios in ordinem redactum, in omnibus Punctis & Clauſulis, approbavimus & ratum habuimus prout tenore ac vigore præſentium, illud approbamus & ratum habemus, ſpondentes, nos dictum Inſtrumentum, in omnibus Punctis & Clauſulis ſuis, inviolabiliter ſervaturos ac impleturos, neque paſſuros, ut à quoquam ullo modo infringatur, vel violetur. In quorum fidem & robur haſce per noſtri Conſeſſus Præſidem ſignari, à Graphiario ſubſcribi, & Majori Sigillo noſtro muniri fecimus. Dabantur Hagæ-Comitum, die quarto Maji Anni ſupra milleſimum ſexcenteſimum ſexageſimi ſexti. A. VAN NYEVEEN, Vt. Ad Mandatum Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. N. RUYSCH.

Ratificatio Domini Epiſcopi Monaſterienſis.

NOs Chriſtophorus Bernardus Dei gratia Epiſcopus Monaſterienſis, Adminiſtrator Corbeienſis, Burgravius Stromborgenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, & Dominus in Borckelo, &c. Conſtare volumus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit: Quoniam juſto deſiderio ac propenſa voluntate moti ſumus cum Celſis & Præpotentibus Unitarum Belgii Provinciarum Ordinibus contrahere & inire firmam, ſinceram, mutuamque Pacem & deſiderantes hujus ſalutaris operis progreſſum, neceſſarium duximus ablegare infra nominatos noſtros Plenipotentiarios, ut cum & infra nominato Domino Generalium Statuum Fœderatorum Uniti Belgii Deputato ac Plenipotentiario convenirent, de firma, ſincera & mutua illa Pace utrimque colenda & obſervanda; Illi autem cunctis accuratè deliberatis, ventilatis & diſcuſſis nomine utriusque Partis Pacem mutuam pepigerint, & concluſerint, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerint, quorum tenor is eſt, qui hic & infra verbotenus ſequitur inſertus. Proinde prædictum ac ſupra hic inſertum factæ Pacis atque Articulorum conventorum Inſtrumentum cum præmemorato Ordinum Plenipotentiario per dictos Deputatos noſtros in ordinem redactum in omnibus Punctis & Clauſulis approbavimus, & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præſentium illud approbamus & ratum habemus, ſpondentes Nos dictum Inſtrumentum in omnibus Punctis & Clauſulis inviolabiliter ſervaturos ac impleturos, neque paſſuros, ut à quoquam ullo modo infringatur, aut violetur. In quorum fidem & robur hoc manus noſtræ ſubſcriptione munivimus, & majora noſtra & venerabilis noſtri Cathedralis Capituli Sigilla appendi fecimus. Monaſterii, die vigeſima ſexta Menſis Aprilis Anno 1666.

Signatum,

CHRISTOPHORUS BERNARDUS.

Vt.

J. E. BRABECK.

Articulus ſeparatus. [LUNIG *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Cont. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 219. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans *le Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 160. col. 2. f.]

ANNO 1666.

QUandoquidem Articulo quinto initæ hodie inter Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii & Dominum Epiſcopum & Principem Monaſterienſem, Pacificationis conventum eſt à die vigeſimo quarto, currentis Menſis Aprilis, ab omni Hoſtilitate abſtinere, & ſi quid contrarium actum fuerit id bona fide reſarcire. Et æquitatis ratio poſtulet, Loca occupata, quæ vi præfatæ Pacificationis veniunt reſtituenda, non antè illum diem reſtitui, quàm quò actus Hoſtilitatis ceſſaturi ſunt: conſtitutus dies vigeſimus quartus Aprilis verò in Vigiliam Paſchatos incidat; hinc inter utriusque Partis paciſcentis Deputatos convenit, loco iſtius diei vigeſimi quarti, alium ſcilicet vigeſimum ſeptimum hujus Menſis Aprilis conſtituere, quo die etiam absque ulla ulteriori mora Milites ex prædictis Locis abducentur, prout dies ille in utrumque finem conſtituitur hoc Receſſu, quem ejusdem roboris & vigoris eſſe placuit, ac ſi de verbo ad verbum principali Tractatui inſertus eſſet. Actum Cliviæ die decimo octavo Aprilis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſexto.

Signatum,

H. BEVERNING. (L.S.)

MATTHIAS KORFF, dictus SCHMISING. (L.S.)

Garantie du Roi de FRANCE *ſur le Traité de Paix fait à Cleves le* 18. *Avril* 1666. *entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& l'Evêque & Prince de* MUNSTER. *Donné à St. Germain en Laye le* 13. *Mai* 1666. [Lettres, Memoires, & Negociations du Comte d'ESTRADES. Tom. III. pag. 233.]

LE Roi ayant eu communication, tant du Traité d'Accommodement d'entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas & l'Evêque de Munſter, Prince de l'Empire, conclu & ſigné à Cleves le ſeiziéme Avril 1666., que de l'Acte par lequel le Sieur Colbert, Conſeiller de Sa Majeſté en ſes Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, auroit, en vertu du Pouvoir qu'il lui en auroit été par elle donné, promis la Garantie dudit Traité, ſuivant l'Article quatriéme & autres ſubſéquents: Sa Majeſté a ratifié & ratifie ce qui a été fait par ledit Sieur Colbert, a promis & promet ladite Garantie. En foi de quoi elle a ſigné la préſente de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon ſecret, & contreſigné par moi ſon Conſeiller Secretaire d'Etat & de ſes Commandemens & Finances. A Saint Germain en Laye le treiziéme jour de May 1666.

Signé,

LOUIS.

Plus-bas,

DE LIONNE.

Garantia à Sacra Cæſarea Majeſtate LEOPOLDO I. *in ſe ſuper amicabilibus Pactis inter Præpotentes Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab una & Illuſtriſſimum Principem, Epiſcopum* MONASTERIENSEM *ab altera parte, Clevis* 18. *Aprilis* 1666. concluſis ſuſcepta. [Tiré de la Regiſtrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

LEOPOLDUS &c. Notum facimus, quòd cùm ad noſtram ſicut & Regis Chriſtianiſſimi tum & noſtro-

ANNO 1666. trorum ac Sacri Romani Imperii Electorum & Principum Moguntini, Colonienſis & Brandenburgici, Paderbornenſis, Ducum Brunſwico-Luneburgenſium, Wolffenbutlenſis & Calenbergenſis interpoſitionem Bellum inter Ordines Uniti Belgii ex una, & Epiſcopum Monaſterienſem ex altera partibus nuper exortum, amicabilibus Pactis Clivis ſub dato 18. April. 1666. feliciter ſit compoſitum, iisque ſimul proviſum, ut & nos tanquam Mediator Garantiam hujusce Tractatus in nos ſuſciperemus: Nos huic Conventioni ſatisfacere volentes, firmiter & Verbo Imperiali polliciti fuerimus, prout hisce animo deliberato pollicemur, quod ſi quisquam hujus Pacificationis tenori quocunque modo contra venire auſus fuerit, nos eum per vim & Arma ad reparationem damnorum & conſtantem Pacis obſervationem & ad implementum omni ope compellere velimus & debeamus. Harum vigore Literarum manus noſtræ Subſcriptione & Sigilli Cæſarei impresſione munitarum, quæ dabantur Laxemburgi 31. Maji 1666.

Ratification du Roi de FRANCE *ſur la Garantie promiſe en ſon nom au Traité de Paix fait entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& le Prince Evêque de* MUNSTER. *Donné à St. Germain en Laye le* 13. *Mai* 1666. [Tiré de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

LE Roy ayant eu communication tant du Traitté d'Accommodement d'entre les Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas & l'Evêque de Munſter Prince de l'Empire, conclu & ſigné à Cleve le 18. Avril 1666. que de l'Acte par lequel le Sr. Colbert Conſeiller de Sa Majeſté en ſes Conſeils & Maiſtre des Requeſtes ordinaires de ſon Hoſtel, auroit, en vertu du Pouvoir qu'il luy en auroit eſté par elle donné, promis la Garantie dudit Traitté ſuivant l'Article XIV. & autres ſubſequents; Sa Majeſté a ratifié & ratifie ce qui a eſté fait par ledit Sr. Colbert, a promis & promet ladite Garantie. En foy de quoy elle a ſigné la preſente de ſa main & y a fait appoſer le Seel de ſon Secret & contreſigner par moy ſon Conſeiller Secretaire d'Eſtat & de ſes Commandemens & Finances. A St. Germain en Laye le 13. jour de May 1666.

Signé,

LOUIS.

Plus bas

DE LIONNE.

XXXV.

23. Avril. LA FRANCE ET COLOGNE. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & l'Electeur de* COLOGNE. *Fait à Saint Germain en Laye, le* 23. *Avril* 1666. [Manuſcrit.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, SALUT. Ayant lû & examiné le Traité fait & ſigné à S. Germain en Laye le 23. d'Avril de l'année 1666. par le Sr. de Lionne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire & Miniſtre d'Etat, en notre nom, & en vertu du Plein-Pouvoir que nous lui avons donné, & par le Sr. Comte Guillaume de Furſtemberg, au nom & muni auſſi d'un pareil Plein-Pouvoir de notre trés-cher & bien amé Frere l'Electeur de Cologne, duquel Traité la teneur s'enſuit.

COmme Sa Majeſté Trés-Chrêtienne a juſques ici témoigné dans toutes les occaſions qui s'en ſont preſentées combien elle avoit à cœur, l'exacte obſervation du Traité de Munſter & le repos de l'Empire, elle a fait remontrer plusieurs fois par des raiſons fort vives & preſſantes, à Meſſieurs les Electeurs de Mayence, & de Cologne, & à Monſieur le Duc de Neubourg, qu'il ſeroit tout à fait impoſſible que l'un & l'autre ne vînt à s'alterer, ſi en cas de rupture entre la France & l'Eſpagne, les Electeurs Princes de l'Empire, & nommément ceux qui ont des Etats ſituez ſur le Rhin, accorderoient à l'Empereur, ou à quelque autre Prince ou Potentat, tel que ce puiſſe être, au préjudice de la France, des Quartiers & des Paſſages dans leurs Etats contre les Conſtitutions de l'Empire, & l'Inſtrument de la Paix: & comme d'ailleurs lesdits Seigneurs Electeurs & Duc, & ſur tout Monſieur l'Electeur de Cologne s'eſt trouvé obligé non-ſeulement de faire des plaintes à Sadite Majeſté, des desordres & grands dommages que la marche de ſon Armée par le Païs de Liege avoit cauſé à ſes Sujets dudit Païs, mais que même il a reconnu avec un trés-ſenſible déplaiſir que le Paſſage des Troupes qu'il a accordé à quelques Princes, tant Allemands qu'Etrangers, ont été juſques à preſent la ſeule cauſe qui a empêché que ſes Etats & Sujets n'ont pû entierement joüir des fruits que la Paix de Munſter leur devoit avoir procuré, en conſideration dequoi, Sa Majeſté & ledit Seigneur Electeur, lequel ſe fait auſſi fort ſur ce ſujet de Monſieur l'Electeur de Mayence, & de Monſieur le Duc de Neubourg, ont jugé non moins du bien public, & de celui de l'Empire que de leur intérêt particulier, de convenir là-deſſus de quelque Traité, ſur quoi le Sr. de Lionne, muni d'un Plein-Pouvoir de Sadite Majeſté, ayant eu pluſieurs Conferences avec le Comte Guillaume de Furſtemberg, muni auſſi d'un pareil Plein-Pouvoir dudit Seigneur Electeur, ils ſont enfin convenus du preſent Traité.

I. Premierement Sa Majeſté promet & engage ſa foi & parole de Roi, audit Sieur Electeur, & aux autres Princes qui pourront s'unir à lui de ne leur demander à l'avenir aucun Paſſage pour ſes Troupes, dans leurs Etats, ſi ce n'eſt qu'elle ſe trouve obligée de le faire pour ſecourir & aſſiſter quelqu'un des Alliez du Rhin.

II. Et réciproquement ledit Seigneur Electeur pour prévenir tous les inconveniens qui pourroient arriver à ſes Etats & Sujets, s'il ne ſe conſervoit dans une parfaite Neutralité, ne ſe mêlant en aucune façon des Guerres étrangeres, & jugeant d'ailleurs que le maintien du Traité de Munſter en toutes ſes parties, eſt le veritable, & l'unique moyen de conſerver le repos & la tranquillité dans ſa Patrie, déclare non ſeulement qu'il obſervera ponctuellement le Traité de Munſter en tous ſes Points, mais de plus, en vertu du preſent Traité, il promet & engage ſa foi, & parole de Prince, qu'il n'accordera ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, aucunes levées, Quartiers, ni Paſſages de Troupes, dans ſes Etats à aucun Potentat ou Prince, ſoit de l'Empire ou Etranger, à moins qu'il ne ſe trouve obligé de le faire en vertu du Traité de Munſter, ou d'une reſolution poſitive & generale de tous les Etats de l'Empire, & que leſdits Paſſages ſe faſſent exactement, ſelon les Conſtitutions dudit Empire, ou pour ſervir quelqu'un de ſes Alliez compris dans la Confederation du Rhin.

III. Sa Majeſté, pour donner de nouvelles marques de ſon eſtime, & de ſa bien-veillance, audit Seigneur Electeur, & pour lui fournir les moyens de ſubvenir aux frais de la levée de 4000. Fantaſſins, & de 2000. Chevaux, que ledit Seigneur Electeur a deſſein de mettre ſur pied, par-deſſus le nombre de Gens de Guerre qu'il entretient actuellement dans ſon ſervice, Sa Majeſté promet audit Seigneur Electeur, en foi & parole de Roi, qu'auſſi-tôt qu'il s'allumera quelque Guerre dans ſon voiſinage, ſoit entre les deux Couronnes, ou quelques autres Princes, & Potentats dedans ou dehors l'Empire, non-ſeulement elle lui fera compter quarante mille Ecus, pour ladite levée, mais même quinze mille Ecus par mois, ſi en haine de ce Traité, ou ſous quelque autre prétexte, il venoit à être attaqué, & contraint d'entrer en Guerre pour ſa défenſe, & non autrement.

IV. En cas que ledit Seigneur Electeur eût beſoin, outre cette aſſiſtance en argent de quelques Troupes, Sa Majeſté promet auſſi, & s'engage qu'à ſa premiere requiſition, elle lui envoiera ſans aucun égard, ſoit de quelque autre Alliance, ou de ſes propres affaires, tel nombre de Cavalerie & d'Infanterie, que ledit Seigneur Electeur jugera neceſſaire, pour être en état de ré-

ANNO 1666. repouſſer la force, & la violence qu'on lui voudroit faire, & cela aux frais & dépends de Sa Majeſté, ſans que ledit Seigneur Electeur, ni ſes Sujets en reçoivent aucun dommage & incommodité, avec cette reſtriction néanmoins, d'un côté que le nombre des Troupes que ledit Seigneur Electeur demandera à Sa Majeſté, ne pourra exceder celui de 5000. Fantaſſins, & de deux mil cinq-cens Chevaux, & de l'autre qu'il ſera libre & au choix de Sa Majeſté de donner leſdites Troupes, ou l'argent neceſſaire pour en faire la levée, leſquelles Troupes ledit Seigneur Electeur ſeroit en ce cas tenu de rendre complettes à Sa Majeſté, lors qu'il n'en auroit plus beſoin.

Finalement, comme ledit Seigneur Electeur ſe rend fort, & aſſeure Sa Majeſté, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus, que Meſſieurs l'Electeur de Mayence & Duc de Neubourg ont les mêmes ſentiments que lui, ſur le ſujet préſent des Paſſages, & qu'il ne doute pas que l'Évêque de Munſter & quelques autres Princes d'Allemagne, ne ſe joignent auſſi à eux, Sadite Majeſté déclare & promet, qu'en rapportant entre ci & trois mois, à compter de la date du préſent Traité, leurs Pouvoirs de faire pareil Traité avec elle; Sa Majeſté leur accordera toutes les meſmes conditions, & que pour les levées, elle les fera payer auxdits Princes tant à proportion des Troupes qu'ils voudront lever, que de ce qu'elle a accordé audit Seigneur Electeur de Cologne.

Le préſent Traité, dans lequel ledit Seigneur Electeur ſe reſerve la foi qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire, durera juſques à l'année 1670.

Les Ratifications de ce Traité s'échangeront dans ſix ſemaines aprés la datte de la ſignature d'icelui, & afin qu'il ne puiſſe porter prejudice à aucune des Parties il a été encore nommément convenu entre elles qu'il ſera tenu dans le dernier ſecret. Fait à St. Germain en Laye le 23. d'Avril 1666.

Signé,

(L.S.) DE LIONNE.

(L.S.) LE COMTE GUILLAUME EGON DE FURSTEMBERG.

Nous ayant bien agréable ledit Traité, l'avons en tous ſes Articles approuvé & ratifié, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & executer ſincerement le ſuſdit Traité ſans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe & pretexte que ce puiſſe être, en temoin dequoi nous avons ſigné les preſentes de nôtre main & à icelles fait appoſer le Seel de nôtre ſecret. Fait à Fontainebleau le 7. jour du mois de Juin 1666.

Signé,

LOUIS,

Et plus bas, par le Roi,

DE LIONNE.

XXXVI.

17. Mai. FRANCE ET ALGER.

Traité de Paix entre le Royaume de FRANCE, *& la Ville & Royaume* d'ALGER. *Du dix-ſeptiéme May*, 1666. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

L'An mil ſix cens ſoixante-ſix, le dix-ſeptiéme jour de May, du Regne du Tres-Chreſtien, Tres-Puiſſant, Tres-Excellent & invincible LOUIS XIV. du Nom, par la grace de Dieu Empereur de France & de Navarre: Le Sieur ANDRE' FRANÇOIS TRUBERT, Gentilhomme ordinaire de la Maiſon de Sa Majeſté, & Commiſſaire General de ſes Armées Navalles, Envoyé par le Tres-Haut & puiſſant Prince Monſeigneur FRANÇOIS DE VENDOSME, Duc de Beaufort, Prince de Martigues, Pair, Grand Maitre, Chef & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de France; en conſequence des Lettres écrites par les Tres-illuſtres Bacha, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger: Par leſquelles ils auroient témoigné eſtre en volonté de retablir l'ancienne Amitié & bonne Correſpondance qui étoient autrefois entre les Sujets de Sa Majeſté & eux, ſe ſeroit preſenté en ladite Ville d'Alger, où aprés avoir rendu les Lettres de Creance de ſon Alteſſe en réponſe, leſdits Tres-illuſtres Bacha, Divan & Milice, en expliquant les Ordres du Grand Seigneur, & en executant la Capitulation cy-devant faite entre les Empires de deux ſi grands Monarques, auroient d'un commun conſentement reſolu de rétablir, & même de conſerver & maintenir à l'avenir une bonne Paix & Amitié, & pour cet effet ſont convenus des Articles ſuivans. ANNO 1666.

PREMIEREMENT. Que les Capitulations faites & accordées entre les deux Empereurs ou leurs Predeceſſeurs, ou celles qui ſeront accordées de nouveau par l'Ambaſſadeur de France envoyé exprés à la Porte du G. S. pour la Paix & repos de leurs Eſtats, ſeront exactement & ſincerement gardées, & obſervées, ſans que de part & d'autre il y ſoit contrevenu directement ou indirectement.

II. Que toutes courſes & actes d'hoſtilité, tant par Mer que par Terre ceſſeront, ſans qu'à l'avenir les Corſaires du Royaume d'Alger, rencontrans les Navires & autres Batimens François, tant de Levant que de Ponant, enſemble tous Negotians ſous la Banniere de France Sujets de Sa Majeſté puiſſent viſiter, prendre ny toucher aux Perſonnes, Robes, Vaiſſeaux & Marchandiſes, ny autre choſe leur appartenant, ayant Paſſeport de l'Admiral de France: & pour appuyer d'autant plus le preſent Traité, qui n'a eſté rompu que par les Armateurs particuliers, les Tres-illuſtres Bacha, Divan & Milice, leur ordonneront de n'y contrevenir en aucune maniere que ce ſoit, & feront obligez avant que de ſortir de leurs Ports de prendre un Certificat du Conſul François reſident en ladite Ville d'Alger, pour eſtre reconnus des Navires, Galeres & Batimens de France, afin que les Corſaires de Tripoli, & autres de Barbarie, ne puiſſent ſe prevaloir de la conformité de la Langue & Eſtendart.

III. Comme auſſi, ne ſera permis que dans les Ports de France ſoient armez aucuns Vaiſſeaux pour courre ſur ceux d'Alger: & en cas que quelques Sujets de Sa Majeſté ſe miſſent au ſervice d'autres Princes, & fiſſent le Cours ſous la Banniere d'iceux, Sa Majeſté les deſavouëra, & ne leur donnera aucune retraite dans ſes Ports pour y conduire les Turcs deſdites Villes & Royaume; & ſi tant eſt qu'ils y abordaſſent, Sadite Majeſté les fera mettre en liberté avec leurs Navires & facultez. De même s'il eſtoit mené par les Corſaires des autres Royaumes & Païs de la Domination du Grand Seigneur, quelques François par force dans la Ville & Royaume d'Alger, il leur ſera donné à l'inſtant liberté, avec une entiere reſtitution de leurs Biens.

IV. Que tous les Eſclaves François qui ſont dans les Villes & étenduë du Royaume d'Alger, pris ſous quelque Banniere que ce ſoit, & qui pourroient eſtre pris à l'avenir, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient ſans en excepter aucun, ſeront mis en liberté & rendus de bonne foy, ainſi que les Janniſſaires qui ſont en France pris ſous la Banniere & dans les Vaiſſeaux de la Ville & Royaume d'Alger, ſeront pareillement rendus.

V. Les Navires, Galeres & autres Bâtimens, tant de Guerre que de Marchandiſes de part & d'autre, ſe rencontrans à la Mer, aprés s'eſtre reconnus par les Patentes de l'Admiral de France, & par le Certificat du Conſul des François, qu'ils ſe feront voir reciproquement par le moyen de leurs Chaloupes & Batteaux, ſe donneront nouvelles & ſeront reçûs dans tous leurs Ports & Havres, comme vrais & bons Amis, & leur ſera fourni tous les Vivres, Munitions & Marchandiſes dont ils auront beſoin, en payant au prix courant des Marchez publics les Droits ordinaires.

VI. Et pour travailler à l'établiſſement d'un Commerce ferme & ſtable, les Tres-illuſtres Bacha, Divan & Milice, envoyeront s'il leur plaiſt, deux Perſonnes de qualité d'entre eux reſider en la Ville de Marſeille, pour entendre ſur les lieux les plaintes qui pourroient arriver ſur les contraventions du preſent Traité, auſquelles ſera fait en ladite Ville toutes ſortes de bons traitemens, comme auſſi le Conſul des François fera le meſme Office en la Ville & Royaume d'Alger.

VII. Ledit Conſul jouïra des mêmes honneurs, facultez & Pouvoirs dont il doit jouïr en conſequence des Capitulations qui ont eſté faites, ou qui le ſeront cy-aprés entre les deux Empereurs, & à cet effet aura

la

ANNO 1666.

la prêeminence ſur tous les autres Conſuls , & aura chez luy l'exercice libre de la Religion Chreſtienne , tant pour luy que pour tous les François qui ſe trouveront en ladite Ville. Il aura auſſi le Privilege de changer de Truchement quand il le jugera neceſſaire.

VIII. Qu'iceluy Conſul ny autre Sujet de Sa Majeſté ne ſera contraint de payer les dettes d'aucun François ou autre, s'il n'y eſt obligé par écrit: & que toute les Nations qui negotieront en ladite Ville & Royaume d'Alger, & qui n'auront point de Conſul, reconnoitront celuy de France , & luy payeront les Droits accoûtumez ſans difficultez.

IX. Que les Etoffes & Vivres que le Conſul François fera venir pour ſon uſage, ou pour preſent ſeulement, ne payeront aucuns droits ny impoſts, non plus que ce qu'il achetera ſur les lieux pour la proviſion de ſa Maiſon. Que ſi quelque François ou autre eſtant ſous ſa protection, meurt dans l'étenduë du Royaume d'Alger, ſon bien ſera mis entre les mains de celuy en faveur de qui il aura teſté , ſinon entre celles dudit Conſul, pour en rendre compte à qui il appartiendra: & en cas qu'il arrivât quelque different quel qu'il puiſſe eſtre qui cauſât la rupture du preſent Traité, il ſera permis au Conſul François de ſe retirer où bon luy ſemblera, & d'emmener les Marchands François & ſes Domeſtiques, qui ſe trouveront dans la Ville & Royaume d'Alger , avec leurs Biens & Equipages en toute ſeureté.

X. Que ſi un Vaiſſeau ou autre Bâtiment François fait naufrage aux Coſtes deſd. Ville & Royaume d'Alger , il ſera ſecouru par Mer & par Terre des Habitans des Coſtes , & les Marchandiſes & Bâtimens remis à qui ils appartiendront ou entre les mains du Conſul: & que tant celles là que toutes les autres qui ne ſeront point venduës dans lad. Ville & Royaume, ne payeront aucuns Droits, quoy qu'elles ayent eſté déchargées , non plus que les Vaiſſeaux & Barques qui reprendront les Marchandiſes non venduës, ne payeront point d'ancrage pour leur ſortie : & en cas qu'il arrivât le même accident aux Vaiſſeaux & autres Bâtimens du Royaume d'Alger ſur les Coſtes de France, ils recevront un traitement pareil.

XI. Si quelqu'un des Sujets de Sa Majeſté frappe ou maltraite un Turc ou Maure, on pourra le punir s'il eſt pris aprés en avoir donné avis au Conſul; mais en cas qu'il ſe ſauve on ne pourra s'en prendre audit Conſul ny à aucun autre. On demeure d'accord auſſi que nul des Turcs ou Maures qui ont des Eſclaves François, ne pourront les contraindre ny forcer à changer leur Religion, ny leur faire aucune menace pour les y obliger.

XII. Que les Marchands François negotiant dans tous les Ports & Rades du Royaume d'Alger, ſeront traitez pour les levées & impoſitions , autant & plus favorablement qu'aucune autre Nation étrangere; & ſi à l'avenir il arrivoit de part ou d'autre quelque action qui pût eſtre priſe pour ſujet de mécontentement il ne ſera pas pour cela permis à celuy qui s'eſtimera offenſé d'uſer de force ou d'hoſtilité, juſques à ce que l'on ait refuſé de faire Juſtice à ceux qui ſe plaindront, & pour le ſurplus ſeront les Capitulations cy-devant faites ou qui le ſeront cy-aprés entre les deux Empereurs, & le preſent Traité obſervés de part & d'autre de point en point ſelon leur forme & teneur. Et afin que nul Sujet des deux Empires n'y puiſſe contrevenir, on les fera publier dans toute leur étenduë inceſſamment, & le tout plutoſt que faire ſe pourra. Le tout ayant eſté accordé dans une Aſſemblée generale, ainſi arreſté & ſigné en preſence du Divan aſſemblé, Tappé en l'Original de la Marque du Bacha;

Et ſigné,

ANDRE' FRANÇOIS TRUBERT.

XXXVII.

22. Mai. LA FRANCE ET LES IROQUOIS.

Paix accordée par l'Empereur de FRANCE, *aux* IROQUOIS *de la Nation Tſonnontd8an. A Quebec le vingt-deuxiéme May* 1666. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

LE vingt-deuxiéme du mois de May de l'année 1666. les Iroquois de la Nation de Tſonnont8an, Superieure d'Onnontaé , eſtans deſcendus à Quebec pour y demander la Paix par dix de ſes Ambaſſadeurs, nommez Garonhiaguerha, Sago8ichi8tonk, Oſend8t, Gachioguentiaxa Hotiguerion , Hondeg8araton , So8end8annen , Tehaend8anha8enion , Honagueta8i, Tehonneritaguente, Tſohahin , aprés avoir fait entendre par la bouche de l'Orateur Garanhiaguerha leur Chef , le ſujet de leur Ambaſſade par trente-quatre paroles, exprimées par autant de preſens, ont unanimement demandé, qu'ayant toûjours eſté ſous la protection de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puiſſant Prince LOUIS Quatorziéme , par la grace de Dieu Roy Tres-Chreſtien de France & de Navarre , depuis que les François ont découvert leurs Terres , il pluſt à Sa Majeſté de la leur continuer, & de les recevoir au nombre de ſes fidelles Sujets, demandans que le Traité fait , tant pour la Nation d'Onnontaé, que pour la leur , ayt pour eux pleine force & ſon entier effet; le ratifiant de leur part en tous ſes Points & Articles , dont lecture leur a eſté faite par Joſeph Marie Chaumonot, Preſtre & Religieux de la Compagnie de JESUS, nommé en Langue Huronne, Hechou: Ajoûtans en outre à tous lesdits Articles , qu'ils proteſtent effectuer de bonne foy ce qu'ils ont offert par leurſdits preſens, ſur tout de faire paſſer à Quebec, aux Trois Rivieres, & à Mont-Real, de leurs Familles, pour ſervir de lien plus eſtroit de leurs Perſonnes & de leurs volontez , aux ordres de ceux qui auront en ce Païs l'autorité dudit Seigneur Roy, qu'ils reconnoiſſent dés-à-preſent comme leur Souverain. Demandans reciproquement entre toutes autres choſes, qu'on transmette chez eux des Familles Françoiſes, & quelques Robes Noires, c'eſt-à-dire, des Jeſuites, pour leur prêcher l'Evangile , & faire connoître le Dieu des François qu'ils promettent aymer & adorer, avec aſſeurance que non ſeulement ils leur prepareront des Cabannes pour les loger, mais encore qu'ils travailleront à leur conſtruire des Forts pour les mettre à couvert des Incurſions de leurs Ennemis communs les Andaſtoaeronnons, & autres. Et pour que le preſent Traité fait de leur part en ratifiant le precedent, ſoit ſtable & notoire à tous, ils l'ont ſigné de la Marque differentielle & diſtinctive de leurs Familles, aprés que ce qu'ils ont demandé audit Seigneur Roy leur a eſté accordé en ſon nom par Meſſire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Lieutenant General des Armées de Sa Majeſté, & dans les Iſles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, en vertu du Pouvoir à luy donné , dont eſt fait mention au preſent Traité, en preſence & aſſiſté de Meſſire Daniel de Remy, Seigneur de Courcelle, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Lieutenant General des Armées de Sa Majeſté, & Gouverneur de l'Acadie, Iſle de Terre-Neuve, & de Canada; & de Meſſire Jean Talon , auſſi Conſeiller de Sa Majeſté, & Intendant de Juſtice, Police & Finances de la nouvelle France, qui ont ſigné avec ledit Seigneur de Tracy. Et comme Témoins François le Mercier, Preſtre, Religieux & Superieur de la Compagnie de JESUS; & Joſeph Marie Chaumonot, auſſi Preſtre & Religieux de la même Compagnie, Interpretes des Langues Iroquoiſe & Huronne; Fait à Quebec le 22. May 1666.

XXXVIII.

6. Juill. SUEDE ET SAXE.

(1) *Traitté d'Alliance entre* CHARLES XI. *Roi de Suede, &* JEAN GEORGE *Duc de Saxe. Fait à Hal, le 6. Juillet,* 1666. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XII. pag. 439.]

SCachent tous par ces preſentes, comme le Sereniſſime Grand Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES Roy de Suede, des Gots, & des Vandales, &c. enſemble le Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Jean George Duc de Saxe & Grand Maréchal & Electeur du ſaint Empire Romain, ont penſé en eux-mêmes, que vû les dangereux mouvemens qui ſe manifeſtent de toute part tant au dedans qu'au dehors

(1) Ceci a été traduit du Flamand, mais comme ce n'eſt pas l'Original, on ne le met ici qu'en François.

ANNO 1666. hors de l'Empire, il étoit extremement neceſſaire dans cette conjoncture de veiller à temps, & moyennant l'aſſiſtance de Dieu, à la conſervation & maintien de la precieuſe Paix du Saint Empire, comme auſſi des Païs & Prerogatives d'iceluy, & de penſer pour cet effect à une plus étroitte intelligence. C'eſt pourquoy ſadite Royale Majeſté de Suede, comme Roy & *Principalis compaſciſcens* de la Paix de Weſtphalie, & Sadite Serenité Electorale de Saxe, au nom du grand Dieu, pour procurer une bonne Paix & tranquillité, & pour la conſervation de tous les Articles de la Paix de Munſter & le Droit d'un chacun, enſemble pour le maintien de la liberté de la Religion ſi precieuſement acquiſe, ſans offencer & prejudicier à aucun ont ſolidement & fermement accordé & ſont convenus par enſemble des Articles ſuivants.

I. Il y aura entre Sa Royale Majeſté & Sa Serenité Electorale une bonne & ferme Amitié, & promet Sa Royale Majeſté en parolle & foy de Roy à Sa Serenité Electorale & à la Maiſon Electorale d'icelui, ſous laquelle ſont compris ſes chers Freres, & conſequemment auſſi tous les autres Ducs de la Ligne de Saxe, Altenbourg, Gotha, & Weymar, tant enſemble qu'en particulier, quand ils auront fait leurs inſtances auprés de Sa Royale Majeſté & de Sa Serenité Electorale de Saxe comme Chef de la Famille, de pouvoir entrer dans cette Alliance, de proteger & deffendre eux & leurs Pays, Peuples, Prééminences, Dignitez, Droits & Juſtice de leurſdits Electorat & Principauté contre tous ceux qui voudroient entreprendre de les attaquer, moleſter, ou endomager tous enſemble ou chacun d'eux en particulier, enſemble de faire obtenir à ladite Maiſon Electorale les Droits & prétenſions qui leur peuvent competer. Mais l'affaire de Julliers ne ſera point autrement compriſe en cecy, ſi non qu'elle pourra être vuidée amiablement aprés que *l'Inſtrumentum Pacis* aura été ſigné.

II. Promet ſemblablement Sa Serenité Electorale de Saxe, en foy & parolle d'Electeur, avec les Seigneurs ſes Freres & tous les autres Ducs de Saxe, qui voudront entrer dans cette Alliance, d'aider & aſſiſter Sa Royale Majeſté au cas qu'il ſoit troublé dans ce qu'il poſſede dans l'Empire Romain & les Provinces, Duchez, & Païs, & Droits & Prerogatives d'iceux, qui lui apartiennent par la Paix de Munſter.

III. La Religion Evangelique ſelon le contenu du Traité conclu ſera de part & d'autre maintenuë le plus vigoureuſement qu'il ſe pourra dans les Païs de Sa Royale Majeſté & de Sa Serenité Electorale, & dans toutes les Provinces qu'ils ont dans l'Empire, contre toutes les machinations & violences qui pourroient lui être faites.

IV. Sa Royale Majeſté de Suede, & Sa Serenité Electorale de Saxe, avanceront & ſeconderont de tout leur poſſible les conſeils qui ſeront pris & les deſſeins qui ſeront formez pour le bien de la Nation Allemande, & des Electeurs & Cercles, enſemble de leurs Droits & Libertez.

V. Sa Royale Majeſté promet à la Maiſon Electorale de Saxe, une aſſiſtence effective de trois mil hommes de Cavallerie & d'Infanterie ſi la neceſſité le requiert, toutefois & quantes que ledit ſecours lui ſera demandé & d'entretenir cette Armée de la Solde ordinaire; comme pareillement la Maiſon Electorale de Saxe enſemblement ſous la direction & le Commandement de Sa Serenité Electorale, s'engage d'envoyer à Sa Royale Majeſté trois mil hommes de Cavalerie & d'Infanterie, au cas que la neceſſité le requiere, & ce avec la Solde requiſe, mais ce nombre de Troupes ſera, le cas y écheant, augmenté, ſurquoy on s'accordera ſelon les occurrences des affaires, & chacune des Parties ſera obligée de ne rien negliger à l'égard de ce ſecours, mais de le tenir prêt, les attirails de Guerre, Canons, & Munitions, comme auſſi les Proviſions, Vivres & Fourages ſeront fournis par celui qui donnera le ſecours, cependant il ſera libre à un chacun des Parties de pourvoir ſon Armée d'une Artillerie legere, ſelon qu'il le jugera à propos.

VI. En Campagne Sa Royale Majeſté retiendra la direction de l'Armée, mais d'une telle maniere neanmoins qu'il ſera donné communication fidele de tout au General de l'Electeur de Saxe, & que l'on ne rejettera point ſes avis & Propoſitions, non plus que celles de Sa Royale Majeſté, & que quelque choſe qui ſoit reſoluë dans le Conſeil de Guerre, ſoit dirigé de la maniere que l'exigeront les raiſons de la Guerre. Mais au cas que Sa Serenité Electorale de Saxe, ou de ſon conſentement le Duc Auguſte voulût faire la Campagne, la preſéance lui demeurera dans le Conſeil de Guerre & dans les actions qui écherront à faire, en ſorte pourtant qu'à l'égard de donner la parolle, & toute choſe, ſera dirigé au Sceau & au nom du General Suedois. ANNO 1666.

VII. Le Droit Militaire demeure à chacun à part, & eſt reſervé à chaque General la punition des excez. Mais ſi un haut Officier venoit à commettre quelque delict, quand les deux Armées ſeront jointes en Campagne, il ſera à ce ſujet tenu un Conſeil de Guerre, & les choſes ſeront executées au nom du commun.

VIII. Au cas que Sa Royale Majeſté & Sa Serenité Electorale & Alliez fuſſent reduits par force à agir offencivement, & que Dieu voulût benir leurs Armes à ſouhait, ſi les Armées viennent en quartier dans le Païs ennemi les quartiers ſeront par tout partagez à proportion du ſecours.

IX. Cette Confederation ſera obligatoire pendant dix ans de la datte des preſentes, & il ne ſera loiſible à aucune des Parties pendant ledit tems d'entrer en Traité qui ſoit contraire à cette Alliance ſans le ſçû & conſentement l'un de l'autre. Aprés l'expiration des dix années, il ſera libre à chacune des Parties de continuer cette Alliance, ou d'en traiter une nouvelle, ou s'en departir entierement, mais que ſi une des Parties y veut renoncer pendant le cours de ces années, elle en avertira l'autre une demy année auparavant.

X. Comme la preſente Alliance n'a point d'autre but que de procurer la ſureté de l'Empire Romain, de la Paix de Weſtphalie & le maintien du Service de Dieu, il dependra de tous les Electeurs & Princes de l'Empire, & particulierement des Roys de France & de Dannemarc, & leur ſera loiſible d'entrer dans cette Alliance; mais que Sa Royale Majeſté de Suede, & Sa Serenité Electorale de Saxe, en ſeront avertis à tems, & qu'on ſe conformera à la preſente Alliance à l'égard du ſecours & des autres conditions qui en dépendent.

XI. Au cas que Sa Serenité Electorale de Saxe vînt à avoir quelque different avec quelque Electeur ou Prince de l'Empire, ou qu'il arrivât quelque choſe à la Maiſon Electorale de Saxe même, qui requît quelque bonne Negotiation, Sa Royale Majeſté offrira ſa mediation aux Parties, & fera fidelement ſon poſſible que rien ne ſe faſſe contre la preſente Alliance; comme Sa Serenité Electorale offre de faire le ſemblable, au cas qu'il arrive quelque choſe de pareil à Sa Majeſté.

XII. De cette Alliance ont Sa Royale Majeſté de Suede & Sa Serenité Electorale de Saxe excepté Sa Majeſté Imperiale tant qu'il voudra agir contre la Religion, le Traité de Paix de Munſter, & ſes propres Capitulations Imperiales, & contre les autres Traitez faits avec la Maiſon Electorale de Saxe; comme auſſi Sa Serenité Electorale de Saxe ſtipule par ces preſentes qu'à l'égard du ſecours ici mentionné, elle n'y ſera obligée au cas que Sa Royale Majeſté de Suede vienne à être en Guerre avec d'autres Potentats hors de l'Empire.

Toutes leſquelles Conventions ci-deſſus ſeront fidellement, ſincerement & fermement obſervées; Et comme ce Traité de Sa Royale Majeſté de Suede & de Sa Serenité Electorale de Saxe a été conclu par les Plenipotentiaires à ce ordonnez, à la charge d'être ratifié, les Ratifications en ſeront aportées & échangées dans trois mois. Fait à Hall le ſixiéme Juillet mil ſix cens ſoixante-ſix.

De la part de Sa Royale Majeſté de Suede, mon gracieux Roi & Seigneur,	De la part du Seigneur Electeur de Saxe,

Signé

(L.S.) STENO BIELCKE.

Signé

(L.S.) AUGUSTE H. DE SAECKLE.

XXXIX.

12. Juill. LA FRANCE ET LES IROQUOIS.

Paix accordée par l'Empereur de FRANCE *aux* IROQUOIS *de la Nation d'Onnei8t. A Quebec le douziéme Juillet* 1666. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

ANNO 1666.

LE ſeptiéme du mois de Juillet de l'année 1666. les Iroquois de la Nation d'Onnei8t, ayant appris par les Agneronnons leurs Voiſins & Alliez, & par les Hollandois du Fort d'Orange, qu'au mois de Fevrier de la même année, les Troupes de LOUIS Quatorziéme, par la grace de Dieu Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre, avoient porté ſur les neiges & les glaces les Armes de Sa Majeſté juſqu'au Fort d'Orange en la nouvelle Hollande, ſous la conduite de Meſſire Daniel de Courcelle, Lieutenant General de ſes Armées, par les Ordres qu'elles avoient receus de Meſſire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conſeiller de Sa Majeſté en ſes Conſeils, & Lieutenant General de ſes Armées, & dans les Iſles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, de combattre & détruire leſd. Agneronnons; ce que probablement elles auroient fait, ſi la mépriſe de leurs Guides ne leur avoit fait prendre un chemin pour l'autre, ſont deſcendus à Quebec pour y demander la Paix, tant en leur nom qu'en celuy des Agneronnons, par dix de ſes Ambaſſadeurs, nommez Soenves, Tſoenſer8anne, Ak8ehen, Gaunonk8enioton, Aſarag8an, Achiunhara, Jogonk8aras, Oskaragete. Et aprés avoir fait entendre par la bouche de l'Orateur Soenres leur Chef, le ſujet de leur Ambaſſade, par dix paroles, exprimées par autant de preſens, & nous avoir rendu les Lettres des Officiers de la Nouvelle Hollande, ont unanimement demandé, que connoiſſant la force des Armes de Sa Majeſté, la foibleſſe des leurs, & l'eſtat des Forts avancez vers eux: & ſçachans d'ailleurs que les trois Nations Iroquoiſes Superieures, ſe ſont toûjours bien trouvées de la Protection qu'elles ont ci-devant reçûë dudit Seigneur Roi, il pluſt à Sa Majeſté de leur faire la même grace qu'à elles, en leur accordant cette même Protection, & les recevant au nombre de ſes fidelles Sujets, demandans que les Traitez ci-devant faits tant par leſdites Nations que par la leur, ayent même force & vertu pour celle d'Agnez, qui les a requis de nous en ſupplier avec grande inſtance; ce qu'elle auroit fait elle-même par le moyen de ſes Ambaſſadeurs, ſi pour eux elle n'avoit apprehendé un mauvais traitement de noſtre part, ratifiant de la leur tous leſdits Traitez en tous leurs Points & Articles, dont lecture leur a eſté faite en Langue Iroquoiſe, par Joſeph Marie Chaumonot, Preſtre & Religieux de la Compagnie de JESUS. Ajoûtans en outre à tous leſdits Articles, qu'ils proteſtent effectuer de bonne foi ce qu'ils ont offert par leurſdits preſens; ſur tout de rendre tous les François Algonquins & Hurons qu'ils tiennent captifs parmi eux, de quelque condition & qualité qu'ils ſoient, & ſi long-tems qu'il y aît qu'ils y ſoient detenus, même de la part des Agneronnons, de faire paſſer des Familles d'entr'eux, pour ſervir de même que les Familles des autres Nations, de lien plus eſtroit de leurs perſonnes & de leurs volontez, aux Ordres de ceux qui auront en ce Païs l'autorité dudit Seigneur Roi, qu'ils reconnoiſſent dés à preſent comme leur Souverain. Demandans reciproquement entre toutes autres choſes, qu'on leur rende de bonne foi tous ceux de leur Nation qui ſe trouveront priſonniers à Quebec, à Mont-Real, & aux Trois Rivieres; Qu'on tranſmette chez eux des Familles Françoiſes, & quelques Robes Noires, c'eſt-à-dire des Jeſuites, pour leur preſcher l'Evangile, & leur faire connoître le Dieu des François, qu'ils promettent aimer & adorer: Meſme que le Commerce & la Traite leur ſoient ouverts avec la Nouvelle France, par le Lac du S. Sacrement, avec aſſeurance que de leur part ils donneront chez eux une retraite ſeure, tant auſdites Familles, qu'aux Marchands, Traittans, non ſeulement en leur preparant des Cabanes pour les loger; mais encore en travaillant à conſtruire des Forts pour les mettre à couvert de leurs Ennemis communs les Andaſtoaeronnons, & autres. Et pour que le preſent Traité fait de leur part en ratifiant le precedent, ſoit ſtable & notoire à tous, ils l'ont ſigné de la Marque differentielle & diſtinctive de leurs Familles, aprés que ce qu'ils ont demandé audit Seigneur Roi, leur a eſté accordé en ſon nom par Meſſire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Lieutenant General des Armées de Sa Majeſté & dans les Iſles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, en vertu du Pouvoir à lui donné, dont eſt fait mention au precedent Traité; en la preſence & aſſiſté de Meſſire Daniel de Remy, Seigneur de Courcelle, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Lieutenant General des Armées de Sa Majeſté, & Gouverneur de l'Acadie, Iſle de Terre-Neuve & de Canada; & de Meſſire Jean Talon, auſſi Conſeiller de Sa Majeſté, & Intendant de Juſtice, Police & Finances de la Nouvelle France, qui ont ſigné avec ledit Seigneur de Tracy. Et comme Témoins François le Mercier, Preſtre, Religieux & Superieur de la Compagnie de JESUS, à Quebec, & Joſeph Marie Chaumonot, auſſi Preſtre & Religieux de la même Compagnie, Interpretes des Langues Iroquoiſe & Huronne. Fait à Quebec, le douziéme de Juillet 1666.

ANNO 1666.

XL.

Traité entre les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *&* CHRISTOPHE BERNARD *Evêque de* Munſter, *pour l'explication du Traité de Paix, du mois d'Avril précédent, Fait à Northorn, le* 28. *Juillet*, 1666. [AITZEMA *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XII. pag. 843. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve en François dans les *Lettres & Memoires* du Comte D'ESTRADES, Tom. III. pag. 317. & dans LUNIG *Teutſch Reich-Archiv.* Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 219.]

28. Juill. LES PROVINCES-UNIES ET MUNSTER.

NOtum ſit univerſis, cum circa Pacem inter Celſos ac Præpotentes Dominos *Ordines Gerales* Provinciarum Fœderatarum Belgii ex ex una, & Reverendiſſimum ac Celſiſſimum Dominum, D. *Chriſtophorum Bernardum*, Epiſcopum & Principem *Monaſterienſem*, ex altera parte, die 18. *menſis Aprilis*, hoc anno concluſam, quædam dubia & controverſiæ inciderent quas pro ſtabilienda utrimque Amicitia & fida Vicinitate mature ſopire utriuſque Partis intereſſe viſum eſt, de iis ex vero dictæ Pacificationis ſenſu declarandis atque exequendis per Deputatos Partium Nordhornam ablegatos ſequenti modo conventum eſſe.

I. Quod Articulo *ſexto* Inſtrumenti Pacis de *Captivis* hujus Belli, cujuſcunque conditionis ſint, fine lytro dimittendis, ſolvendiſque ſolummodo legitimis eorum debitis in captivitate contractis diſpoſitum, id ita declaratum eſt, ut *Captivi* omnes, nullo penitus excepto, ſine omni diſcrimine ſive illi *Civiles* ſive *Militares* ſint, prædicto modo illico liberi dimittantur. Cum autem de debitis durante captivitate Mortuorum & Fugitivorum perſolvendis conveniri nequiverit, eò quod ex parte D. D. Ord. cum Perſonis extinctas atque abolitas eorum Obligationes eſſe, & ſi quid Privatis inde debeatur, id pro ſperato lytri commodo ad onus Domini Territorialis pertinere prætenſum. Ex parte verò Celſitud. ſuæ ii excepti ſint, qui ſpreta ſuſtentatione publica ſpecialia & privata ſibi alimenta pacti datis Fidejuſſoribus quos ante expletam promiſſorum fidem non dimittendos juſtum videbatur, Celſitudo ſua iſtos Fidejuſſores quidem ex arreſto dimittet, nihilominus eadem gravatam ſe ſentit quod poſt factam ex ſua parte ſolvendorum ſumptuum oblationem dimiſſoſque bona fide Captivos, Fidejuſſoribus ſolummodo retentis à D. D. Statibus Generalibus, vero Captivi huc uſque detenti, & inde graves expenſæ cauſatæ ſint, quod ad *Declarationem* D. D. *Guarantorum remittitur.*

II. Eodem dicto Articulo comprehenſus §. *& cum ab una vel altera parte &c.* uſque ad finem ita declaratus ſit, & maneat, ut nullæ Contributiones reſtantes deberi intelligantur nec exigendæ aut ſolvendæ ſint, niſi de quibus ad certam ſummam & modum ſingulis menſibus aut ſeptimanis pro perſonarum aut locorum ſecuritate perſolvendis debite & expreſſe conventum: quem in finem altememoratæ Partes principales intra proximos tres menſes ſibi invicem mittant deſignationem locorum quæ hac obligatione teneri putabunt, ut quod prædicto modo pro ſecuritate præſtita deberi agnitum fuerit, ſecundum expreſſam Conventionis normam, quæ ultra conventa extendi non poterit ſolvatur: idque ſolo juſſu & executione Domini Territorialis debite requiſiti: *illiquidis ad* D. D. *Guarantores Pacis remiſſis.*

III. De

ANNO 1666.

III. De damno poſt terminum Pacis, ſeriore evacuatione quorundam Locorum, aut alio modo per Officiales & Milites Celſiſſimi Principis Monaſterienſis dato, quod ſupra modum & quidem ad *quadraginta mille* florenos extendere nituntur Deputati D. D. Ordinum; variè quidem hinc inde diſceptatum, dum ex parte Celſorum & Præpotentium D. D. Ordinum ex Articulo tertio in verbo *qualecunque damnum, &c.* & ex die evacuationis preciſe dicta Sereniſ. Celſit. ad id refundendum obligatam, creditur, ex parte vero ſuæ Celſitudinis protractâ D. D. Ordinum Ratificatio & mora illorum Subditorum qui reſtantes debitaſque ſuis Militibus Contributiones ſecundum claram Pacis legem ſolvere detrectabant, eoque omnis incommodi ſe reos faciebant; quod laudata ſit à Statibus Provincialibus per Colonellum *Lutzauw* obſervata Diſciplina Militaris, actæque illi ſint gratiæ, & per hoc omne, ſi quid non ita benè actum remiſſum & oblivioni traditum obmovetur, & ſi quid extra has cauſas damni illatum foret, id ex diſpoſitione & verbis relativis, non aliter quam ſi facto aut mandato S. Celſitud. illatum ſit, agnoſcitur cum pluribus aliis rationibus utrimque prolatis. Sed cum ob obſtantem utriusque Partis contradictionem & contrarium ipſius Pacis intellectum contrariaſque Deputatorum Inſtructiones hic Punctus amicabiliter ſopiri nequiverit ſuaque Celſitudo ſe per frequentes Militares Executiones, Territorii violationes, Subditorum Arreſta, & Injurias ac Contumelias in propriam perſonam illatas graviſſime læſam ſuſtinuerit, ad D. D. *Guarantores*, niſi interim D. D. Ordinibus, quod ſperatur, ad factam remonſtrationem à ſua opinione remittere & per exemplares ſeveras delictoque convenientes ſuæ Celſit. ſatisfacere viſum fuerit, remittitur: omni interea violentia, executione, & via facti utrimque ceſſante.

IV. Cum etiam de Comitatu *Friſiæ* Orientalis Paci includendo actum, iſque à D. D. Ordinum Deputatis ſub verbis *Confederati & Amici, &c.* pro comprehenſo habitus ſit, id à D. Deputatis aliter agnoſci non potuit quam juxta Declarationem ſuæ Celſitudinis antehac D. D. Ordinibus, Electori Brandenburgico, Duciſſæ Friſiæ Orientalis perſcriptam.

V. Quod inſuper querelas quorundam attinet, qui ſe durante partim etiam finito hoc Bello confiſcationibus Bonorum aliiſque modis læſos conqueſti ſunt, quamvis D. D. Ordinum Deputati ad hos Tractatus pertinentes eſſe negaverint, in hoc tamen conſenſerunt, ut quatenus illi ex cauſa vel occaſione hujus Belli gravatos ſe probare poterunt congruenter Pacis legibus reſtitui, Bona eorum Uxoribus Liberisque manere ſalva, de cætero impartialis Juſtitiæ adminiſtratione coram competenti Judice gaudere debeant. Northornæ die *vigeſimo octavo* Julii, Anno *milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſexto.*

Hoc Projectum acceptatum ac plenius perficiendum, & eo previo ab utriuſque Partis D. D. Commiſſariis in hoc dato ſubſcribendum *Northornæ.*

XLI.

31. Juill. POLOGNE.

Articles de la Paix & Réunion entre JEAN CASIMIR *Roi de Pologne, &* GEORGE *Comte de Wiſnitz & de Jaroslow, & ſes Alliez, Fait le* 31. *Jeuillet*, 1666. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 224. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 239. en Allemand.]

GRatiæ à Regia Majeſtate, Subditis ſuis, ut & ad invicem coadunatis Cracovienſi, Poſinienſi, Caliſſienſi, Sendomirienſi, & Lancienſi, Palatinatibus, ne non Illuſtriſſimo Georgio Lubomirski, Comiti in Wiſnitz & Jaroslaw, ipſiuſque Complicibus, & Fœdere juncto Exercitui factæ, prout ea, per Illuſtriſſimos, Potentiſſimos, & Generoſos Dominos, Andream Trzebicki, Cracovienſem, Nicolaum in Prazmow Prazmowski, poſtulatum Archi-Epiſcopum Gneſnenſem, Luciſienſem, & Premiſſienſem, ut & Regni Archi-Cancellarium, Thomam Lezynski, Chelmenſem, Epiſcopos; Stanislaum Potocky, Supremum & Generalem Regni Exercituum Campi-Ductorem, Andream Carolum Grudzisky, Poſanienſem, Johannem Opalinsky, Caliſienſem, Michaëlem Stanislawsky, Cuiavienſem, Chriſtophorum Zegozky, Inowladislavienſem, Stanislaum Jablonowsky, Ruſſiæ, Michaëlem Caſimirum Patz, Smolscenſem, ut & Magni Ducatûs Lituaniæ Vice-Campiductorem, Palatinos; Damianum Kretkowsky, Celmenſem, Ludovicum Alexandrum Niezabitowsky, Sadicenſem, Petrum Przyjemsky, Sremenſem, Marcianum Stanislaum Jaskolsky, Sanocienſem, Martinum à Rudek Jarzyna, Sochacovienſem, Caſtellanos; Johannem Sobiesky, Marſchalcum & Campiductorem, Chriſtophorum Patz, Magni Ducatus Lituaniæ Cancellarium, Johannem Branicki, Aulæ Regiæ Marſchalcum, Wackawium Leczynsky, Regni Dapiferum, Johannem Zelecky, Regni Venatorem, Joannem Guinsky, Pomerellienſem Camerarium, Johannem Szumowsky, Opatovienſem Capitaneum, omnes & ſingulos Regiæ ſuæ Majeſtatis Commiſſarios, cum conſenſu & nomine altememoratæ Regiæ Majeſtatis mediante Reſcripto in Cancellaria Regni conciliata fuerat.

Quandoquidem Regia Sua Majeſtas ſedulò in id incubuit & eò allaboravit, ut tàm Regiæ ſuæ Majeſtatis erga Subditos ſuos, quàm Subditorum erga Dominum ſuum jam dudum labefactatus amor & amiſſa confidentia redintegrari queat, Regia ſua Majeſtas ex benevolo Chriſtianoque animo ſtatuit atque decrevit, omnibus contra Majeſtatem ſuam ad hunc uſque diem commiſſis exceſſibus ignoſcere, prout illis, hiſce ipſis, gratioſè ignoſcere, & perpetuâ Amneſtiâ, vel potius oblivione eos ſepultos eſſe cupit. Prout Majeſtas ſua Regia Paterni animi ſui ſenſu, in proximis Regni Comitiis mediante legitimâ Amneſtiâ quoque perficere conſtituit, Quæ Amneſtia in tantùm generalis erit, ut omnia, quæ de mutuis prætenſionibus excogitari poterunt, & ad ſedandos animi motus pertinebunt, complexu ſuo contineat. Quò verò ex hac parte ad eorum conciliationem nihil intermittatur, Majeſtas Sua Regia eo fine prædictos Commiſſarios ordinat, & ut etiam Amneſtia, juxta tenorem hujus conceptionis, in proximis Regni Comitiis Volumini Legum inſeratur, & ab omnibus Statibus recipiatur, atque id Majeſtas ſua Regia propoſitum ſibi habere vult, ut Palatinatuum Ablegatis illud ipſum in Comitiis Provincialibus perfici vel maximè committetur. Quemadmodum igitur Majeſtas ſua paternam ſuam Clementiam Subditis ſuis, quorum preces æquitate niti deprehenderat, teſtatum facere, impenſiùs deſiderat; Sic quoque Majeſtas ſua Regià Declarationem hanc per prædictos Dominos Commiſſarios, ad Subditorum ſuorum preces, ipſis gratioſiſſimè impertiri fecit.

Et quidem ab initio Majeſtas ſua Regia, poſtquam Fœderi (ut in ſequentibus exprimetur) renuntiatum, & pactæ Conditiones adimpletæ fuerint, vi impertitæ Declarationis, tam ipſorum, quàm Regni & Ducatûs Lituaniæ Exercitus, in Patriæ Defenſionem, ad Fines Regni diſponet; curabitque ut omnia Præſidia Militaria, exceptis iis, quibus opus erit, (& quibus Nobiles Indigenæ præerunt,) ex Fortalitiis abducantur, mandabitque, ut per Commiſſarios in damna à Præfectis Præſidiorum illata inquiratur.

Monetarum utrarumque, videlicet Tympfarum in Regno & Denariorum in Lituania percuſſorum reprobationem & ſublationem, ſua Majeſtas Regia ad proxima Regni Comitia (quæ ſub ultimum Octobris diem, niſi juſta impedimenta intervenerint, celebrabuntur) remittit. Sicut in iis cum Conſilio Reipublicæ Monetæ ad juſtum valorem reducentur.

Diſtributio Legionum in Palatinatus uti quoque hybernorum metatio Propoſitioni in proximis Comitiis Provincialibus commendetur. Et ut id ipſum quoque laudati Domini Commiſſarii unà cum Palatinatibus promoveant. Qua de cauſa Illuſtres Campiductores, antequam in Comitiis res decidatur, à metatione Hybernorum abſtinebunt, & Literas patentes conſcribendorum Militum gratiâ, vi hujus Tractatûs nullatenus alicui impertientur. Magiſtros Equitum verò ſua Majeſtas Regia ex Nobilitate indigenâ, ad commendationem Palatinatuum aſſumet. Quoad Jura Crimen Læſæ Majeſtatis & Perduellionis, concernentia permittit Sua Majeſtas Regia, ut neceſſitate ita exigente emendentur à Republica; nec non ut à Tribunalibus, tàm Regni, quàm Magni Ducatûs Lituaniæ, non obſtante præſenti Conventu, in Contumaciam obtenta Decreta, Lege Publicâ abrogentur, & Cauſa principalis in integrum reſtituatur. Quemadmodum igitur Majeſtas Sua Regia hæc omnia, quò Patria quiete denuò fruatur,

ANNO 1666.

gratioſè indulgere voluit, & quò vice verſa ſecurior de confidentia meliori Subditorum ſuorum eſſe poſſit, omnes contra Majeſtatem ſuam commiſſos errores ipſis condonavit, parataque eſt ad deprecationem eorum, omnes coadunatos ſuos Subditos clementer admittere; Sicut patrata per Dominos Senatores, Officiales, Dignitate eminentes Viros, & Deputatos, nomine Palatinatuum ſuorum deprecari poterint. Prout quoque Illuſtriſſimus Georgius Lubomirski ad deprecandum admittetur, cum ipſe omnibus ſuis prætenſionibus renunciaverit, unicæque & ſoli Clementiæ Regiæ ſe commiſerit, atque Regiæ Suæ Majeſtati fidelem ſe permanſurum ſtipulatione interpoſitâ pollicitus fuerit, quo ipſo etiam ſub Amneſtia comprehendetur; ſi ille publicè verbis decentibus & Regiæ Dignitati convenientibus deprecatum veniet, quando Regia Sua Majeſtas ad id peragendum, tempus & locum eidem præfixerit: Hoc facto ſtatim illis, quibuſcum ipſi ſimultates & disſidia interceſſerunt, ut & Magno Ducatui Lituaniæ reconciliabitur. Eodemque modo dicti Illuſtriſſimi Lubomirski Filii & Complices, qui ſimiliter Amneſtiâ gaudeant, deprecatum venient.

Poſthæc Illuſtriſſimus Lubomirski unà cum nexu junctis Palatinatibus diſcedet, Exercitum ſuum univerſum exauctorabit, & hoſce Tractatus interpoſito Juramento confirmet, inſimulque ſtipuletur, quod adverſus Regiam ſuam Majeſtatem & Regnum cum Exteris in poſterum non conſpirabit aut Conſilia communicabit, denique extra Patriam, ubicunque & quamdiu id Regiæ Suæ Majeſtati placebit, tranquillè & quietè vitam traducet. Quod ipſum cum aliis omnibus Sua Regia Majeſtas arbitrio ſuo relictum fore cupit.

Eandem Gratiam Fœdere junctus Exercitus experietur, qui ſtatim ac Fœdus diſſolutum & finitum erit, & omnes Scripturæ, inter ipſum, & Dominum Lubobomirski, ut & Palatinatus expeditæ, combuſtæ fuerint, à Regia Sua Majeſtate per Duces & Præfectos ipſius veniam commiſſorum petet; ex altera parte verò ii cum Palatinatibus hiſce conſtantiſſimè ſtaturos, ſe Juramento obſtringent. Quò verò Exercitus hic de Amneſtia, & de tribus Quartis ſtipendiorum ſecurior reddatur, Generoſis Campiductoribus fas non eſto, priuſquam Amneſtia in Regni Comitiis indulta & ſolutio facta fuerit, quemquam exauctorare.

Quemadmodum verò Exercitus fidem ſuam obligat, factâ deprecatione Campiductorum Imperio ſeſe ſubmittere, ita omnes Cohortes illo ipſo tempore Præfectos ſuos Equitum & Legiones ſequi, obſtricti ſunto. Hoc ſi fiet Majeſtas Sua Regia demùm coadunato & fidelitate devincto, ipſique addicto Exercitui locum præfiget, in quo ſolutionem ſuam expectet, nec inde diſcedere teneatur, antequam ipſa in actum deducta fuerit, excepto tamen inevitabilis neceſſitatis caſu. Hoc fine & quò eò citiùs ſolutio determinetur XVI. die Auguſti Comitia Provincialia celebrabuntur. Reliqua ſolutio, aliaque deſideria in proxima Regni Comitia prolata manento.

Sequitur Amneſtia Generalis.

QUandoquidem in vita noſtra nihil gratiùs nobis accidere queat, quàm amorem fidelium noſtrorum Subditorum, & eorundem Fidem, atque ut in eo nunquam deficiant, experiri, propterea omnes offenſas, diſcordias & damna, ex præſenti Confuſione nata, pro officio Chriſtiani & amore erga Bonum publicum, lubenti animo remittimus, nec eorum in poſterum meminiſſe cupimus, condonantes ea omnibus univerſè Palatinatibus, ut & utrique tam Regni quàm Lituanico Exercitui, & Exterorum Copiis, quæ ab initio Anni MDCLXI. MDCLXII. & denique Anno MDCLXV. ſub quocunque prætextu aut ſpecie id factum fuerit, ſe Fœderi junxerunt, & omnibus & ſingulis Privatis, in ſpecie verò illuſtriſſimo Georgio Lubomirski, Filiis ſuis, Miniſtris, & omnibus, qui quocunque modo ipſis & ſupradicto Exercitui adhæſerunt, nemine excluſo, quin potiùs pro affectu paterno, ex animo noſtro omnem vindictæ cupiditatem, (quæ & aliàs apud nos nullum reperit locum,) eliminantes, nec Authoritate noſtrâ Regiâ, nec Juris rigore quoad hoc uti cupientes. Quin potiùs omnes & ſingulos, qui, quocunque modo & ratione quacunque tempore Regiminis noſtri Regii nos unquam offenderunt in ſinum noſtræ Clementiæ Regiæ recipimus, cum reſtitutione Honorum & Bonorum hæreditariorum, ſi fortè ea alicui ob prædictas Cauſas Jure Caduci, aut aliâ quâcunque ratione & modo adempta fuerunt, omnimodâ, ſic ut caduca illa authoritate publicâ ſublata & exinanita cenſeamus. Et ne ulla occaſio ſimiles in poſterum aut alios motus & diffidentias inter nos concitandi relinquatur, ſed antiqua confidentia, amor & concordia inter Subditos radices agere queat, omnes ratione Domini Lubomirski, aut aliis de cauſis competentes prætenſiones, diffidentias & diſcordias omninò oblivioni tradimus, & decernimus, quòd omnibus futuris temporibus eorum nunquam fiet mentio, idque ſub pœnâ capitali, quæ à Judicio quocunque infligetur. Cavemus quin etiam hiſce & fidem noſtram obligamus Generoſis nexui & Foederi huic obnoxiis Dominis Mareſchalcis, Directoribus, Delegatis, Conſiliariis, Ducibus, Ducum Legatis, Centurionibus, Centurionum Legatis, & in univerſum omnibus Bello addictis, nemine (præterquam iis, qui mortis beatiſſimi Domini Goſiewski Complices extiterunt, qui Amneſtiâ hâc non gaudebunt) excepto, quòd de nullo ipſorum nec à Nobis nec à Reipublicæ Campiductoribus, aut ullo Privato, nec per ſe nec per interpoſitas perſonas tàm Eccleſiaſticas, quàm Seculares, in Regno & Ducatu Lituaniæ, ulla vindicta non ſumetur, nec permittet, ut ex prædictis cauſis ſub quocunque modo aut quibuſcunque rationibus coram quibuscunque Judiciis in jus vocentur, verùm ex charitate potius Chriſtiana omnibus commiſſis, quod quiſquis facere & debet & obſtrictus eſt, ignoſcimus, prout in inſtantibus Comitiis authoritate & conſenſu omnium Ordinum his firmiter inſiſtere, & unumquemque quoad hæc tutari volumus.

Remittimus quoque ipſis Tranſitus Militares, Indictiones annonarias, Exactiones, Metata, Caſtrorumque diſpoſitiones, & omnes alios exceſſus, (ut tamen ſub his non comprehendantur illi, qui in domibus vim, homicidia & alia crimina commiſerunt, utpote qui Amneſtiâ non gaudebunt.) Omnia Lauda, Scripta, Proteſtationes, Clarigationes, quæ ex prædictis rationibus expeditæ fuerunt, aboleantur, ex Libris demantur, & in nihilum redigantur, nec ullius Honori officient, ſed potius authoritate futurorum Comitiorum, nunquam in memoriam revocentur, ſub pœna in Calumniatores ſtatuta. Sub quibus quoque omnes Actus Reipublicæ huic fortè onerofi contenti intelligentur.

Quod ſi verò quiſpiam poſt promulgatam Amneſtiam, unum alterumve, in patrocinium hujus Amneſtiæ receptum, clam ſive palam, directè aut indirectè, ſuperius expreſſis ex cauſis offenderit, aut novum quid contra eum attentaverit, is Pœnæ Capitali ab omnibus Dicaſteriis ſubjicietur. Et quia, ſecuritate noſtrâ id ita exigente cum Exercitu, præſtitæ fidei haud immemore nobis ad Bellum excurrendum, & cum diverſis Cohortibus in campis ſubſiſtendum erat, quò fortè unus alterve gravatum ſe putaverit. Propterea, cum conſenſu omnium Statuum pro Campiductoribus noſtris tàm Regni, quàm Magni Ducatûs Lituaniæ, & utriuſque Nationis Exercitibus eandem interponimus cautionem, quâ olim Dominus Johannes Zamoisky, Regni Archi-Cancellarius & Campiductor, ſub titulo Aſſecurationis, & quâ Dominus Stephanus Czarnecky, olim Palatinus Cujavienſis & Generalis Anno MDCLXIII. nec non Exercitus Lituanicus tempore Belli Suecici gaviſi fuerunt; quæ ipſa Cautio omnibus quoque Militiæ Præfectis, qui durantibus hiſce motibus, aliquo modo Campiductorum Imperio & juſſui ſubjecti erant, & adhuc ſunt, exceptis tamen iis, qui poſt hanc declarationem damna inferent, proderit.

Quandoquidem verò non ſolum pro nunc Reipublicæ quietem ac tranquillitatem attulimus, ſed eandem in poſterum ab hujuſmodi & aliis omnibus Confœderationibus & Pactionibus liberam & immunem præſtare & in eo ſtatu conſervare animum noſtrum intenderimus. Ita hîc repetimus contra talia hujuſmodi Fœdera, inprimis Anno MDCIX. MDCXXIII. MDCXXIV, & MDCLXII. ſancitas Conſtitutiones, decernentes ut illæ, tanquam æternæ & irrevocabiles Leges, in omnibus Punctis & Clauſulis vigorem ſuum obtineant, hoc iiſdem addentes, quòd ſi fortè quiſpiam in talia Fœdera coire, iiſdem quacunque ratione adhærere, adjumento eſſe, aut conſilia cum Fœderatis communicare audebit, quòd hi in poſterum nullatenus aliquam Amneſtiam conſequentur; Et ſi fortè aliquam vi extorſerint, ea tamen nullius vigoris erit, ſed

Anno 1666. ſed pro nulla habebitur. Decernentes quòd nos & Succeſſores noſtri, eos armatâ manu, & ſi neceſſitas poſtulabit, mediante indictâ generali Expeditione perſequi, & eos præcluſâ gratiâ omni, pœnâ infamiæ & ademtionis Bonorum plectere. Ad quod vi hujus, ſalvis Juribus Majeſtatis & Reipublicæ, nos obligamus.

Quò verò Declarationes hæ omnes, majorem vigorem obtineant; eæ à noſtris Dominis Commiſſariis, nec non Deputatis & Senatoribus Palatinatuum, prout & ex parte Confœderatorum ad hoc Deputatis, hîc manibus ſuis propriis ſubſcribuntur & ſigillantur, & tandem mutuis Juramentis confirmantur. Datum in Caſtris propè Fluvium Pilciam infra Leſnice die XXXI. Julii Anno MDCLXVI.

Reſcriptum liberam Regis Electionem concernens.

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quibus intereſt, cunctis futuris temporibus, cum vi Regiæ noſtræ Stipulationis, ad nihil potiùs adſtrictos nos cenſeamus, quàm ut omnia Jura Reipublicæ hujus ab Anteceſſoribus noſtris tributa & Jurejurando roborata confirmaremus; & quamvis quoad liberam Regis Electionem huic Nationi diverſis Sanctionibus optimè proviſum ſit, quæ à nobis nunquam non obſervatæ fuerunt, ut tamen ſtudium noſtrum ſingulare confirmandi laudatiſſimorum noſtrorum Anteceſſorum Familiæ Jagellonicæ, cujus ultimum Membrum ſumus, quoad liberam Electionem ſancitas Leges, hoc Reſcripto, quo id ipſum Jus confirmamus & inviolabiliter obtinere ſtatuimus, demonſtretur, ſpondere nos, haud permiſſuros durante Regimine noſtro præter liberam Electionem, quemquam ad Coronam Regni Poloniæ quoquo modo evehi, quin potiùs cum illis, qui hûc adnitentur, tanquam cum Patriæ Hoſtibus, ſecundùm nova & antiqua Jura nos acturos. In majorem hujus fidem, id ipſum manu noſtrâ ſubſcripſimus & Regni Sigillum his appendi curavimus. Datum in Caſtris propè Fluvium Pilciam infra Leſnice, die XXXI. Julii Anno MDCLXVI.

Forma Juramenti Commiſſariorum Sacræ Regiæ Majeſtatis.

NOs N. N. per DEUM Omnipotentem & Triunum juramus, quòd omnia in hiſce Tractatibus, vi Declarationis Regiæ Suæ Majeſtatis Domini noſtri Clementiſſimi, & Dominorum Deputatorum à Palatinatibus & Exercitibus conventa & concluſa, Sua Regia Majeſtas ſervabit, & nos ſervemus. Ita nos DEUS adjuvet.

Forma Juramenti Dominorum Deputatorum & Statuum Palatinatuum & Exercitûs.

NOs N. N. per DEUM Omnipotentem & Triunum juramus, quod nos omnia in hiſce Tractatibus determinata & concluſa, firmiter & ſanctè ſervabimus, (quibus Exercitus ſequentia verba addit,) & Fœdere junctus Exercitus obſervet, iisve inſiſtet. Ita nos DEUS adjuvet.

Nos hîc congregati Palatinatuum Cracovienſis, Poſanienſis, Sendomirienſis, Siradicenſis, Caliſienſis, Lencicenſis, Incolæ, univerſo mundo, & ut id, hiſce & futuris temporibus, palàm fiet, Fidem noſtram, Fidelitatem, & antiquam Sinceritatem animi noſtri, quâ Regem & Dominum noſtrum proſecuti ſumus, teſtatum facimus, quod nequaquam ideò coadunavimus, ut per id Majeſtas ſua ullo modo violetur, aut contra tam clementem Dominum, qui nos tàm gratioſè & paternè regit, & annuente DEO plures adhuc per annos reget, ulli motus inteſtini concitentur; Sed hâc ſolummodo & unicè de cauſa ut per tres inſequentes vices diſſoluta Regni Comitia, & per interna Bella turbatæ Patriæ quies & tranquillitas recuperetur. Quemadmodum DEI gratiâ res eò redacta eſt, ut chariſſima Patria ab onere tot Exercituum liberata exiſtat. Proinde hiſce unanimiter & concorditer procul rejectâ omni ſuſpicione & ſcrupulo in animis hærente, profitemur, quòd Regiæ Suæ Majeſtatis, Domini noſtri Clementiſſimi Johannis Caſimiri, Regis Poloniæ & Sueciæ, Domini noſtri, fideles Subditi, prout hucusque fuimus, in poſterum quoque, ad exemplum Anteceſſorum noſtrorum, erimus, & manebimus, interpoſitâ juratâ Fide & per Conſcientiam noſtram, noſtro & noſtrorum Palatinatuum nomine, id firmiter ſtipulamur. Cùm vel maximè Regia Sua Majeſtas, Regno paternè & juxta tenorem noſtrorum jurejurando firmatorum Jurium & Libertatum præeſſe ſub gratioſis & regiis verbis ſpoponderit. Proinde & hoc in majorem ſecuritatem manibus noſtris ſubſcripſimus & Sigillis noſtris corroboravimus. Datum in Caſtris propè Pilciam die XXXI. Julii Anno MDCLXVI. Anno 1666.

XLII.

(1) *Traité & Convention paſſée entre* FREDERIC GUILLAUME *Marquis de Brandebourg*, *&* PHILIPPE GUILLAUME *Palatin du Rhin Duc de Neubourg*, *Fait à Cleves*, *le* 9. *Septembre*, 1666. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*. Tom. XII. pag. 754. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. IX. Lib. X. Cap. XIX. pag. 465. dans CHRISTOPH. GASTELIUS, *de ſtatu publico Europæ noviſſ.* Cap. IX. pag. 438; dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 170. & dans LUNIG, *Teutſches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 210.] 9. Sept. BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

SOit à un chacun nottoire par ces preſentes qu'il appartiendra, c'eſt à ſçavoir, qu'aprés le deceds du Seigneur Jean Guillaume dernier Duc de Juillers & de Cleves d'heureuſe memoire divers Accords & par *interim* & proviſionels avoient été dreſſez entre le Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume, Marckgrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire Romain, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juilliers, Cleve, Bergue, Stetin, Pomeranie, Caſſubie & Venden comme auſſi de Sileſie, Croiſe & Jagerendorp; Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, Minden & Camin, Comte de la Marck, & Ravensberg, Seigneur de Raveſtein, & auſſi des Païs de Lauwenbourg & Buttauw; Et le Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Philippe Guillaume Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Julliers, Cleve & Bergue, Comte de Feldens, Spanheim, de la Marck, Ravensberg & Meurs, Seigneur de Ravenſtein &c. comme auſſi entre les Predeceſſeurs de leurſdites deux Serenitez Electorales, d'heureuſe mémoire, à cauſe des Païs de Julliers & de Cleves & Dependances, & qu'on étoit convenu entre autres choſes de cet Article, qu'à l'égard du partage des Païs, ils attendroient une Sentence deffinitive, & qu'aucune des Parties, ſur peine de perdre ſon Droit, n'attenteroit rien au contraire; l'experience neantmoins auroit fait voir, que bien loin, que leſdites Negociations proviſionelles ayent affermi l'Amitié d'entre Sa Serenité Electorale & le Prince Sereniſſime, & avoir mis leurs Païs & Habitans dans la Paix & le repos qu'on avoit ſouhaitté, le but propoſé n'ayant pas réuſſi, leſdits Païs & Habitans ont été reduits à pluſieurs incommoditez, Guerre & troubles, par où ils ont été precipitez, non ſeulement dans des Dommages inſurmontables, mais qu'il étoit à craindre au cas que les differens, (dont la deciſion & la fin ne peut pas à cauſe de l'importance de l'affaire & du pouvoir des Pretendans ſe faire ſi tôt) ne ſoient pas tout à fait terminez, ils ne cauſent enfin la totale ruine deſdittes Seigneuries & Païs au grand prejudice & deſavantage du Cercle de Weſtphalie qui ſeroit ſans doute ſuivi de celui de tout l'Empire Romain, leurdites Serenitez ſe ſont mis devant les yeux le devoir auquel ils ſont obligez à l'Empire & à leur Patrie, dont ils ſont tenus de procurer la ſureté & la proſperité, qui ne dependent pas peu de la conſervation des Païs en queſtion comme étant ſcituez ſur les Frontieres dudit Empire, mais qu'ils ont auſſi ſur tout conſideré, que Sa Majeſté Imperiale preſentement régnante,

(1) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'eſt pas l'Original, on ne le met ici qu'en François.

te, & ſur tout auſſi l'Empereur Ferdinand III. d'heureuſe memoire, auſſi bien que les conſiderables Potentats qui ont aſſiſté aux Traittez Generaux de Paix d'Oſnabrug & de Munſter, ont recommandé & conſeillé tres-inſtamment à leurs Serenitez Electorales de preferer les voyes amiables à celles de fait pour terminer les differens & diſputes; leursdites Serenitez pour témoigner le reſpect qu'ils doivent à Sa Majeſté Imperiale & au Saint Empire Romain, pour l'edification & augmentation d'une ſincere & ferme Amitié & Voiſinance, & par une confiance de parenté entre eux, & leurs Maiſons, auſſi bien que par un mouvement d'affection qu'ils ont pour leur Patrie, leurs Païs, Villes & Habitans d'icelles, qui ſe ſont plaints pluſieurs fois que ces affaires litigieuſes & indeciſes, étoient la ſource & origine de tous leurs malheurs, & qu'à cet égard il étoit fort à ſouhaitter d'en voir une fin par une Compoſition amiable, mettant à part toutes leurs veues & leurs avantages particuliers pour ce qui concerne les differens nez au ſujet deſdits Païs de Julliers, Cleves & dépendances, ils ont tant pour eux, que pour leurs Succeſſeurs au nom de la ſainte Trinité, à l'honneur du nom du tres-haut, mais particulierement pour la proſperité & edification de ces Païs & de leurs Habitans, en conſequence des Articles & Conditions ſuivantes, qui ont été dreſſez par les Deputez ci-deſſous nommez en vertu de leur Inſtruction, ſçavoir de la part de Sa Serenité Electorale de Brandebourg l'honorable Seigneur Otton, Baron de Suerin Seigneur de Oudenlandsberg & de Zaeghen &c. Chambellan Hereditaire de l'Electorat & Marquiſat de Brandebourg, premier Préſident & Conſeiller privé & feodal de Sadite Serenité Electorale de Brandebourg, & Commandant d'Orengeburg de la part de l'Epouſe Sereniſſime dudit Electeur; comme auſſi, le tres noble & ſçavant Seigneur Warnard Guillaume Blaſpiel Conſeiller privé de Sadite Serenité Electorale de Brandebourg, & Conſeiller de la Regence & Chambre de Cleve & de la Marck, & Noble & ſçavant Seigneur François Mainders auſſi Conſeiller intime & Secretaire de Guerre dudit Electeur; Et de la part du Prince Sereniſſime Palatin de Neubourg le Seigneur Jean Henri Baron de Winckelhuyſen, Rimberg & Morp &c. Conſeiller intime dudit Prince de Neubourg & Chancelier de Juillers & de Bergue, &c. Official à Duſſeldorp, & auſſi le noble Seigneur François de Gieſe, Seigneur de Lutmanſtein, Simmegen, & Sibeldorp, Conſeiller intime du Prince Palatin de Neubourg, Vice-Chancelier de Juilliers & de Bergue, &c. ſont aprés une Negotiation diligente & fermement, hereditairement, pour toûjours & irrevocablement accordez & convenus.

I. Premierement. Sadite Serenité Electorale, & le Prince Sereniſſime ont expreſſement ſtipulé, & confeſſent par ces preſentes que par ce Traitté leur intention n'eſt pas de prejudicier au Droit des autres pretendans & de ceux qui ont quelque choſe à dire à l'égard des ſuſdits Païs de Julliers & de Cleves, ni en tout ni en partie; mais il ſera libre à chacun de pourſuivre ſon Droit au lieu où il apartient & de pouvoir y attendre la-deſſus Jugement & Sentence.

II. Et en ſecond lieu, comme Sa Serenité Electorale & le Prince Sereniſſime ont en veuë par ce Traitté qu'à l'avenir entre eux & leurs Deſcendans il y ait une ſincere Amitié & bonne Intelligence & qu'auſſi toute diviſion, meſintelligence, & debats ſoient totalement otées, accordées & annullées, & qu'il ne ſoit plus jamais parlé de ce qui s'eſt paſſé au deſavantage de l'un ou l'autre, leurſdites Serenitez s'obligent & promettent en vertu des preſentes qu'ils vivront dorenavant l'un avec l'autre comme fideles Amis, Voiſins & Couſins, cherchant fidelement, & de leur mieux à procurer & avancer la proſperité l'un de l'autre, & de detourner leur domage de tout leur pouvoir, & même de ſe temoigner l'un à l'autre dans les occaſions qui ſe preſenteront, toute Amitié ſincere & voiſinance, & qu'en cela aucune conſideration ne les empechera de recommander à leurs Enfans & Deſcendans la continuation fidele & ſoigneuſe de cette ſincere Amitié & bon deſſein.

III. Comme auſſi en troiſiéme lieu, que les Païs de Julliers, Cleves & Dependances par le moyen de ce Traité ne ſeront plus moleſtez ni diviſez, mais plutôt reunis, & les Villes, Habitans & Sujets, ſe comporteront en bons Amis & bons Voiſins, comme ſemblablement les Privileges & Libertez de leurs Serenitez dans le Gouvernement de ces Païs ne ſeront ôtez ni amoindris le moins du monde, mais par ce Traitté comme il eſt dit, ſeront ramenez leſdits Païs dans un repos & ſureté ſolide, & demeureront delivrez de tous troubles, dommages & ruines de la Guerre.

IV. En quatriéme lieu, demeureront Sa Serenité Electorale & ſes Deſcendans en pleine & paiſible poſſeſſion des Duchez de Cleves & des deux Comtez de la Marck & Ravensberg, enſemble dans tous ſes Regales, Droits, Juſtices, Fiefs, revenus ordinaires & extraordinaires de quelque nom qu'on les puiſſe nommer, mais que le Sereniſſime Prince Palatin de Neubourg & ſes Deſcendans retiendront les deux Duchez de Julliers & de Bergue, enſemble les Seigneuries de Wynendael & Bresques avec tous les Regales, Droits, Juſtices, Contrées, revenus ordinaires & extraordinaires, quelque nom qu'on leur puiſſe donner, de la maniere que les ont & poſſedent preſentement Sadite Serenité Electorale & ledit Prince Sereniſſime & à l'égard du Droit qu'elles ont auſdits Duchez & Comtez, & ne pourra une Partie à l'autre mouvoir aucune difficulté ou controverſe à cet égard, ſoit par les voyes de la Juſtice ou autrement: mais ſeront dorenavant entre leurs Serenitez Electorales les diſputes & differens qui ont regné juſques à preſent au ſujet deſdits Païs, entierement aſſoupis.

V. En cinquiéme lieu, pour l'Accord qui concerne la Seigneurie de Ravenſtein, Sa Serenité Electorale a allegué que ladite Seigneurie lui doit être laiſſée en vertu de la Convention du dixiéme Avril mil ſix cens quarante-ſept faite aprés le deceds du Comte Palatin Wolfgangh Guillaume d'heureuſe memoire, mais le Prince Sereniſſime pretend de la retenir pour luy par le Traité du vingtiéme May de l'année mil ſix cens quarante-neuf, en ſorte, que les deux Parties voulant l'une & l'autre inſiſter ſur leur Droit, elles ont trouvé bon de le remettre à un Compromis, & d'en attendre l'iſſuë, & que ce qui ſera fait par ledit Compromis aura la même force & vertu que s'il étoit inſeré de mot à mot dans le preſent Traité.

VI. Mais en ſixiéme lieu, quoy que ces Païs ſoient partagez de la maniere que deſſus entre Sa Serenité Electorale & ledit Prince Sereniſſime, & que chacune des Parties, pour l'amour de la Paix & de la Tranquillité de ces Païs & de leurs Habitans ſe departe du Droit qu'elle y a, tous leſdits Païs, comme il eſt porté au troiſiéme Article, demeureront neanmoins inviolablement & inſeparablement unis & liez enſemble, & retiendront conjointement & en particulier leurs communs & ſpeciaux Privileges, enſorte qu'ils ne pourront dorenavant être detachez les uns des autres, ni que rien en pourra être aliené; & au cas que l'un ou l'autre deſdits Païs vienne à ſouffrir quelque moleſte ou irruption injuſte, en ce cas les autres Païs, comme Membres apartenans à Sadite Ser. Elect. & au ſuſdit Prince Sereniſſime, s'aſſiſteront l'un l'autre comme fideles Confederez, Amis & Voiſins & avec des Forces unies ſe donneront le ſecours neceſſaire, pour ſe tirer & liberer d'oppreſſion, pour plus grande ſureté dequoy Sa Serenité Electorale & le Prince Sereniſſime ont renouvellé l'Union, faite entre le Duc Guillaume de Julliers, &c. & le Duc Jean de Cleves d'heureuſe memoire, & aprouvé & ratifié par l'Empire Romain, par le moyen dequoy, au cas que l'un ou l'autre des Droits & Regales, vinſſent à être violez, & la Juriſdiction ou un des Païs ou une partie d'icelui vînt à être detaché de l'autre, on pourra *junctis conſiliis & viribus* l'empêcher & detourner étant obligez l'un l'autre *ad mutuam & pleniſſimam evictionem*, & procurer l'indemnité au *pro rata*; neanmoins quand une des Parties ſera menacée de quelque danger, elle ſera obligée auſſitôt que cela ſera venu à ſa connoiſſance d'en donner avis à l'autre, afin qu'on ſe puiſſe ſelon l'occaſion tant mieux mettre en poſture, & en intervenant par des voyes raiſonables detourner de tout le mieux qu'il ſe pourra, ainſi qu'en effect Sadite Serenité Electorale, & ledit Prince Sereniſſime s'engagent reciproquement, au cas que l'un ou l'autre des Païs vînt à être moleſté de quelque charge injuſte, de le detourner par tous moyens permis & utiles, & par ce moyen delivrer leſdits Païs & les Sujets d'iceux.

VII. En ſeptiéme lieu, Sa Serenité Electorale, & le Sereniſſime Prince, au cas que ces leurs Païs & Sujets vinſſent *ex capite Succeſſionis univerſalis & particularis* à être attaquez en tout ou en partie pour quelque Droit qu'on y pretendroit avoir, joindront leurs Forces pour les deffendre conjointement & l'un pre-

nant

ANNO 1666.

nant le parti de l'autre le maintenir fidelement dans ſa Principauté & ſes Païs. Par où cependant, on ne pretend ôter à perſonne de pouſſer ſon pretendu droit *in foro competenti*, & au cas que par cette iſſuë Sa Serenité Electorale, & le Sereniſſime Prince vinſſent contre toute attente, à être privez de quelque choſe, en tels cas ils s'aſſiſteront l'un l'autre à en obtenir l'indemnité, & ce que l'une ou l'autre Partie aura perdu, dedomagement en ſera fait à proportion de la part de la partie deſdits Païs qui ſera perduë.

VIII. En huitiéme lieu, encore qu'il ſoit dit, comme il ſeroit par l'Article quatriéme, que les Païs partagez, & chacune des Villes, leurs Habitans & Sujets ſont obligez tous & un chacun de rendre leur devoir, obeiſſance, fidelité, & ſoumiſſion, Sadite Serenité Electorale, & le Sereniſſime Prince, & leurs Deſcendans retiendront cependant à l'avenir le Titre & les Armes de tous les Païs entierement, & non diviſées, comme on en a uſé jusques à preſent; mais un Electeur & Prince écrivant aux autres Villes & Sujets deſdits Païs de Julliers, Cleves & Dependances continuera de ſe ſervir des mots de fidelle ame pour plus grande union & fermeté de ces Païs, ſauf neanmoins la Superiorité & Prérogative territoriale d'un chacun qui demeurera ſans atteinte.

IX. En neuviéme lieu, auſſitôt que ce Traité ſera amené à ſa perfection, on fera pour ces Païs un Reglement convenable, & chaque Electeur & Prince recevra les foi & homage du ſien, de la maniere, & comme on en eſt particulierement convenu, & l'on établira le Gouvernement & Adminiſtration du Païs d'une telle maniere que cela ſoit à ſon avantage & proſperité, & conformement aux Privileges du Païs, enſorte que chaque Electeur & Prince en ſoit reſponſable devant Dieu, & Sa Majeſté Imperiale & le St. Empire, puis qu'on leur confie la proſperité deſdits Païs.

X. En dixiéme lieu, les Archives, Documents, Regiſtres & Reconnoiſſances mis és mains de l'un & de l'autre Electeur & Prince & qui concernent les Principauté, Comté & Seigneurie de l'autre, ſeront de bonne foy, & reciproquement produits & livrés, ſans en rien retenir. Mais les Inſtrumens communs, ſeront gardez dorenavant, aux lieux où ils ſe trouvent preſentement, & toute fois & quand l'un ou l'autre des Electeur & Prince aura beſoin de quelque Document, ou Inſtruction, des Archives, Chancellerie ou Regiſtres de l'autre, & qu'il les demandera il lui en ſera accordé communication, ſans qu'on uſe en cela de tromperie.

XI. En onziéme lieu, le Commerce & Negoce par Eau & par Terre ne ſera fermé à perſonne dans ces Païs, mais lui ſera par tout accordé un libre cours, & perſonne n'y ſera injuſtement & contre la coûtume ſurchargé.

XII. En douziéme lieu, quant à ce qui concerne la Monoye, chaque Electeur & Prince, permet dans ſa Principauté & Païs les *Pregues & Cirici*, ſi cela ſe trouve, ſelon la conjoncture des tems, profitable & pour le bien des Sujets, comme auſſi neceſſaire & utile pour l'avancement du Commerce, dont il repondra au jour des Aſſemblées des Cercles; & s'il ſe trouve en effect que ces Frontieres, & particulierement ces Païs ſe rempliſſent trop de mechante petite Monnoye, & que cela tende au deſavantage du public & à la ruine d'iceux Païs, leurs Serenités Electeur & Prince, penſeront aux voyes & moyens de prévenir un tel mal, en decriant telle mechante Monoye, en communiquant cette affaire aux Voiſins, comme il a toûjours été uſité, afin qu'il y ſoit mis bon ordre.

XIII. En treiziéme lieu, chaque Souverain du Païs, & les Officiers, tant dans les Villes que du plat Païs, & quand les Habitans de l'autre Païs, auront quelque choſe à demander ou ſoliciter, il leur ſera fait bonne, prompte, & brieve juſtice, ſans difference de Religion, ſans les trainer en longueur & les conſumer en frais. Cependant *in caſibus denegatæ*, *vel proſtratæ juſtitiæ*, ou ſous quelque autre pretexte ou ſujet, ſur le donné à entendre des Parties, ne ſera procedé à la repreſſaille, mais un Prince avertira l'autre & ſes Officiers auparavant, pour éviter, en donnant inſtruction circonſtantiée de l'affaire & de l'importance d'icelle, toutes voyes de fait, Saiſies, Arrêts & autres Procedures contraires à l'Amitié quelles qu'elles ſoient, mais on entretiendra du mieux une bonne Voiſinance, & en outre l'on vivra conformement au Droit commun, les Conſtitutions de l'Empire, l'Ordre du Païs & les Uſages & louables Coûtumes: ſemblablement aucun Electeur ne pourra proteger dans ſon Païs les Fugitifs & Relegués de l'autre, ni leur accorder de Sauf-conduit, Paſſeport, Retraite, ſureté ou autre avantage; mais quand telles Perſonnes viendront des Païs d'un Souverain dans le Païs de l'autre, ils ſeront ſur la demande qui en ſera faite, ramenez au lieu d'où ils ſeront venus.

ANNO 1666.

XIV. En quatorziéme lieu, ſi contre toute eſperance, il arrivoit entre les Deſcendans deſdits Electeur & Prince quelque different ou meſintelligence au ſujet du preſent Traité, perſonne ne pourra ſe ſervir des armes ni recourir aux autres voyes de fait, mais tels abus & diſputes, quelles qu'elles ſoient ou puiſſent être nommées, ne ſeront vuidées que par la voye de la Juſtice ou par compoſition amiable, par devant des Arbitres, & celui qui ſera grévé & lezé aura la liberté de choiſir laquelle il voudra de ces deux voyes, en ſorte que les deux Electeur & Princes entreprendront l'un avec l'autre la Sentence *modo compromittendi*, ſuivant lequel Formulaire les meſintelligences qui auront été muës entre eux, ſi l'affaire n'eſt pas reduite en Procez formel, ſeront accordées & decidées, *abſque ſtrepitu & prolixitate*; Et, ſingulierement ſi au ſujet de quelqu'un de l'un ou l'autre Païs ou Souveraineté, il ſurvient quelque abus à l'égard de quelques Biens ſcitués ſur l'autre, Sujets, Exemptions & Prerogatives pretenduës ou pour quelques preſtations & cas mixtes, & au ſujet de quelques affaires concernant les Limites des deux Païs, les Electeur & Prince nommeront auſſitôt des Commiſſaires pour entrer en bonne Negociation, afin que par telles meſintelligences, ce bon deſſein & l'Amitié & Voiſinance ne puiſſe recevoir d'atteinte.

XV. Les deux Electeur & Prince feront leur poſſible pour obtenir de Sa Majeſté Imperiale l'Inveſtiture de ces Païs, & le Titre de la Chancelerie Imperiale & de l'Empire, & ne feront & travailleront pas moins de leur mieux qu'à l'un & l'autre Electeur & Prince in *Comitiis Imperii, votum debitâ ſeſſione* leur ſoit accordé à chacun en particulier, afin qu'on ne doute pas que Sa Majeſté Imperiale & les Cercles de l'Empire y conſentent, & qu'on ſoit de tant meilleure volonté quand il s'agira de la levée des charges de l'Empire: Et comme les Ducs de Julliers, Cleves & Bergue &c. d'ancienneté ont été ordonnez à la Deputation ordinaire de l'Empire leſdits deux Electeur & Prince, feront leur diligence, pour n'en être pas davantage exclus, mais qu'ils y ſoient admis; & afin qu'il n'y ait plus de debat au ſujet de la Religion que comme Duc de Julliers, Cleves, & Bergues, & à cauſe des autres Principautez, & Païs qu'ils ont dans le St. Empire Romain leur Place leur ſoit admiſe dans la Deputation de l'Empire; Auſſi fera-t-on tout le poſſible que les *Preſentationes* ad *Cameram* ſoient dorenavant executez à l'égard du Cercle de Weſtphalie & puiſſent avoir leur effect.

XVI. Par les revenus & charges de l'Empire & des Cercles, Sa Serenité Electorale de Brandebourg s'eſt plaint des *pregravations* de ſon Païs de Cleves & Dependances; Mais comme Sa Serenité de Neubourg a remontré contre cela, que cette affaire regarde tout l'Empire, & qu'il n'étoit pas en ſon pouvoir de faire aucun changement dans les Cotiſations à l'égard des Païs de Julliers, Cleves, & Dependances, ayant ſemblablement ſujet de ſe plaindre tous deux à cauſe de la grande impoſition du Duché de Julliers, & quoi qu'on ait ainſi laiſſé ſur ce point la choſe par les anciennes Matricules de l'Empire que chaque Principauté & Comté retiendroit ſes anciennes quotes; dans les revenus de l'Empire & des Cercles, neantmoins les deux Electeur & Prince ſe reſervent de demander en tems & lieu convenable une moderation convenable pour leurs Païs, & de ſoutenir & aſſiſter autant qu'il ſe pourra les Villes & Sujets qui ſe plaindront deſdites *pregravations*; dans les autres occaſions neantmoins qui arriveront, les deux Electeur & Prince ne feront rien pour la ſureté & avantage de leur Païs, ſans l'interêt commun de l'Empire & des Cercles, mais s'aſſiſteront iceux pour la deffence de ces Païs.

XVII. Et comme le Point de la Religion & ce qui en depend a cauſé juſques à preſent beaucoup de meſintelligence, comme le ſujet le plus grand & le plus important, aprés pluſieurs peinibles Negociations on eſt enfin convenu pour des raiſons à ce mouvantes, que les Collations des Prelatures Eccleſiaſtiques, Prebendes & Benefices qui appartiennent auxdits Princes dans leſdits Païs de Julliers, Cleves & Dependen-

ces

ces ſeront conferez alternativement de mois en mois par leſdits deux Electeur & Prince ſuivant l'ordre uſité dans les Recès, qui ſeront obſervés inviolablement en tous leurs Points & Articles par leur Serenitez & par leurs Deſcendans; & ne ſera agi en aucune maniere au contraire; & ſeront de telle force & valeur que s'ils étoient contenus mot pour mot dans ces preſentes.

XVIII. Le different à l'égard du *Directoir* dans le Cercle de Weſtphalie eſt ainſi accordé, que ce qui a été ci-devant traité & convenu entre les deux Electeur & Prince à Dorſte, par la Mediation & progrès du Seigneur Evêque de Munſter, demeurera en ſa force, & dorenavant le Directoir ſera conduit par l'Electeur à cauſe des Païs de Julliers, Cleves, & Dependences avec l'Evêque de Munſter & ce alternativement, avec cette Clauſe neantmoins que pour le Directoir les deux Electeur & Prince n'auront qu'une voix & l'Evêque de Munſter une, comme juſques à preſent; & ainſi deſormais dans toutes les Aſſemblées generales & particulieres des Cercles quand & toutes les fois qu'il y aura quelque choſe à deliberer avec leſdits Princes ſeuls ou avec les autres Cercles enſemblement au ſujet de l'Etat des Cercles, les Princes auront la premiere voix, les Electeur & Prince, s'accorderont auſſi chaque fois avec ledit Evêque à l'égard des propoſitions & concluſions; & perſonne d'eux trois ne dreſſeront aucun *Actum Directorii Circularis* en particulier, ſans le communiquer entre eux auparavant d'une maniere convenable; ils ne donneront non plus aucune expedition ou execution, que leſdits deux Electeur & Prince n'en ayent communiqué avec ledit Evêque, & qu'ils ne ſe ſoient accordez ſur ce ſujet; Quand il y aura une Aſſemblée de Païs à tenir, tous les Directeurs, ſçavoir le Seigneur Evêque de Munſter & leurs Serenitez aſſembleront leur Conſeil & ſe communiqueront les choſes par écrit en confience, mais l'un ne fera rien en cela ſans le ſçû de l'autre; Et au cas qu'il y eût quelque diſſentiment dans les voix on tâchera par une Negotiation amiable & autres voyes convenables de tomber dans un même ſentiment. Mais ſi la choſe ne ſe peut, l'Evêque de Munſter avec l'Electeur de Brandebourg, ou avec le Prince Sereniſſime de Neubourg l'emporteront; dans les autres Actes du Directoir, & ce qui en depend, comme auſſi dans les Seances, & Propoſitions, item dans le recueillement des voix (ce que les deux Electeur & Prince ſeulement promettent) ils auront chacun leur tour par jour; il eſt auſſi convenu qu'on donnera connoiſſance de ce preſent Traitté à la premiere Aſſemblée de Païs qui ſe tiendra: le Palatin Neubourg fera la premiere Propoſition, & l'Electeur de Brandebourg le jour d'apres conduira le Directoir, & ainſi chaque fois, alternativement. Mais dans l'Aſſemblée ſuivante l'Electeur de Brandebourg fera ſa Propoſition, & ainſi ſera fait alternativement d'un jour d'Aſſemblée à l'autre; quand donc les Princes apellez & les Directeurs auront accordé leurs Propoſitions & les auront manifeſtées aux Cercles, & que les voix auront été recueillies elles ſeront diligemment examinées ſelon la pluralité des voix ſera au nom de tout le *Directorium* dreſſé le *Concluſum* & prononcé par leſdits Electeurs & Princes qui ce jour-là conduiront le Directoir, & toutes les Expeditions ſeront dreſſées au nom de la Communauté: Et comme les precedens Ducs de Julliers, Cleves & Bergue gardoient toûjours les Archives du Païs à Duſſeldorp & que c'étoit à eux d'écrire au nom du Païs & de coucher les Expeditions ſur le papier, cela demeurera encore au même état, mais les deux Electeur & Prince pourront avoir leur accez libre & ſans empêchement auxdites Archives, & leur ſera communiqué ce qu'ils deſireront ce préallablement ayant été revu & aprouvé par les deux Electeur & Prince ou leurs Regens Succeſſeurs, en faiſant laquelle ſouſcription ſera obſervée la maniere ſuivante.

PREMIEREMENT.

De la part du Directoir de Munſter.	& enſuite	De la part du Directoir de Julliers & de Cleves.

La premiere par l'Evêque de Munſter ſeul, & l'autre par l'Electeur de Brandebourg & Palatin Neubourg conjointement, mais ſigné de telle maniere que les Electeur & Prince auront chacun leur tour; & quand il écherra d'expedier les Ecritures particulieres dans le Cercle, ils ſigneront les premiers, autrement ce ſera alternativement, mais dans les cas où les Expeditions ſeront données à tous les Cercles ou à la plus grande partie, il eſt jugé à propos de ſuivre l'ordre uſité preſentement dans leſdits Cercles, & ainſi dans les premieres Expeditions generales du *Landtdag*, Palatin Neubourg & Paterborn & Brandebourg & &, ainſi de ſuite, mais aprés l'Electeur de Brandebourg, Palatin Neubourg, & auront la premiere Signature, & ainſi ſera fait ſucceſſivement tour à tour, néanmoins il eſt convenu par ces preſentes, que ſi Sa Serenité Electorale de Brandebourg ſigne le premier, & qu'il ne le faſſe pas lui-même, mais qu'il le faſſe ſigner par ceux de la Régence de Cleves, alors la Signature ou nom du Conſeil ſouſigné, ne ſera pas ſur une même ligne avec les Principaux Seigneurs, mais comme on le peut voir cy-deſſous, & où il y a N. N. de la maniere ſuivante.

Souſcription de

CHRISTOF. BERNARD. pour le titre.	FREDERIC. GUIL. pour le titre.	PHILIPS GUIL. pour le titre.

Souſcription.

CHRISTOF. BERNARD.	au lieu & de la part de ſon Alt. Gl. S. Elect. Seren. de Brandebourg. N. N.	PHILIP. GUIL.

A moins que celui qui ſignera au nom de Sa Serenité Electorale ne fût un Prince d'une ancienne Maiſon, auquel cas il ne ſera ſigné qu'en une même ligne; Et vensberg, afin que Sa Serenité de Brandebourg à cauſe de ſes Païs de Cleves, Marck, & Racomme auſſi Sa Serenité de Nieubourg à cauſe de ſes Païs de Julliers, Bergue, puiſſent donner une valable voix au *Landdag*, cela ſera pourtant dirigé de cette maniere qu'à la ſuſditte Aſſemblée ou *Landdag*, au premier recueillement de voix, le Palatin Neubourg votera pour Cléves aprés Munſter, & ainſi par échange depuis le Banc Eccleſiaſtique, en continuant par le ſeculier prendra les voix juſques à la fin, & declarera alors la ſienne. Mais dans telle Aſſemblée l'Electeur de Brandebourg, ſuivra Munſter pour demander les voix à cauſe de Julliers, & continuera de la maniere ſuſdite juſques à la fin, ſurquoy la concluſion ſera fermée comme deſſus ſuivant les voix, qui ſeront recueillies, outre cela la maniere ſuivante ſera obſervée entre Munſter & les deux Electeur & Prince, comme il a déja été mentionné en partie, à ſçavoir que toutes les affaires du Païs ſeront deliberées, expediées, & exceptées en commun & qu'il ne ſera rien fait par l'une ou l'autre des Parties ſeparement, mais ſeront obſervez les Articles ſuivants. Les Etats du Païs ſeront aſſemblés & un *Landdag* aſſigné au deſir de Sa Majeſté Imperiale ou pour quelque autre neceſſité importante, & ceux qui l'aſſigneront de la part des Electeur & Prince tant *de materia proponenda* que pour la Place qui ſera choiſie s'accorderont au preallable, ou par écrit ou en envoyant leurs Conſeillers, & avant que cela ſoit fait il ne ſera point fait d'Aſſemblée ni n'y aura de *Landtdag* aſſigné, Et ſi Sa Majeſté Imperiale ou l'un ou l'autre de ces Princes aſſignent un jour d'Aſſemblée pour des affaires concernant les Cercles, il ne ſera en cela rien fait ni entrepris que *conjunctis conſiliis & votis*.

Secondement il eſt auſſi convenu que dans toutes les Aſſemblées des Cercles ledit Prince Evêque de Munſter, ſuivant ſon Etat Eccleſiaſtique aura toûjours la Preſéance ſans contradiction ſoit qu'on ſoit aſſis, ſoit qu'on ſoit debout, ſoit pour voter, ſigner, ſceller & ainſi dans tous les Actes qui concerneront les affaires du Païs, comme il eſt icy mentionné plus amplement.

En troiſiéme lieu, dans les Aſſemblées & *Landtdags* les Propoſitions de la part du Directoir de Julliers & de Cleves ſe feront bien par avis commun, ſoit que tous trois Electeur & Princes fuſſent d'accord ou qu'il arrivât quelque difference dans les voix, ſur quoy il ſeroit conclu à la pluralité, de la maniere que deſſus & pro-

ANNO 1666. prononcé au nom du ſuſdit Directoir, mais en recueillant les voix, ſoit en faiſant quelque Propoſition aux Etats l'Evêque de Munſter donnera toûjours ſon ſuffrage & ſa voix le premier.

En quatriéme lieu, quand les Etats aſſemblez auront donné leur voix, & que le Directoir les aura fait enregiſtrer par les trois Secretaires avec la diligence requiſe, les voix données ſeront conferées & ce qui ſera conclu conjointement ſera auſſi enregiſtré & pour lors prononcé par le Directoir de Julliers & de Cleves, enſorte que le Regiſtre ou Prothocol ſera gardé par le Secretaire juré du Païs, & ſera neanmoins libre, à chaque Electeur & Prince, d'adjoindre quelqu'un au Prothocol.

Que ſi, en cinquiéme lieu, quelques Concepts ou Ecrits ſe donnoient au nom des Cercles ou Princes Directeurs ils ſeront dreſſez par les Secretaires jurez du Païs, quand même ce ſeroient des Patentes & Lettres miſſives avec des ſuperſcriptions ou des ſignatures accompagnées de titres, ſelon l'occurrence des cas, & la condition de ceux, à qui leſdites Lettres ou Patentes ſont envoyées, ce ſera l'Evêque de Munſter qui precedera comme il eſt mentionné dans la part. 2. cy-deſſus dans les expeditions, qui en ſeront faites, mais ils ne ſeront envoyez qu'aprés qu'ils auront été aprouvez & ſouſcrits par ledit Evêque de Munſter & par leſdits deux Electeur & Prince, en quoy il ſera auſſi loiſible audit Evêque de changer, diminuer ou ajoûter aux ſuſdites choſes, mais il en ſera au preallable communiqué, ſi changement ſe fait, avec leurs Serenitez, avant que de les envoyer, & afin que le tout ſe faſſe & quant à la forme & quant à la matiere unanimement de tout côté, & s'il arrivoit que l'Electeur de Brandebourg & le Palatin de Neubourg à cauſe de Julliers & de Cleves ne fuſſent pas d'accord en cela, elles ſeront adreſſées, comme a été dit, à la pluralité des voix, aux Cercles par le Sindic du Païs ou Maître des Deniers.

En ſixiéme lieu la nomination des Officiers aux Charges, ſe fera conjointement, & ils ſeront payez des Deniers communs qui ſeront levez avec la connoiſſance des Etats.

En ſeptiéme lieu par les Electeur & Prince Directeurs le lieu pour la garde de la Caiſſe commune ſera ordonné ſelon que les tems & les occaſions le permettront ſur la Convocation qui ſe fera des Etats, & ſuivant que l'interêt du Païs le requerra, & ce afin que les Etats conjointement en repondent.

Enfin & en huitiéme lieu les executions & ce qui ſera entrepris de plus dans les affaires du Païs ſeront pouſſez par les Electeur & Prince Directeurs & par l'un ou l'autre en particulier, mais ne ſera rien entrepris par l'un ſans le ſçû & conſentement de l'autre; c'eſt pourquoy à l'égard de la deffence cy-deſſus mentionnée entre Julliers & Cleves, elle ſera obſervée comme elle y eſt exprimée, comme auſſi il a à cet égard été expedié à Ratisbonne un Recès particulier de la même teneur entre le Prince de Munſter & celui de Neubourg en datte du deuxiéme Juillet mil ſix cens cinquante-trois, iceluy, (comme il eſt amplifié à l'égard du Duché de Cleves) confirmé par ces preſentes, en quoy auſſi ce Point eſt equitable, & ce qui, à cet égard, de la ſuſditte maniere eſt convenu eſt tenu pour ferme, & afin qu'il ne ſoit rien fait au contraire en ſera de tout communiqué un Extrait au Seigneur Evêque de Munſter, & ſera convenablement requis par les deux Electeur & Prince qu'elle y tienne ſa place.

XIX. Et comme par la grace du Trés-Haut les deux Electeur & Prince ſont convenus enſemble de la maniere ſuſdite, & que le Traité proviſionel & par *interim* cy-devant dreſſé eſt par là ceſſé & arrêté par les Articles cy-deſſus, ils veullent en vertu des preſentes qu'au Procez agité juſques à preſent par devant le grand Conſeil Imperial & de l'Empire à cauſe de ces Païs, & à l'égard du Droit de Succeſſion prétendu par les deux Parties, il ſoit entierement renoncé & qu'il ſoit annullé & veullent le faire ſçavoir à Sa Majeſté Imperiale, & la prier en même tems de caſſer abſolument ledit procez, pour ce qui concerne ledit Electeur & le Prince Sereniſſime & leurs Deſcendans; mais leſdits deux Electeur & Prince l'aſſiſteront de la meilleure maniere *Societatis & conſolidatitis juribus*, & feront tout leur poſſible que ce qui reſte de procez pour ces Païs ſoit terminé. Et que par Sentence deffinitive ils puiſſent être mis en paiſible poſſeſſion deſdits Païs, enſorte qu'ils puiſſent ſe confier parfaitement leurs affaires & joüir d'une parfaite ſureté. ANNO 1666.

XX. Et afin que ce Traité ſoit deſdits deux Electeur & Prince & leurs Deſcendans obſervé plus fermement, leſdits Electeur & Prince ſupplieront tres-humblement Sa Majeſté Imperiale de ſe charger de la guarantie d'iceluy, & la guarantie contenuë dans celuy conclu à Munſter & à Oſnabrug, ſera en la même maniere raportée icy: que ſur la requiſition faite, les Parties contractantes ſe conformeront elles-mêmes à ce preſent Traité, mais entre ces Contractans ne ſeront compris, ni par aucun requis, ceux qui forment des pretenſions ſur la Succeſſion des Païs de Julliers & Dependances; enſorte que ſous quelque pretexte que ce ſoit, il ne ſera nullement permis de retarder ou empêcher, ce qui eſt accordé ſur la matiere mentionnée, non plus que d'entreprendre aucune choſe ſoit en affaires politiques, ou de la Religion, ou Eccleſiaſtiques contre ce Traité. Et ſi, contre toute opinion, il ſe faiſoit par l'un ou par l'autre quelque choſe allencontre, la Partie leſée ſera en droit, d'appeller à ſon ſecours un ou pluſieurs des Garans acceptez par lequel la contravention ſera auſſi jugée avec reparation de tous depens & dommages; mais ſi ce Contrevenant s'y oppoſe & qu'il voulût ainſi troubler, & prendre les armes, & qu'il entreprît quelque choſe contre l'un ou l'autre par repreſailles ou par la force des armes, il encourra *ipſo facto* la peine d'infracteur de la Paix, & perdra par là tout le Droit qu'il pourroit avoir ſur leſdits Païs, ſoit même par cet Accord, au profit de l'autre Partie, & reſtituera celui qui aura ſouffert le dommage dans l'état auquel il étoit avant ce Traité, & y ſera maintenu par les Guarants acceptez, & ſans perdre de tems ſera ſecouru à main forte auſſi-tôt que l'offence ſera faite, & ſera fortement reſtitué & maintenu *cum omni cauſa*; & quoy que pour ce qui concerne les affaires de la Religion, on s'eſt, pour l'amour de la Paix, departi dans l'un & l'autre des regles *Inſtrumenti Pacis*, tout ce qui eſt neanmoins convenu par ces preſentes, ſera compris ſous la garantie & concluſion generale de Paix, & ſera maintenu par iceux Garants.

XXI. Enfin leſdits Electeur & Prince ſupplieront tres-humblement Sa Majeſté Imperiale, de vouloir confirmer le preſent Traité pour plus grande fermeté d'icelui, mais juſques à ce que cela ſe faſſe, ledit Traité & ce qui eſt conclu, comme auſſi toutes les Clauſes & conditions d'icelui, n'en obligeront pas moins chaque Electeur & Prince, de ne rien faire ni ſouffrir être fait allencontre; Et que le tout ſera obſervé par leſdits Electeur & Prince & leurs Deſcendans ſans contradiction, objection ou exception, ou d'avantage ou de leſion, *etiam enormis vel enormiſſimæ*, & ne feront ni ſouffriront être fait autrement qu'il eſt conclu ci-deſſus, par qui que ce ſoit, ni en quoi que ce ſoit. En temoin de quoi les Conſeillers deſdits Electeur & Prince, dont le Plein-Pouvoir eſt mis ci-deſſous, ont ſigné ces preſentes de leurs propres mains, & ſcellé, & ont promis d'en procurer la Ratification, des Seigneurs leurs Principaux dans le tems de dix jours. Ainſi fait, accordé & conclu ſous les ſignatures & Sceaux des Deputez & Plenipotentiaires ſuſdits, à Cleves le dix-neuſiéme Septembre mil ſix cens ſoixante-ſix.

Signé.

(L.S.) OTTON BARON DE SWERIN.
(L.S.) WERNER GUILLAUME BLASPIEL.
(L.S.) FR. MEYNDERS.
(L.S.) JEAN HENRI BARON DE WINCKELHAUSEN.
(L.S.) FRANÇOIS DE GIESEN.
(L.S.) HENR. SCHNELLE.

Plein-Pouvoir de l'Electeur de Brandebourg.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Marckgrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du Saint Empire Romain, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Julliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, de Caſſubie, de Vandalie, Sileſie, Croſſen & Jagerndorp &c. Bourgrave de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, Minden, & Camin, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Ravenſtein, & des

ANNO 1666. des Païs de Lauwenbourg & Butovie &c. ſçavoir faiſons par ces preſentes, comme entre nous & le Sereniſſime Prince nôtre cher Couſin & Compere, le Seigneur Philippe Guillaume Comte Palatin du Rhin, Duc de Julliers, Cleves, & Bergue, Comte de Veldens, Spanheim, de la Marck, Ravenbergh, & Meurs, Seigneur de Raveſteyn, &c. il y auroit eu des differents, à cauſe de la Succeſſion de Julliers, Cleves & dependances, & que diverſes propoſitions d'Accommodement auroient été faites, nous y étant portez avons pour entreprendre, avancer & finir un Traité en nôtre nom & ſous nôtre Ratification, deputé à Sa Serenité nôtre cher & fidele le noble & ſçavant, Otton Baron de Suerin Seigneur de Lantsberg & Zachan, Premier Preſident & Conſeiller privé de la Cour Feodale de Cleves & de la Marck, Commandant d'Orangien, Secretaire des Guerres, Chambellan hereditaire de nôtre Electorat de Brandebourg; Comme auſſi Warnaer Guillaume Blaſpyl & François Meyders & leur avons donné nôtre authorité, & Plein-Pouvoir de traiter enſemblement ou à deux d'iceux en cas d'indiſpoſition ou autre empêchement de l'autre, & conclure comme il a été dit, ſous nôtre Ratification, promettant de les decharger & indemniſer à cet égard. En temoing de quoi, Nous avons ce preſent Plein-Pouvoir ſigné de nôtre propre main, & y avons fait appoſer nôtre Sceau Electoral, ce qui fut fait & donné en nôtre Château de Cleves lieu de nôtre Reſidence le deuxiéme Mai mil ſix cens ſoixante-ſix,

Etoit ſigné.

FREDERIC GUILLAUME Electeur.

Suit le Plein-Pouvoir des Deputez du Palatin de Neubourg. ANNO 1666.

NOus Philippe Guillaume Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavieres, Juliers, Cleves, & Bergue, Comte de Veldens, Spanheym, de la Marck, Ravensbergh, & Meurs, Seigneur de Ravenſteyn; Sçavoir faiſons par ces preſentes; Comme entre le Sereniſſime Prince & Seigneur Frederick Guillaume Markgrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du Saint Empire Romain &c. nôtre cher Couſin & Compere & nous, il y auroit quelques debats au ſujet de la Succeſſion des Païs de Juliers, Cleves, & dependances, leſquels il a été propoſé de terminer, & étant enclins de le faire d'une maniere raiſonnable, Nous avons pour entreprendre, avancer & conclure un Traité à ce ſujet, deputé en nôtre nom à Sa Serenité Electorale le noble Seigneur Jean Henry Baron de Winckelhauſe, nôtre Conſeiller intime de nos Cours de Juliers, Bergue, Chancelier & Officier de Duſſeldorp, auſſi premier Chancelier & Gouverneur de Heimbard, & auſſi Vice-Chancelier & Directeur de la Juſtice, & François de Gieſe Seigneur de Laetzmaeſtein & Simmingen, & Henri Schnell, & les avons authoriſé & donné à iceux nôtre Plein-Pouvoir de traiter & conclure comme dit eſt ſous nôtre Ratification, enſemblement, ou deux d'iceux en cas d'indiſpoſition ou autre empêchement de l'autre, promettant de les en indemniſer. En temoin de quoi nous avons ſigné & ſcellé ces preſentes, du Seau de nôtre Chancelerie. A Duſſeldorp le deuxiéme Mai mil ſix cens ſoixante-ſix.

Signé.

(L. S.) PHILIPPE GUILLAUME.

XLIII.

25. Oct. DANEMARC, LES PROVINCES-UNIES, BRANDEBOURG, BRUNSWIC, ET LUNEBOURG.

Quatruple Alliancie gemaeckt en geſloote tuſchen FREDERICK *de derde Koning tot Denemarcken*, FREDERIC WILHELM *Keurvorſt van Brandenburg, de Staaten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *ende de Vorſten* GEORG WILHELM, *en* ERNST AUGUSTUS *Hertogen tot Brunſwyck Lunebourg, tot onderlinge deffenſie, geruſtheyt ende ſecuriteyt, in s'Gravenhage den* 25. *Octobre* 1666. Met *twee ſeparaete en* SECREETE ARTICULEN *tot elucidatie van 't negende en 't derde Artyckel van deſe Alliancie. Actum den* 25. *October* 1666. Volgen *de* PROCURATIE *van vier hoogſtgemelde Partyen.* [AITZEMA *Saaken van Staat en Oorlogh* Tom. XII. pag. 503. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 483. en Allemand; dans LUNIG *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Cont. II. Abtheil IV. Abſatz III. pag. 147. en Allemand; & dans PUFENDORFF *de Rebus geſtis* FRIDERICI WILHEL. *Elect. Brand.* Lib. X. pag. 663. par Extrait en Latin.]

NAdien den Doorluchtigſten, Grootmachtighſten Vorſt ende Heere, Heere *Frederic de derde* tot Denemarcken, Noorweghen, der Wenden ende Gotthen Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holſteyn, Stormarn ende der Ditmarſen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorſt, &c. De Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, den Doorluchtighſten Vorſt ende Heere, Heere *Frederic Wilhelm*, Marck-Graef tot Brandenburgh, des Heyligen Roomſchen Rijcks Ertz-Cammerer ende Keurvorſt, in Pruyſſen, tot Maeghdeburgh, Gulick, Cleeve, Berge, Stetyn, Pomeren, der Caſſuben ende Wenden, oock in Sileſien, tot Kroſſen ende Jagerendorf Hertogh, Burgh-Graef tot Nu-

XLIII.

Quadruple Alliance, faite & conclue, entre FREDERIC III. Roi de Dannemarc, FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg; les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, & les Princes, GEORGE GUILLAUME, & ERNEST AUGUSTE Ducs de Brunswyck Lunebourg pour leur reciproque defenſe, tranquillité & ſeureté. A la Haye le 25. Octobre 1666. Avec deux ARTICLES SEPARÉS & ſecrets pour l'éclairciſſement & interpretation du neuvieme & du troiſieme Article de cette Alliance. Fait le 25. Octobre 1666. *S'enſuivent* les POUVOIRS & PROCURATIONS deſdites quatre hautes Parties.

25. Oct. DANEMARC, LES PROVINCES-UNIES, BRANDEBOURG, BRUNSWIC, ET LUNEBOURG.

COmme le Sereniſſime & puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic troiſiéme Roi de Danemarck, Norwegue, des Vandales & des Goths, Duc de Sleeſwick, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorſt &c. Les puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; le Sereniſſime Prince & Seigneur Frederic Guillaume, Marckgrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, Caſſubie, Vandalie, Sileſie, Croſſen & Jagerendorp, Burgrave de Nuremberg,

ANNO 1666. Nurenburgh, Vorſt tot Halberſtad, Minden, ende Camin, Graef van der Marck, ende Ravensbergh, Heer tot Raveſteyn, ende de Landen van Lauwenbergh ende Butow, &c. Ende de Doorluchtighſte Vorſten ende Heeren, Heer *Georg Willem*, ende Heer *Ernſt Auguſtus* Gebroeders, reſpective Biſſchop tot Oſnabrugh, beyde Hartogen tot Bruynswijck ende Lunenburgh, ſedert eenigen tijdt herwaerts, achter volgende het *vijf-en-twintigſte* Artijckel van 't Tractaet van nader conjunctie, op gerecht met ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van Brandenburgh, in date den *ſesden* ouden ende den *ſestienden* Februarii nieuwen ſtijl leſtleden, ende het *een en twintigſte* Artijckel van het Tractaet opgherecht met hare Vorſtelijcke Doorluchtigheden van Brunſwijck en Lunenburgh; van dato den *elfden* ouden en den *een-en-twintighſten* September nieuwen ſtijl, *ſeſtien hondert vijf-en-ſeſtigh* overleydt ende gheconſidereert hebbende, wat verdere middelen tot onderlinge geruſtheyt ende ſecuriteyt, by naerdere verbintenis ſoude konnen werden uytgenomen.

Soo iſt, dat tuſſchen de ſelve hoogen Partyen, door hare reſpective alhier in *'s Gravenhage* aenweſende Miniſters ende Plenipotentiariſen, in krachte van hare Procuratien op 't eynde deſes geinſereert, is gemaeckt ende geſlooten eene vaſte ende ſeeckere Alliantie defenſive, beſtaende in de navolgende Poincten ende Articulen, te weten.

I. Dat tuſſchen de hoogſtgemelde hooghe Partyen ſal zijn en blijven een oprechte getrouwe *Vriendſchap* ende Correſpondentie;

II. De welcke daer toe ſtreken ſal, dat d'een des anders beſte getrouwelijck ſal ſoeken te bevorderen, ende deſſelfs ſchaede ende naedeel nae alle vermogen helpen afkeeren ende weeren met ſoodanige macht reſpective als hier na ſal werden verklaert.

III. Ende de onderhoorige Koninckrijcken, Vorſtendommen, Graefſchappen, Landen, Luyden, Steden, ende Sterckten, van de reſpective hooghe Contrahenten in *Europa* gelegen, die de hoogſtgemelte Parthyen contrahenten jegenwoordigh beſitten, ofte die deſelve hier namaels by wettige Succeſſie, ofte onder een rechtmatigen Titul ſouden mogen komen te poſſideren, ſelfs mede die met Guarniſoen van d'hoogſtgemelde Heeren Staten Generael ſijn beſet, te helpen, defenderen ende beſchermen tegens alle die geene, dewelcke die ſouden mogen onderſtaen vyantlijck te Lande te invaderen, ofte met openbaer gewelt te attacqueren, onder wat pretext het ſoude mogen ſijn.

IV. Deſe *Alliantie defenſive* ſal duyren ende cours hebben den tijdt van *ſes* Jaeren, ende in cas d'een of d'andere van de Contrahenten geduyrende dien tijdt door yemandt, wie het oock mochte ſijn, niemandt uyt geſondert, quame aengetaſt ofte beoorlogt te werden, ſullen d'andere niet geattacqueerde deſelve by ſpringen ende te hulpe komen met een ſortabel ſecours ſonder echter daer door te vervallen in *rupture*; te weten. Den Koninck van *Dennemarcken* ende de Heeren Staten Generael yder met *achtien hondert* Ruyters, ende *drie duyſent ſes hondert* Voetknechten, ſijn Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyd van Brandenburgh met *twaelf hondert* Ruyteren en *vier-en-twintigh hondert* Voet-knechten; hare F. F. D. D. van Brunswijck ende Lunenburgh met *ſes hondert* Ruyteren, ende *twaelf hondert* Voet-knechten, onder ſoodaenige Regimenten, Compagnien, Colonels ende andere Officieren, als de reſpective adſiſterende Parthyen gheraetſaem ſullen vinden, ende oordelen tot ſoodaenige adſiſtentie bequaem te weſen, ſullende 't ſelve ſecours gelevert, gepreſteert, ende onderhouden werden ten dienſte van de geattacqueerden, tot koſten van d'andere hoogſtgemelde adſiſteerende Parthyen ſoo dickmaels als yemant vande Contrahenten ſal werden geattacqueert, ofte getroubleert, in manieren als boven verhaelt, volgens dit Tractaet van *Alliantie* defenſive.

V. Den geenen die ſal werden geattacqueert in manieren boven verhaelt, ſal de keure ende optie hebben om 't ſecours te nemen, of alle in *Soldaten*, of alle in *gelt*, of wel een gedeelte in *Soldaten*, ende een gedeelte in *Wapenen*, *Munitie van Oorlog*, *gelt*, of andere Goederen, bequaem om tot den Oorlogh gebruyckt te worden, ſulcx *duyſent* Soldaten ſullen werden getauxeert ofte genomen op *tien duyſent* guldens *ter maendt*, ende een *Ruyter* jegens *twee Soldaten* genomen, naer de cours van de Banck tot *Amſterdam*, te

berg, Prince de Halberſtadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Raveſtein & des Païs de Lauwenbourg & Butow &c; Et les Sereniſſimes Princes & Seigneurs George Guillaume, & Erneſt Auguſte, Freres, Evêque d'Oſnabrug, tous les deux Ducs de Brunſwick & Lunebourg, ayant depuis quelque tems en ça, en conſequence du vingtcinquiéme Article du Traité de conjonction plus étroite, fait avec Sa Serenité Electorale de Brandebourg en datte du ſixiéme vieux ſtile & ſeiziéme Fevrier ſtile nouveau, & du vingt & uniéme Article du Traité fait avec les Princes Sereniſſimes de Brunſwick & de Lunebourg en datte du onziéme vieux ſtile & vingt-uniéme Septembre ſtile nouveau mil ſix cens ſoixante-cinq, peſé & conſideré les moyens qui par une Alliance plus étroite pourroient procurer leur repos & ſureté, leſdittes Parties ont par leurs Miniſtres & Plenipotentiaires étant preſentement à la Haye, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs inſerez à la fin des preſentes, fait & conclu une ferme & ſure Alliance deffenſive conſiſtante aux Points & Articles ſuivants, ſçavoir. ANNO 1666.

I. Qu'entre les ſuſdites Parties il y aura une ſincere & fidelle Amitié & correſpondence.

II. Qui tendra à tâcher d'avancer fidélement le bien les uns des autres, & de détourner de tout leur pouvoir leur deſavantage reciproque avec les Forces qui ſeront declarées ci-deſſous.

III. Et aideront à deffendre & proteger les Royaumes, Principautez, Comtez, Païs, Peuples, Villes & Forts ſcituez en Europe & apartenants auxdittes Parties contractantes, ou qui leur appartiendront ciaprés par Succeſſion legitime ou autre juſte titre, même les lieux occupez par les Garniſons des Seigneurs Etats Généraux, contre tous ceux qui voudroient entreprendre d'y faire invaſion ou de les attaquer à force ouverte, ſur quelque pretexte que ce puiſſe être.

IV. Cette Alliance defenſive durera le tems de ſix années, & ſi dans ledit tems quelqu'une des Parties contractantes venoit à être attaquée par quelqu'un, qui que ce ſoit nul excepté, les autres qui ne ſeront point attaquées ſeront obligées de l'aſſiſter d'un ſecours convenable, ſans pourtant par là être reputez faire de rupture. Sçavoir le Roi de Danemarck & les Seigneurs Etats Generaux chacun avec dix huit cens hommes de Cavalerie, & trois mil ſix cens hommes d'Infanterie; Sa Serenité Electorale de Brandebourg avec douze cens hommes de Cavalerie, & deux mille quatre cens hommes d'Infanterie, ſous tels Regimens, Compagnies, Colonels & autres Officiers que les Parties aſſiſtantes le jugeront à propos & propres pour ledit ſecours, & ſera le ſuſdit ſecours, donné, fourni & entretenu au ſervice de la Partie attaquée aux depens des autres Parties aſſiſtantes toutes les fois, que quelqu'une deſdites Parties contractantes ſera attaquée ou troublée en la maniere ci-deſſus mentionnée, conformement à ce Traité d'Alliance defenſive.

V. Celui qui ſera attaqué en la maniere mentionnée ci-deſſus aura le choix & option d'accepter le ſecours ou en Soldats, ou en argent, ou bien partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres Marchandiſes propres à l'uſage de la Guerre; mille Soldats ſeront taxez & eſtimez à raiſon de dix mil livres par mois, & un Cavalier ſera pris pour deux Soldats, ſelon le cours de la Banque d'Amſterdam, ſçavoir douze mois pour un an,

 &

ANNO 1666.

te weten *twaelf* maenden in 't jaer; ende ſal de betalinge geſchieden in 't begin van yder maent by egale portien, in der voegen, dat in cas deſelve betalinge ten deele of in 't geheel gedaen werden in geldt, de Penningen ſullen gelevert werden ter plaetſe daer den *geattacqueerden* goedtvinden ende bequaemſt oordeelen ſal; maer in gevalle dat die gepreſteert werde ten deele ofte in 't geheel in *Munitie van Oorloge* of andere waeren ende Goederen, bequaem om tot den Oorlogh gebruyckt te werden, ſoo ſal den geadſiſteerden gehouden ſijn deſelve te laeten afhaelen, uyt de Landen van den geenen die 't ſecours furneren ſal.

VI. Soo wanneer 't voorſz ſecours ſal werden gepreſteert in Soldaten ſullen deſelve geheelijck ende 't eenemael werden, ende vervolghens ſijn onderworpen de Commandementen ende ordres vande geenen aen de welcke die werden geſonden of deſſelfs geauthoriſeerden, om ſich daer van te dienen ende te tranſporteren ter plaetſe daer 't hun goet duncken ſal, wel verſtaende te Lande, in 't velt, in belegeringen, tot bewaringen van Steden ende Plaetſen, oock al omme daer ende ſoo dickmaels als het de noot, ofte de nuttigheyt ſal vereyſchen, met deſe reſerve nochtans, dat de Compagnien niet geheelijck vande andere ſullen mogen werden geſepareert, maer dat den minſten *twee of drie hondert* Soldaten van yder Regiment onder haer Vaendelen ſullen te ſaemen blyven.

VII. Naer dat het ſecours ſal ſijn gefurneert ende beſtaen uyt Ruyteren ende Knechten, oock door de *aſſiſteerende* hooge Partyen afgeſonden ende by de *geattacqueerden* ontfangen, ſoo ſullende deſelve aſſiſteerende hooge Partyen, of haare geauthoriſeerden, vergheven ende ſuppleren die *Charges* die daer onder ſouden mogen komen vacant te vallen.

VIII. Noch is geconvenieert, dat die geene die eenige *attacque* apprehendeert, of te gemoet ſiet, gehouden ſal ſijn daer van by tyts communicatie aende Geallieerden te geven, ten eynde deſelve haer mogen employeeren tot het *moyenneren* van een Accommodement, nochtans met dien verſtande, dat onvermindert die officien van *mediatie* het beloofde *ſecours* geſonden ſal moeten worden, ſoo haeſt de *attacque* ofte *rupture* effectuelijck ſal weſen voorgevallen.

IX. Ende dewijle deſe defenſive Alliantie byſonderlijck daer henen gaet, om wederſijts Rijcken, Staten, Vorſtendommen, Graefſchappen, Landen, Luyden, Steden, ende Sterckten, als voorens, tegens alle ſoodaenige gewelt te protegeren, ende te mainteneren, daerinne deſelve te Lande moghten geinvolveert werden, ende dat in deſe conſtitutie van tyden alle nabuyrige Koningen, ende Vorſten ſigh bevinden in ſulcken conſiderabelen poſtuyr van Wapenen, dat inde naeſt aenſtaende tyden eenige attacque of aggreſſie voorvallende, 't voorſz. gelimiteerde ſecours niet ſuffiſant genoech en ſchijnt om de gevreeſde ongemacken ende onheylen met de vereyſchte naedrucken af te keeren, ſoo is verder verſproocken ende geconvenieert, in cas binnen den tijt van de *eerſte twee* jaeren d'eene of d'andere van de hoogſt-gemelde Partyen in manieren als vooren door yemant van de voorſchreve Koningen, of andere machtige Princen, of Staten, quame geattacqueert te worden, dat in ſulcken gevalle de niet geattaqueerde in plaets van hare Geallieerden met het boven geſpecificeerde ſecours by te ſpringen, deſelve ſullen te hulpe komen *met alle macht*: en te gelijck tegen den *Aggreſſeur* of *Aggreſſeurs* even ende in ſulcker voegen als of hy van hem ſelf immediatelijck ende directelijck wierde beoorloght, met alle vigeur ageren, oock daerinne geſamentlijck continueren, tot dat den *Aggreſſeur* of *Aggreſſeurs* tot afſtant van ſijne of haere entreprinſen, ende den *Geattaqueerden* in ſijnen voorigen vreedigen ende geruſtigen ſtand herſtelt ſal ſijn, ende dat hy ſoo veel mogelijck van den *Aggreſſeur* of *Aggreſſeurs* reparatie over ſijn geleden ſchaeden ſal hebben bekomen, dat oock in ſulcken cas, om 't werck meer nadruck ende kracht te gheven, van nu af aen ſullen weſen gerenoveert ende tegens ſoodanigen Aggreſſeur of Aggreſſeurs werden geappliceert de Tractaten by haer Ho. Mog. voor deſen eerſt met haer F. F. D. D. van *Bronswijck* ende *Lunenborgh*, den *een-en-twintighſten September* des vorleden jaers, ende naderhant oock met ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van *Brandenburgh* van den 6. oude ſtijl ende den 16. *Februarii* leſtleden nieuwe ſtijl, tot bevorderinge van een goeden Vreede

ANNO 1666.

& le payement ſe fera au commencement de chaque mois par égale portion, en ſorte qu'en cas que le ſuſdit payement ſe faſſe en partie ou en tout en argent, les Deniers ſeront fournis au lieu où l'attaqué le jugera à propos, & le plus convenable, mais s'il eſt fourni en partie ou en tout en Munitions de Guerre ou autres Marchandiſes & effects, propres à l'uſage de la Guerre, la Partie attaquée ſera obligée de les faire prendre dans le Païs de celui qui fournira le ſecours.

VI. Si ledit ſecours eſt fourni en Soldats, ils ſeront entierement & conſequemment ſoumis au Commandement ou aux ordres de celui à qui ils ſeront envoyez, ou à ceux qui ſeront par lui authoriſez pour s'en ſervir & les tranſporter au lieu où il le jugera à propos: bien entendu en Campagne, en Sieges, pour la garde des Villes & Places; & là, par tout où & toutes les fois que le beſoin & la neceſſité le requerra; avec cette reſerve neantmoins, que les Compagnies ne pourront pas être entierement ſeparées les unes des autres, mais qu'à tout le moins deux ou trois cens Soldats de chaque Regiment demeureront ſous leurs Enſeignes.

VII. Aprés que le ſecours conſiſtant en Cavalerie & Infanterie aura été fourni, par les Parties aſſiſtantes à la Partie attaquée, & qu'il aura été par elle reçu, leſdites Parties aſſiſtantes rempliront les Charges qui viendront à vacquer.

VIII. Il a auſſi été convenu que celui qui aprehendera d'être attaqué, & qui le prévoira, ſera obligé d'en donner avis aux Alliez, afin qu'ils puiſſent travailler à moyenner un Accommodement, bien entendu neantmoins que ſans prejudice du devoir de Mediation le ſecours promis ſera envoyé, auſſi tôt aprés l'attaque ou la rupture.

IX. Et comme cette Alliance deffenſive n'eſt particulierement faite que pour proteger & maintenir les Royaumes, Etats, Principautez, Comtez, Païs, Peuples, Villes & Forts des Parties comme deſſus, contre toutes les violences qui pourroient être faites auxd. Païs, & que dans cette conjoncture de tems tous les Rois & Princes voiſins ſe trouvent dans une telle poſture & ſi bien armez que s'il arrivoit à l'avenir & bien-tôt quelque attaque & aggreſſion, le ſuſdit ſecours limité comme deſſus ne ſemble pas ſuffiſant pour detourner d'une maniere convenable les incommoditez & malheurs qui ſeroient à craindre; Il eſt outre ce ſtipulé & convenu que ſi dans le tems des deux premieres années l'une ou l'autre des Parties vient de la maniere que deſſus, à être attaquée par quelqu'un deſdits Rois ou autres puiſſans Princes, ou Etat, en ce cas les Parties qui ne ſeront pas attaquées au lieu d'aſſiſter leurs Alliez avec le ſecours cy-deſſus ſpecifié, ils viendront à leur ſecours avec toutes leurs forces, & agiront contre l'Aggreſſeur ou les Aggreſſeurs de la même maniere que ſi on leur faiſoit la Guerre à eux-mêmes, & agiront de toute leur vigueur, & ainſi continueront conjointement juſques a ce que l'Agreſſeur ou les Agreſſeurs ſoient reduits à ſe deſiſter de ſon ou leur entrepriſe, & que la Partie attaquée ſoit reſtituée dans ſon premier & paiſible état, & qu'elle ait obtenu reparation & indemnité du dommage qu'elle aura ſouffert; Qu'auſſi au même cas pour donner plus de force & de vertu à cet ouvrage, ſeront renouvellez & appliquez contre tel Agreſſeur ou Agreſſeurs les Traitez faits cy-devant entre L. H. P. premierement avec leurs Serenitez de Brunſwijck, & Lunebourg, le vingt-uniéme Septembre de l'année derniere, & enſuite avec Sa Serenité Electorale de Brandebourg le 6. ſtile vieux & 16. ſtile nouveau du mois de Fevrier dernier, pour l'avancement d'une bon-

ANNO 1666.

Vreede met den Biſſchop van *Munſter* geſlooten geweeſt ſijnde, gelijck *in eum eventum* als nu voor als dan deſelve Tractaten voor gerenoveert ende tegens ſoodanigen Aggreſſeur of Aggreſſeurs geappliceert gehouden worden mitsdeſen, in dier voegen, dat de hoogſt-gemelde Heeren Staten Generael 't voorſchreve *caſus* exterende van haer ſijde gehouden ſullen weſen te furneren de maentlijcke *Subſidien* inde voorſchreve Tractaten geſpecificeert, ende dat daer en tegen mede de hoogſt-gemelde Keur en Vorſten van haere zijde verobligeert ſullen ſijn op de been te brengen, of te houden reſpectivelijck de nombre van *vier duyſent* Peerden ende *acht duyſent* Voet-knechten, op den voet, ende volgens de conditien inde voorſchreve Tractaten breeder vermelt, alleenlijck met de veranderinghe, dat alle 't geene daer inne van den voorgemelden Heer Biſſchop van *Munſter* wort geſeght, op voornoemde nieuwe *Aggreſſeur* of *Aggreſſeurs* gepaſt ende jegens deſelve metter daer op d'allerefficacieuſte wijſe ter executie gelegt ſal worden, en voor ſoo veel ſijne Keur-Vorſt. Doorl. van *Brandenburg*, haer F. F. D. D. van *Brouswijck* en *Lunenborg* ten voorſz. tijde 't voorſz volle getal van *vier duyſent* Voetknechten niet mochten in dienſt hebben, dat in ſulcken gevalle tot ſpoedige ſuppletie van 't deficierende getal, oock by haer Ho. Mog. naer advenant van 't voorſchreve defect, in 't geheel ofte ten deele *aenrits-gelden* ſullen worden gefourneert naer proportie van de geheele *maſſa*, die in kracht van voorgeroerde Tractaten betaelt is geworden; dan gemerckt d'hoogh-gedachte haer F. F. D. D. van *Bronſwijck* ende *Lunenburgh*, directelijck ende immediatelijck door ſoodanigen *Aggreſſeur* ofte *Aggreſſeurs* als boven, in hare Landen geattaqueert wordende, op een tijdt dat 't voorſchreven getal van de *vier duyſent* Peerden ende *acht duyſent* Voetknechten albereyts voor een groot gedeelte mochte weſen vermindert, haer F. F. D. D. als een merckelijck ongemack ende verlies ſouden hebben geleden, eer ende bevorens wederom nieuwe werveinghe tot ſuppletie van 't defect ſoude konnen weſen gedaen ende voltrocken, dat over ſulx in ſoodanigen gevalle van *immediate attaque* haer F. F. D. D. by proviſie ter tijden ende wijlen toe de voorſz *vier duyſent* Peerden ende *acht duyſent* Voetknechten wederom ſullen weſen geſuppleert, by haer Ho. Mog. in alle promptitude met een ſecours van *twee duyſent* Peerden ende *vier duyſent* Voetknechten geſecondeert ende by geſprongen ſullen werden.

X. Ende nademael het vorſtaende *negende* Articul is de principale kracht, ende de voornaeme nadruck van 't gantſche Tractaet, ende dat oock naer d'expiratie van den tijdt ſoude konnen duyren de reden in 't voorſchreven Articul uytgedruckt, die de reſpective Geallieerden heeft bewogen den inhoude van 't ſelve voor den tijdt van *twee* jaeren by proviſie vaſt te ſtellen: Soo is oock geconvenieert ende verdragen, dat men tijdelijck voor de expiratie van de voorſchreven *twee* jaeren met den anderen ſal delibereren, ofte het niet oirbarlijck ende noodigh ſal ſijn de ſtipulatie van 't meergeroerde Articul voor langer tijdt te continueren, ende dat men dien volgende daer over *ſes* maenden voor 't verloop van dien wederom ſal te ſamen komen alhier in *'s Gravenhaage*, ende ſich alsden dienthalven ſoodaanigh naeder vergelijcken, als de conſtitutie van tijden ende ſaecken ten gemeenen beſten, ende tot allerzijdts meeſte ſeeckerheyt ſal komen te vereyſſchen.

XI. Alle 't geene in de voorighe Articulen is ter neder geſtelt, ten reſpecte van de vyandtlijcke invaſien ende attaques de welcke een ofte meer van de Geallieerden, door yemandt buyten deſe Alliantie zijnde, ſouden mogen overkomen, ſal obligatoir ſijn, ende gepreſteert moeten worden, in ſoodanigen gevalle, als *eene* van de hoogſt-gemelde Parthyen ende Geallieerden yemandt, ofte eenige van de andere ſoude mogen komen aen te taſten.

XII. Indien eenige andere Chriſten *Koningen*, *Potentaten*, *Republijcken*, of *Steden*, haer mede in deſe Alliantie willen begeven, ſoo ſal ſulx een yegelijck vry ſtaen, doch daer door egeen van de Contrahenten eenighſints worden geprejudicieert, ofte deſſelfs ſtaet ende conditie ſwaerder gemaeckt ofte vernadeelt, ſulcx deſe *inlatinge* ſal moeten gedaen werden met onderlinge communicatie ende ſullen ſelfs nae vermoghen ende gelegentheyt devoiren ende officien gedaen werden, dat ſoodanige andere Princen, Potentaten, Republijcke, ende machtige Steden, die men geſamentlijck

bonne Paix avec l'Evêque de Munſter, *comme en effect* in eum eventum *leſdits Traitez ſont tenus pour renouvellez & pour appliquez par ces preſentes contre tel Agreſſeur ou Agreſſeurs, en telle maniere que les ſuſdits Seigneurs Etats Generaux au ſuſdit cas ſeront de leur côté obligez de fournir le Subſide par mois ſpecifié dans leſdits Traitez, & que les ſuſdits Electeur & Prince de leur côté ſeront obligez de mettre ſur pied ou de tenir reſpectivement le nombre de quatre mil Chevaux & huit mil Fantaſſins, ſur le pied & ſuivant les conditions mentionnées plus au long dans les ſuſdits Traitez; avec ce changement ſeulement, que tout ce qui y eſt dit de l'Evêque de Munſter ſoit appliqué au ſuſdit ou ſuſdits nouveaux Agreſſeur ou Agreſſeurs, & executé contre luy ou contre eux de la maniere la plus efficace, & ſi Sa Serenité Electorale de Brandebourg, & leurs Serenitez de Brunſwick & de Lunebourg n'avoient pas en ſervice dans le ſuſdit tems, le ſuſdit nombre de quatre mil hommes de pied, qu'en ce cas pour ſupplement du nombre qui manquera, & auſſi L. H. P. à l'avenant du ſuſdit manquement fourniront en tout ou en partie le Subſide à proportion de toute la maſſe qui a été payée en vertu des ſuſdits Traitez, que vû que leurs Serenitez de Brunſwick & de Lunebourg venant par tel Agreſſeur ou Agreſſeurs à être attaquez dans leurs Païs, dans un tems que ledit nombre de quatre mil Chevaux & huit mil Fantaſſins ſeroit déja en grande partie diminué, ſouffriroient un dommage & perte conſiderable avant que le ſuplement pût être fait & achevé par une nouvelle levée, en tel cas d'attaque immediate, leurs Serenitez ſeront ſecondez & aſſiſtez par L. H. P. en toute promptitude par un ſecours de deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied, juſques à ce que ledit nombre de quatre mil hommes de Cavalerie, & de huit mil Fantaſſins ſoit ſuppleé.*

X. Et comme l'Article neufiéme precedent eſt celui de tout le Traité qui a le plus de vertu & qui fait le plus d'impreſſion, & qu'aprés l'expiration dudit tems les raiſons exprimées audit Article, qui ont porté les Alliez d'aſſurer le contenu d'icelui pour le tems de deux ans, pourroient durer encore: Il eſt auſſi convenu & accordé, que l'on deliberera enſemblement avant l'expiration deſdites deux années, s'il ne ſera pas utile & neceſſaire de continuer ce qui eſt ſtipulé par ledit Article pour un plus long-tems, & qu'en conſequence on s'aſſemblera à cet effect icy à la Haye ſix mois avant l'expiration dudit tems; & alors on s'accordera là-deſſus de là maniere que la conjoncture des tems & des affaires fera juger être le mieux, & que la ſureté commune le demandera.

XI. Tout ce qui eſt couché dans les Articles precedens à l'égard des invaſions & attaques qui pourroient être faites à l'un ou l'autre des Alliez par quelqu'un qui ne ſeroit point de cette Alliance, ſera obligatoire & devra être executé, au cas que l'une des ſuſdites Parties & Alliez, vînt à attaquer quelqu'un, ou quelques-uns des autres.

XII. Si quelques autres Rois, Potentats, Republiques, ou Villes d'entre les Chrêtiens, veullent entrer dans cette Alliance, il ſera libre à un chacun, mais que par là aucun des Alliez n'en recevra du prejudice, & ſon état & condition, n'en ſera grevée & endomagée, & telle incluſion ſe devra faire par l'avis commun, & l'on fera tout ſon poſſible, ſon devoir & office à ce que tels autres Princes, Potentats, Republiques, & Villes puiſſantes, que l'on jugera

ANNO 1666.

ANNO 1666.

lijck ſoude verſtaen dienſtigh te ſijn om tot deſe Alliancie te werden ingelaeten, ende ſpecialijck den *Koninck van Sueden*, den Keurvorſt van *Keulen*, ende de Paltsgraef van *Nieuburgh*, mede daer onder mogen gebracht worden.

XIII. Ende alſoo de meeninge ende intentie geweeſt is van den aenvangh af, dat men van deſe handelinge ende Alliancie heeft beginnen te ſpreecken, deſelve mede geſaementlijck op te rechten ende te ſluyten met beyde de Regeerende Heeren Vorſten van *Bronſwijck* ende *Lunenborgh* tot *Hanover* ende *Wulffenbuttel*, mitsgaders den Regeerenden Heere Lantgraeve van *Heſſen-Caſſel*, ende dat tot dien eynde verſcheyde Conferentien ſijn gehouden, ende aengeſtelt, doch dat de hooghſt-gemelde Vorſten al noch niet ten vollen gereet en ſijn geweeſt ende echter nodich was, deſe jegenwoordige Alliantie ende verbinteniſſe tot onderlinge geruſtheyt ſo verde te perfectionneren, ſoo verklaeren de hooge Parthyen in deſen alnogh van meeninge ende intentie te ſijn, om deſe Alliancie ende verbinteniſſe gelijckelijck met de opgemelte Heeren Vorſten, of wel ſoodanige van deſelve, als gereet ſullen konnen weſen, oock, is het doenlijck voor den termijn van de Ratificatie te perfectionneeren ende voltrecken, waer toe wegens de contraheerende hooghe Partijen alle devoiren ende goede officien ſullen werden aengewent, ende te wercke geleght.

XIV. Ende gelijck het oogmerk van deſe Alliancie geenſints en is, om eenige *aenleydinge* te geven tot Oorlogs verwyderinge, offenſie, hinder, of ſchaede, of oock deſelve in eenigen deele te fomenteren, maer alleen om alle gevreeſde onheylen ende ongemaken en malkanders ſchade ende naadeel te beletten, ende in cas van eenigen onverhoopten overval, deſelve te doen remedieren ende redreſſeeren, en over ſulcx den geleedeerden ende beſchaedigden te doen herſtellen in ſijn voorigen geruſten ſtaet, ende doen hebben reparatie als voorgemelt; Soo is oock expreſſelijck geconvenieert, dat het de boven gemelte hooge, 't zy geattacqueerde, 't zy aſſiſterende Parthyen, niet ſal vryſtaen met den *Aggreſſeur* of *Aggreſſeurs* te handelen, te verdragen, te accordeeren, ofte eenige Tractaten van *Vreede* ofte *Treves* aen te gaen, ofte te ſluyten, ten zy met voorgaende communicatie van de andere hooge Parthyen, ende dat noch ſodanich dat deſelve expreſſelijck daer by werde geincludeert, indien ſy ſulcx begeeren, ende herſtelt in de poſſeſſie van de *Landen* ende in 't genot van de *Rechten* en *Vryheden* die ſy hadden, en de daer van ſy joüiſſeerden voor den Oorlogh, en ſonder voor d'andere hooge Parthyen te bedingen deſelve *Rechten*, *Vryheden*, *Exemtien* ende andere Prerogativen, als hy voor ſigh ſelven ſtipuleert; ten ware de Geallieerden onderlingh anders mochten goetvinden.

XV. Deſe Alliantie ſal niet prejudiceeren aen 't reſpect ende de plichten daer mede eenige van de Geallieerden ſijne *Keyſerlijcke Majeſteyt* en 't *Roomſche* Rijck ſijn geobligeert, nochte oock derogueren aen de Tractaten ende Alliancien, die de hoogſt-gemelde contraherende Parthyen ofte eenige van deſelve voor date deſes met anderen hebben opgericht, anders, of verder dan voor ſoo veel deſelve door deeſe uytdruckelijck ſijn verandert, welverſtaende dat het meerdere ſecours van Volck te Lande, het mindere ſal includeren.

XVI. Voorts op dat ſoo wel de voorgemelte Geallieerden volkomentlijck mogen ſijn verſekert van 't effect ende reele executie van deſe Confœderatie, als mede andere Koningen, Princen, ende Staten geruſt geſtelt, dat hier door geen prejudicie wert geleyt aen voorige Tractaeten, Alliancien ende Verbinteniſſen by de een ofte de ander van deſe Geconfœdereerden met haer ghemaeckt, ſoo verklaeren de ſelve by deſen oprechtelijck ende ter goeder trouwe, egene Tractaten, ofte Conventien met andere te hebben, die deſe Alliantie eenichſints contrarieren, ende dien onverhindert oock door gene voorige Verbinteniſſen eenigſints te weſen ofte te konnen werden belet, om dit Tractaet in eenige van ſijne Poincten ende Articulen ter executie te ſtellen.

XVII. Deſe Alliancie defenſive ſal by de hoogſt-gemelde Parthyen reſpective geapprobeert, ende geratificeert werden binnen den tijdt van *vier weecken*, naer het beſluyt ende onderteeckeningh, of wel eerder ſoo het eenigſints doenlijck is, ende daer van gepaſſeert, geextendeert, ende uytwiſſelt de reſpective Ratificatie in

gera enſemblement être utils dans cette Alliance y entrent, & ſpecialement le Roy de Suede, l'Electeur de Cologne, & le Comte Palatin de Neubourg.

ANNO 1666.

XIII. Et comme dés qu'on a commencé à parler de cette Alliance & qu'on l'a commencée l'intention a été de la faire & conclure avec les Seigneurs & Princes Regens de Brunſwick & Lunebourg, Hanover & Wolffenbuttel, enſemble le Seigneur Regent, le Lantgrave de Heſſe-Caſſel, & qu'on a tenu pluſieurs Conferences à cet effect. Mais comme leſdits Princes n'ont pas été prêts, juſques à preſent, à y entrer, & que neanmoins il eſt neceſſaire pour la tranquillité commune de perfectionner cette Alliance, leſdites Parties declarent encore qu'ils ſont d'intention de perfectionner & accomplir cette Alliance avec les ſuſdits Seigneurs & Princes, ou avec tels d'entre eux qui ſeront prêts d'y entrer, & s'il eſt poſſible avant le terme de la Ratification; à l'effect dequoy leſdites Parties contractantes feront tout leur devoir & employeront leurs bons offices.

XIV. Et comme le but de cette Alliance n'eſt nullement de donner lieu à aucune Guerre, ni de cauſer aucune offence ni dommage, ni de rien fomenter à cet égard, mais ſeulement pour empêcher les incommoditez, malheurs, & dommage les uns des autres, & au cas de quelque accident imprevû d'y apporter du remede & faire reſtituer la Partie leſée dans ſon premier état de tranquillité, & faire reparer le dommage ſouffert, il eſt auſſi expreſſement convenu, que les ſuſdites Parties, ſoit attaquées ou aſſiſtentes, n'auront pas la liberté de negotier ou s'accorder avec l'Agreſſeur ou les Agreſſeurs, ni faire & conclure, aucun Traité de Paix ou de Treve avec lui, qu'avec la communication preallable des autres Parties, & qu'à cette condition qu'elles y ſeront compriſes, ſi elles le deſirent, & qu'elles ne ſoient retablies dans la poſſeſſion des Païs, & Villes, & dans la joüiſſance des Droits & Libertez qu'elles auront eu & dont elles auront joui avant la Guerre, & ſans ſtipuler pour leſdites autres Parties pour leſdits Droits, Libertez & Exemptions & autres Prerogatives qu'ils ſtipuleront pour eux-mêmes; à moins que leſdits Alliez ne le trouvaſſent à propos.

XV. Cette Alliance ne prejudiciera pas au reſpect & au devoir dont chacun des Alliez eſt tenu envers Sa Majeſté Imperiale & l'Empire Romain, ni ne ſera par icelle derogé aux Traitez & Alliances que les Parties contractantes ou quelques-unes d'icelles ont fait avec d'autres avant la datte des preſentes, à moins qu'il n'y ait quelque exprés changement fait par ceſdites preſentes, bien entendu que le plus grand ſecours de Troupes par Terre renferme le moindre.

XVI. En outre, afin que les ſuſdits Alliez puiſſent être entierement aſſurez de l'effect & execution de la preſente Confederation, & qu'auſſi les autres Rois, Princes, & Etats puiſſent ſe repoſer là-deſſus que ces preſentes ne prejudicieront point à aucun des Traitez, Alliances, & engagemens faits avec eux par l'un ou l'autre deſdits Confederez, ils declarent par ces preſentes ſincerement & de bonne foy, qu'ils n'ont aucun Traité ou Convention avec d'autres qui ſoit aucunement contraire à cette Alliance & qui puiſſent empêcher que ce preſent Traité ne ſoit executé en tous ſes Points & Articles.

XVII. Cette preſente Alliance ſera aprouvée & ratifiée par leſdites Parties reſpectives dans le tems de quatre ſemaines, du jour de la concluſion & ſignature d'icelles, ou plutôt ſi faire ſe peut, & que les Rati-

ANNO 1666.

in behoorlijcke forme tot allerſijdts contentement ende meeſte geruſtheyt.

Aldus gedaen, geaccordeert, ende geſlooten onder de ſignaturen ende Pietſiers van de reſpective Heeren Miniſters en Plenipotentiariſen, in de voorſtaende Procuratien vermelt. In 'sGravenhage den *vijf-en twintichſten* October *ſeſtien-hondert ſes-en-ſeſtig*.

(L.S.) Paul Klingenbergh.
(L.S.) P. Charisius.
(L.S.) J. Goris.
(L.S.) Johan de Wit.
(L.S.) B. v. Vrybergen.
(L.S.) G. van Reede.
(L.S.) E. v. Bootsma.
(L.B.) E. B. de Pallant.
(L.S.) T.G. Gerlacius.
(L.S.) Lorens Muller.
(L.S.) A. Wiquefort.

Secreet ende ſeparaet Articul.

NAdemael den Doorluchtigſten Vorſt ende Heere, Heere *Frederick Willem*, Marckgrave tot *Brandenburgh* des Heyligen Roomſchen Rijcx Ertz-Cammerer ende Keurvorſt in Pruyſſen, tot Maeghdeburg, Gulick, Cleve, Berge, Stetin, Pomeren, der Caſſuben ende Wenden, oock in Sileſien tot Croſſen ende Jagerendorf Hertogh, Burgh-Graef tot Neurenburgh, Vorſt tot Halberſtad, Minden ende Camin, Graef van der Marck ende Ravensbergh, Heer tot Raveſteyn ende Butauw.

Volgens de verklaringe van wegen ſijn Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyt gedaen, jegenwoordigh wederom gelicentieert heeft de Trouppes ten tyde van de differenten tuſſchen de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenigde Nederlanden ter eenre, ende den Heere *Biſſchop* van *Munſter* ter andere zyde ontſtaen op de aenrits-ende Subſidie-gelderen van haer Hoogh Mogende op de been gebracht zijnde; Soo is tot elucidatie van 't *negende* Artijckel van de *Alliancie defenſive* heden alhier in *'s Gravenhage* gemaeckt ende geſlooten, tuſſchen den Doorluchtigſten, Grottmachtighſten Vorſt ende Heere, Heere *Frederick de Derde* tot Dennemarck, Noorwegen, der Wenden en Gotthen Koning, &c. de hooge ende Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ſijn Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheydt van *Brandenburgh*, ende de Doorluchtigſte Vorſten ende Heeren *Georg Wilhelm* ende Heer *Ernſt Auguſtus* Gebroederen, reſpective Biſſchop tot Oſnabrugge, beyde Hertogen tot *Bronſwijck* ende *Lunenburgh*, ſpreeckende 't ſelve Artijckel onder anderen van de *aenritz-gelderen* onderlinge geconvenieert ende verdragen, ghelijck geconvenieert ende verdragen wordt mitſdeſen, dat aen ſijn Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheydt het *caſus* daer inne gementioneert exterende, de *aenritz-gelderen* oock by haer Hoogh Mogende in krachte van 't voorſz Tractaet completelijck ende effectivelijck geſurneert ſullen worden. Actum den *vijf-en-twintigſten* October *ſeſtien-hondert ſes-en-ſeſtigh*.

Separaet ende ſecreet Articul.

ALhoewel in 't *derde* Artijckel van die Alliancie heden tuſſchen de Miniſters ende Plenipotentiariſſen van den Doorluchtigſten, Grootmachtigſten Vorſt en Heere, Heere *Frederick der Derde*, tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden, ende Gotten Koning, Hertogh tot Sleeswijck, Holſteyn, Stormarn, ende der Ditmarſchen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorſt, de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenigde Nederlanden, den Doorluchtigen Vorſt ende Heere, Heere *Frederick Wilhelm*, Marck-Graef tot Brandenburgh des Heil. Roomſchen Rijcx Ertz-

Ratifications en ſeront paſſées & échangées au contentement & plus grand repos d'un chacun.

Ainſi fait, accordé & conclu, ſous la ſignature & Cachets des reſpectifs Miniſtres & Plenipotentiaires mentionnez dans leurs Plein-Pouvoirs. A la Haye, le vingt-cinquiéme Octobre mil ſix cens ſoixante & ſix,

Signé,

(L.S.) Paul Klingenbergh.
(L.S.) P. Charisius.
(L.S.) J. Goris.
(L.S.) Jean de Wit.
(L.S.) B. v. Vrybergen.
(L.S.) G. v. Reede.
(L.S.) E. v. Botsma.
(L.S.) L. B. de Pallant.
(L.S.) T. G. Gerlacius.
(L.S.) Lorens Muller.
(L.S.) A. Wiquefort.

Article ſeparé & ſecret.

COmme le Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume Marcgrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du S. Empire Romain, Duc de Pruſſe, de Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, Caſſubie & Vandalie & de Sileſie, Croſſe, & Jagerndorp, Burgrave de Nuremberg, Prince d'Alberſtat, Minden & Camin, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Raveſtein & Butaw.

En conſequence de la declaration faite de la part de Sa Serenité Electorale a derechef preſentement licencié les Troupes qui ont été levées ſous le Subſide de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies dans le tems des differens arrivez entre leursdites H. P. & le Seigneur Evêque de Munſter pour élucidation & éclairciſſement du neuviéme Article d'Alliance deffencive faite & concluë cejourd'hui à la Haye entre le Sereniſſime & Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic troiziéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots &c. les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies; Sa Serenité Electorale de Brandebourg, & les Sereniſſimes Princes & Seigneurs Freres George Guillaume & Erneſt Auguſte, Evêque d'Oſnabrug, & Ducs de Brunſwic & de Lunebourg, parlant entre autres choſes des Subſides, a été convenu & accordé, comme il eſt convenu & accordé par ces preſentes qu'en vertu du ſuſdit Traité L. H. P. fourniront auſſi effectivement, ſubſiſtant ledit cas y mentionné, le Subſide à Sa Serenité Electorale. Fait le vingt-cinquiéme Octobre mil ſix cens ſoixante-ſix.

Article ſeparé & ſecret.

ENcore que par l'Article troiziéme de l'Alliance d'aujourdhui d'entre les Miniſtres & Plenipotentiaires du Sereniſſime & Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic troiziéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleeswick, Holſtein, Stormarn & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorſt; leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies; Le Sereniſſime Prince & Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg, Archicham-

ANNO 1666.

Ertz-Camerer, ende Keur-Vorſt, &c. ende de Doorluchtighſte Vorſten ende Heeren, Heer *Georg Wilhelm* ende Heer *Ernſt Auguſtus* Gebroeders, reſpective Biſſchop tot Oſnabrugh beyde Hertogen tot *Bronſwijck* ende *Lunenburgh*, het Point van de defenſie onderlingh ende reciproquelijck den anderen belooft met deſe woorden is ter nedergeſtelt, *dat men de onderhoorige Koningrijcken, Vorſtendommen, Graeſſchappen, Landen, Luyden, Steden ende Sterckten van de reſpective hooge Contrahenten in Europa gelegen, die de hooghſt-gedachte Partyen contrahenten jegenwoordigh beſitten of die de ſelve hier namaels by wettige Succeſſie of onder een rechtmatigen Titul ſouden mogen komen te poſſideren, ſelfs mede die met Guarniſoen van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael zijn beſet, ſal helpen, defenderen ende beſchermen tegen alle die geenen dewelcke, die ſoude mogen onderſtaen vyandtlijck te Lande t'invaderen, of met openbaer gewelt 't attacqueeren onder wat pretext het ſoude mogen zijn.* Soo is nochtans d'intrinſique intentie van de hoogſt-gemelte Partyen contrahenten; ten aenſien van de Steden ende Sterckten met Guarniſoen van de meer hoog-gemelte Heeren *Staten Generael* beſet, niet anders te verſtaen dan conform het gunt dien angaende voor deſen by een ſeparaet Artijckel tuſſchen ſijn Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheydt van *Brandenburgh* ter eenre, ende haer Hoogh Mogende ter andere zyde op den *ſeſten* Februarii ouden, en den *ſeſthienden* nieuwen ſtijl deſes loopenden Jaers is geadjuſteert ende ter nedergeſtelt, naer de oprechte meeninge van welck voorſz ſeparaet Art. de voorſz beloofde defenſie ten aenſien van de ſelfde *beſette Steden* ende *Sterckten* by alle de hooghſtgemelte Partyen contrahenten punctuelijck ende oprechtelijck gereguleert ende ge-excuteert ſal werden: Ende is ten dien fine aen de Miniſters van de meer-hooghſt-gemelten Koningh van *Dennemarcken* ende van de hoogh-gemelte Heeren Vorſten van *Bronſwijck* ende *Lunenburgh* Copye authentijck van 't voorſz ſeparaet Artijckel huyden ter handen geſtelt. Actum *Hage* den *ſeven-en-twintighſten* October *ſeſtien hondert ſes en ſeſtigh.*

chambellan & Electeur du St. Empire Romain &c. & les Sereniſſimes Princes & Seigneurs George Guillaume, & Erneſt Auguſte Freres, Evêque d'Oſnabrug, tous les deux Ducs de Brunſwick & Lunebourg, le Point de deffence particuliere & reciproquement promiſe eſt conçu en ces termes, qu'ils aideront à proteger & deffendre les Royaumes, Principautez, Comtez, Païs, Peuples, Villes & Forts ſcituez en Europe & apartenant auſdites Parties contractantes, ou qui leur apartiendront ci-aprés par Succeſſion legitime ou à juſte titre, même les lieux occupez par les Garniſons des Seigneurs Etats Generaux contre tous ceux qui voudroient entreprendre d'y faire invaſion ou de les attaquer à force ouverte ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, *l'intention des Parties contractantes neantmoins à l'égard des Villes & Forts occupez par les Garniſons de leurs Hautes Puiſſances, n'eſt pas de l'entendre autrement que conformement à ce qui, à cet égard, eſt porté par l'Article ſeparé d'entre Sa Serenité Electorale de Brandebourg d'une part & L. H. P. d'autre du ſixiéme, vieux, & ſeiziéme Fevrier nouveau Stile de cette preſente année, ſelon la ſincere intention duquel ſuſdit Article ſeparé ladite deffence promiſe à l'égard des ſuſdites Villes & Forts occupés ſera entierement reglée & executée par leſdites Parties contractantes; Et à cette fin a été mis Copie authentique du ſuſdit Article ſeparé entre les mains des Miniſtres des ſuſdits Roi de Danemarc & Princes de Brunſwick & Lunebourg. Fait à la Haye le vingt-ſeptiéme Octobre mil ſix cens ſoixante & ſix.*

Volght de Procuratie van de Heer Koningh van Dennemarc en, Noorwegen, &c.

WY *Frederijck de Derde* van Godes genade tot *Dennemarck, Norwegen*, der Wenden ende Gotten Koningh, Hertogh van Sleeſwijck, Stormarn, Holſteyn, en der Ditmarſchen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorſt, &c. doen mitſdeſen te weten, nademael de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, onſe byſondere goede Vrienden ende Geallieerde Nabuyren, in conſideratie van de tegenwoordige ghevaerlijcke tyden en wegen oprichtinge van een nadere Verbinteniſſe tuſſchen ons, ende de ſelve, gelijck mede tuſſchen ſijne Doorluchtigheyt ende Len. den Heere Keurvorſt van Brandenburgh, ende tuſſchen die geene dewelcke by de Heeren Hertogh tot *Bronſwijck* ende *Lunenborgh* zijnde van meeninge ſich in de ſelve mede in te laten, gelijck mede de Vrouwe Landtgravinne van Heſſen-Caſſel, onſe reſpective beminde Neven, Broeders, Swagers, Gevaderen en Moeye, tot allerzijdts defenſie ende verſeeckering eenige openinge hebben laten doen, dewijle wy dan ſoodanige gemeene vereeninge ende Verbinteniſſen niet alleen voor dienſtigh nemaer oock voor hooghſt-nootſaeckelijck ſijn achtende, ſoo hebben wy tot afhandelinge van deſelve gecommitteert ende geordonneert, ſo als wy committeren ende ordonneren mitſdeſen den Erentfeſten onſen Admiraliteyts-Raedt ende General Poſtmeeſter, oock lieven getrouwen *Paul Klingenbergh*, op Hanerave, gelijck mede den Edelen onſen Raedt ende Reſident by d'opgemelte Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ende lieven getrouwen *Petrum Chariſium*, aen dewelcke wy hier mede genoegſame Volmacht ende authoriteyt geven, om met de Miniſters ende Volmachten van de voorgemelte Partyen geſamentlijck ende in 't byſonder, niet alleen in handelinge te komen, nemaer oock ſeeckere Artijckelen op te ſtellen, ende daer over Inſtrumenten in goede ende behoorlijcke forma vervaerdight ende die te voltrecken, ende voorts al het geene dat naer gelegentheydt van ſaecken tot allerzijdts welſtandt en ſecuriteyt dienſtigh ende vorderlijck te zijn bevonden ſal worden,

Suit le Plein-Pouvoir du Roi de Danemarc, Norwegue &c.

N*Ous Frederic troiſiéme par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots; Duc de Sleeſwick, Stormarn, Holſtein, & de Ditmarſen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt &c. par ces preſentes ſçavoir faiſons, Que comme les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, nos particuliers bons Amis, Voiſins & Alliez en conſideration de ces preſens tems dangereux, & au ſujet d'une Negociation d'Alliance plus étroitte entre nous & eux, comme auſſi entre Sa Serenité le Seigneur Electeur de Brandebourg & entre ceux qui par le moyen des Seigneurs Ducs de Brunſwick & de Lunebourg ſont d'intention d'y entrer, comme auſſi Madame la Landgrave de Heſſe-Caſſel nos reſpectifs chers Neveus, Freres, Gendres, Compere & Tante, pour la deffence & ſureté d'un chacun ont fait faire quelque ouverture, nous eu égard qu'une telle Union & Alliance commune n'eſt pas ſeulement eſtimée par nous utile, mais même neceſſaire, avons pour icelle negocier commis & ordonné, comme nous commettons & ordonnons par ces preſentes nôtre amé & fidele Paul Clingenberg de Hanerave, Conſeiller de l'Amirauté & Directeur General des Poſtes, comme auſſi nôtre amé & fidele Pierre Chariſius nôtre Conſeiller & Reſident prés deſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, auſquels nous avons donné Plein-pouvoir & authorité, d'entrer non ſeullement en Negociation avec les Miniſtres & Plenipotentiaires des ſuſdites Parties en general ou en particulier, mais auſſi d'en dreſſer les Articles & d'en expedier Inſtruments en bonne & convenable forme; & iceux parfaire, & de deliberer, & conclure tout ce qui ſuivant l'occurrence des Affaires ſera trouvé utile & avantageux pour une bonne intelligence & ſurete*

ANNO 1666. den, te beraetſlaen, in te gaen ende te ſluyten, gelijck wy ſulx hier mede toeſeggen, ende by Konings ware woorden belooven, dat wy alle 't geene d'opgemelte onſe Raden ende Plenipotentiariſſen ten fine als vooren ſullen handelen, tracteren, beloven, ende ſluyten, altijdt vaſt ende onverbreeckelijck voor aengenaem ſullen houden, ende dat het ſelve in alle Pointen en Clauſulen ſal worden achtervolght, daer tegen noch heymelijck noch openlick yets gedaen, maer dat wy alles ten beſtemder tijdt in de beſte forma ſullen approbeeren en ratificeeren ſonder liſt.

Ten oirkonde gedaen onder onſe Konings handteyckeninge ende ſecreten Zegel, gegeven op onſen Koninghs reſidentie tot *Coppenhagen* den *twintighſten* Maert *ſeſtien-hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Onderteeckent,

(L.S.) FREDERICK.

Onderſtont

C. Bierman.

PROCURATIE, &c.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden. Allen den genen die deſen ſullen ſien ofte hooren leſen, *ſaluyt*, doen te weten. Alſoo wy met ende nevens den Doorluchtighſten, Grootmachtighſten Coningh van Denemarcken, Norweghen, &c. ende den Doorluchtighſten Vorſt ende Heere, Heere *Frederic Wilhelm* Keurvorſt van Brandenburg, &c. ende de Doorluchtigſte Vorſten ende Heeren, Heer George Wilhelm, ende Heer Ernſt Auguſtus Gebroederen, reſpective Biſſchop van Oſnabrugge, beyde Hertogen tot Brunſwijck ende Lunenburgh; Onſe ghedachten hebben laten gaen, achtervolgens het *vijf-en-twintigſte* Articul van het Tractaet van nader conjunctie, opgherecht met den hooghſt-gemelden Heere Keurvorſt van Brandenburgh, in date den *ſeſtienden* Februarii leſtleden, ende het *een-en-twintighſte* Artijckel van het Tractaet gemaeckt, met de hooghſt-ghemelde Heeren Vorſten van Brunſwijck ende Lunenburgh, van date den *elfden* ouden en den *een-en-twintighſten* September n. ſt. *ſeſtien hondert vijf-en-ſeſtigh*, wat verdere middelen tot onderlinge gheruſtheydt, by nadere Verbinteniſſe ſoude konnen uyt gevonden werden, *SOO IST*, dat wy van onſer zijde tot meerder bevorderinge van dien gecommitteert ende geauthoriſeert hebben, ghelijck wy committeren ende authoriſeren by deſen, de Wel-geboorne, hoogh Edele, gheſtrenge, wijſe, voorſichtige Heeren, *Jacob Goris*, Walt-Graef des Neder-Rijcks-Walts, Burgemeeſter der Stadt Nimwegen, *Johan de Wit*, Raedt Penſionaris van Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Raed ende Penſionaris der Stad Tholen, *Johan van Reede*, Heer van Renswoude ende Emmichuyſen, &c. *Epo van Bootſma*, *tot Taniaburg*, *Elbert Anthoni van Pallant*, tot Oosterveen, Heer van 't Ham ende Vorſt, *Finerd J. Gerlacius* Raets-heer in Groeningen, reſpective Gedeputeerden in onſe Vergaderinge van weghen de Provincien van Gelderlandt, ende 't Graefſchap Zutphen, Hollandt, ende Weſt-Vrieſlandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieſlandt, Over-Yſſel, Stadt Groeningen en Ommelanden, omme in qualiteyt als onſe Gedeputeerden, te ſamen, ofte 't meerendeel van dien met de Heeren Plenipotentiariſen, ende Gevolmachtighde Miniſters van den hooghſt-gemelden Koningh, ende de hooghſt-gemelde Keur ende Vorſten over 't geene voorſz. is, in Conferentie te treden, ende met deſelve te maecken, te ſluyten ende te teekenen, eene vaſte ende ſekere Alliancie defenſive: ende wetende dat t'wel-gemelde Heeren onſe Gedeputeerden om te faciliteren de voorſchreve Negotiatie, ende Handelinge (op dat die ten goeden, ende gewenſchten eynde magh werden gebracht) van nooden hebben onſe ſpeciale Procuratie, volkomen Maght, authoriteyt, om alle ſcrupulen die diesaengaende ſoude mogen gemoveert worden, wegh te nemen, hebben wy haer gegeven, gelijck wy hun geven in krachte deſes, volkomen Maght, omme

ANNO 1666. *ſureté reciproque, comme par ces preſentes le permettons, & promettons en parolle de Roi que tout ce qui par nos Conſeillers & Plenipotentiaires ſuſdits aura, aux fins ſuſdites, été negocié, traité, promis & conclu, de l'avoir pour agreable, ferme, & inviolable à toujours, de l'obſerver en tous ſes Points & Clauſes, & ne rien faire en cachette ni ouvertement allencontre, mais d'aprouver & ratifier le tout au tems qui ſera convenu ſans diſſimulation.*

En temoin dequoi, Nous avons ces preſentes ſigné & ſcellé de nôtre Sceau privé, donné en nôtre Reſidence Royale à Copenhague le vingtiéme Mars mil ſix cens ſoixante-ſix.

Signé,

(L.S.) FREDERIC.

Et plus-bas étoit

C. Bierman.

Plein-Pouvoir de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A Tous ceux qui ces preſentes verront ou orront ſalut, ſçavoir faiſons, comme nous conjointement avec le Sereniſſime & Puiſſant Roi de Dannemarc, Norwegue &c. & le Sereniſſime Prince & Seigneur Frederic Guillaume Electeur de Brandebourg &c., & les Sereniſſimes Princes & Seigneurs George Guillaume & Erneſt Auguſte Freres, reſpectifs Evêque d'Oſnabrug tous deux Ducs de Brunſwick & de Lunebourg, avons penſé, en conſequence du vingt cinquiéme Article du Traité de plus étroitte Union fait avec le ſuſdit Seigneur Electeur de Brandebourg en datte du ſeize Fevrier dernier, & le vingt-& uniéme Article du Traité fait avec les ſuſdits Seigneurs Princes de Brunſwick & de Lunebourg en datte du onze vieux & vingt-un Septembre St. nouveau mil ſix cens ſoixante cinq, aux moyens de parvenir à une tranquilité particuliere par une Alliance plus étroite; Nous avons de nôtre part pour cet effect commis & authoriſé, comme nous commettons & authoriſons par ces preſentes, les nobles, diſcrets, ſages & prudens Seigneurs Jacob Goris Waltgrave de Neder-Rycks-Walts, Bourguemaitre de la Ville de Nimegue; Jean de Wit Conſeiller Penſionaire de Hollande & de Weſt-Friſe; Boniface de Vrybergue, Seigneur dudit lieu, Conſeiller & Penſionaire de la Ville de Tolen; Jean de Reede, Seigneur de Renſvoude & Emmichuyſen &c. Epo de Bootſma, Seigneur de Taniaburgh, Albert Antoine de Pallant d'Ooſterveen, de Ham & Vorſt, Finerd J. Gerlacius Conſeiller de Groningue, reſpectifs Deputez en nôtre Aſſemblée de la part des Provinces de Gueldres, du Comté de Zutphen, Hollande, & Weſt-Friſe, Zelande, Utrecht, Friſe, Overiſſel, Ville de Groningue & Ommelandes, pour en qualité de nos Deputez, enſemblement, ou la plus grande partie d'iceux, entrer en Conference ſur le ſujet ſuſdit, faire, conclure & ſigner une ferme & ſure Alliance deffenſive, avec les Seigneurs Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez du ſuſdit puiſſant Roi & deſdits Seigneurs Electeur & Princes; Et ſçachant que les ſuſdits Sieurs nos Deputez pour faciliter la ſuſdite Negociation & Traité, afin qu'il puiſſe être amené à une bonne fin, ont beſoin de nôtre Procuration ſpeciale, pleine puiſſance & authorité, afin d'ôter tous les ſcrupules qui pourroient naitre à cet égard; Nous leur avons donné, comme nous leur donnons par ces preſentes, Plein-pouvoir avec

ANNO 1666.

omme met de gemelde Heeren Plenipotentiariſen ende Gevolmachtighde Miniſters van d'hoogſt-gemelde ſijn Koninghlijcke Majeſteyt, Keur ende Vorſtelijcke Doorluchtigheden te moghen adjuſteren, reghten, tracteren, accorderen, ende beſluyten de voorſchreve Alliancie defenſive, ende 't geene alſoo beraemt, gearreſteert, ende beſlooten ſal weſen, te maecken ende te paſſeren ſoodanige Inſtrumenten ende beloften, in ſulcken goeden ende forme als noodigh weſen ſal, beloovende ſinceerlijck, oprechtelijck, ende ter goeder trouwen te ſullen houden voor goedt, aengenaem, vaſt, bondigh, ende van waerden alle 't geene by de meergemelde Heeren onſe Gedeputeerden in de ſelve qualité ſal ſijn gedaen, belooft, gheconſenteert ende gheaccordeert, 't ſelve onverbreeckelijck na te komen, t'onderhouden ende obſerveren, ſonder daer tegens immermeer yets te doen, ofte te laten geſchieden, directelijck of indirectelijck in wat manieren het oock ſoude mogen weſen, maer alles te ratificeren, ende t'approberen, endes noodt ſijnde, daer van te verleenen, ende paſſeren Brieven ende Inſtrumenten in de beſte forme, tot volkomen contentement, ende vergenoegen van de meerhooghſt-gemelde Coningh, Keur ende Vorſten. Ghegeven in onſe Vergaderinge, onder onſen grooten Zegel, Paraphure, ende de Signature van onſen Griffier, in den Hage op den... October *ſeſtien hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Volght de Procuratie van den Heer Keurvorſt van Brandenburgh.

WY *Frederick Wilhelm*, van Godes ghenade Marck-Grave tot Brandenburgh, &c. Doen hier mede kondt, ende te weten, nademael ſoo wel ſijne Majeſteyt tot Denemarcken, Noorweghen, &c. als oock wy, ende de Heeren Staten Generael, benevens het Vorſtelijcke Huys tot Brunſwijck ende Lunenburgh, goed ende noodigh hebben gevonden by deſe tegenwoordige gevaerlijcke ende verre uytſiende tijden, tot allerzijds verſeeckerheyt ende naerdere verbinteniſſe, eene Alliantie defenſive op te reghten ende te beveſtigen, dat wy tot dien eynde de hoogh-geleerde onſe Cleviſche ende Marckiſche Regeeringhs Raden, den Vice-Cancelier ende Reſident in 's Graven-hage, ende lieve getrouwe Matthias Romswinckel, der Reghten Doctor, ende Johan Copes geſamentlijck in 't beſonder hebben gedeputeert ende geordonneert, doch ſulx oock hier mede, ende in krachte deſes, gevende hun hier toe genoechſame authoriteyt ende Volmacht, omme met hooghſt ende hoogh-gemelde zijne Coninghlijcke Majeſteyts, gelijck mede de Heeren Staten Generael, ende de Heeren Hertogen tot Brunswijck ende Lunenburgh L. L. L. L. Dh. Plenipotentiariis over deſe Alliantie defenſive, ende verbinteniſſe te tracteren, te handelen, ende te ſluyten, gelijck wy dan oock hier mede belooven 't geen ſy van onſent wegen alſoo ſullen tracteren, handelen, ſluyten, ende onderſchrijven, dat wy alle het ſelve door middel van onſe Ratificatie voor aengenaem ſullen houden. Ten oirkonde ſoo hebben wy deſe Volmacht met eygene handt onderſchreven, ende met onſen Keurvorſtelijcken Zegel doen bekrachtigen.

Aldus ghegeven in onſe Reſidentie tot Cleve, den *twintigſten* nieuwen ende den *thienden* October ouden ſtijl *ſeſtien hondert ſes-en-ſeſtig.*

Geteeckent.

(L.S.) FREDERICK WILHEM, *Keurvorſt.*

Volght de Procuratie van de Heeren Vorſten van Brunſwijck ende Lunenburgh.

VAn Godes genade Georgh Willem, ende Ernſt Auguſtus Gebroederen reſpective Biſſchop tot Osnabrugge, beyde Hartogen tot Bronswijck ende Lunenburgh, oirkonden ende bekennen mits deſen voor een yegelijck, nademael de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, tot een Alliantie defenſive tuſſchen zijne Koninghlijcke Majeſteyt van Denemarc-

vec les ſuſdits Seigneurs Plenipotentiaires & Miniſtres authoriſez de Sadite Royale Majeſté & leſdits Electeur & Princes, d'ajuſter, dreſſer, traiter, accorder & conclure la ſuſdite Alliance deffenſive & ce qui la concerne, telle qu'ils jugeront & trouveront être utile, & de tout ce qui ſera ainſi arrêté & conclu d'en faire & paſſer tels Inſtrumens & Promeſſes, en telle bonne & convenable forme que beſoin ſera, promettant ſincerement, & de bonne foi de tenir pour bon, agreable, ferme & ſtable & vallable tout ce qui, par leſdits Sieurs nos Deputez en ladite qualité, ſera fait, promis, conſenti & accordé, & de l'entretenir & obſerver inviolablement ſans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puiſſe être; mais de ratifier & aprouver le tout, & s'il eſt neceſſaire, d'en donner & paſſer Lettres & Inſtrumens en la meilleure forme à l'entiere ſatisfaction & contentement des ſuſdits Roi, Electeur & Princes; Donné en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre grand Sceau, Paraphe & ſignature de nôtre Greffier à la Haye le... Octobre mil ſix cens ſoixante & ſix.

Suit le Plein-pouvoir de l'Electeur de Brandebourg.

N*Ous Frederic Guillaume par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg &c. ſçavoir faiſons par ces preſentes, que comme tant Sa Majeſté le Roi de Dannemarc, Norwegue &c. que nous & les Seigneurs Etats Generaux, enſemble la Maiſon de Bronſwick & Lunebourg avons trouvé bon & neceſſaire, dans ces tems dangereux d'apreſent de dreſſer & confirmer une Alliance deffenſive plus étroitte pour la ſureté commune & reciproque; Que nous avons à cet effect deputé & ordonné nôtre fidele amé Matthias Romſwinckel, Conſeiller de nôtre Cour de Cleves & de la Marck, Vicechancelier & nôtre Reſident à la Haye; & Jean Copes Docteur en Droit enſemblement & chacun d'eux en particulier leur donnant par ces preſentes Plein-pouvoir de traitter, negocier & conclure ſur cette Alliance deffenſive avec les Deputez & Plenipotentiaires de ſadite Royale Majeſté, comme auſſi des Seigneurs Etats Generaux, & des Seigneurs Ducs de Brunſwick & de Lunebourg, promettant par ces preſentes de ſigner ce qu'ils auront de nôtre part traitté, negocié, & conclu, & que nous l'agréerons par le moyen de nôtre Ratification; En temoin de quoi Nous avons ſigné le preſent Plein-pouvoir de nôtre propre main & l'avons confirmé de nôtre Sceau Electoral.*

Ainſi fait en nôtre Reſidence de Cleves le vingtiéme d'Octobre nouveau ſtile & dixiéme ſtile vieux, mil ſix cens ſoixante & ſix.

Signé.

(L.S.) FREDERIC GUILLAUME *Electeur.*

Suit la Procuration des Princes de Brunſwick & Lunebourg.

G*Eorge Guillaume, & Erneſt Auguſte Freres par la grace de Dieu Evêque d'Oſnabrug, & Ducs de Brunſwick & de Lunebourg, confeſſons & reconnoiſſons par ces preſentes par devant tous, que comme les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies nous ont priez amiablement d'entrer en Alliance deffenſive entre Sa Majeſté de Danemarc, Nor-*

ANNO 1666.

ANNO 1666. marcken, Noorweghen, &c. tuſſchen zijne Doorluchtigheyt den Heere Keurvorſt van Brandenburgh, ende tuſſchen hun op te reghten ons vriendelijck gebeden hebben, gelijck wy oock gemeynt ſijn de ſelve mede aen te gaen op ſeeckere conditien, ſoo als men dienaengaende onderlinge ſal konnen verdragen, dat wy daeromme den veſten, onſen geheymen, oock Raedt ende lieven getrouwen *Laurens Muller* ende *Abraham Wiquefort*, tot verhandelinge van alſulcken Alliantie hebben gecommitteert ende gevolmachtight, gelijck wy committeren ende volmachtigen de ſelve daer toe hier mede ende in krachte deſes, ſulcks ende in dier voegen dat zy met de hooggemelde Partyen, ende met derſelver Gecommitteerden daer toe genoechſaem gevolmachtight, hier over in handel mogen treden, oock vervolghens ſoodane Tractaten tot een beſluyt ende finale volkomentheydt helpen bevorderen; Wy belooven dienvolghende hier mede ende in krachte deſes, dat wy alle 't geene dat de opgemelde onſe Gevolmachtighden, uyt onſen name ende van onſent wegen in de receſſen daer over op te richten, ſullen komen te belooven ende onderteeckenen, alleſints ſullen houden voor aengenaem, behoorlijck approberen en ratificeren. Ten oirkonde ſo hebben wy deſe Volmacht met eygen handen onderteeckent, en met onſe Vorſtelijcke Zegelen bekrachtight.

Ghegeven ende ghedaen den *twaelfden* Junii Anno *ſeſtien hondert ſes-en-ſeſtigh.*

Geteeckent.

(L. S.) GEORG WILLEM.
(L. S.) ERNST AUGUSTUS.

wegue &c. & entre Sa Serenité Electorale de Brandebourg & Eux, comme auſſi nous y avons donné les mains à certaines conditions dont on conviendra particulierement à cet égard, Nous pour cet effect avons commis & authoriſé, commettons & authoriſons par ces preſentes Laurens Muller & Abraham Wiquefort nos chers amés & intimes Conſeillers, pour negocier laditte Alliance & en faire avancer & conclure le Traité final; promettons en conſequence par & en vertu des preſentes que nous ſignerons ce qui par leſdits Plenipotentiaires aura été fait & promis, & que nous le tiendrons pour agreable, l'obſerverons, l'aprouverons & ratifierons, En témoin dequoi nous avons ce preſent Plein-pouvoir ſigné de nos propres mains, & confirmé de nôtre Sceau. ANNO 1666.

Fait & donné le 12. Juin l'an mil ſix cens ſoixante & ſix.

Signé.

(L. S.) GEORGE GUILLAUME.
(L. S.) ERNEST AUGUSTE.

XLIV.

15. Nov. SUEDE ET BREME. *Tranſaction paſſée entre* CHARLES XI. *Roi de Suéde, & la Ville de* BREME *le* 15. *Novembre*, 1666. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 289. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. IX. pag. 459. en Allemand; dans LUNIG, *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz V. pag. 466; dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 130. en Allemand; & dans GASTELIUS *de Statu publ. Europæ noviſſ.* pag. 1087. en Allemand.]

QUandoquidem inter Sereniſſimum, Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum & Vandalorum Regem, Principemque Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Viſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. atque Conſules & Senatum Communitatis Civium Urbis Bremenſis varia Diffidia & Controverſiæ exortæ eſſent.

A primordio quidem Generoſiſſimus Comes & Dominus, Dominus Carolus Guſtavus Wrangel, Regiæ Suæ Majeſtatis & Regni Sueciæ Conſiliarius, Regni Mareſchalcus, ut & Vicarius Generalis in Pomerania, & Supremus Judex Provincialis Uplandiæ, Comes in Salmis, Baro in Lindenberg, Dominus in Schagcloſter, Bremervœrdæ Wrangelsburg, Speicker; Eckbyhoff, & Greyffenberg &c. tanquam ſupradictæ Regiæ Suæ Majeſtatis Plenipotentiarius, ad requiſitionem Conſulum & Senatus Civitatis Bremenſis amicabilem Compoſitionem eorundem tentare curaſſet, cùm verò eæ fruſtraneæ eſſent, & ad Arma dehinc quidem ventum fuiſſet; nihilominus Comitis Excellentia ſua fecit, ut ſuaſu infra dictorum laudatiſſimorum Electoralium & Principalium Dominorum Legatorum, utpotè qui ex Mandato Gratioſiſſimorum Dominorum ſuorum Principalium ad hos Tractatus convenerant, illa reaſumeretur; mediante quâ, per Dei gratiam, deſiderata amicabilis Compoſitio, uti ex ſubjunctis capitibus videre eſt, inſecuta eſt.

I. Utut verò inprimis Domini Comitis Excell. eò contendebat, ut Civitas Immunitati Imperiali, cùm ex ea omnium controverſiarum & diſſidiorum originem ſcaturire cenſeret, majoris ſecuritatis ergò renunciare deberet; nihilominus intercedentibus Dominis Legatis & ex mutuo publicæ tranquillitatis deſiderio; res ſic tranſacta & compoſita fuit, ut in reſpectum ad Regiam Suam Majeſtatem humillimum & in ejusdem honorem, Civitas declaraverit, quòd poſt exitum adhuc durantium Comitiorum, à ſeſſione & voto in Imperii Diætis, uſque ad finem hujus ſæculi, ſivè uſque dum ex voluntate Divina ſcriberetur Annus milleſimus ſeptingenteſimus, abſtineat, & ſi intermedio hoc tempore, Conventus Imperii indicetur & ad eum Civitas invitetur, quòd illa velit & obſtricta ſit, nec per Deputatos ſuos, nec alios Peregrinos Seſſionem in Senatu Civitatum Imperialium occupare, aut facere ut Vota ſivè Sententiæ in eo dicantur. Ex adverſo autem Civitas ſibi reſervavit, quòd exinde nullatenus aliqua præſcriptio, aut alia detrimentoſa conſequentia contra illam allegetur; Civitatique poſt hujus temporis decurſum, ſi interim de alio amicabiliter non conveniatur, aut judicialiter diverſum non determinetur, liberum ſiet in Comitiis ſeſſione votoque ſui denuò uti fruique.

II. Præterea declarat animum ſuum Civitas Bremenſis in tantum, quòd ea ſimiliter uſque dum de aliò conventum aut judicialiter diverſum determinatum erit in Saxoniæ Inferioris Diætis Circularibus ſeſſionem & votum prætendere aut expetere haud velit.

III. Quoad Collectas Imperiales concordatum & tranſactum fuit, quòd quidem in poteſtate Civitatis ſit indictam portionem ſuam Imperii Ærario immediatè ſolvere; Ne verò Status Provinciales Ducatûs Pomeraniæ, ob remiſſionem illam, præter debita ſua onera, graventur, Conſulibus & Senatui Civitatis Bremenſis incumbet, à Sua Majeſtate Cæſarea & Imperio, Provinciæ detractionem decimæ quartæ partis Imperialis Indictionis impetrare, & uſque dum id fiet, in tantum Provinciam ſublevare & Summam illam in ſe recipere.

IV. Quoad Collectas Circulares verò circa eas ſequens modus tenebitur: Quoties in Saxoniæ Inferioris Conventibus Circularibus Collectæ aliquæ decretæ erunt,

ANNO 1666. erunt, & de eo Regium Regimen, quod Stadæ eſt, nomine Circuli certiùs redditum fuerit, atque id ipſum ab eo dein Conſulibus & Senatui Civitatis Bremenſis palàm fiet, quod tunc illi partem decimam quartam quotæ totius Ducatûs, Ærario Regiæ Suæ Majeſtatis Stadenſi inferent, & ſi, circularia auxilia Viris militaribus conſtent, concordatum erat, quòd tunc ſecundum illam ipſam normam eos, Ducatus Bremenſis Copiis Circularibus adjungere, utrumque tamen ſine præjudicio, obligati erunt. Deſuper porrò, attamen citra præjudicium alterutrius Partis definitum fuit, etſi in illo Anno 1654. Stadæ confecto Receſſu art. 10. cautum ſit, ſi quando Civitatem in quatuor Pagis (*vier Goben*) & Diſtrictu Barchfeld, Imperiales, Circulares aut Provinciales Collectas indicere & cogere contingat, ut tunc dimidiam earum partem Ærario Ducatûs Bremenſis inferre debeant, ut id nihilominùs inpoſterùm in Imperialibus & Circularibus Collectis locum haud obtineat, ſed quotiescunque illæ recipientur, Civitatis ſolius, in ejusdem ſublevationem, absque illatione partis dimidiæ in dictum Ærarium, commodo cedent. At quoad Provinciales Collectas dictus Articulus Receſsûs Stadenſis vigorem ſuum obtineat.

V. Cætera Jura & effectus immedietatis, ut & Jus Territoriale, in quatuor Pagis (*Goben*) nec non ad idem pertinentem Diſtrictum Barchfeld, quod concernit, (quibus verò omnibus ex parte Regiæ Suæ Majeſtatis hisce contradicitur,) maneat & conſervetur ſine perturbatione Civitas juxta tenorem allegati Receſsûs Stadenſis Art. 1. & 10. in ſua poſſeſſione, quatenus, & in quo ſtatu eorundem antehac fuit, uſque dum ſimiliter aliter vel amicabiliter conventum, vel judicialiter determinatum erit, nec præſentia metata & tributa in quatuor Pagis (*Goben*) & Diſtrictu Barchfeld, in conſequentiam trahantur. Nihilominus invicem placuit, quòd hæc reſpectivè Conventio & Contradictio, ulli Partium Juri præjudicari non debeat. Quemadmodum Civitas quoque promiſit, ſeſe in quatuor Pagis (*Goben*) nihil innovaturam, nec Fortalitia in illis extruere tentaturam; Si tamen in & circa ab antiquo obtenta limitanea Loca quid reparandum foret, id illud ipſi, proùt ante fieri conſuevit, liberum ſit. Verùm quicquid intra illa in Specula & Cattorum Turri Habenhuſæ, Æſtæ, Lanckenoviæ & alibi munitum exſtat, ſtatim poſt concluſos hosce Tractatus, quemadmodum ante hos motus turbulentos erat, demolietur, nec unquam reædificietur.

VI. Quamvis à parte Suæ Regiæ Majeſtatis, cenſebatur, Conſules & Senatum teneri omnia Munimenta circa Urbem, fundo & ſolo Suæ Regiæ Majeſtatis, aut ejuſdem Vaſallorum hodiernorum inædificata demoliri & dejicere; Tamen Domini Comitis Excellentia, ad interceſſionem Electoralium & Principalium Dominorum Legatorum, & quò Regiæ Suæ Majeſtatis Clementia Manſuetudove pleniùs pateferet, ab hoc ipſo deſtitit, ſub hac expreſſa tamen cautela, quandoquidem id ſine ulla præcedenti efflagitatione factum fuit, ut Conſules & Senatus mediante Scripturâ veniam petant, & quòd Civitas hoc nomine & ratione eorum, quæ alias in his turbis & ante illas Regiam Suam Majeſtatem quodammodo moleſtia affeciſſe arguentur, humillimâ ſupplicatione intercedere velit, quo Regia Sua Majeſtas, ex hoc conceptam offenſam, remittat, & Civitatem Gratiæ ſuæ radiis illuſtriorem & ſplendidiorem reddere, porròque Clementiam ſuam eidem conſervare dignetur. Si verò progreſſu temporis reparatio aut amplificatio Munimentorum Urbis, Conſulibus & Senatui neceſſaria viſa fuerit, quæ ad Majeſtatis Suæ Regiæ vel ejusdem Vaſallorum fundos extendi deberet, promittit Domini Comitis Excellentia, ſub ſpe rati tamen, quòd Civitati ad humillimas preces & pro æquabili ſatisfactione Poſſeſſores Suæ Regiæ Majeſtatis id haud denegaturi ſint.

VII. Præterea (ſed ſine alterutrius Partis præjudicio) conventum placitumve fuit, quòd Conſules & Senatus Civitatis Bremenſis in poſterum, uſque ad ſecuturam Tranſactionem aut Cognitionem Judicialem, prædicato ſivè titulo Imperialis liberæ Civitatis, erga Suam Regiam Majeſtatem, & Ejusdem Regimen, vel alia ejusdem Collegia atque Miniſtros, ut & nec in Libris aut Scripturis publicis, ſivè Edictis ad quatuor Pagos in Blumenthal & Neukirchen, vel aliàs ad Regiones, notitiæ cauſa emanaturis & affigendis, non utentur. Aliis verò in caſibus hoc Conſules & Senatus remiſiſſe minimè volunt. Ex adverſo Majeſtas Sua Regia verbis Civitatis Bremenſis (*der Stadt Bremen*) & verbo cupit (*begehren*) uti vult.

ANNO 1666. VIII. Declarat quoque Regia Sua Majeſtas ſuum animum in tantùm, quod permittet, ut ipſa Civitas omnibus ſuis ab antiquo exercitis Privilegiis, Juribus, Libertatibus & Conſuetudinibus, tàm in Eccleſiaſticis, quàm Secularibus, juxta Inſtrumentum Pacis, quietè gaudeat, nec in ullo contra illa gravetur, aut, ut gravetur, ſufferet. Sicque Civitas Bremenſis non impediet, Nobilitatem Equeſtrem Ducatûs Bremenſis, & ejusdem Familias, ab antiquo acquiſitis, qua in Urbe gaviſa erat Immunitate & Libertatibus, ab omnibus Civilibus Collectis & oneribus frui, & nemini contrario facto moleſtiam creabit. Quemadmodum quoque Civitati Bremenſi, ejusdem Civibus & Incolis, ab antiquo acquiſita, qua olim in Archi-Epiſcopatu nunc Ducatu Bremenſi gaviſa & gaviſi erant Libertas à Teloniis, & omnes aliæ Immunitates ſartæ tectæ reſerventur.

IX. Omnia quæ, durante hoc Bello, ad horam præſentem uſque contigerunt, vel hinc inde illata damna & offenſiones, vel verbis, ſcriptis aut oneribus factæ, per hæc reſpectivè gratioſiſſimè remiſſa, omninò intermortua & oblivioni tradita ſunto, ſic ut propterea de nemine vindicta ſumetur, nec ea cuiquam exprobrentur, aut malevolo animo in memoriam revocentur, vique hujus omnes Captivi, hinc inde abſque lytro ullo dimittuntor, omnia & ſingula Bona, tàm mobilia, (quæ adhuc exſtant,) quàm immobilia, quomodocunque illa appellentur, & ubicunque illa ſita erunt, absque impenſis liberantor, & Proprietariis ſine ulteriori læſione iterum extraduntor.

X. Quodcunque igitur in præſenti Tranſactione immutatum & abolitum non reperietur, ſervetur omninò, prout in Stadenſi Receſſu Anno 1654. conventum fuit. Et cùm ille diverſa quædam Puncta contineat, quæ vel executioni mandata haud fuerunt, aut aliàs adhuc impedita hærent, eorum nomine brevi Tractatus amicabiles aſſumentur. Ut tamen præſens hæc Tractatio interim vigorem ſuum adipiſcatur & obtineat.

XI. Conſules & Senatores Civitatis Bremenſis, obſtricti ſunto, poſt inſecutam & extraditam Ratificationem hujus Tranſactionis, Homagium, juxta antehac concordatam Formulam & ſecundùm contenta in Articulo ſecundo præcitati Receſsûs Stadenſis, altèmemoratæ Suæ Majeſtati, tanquam Duci Bremenſi, tempore ad hoc ab ipſa conſtituto præſtare. Præterea promiſere, Conſules & Senatus quò firmiùs & ſub arctiori vinculo huic Tranſactioni ſtetur, illa pro ſe, & mediante ſufficienti Mandato in animam Communitatis Civium Juramento roborare, cùm verò illi inſimul inſtantiùs petiiſſent, ut Locus ille & aditus in agrum Bremenſem, *zu der Burg* dictus, cum pertinentiis, demoliretur & reſtitueretur, huic verò Domini Comitis Excellentia aſſentiri nequiverit, conventum fuit, ut quamdiù Regia Sua Majeſtas, quoad dictum Locum *zu der Burg* & ejusdem demolitionem & reſtitutionem gratioſam ſuam voluntatem declarare ſuperſederit, & ſic eo nomine, juxta octavum Articulum Receſſûs Stadenſis ex fundamento id ſublatum non erit, præſtatio ſupramemorati Juramenti in ſuſpenſo maneat & relinquetur.

XII. Dein quoque inter Partes concordatum & promiſſum fuit, quod ratione toties memoratæ Immunitatis, & ab ea dependentium, aut aliorum nondum Tranſactione finitorum Punctorum, nec non ſub prætextu aliquarum Contraventionum, nec aliunde, aut aliis ex cauſis, quocunque illæ nomine appellari velint, etiamſi amicabilis Compoſitio vel Sententia Judicialis non ſequetur, nec nunc nec impoſterum, à nulla parte via facti procedetur aut ullus Hoſtilitatis actus exerceatur; Et ſi una alterave Pars fortè contrarium quid admiſſum fuiſſe, putaverit, aut aliàs Controverſiæ ſuborientur, ſtatim atque id innotuerit, mittentur hinc inde aliqui, qui conjunctim cauſam perpendant, & in tempore Tranſactione amicabili componere intendant, deficiente autem ea, res Cognitioni Judiciali commiſſa relinquetur.

XIII. Decrevit Domini Comitis Excellentia, ſtatim atque hæc Tranſactio ſubſcripta erit, obſidionem & incluſionem Urbis ſolvere, Flumen & aditus recludere, & Commerciis liberum curſum permittere; Proindéque Copiæ, niſi in quantum iis uni alterive Parti iisdem ad Præſidia & ſecuritatem opus habere, viſum fuerit, reſpectivè exauctorabuntur & abducentur.

XIV.

ANNO 1666. XIV. Supra expreſſorum & tranſactorum Punctorum Ratihabitionem Regiæ Suæ Majeſtatis, intra tres menſes conciliaturam & Civitati circa admiſſionem ad ſupra memoratum conſuetum homagium, unà cum, ſub nomine Regio in Receſſu Stadenſi Anno 1654. determinatis Literis Reverſalibus extradituram Domini Comitis Excellentia ſe offert & pollicetur.

XV. Tandem Civitas Bremenſis ex parte ſua Ratificationem hujus Receſſûs à Sua Regia Majeſtate efflagitare, ſibi reſervatam cupit, & quod ille ſine detrimento Inſtrumenti Pacis ullo fiet.

In fidem horum omnium hujus Tranſactionis ſunt confecta unius tenoris Exemplaria duo, & à Supremi Exercituum Ducis Excellentia, tanquam Regiæ Suæ Majeſtatis Plenipotentiario, ut & Civitatis Bremenſis delegatis Commiſſariis, Domino Doctore Johanne Wachmann, Conſiliario & Comite Palatino Cæſareo, Domino Doctore Johanne Hermes, Doctore Hermanno *Schœnen*, reſpectivè Civitatis Syndico Seniore, Senatoribus, & Juris Profeſſore, & Altermanno, Dettharddo Köper, ſubſcripta; nec non ex parte ſuarum Electoralium Serenitatum Colonienſis & Brandeburgici, atque ex parte ſuarum Principalium Serenitatum Ducum Brunſwicenſium, Lunæburgenſium, Oſnabruggenſis, Zellenſis, Calenbergenſis & Wolffenbüttelenſis, demùm Sereniſſimi Principis Haſſo-Caſſellani, Legatis, nempè Domino Petro Buſchmann, Electorali Colonienſi Conſiliario intimo & Cancellario, Domino Gerhardo Jaen à Ledeburg, Electorali Brandeburgico intimo in Regimine Mindano Conſiliario, & Droſſardo in Petershagen, & Domino Johanne de Bayren, Electorali Brandeburgico Conſiliario intimo Regiminis Clivio-Marcenſis & Judicii Aulici Directore, Domino Georgio Chriſtophoro de Hammerſtein, Ducali Oſnabruggenſi & Brunſwicenſi-Lunæburgico Conſiliario intimo & Aulæ Mareſchalco, Domino Friderico Caſimiro, Domino in Eltz, Ducali Brunſwicenſi-Lunæburgico intimo & Camerali Conſiliario, Dn. Hildebrando Chriſtophoro à Hardenberg, Ducali Brunſwico-Lunæburgico Conſiliario intimo & Principis Vicario, nec non Domino Regnero Bodenhauſen, Principali Haſſo-Caſſellano intimo Regiminis Conſiliario, teſtimonii causâ manibus ſuis & Sigillis ſubſignata fuerunt.

Acta hæc ſunt in Regio Suecico Hoſpitio principali, Habenhuſæ die XV. Novemb. Anno MDCLXVI.

(L.S.) CAROLUS GUSTAVUS WRANGEL.

(L.S.) JOHANN WACHMANN, D.

(L.S.) JOHANN HERMES, D.

(L.S.) HERMAN SCHÖNE, D.

(L.S.) DETTHARD KÖPER.

(L.S.) PETRUS BUSCHMANN.

(L.S.) G.J. LEDEBURG.

(L.S.) JOHANN DE BAYER.

(L.S.) GEORG. CHRISTOPH. VON HAMMERSTEIN.

(L.S.) FRIEDERICH CASIMIR, HERR VON ELTZ.

(L.S.) HILDEBRAND CHRISTOPH VON HARDENBERG.

(L.S.) REGNER BADENHAUSEN.

XLV.

13. Dec. LA FRANCE ET LES IROQUOIS.

Paix accordée par l'Empereur de FRANCE, *aux Iroquois de la Nation d'*ONNONTAGUE. *Le treiziéme Décembre* 1666. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

ARTICLES de la Paix demandée par ſix Ambaſſadeurs Iroquois, Garakontie, Ahonnonh8araton, Gatiennonties, Hotre8ti, Ha8endaientak, Te Gannontie, de la Nation d'Onnontague, tant au nom de ladite Nation, qu'en celui des deux Superieures, Goio8en, Tſonnont8an: Enſemble par Achinnhara, de la Nation d'Onnei8t; les interêts de laquelle il a ſtipulé, aprés s'eſtre joint auſdits Ambaſſadeurs: Et accordez au nom & de la part du Roi Tres-Chreſtien, par Meſſire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Lieutenant General des Armées de Sa Majeſté, & dans les Iſles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, de ce ſuffiſamment autoriſé en vertu du Pouvoir à lui donné par les Lettres Patentes de Sa Majeſté, en datte du   en la preſence & aſſiſté de Meſſire Daniel de Courcelle, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Lieutenant General des Armées de Sa Majeſté, & Gouverneur de l'Acadie, Iſle de Terre-Neuve & de Canada; & de Meſſire Jean Talon, auſſi Conſeiller de Sa Majeſté, & Intendant de Juſtice, Police & Finances de la Nouvelle France. ANNO 1666.

AU NOM DE DIEU qui a tout fait. Soit notoire à tout l'Univers, que comme cy-devant les Roys Tres-Chreſtiens, de glorieuſe memoire, auroient ſouvent avec peril, peine & dépenſes, envoyez leurs Sujets à la découverte des Païs inconnus, & occupez par les Nations Sauvages, Barbares & Infidelles; Cependant avec ſi peu de ſuccez que juſqu'au Regne de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puiſſant Prince LOUIS Quatorziéme, par la grace de Dieu Roy Tres-Chreſtien de France & de Navarre, les Armes de leurs Majeſtez ne ſe ſeroient portées que juſques à l'Iſle de Mont-Real, dans le grand Fleuve de S. Laurens: Mais que ſous le Regne dudit Seigneur Roy LOUIS Quatorziéme, Dieu par ſa Miſericorde ſoûtenant les pieux deſſeins de Sa Majeſté, fortifiant ſes genereuſes entrepriſes, & beniſſant ſes Armes d'ailleurs victorieuſes, auroit ouvert aux François ſes Sujets le chemin aux Habitations des quatre Nations Iroquoiſes Superieures, & introduits en ces Contrées voiſines du Lac Ontario les meſmes François, tant pour y eſtablir le nom de CHRIST, que pour y aſſujettir à la Domination Françoiſe les Peuples Sauvages qui les habitent; Les Ambaſſadeurs cy-devant nommez, ne ſont pas venus demander une nouvelle Paix, ne pretendant pas que la premiere union des Iroquois avec les François ſoit rompuë ou bleſſée; mais ſeulement ſupplier que l'on confirme la premiere, en leur accordant la continuation de la même protection qu'ils ont cy-devant receuë des Armes de Sa Majeſté, & de ſes Sujets qui ont habité Onnontague durant pluſieurs années; Sur quoy il a eſté convenu & arreſté ce qui enſuit.

PREMIEREMENT. Que puiſque les quatre Nations d'Onnontague, Goiog8en, Tſonnont8an, & Onnei8t, ſupplient tres-humblement ledit Seigneur Roy, d'enterrer avec les François maſſacrez la memoire de tous les torts, excez, injures, & violences: Iceux Iroquois auſſi remettant de leur part tous les eſchets & déplaiſirs qu'ils ont receus, ſoit des Hurons, ſoit des Algonquins Sujets dudit Seigneur Roy, ou vivant ſous ſa Protection, par infraction de Traitez de Paix autrefois faits avec eux, par le maſſacre de leurs Ambaſſadeurs, ou par la détention de leurs preſens, ſans y répondre par d'autres de pareille nature.

II. Que leſdits Hurons & Algonquins habituez au Nort du Fleuve de Saint Laurens, depuis les Eſquimaux & Bertiamites, en remontant juſqu'au grand Lac des Hurons, ou Mer douce, & au Nort du Lac Ontario, ne pourront à l'avenir eſtre inquietez dans leur Chaſſe par les quatre Nations Iroquoiſes, ou troublez dans leur Commerce en deſcendant par la Traitte à Mont-Real, aux Trois Rivieres, à Quebec, ou par tout ailleurs, ſoit par Terre dans les Bois, ou par Eau dans leurs Canots, ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre; Ledit Seigneur Roy declarant dés à preſent qu'il les tient tous, non ſeulement ſous ſa Protection, mais comme ſes propres Sujets, s'eſtant une fois donnez à Sa Majeſté à titre de ſujettion & vaſſelage, ains au contraire que leſdites Nations Iroquoiſes ſeront obligées de les aſſiſter en tous leurs beſoins, ſoit en Chaſſe, ſoit en Paix ou en Guerre, & que les diviſions & inimitiez qui ont eſté entre leſdits Algonquins & Hurons, & entre les Iroquois, ceſſantes par le preſent Traité, il y aura une Amitié & un ſecours mutuel entre toutes leſdites Nations, qui s'uniront comme Freres pour leur commune deffenſe, ſous la protection dudit Seigneur Roy.

III. Que leſdites Nations Iroquoiſes ayant rendu des témoignages du reſpect & de la forte conſideration qu'elles avoient pour le nom François, en la perſonne du nommé le Moyne, Habitant du Mont-Real, Sujet dudit

ANNO 1666. dudit Seigneur Roy, par elles pris en Guerre, qu'elles ont ſoigneuſement conſervé & ramené de meſme ſain & entier juſques dans ſon propre Foyer, avec un autre François leur priſonnier, ledit Seigneur Roy leur remettra une femme Iroquoiſe, Captive des Algonquins demeurans aux Trois Rivieres, comme des à preſent il ait une Femme Huronne d'une Famille refugiée à Tſonnont8an, laquelle ſe trouve preſentement Captive dans le Fort des Hurons à Quebec.

IV. Que conformément à leurs deſirs, & à leurs inſtantes prieres, il leur ſera accordé deux Robes Noires, c'eſt-à-dire deux Peres Jeſuites, l'un deſquels ſera Succeſſeur des charitables ſoins que le feu Pere le Moyne a pris de leur inſtruction; Qu'auſſi en échange elles auront pour leſdites deux Robes, les meſmes ſentimens de reconnoiſſance qu'elles ont témoignez à la memoire dudit feu Pere, la mort duquel elles ont declaré avoir appriſe paſſant aux Trois-Rivieres avec un ſenſible déplaiſir, ayant meſme fait un preſent pour le reſuſciter. Pareillement qu'il leur ſera envoyé au Printemps prochain un Armurier, pour remettre leurs Armes rompuës en eſtat de ſervice contre leurs Ennemis, & un Chirurgien pour penſer leurs malades & leurs bleſſez; ce qu'elles ont ardemment deſiré, & ce que ledit Seigneur Roy leur accorde volontiers, pour leur témoigner non ſeulement le zele qu'il a de procurer chez elles l'avancement du Chriſtianiſme, l'établiſſement de la Foy, & leur ſalut, en les faiſant inſtruire des Principes & Myſteres de noſtre Religion; mais la bonté & charité qui porte Sa Majeſté à leur donner les ſecours temporels qui leur ſont ſi neceſſaires, ou ſi utiles contre les maladies, leurs Ennemis domeſtiques, & contre l'attaque des Eſtrangers.

V. Que puiſque les quatre Nations Iroquoiſes reconnoiſſent les avantages qu'elles ont receus de l'union des François, & de la communication qu'ils avoient avec elles, tandis qu'elles les ont eus dans leurs Habitations, & que les eſperans pareils, elles demandent que ledit Seigneur Roy faſſe paſſer à Onnontague, Coiog8en & Tſonnont8an, des Familles Françoiſes pour s'habituer dans leur Païs, offrant d'aider à leur eſtabliſſement, & de les appuyer de leurs forces contre les Nations qui voudroient s'y oppoſer ou le retarder, Sa Majeſté s'engage d'y en envoyer au Printemps prochain, avec les Ambaſſadeurs qui doivent apporter la Ratification du preſent Traité de la part des quatre Habitations, à condition que dans chacune d'icelles il ſera donné des Champs propres à former des Cabanes, pour y mettre leſdites Familles à couvert, & nourrir du Bled d'Inde, qui ſera fourni pour ſemence en échange d'autres Denrées qui ſeront à cet effet portées de la part des François qui en fourniront aux Nations Iroquoiſes. Que la Chaſſe & la Peſche ſeront communes aux Familles Françoiſes, qui d'ailleurs recevront des Iroquoiſes tous les ſecours & les aſſiſtances favorables, que de veritables Freres doivent s'entrerendre les uns aux autres.

VI. Que pour rendre l'union deſirée des Nations Iroquoiſes avec la Françoiſe, plus forte & plus ſolide, la Paix plus ferme & perdurable, & la Correſpondance plus aiſée, il ſera envoyé de chacune des quatre Nations Superieures à Mont-Real, aux Trois Rivieres, & à Quebec, deux des principales Familles Iroquoiſes, auſquelles il ſera donné des Champs, & des Bleds d'Inde & François, outre le benefice de la Chaſſe & de la Peſche commune, qui leur ſera accordé: & ce pour nourrir & fomenter d'autant plus cette Paix ſouvent faite & ſi ſouvent rompuë, & engager mieux ledit Seigneur Roy à continuer ſa protection à toute la Nation en general, à laquelle ce moyen eſt offert pour ſeconder les bonnes intentions qu'elle a, de ne tenir pas les François par l'extremité de la robe & par la frange ſeulement, mais les embraſſer fortement par le milieu du corps.

VII. Que ſur l'aſſeurance donnée au nom des quatre Nations, qu'il ne ſera fait aucun acte d'Hoſtilité ſur les François Algonquins & Hurons, la Hache deſdits François Algonquins & Hurons, demeurera reſpectivement ſuſpenduë à l'égard deſdites Nations Iroquoiſes, juſqu'au retour des Ambaſſadeurs avec la Ratification du preſent Traité. Bien entendu que comme il y a des Onnei8teronnons & Gaigneigronnons en Parti de Chaſſe & de Guerre; Si, qu'à Dieu ne plaiſe, ils attaquoient ou par hazard ou par malice les François Algonquins ou Hurons, il ſera permis à ceux-cy de repouſſer la force par la force, & d'avoir recours aux Armes pour mettre leurs vies en ſeureté, ſans que pour la mort ou defaite deſdits Partis, on puiſſe imputer leur juſte reſiſtance à infraction de ce Traité. ANNO 1666.

VIII. Que comme on ne peut excuſer les Gagneigronnons de n'avoir pas ſceu l'arrivée des François, les Forts par eux conſtruits & avancez ſur la Riviere de Richelieu, & dans le voiſinage de l'Habitation deſdits Gagneigronnons, le leur ayant deu ſuffiſamment apprendre, on ne peut auſſi les excuſer de n'avoir pas envoyé des Ambaſſadeurs pour demander la Paix, de meſme que les autres Nations Superieures; Qu'ainſi cette Nation ſeule ſera excluë de ce Traité pour le preſent, le Seigneur Roy ſe reſervant de l'y comprendre, s'il le juge à propos, lors qu'elle envoyera de ſa part luy demander la Paix & ſa Protection.

IX. Pour que le preſent Traité demeure ſeur, ferme & inviolable, & qu'il ſoit accompli en tous les Points & Articles y contenus, traitez, accordez & ſtipulez, entre Meſſire Alexandre de Prouville, en preſence & aſſiſté comme-deſſus, & les ſix Ambaſſadeurs cy-deſſus nommez, il ſera reſpectivement ſigné de part & d'autre, pour demeurer autentique & y avoir recours en cas de beſoin; Aprés que lecture en aura eſté faite en Langue Iroquoiſe, & que dans quatre Lunes la Ratification en ſera apportée de la part des quatre Nations Superieures, par le retour des mêmes Ambaſſadeurs, qui ne pouvant ſigner ſe ſont volontairement obligez de mettre la Marque diſtinctive de leurs Familles, l'Ours, le Loup & la Tortuë, en preſence de François le Mercier, Religieux, Preſtre & Superieur de la Compagnie de JESUS, à Quebec, de Joſeph Marie Chaumonot, autre Preſtre & Religieux de la même Compagnie, & de Charles le Moyne, Habitant de Mont-Real, tous Interpretes des Langues Iroquoiſes, & Huronnes, leſquels ont ſigné comme témoins. Fait à Quebec le treiziéme Decembre 1666.

XLVI.

Vergleich zwiſchen Chur-Maynß/ und dero Ertz-Stifft an einem: dann dem Fürſtlichen Hauß Sachſen anderen Theils/ durch Ihrer Churfürſtlichen Durchleucht. zu Sachſen Vermittelung getroffen/ wordurch allerhand Irrungen wegen der bey der Stadt Erfurth/ und in derſelben Diſtrict hergebrachten/ und prætendirten Gerechtigkeiten/ ſo ſich zwiſchen beyden Theilen bißhero enthalten/ beygeleget werden. Leipzig den $\frac{20}{30}$ Decembr. 1666. $\frac{20}{30}$ Dec. [CHRIST. GASTELIUS *de Statu Publico Europæ noviſſ.* Cap. XXXII. pag. 1141. d'où cette Pièce eſt tirée. Elle ſe trouve auſſi dans LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Abſatz I. pag. 411.]

C'eſt-à-dire,

Traité conclu par la Mediation de ſon Alteſſe Electorale de SAXE, *entre l'Electeur Archevêque de* MAYENCE, *& ledit* ARCHEVECHE *d'une part, & les Sereniſſimes Ducs de* SAXE *d'autre part, pour l'Accommodement de leurs Diferents, au ſujet des Droits pretendus & conteſtés entr'eux ſur la Ville* d'Erfort, *& ſon Territoire. A Leipſich le* $\frac{20}{30}$. *Decembre* 1666.

Als ſich zwiſchen Chur-Maynß / und dero Ertz-Stifft an einem / dann dem Fürſtlichen Hauſe Sachſen an andern Theil / wegen der bey der Stadt Erfurt und in derſelben Diſtrict hergebrachten und prætendirten Gerechtigkeiten / allerhand Irrungen / nit allein von vielen Jahren hero / enthalten / ſondern auch nach erfolgter Occupation und Verände-

rung

Anno 1666.

rung der Stadt Erfurt von neuem ereignet / oder noch künfftig zu beſorgen geſtanden; haben beyde Theile den Churfürſten von Sachſen / Hertzog Johann Georgen den anderen / um die Mediation gebührend erſuchet / welcher ſolche willigſt über ſich genommen / auch daſz Seine Herrn Brüder hierinnen guten Raht mit beytragen möchten / gut befunden / deswegen eine Zuſammenſchickung allerſeits gevollmächtigter Rähte nacher Leipzig veranlaſſet / und durch Chur-Sachſen perſönliche / auch der zu End untergeſchriebenen Räthe angewendete Bemühung auch vielfältiges bewegliches Zureden / zwiſchen aller Intereſſenten deshalber anweſenden Abgeſandten ein beſtändiger Vergleich abgehandelt / alle Differentien gäntzlich hingeleget / und zu mehrer Urkunde / die darinn enthaltene Puncta, als ein willkührliches Recht und unwiederruffliche Transaction, in dieſem Receſs verfaſſet worden:

Executions-Receſs.

Nachdem durch Chur-Sachſen Vermittelung die mit Chur-Mayntz und dem Hauſe Sachſen bey der Stadt Erfurt obbeſchwebete Jrrungen zu Leiptzig den 20. 30. Decemb. Anno 1665. durch einen Receſs beygeleget / etliche darinnen begriffene Puncta aber zu mehrer Unterſuchung ausgeſtellet / als iſt eine Zuſammenſchickung etlicher vollmächtigter Räthe in Erfurt veranlaſſet / allerſeits vorgebrachte Erinnerungen gegen erwehnten Leiptziger Receſs gehalten / reifflich überleget / nachbenannte præſtanda præſtiret / das jenige / was weiterer Handlung bedürfft / erörtert / und darüber dieſer Executions-Receſs vollzogen worden.

I.

Jus territoriale im Erfurtiſchen Gebieth.

DAs Jus territoriale cum omnibus Juribus Superioritatis in der Stadt Erfurt / und auff dem Lande deroſelben Gebiethe / es ſey in Sächſiſchen oder anderen Lehnbahren Orten / wie auch in Aemtern Tohndorf und Mühlberg / ſoll Chur-Mayntz und dem Ertzſtifft ohn Anſpruch hinfüro verbleiben.

II.

Etliche von dem Jure territoriali dependirende Species.

DJe Fürſtliche Sächiſche Prætenſiones der Nohthülffe / Noth-Steuer / Evocation vors Hoffgerichte zu Jehna / Annehmung der Appellation von Erfurtiſchen Gerichten / Erforderungen zu Landtagen / Inſinuation der Patenten und derſelben Anſchläge / Beſchreibung zu Aufwartung / Haltung der Lands-Trauer / und was von dem der Fürſtlichen Hoheit dependiret / ſollen nun gäntzlich hinweg fallen / auch bey denen Cantzeleyen die Titulaturen nach dieſem Vergleiche eingerichtet werden.

III.

Execut. Receſs §. 2. wird gemeldet / daſz an die Regiernngen / ſich in dergleichen Begebenheiten darnach zu achten / Verfügung ergangen ſey.

Der Schutz-Vertrag.

DEr Schutz-Vertrag iſt dem Hauſe Sachſen von der Stadt Erfurt nunmehro loſz gekündiget / und mit Cammerſchuld / was die Altenburg. und Weimariſche Cammer betrifft / compenſando, ſo viel hier zu Capital / als zu Abtrag des bisher gewönlichen Schutzgeldes nöhtig geweſen / gut gethan; Mit der Gothaiſchen Cammer aber / ſo wol dieſes als der 1500. Rthlr. Anlehn halber / wegen Abtrag der Zinſe von der gantzen Summa bis zu Ablegung des Capitals an einem angelegenen Dorffe zu verweiſen / allwo die Unterthanen zu der unfehlbaren Lieferung von denen Beamten angehalten werden ſollen / verglichen worden / deswegen kein Schutzgeld mehr gefordert werden ſoll;

Execut. Receſs. §. 3.

Die Stadt Erfurt iſt nunmehr des Erbſchutzes und Lehenspflicht entlediget / Sachſen-Gotha aber / wegen 5250. fl. Schutz-Geld und 1714. fl. 6. gr. Capital beträgt / wird auff die Gefälle der Dörffer / kleinen Retbach und Mörſeburg / daſz er jährlich 348. fl. 4. gr. 6. pf. als den Zins von berührter Summa von den Unterthanen / ſo unfehlbar durch die Vogtey darzu angehalten werden ſollen / zu empfangen hat / gewieſen / wegen Abführung des Capitals und Eventual-Aſſignation an die Weimariſche Cammer / ſoll ferner Vergleich getroffen werden.

Das Fürſtliche Haus Sachſen hat auch in einem Schreiben an Käyſerliche Majeſtät gehorſamſt gebeten / daſz in künfftigen Lehenbrieffen der Erbſchutz der Stadt Erfurt ausgelaſſen werde.

IV.

Das Güter-Geleit in Erfurt.

DAs Sächſiſche Geleit in Erfurtiſchen Gebiethe / ſo weit ſich ſelbiger Diſtrict erſtrecket / ſoll an Chur-Mäyntz gegen billichmäſſiger Erſetzung etlicher angelegener Dörffer cum omni Jure verhandelt / jedoch daſz die Straſſen nicht geändert / noch die Handels-Leuthe mit neuerlichen Anlagen beſchweret werden / auch die auſſerm Erfurtiſchen Gebiethe gelegene Gleither dem Haus Sachſen verbleiben. Die Handelung ſoll in 6. oder 8. Monaten vorgenommen werden. Der Modus, durch welchen man zur Erkundigung des Anſchlags / ſo wol des Geleiths / als der Dorffſchafften / die pro æquivalenti zu geben / ſoll ſeyn / daſz aus denen Geleits-Rechnungen 12. Jahr zuruck / als von Michaelis 1665. bis 1659 und dann 1618. bis 1612. Extracte der Geleits-Rechnung gemacht / und nach dem darin befindlichen Ertrage / welcher mit denen Original-Rechnungen beſcheiniget werden ſoll / die Handelung zu richten / auch das kleine Geleithe auff ein billiges Quantum zu ſetzen ſey. Der Anſchlag der Dörffer aber ſoll nach dem Zuſtande / wie ſie bey angehender Handelung ſich befunden / eingerichtet / und was caduc aber künfftig zu hoffen / nur vor halb angeſetzet werden / bis zu dem erfolgenden Vergleich verbleibt das Haus Sachſen bey dem Beſitz / Einnahme und deren dependirenden Rechten / auſſer was in folgenden bedinget in ſtatu quo nunc.

Das Leibgeleithe im Erfurtiſchen Gebiethe.

DAs Straſſenrecht und Leibgerichte behält ein Chur- und Fürſtliche Theil in ſeinem Territorio, ſo aber der Geleitsreuter einen / der das Geleithe verfahren / im Mäyntziſchen Territorio antrifft / mag er ihn in das nechſte Mäyntziſche Dorff mit nehmen / und die dictirte Straff / welche dem Geleitsamte verbleibet / durch den Schultzen exequiren laſſen / welcher aber nicht höher / als nach der Strafftafel / derer man ſich vorderlichſt vergleichen will / exequiren ſoll. Bey dem Leibgeleithe hat jeder Theil in ſeinem Territorio den Vorritt / und reutet bey Anfange des anderen nach; reiſenden hohen Standsperſohnen aber wäre wider ihren Willen / das Leibgeleithe nicht zuzumuthen / Chur-Mayntz hat den Zoll in ſtatu quo nunc zu laſſen verſprochen. Dafern in obgenannter Friſt / über Zuverſicht / die Handlung mit dem Geleithe nicht vor ſich gehet / ſoll ſo wol der Mäyntziſche Zoll / als Sächſiſche Geleithe nach dem Zuſtande des 1618. Jahrs eingerichtet / die Neuerungen abgethan / auch die jenige Chur-Mayntziſche und Sächſiſche Bediente / die an. 1618. der Zoll und Geleitsfreyheit genoſſen haben / darbey gelaſſen / jedoch zu Verhütung der Miſzbräuche gegen einander benennet werden. Das Geleithſchild in Erfurt ſoll bis zur ſelbigen Handlung verbleiben / alsdenn wenns über verhoffen zum Vergleich nicht käme / gantz abgethan / und das Fürſtliche Sächſiſche Wapen auff eine Tafel gemahlet / mit der Uberſchrifft: Hier wird Fürſtl. Sächſiſches Geleith bezahlet; an des Geleitsmanns Haus affigiret werden.

Execut. Receſs. §. 4.

Verſchiedener vorkommender Difficultäten halben verbleibet das Güter-Geleithe nunmehro bey dem Haus Sachſen / aber darmit die Fuhrleute der Handlung zu Schaden nicht übernommen werden / hat man ſich einer gewiſſen Strafftafel verglichen / und daſz die wieder Chur-Mayntz. Zollordnung de Anno 1521. und Sächſiſche Geleithtafel de Anno 1441. eingelauffene Miſzbräuche abgeſchaffet / wie auch daſz es bey ſolchen beyderſeits Ordnungen / weil ſie / beſage der Regiſter Anno 1618. alſo in obſervanz geweſen / verbleiben ſoll / beſchloſſen / ferner daſz die beyderſeits hiebevor befreyete würckliche Bediente hievon den Schlägſchatz auffgenommen / frey verbleiben und der Zoll und Geleitstafel beygefügt werden ſollen. Da künfftig ein oder ander Theil mehr vornehme würckliche Bediente annehme / haben ſelbe ſolcher Freyheit auch zugenieſſen. Chur-Mayntz verwilligt gutwillig / daſz das Geleitſchild künfftig hangen bleibet.

V. Das

ANNO 1666. dudit Seigneur Roy, par elles pris en Guerre, qu'elles ont ſoigneuſement conſervé & ramené de meſme ſain & entier juſques dans ſon propre Foyer, avec un autre François leur priſonnier, ledit Seigneur Roy leur remettra une femme Iroquoiſe, Captive des Algonquins demeurans aux Trois Rivieres, comme des à preſent il ait une Femme Huronne d'une Famille refugiée à Tſonnont8an, laquelle ſe trouve preſentement Captive dans le Fort des Hurons à Quebec.

IV. Que conformément à leurs deſirs, & à leurs inſtantes prieres, il leur ſera accordé deux Robes Noires, c'eſt-à-dire deux Peres Jeſuites, l'un deſquels ſera Succeſſeur des charitables ſoins que le feu Pere le Moyne a pris de leur inſtruction; Qu'auſſi en échange elles auront pour leſdites deux Robes, les meſmes ſentimens de reconnoiſſance qu'elles ont témoignez à la memoire dudit feu Pere, la mort duquel elles ont declaré avoir appriſe paſſant aux Trois-Rivieres avec un ſenſible déplaiſir, ayant meſme fait un preſent pour le reſuſciter. Pareillement qu'il leur ſera envoyé au Printemps prochain un Armurier, pour remettre leurs Armes rompuës en eſtat de ſervice contre leurs Ennemis, & un Chirurgien pour penſer leurs malades & leurs bleſſez; ce qu'elles ont ardemment deſiré, & ce que ledit Seigneur Roy leur accorde volontiers, pour leur témoigner non ſeulement le zele qu'il a de procurer chez elles l'avancement du Chriſtianiſme, l'établiſſement de la Foy, & leur ſalut, en les faiſant inſtruire des Principes & Myſteres de noſtre Religion; mais la bonté & charité qui porte Sa Majeſté à leur donner les ſecours temporels qui leur ſont ſi neceſſaires, ou ſi utiles contre les maladies, leurs Ennemis domeſtiques, & contre l'attaque des Eſtrangers.

V. Que puiſque les quatre Nations Iroquoiſes reconnoiſſent les avantages qu'elles ont receus de l'union des François, & de la communication qu'ils avoient avec elles, tandis qu'elles les ont eus dans leurs Habitations, & que les eſperans pareils, elles demandent que ledit Seigneur Roy faſſe paſſer à Onnontague, Coiog8en & Tſonnont8an, des Familles Françoiſes pour s'habituer dans leur Païs, offrant d'aider à leur eſtabliſſement, & de les appuyer de leurs forces contre les Nations qui voudroient s'y oppoſer ou le retarder, Sa Majeſté s'engage d'y en envoyer au Printemps prochain, avec les Ambaſſadeurs qui doivent apporter la Ratification du preſent Traité de la part des quatre Habitations, à condition que dans chacune d'icelles il ſera donné des Champs propres à former des Cabanes, pour y mettre leſdites Familles à couvert, & nourrir du Bled d'Inde, qui ſera fourni pour ſemence en échange d'autres Denrées qui ſeront à cet effet portées de la part des François qui en fourniront aux Nations Iroquoiſes. Que la Chaſſe & la Peſche ſeront communes aux Familles Françoiſes, qui d'ailleurs recevront des Iroquoiſes tous les ſecours & les aſſiſtances favorables, que de veritables Freres doivent s'entrerendre les uns aux autres.

VI. Que pour rendre l'union deſirée des Nations Iroquoiſes avec la Françoiſe, plus forte & plus ſolide, la Paix plus ferme & perdurable, & la Correſpondance plus aiſée, il ſera envoyé de chacune des quatre Nations Superieures à Mont-Real, aux Trois Rivieres, & à Quebec, deux des principales Familles Iroquoiſes, auſquelles il ſera donné des Champs, & des Bleds d'Inde & François, outre le benefice de la Chaſſe & de la Peſche commune, qui leur ſera accordé: & ce pour nourrir & fomenter d'autant plus cette Paix ſouvent faite & ſi ſouvent rompuë, & engager mieux ledit Seigneur Roy à continuer ſa protection à toute la Nation en general, à laquelle ce moyen eſt offert pour ſeconder les bonnes intentions qu'elle a, de ne tenir pas les François par l'extremité de la robe & par la frange ſeulement, mais les embraſſer fortement par le milieu du corps.

VII. Que ſur l'aſſeurance donnée au nom des quatre Nations, qu'il ne ſera fait aucun acte d'Hoſtilité ſur les François Algonquins & Hurons, la Hache deſdits François Algonquins & Hurons, demeurera reſpectivement ſuſpenduë à l'égard deſdites Nations Iroquoiſes, juſqu'au retour des Ambaſſadeurs avec la Ratification du preſent Traité. Bien entendu que comme il y a des Onnei8teronnons & Gaigneigronnons en Parti de Chaſſe & de Guerre; Si, qu'à Dieu ne plaiſe, ils attaquoient ou par hazard ou par malice les François Algonquins ou Hurons, il ſera permis à ceux-cy de repouſſer la force par la force, & d'avoir recours aux Armes pour mettre leurs vies en ſeureté, ſans que pour la mort ou defaite deſdits Partis, on puiſſe imputer leur juſte reſiſtance à infraction de ce Traité. ANNO 1666.

VIII. Que comme on ne peut excuſer les Gagneigronnons de n'avoir pas ſceu l'arrivée des François, les Forts par eux conſtruits & avancez ſur la Riviere de Richelieu, & dans le voiſinage de l'Habitation deſdits Gagneigronnons, le leur ayant deu ſuffiſamment apprendre, on ne peut auſſi les excuſer de n'avoir pas envoyé des Ambaſſadeurs pour demander la Paix, de meſme que les autres Nations Superieures; Qu'ainſi cette Nation ſeule ſera excluë de ce Traité pour le preſent, le Seigneur Roy ſe reſervant de l'y comprendre, s'il le juge à propos, lors qu'elle envoyera de ſa part luy demander la Paix & ſa Protection.

IX. Pour que le preſent Traité demeure ſeur, ferme & inviolable, & qu'il ſoit accompli en tous les Points & Articles y contenus, traitez, accordez & ſtipulez, entre Meſſire Alexandre de Prouville, en preſence & aſſiſté comme-deſſus, & les ſix Ambaſſadeurs cy-deſſus nommez, il ſera reſpectivement ſigné de part & d'autre, pour demeurer autentique & y avoir recours en cas de beſoin; Aprés que lecture en aura eſté faite en Langue Iroquoiſe, & que dans quatre Lunes la Ratification en ſera apportée de la part des quatre Nations Superieures, par le retour des mêmes Ambaſſadeurs, qui ne pouvant ſigner ſe ſont volontairement obligez de mettre la Marque diſtinctive de leurs Familles, l'Ours, le Loup & la Tortuë, en preſence de François le Mercier, Religieux, Preſtre & Superieur de la Compagnie de JESUS, à Quebec, de Joſeph Marie Chaumonot, autre Preſtre & Religieux de la même Compagnie, & de Charles le Moyne, Habitant de Mont-Real, tous Interpretes des Langues Iroquoiſes, & Huronnes, leſquels ont ſigné comme témoins. Fait à Quebec le treiziéme Decembre 1666.

XLVI.

Vergleich zwiſchen Chur-Mayntz/ und dero Ertz-Stifft an einem: dann dem Fürſtlichen Hauß Sachſen anderen Theils/ durch Ihrer Churfürſtlichen Durchleucht. zu Sachſen Vermittelung getroffen / wordurch allerhand Irrungen wegen der bey der Stadt Erfurth / und in derſelben Diſtrict hergebrachten / und prætendirten Gerechtigkeiten / ſo ſich zwiſchen beyden Theilen bißhero enthalten / beygeleget werden. Leipzig den 20/30 Decembr. 1666. 20/10. Dec. [CHRIST. GASTELIUS *de Statu Publico Europæ noviſſ.* Cap. XXXII. pag. 1141. d'où cette Pièce eſt tirée. Elle ſe trouve auſſi dans LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Abſatz I. pag. 411.]

C'eſt-à-dire,

Traité conclu par la Mediation de ſon Alteſſe Electorale de SAXE, *entre l'Electeur Archevêque de* MAYENCE, *& ledit* ARCHEVECHE *d'une part, & les Sereniſſimes Ducs de* SAXE *d'autre part, pour l'Accommodement de leurs Diferents, au ſujet des Droits pretendus & conteſtés entr'eux ſur la Ville* d'Erfort, *& ſon Territoire. A Leipſich le* 20/10. *Decembre* 1666.

Als ſich zwiſchen Chur-Mayntz / und dero Ertz-Stifft an einem / dann dem Fürſtlichen Hauſe Sachſen an andern Theil / wegen der bey der Stadt Erfurt und in derſelben Diſtrict hergebrachten und prætendirten Gerechtigkeiten / allerhand Irrungen / nit allein von vielen Jahren hero / enthalten / ſondern auch nach erfolgter Occupation und Verände-

rung

ANNO 1666.

rung der Stadt Erfurt von neuem ereignet / oder noch künfftig zu beſorgen geſtanden ; haben beyde Theile den Churfürſten von Sachſen / Hertzog Johann Georgen den anderen / um die Mediation gebührend erſuchet / welcher ſolche willigſt über ſich genommen / auch daſʒ Seine Herrn Brüder hierinnen guten Raht mit beytragen möchten / gut befunden / deswegen eine Zuſammenſchickung allerſeits gevollmächtigter Rähte nacher Leipzig veranlaſſet / und durch Chur-Sachſen perſönliche / auch der zu End untergeſchriebenen Räthe angewendete Bemühung auch vielfältiges bewegliches Zureden / zwiſchen aller Intereſſenten deshalber anweſenden Abgeſandten ein beſtändiger Vergleich abgehandelt / alle Differentien gäntzlich hingeleget / und zu mehrer Urkunde / die darinn enthaltene Puncta , als ein willkührliches Recht und unwiederruffliche Transaction, in dieſem Receſs verfaſſet worden:

Executions-Receſs.

Nachdem durch Chur-Sachſen Vermittelung die mit Chur-Mayntz und dem Hauſe Sachſen bey der Stadt Erfurt obbeſchwebete Irrungen zu Leiptzig den 20. 30. Decemb. Anno 1665. durch einen Receſs beygeleget / etliche darinnen begriffene Puncta aber zu mehrer Unterſuchung ausgeſtellet / als iſt eine Zuſammenſchickung etlicher vollmächtigter Räthe in Erfurt veranlaſſet / allerſeits vorgebrachte Erinnerungen gegen erwehnten Leiptziger Receſs gehalten / reifflich überleget / nachbenannte præſtanda præſtiret / das jenige / was weiterer Handlung bedürfft / erörtert / und darüber dieſer Executions-Receſs vollzogen worden.

I.

Jus territoriale im Erfurtiſchen Gebieth.

DAs Jus territoriale cum omnibus Juribus Superioritatis in der Stadt Erfurt / und auff dem Lande deroſelben Gebiethe / es ſey in Sächſiſchen oder anderen Lehnbahren Orten / wie auch in Aemtern Tohndorf und Mühlberg / ſoll Chur-Mayntz und dem Ertzſtifft ohn Anſpruch hinfüro verbleiben.

II.

Etliche von dem Jure territoriali dependirende Species.

DIe Fürſtliche Sächiſche Prætenſiones der Nohthülffe / Noth-Steuer / Evocation vors Hoffgerichte zu Jehna / Annehmung der Appellation von Erfurtiſchen Gerichten / Erforderungen zu Landtagen / Inſinuation der Patenten und derſelben Anſchläge / Beſchreibung zu Aufwartung / Haltung der Lands-Trauer / und was von Lem der Fürſtlichen Hoheit dependiret / ſollen nun gäntzlich hinweg fallen / auch bey denen Cantzeleyen die Titulaturen nach dieſem Vergleiche eingerichtet werden.

III.

Execut. Receſs §. 2. wird gemeldet / daſʒ an die Regiernngen / ſich in dergleichen Begebenheiten darnach zu achten / Verfügung ergangen ſey.

Der Schutz-Vertrag.

DEr Schutz-Vertrag iſt dem Hauſe Sachſen von der Stadt Erfurt nunmehro loſʒ gekündiget / und mit Cammerſchuld / was die Altenburg. und Weimariſche Cammer betrifft / compenſando , ſo viel hier zu Capital / als zu Abtrag des bisher gewönlichen Schutzgeldes nöhtig geweſen / gut gethan; Mit der Gothaiſchen Cammer aber / ſo wol dieſes als der 1500. Rthlr. Anlehn halber / wegen Abtrag der Zinſe von der gantzen Summa bis zu Ablegung des Capitals an einem angelegenen Dorffe zu verweiſen / allwo die Unterthanen zu der unfehlbaren Lieferung von denen Beamten angehalten werden ſollen / verglichen worden / deswegen kein Schutzgeld mehr gefordert werden ſoll ;

Execut. Receſs. §. 3.

Die Stadt Erfurt iſt nunmehr des Erbſchutzes und Lehenspflicht entlediget / Sachſen-Gotha aber / wegen 5250. fl. Schutz-Geld und 1714. fl. 6. gr. Capital beträgt / wird auff die Gefälle der Dörffer / kleinen Retbach und Mörſeburg / daſʒ er jährlich 348. fl. 4. gr. 6. pf. als den Zins von berührter Summa von den Unterthanen / ſo unfehlbar durch die Vogtey darzu angehalten werden ſollen / zu empfangen hat / gewieſen / wegen Abführung des Capitals und Eventual-Aſſignation an die Weimariſche Cammer / ſoll ferner Vergleich getroffen werden.

ANNO 1666.

Das Fürſtliche Haus Sachſen hat auch in einem Schreiben an Käyſerliche Majeſtät gehorſamſt gebeten / daſʒ in künfftigen Lehenbrieffen der Erbſchutz der Stadt Erfurt ausgelaſſen werde.

IV.

Das Güter-Geleit in Erfurt.

DAs Sächſiſche Geleit in Erfurtiſchen Gebiethe / ſo weit ſich ſelbiger Diſtrict erſtrecket / ſoll an Chur-Mäyntz gegen billichmäſſiger Erſetzung etlicher angelegener Dörffer cum omni Jure verhandelt / jedoch daſʒ die Straſſen nicht geändert / noch die Handels-Leuthe mit neuerlichen Anlagen beſchweret werden / auch die auſſerm Erfurtiſchen Gebiethe gelegene Gleither dem Haus Sachſen verbleiben. Die Handelung ſoll in 6. oder 8. Monaten vorgenommen werden. Der Modus , durch welchen man zur Erkundigung des Anſchlags / ſo wol des Geleiths / als der Dorffſchafften / die pro æquivalenti zu geben / ſoll ſeyn / daſʒ aus denen Geleits-Rechnungen 12. Jahr zurück / als von Michaelis 1665. bis 1659 und dann 1618. bis 1612. Extracte der Geleits-Rechnung gemacht / und nach dem darin befindlichen Ertrage / welcher mit denen Original-Rechnungen beſcheiniget werden ſoll / die Handelung zu richten / auch das kleine Geleithe auff ein billiges Quantum zu ſetzen ſey. Der Anſchlag der Dörffer aber ſoll nach dem Zuſtande / wie ſie bey angehender Handelung ſich befunden / eingerichtet / und was caduc aber künfftig zu hoffen / nur vor halb angeſetzet werden / bis zu dem erfolgenden Vergleich verbleibt das Haus Sachſen bey dem Beſitz / Einnahme und deren dependirenden Rechten / auſſer was in folgenden bedinget in ſtatu quo nunc.

Das Leibgeleithe im Erfurtiſchen Gebiethe.

DAs Straſſenrecht und Leibgerichte behält ein Chur- und Fürſtliche Theil in ſeinem Territorio, ſo aber der Geleitsreuter einen / der das Geleithe verfahren / im Mäyntziſchen Territorio antrifft / mag er ihn in das nechſte Mäyntziſche Dorff mit nehmen / und die dictirte Straff / welche dem Geleitsamte verbleibet / durch den Schultzen exequiren laſſen / welcher aber nicht höher / als nach der Strafftafel / derer man ſich vorderlichſt vergleichen will / exequiren ſoll. Bey dem Leibgeleithe hat jeder Theil in ſeinem Territorio den Vorritt / und reutet bey Anfange des anderen nach ; reiſenden hohen Standsperſohnen aber wäre wider ihren Willen / das Leibgeleithe nicht zuzumuthen / Chur-Mayntz hat den Zoll in ſtatu quo nunc zu laſſen verſprochen. Dafern in obgenannter Friſt / über Zuverſicht / die Handlung mit dem Geleithe nicht vor ſich gehet / ſoll ſo wol der Mäyntziſche Zoll / als Sächſiſche Geleithe nach dem Zuſtande des 1618. Jahrs eingerichtet / die Neuerungen abgethan / auch die jenige Chur-Mayntziſche und Sächſiſche Bediente / die an. 1618. der Zoll und Geleitsfreyheit genoſſen haben / darbey gelaſſen / jedoch zu Verhütung der Miſʒbräuche gegen einander benennet werden. Das Geleithſchild in Erfurt ſoll bis zur ſelbigen Handlung verbleiben / alsdenn wenns über verhoffen zum Vergleich nicht käme / gantz abgethan / und das Fürſtliche Sächſiſche Wapen auff eine Tafel gemahlet / mit der Uberſchrifft: Hier wird Fürſtl. Sächſiſches Geleith bezahlet; an des Geleitsmanns Haus affigiret werden.

Execut. Receſs. §. 4.

Verſchiedener vorkommender Difficultäten halben verbleibet das Güter-Geleithe nunmehro bey dem Haus Sachſen / aber darmit die Fuhrleute der Handlung zu Schaden nicht übernommen werden / hat man ſich einer gewiſſen Strafftafel verglichen / und daſʒ die wieder Chur-Mayntz. Zollordnung de Anno 1521. und Sächſiſche Geleithtafel de Anno 1441. eingelauffene Miſʒbräuche abgeſchaffet / wie auch daſʒ es bey ſolchen beyderſeits Ordnungen / weil ſie / beſage der Regiſter Anno 1618. alſo in obſervanz geweſen / verbleiben ſoll / beſchloſſen / ferner daſʒ die beyderſeits hiebevor befreyete würckliche Bediente hievon den Schlägſchatz auffgenommen / frey verbleiben und der Zoll und Geleitstafel beygefügt werden ſollen. Da künfftig ein oder ander Theil mehr vornehme würckliche Bediente annehme / haben ſelbe ſolcher Freyheit auch zugenieſſen. Chur-Mayntz verwilligt gutwillig / daſʒ das Geleitſchild künfftig hangen bleibet.

V. Das

ANNO 1666.

V.

Das Dominium directum etlicher Sächſiſchen Lehn- und After-Lehn Dörffer.

DAs Fürſtliche Haus Sachſen übergibt Chur-Maynß und dero Ertz-Stift das Dominium directum, an denen Dörffern ſo der Raht zu Erfurt theils von dem Haus Sachſen ſelbſt / nach Inhalt des Bieſelbachiſchen nnd Giſperſchlebiſchen Lehen-Briefes / ſo viel die darin benannte 17. Dörffer und die Helffte des Giſperſchlebiſchen Gerichts zu S. Viti, item die Dorffſchafften Oldendorff / Schmira / Udeſtätt / Walderſcheben / und ſo dergleichen ſich mehr finden ſollten / anlanget / theils als ein Affter-Lehen von denen Graffen von Schwartzburg / und dieſe hinwieder vom Hauſe Sachſen bisanhero / ratione utilis Dominii zur Lehen getragen / ſagt auch zu Chur-Maynß und dero Ertz-Stifft / darbey zu vertretten. Solten ſich hierüber Brieffe finden / daß der Raht wegen Henneberg oder ſonſt in Fürſtlichen Sächſiſchen Territorio vom Hauſe Sachſen noch etwas zur Lehn trüg / ſoll er ſolche Lehn vertauſchen oder verkauffen. Das Kappiſche Rittergut zu Gerlſtett bleibet / bis zu Erörterung des Gleithandels / dem Fürſtlichen Hauſe Sachſen / aber beſorgend der Irrung des Territorii wegen / die Actus Territoriales in Suſpenſo, in Verbleibung vorgedachter Handlung ſoll es das Haus Sachſen an den Raht oder einen Privatum, der die Chur-Maynß. Superiorität ohne Difficultät erkennet / verhandeln.

Exec. Receſs. §. 5.

Chur-Maynß erkläret ſich mit denen in Erfurtiſchem Gebiethe gelegenen Sächſiſchen After-Lehnen / ſo der Raht von denen Graffen von Schwartzburg zu beleihen / von denen der Raht ſolche Stücke / mit dem Prædicat, Liebe Getreue / hinwieder zu Lehn empfangen ſoll / wo nicht mit beyderſeits belieben künfftig ein anders verglichen wird; Sachſen Weimar erkläret ſich / wann ſich jemand angeben wird / erblich demſelben Ihr Kappiſch Rittergut zu Gerlſtedt im Erfurtiſchen Territorio zu überlaſſen.

VI.

Die Lehns-Gerechtigkeiten an Gotha / Apolda / Amt Tenneberg / Walkershauſen / Altenberg / Allendorfiſchen Hoffe.

CHur-Maynß und dero Ertz-Stifft begeben ſich der angegebenen Lehns-Gerechtigkeiten an der Stadt und Schloß Gotha / Apolda / Amt Tenneberg / Waltershauſen / Altenberga / und dem Hoff Allendorff / oder da ſich deren / ſo das Haus Sachſen vom Ertz-Stifft Maynß vormals zu Lehn getragen / mehr finden würden / wie auch der Wiederlöſung des Amts Cappelendorff / und deren darbey von Hauſe Sachſen bis dato ingehabten Dörffer / ſonderlich das Dorff Groſſenkudeſtett / vermittelſt der Stadt Erfurt / und des Stiffts B. Mariæ Virginis erlaſſenen Anſpruchs / wie nicht weniger der wieder Kaufsämter / Halb-Saltzungen und Liechtenberg / und ſoll hinfüro das Haus Sachſen / ohne eintzige Einlöſung und reſpectivè Lehn Recognition von Chur-Maynß / ſolche behalten. Es verſpricht auch Maynß das Haus Sachſen / wegen des Anſpruchs halber / ſo ihme von Stifft Fulda / aus dem Kauffbrieffe ab Anno 1501. über Halb-Saltzungen und Liechtenberg zuwachſen / zu vertretten. Die Stadt Erfurt ſoll einen Renunciation-Schein der wüſten Dörffer Wieglau und Ingau dem Haus Sachſen ausantworten.

Exec. Receſs. §. 6.

Chur-Maynß ſagt zu / was ſich von ſolchen Lehn- und Wiederkaufs-Contracten beym Chur-Maynß. Lehnhoffe an brieflichen Urkunden finden wird / gegen Quittung auszuantworten / und was dieſes wegen denen Lager und Lehenbüchern einverleibet / als mortificiret / notiren / und deßhalber aus der Chur-Maynß. Regiſtratur einen beglaubten Schein aushändigen zu laſſen / maſſen ſolche hiemit und Kraft dieſes gäntzlich mortificiret ſeyn ſollen; die Documenta, ſo ſich wegen Capelndorff / auch derer vom Hauſe Sachſen bis anhero darbey ingehabten Dörffer und groſſen Kudeſtett halber jetzo funden / ſeynd ausgeantwortet worden / die übrigen / ſo ſich noch finden möchten / ſollen gleichfalls extradiret werden / und hiermit mortificiret ſeyn.

VII.

Amt Mühlberg und Tondorff.

DIe beyden Pfands-Aemter Mühlberg und Tondorf werden ohne fernerer Auffkündigung Chur-Maynß / gegen Erlegung des Pfandſchillings / nemlich 17333. fl. 12. gr. Meißniſch / darunter die Haarſtalliſche 2000. fl. mit begriffen / thut vor Mühlberg 12155. fl. 11. gr. 8. pf. und vor Tondorf 5177. fl. 16. gr. 4. pf. mit aller Zugehör / wie ſie der Raht zu Erfurt vor ſich und von dem Ertz-Stifft vor dieſem beſeſſen / und Anno 1592. Hertzog Friederich Wilhelm und Hertzog Johannes von Chur-Maynß überkommen / ohne Rechnung und Prætenſion einiger Deterioration, deren ſich Chur-Maynß mit Bedinge / daß auch von dato an keine vorſetzlich geſchehe / ausdrücklich begeben / eingeraumet; Was aber Sachſen noch darzu kaufft / ſoll / nach gethaner Beſcheinigung / welche in 6. Monaten geſchehen muß / abſönderlich nach jetzigen Werth bezahlet werden / oder da ſie ſich nicht darum vergleichen könten / Chur-Sachſen darinn arbitriren. ANNO 1666.

Exec. Receſs. §. 7.

Chur-Maynß hat ſich wegen des Amts Mühlberg / nach empfangener Fürſtlichen Altenburgiſchen Ceſſion mit den Graffen von Schwartzburg und Witzlebiſchen Brüdern verglichen / auch dem Hauſe Sachſen 1325. fl. 7. gr. 6. pf. vor unterſchiedliche zu ſolchem Amte / laut der Original-Cammer-Rechnung / erkaufte Zinſen und Güter gut gethan / der Gothaiſchen Cammer die auf dem Amt Tondorf haftende 5177. fl. 16. gr. 4. pf. benebenſt 100. fl. vor den Egelſee / ausgezahleten Kauffſchilling / bahre Erſtattung zu thun / nicht weniger was wegen der von Sachſen-Gotha geforderten Baukoſten zu Tondorf / und des Heringiſchen heimgefallenen Lehnguts zu Mühlberg / durch das / Inhalts Leiptziger Receſſes verwilligte engere Compromiſs erkant werden möchte / und dann was der Jahrfrüchte halben verglichen wird / abzutragen ſich erbotten.

Daher alsdann von Hauſe Sachſen ſo wol dieſes Amt als Mühlberg Chur-Maynß durch hieſige Deputirte Commiſſarios eingeraumet / und die Pfandverſchreibung neben der Kayſerlichen Confirmation, wie auch Hertzog Friederich Wilhelms und Hertzog Johannſen Revers wieder zuruck gegeben werden: So er ſich aber nicht findet / hiermit mortificiret ſeyn ſoll. Was Hertzog Ernſt aus ſeinen eigenen Mitteln in denen beyden Pfandsämtern den Kirchen und Schuldienern / zu Anwendung ſchuldigen Fleiſſes / bey Information der Jungen und Alten / vor Einkommen geſtifftet / will er zwar / wofern ſolcher Stiftung eine Genüge geſchihet / hierbey laſſen / aber ſich darneben ausdrücklich vorbehalten / da ſie ſolchem ihnen hierinnen vorbeſchriebenen Methodo nicht nachgehen würden / dieſe Additiones hinwiederum wegzunehmen / und anderswo zur Ehre Gottes anzulegen.

VIII.

Die hohen Jagden in Erfurtiſchen Höltzern.

DEr hohen Jagden halber / die dem Haus Sachſen aus denen in dem Erfurtiſchen Gebiethe gelegenen Höltzeren allein zuſtehen / auſſer der Wagweide / dem Steuerberge und wilder oder Höltzer / ſo ſamt hoher Wildbahn Chur-Maynß allein verbleiben / darmit ſie nicht zu Kränckung des Chur-Maynßiſchen ſelbiger Orten habenden Territorii gereichen möchten / iſt durch Chur-Sächſiſch perſöhnliche Interpoſition zu einem Expedient vorgeſchlagen und beliebet / daß Sachſen hinführo / jedoch ohne Schickung ſonderbarer Geſandſchafft / allein vermittelſt extradirung eines Revers von Chur-Maynß die hohe Jagden im Erfurtiſchen Gebieth zu Lehn empfangen / und aus ſolchen Höltzern / die vörderlichſt zu verſteinen ſind / dieſelbe behalten ſoll / die Chur-Sächſiſche Jagd-Ordnung ſoll darbey in acht genommen / und die Nieder-Jagd neben dem Jure foreſti Chur-Maynß unbeeinträchtiget gelaſſen werden. Es bleibet aber Chur-Maynß auf ſolchen Wälderen in eigner Perſohn auf erfolgte Notification, in Gegenwart der Sächſiſchen Jagd-Bedienten / welche auf erfordern darbey zu ſeyn ein vor allemal darzu befehliget werden ſollen / eine Jagd anzuſtellen unbenommen / oder da ſelbiges nicht geſchihet / ſoll dem Stadthalter in Erfurt / wenn derſelbe ein Dombherr zu Maynß iſt / jährlich zwey Stück roth und zwey Stück ſchwartz Wildpret abgefolget / auch zu ſeinen Gefallen geſtellet werden / ob er zur Luſt / in Beyſein der Sächſiſchen Jagdbedienten / ſolches ſelbſt zu ſchieſſen beliebet.

Exec. Receſs. §. 8.

Dieweil der hohen Jagden halber im Leiptziger Haubt-Receſs nicht gründlich allen künfftigen Mißverſtänden begegnet zu ſeyn ſich befunden; als haben beyde Theile einander weitern Vergleich beliebet / und zwar dergeſtalt / daß Chur-Maynß auf dem Steyerberge und der Wagweide /

ANNO 1666.

weide / ſamt denen anſtoſſenden Klöſtern / Juncker / Wandſchleben / Mörſebürger und Röderhöltzern und Feldern / und was darinnen angeflogen / bis an den Weg / welcher in dem Grunde Zeiſigthales ſich anfängt / und bis auf Egeſtett gehet / die hohe und nieder Jagd alleine / und Sachſen-Weimar von dieſem Wege an / welcher auf beeder Theile Koſten verſteiniget werden ſolle / in allen andern / auch dem Wildrödernholtz / und was in den Schellrödern / Holtzhäuſer und Egeſtetter-Fluhren angeflogen / auch in denen Feldern / jedoch ohnbeſchadet Chur-Mayntz Juris territorialis & foreſtalis und der Unterthanen ihrer Viehtrifften / Holtzungen und anderer Gerechtigkeit / die hohe Jagd alleine / und wie bisanhero zu exerciren haben ſoll. Die nieder Jagden bleiben einem jeden / wie und wo er ſie herbracht. Chur-Mayntz läſſet dem Hauſe Sachſen zu Gefallen nicht allein was wegen der hohen Jagden im Erfurtiſchen Gebiethe von directo Dominio Lehns-Revers, 4. Stück Wildes und Luſt-Jagden in Leiptziger Receſs allbereit verhandelt iſt / gäntzlich fallen / ſondern übergibt Sachſen-Weimar neben der hohen Jagd in Holtz und Feldern / auch die nieder Jagd in dem Eſpich-Peter- und Wechſelholtze / daſz auf 300. Schritt um dieſe Höltzer niemand Füchſe und Haaſen / als Sächſiſch Bediente / ſchieſſen darff / deſzwegen der Abt zu St. Peter ſeine nieder Jagden dem Hauſe Sachſen cediret / und iſt hierbey abgeredet / daſz die Rehe unter das hohe Wild zu rechnen / und jedweder auf 24. Stunden / doch daſz er ſeinem Gräntz-Nachbar den Anſchuſz zeige / die Folge haben ſoll.

IX.

Zeller / Georgenthäler / und Reinhartsbrünner Freyhöfe in Erfurt.

DEm Fürſtlichen Hauſe Sachſen verbleiben die in Erfurt ſich befindlichen Freyhöfe / als Zeller / Georgenthäler und Reinhartsbrünner Höfe / ſamt dero Zugehörungen / und ihrer Gerechtigkeit / wie herbracht / ohne Eintrag / da aber Mayntz dergleichen einen zur Fortification zu gebrauchen von nöthen hätte / ſoll ein ander wol gelegenes Haus / an deſſen Stelle / ihnen gekauffet werden / und ſolches eben die Freyheit / wie voriges / haben; der Beſitzer des Reinhardsbrunner-Hofes ſoll zum Revers, Beſtellung eines Lehnträgers / und Entrichtung des in Lehnbrieffe benannten Erbzinſes / doch ohne Nachtheil der darauf hafftenden Chur-Mayntziſchen Freyheit / angewieſen werden.

Iſſeroda.

DAs Dorff Iſſeroda ſoll ins künfftig mit Landes-Fürſtlichen und Lehenherrlichen Rechten / Ober- und Niedergerichten / Jure patronatus, Chur-Mayntz verbleiben / aber nicht befeſtiget werden / vor die Ordinar- Extraordinar-Land und Tranck-Steur wird jährlich 100. fl. nach Weimar entrichtet / und ſo eine neue Schäncke künfftig gebauet würde / ſoll das darunter begriffene quantum der 43. fl. 12. gr. nach proportion, erhöhert werden / bey vorgehender Saumniſz will Chur-Mayntz jedesmal ſchleunig exequiren laſſen / immittelſt haftet der Stadt Cammerforderung davor / und wann ſolch Capital abgeleget würde / ſol doch alsdenn 3000. ſaget 3000. fl. Meiſzniſch an einen Gut / auſſer dem Erfurtiſchen Gebiet / geleget / und ſelbiges zur Hypotheca verſchrieben werden / aber daſz aus dieſer Land- und Tranckſteuer-perception keine Jurisdiction inferiret, noch die Unterthanen auf Landtäge oder Muſterung und dergleichen beſchrieben werden; die gemeldtes Dorf betreffende Documenta will Sachſen originaliter, oder was ſich von andern Acten nicht füglich ſepariren läſſet / in beglaubter Abſchrifft ausantworten.

Exec. Receſs.

Sachſen Weimar hat die / wegen Iſſeroda vorhandene Acta ausgeantwortet / und vor die Land- und Tranckſteur 2000. fl. Capital an Erfurtiſcher Activ-Schuld bey der Weymariſchen Cammer ein vor allemahl angenommen.

X.

Jus territoriale über Gleichen / Blanckenhayn und Cranichfeld.

DAs Fürſtliche Haus Sachſen bleibet in Poſſeſſione vel quaſi Juris Territorialis bey Gleichen / Blanckenhayn / und Cranichfeld / bis zu Ausführung der Haubt-Sache an dem Cammergerichte zu Speyer / und ſoll immittelſt kein Theil ſeine Poſſeſſion weiter / als hergebracht iſt / extendiren / auch der Graff von Hazfeld bey ſeinen hergebrachten Gerechtſamen / und ſonſten habendem Gräfflichen Reichsſtande ruhig gelaſſen werden / zur Recognition ſoll er indeſſen jährlich 500. fl. auff die gewöhnliche Quartal / worunter die Dörffer Crackendorf / Kuidersdorf / Hoffeld / Redewitz / Lengefeld / und halb Dinſtedt / ſo die Graffen von Hohenlohe in Beſitz haben (jedoch daſz durch ſolche Veränderung der Steuren den Graffen von Hohenlohe an ihren Rechten kein Abbruch geſchehe) mit eingeſchloſſen ſind / dem Hauſe Sachſen durch die Unterthanen entrichten laſſen / immittelſt der Stadt Erfurt Sächſiſchen Cammerſchuld davor haften / oder auf unverhoften Miſzzahlungs-Fall 800. fl. von ſelben gekürtzet werden. Zu Verhütung aller Thätlichkeiten / Zeit-wehrenden Haubt-Streits / ſoll Chur-Sachſen immittelſt das Exercitium Actuum Superioritatis gäntzlich ad interim verrichten, und ſo wider den Grafen von Hazfeld perſonaliter auch realiter, wo nicht auſſerhalb Landes contrahiret iſt / geklaget würde / zu Weimar nichts mehr angenommen werden / wie dann auch Chur-Sachſen von ihm die Reichs-Steuren und Cammer-Gerichts ziehlet ohn Abzug der 500. fl. annehmen / und ihn gegen das Reich vertretten wird.

Die Dörffer Ingersleben / Güntersleben und Sultzenbrück.

DIe Dörffer Ingersleben / Güntersleben und Sültzenbrück / ſamt denen darinnen befindlichen After-Lehnen / und nach Wandersleben anhero geleiſteten Frondienſten cum omni Jure, bleiben Sachſen-Gotha und dem Haus Schwartzburg / und ſtehen Chur-Mayntz und Graf Hatzfeld gäntzlich von derſelben Anſprüchen ab / Schwartzenburg renunciret ſeinem Rechte auf Mühlberg / des Pfandſchillings quanti halber / ſo Chur-Mayntz dem jetzigen Pfands Inhaber abzuſtatten über ſich genommen / und hat derwegen die Altenburgiſche Verſchreibung auszuantworten zugeſagt; hingegen läſſet Gotha ſein Jus feudalitatis an Wandersleben gäntzlich fallen / und die Graffen von Schwartzburg überlaſſen ihre daſelbſt habende Stücke / als Hohe und Nieder-Gerichte / Jus patronatus, Fiſch-Waſſer / Affter-Lehn / gemeine Back-Oſen und Frohn-Dienſten / und was an ſolchem Orte in ſeinem Fluhr gelegen / dem Grafen von Hatzfeld welcher verſpricht / in dieſen und andern Gleichiſchen Oertern in Eccleſiaſticis nichts zu ändern / und die Unterthanen bey der Huldigung deſſen zu verſichern.

Das Dorff Stedten.

DAs Dorf Stedten bleibet auſſer des Beſitzers Eigenthumb nunmehro Mayntziſch / und erkläret ſich Chur-Mayntz / weil Sachſen-Gotha / als Ober-Lehen Herr deſſelben / darbey intereſſiret zu ſeyn ſich erachtet / wenn in Hennebergiſchen oder andern Orten ein gleichmäſſiges Lehen angegeben werden kan / ihm auch cum omni Jure dagegen zu willfahren.

Das Forwerck zu Wandersleben.

DAs Forwerck zu Wandersleben ſoll mit allen Gebäuden / Schäffereyen / Riehthern / Wieſen / Trifften und andern Zugehörungen / von dreyen der Haushaltung erfahrnen Leuten / deren einen Chur-Sachſen / die andern beyden jeder Gräfliche Theil zu benennen hat / nach vorgehender Durchſehung der alten Anſchläge / Erb-Regiſter und Kauffbrieſe / auch Zuziehung verſtändiger unpartheiſcher Hauswirthe und Werckleute / entweder auf ihre Pflicht / damit ſie ihrer Obrigkeit verwandt / oder eydlich um einen gewiſſen bey der Gemeinde des Orts ſonſt üblichen Anſchlag taxiret / und alsdenn vom Grafen von Hatzfeld dem Grafen Schwartzburg / ſo viel davor bar ausgezahlet werden / unterdeſſen bleibt Schwartzburg bey der Proprietät und Poſſeſs oberwenten Vorwercks geruhlich.

Das Gerichte zu Hochheimb-Wanderſchleben behält Sachſen-Gotha / aber das Dominium directum über das

ANNO 1666.

Gut Freudenthal bekommt Chur-Maynß/ und ſoll es der jeßige Beſißer von Graffen von Hazfeld zu Lehen tragen; wann aber der Graf von Hazfeld darthun könte/ daſz diſz Gut und andere um Wanderſchleben gelegene After-Lehen Gleichiſch Cammergut ſeyn/ ſollen ſie ihme gegen billigmäſſige Satisfaction wieder zuruck gegeben werden.

Die befindliche Gleichiſche Lehen und Affter-Lehen im Erfurtiſchen Gebiete/ ſo wol in der Stadt/ als auf dem Lande/ welche der Raht beſißet/ ſollen Chur-Maynß/ die jenigen aber/ welche ſinguli beſißen/ dem Grafen von Hazfeld verbleiben. Chur-Maynß conſentirt in die Alienation derer Maynßiſchen Lehnſtücke/ welche Graff Carl von Gleichen 1591. Herßog Friderich Wilhelm verkaufft/ aber die in ſolchen Kaufbriefe benante 4. Hirſche werden Graf Hazfelden/ gegen Erlegung des Pirſchgeldes/ wann ers begehret/ jährlich abgefolget/ auch er bey den Niedern Jagden in den Blanckenheimiſchen und Cranichfeldiſchen Hölßern/ ſamt der Hut und Trifft gelaſſen.

Der Cranichfelder-See/ die darunter gelegene Teiche/ Mühlſtedt/ und Wieſewachs/ auch die Blancken- und Cranichfeldiſchen hohen Jagden/ hat durch Chur-Maynß und Chur-Sachſen/ durch Vermittelung das Haus Sachſen Weinmar und Gotha/ ſo viel/ als ohne mercklichen groſſen Schaden der Wildbahn entrahten werden kan/ gegen annehmliche Satisfaction zu verhandeln ſich erkläret/ ꝛc.

Die Dörffer/ als Schwerborn/ Schmira/ Ollendorff/ Udeſtedt und Walterſchleben/ welche ganß und zum theil der Raht zu Erfurt von Grafen zu Schwartzburg als Schwartzburg/ und ſie hinwieder als After-Lehn vom Hauſe Sachſen ſolche recognoſciret/ ſollen gegen billigmäſſigen Abtrag Chur-Maynß von ermeldten Grafen überlaſſen/ und von ihnen dem Raht und der Stadt Erfurt nicht mehr Liebe Getreue geſchrieben werden; was ſonſten die Bürger oder Einwohner in Erfurt als Schwartzburg/ ratione Arnſtadt/ an After-Lehnen beſißen/ wird oberwehnten Grafen ferner gelaſſen.

Exec. Receſs. §. 11.

Von des Graf Hazfeld zur Recognition, durch die Unterthanen/ verwilligten jährlichen 500. fl. bekomt Gotha 117. fl. 11. gr. 11. pf. und Weimar 382. fl. 3. gr. 1. Pfenning/ und hat der Raht zu Erfurt eine Eventualiſche Verſicherung auf die Weimariſche Cammerſchuld deswegen von ſich geſtellet.

Sachſen-Weimar ſoll die ſeither des Leipßiger Receſſes auſſenſtehende 608. fl. 7. gr. 1. pf. förderlichſt bekommen/ von den Unterthanen der Dörffer Ingersleben/ Güntherßleben/ und Sülzenbrücken ſollen keine Frohnen nach Wanderſchleben mehr gefordert werden, Sachſen Gotha thut hiemit wegen des Juris feudalitatis zu Wanderſchleben und Freudenthal Verzicht/ und der Vorwerck Wanderſchleben Nußung halber/ dem Graffen von Hazfeld Anweiſung.

Die Graffen von Schwartzburg haben wegen Wanderſchleben alle Erbregiſter und Documenta dem Graffen von Hatzfeld ausgeantwortet/ die Unterthanen der Pflicht erlaſſen/ und nachdem nunmehr das Vorwerck daſelbſt auf 16682. fl. 10. gr. 6. pf. taxiret/ ſoll die Einlöſung binnen der Zeit an/ und Michael. 1669. in welcher Zeit die Caſus fortuiti den Graffen von Hazfeld gelten/ geſchehen/ und da die Einlöſung von der Heu-Ernde erfolget/ ſoll der Graff von Hazfeld die Fructus naturales, und die Graffen von Schwartzburg die induſtriales ſamt der Viehnüßung bis Michaelis haben; ſo die Einlöſung aber nach der Heu-Ernde erfolgete/ ſollen die Grafen von Schwartzburg die Fructus naturales & induſtriales behalten/ aber das Artlohn und der Saame derer auf das künfftige Jahr beſtelleten Aecker/ ſo weit ſolche Beſtellung nicht mit des Dorfs Wanderſchleben herkommenen Frohnen geſchehen/ von Graffen von Hazfeld ihnen wieder erſtattet werden; Der Graff von Hazfeld trägt es von Chur-Maynß zu Mann-Lehn: Da aber die Einlöſung auf Michaelis An. 1669. nicht geſchiehet/ ſo behalten es die Graffen von Schwartzburg erblich/ und tragens bey Chur-Maynß zu Mann-Lehn/ aber die Frohnen der Wanderſchlebiſchen Unterthanen verbleiben alsdenn dem Graffen von Hazfeld.

Immittelſt bis zu ſolcher Einlöſungs-Zeit ſollen die Hazfeldiſche Beamten die Wanderſchlebiſchen Unterthanen zur Frohne auf der Schwartzburgiſchen Graffen Erfordern anhalten/ oder auf weitern Ungehorſam die Schwartzburg. die Unterthanen propriâ Autoritate darzu zu zwingen befugt ſeyn: Die Unterthanen verbleiben bey der Aſſecuration im Leipßiger Receſs. Art. 17. enthalten/ geſtalt dann der Pfarrherr die Beſoldung/ wie ſeine Vorfahren zur Zeit der Graffen von Gleichen gehabt/ behalten und deſſen verſichert ſeyn ſoll.

XI.

Die Gleichiſche Lehn und After Lehn im Erfurtiſchen Gebiethe hat Sachſen-Gotha als Inhaber des Ober-Lehnrechts/ Chur-Maynß abgetretten/ welche dann die jenige/ ſo die Singuli beſißen/ den Grafen zu Hazfeld zu Afterlehn beleihen/ ferner conferiren/ und ſollen die Graffen von Schwartzburg die Lehnleute ihrer Pflicht dieſzfalls erlaſſen/ und damit an Chur-Maynß und Graffen von Hazfeld verweiſen.

Das Dorff Stedten wird von Chur-Maynß Sachſen-Gotha zu freundlichen Gefallen mit ſeinem und der Graffen von Schwartzburg allda gehabten Rechte nunmehr gelaſſen.

Der Graff von Hazfeld erkläret ſich gegen Empfangung des Pfandſchillings/ der auf 2700. fl. ſich belauft/ das Dorff Neukeroda dem Fürſtl. Hauſe Sachſen abzutretten.

Sachſen verbleibt in quaſi Poſſeſſione des Dorfs Neuendorff/ bis Chur-Maynß ſein Dominium directum erweiſet/ welches aber in 4. Jahren geſchehen muſz/ widriges Falls Sachſen erblich ſolches behalten ſoll/ ꝛc.

XII.

Vom Fürſtlichen Hauſe Sachſen-Weimar werden dem Cartheuſer Kloſter ſeine Zinſen in der Voigtey Brembach und groſſen Obringen/ jedoch daſz es ratione Fructuum perceptorum & expenſarum zuvor Verzicht thue/ wieder eingeraumet/ deswegen an die Beamte Befehl ertheilet werden ſoll/ ſolches Cloſter wieder darein zu immittiren.

XIII.

Die Chur-Maynß. Geiſtlichkeit ſoll von ihren in Sächſiſchen Landen habenden Gütern und Zinſen keine Steur-Reſta/ auch ins künftige keine Extraordinar-Steuren/ ſondern nur hinfüro allein die Ordinar-Steuren/ in dem Quanto und nach den Terminen, wie An. 1618. bräuchlich/ nach Abzug der Caducen: Weswegen nach Proportion, bis ſie gangbahr worden/ etwas zu moderiren iſt/ entrichten/ hingegen ihnen auch von denen Beamten ſchleunig und ohn Uberſeßung der Gebühren zu ihren Zinſen geholffen werden/ aber die Beſitzer der geiſtl. Zinsacker in kleinem Brembach geben die Steuren wie vorhero.

Exec. Receſs. §. 13.

Auf Chur-Maynß bewegliches Zureden/ in Anſehung/ daſz die Beſißer der geiſtl. Zinsacker/ ohne das die Steuren von ſolchen Gütern entrichten/ ſollen die Chur-Maynß. Geiſtl. ins künftige den 6. Theil aller gangbahren Erbzinſe/ an ſtatt der Steuren/ von denen in Sächſiſchen Landen habenden Erbzinſen und Gütern zuruck laſſen/ auch die Stifftbedienten jedesmal/ daſz ſolcher Zins Antheil der Steuren halber verglichener maſſen abgetragen worden/ quitiren. Hingegen ſollen die Sächſiſchen Bediente dieſen Steuer-Antheil nicht an einem Ort von den andern/ ſondern jedes Orts abſonderlich erheben/ und der Geiſtlichkeit zu den noch ungangbahren beſter Möglichkeit nach verhelffen/ aber der Extraordinar-Steur halber bleibts bey dem Leipßig. Vergleich.

XIV.

Wegen des Schwan-Sees läſſet man es bey dem Vertrag de Ann. 1553. bewenden.

XV.

Das Haus Sachſen behält die bey etlichen Dörffern hergebrachte Gerechtſame/ als jus Patronatus, Præſentandi, Vocandi, Examinandi, Ordinandi, ſamt der Viſitation, jedoch daſz dadurch keine extenſion auf das jus Epiſcopale, oder andere actus Seculares and Eccleſiaſticos, welche im übrigen Chur-Maynß verbleiben/ gemacht werde. Bey vorgehenden Viſitationibus ſoll allezeit ein Geiſtl. Augſpurgiſcher Confeſſion aus Erfurt/ wegen Chur-Maynß/ welcher vor den Fürſt. Deputirten den Vorgang haben ſoll/ darbey ſeyn/ alles conjunctim verrichten/ auch unnöthige Unkoſten/ ſo viel möglich/ vermieden werden.

XVI.

Den Spretaviſchen/ Schloſzvippachiſchen/ Rinckleber und Walſchleber Fluhr-Streit wollen Chur-Maynß und Sachſen durch Commiſſarios beylegen/ oder ſonſten ohne Weitläufftigkeit erörtern laſſen.

Exec. Receſs. §. 16.

Der Walſchleber/ Ringleber/ Spretauer/ Vippacher/ Kleinbrembacher und Oldſietter vor geweſener Streit iſt meiſtens/ vermittelſt zuſammengeſchickter Beamten/ gütlich erörtert/ und das übrige ſol auch dergeſtalt beygelegt werden.

XVII.

Es hat auch Chur-Maynß auf Begehren des Fürſtl. Hauſes Sachſen verwilliget/ die Evangel. aus dem Raht und andern Aemtern nicht zu verſtoſſen/ und ob-

ANNO 1666.

obgleich mehr Catholiſche Subjecta mit darzu gebraucht würden/ ſoll doch die Helffte zum wenigſten Evangeliſch ſeyn/ wie es denn auch bey der den 12. Dec. A. 1664. ausgeſtellten Religion-Verſicherung verbleibet/ daſz von Chur-Mayntz und dero Ertz-Stifft die Unterthanen Edel und Unedel/ Geiſt-und Weltliche im Erfurtiſchen Gebiethe/ wie auch in Tondorfiſchen/ Mülbergiſchen/ zu Iſſeroda/ Stedten/ in Gleichiſchen/ und allen andern in dieſem Vergleich berührten Oertern/ Gütern und Dörffern/ da das Exercitium Augſpurgiſcher Confeſſion in Kirchen und Schulen anjtzo üblich iſt/ bey ſolchem freyen Exercitio Religionis, Kirchen/ Schulen/ Amthäuſern und andern Piis Locis, und darzu gewiedmeten Einkünften/ ſo wol die jenigen/ die jura Patronatus haben/ unhinderlich gelaſſen werden/ und zu allen Zeiten des jenigen/ was in der Religions-Verſicherung der Stadt Erfurt am 12. Decemb. An. 1664. welche dieſem Vergleich deswegen beygeheftet werden ſoll/ verwilliget iſt/ beſtändig genieſſen.

XVIII.

Zu Vermeidung künfftiger Irrung will man beydes Chur-Mayntz und Fürſtl. Sächſ. Geiſtl. und Weltl. Unterthanen die Juſtiz hinc inde unweigerlich wiederfahren laſſen/ auch jeden zu ſeinem foro competenti anweiſen/ was aber Chur-Mayntz und das Haus Sachſen/ es ſey vor ſich oder wegen des Erfurtiſchen Gebieths halber/ gegen einander hätten/ ſoll erſtlich gütlich durch Zuſammenſchickung der Rähte mit ſeinen Umſtänden vorgeſtellet/ und billigmäſſige Vorſchläge angehöret werden; In Entſtehung der Güte aber die Sache entweder in wichtigen Sachen zu einem engen Compromiſs auf das Kayſ. Cammergericht zu Speyer geſtellet/ oder von jedem vorbenanten Theile zweene vornehme Miniſtri, in geringen aber zweene der Rechte und des Proceſſus erfahrene Notarii conſtituirt, vor denenſelben/ als Arbitris Compromiſſariis, im Lande zu Thüringen/ mit drey abgewechſelten Sätzen in einer bey Antritt des Proceſſes verglichenen Zeit verfahren/ und die Acta auf einen durchs Loſz benanten Ort zum Verſpruch geſchicket/ jeden eine Leuterung vorbehalten/ bey deſſen proſecution es auf vorige maſſe gehalten/ und allenthalben legaliter verfahren werden/ jedoch/ daſz kein Theil/ bis zu Austrag der Sache/ einige Thätlichkeiten gegen dem andern verübe.

XIX.

Beyde Chur-und Fürſtl. Theile haben allen Anſprüchen/ die einer auf des andern Landen und dero Landſtände zu haben vermeinte/ worunter aber der privatorum tragende Lehen/ Credita, Debita, und andere Actiones nicht gemeinet/ ſo wol auch allen Exceptionibus als Reſtitutionis in integrum, Inſtrumentorum noviter repertorum, Ordinis, Commiſſionis, Appellationis, Supplicationis, Pactis, Transactionibus, die dieſem Vergleich zu wider ſeyn möchten/ gäntzlich renunciret/ und verſpricht jeder Theil den andern vor ſich/ dero Erben und Nachkommen/ als auch in vorigen Puncten erwehnte mit intereſſirte, den andern/ da ihm etwan Streit in oder auſſerhalb Gerichts erwecket würde/ zu vertretten; und bleiben beyder Theile Vaſallen und Unterthanen in des andern Landen habende Schuldforderungen/ Zinſen/ Triften und andere Particular-Rechte/ ſo dieſem Vergleich nicht zu wider ſind/ gantz ungekräncket.

XX.

Jeder Theil verſpricht bey Chur-und Fürſtl. Worten/ mit aufrichtigem teutſchen Hertzen in oder auſſer Kriegstroubeln/ eine ewige Freundſchafft zu halten/ und weder mit Durchzügen wieder die Reichs-Conſtitutiones, noch mit Einquartirung/ Contributionen, ſtreiffenden Partheyen/ oder ſonſt auf einerley Weiſe den andern/ und ſeine Unterthanen zu beſchweren; um bequemer Communication der Erfurtiſchen und Eichsfeldiſchen Lande bewilliget Hertzog Friederich Wilhelm zu Sachſen/ wann die Grafen zu Waldek zu frieden ſind/ daſz Chur-Mayntz ein Platz zu Tonna/ darinnen 500. Mann zu Mittags oder Abends bey nothwendiger Durchführung logiret werden können/ erkauffe/ Wohnung und Ställe/ jedoch ohne fortification, und daſz kein Graben über 5. Eln breit darum geführet werde/ (ſalvo tamen jure territorii und der Tonniſchen Gerichte ihrer Gerechtigkeit in Criminal und Civil-Fällen) darauf baue.

Zu mehrer Bekräfftigung und Verbindlichkeit/ bis zu der Principaln und Intereſſenten Subſcription und Beſieglung/ welche innerhald 2. Monaten von dato an Chur-Sachſen als Mediatorn, von einem jeden eingeſchicket werden ſoll/ von denen anweſenden Abgeſandten/ krafft habender Vollmacht/ gegenwärtiger Receſs mit Hand und Siegel vollzogen und darbey der Röm. Kay. May. Confirmation hierüber zu ſuchen abgeredet worden. So geſchehen in Leiptzig den 20. (30.) Dec. An. 1666.

Wegen Chur-Sachſen übernommener Mediation Verordnete.

Carl Freyherr von Frieſen/ Hans Friederich à Burckersroda.
Nicol. Pfretſchner.

Philip Ludwig Freyherr zu Reifenberg wegen Chur-Mayntz.
Johann Reymund Jäger Chur-Mayntz. Raht und Lehn-Proſt.
Johann Chriſtoph. Marci D. wegen Sächſ. Mörſeburg und Naumburg.

Hanns Dieterich von Schönberg wegen Sachſ. Altenburg.
Johann Chriſtoph Wex/ wegen Sachſ. Weimar.
Wolff Conrad von Thumbshirn wegen Sachſ. Altenburg.

FIN DE LA III. PARTIE DU TOME VI.

Bayerische Staatsbibliothek München

Dumont, Jean

Corps Universel Diplomatique Du Droit Des Gens Contenant Un Recueil Des Traitez D'Alliance, De Paix, De Trêve, ... qui ont été faits en Europe, depuis le Regne de l'Empereur Charlemagne jusques à présent ...
Bd.: 6,3

Amsterdam (1728)

2 J.publ.e. 8-6,1/3
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10491325-9
(null)